UNIVERSITE PARIS 8 VINCENNES – SAINT DENIS, INSTITUT FRANÇAIS DE GEOPOLITIQUE, ÉCOLE DOCTORALE SCIENCES SOCIALES, ED 401

CENTRE DE RECHERCHES ET D'ANALYSES GEOPOLITIQUES - IFG LAB
INSTITUT FRANÇAIS DE GEOPOLITIQUE

L'AGRICULTURE ARGENTINE : « LE GRENIER DU MONDE »
GEOPOLITIQUE D'UNE REPRESENTATION DE LA PUISSANCE

OLIVIER ANTOINE

THESE DE DOCTORAT

Discipline : Géographie, mention géopolitique

Sous la direction Barbara LOYER et Pierre BLANC

Présentée et soutenue publiquement le 23 septembre 2020

Composition du jury :
M. Pierre BLANC, Professeur à Bordeaux Sciences Agro et Sciences Po Bordeaux, *Directeur de thèse*
M. François BOST, Professeur à l'Université de Reims, *Président du jury*
M. Pierre GAUTREAU, Maître de conférence, HDR, à l'Université Paris 1 La Sorbonne, *Rapporteur*
Mme Barbara LOYER, Professeure à l'Université Paris 8, *Directrice de thèse*
M. Thierry POUCH, Chercheur associé HDR, Université de Reims Champagne Ardenne, Chef du service étude et prospective Chambres d'agriculture, *Rapporteur*
M. Sébastien VELUT, Professeur à l'Institut des Hautes Études d'Amérique Latine, *Examinateur*
M. Fernando VILELLA, Professeur à la Faculté d'Agronomie de Buenos Aires, *Examinateur*

Résumé
En 2015, l'élection du nouveau président argentin a été marquée par le retour d'un discours de puissance réaffirmant la place centrale de l'agriculture et de l'élevage dans le pays symbolisé par la réapparition d'une représentation historique forte : l'Argentine « grenier du monde ». Héritée de la deuxième moitié du 19e siècle, elle désigne une époque durant laquelle les activités agro-pastorales avaient constitué les instruments du pouvoir national, de l'expansion territoriale et de l'insertion du pays dans le commerce international au travers d'une relation de dépendance tissée avec l'Angleterre, alors puissance mondiale dominante en quête de sécurité alimentaire. La réapparition contemporaine de cette représentation intervient à l'heure où le pays traverse une nouvelle période d'expansion de fronts agraires liée au développement de ses exportations en lien avec une nouvelle puissance mondiale en quête de domination, la Chine. Cette thèse interroge les rapports entre la construction historique d'une représentation de la puissance et les dynamiques conflictuelles causées par l'expansion des fonts agro-pastoraux contemporains, dans le bassin du Pilcomayo au nord de l'Argentine en s'appuyant sur l'analyse de deux périodes déterminantes dans l'édification d'une centralité agricole aux fortes incidences géopolitiques internes et externes. L'apport de l'analyse géopolitique, son regard multiscalaire, son étude des représentations sont autant d'outils qui permettent d'élaborer une nouvelle approche des questions agraires en Argentine et de mettre en lumière les liens entre les enjeux géostratégiques de sécurité alimentaire et la pression pour l'accaparement de ressources locales.
Mots clés : puissance, agriculture, représentation, Argentine, élevage, géopolitique, Bassin du Pilcomayo, Formosa, eau, fronts agraires.

Abstract
In 2015, the election of the new Argentinian president was marked by the return of a speech of power reaffirming the central place of agriculture and animal husbandry in the country symbolized by the reappearance of a strong historical representation: Argentina « granary of the world ». Inherited from the second half of the 19th century, it designates a period during which agro-pastoral activities had constituted the instruments of national power, territorial expansion and the country's integration into international trade through a relationship dependence woven with England, then the dominant world power in search of food security. The contemporary reappearance of this representation comes at a time when the country is going through a new period of expansion of agrarian fronts linked to the development of its exports in connection with a new world power in search of domination, China. This thesis questions the relationships between the historical construction of a representation of power and the conflicting dynamics caused by the expansion of contemporary agro-pastoral fonts, in the Pilcomayo basin in the north of Argentina, based on the analysis of two decisive periods in the construction of an agricultural centrality with strong internal and external geopolitical implications. The contribution of geopolitical analysis, its multi-scalar view, its study of representations are all tools which make it possible to develop a new approach to agrarian questions in Argentina and to highlight the links between geostrategic issues of food security and the pressure to grab local resources.
Keywords: power, agriculture, representation, Argentina, livestock, geopolitics, Pilcomayo Basin, Formosa, water, agrarian fronts.

Remerciements

Je tiens à remercier par ces lignes toutes les personnes qui ont contribué à l'élaboration de cette thèse.

Ma directrice de thèse, Barbara Loyer, pour l'entière liberté qu'elle m'a donnée pour sortir des sentiers battus lors de cette recherche mais aussi pour son courage au cours de ces années traversées. Je tiens à exprimer toute ma gratitude à la personne qui, un jour de fin d'été 2011, m'a ouvert les portes de l'Institut Français de Géopolitique pour me permettre d'y rencontrer et d'y construire le chercheur que je suis en train de devenir.

Mon directeur de thèse, Pierre Blanc, qui, outre son regard professionnel, ses conseils avisés et ses orientations justes, a pris le temps de l'écoute durant toutes ces années. Merci pour cette patience pédagogue sans laquelle mon travail chercherait encore son chemin parmi les angoisses qui m'habitent.

Je souhaite faire parvenir mes remerciements à tous les professionnels rencontrés au cours de mes recherches, en France comme en Argentine, dont les réponses à mes questions, les avis sur mes hypothèses et le partage de leur expérience ont été des sources inestimables et participé à étayer mon travail.

Plus particulièrement, je souhaite remercier Fernando Vilella pour son accueil, nos échanges et son aide en Argentine. Merci pour cette ouverture d'esprit et pour le soutien apporté à ma démarche intellectuelle et professionnelle.

Pour sa bienveillance, ses conseils et les nombreux éclats de rire partagés dans son bureau ou autour d'un repas avec son équipe et ses collègues, dont je salue ici la gentillesse, je remercie chaleureusement Nathalie Corade.

Mes remerciements à Léa Gobin pour son aide précieuse en cartographie. Merci également à mes amies chercheuses, Noémie et Naima, deux étincelles de vie dont l'énergie débordante m'a sortie plus d'une fois d'ornières où mes doutes m'avaient fait tomber. A Roberto, dont les prouesses ont toujours su égayer les moments difficiles.

Merci à tous mes amis et à ma famille pour m'avoir accompagné, dans l'échange ou le silence, et soutenu tout au long de ce chemin.

A Arnaud et Séverine, mes compagnons depuis mes premières heures sur les bancs de l'université. A nos rires, à nos nuits d'ivresse et aux folies que cette page n'oserait retranscrire… A vous deux, un grand merci !

A Emilio, encore une fois le guide infatigable de mes interrogations, ma reconnaissance éternelle pour avoir su accueillir l'enfant que je ne voulais pas quitter et laisser s'épanouir et s'émanciper l'homme que suis. Cette thèse n'est pas que le fruit de mon travail de recherche, elle est aussi celui de ma vie d'homme.

A ma mère, sa mémoire, dont le départ précipité aux premières heures de ma thèse a donné un autre sens à ma démarche. Tant de maux et de paroles ont émaillé notre parcours. Ces lignes pour elle ont longtemps habité mes pensées durant ces années et maintenant que je peux les lui adresser, c'est presque timidement que je les écris par crainte de ne pas être à la hauteur d'une telle parole donnée et désormais accomplie. Où que tu sois, merci.

A celles et ceux qui ont comparé l'aboutissement de ce long et lent travail de construction à un accouchement, je souhaite offrir ces mots, empruntés à l'écrivain uruguayen Juan José Saer :

> « Toute vie est un puits de solitude qui va se creusant avec les années. Et moi qui, plus que les autres, viens du néant à cause de ma condition orpheline, j'étais déjà prémuni depuis le début contre cette apparence de compagnie qu'est une famille ; mais cette nuit-là, ma solitude, déjà grande, devint, d'un coup, démesurée, comme si dans ce puits qui peu à peu se creuse le fond avait cédé, brusque, me laissant tomber dans le noir. Désespéré, je me couchai par terre et me mis à pleurer. A présent que je suis en train d'écrire, que les grattements de ma plume et les grincements de ma chaise sont les seuls bruits qui résonnent, nets, dans la nuit, que ma respiration inaudible et tranquille soutient ma vie, que je peux voir ma main, la main fripée d'un vieillard, glisser de gauche à droite et laisser une traînée noire à la lumière de la lampe, je m'aperçois que, souvenir d'un événement véritable ou image instantanée, sans passé ni avenir, fraîchement forgée par un délire paisible, cet enfant qui pleure en un monde inconnu assiste, sans le savoir, à sa naissance. On ne sait jamais quand on naît : l'accouchement est une simple convention. Beaucoup de gens meurent sans être jamais nés ; d'autres naissent à peine, d'autres mal, comme avortés. Certains, par naissances successives, passent de vie en vie, et si la mort ne venait pas les interrompre, ils seraient capables d'épuiser le bouquet des mondes possibles à force de naître sans relâche, comme s'ils possédaient une réserve inépuisable d'innocence et d'abandon. Tout bâtard que j'étais, je naissais sans le savoir et, comme l'enfant qui sort, ensanglanté et étourdi, de cette nuit obscure qu'est le ventre de sa mère, je ne pouvais faire autre chose que me mettre à pleurer. D'au-delà des arbres me parvenaient, constantes, la rumeur des voix rapides et criardes, l'odeur matricielle de ce fleuve démesuré, et je finis par m'endormir. »

Enfin, mes remerciements et tout mon amour à Valérie, ma femme, sans qui absolument rien de tout ceci n'aurait été possible. A sa force, à sa vision et à sa détermination qui me nourrissent. Merci ma fleur de sel. Tout va bien puisque nous sommes ensembles.

Et à mon fils, Nahuel, mon puma, dont je suis si fier de pouvoir accompagner les pas depuis maintenant sept ans. Sans le savoir, sans le comprendre, il m'apprend chaque jour à me remettre en question, à être son père. Merci mon fils.

Sommaire

INDEX DES SIGLES……7

INTRODUCTION GENERALE……...10

PREMIERE PARTIE : L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE DANS LA CONSTRUCTION GEOPOLITIQUE DE L'ARGENTINE ET SA REPRESENTATION DE PUISSANCE : « L'ARGENTINE, GRENIER DU MONDE »…….34

CHAPITRE 1 – LA QUESTION AGRAIRE DANS LA CONSTRUCTION DE LA NATION ARGENTINE……36

1.1 l'expansion de la frontière et l'appropriation foncière : pouvoir et territoire…….38

1.2 La construction d'un modèle agro-exportateur au cœur de la constitution d'une nation agraire……72

1.3 Les rivalités de pouvoir pour le modèle de nation : agraire ou agro-exportatrice……...95

CHAPITRE 2 : D'UNE NATION AGRAIRE A UNE PUISSANCE AGRICOLE ? NAISSANCE DE LA REPRESENTATION DE PUISSANCE : L'ARGENTINE « GRENIER DU MONDE »……114

2.1 La consolidation du modèle agro-exportateur comme ressort de la puissance agricole argentine……..115

2.2 Acteurs, exercice du pouvoir et représentation de la puissance……...146

2.3 De la relativité de la puissance……186

DEUXIEME PARTIE : RECONFIGURATION DU « GRENIER DU MONDE » : DU RENOUVEAU D'UNE REPRÉSENTATION DE LA PUISSANCE AUX CONFLITS SUR LES FRONTS AGRAIRES…….200

CHAPITRE 3 : LE RETOUR DE LA PUISSANCE AGRICOLE ARGENTINE ET DE LA REPRESENTATION DE « GRENIER DU MONDE »……..203

3.1 Les nouveaux ressorts de la puissance agricole argentine……...206

3.2 La sojatisation du « grenier du monde »…….244

3.3 La sojatisation de la puissance argentine : le « grenier d'un monde chinois »……...279

CHAPITRE 4 : LES NOUVEAUX « DESERTS DE LA NATION » : FRONTS AGRAIRES DANS LES TERRITOIRES DU BASSIN DU PILCOMAYO……...301

4.1 Contextualisation des nouveaux « déserts de la nation » : le bassin du Pilcomayo…….303

4.2 Relier les nouveaux « déserts » de la nation au « grenier du monde » ……322

4.3 L'expansion de la frontière agro-pastorale : facteur de développement ou d'instabilités ?.....337

CONCLUSION GENERALE……..370

ANNEXES…….....377

BIBLIOGRAPHIE……394

SITOGRAPHIE……419

TABLE DES ILLUSTRATIONS…….422

TABLE DES MATIERES……424

Index des sigles

AAPRESID: Asociación Argentina de Productores en Siembra Directa

API : Agenda de Proyectos Prioritarios de Integración

APROBAE : Asociación de Productores del Bañado la Estrella

AUH : Asignación Universal por Hijo

BID : Banque Interaméricaine de Développement

BNDES : Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social

CAF : Banco de Desarrollo de América Latina

CELAC : Comunidad de Estados Latinoamericanos y Caribeños

CEP : Centre d'Etudes et de Prospectives

CEPAL : Comisión Económica para América Latina

CIC : Comité Intergubernamental Coordinador de los Países de la Cuenca del Plata

COFCO: China National Cereals, Oils and Foodstuffs Corporation

CONICET : Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas

CONINAGRO: Confederación Intercooperativa Agropecuaria

COSIPLAN : Consejo Suramericano de Infraestructura y Planeamiento

CRA: Confederaciones Rurales Argentinas

CREDA : Centre de Recherche et de Documentation des Amériques

DGEEC : Dirección General de Estadísticas, Encuestas y Censos

DNTYUA : Dirección Nacional de Tierras y Unidades Agropecuarias

FAA : Federación Agraria Argentina

FAO : Food and Agriculture Organisation

FIDA : Fonds International de Développement Agricole

FONPLATA : Fondo Financiero para el Desarrollo de los Países de la Cuenca del Plata

FUNGIR : Fundación para la Gestión e Investigación Regional

GAEZ : Global Agro-Ecological Zones Study

IIRSA : Iniciativa para la Integración de la Infraestructura Regional de Suramericana

INDEC : Instituto Nacional de Estadística y Censos

INTA : Instituto Nacional de Tecnologías Agropecuarias

IPCVA : Instituto de Promoción de la Carne Vacuna Argentina

MERCOSUR : Mercado Común del Sur

MINAGRI : Ministerio de Agricultura, Ganadería y Pesca

MOPC : Ministerio de Obras Públicas y Comunicaciones

MRECIC : Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto

OEA : Organisation des Etats Américains

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

PAE : Plan de Acciones Estratégicas

PAM : Programme Alimentaire Mondial

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PNUMA : Programa de las Naciones Unidas para el Medio Ambiente

REDD : Réduction des Emissions issues de la Déforestation et de la Dégradation des forêts

SAGE : Center for Sustainability And the Global Environment

SRA: Sociedad Rural Argentina

UNASUR : Unión de Naciones Suramericanas

UNESCO : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

UPCA : Unidad Provincial Coordinadora del Agua

ZICOSUR : Zona de Integración del Centro Oeste de América del Sur

« L'anormalité obstinée de l'Argentine constitue un défi intellectuel pour qui en cherche les raisons. »

Jorge Schvarzer et Jorge Sabato

« L'Argentine est un pays agraire sans débat sur son agriculture »

Pedro Peretti et Mempo Giardinelli

« Sans doute que notre passé ne constitue pas un paysage dégagé, aussi large et étendu que la grande partie de la géographie qui lui sert de support. »

Mario Rapoport

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Le 15 décembre 2015, quelques jours à peine après sa prise de fonction en tant que président de la République d'Argentine, Mauricio Macri, s'est rendu à Pergamino, petite ville de la province de Buenos Aires, épicentre d'un mouvement de contestation syndicale et agricole qui avait secoué l'Argentine durant le gouvernement de sa prédécesseure, Cristina Fernández de Kirchner, en 2008. Là, parmi des représentants du monde agricole, il y prononça un discours exhortant son pays à redevenir le « grenier du monde », voire à devenir le « supermarché du monde ». Dans une région agricole lui ayant apporté tout son soutien pour remporter l'élection présidentielle, ce discours constituait plus qu'un simple remerciement à son électorat. Il s'agissait là de réaffirmer la place centrale de l'agriculture et de l'élevage dans le pays et d'en réhabiliter la fonction d'instrument de la puissance nationale.

Cette représentation de l'Argentine renvoyait quelque cent ans en arrière quand elle fut employée pour la première fois pour signifier le degré de puissance supposément atteint par le pays et sa classe dirigeante. Cette époque marquait l'aboutissement de décennies durant lesquelles les activités agro-pastorales avaient constitué les éléments primordiaux de la construction de la nation argentine, les fondements de son Etat, et les leviers du pouvoir et de la domination politique, économique et sociale d'un groupe réduit de grands propriétaires terriens. De même, elles avaient participé à l'insertion du pays dans le commerce international et à modeler son rapport au monde au travers d'une relation de dépendance tissée avec l'Angleterre, alors puissance mondiale dominante en quête de sécurité alimentaire. Tout au long de cette période, la construction du territoire national s'était opérée au moyen de l'expansion de la frontière agro-pastorale et s'était déroulée sur plusieurs dizaines d'années au cours desquelles l'appropriation et l'exploitation à grande échelle des ressources foncières avaient constitué de véritables marqueurs du pouvoir.

Aujourd'hui, l'agriculture argentine traverse une nouvelle période d'expansion de fronts agraires, de conflits pour l'accaparement des ressources foncières et de développement de ses exportations en lien cette fois avec les besoins de sécurité alimentaire d'une nouvelle puissance mondiale en quête de domination, la Chine. Si l'expression de « grenier du monde » n'était pas nouvelle parmi la population argentine, sa réapparition comme représentation de puissance dans le discours politique interpelle tant il s'agit là d'un signifiant historique fort.

L'élection de Mauricio Macri a signifié un véritable tournant politique en Argentine et ce retour d'un discours de puissance au sujet de l'agriculture a constitué le point de départ de ma thèse sur *L'agriculture argentine : « le grenier du monde », Géopolitique d'une représentation de la puissance ».*

En 2015, tandis que je venais d'observer durant deux ans l'évolution de fronts agraires vers le nord du pays, s'accompagnant de conflits et de tensions entre éleveurs et communautés locales pour la répartition des ressources foncières et hydriques, et que l'expression de « grenier du monde » et son histoire m'étaient familières, pour les avoir entendues et étudiées quand je vivais en Argentine[1], le discours de Mauricio Macri m'a frappé tant il semblait en décalage avec certaines réalités agricoles de son pays. Cela semblait révéler, en creux, une sorte d'aveuglement sur l'histoire du pays et ses représentations. D'abord intéressé par l'étude de l'instrumentalisation de l'agriculture dans l'élaboration d'une politique de puissance en Argentine, l'intervention du Président m'a convaincu d'une réorientation de mes travaux de recherche vers une analyse de la représentation de l'idée de puissance, sa traduction dans l'approche territoriale de l'Etat et des acteurs de l'agriculture ainsi que les conflits agraires étudiés préalablement.

Dès lors, pour quelles raisons une telle représentation resurgit-elle aujourd'hui ? Quels liens unissent ces deux périodes ? Quel processus géopolitique cette représentation vient-elle traduire ? Et dans quelle mesure peut-elle être considérée comme un objet d'étude géopolitique ?

Définition de l'objet d'étude

Cette thèse interroge les rapports entre la construction historique d'une représentation de la puissance et les dynamiques conflictuelles causées par l'expansion des fonts agro-pastoraux contemporains, dans le bassin du Pilcomayo au nord de l'Argentine, en s'appuyant

---

[1] *C'est en 2006 que j'ai entendu pour la première fois une personne me parler de l'Argentine comme « le grenier du monde ». Dans une salle d'attente d'un hôpital, un homme âgé, m'entendant parler avec un accent étranger, m'a interpelé pour me demander ce que je pensais de son pays. Il m'écouta lui raconter mon expérience, au demeurant positive, de l'Argentine quand il m'interrompit pour me dire au combien son pays avait changé et que je ne pouvais pas m'imaginer ce qu'il avait été des décennies plus tôt quand le pays était « le grenier de monde ». Avec le recul, je me rends compte que cette personne ne pouvait pas avoir connu cette époque lui non plus car il ne devait pas être né. Toutefois, cette anecdote m'a permis de mesurer pour la première fois à quel point cette représentation était fortement ancré dans l'imaginaire collectif, un imaginaire où chacun pouvait se l'approprier et lui donner une sorte d'authenticité propre.*

sur l'analyse de deux périodes déterminantes dans l'édification d'une centralité agricole aux fortes incidences géopolitiques.

Pourquoi une lecture géopolitique de l'agriculture ? Si la géopolitique comme discipline entend appréhender les rivalités de pouvoir autour d'enjeux sur un territoire, comme l'a défini Yves Lacoste[2], alors l'agriculture recouvre une forte dimension géopolitique. S'inscrivant sur des territoires, elle est au cœur de rivalités de pouvoir et de jeux de puissance. Elle est d'ailleurs souvent instrumentalisée au sein même de ces rivalités car elle permet la mise en valeur des territoires et contribue à l'édification des États ou à l'occupation des territoires nouvellement conquis[3]. Autrement dit, l'agriculture peut être perçue comme un soubassement important de conflits, notamment dans son rapport aux ressources foncières et hydriques qu'elle mobilise, se dérobant alors à une stricte lecture économique. En outre comme l'ont rappelé Pierre Blanc et Sébastien Abis :

> « Que l'espace soit le quotidien des individus, le territoire d'une nation, l'ambition d'une entreprise ou la surface du globe, l'agriculture et l'alimentation sont éminemment géopolitiques. La première – sans laquelle la seconde ne saurait exister – s'inscrit sur des territoires (géo) et les deux se retrouvent au cœur des stratégies de puissance et/ou de pouvoir (politique), de l'échelon local au niveau international.[4] »

Par ailleurs, l'évidence de la dimension géopolitique de l'agriculture est apparue suite aux émeutes de la faim de 2008. Secouant une grande partie de la planète, cette crise frumentaire a rappelé le rôle indispensable et stratégique de l'agriculture tant pour l'alimentation humaine et la paix sociale que pour le développement de certaines industries engagées dans la production de biotechnologies. Or, à cette époque, l'agriculture, tout comme l'élevage, ne faisaient que rarement l'objet d'une approche géopolitique. Cette crise, si elle fut brève, comme l'a rappelé Béatrice Giblin dans son éditorial de la revue *Hérodote* consacrée à la géopolitique de l'agriculture[5], a permis d'amorcer un repositionnement de l'agriculture au cœur des préoccupations des États. Premier signe de changement après des décennies de quasi

---

[2] *Yves Lacoste,* « Préambule », *Dictionnaire de Géopolitique (dir.), Flammarion, Paris, 1993.*

[3] *Pierre Blanc*, Proche-Orient : Le pouvoir, la terre et l'eau*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, p. 14.*

[4] *Sébastien Abis, Pierre Blanc, « Agriculture et géopolitique au XXIe siècle, Rivalités, stratégies, pouvoirs », in* Agriculture et alimentation, des champs géopolitiques de confrontation au XXIe siècle, *Cahier Déméter, Paris, 2011, p. 11.*

[5] *Béatrice Giblin, « Éditorial », Hérodote, n°156, La Découverte, Paris, 1er trimestre 2015, p. 3.*

indifférence, la Banque mondiale a publié en 2007 un rapport sur le développement dans le monde s'intitulant « L'agriculture au service du développement[6] ». Dès 2011, cette nouvelle situation s'est renforcée suite aux révoltes socio-politiques ébranlant le bassin Méditerranéen. Les enjeux agricoles et alimentaires y ont joué un rôle moteur parmi les différentes revendications des populations qui se soulevèrent alors. Signe de l'intérêt croissant, voire urgent, porté à ces questions par la communauté internationale, la France, hôte de la sixième réunion du G20 en novembre 2011, fut le premier pays à organiser un G20 agricole réunissant les différents ministres de l'agriculture des pays participants. Outre ces réunions annuelles, une multitude de rapports, d'événements et d'engagements ont été pris plus récemment, plaçant l'agriculture, l'alimentation et leurs ressources, à savoir la terre et l'eau, au centre des enjeux du 21e siècle comme par exemple, les Objectifs de Développement Durable (ODD), établis dans le cadre du programme de développement adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies, la 21e Conférence des Parties sur le climat, la COP 21, organisée en 2015 à Paris, ou bien encore l'Exposition universelle organisée par la ville de Milan en 2015, intitulée « Nourrir la planète. Une énergie pour la vie[7] »,

Cette prise de conscience internationale représente donc une opportunité historique pour analyser les problèmes qui affectent à la fois la sécurité alimentaire mondiale ainsi que chaque agriculture locale, en reliant les problèmes géoéconomiques et géostratégiques mondiaux aux problèmes de géopolitique internes. C'est dans ce contexte que s'inscrit ma recherche qui entend mettre en évidence la place des ressources naturelles entourant ces problématiques. En effet, la terre et l'eau deviennent objets de convoitise et les territoires qui les abritent l'enjeu de rivalités de pouvoir où les questions de souveraineté nationale et de puissance étatique réapparaissent[8]. Comme l'a souligné Béatrice Giblin :

> « La géopolitique de l'agriculture est loin de se limiter aux risques et enjeux d'une crise alimentaire. En effet, de multiples conflits d'usage le montrent pour l'eau, pour la terre – de même que les débats sur le développement agricole font apparaître des conceptions opposées du développement agricole […] Pourtant, l'agriculture est rarement abordée en

---

6 *« Rapport sur le développement dans le monde, 2008 : l'agriculture au service du développement », Banque Mondiale, Washington, 2007.*

7 *Historiquement, ce type d'événement est destiné à promouvoir les avancées des sciences et des techniques de nos sociétés, symbole de modernité et de progrès. La ville de Milan a fait le choix de proposer une vision à l'opposé de ces standards. La ville a donc mis l'accent sur la place de l'agriculture et de l'alimentation dans les enjeux contemporains de l'humanité.*

8 *Jean-Marc Chaumet, Thierry Pouch,* La Chine au risque de la dépendance alimentaire, *Presses Universitaires de Rennes, 2017, p. 174.*

tant que question géopolitique, ce qui est plutôt surprenant car, d'évidence, les rivalités pour le contrôle de la terre sont sans doute aussi anciennes que l'agriculture elle-même. »

Outre cette évidente dimension géopolitique, le retour des questions de puissance dans les enjeux rivalitaires qui entourent l'agriculture interpelle. Quelle est le lien entre puissance et agriculture ? Peut-on parler de puissance en agriculture ? Cette recherche s'intéressant au rapport entre une représentation de la puissance et des conflits agraires, cela suppose d'abord d'appréhender le concept de puissance et de le questionner au prisme de l'agriculture.

Il est désormais courant, voire commun, de parler de puissance agricole dès lors qu'un pays possède d'abondantes productions de matières premières qu'il peut exporter sur les marchés internationaux. A cet égard, Frédéric Courleux, conseiller en charge de la direction des études du think tank Agriculture et Statégies, spécialisé dans la prospective et l'étude des politiques agricoles européennes, explique que « la puissance agricole repose essentiellement sur les capacités d'exportation d'un pays et sur sa faculté à peser sur une filière[9]. »

Dans sa terminologie internationale, la « puissance » est identifiée au « pouvoir ». *Power* en anglais, *Macht* en allemand, il existe, en France, une dichotomie entre le pouvoir et la puissance[10]. La science politique française utilise traditionnellement les deux termes pour des échelles différentes, le premier étant associé à la politique intérieure et le second à la politique étrangère des États, *« activité étatique qui tournée vers l'extérieur, par le biais de laquelle les États agissent.[11] »* Pour Max Weber, la notion de puissance est au centre de la définition de la politique : « *le fait de chercher à participer au pouvoir* [ou à la puissance] *ou à influer sur sa répartition, que ce soit entre États ou au sein d'un État.[12] ».* La puissance peut être domination, autorité, influence, légitimité ou contrôle, est visible ou voilée, imposée ou diffuse et parvient à s'ingérer dans tous les enjeux qui dépassent les frontières nationales[13]. Le concept de puissance est multifacétique, recouvre de nombreux enjeux et a fait l'objet de nombreuses interprétations, définitions et théories : structurelle, productive, institutionnelle, relationnelle.

---

[9] *Entretien téléphonique avec Frédéric Courleux, Paris, le 08/02/2017.*
[10] *Fabrice Argounès,* Théories de la puissance, *Paris, 2018, CNRS Éditions, p. 9.*
[11] *Marcel Merle,* La politique étrangère*, Paris, 1984*, *PUF.*
[12] *Max Weber,* Le savant et le politique, *Paris, La découverte, 2003.*
[13] *Ibid.*

Parmi les différentes notions de la puissance, la définition avancée par Serge Sur est la plus articulable à l'agriculture. Elle peut être définie comme « une capacité - capacité de faire ; capacité de faire faire ; capacité d'empêcher de faire ; capacité de refuser de faire.[14] »

Cette définition dépasse une approche classique de l'analyse de la puissance, où la seule étude des ressources et des facteurs permettrait d'en déterminer l'existence et d'en mesurer le niveau comme cela fut théorisé par des auteurs comme Hans Morgenthau[15] ou bien Nicholas Spykman[16]. Ici, elle suggère l'existence d'une volonté dans le fait d'exercer la puissance. Comme le relevait Jean-Jacques Roche, s'appuyant sur les recherches de Raymond Aron, « la puissance n'est jamais déterminée par l'environnement mais elle s'acquiert par un acte de volonté.[17] » Cette volonté est celle d'acteurs dont les enjeux de puissance se déploient sur des territoires, qu'il s'agisse d'une conquête de marché ou bien de ressources.

L'exercice de la puissance pour le contrôle des ressources agricoles se traduit ainsi par deux types de stratégies. D'une part, pour les pays producteurs excédentaires, il s'agit de peser sur le commerce mondial, d'autre part, pour les pays déficitaires, il convient de sécuriser ses approvisionnements alimentaires. Par conséquent, le déficit de terres arables ou de ressources hydriques d'un pays en quête de puissance entraine la nécessité de maîtriser ses sources d'approvisionnement, voire d'en externaliser la production. Dès lors, on assiste à la résurgence de « pulsions rivalitaires[18] » entre États qui témoignent du replacement de la question de la puissance au cœur des enjeux qui traversent l'agriculture.

J'illustre ces jeux de puissance et l'élaboration de stratégie autour de la production agricole et la sécurisation alimentaire par l'étude du cas de la Chine et de l'Argentine autour de la culture du soja, indispensable à l'un pour la production de protéines animales consommées quotidiennement par sa population, et nécessaire à l'autre pour assurer le développement de son pays.

Ce rapport entre les deux nations se traduit à l'échelle locale des territoires agricoles argentins où des conflits éclatent. Contrairement à son voisin brésilien, l'Argentine fait l'objet d'une moindre attention médiatique plus spécialement lorsqu'il s'agit des questions agraires.

---

[14] *Serge Sur,* Relations internationales*, Paris, 2000, éd. Montchrestien, p. 229.*

[15] *Hans Morgenthau,* Politics among nations, *New York, Mc-Graw Hill Publishing Company, 1985.*

[16] *Fabrice Argounès, op. cit., p. 31.*

[17] *Jean Jacques Roche, Relations internationales, 5e édition, Paris, LGDJ, 2010, pp. 111-112.*

[18] *Thierry Pouch, « Le commerce international de produits agricoles et ses rivalités permanentes », Hérodote, 2015/1 (n° 156), p. 108-124.*

Les conflits liés à l'avancée de fronts agricoles et/ou pastoraux dans le pays ne sont que peu ou pas relayés, au contraire du Brésil où ils sont étudiés depuis longtemps. A titre d'exemple, les fronts d'implantation d'élevages dans l'Amazonie brésilienne sont des sujets récurrents parmi les chercheurs. De plus, l'élection récente de Jair Bolsonaro à la tête du pays et le déploiement de ses politiques de développement de l'agro-business ont renforcé cet état de fait d'une forte médiatisation de la déforestation et la mise en évidence de son lien avec l'avancée de fronts agro-pastoraux au Brésil et l'intérêt porté à leurs causes et à leurs conséquences.

Or, en Argentine, comme au Brésil, la dimension agraire est ancienne et a tôt participé à la construction du pays, à la consolidation d'une classe dominante et à l'élaboration d'une politique de puissance. Par ailleurs, l'Argentine, au tournant du 19e et du 20e siècle était devenue l'une des plus grandes puissances agro-exportatrices de la planète et elle participait activement à la sécurité alimentaire de la première puissance de l'époque, l'Angleterre. C'est d'ailleurs à cette époque qu'est apparue la représentation de l'Argentine « grenier du monde ». Par conséquent, les liens historiques entre l'expansion agro-pastorale, la politique de puissance et une certaine représentation du territoire basée notamment sur un rôle civilisateur de l'agriculture y sont particulièrement riches et intéressants à étudier.

Aujourd'hui, l'Argentine retrouve un rôle de premier plan dans le commerce international agro-alimentaire, notamment grâce à sa production et à ses exportations de soja. L'apparition de cette culture dans le pays est récente et son expansion fulgurante coïncide avec la montée en puissance de la Chine et de ses besoins alimentaires. Cette conjonction rappelle celle déjà vécue par l'Argentine avec l'Angleterre un siècle plus tôt. Sur un plan interne, elle se traduit par une nouvelle dynamique d'expansion agricole et la constitution de fronts agraires modernes où la culture du soja joue un rôle clé.

Au cours de ces années de thèse et au travers de mes activités professionnelles de conseil, j'ai eu l'occasion, à de très nombreuses reprises, d'intervenir auprès des institutions publiques argentines (ministère de l'agriculture, Sénat, centres nationaux de recherche ou bien encore universités) et de proposer une lecture géopolitique de l'agriculture du pays et de la mettre en lien avec cette représentation idiosyncratique de la puissance. L'absence de réponse face à certains questionnements, la difficulté de poser certains diagnostiques territoriaux chez mes interlocuteurs, notamment parmi des membres du gouvernement, et les échanges nés de ces interventions avec des chercheurs n'ont fait que renforcer mon choix d'approfondir cet axe de recherche où, d'évidence, certains territoires, leurs conflits et les représentations historiques qui les animent restent comme autant d'angles morts à analyser et à mettre en lumière.

De fait, lors de mes travaux de recherche sur le Bassin du Pilcomayo, j'avais été surpris par le peu de connaissance qui l'entoure et le peu d'intérêt qu'il suscite. Malgré sa situation centrale au cœur d'un continent sud-américain marqué par le dynamisme économique, les tensions sociales et les conflits environnementaux, les événements liés à ces évolutions y restent presque invisibles aux regards médiatiques ou bien académiques. Or, à l'instar d'autres régions du continent, comme la forêt amazonienne, le Bassin du Pilcomayo est atteint par des fronts agraires, témoins du développement de l'ensemble de la région et du positionnement stratégique de ces terres sur l'échiquier de la sécurité alimentaire mondiale.

Si ces fronts agraires constituent bien des objets géopolitiques, permettant différentes échelles d'analyses géographiques, ma recherche s'est également intéressée à révéler la complexité du rapport des acteurs à ce territoire. Outre les questions de marginalisation, voire d'abandon, du bassin du Pilcomayo et de ses populations, mon but est de faire le lien entre une vision du territoire héritée de l'histoire et les dynamiques conflictuelles actuelles. Le Bassin du Pilcomayo constitue une caisse de résonance contemporaine de l'histoire de la construction de la nation argentine, de son rapport au territoire, à son agriculture et l'idée de puissance.

Dès lors, il m'est apparu indispensable de porter ma recherche sur la question des représentations et, très vite, s'est posé comme une évidence le lien à une période particulière de l'histoire du pays et la possibilité de recourir à une analyse diachronique pour donner de la force et de la profondeur à mon raisonnement.

En effet, le « grenier du monde » est une référence à un moment clé de l'histoire du pays durant lequel l'agriculture et l'élevage ont constitué les instruments d'une construction territoriale, de la consolidation de l'Etat, de la fabrique du roman national et d'un basculement dans la modernité. Cette représentation est connue et utilisée par toute la population argentine. Elle conditionne tout discours autour de l'agriculture, qu'il soit en faveur du développement des grandes cultures exportatrices ou bien contre. Il s'agit véritablement d'un invariant, voire un totem géopolitique comme peut l'être la question des droits de l'homme en France par exemple. Il s'agit en quelque sorte d'une manière de définir l'Argentine sans véritablement devoir questionner ce que ces mots ont signifié.

Par conséquent, s'intéresser à la construction d'une telle représentation comme un processus géopolitique est essentiel. Outre l'étude des rivalités de pouvoir(s) et/ou

d'influence(s) sur un territoire donné[19], Yves Lacoste explique que le déterminant premier des conflits est moins la réalité géographique et historique que la représentation que les acteurs en conflit ont de celles-ci. Selon lui, « les représentations sont des idées géopolitiques, plus ou moins antagonistes, et constituent la spécificité de la géopolitique. »

Si le terme de représentations est complexe et employé par de nombreuses disciplines, il s'agit bien ici de s'intéresser à sa dimension géopolitique, autrement dit à son rapport au territoire et à la nation. Comme l'a noté Barbara Loyer :

> « *On parle de représentations « sociales » et de représentations « collectives », à la suite du sociologue Émile Durkheim (1858-1917), pour les différencier des représentations « individuelles ». C'est une forme de connaissance socialement élaborée et partagée. Elles sont la matière des opinions, croyances, valeurs, idéologies, etc. En fonction de représentations partagées, des individus forment un groupe social admettant les mêmes clés d'explication du monde et orientant collectivement des actions selon ces interprétations du réel. Constructions abstraites, elles deviennent ainsi, pour ceux qui les adoptent, un fait qui semble bien réel et auquel ils ne renonceront pas ou pas facilement. C'est pourquoi elles sont si importantes à prendre en compte. La notion de représentation géopolitique concerne toujours un territoire.*[20] »

S'il importe donc d'appréhender quels liens unissent les auteurs de la représentation du « grenier du monde » au territoire de la nation et de comprendre la raison de la formation d'une sorte de consensus collectif qui a traversé le temps, il apparaît tout aussi essentiel d'analyser les représentations contradictoires, base du raisonnement géopolitique, qui animent les conflits contemporains liés à la progression des fronts agro-pastoraux. Là aussi, les territoires du Bassin du Pilcomayo offre un cadre d'analyse pertinent où le poids de l'histoire joue un rôle particulier.

De nombreux auteurs cherchent à analyser les problèmes géopolitiques en se bornant à l'examen de données matérielles, supposément plus objectives que les représentations. Or, c'est justement le sens de ma démarche. Dans un contexte renouvelé de conflits agraires, comprendre les raisons de l'emploi d'une représentation nécessite un examen minutieux et une mise en perspective avec l'histoire pour saisir pleinement les enjeux qui ont accompagné son élaboration et les significations qu'elle a porté. Comme l'a souligné Yves Lacoste :

---

[19] *Yves Lacoste,* « Préambule », *Dictionnaire de Géopolitique (dir.), Flammarion, Paris, 1993.*
[20] *Barbara Loyer,* Géopolitique – Méthodes et concepts, *Armand Colin, Paris, 2019.*

> « Les discours et les représentations géopolitiques ne sont pas initialement le fait d'un État ou d'un peuple, mais de personnages ou de petits groupes qui les ont formulées ou inventées. Même si ensuite, elles sont largement propagées et adoptées par la grande majorité d'une nation, elles sont d'abord le fait d'hommes politiques (ou de leurs conseillers), mais aussi d'intellectuels – souvent des géographes ou des historiens – qui expriment, outre les intérêts de l'État ou du groupe culturel qu'ils servent, leur façon personnelle de voir les choses. »

Convoquer l'histoire, la fouiller, est donc indispensable car comme l'avait rappelé Béatrice Giblin, au moyen d'une formule lapidaire, en ouverture de son séminaire d'introduction à la géopolitique : « il ne peut y avoir de géopolitique sans géographie et sans histoire[21] ».

Toutefois, il ne s'agit pas de raconter une histoire mais au contraire de s'en servir afin d'éclairer la dimension géopolitique que portent l'agriculture et l'élevage dans la construction nationale argentine et d'apporter la profondeur indispensable à l'analyse des enjeux territoriaux actuels. En d'autres termes, pour reprendre à nouveau la pensée d'Yves Lacoste, « dans telle situation géopolitique, il ne se passera pas "n'importe quoi". Ce qui peut arriver à court et moyen terme est la conséquence de "ce qui se trouve inscrit dans l'Histoire". »

Cette représentation a émergé dans le sillage d'autres représentations qui, sans être prononcées aujourd'hui, en constituent encore les moteurs et accompagnent les acteurs de l'expansion agricole contemporaine. Appréhender cette construction historique permet de comprendre pourquoi il n'y a pas de hasard dans la constitution de fronts agraires et dans le type de conflits qui les anime.

C'est donc la raison pour laquelle j'ai fait le choix de privilégier une analyse diachronique en m'appuyant sur deux périodes déterminantes dans la construction d'une centralité agricole aux fortes incidences géopolitiques ; la période de la construction de la nation argentine, dans la seconde moitié du 19e siècle, qui aboutit à l'émergence de la représentation « du grenier du monde » au début du 20e siècle, et la période de résurgence de cette représentation au début du 21e siècle et l'apparition de nouveaux fronts agraires dans le nord du pays. Ainsi, je peux mettre en évidence quels rapports existent entre la construction historique de cette représentation de la puissance, puis de sa réaffirmation actuelle, et les dynamiques conflictuelles causées par l'expansion des fonts agro-pastoraux contemporains.

---

[21] *Béatrice Giblin, séminaire d'introduction à la géopolitique à l'Institut Français de Géopolitique, octobre 2012.*

Approche méthodologique

Au cours de cette introduction, j'ai d'ores et déjà ébauché certains choix méthodologiques. La décision de porter mon étude sur la construction d'une représentation historique de la puissance et de la relier à des dynamiques de fronts agraires conflictuelles induit une dimension géopolitique que j'inscris dans la mouvance géopolitique lacostienne[22].

Outre l'étude des enjeux de puissance et des rivalités de pouvoir sur des territoires ainsi que celle des représentations des acteurs, l'analyse de conflits agraires révèle différentes fonctions géopolitiques de l'agriculture qui nous permettent aussi de justifier une telle approche théorique. Il s'agit d'apporter un éclairage nouveau sur les problématiques provoquées par la progression de fronts agro-pastoraux en Argentine et la réapparition d'une représentation historique de la puissance.

Dès lors, j'ai fait le choix de m'appuyer sur les nombreux travaux de recherche de Pierre Blanc, spécialiste des conflits agraires, qui a déterminé une grille d'analyse à partir de fonctions géopolitiques de l'agriculture : horogénétique, spatialisante, nourricière, politique, identitaire et hydropolitique[23]. Si le contexte d'analyse des études de Pierre Blanc se situe au départ au Proche et au Moyen-Orient, ces fonctions peuvent être déclinées dans le cadre de ma recherche en Argentine. Il importe donc d'en définir la nature afin de les mettre en perspective avec mon objet de recherche et ainsi démontrer la pertinence et l'acuité du choix d'une telle grille d'analyse.

L'horogénèse signifie le processus de création des frontières. Théorisée par Michel Foucher[24], elle est bien au cœur de la géopolitique car celle-ci marque une séparation entre États souvent rivaux. Historiquement la terre et l'eau se sont souvent retrouvées dans le dessin des frontières ou bien l'agriculture, pour sa capacité à mobiliser de telles ressources, a participé à l'expansion des limites spatiales de la souveraineté d'un État. De fait, comme le rappelle Michel Foucher : « le mot *frontière* est à l'origine l'adjectif féminin du substantif *front* : frontier,

---

[22] *Yves Lacoste,* La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre, *La découverte, Paris, 2014, 248 p.*

[23] *Pierre Blanc, Séminaire de géopolitique des Etats arabes à l'Institut Français de Géopolitique (IFG), Janvier 2013.*

[24] *Michel Foucher,* Fronts et frontières, Un tour du monde géopolitique, *Fayard, Paris, 1991.*

frontière. Le registre d'emploi est d'abord militaire : aller "en frontière"[25] ». Front et frontière partagent donc une racine commune et forte. Nombreux sont les cas historiques où l'agriculture et l'élevage ont contribué à l'avancée de frontières. Désignée comme des fronts agraires, cette progression, au moyen d'implantations agro-pastorales, fut même caractéristique de la conquête d'espaces sur le vaste continent américain. Outre la fameuse « conquête de l'ouest » aux États-Unis, la progression de fronts agraires a constitué un trait saillant de la construction des territoires brésilien et argentin depuis l'époque de la colonisation jusqu'à des périodes tardives, voire postérieures à leur indépendance. En Argentine, l'instrumentalisation de l'élevage dans le processus de création et d'expansion de la frontière fut un marqueur fort de son histoire. Au lendemain de l'indépendance, en 1816, le processus de pénétration du territoire indien et celui d'expansion des élevages et de la frontière terrestre ont connu plusieurs étapes significatives qui aboutirent en une soixantaine d'années, après l'expédition de Julio Argentino Roca en Patagonie, à la délimitation presque définitive du territoire argentin. Ce processus constitua l'un des piliers de la construction du roman national et celui de la croyance en une « destinée manifeste à la créole[26] », en référence directe à l'expression employée aux États-Unis à partir de l'annexion du Texas en 1845, puis plus largement, dans le processus d'expansion de la « civilisation » vers l'ouest américain. Or, aujourd'hui, tandis que le tracé des frontières étatiques est achevé, les fronts agro-pastoraux réapparaissent et se multiplient au cœur du continent sud-américain, au Brésil, en Colombie, au Paraguay, en Bolivie et en Argentine. S'il ne s'agit plus d'étendre les territoires de la nation et d'en redessiner les frontières, l'avancée d'une nouvelle agriculture et celle des élevages extensifs reconfigurent cette fonction de séparation entre des acteurs d'un même territoire en dispute, légitimant alors l'approche géopolitique des conflits liés à un tel phénomène.

La fonction spatialisante représente la dimension stratégique des activités agro-pastorales à pouvoir couvrir des espaces, notamment dans des territoires en conflits. Durant la période coloniale de la Vice-Royauté du Plata, pour assurer la sécurité des espaces nouvellement conquis, de nombreux villages furent créés dans les zones frontalières permettant ainsi le développement de l'agriculture et de l'élevage. Dans un espace quasiment vierge de

---

[25] *Ibid, p. 38.*

[26] *Raúl Fradkin, Jorge Gelman (Dir.),* Doscientos años pensando la revolución de mayo, *Sudamericana, Buenos Aires, 2010.*

toute présence permanente, comme l'a souligné l'historien Juan Carlos Garavaglia[27], les activités agro-pastorales ont donc constitué un vecteur d'établissement d'un œkoumène. Cette dimension agraire de la colonisation de l'hinterland de la ville de Buenos Aires s'est révélée stratégique pour contrôler les raids de groupes indigènes puis pour préparer les futures étapes de l'expansion territoriale argentine. Aujourd'hui, l'implantation d'élevages dans le bassin du Pilcomayo s'opère en couvrant des zones stratégiques, notamment au moyen de la déforestation des espaces boisés du Chaco, pour s'assurer un accès privilégié aux ressources hydriques de la région, vitales dans un environnement caractérisé par un climat semi-aride.

La fonction nourricière permet d'apporter indépendance, souveraineté et stabilité politique à la nation. D'apparence évidente, elle n'est pas pour autant neutre du point de vue géopolitique. Comme le souligne justement Pierre Blanc à propos de l'agriculture, « l'histoire a montré qu'elle permet une certaine indépendance alimentaire et, partant, politique[28]. » De fait, les exemples abondent où la question alimentaire a joué un rôle central dans des évènements historiques. La Révolution Française en fut clairement un, tout comme la « guerre pour le blé » menée par les autorités bolchéviques au lendemain de leur révolution et, plus proche de nous, les émeutes socio-politiques liées à la crise frumentaire de 2008. Ce lien entre sécurité alimentaire et stabilité politique avait fait l'objet d'une analyse éclairée de la part du géographe brésilien Josué de Castro qui en, en 1951, avait écrit : « peu de phénomènes ont influé aussi intensément sur le comportement politique des peuples que le phénomène alimentaire et la tragique nécessité de manger[29] ». Or, dans un contexte contemporain d'accroissement démographique mondial, de raréfaction des ressources foncières et hydriques ainsi que de pressions climatiques et environnementales, la fonction nourricière de l'agriculture démontre toute son acuité géopolitique.

Comptant parmi les premiers exportateurs mondiaux, l'Argentine joue aujourd'hui un rôle déterminant dans la sécurité alimentaire de certains pays. En débutant très tôt l'occupation des plaines entourant le port de Buenos Aires, l'Argentine s'est rapidement soustraite à la problématique de pourvoir à sa propre sécurité alimentaire. Elle en a d'ailleurs profité pour endosser un rôle de fournisseur stratégique d'autres nations dès le 19e siècle, avec ses

---

[27] *Juan Carlos Garavaglia,* Les hommes de la pampa, Une histoire agraire de la campagne de Buenos Aires (1700-1830), *Editions EHESS, Paris, 2000, p. 404.*

[28] *Pierre Blanc, « Proche-Orient : géopolitique des dynamiques agraires », Hérodote, n°156, La Découverte, Paris, 1er trimestre 2015, p. 12.*

[29] *Josué de Castro,* Geopolítica del hambre, *Solar, Buenos Aires, 1961.*

exportations de viande et de céréales à destination de l'Angleterre et d'autres pays européens, jusqu'à nos jours, où elle participe à l'approvisionnement stratégique de la Chine. C'est d'ailleurs à partir de cette fonction que les élites du pays ont commencé à fonder leur vision du monde et, partant, leur représentation de puissance.

La fonction identitaire met en évidence la propension de l'agriculture à être un facteur d'identification nationale voire de construction supranationale[30]. A l'instar de pays comme les États-Unis ou bien Israël, l'Argentine possède une mythologie moderne mettant en exergue le lien entre la construction de la nation et l'expansion des activités agro-pastorales. La représentation du « grenier du monde » symbolise parfaitement l'aboutissement du chemin mental parcouru par les élites dirigeantes argentine du 19e siècle qui voyaient dans la conquête territoriale et l'avancée de l'agriculture et de l'élevage un mouvement civilisateur, l'accomplissement d'une destinée, le prolongement de la puissance européenne sur le continent américain et, *in fine*, leur incarnation de cette puissance.

La construction d'une identité pionnière a marqué l'écriture du roman national argentin et continue à irriguer l'idéologie de la conquête de nouveaux espaces pour la production agricole et pastorale dans les territoires du bassin du Pilcomayo. Cependant, à la même époque, une autre figure a aussi été érigée en symbole de l'identité agraire de l'Argentine. Il s'agit du *gaucho*, le gardien de troupeaux habitant les plaines pampéennes. D'abord considéré comme un « barbare » et un obstacle à l'avancée de la « civilisation » dans la Pampa par l'élite oligarchique de la nation, il a finalement été réhabilité par celle-ci. Fait héros de cette conquête, qui l'a pourtant dépouillé de sa terre, puis intronisé comme la figure identitaire d'une nation aux racines agraires, dans un contexte d'urbanisation rapide du pays et de forte immigration, le *gaucho* est devenu un archétype national, consacré par la classe dominante de son époque, désormais reconnu et respecté, jusqu'à nos jours, par l'ensemble de la population argentine.

La fonction agro-politique souligne qu'une mauvaise répartition ou bien une trop grande concentration foncière peuvent provoquer des déséquilibres sociaux qui peuvent finir en révoltes des populations lésées. Selon Pierre Blanc, « la terre prodigue ses ressources et confère la puissance à ceux qui se l'approprient. Les sociétés n'ont eu de cesse de se battre et de mourir pour elle[31]. » Si les luttes pour la terre ont constitué des marqueurs de l'histoire de l'humanité,

---

[30] *Ibid. p.15.*

[31] *Pierre Blanc,* Terre, pouvoirs et conflits, Une agro-histoire du monde, *Presses de Sciences Po, Paris, 2018.*

l'histoire politique de l'Argentine témoigne de la place dominante de la question foncière dans le processus de construction de la nation d'abord et dans la consolidation du pouvoir d'une élite oligarchique ensuite. Dès la période coloniale et jusqu'à la fin du 19e siècle, l'expansion de la frontière s'est accompagnée d'un vaste mouvement d'accaparement des terres conquises au profit d'un nombre réduit d'acteurs. La propriété de ce foncier et sa mise en exploitation, par l'élevage puis par l'agriculture, ont formé les instruments de leur pouvoir et les outils de la puissance économique argentine. Aucune réforme agraire n'a jamais abouti consacrant dès lors la force politique des grands propriétaires de terres. De fait leur organisation représentative, la Société Rurale Argentine (SRA), fondée en 1866, a tôt joué de son influence directe ou indirecte pour la défense des intérêts de ses sociétaires concernant, notamment, la question des conflits avec les populations indigènes, l'expansion de la frontière, le retrait de projets de division et de répartition des terres publiques aux petits éleveurs et/ou agriculteurs. Aujourd'hui plus diffuse, cette influence continue à peser dans les débats politiques et à compter dans les nouveaux processus de production agricole en réseau où la terre reste évidemment un élément indispensable de la chaîne de valeur. Au cours de son mandat, Mauricio Macri a remplacé son ministre de l'agriculture, Ricardo Buryaile, sous la pression notamment de la SRA qui a obtenu que son président, Luis Miguel Etchevehere, le remplace à la tête du ministère.

Par ailleurs, depuis 2008 le repositionnement de la question de la ressource foncière au cœur des enjeux de sécurité alimentaire et des jeux de puissance dans le monde se manifeste avec force. On assiste depuis à un phénomène d'intensification de l'appropriation de terres arables auquel l'Argentine n'échappe pas. Selon les bases de données de la FAO, du GAEZ[32] et du SAGE[33], la quantité de terres cultivables non cultivées est largement suffisante pour assurer la sécurité alimentaire durable de l'humanité. La majeure partie de ces terres se situe dans des régions pauvres, Afrique Centrale et de l'Est et en Amérique du Sud, où le prix du foncier y est particulièrement bas et attractif aux yeux des investisseurs. C'est le cas dans les provinces du nord de l'Argentine et dans le bassin du Pilcomayo où cette course à l'investissement foncier n'est évidemment pas neutre, la population agricole y étant majoritaire. Elle provoque une hausse du prix des terres et entraine une véritable pression foncière sur les territoires visés, se traduisant par des rivalités entre sociétés locales et investisseurs extérieurs, par des tensions autour des droits fonciers d'origine coutumière et des droits de la propriété privée, par une mise en compétition des cultures et par la migration d'agriculteurs et/ou

[32] *Global Agro-Ecological Zones Study*
[33] *Center for Sustainability And the Global Environment*

d'éleveurs vers d'autres zones où la pression foncière est moins forte. Cet effet de reproduction d'une expansion agro-pastorale, de constitutions de fronts pionniers, d'accaparement à grande échelle des ressources foncières et de conflits violents démontre avec acuité l'importance de la fonction politique de l'agriculture en Argentine.

La fonction hydropolitique caractérise le rôle de l'irrigation dans l'agriculture. Facteur d'intensification agricole, elle représente environ 70 % des usages de l'eau dans le monde et constitue un facteur essentiel de rivalités pour la maîtrise des ressources hydriques. De telles situations sont souvent assimilées à « une guerre de l'eau » ou comme relevant d'une « géopolitique de l'eau ». L'expression « géopolitique de l'eau » désigne en premier lieu des rivalités politiques sur des bassins hydrographiques, dans la répartition du débit des cours d'eau ou l'exploitation des ressources hydrologiques souterraines[34]. L'étymologie du mot rivalité[35] nous renseigne, quant à elle, sur la représentation de l'eau dans notre langage. Le terme de rivalité vient du latin « rivus », ce qui signifie cours d'eau. La définition de « rivaux » dans le dictionnaire historique de la langue française[36] nous apprend qu'il s'agit de ceux qui tirent leur eau du même cours d'eau et qui s'opposent en de fréquents différends.

La représentation de la conflictualité de l'eau, bien que très relayée médiatiquement, n'est pas récente. Thème récurrent depuis quelques décennies, on parle d'hydro diplomatie comme moyen d'éviter des guerres qui sembleraient inéluctables. Pourtant cette représentation occulte souvent des réalités plus complexes où les enjeux autour de l'eau peuvent se greffer à des questions de rivalités interétatiques voire même se combiner avec des enjeux géopolitiques internes. Dès lors, plus que de « guerre de l'eau », il convient de parler d'hégémonie hydrique ou bien encore de violences hydrauliques. Dans le cadre de négociations se déroulant entre protagonistes dont le rapport de force peut être inégale, on peut aboutir à ce que Mark Zeitoun et Jeroen Warner nomme l'hydro hégémonie et qu'ils définissent comme :

> « La position de certains acteurs étatiques en situation de puissance dans un bassin hydrographique, ce qui leur confère un avantage réel en termes d'allocations en eau.

---

[34] *Yves Lacoste,* L'eau dans le monde, *Larousse, Paris, 2004.*
[35] Dictionnaire Le Petit Robert*, Le Robert, Paris, 1990.*
[36] *Alain Rey (Dir.),* Dictionnaire historique de la langue française, *Le Robert, Paris, 2000.*

L'asymétrie du pouvoir permet à un acteur étatique de mettre en œuvre plusieurs stratégies destinées à faire valoir son intérêt hydraulique[37]. »

Cette situation est ici décrite à l'échelle étatique mais elle est tout à fait transposable dans le cadre de conflits internes entre usagers locaux de l'eau. C'est le cas de la répartition de l'eau du Pilcomayo avec des rapports déséquilibrés entre les autorités de la province argentine de Formosa et les communautés indigènes qui bordent le fleuve. Ces rapports de force entre acteurs autour de la gestion de l'eau et des solutions mises en œuvre peuvent aussi dériver de l'hégémonie à la violence hydraulique en prenant la forme d'évictions hydriques de certaines populations par exemple. Pierre Blanc définit la violence hydraulique comme étant « l'imposition par un acteur, par un rapport de force, d'une allocation en eau susceptible d'être défavorable à un autre[38] ». Cette notion est primordiale dans l'analyse géopolitique car elle nous permet de soulever la question des fonctions de l'eau et de ses moyens d'utilisation dans l'agriculture.

La problématique générale qui a émergé est la suivante : pourquoi, au 21e siècle, l'expansion agro-pastorale argentine s'accompagne-t-elle de conflits pour les ressources foncières et hydriques et s'associe-t-elle au renouveau d'une représentation de la puissance héritée de la fin du 19e et du début du 20e siècle, celle de l'Argentine « grenier du monde » ? Dès lors, ces travaux posent l'hypothèse que la formation de la représentation de la puissance, celle de l'Argentine « grenier du monde », constitue un concept obstacle dans la dynamique d'un développement agro-pastoral contemporain et anime une conflictualité récurrente dans la constitution de fronts agraires.

Historiographie et présentation critique des sources

L'objet de ma recherche a nécessité de couvrir un large éventail de champs scientifiques et académiques et de procéder à un choix rigoureux parmi la multitudes de sources.

Pour appréhender l'histoire économique et politique de l'Argentine, je me suis appuyé sur des publications académiques et des ouvrages en français mais aussi et surtout en espagnol,

---

[37] *Mark Zeitoun et Jeroen Warner, « Hydro-Hegemony, a Framework for Analysis of Trans-Boundary Water Conflicts », Water Policy, 8, 2006, p.435-460.*

[38] *Pierre Blanc,* Proche-Orient : Le pouvoir, la terre, l'eau, *Paris, Presses de Sciences Po, 2012, p. 193-208.*

ma parfaite connaissance de la langue espagnole et mes nombreux voyages en Argentine ayant été de véritables atouts dans ma recherche.

Concernant les ouvrages argentins, ils sont marqués par des clivages très forts entre différents courants historiographiques reflétant évidemment les idéologies et les intérêts des groupes qu'ils cherchent à représenter. Gardant toujours à l'esprit que l'histoire et ses interprètes ne sont pas neutres, j'ai cherché à tirer profit de versions parfois totalement opposées pour enrichir mes travaux et leur apporter de la profondeur d'analyse. Parmi les très nombreux ouvrages consultés, celui de Norberto Galasso, *Historia de la Argentina,* m'a été utile tout au long de la première partie de la thèse tant il met en perspective différentes interprétations de l'histoire afin de permettre de situer les enjeux qu'elle recouvre. Les travaux de Mario Rapoport, *Historia económica y política y social de la Argentina*[39]*,* d'Aldo Ferrer, *La economía argentina desde sus orígenes hasta prinicpios del siglo XXI*[40], ou bien encore de Jorge Schvarzer offrent des analyses pointues sur les évolutions sociales, politiques et économiques de l'Argentine, d'une part, et sur le rapport entre l'accaparement historique de la terre et la constitution d'une oligarchie foncière, d'autre part.

En ce qui concerne l'histoire de l'agriculture argentine, les ouvrages d'Osvaldo Barsky et Jorge Gelman, *Historia del agro argentino*[41]*,* et celui de Mercedes Campi, *Tierra, Tecnología e innovación*[42]*,* m'ont permis d'appréhender clairement les enjeux de l'évolution agricole en Argentine. Concernant les évolutions récentes et la reconfiguration des territoires et des acteurs de l'agriculture argentine, l'ouvrage de Guillermo Anlló, Roberto Bisang et Mercedes Campi, *Claves para repensar el agro argentino*[43], met parfaitement en lumière les différentes réalités de l'agriculture argentine contemporaine et permet de la repenser à partir de nouvelles clés de lecture. Les travaux de Carla Gras et Valeria Hernández[44], quant à eux, m'ont apporté un regard transversal pertinent sur les mutations agricoles des deux dernières décennies et de questionner une certaine forme de récit hégémonique des acteurs du secteur.

---

[39] *Mario Rapoport,* Historia económica, política y social de la Argentina, *Emecé, Buenos Aires, 2000, 1038 p.*

[40] *Aldo Ferrer,* La economía argentina desde sus orígenes hasta prinicpios del siglo XXI, *Fondo de Cultura Económica, Buenos Aires, 2004, 382 p.*

[41] *Osvaldo Barsky, Jorge Gelman,* Historia del agro argentino. Desde la conquista hasta comienzos del siglo XXI, *Sudamericana, Buenos Aires, 2009, 580 p.*

[42] *Mercedes Campi,* Tierra, tecnología e innovación. El desarrollo agrario pampeano en el largo plazo, 1860-2007, *Prometeo libros, Buenos Aires, 2011, 255 p.*

[43] *Roberto Bisang, Mercedes Campi, « El desarrollo agrario argentino en las últimas décadas : fases en el establecimiento de un nuevo paradigma productivo »,* Claves para repensar el agro argentino, *Buenos Aires, Eudeba, 2013, 372 p.*

[44] *Carla Gras, Valeria Hernández,* Radiografía del nuevo campo argentino, *Siglo XXI Editores, Buenos Aires, 2016, 282 p.*

La lecture de la presse quotidienne a été une source particulièrement intéressante afin de cerner les représentations des différents acteurs du secteur. De fait, les deux principaux journaux de la presse argentine, *La Nación* et *Clarín,* se caractérisent par la publication chaque week-end de suppléments sur l'agriculture. Il s'agit là d'une particularité de la presse argentine qui en dit long sur la place de ce sujet auprès de la population. Dans ces suppléments, de nombreuses informations permettent de connaître les évolutions sectorielles ainsi que nombre d'enjeux politiques et la position des acteurs dominants du secteur, notamment ceux liés à l'agro-business et aux exportations. De même, l'absence d'informations dans cette presse m'a renseigné sur d'autres enjeux, en particulier vis-à-vis des régions du nord du pays où sévissent les conflits provoqués par l'avancée des fronts agraires. Pour obtenir des informations sur ces zones en tension, la lecture de la presse locale a constitué une source aussi intéressante qu'indispensable.

L'accès à des documents argentins m'a aussi donné la possibilité d'élargir plus facilement le champ de ma recherche. En effet, chercher à comprendre la construction d'une représentation de la puissance implique de s'intéresser à des disciplines telles que les sciences politiques, les relations internationales, la sociologie, la philosophie ou encore l'anthropologie. Cet effort de recherche est d'autant nécessaire que la représentation du « grenier du monde » n'est que peu interrogée. L'historien, Felipe Pigna, s'y est intéressé en questionnant le discours hégémonique d'un « grenier » synonyme d'abondance pour tous. Outre ces remises en cause de la réalité économique et sociale d'une époque, différents ouvrages se sont penchés les éléments fondamentaux de la création de cette représentation, comme la notion de « désert » ou bien de la lutte de la « civilisation contre la barbarie, interrogeant à leur tour l'élaboration du roman national. Certaines œuvres historiques restent incontournables, comme *Facundo* de Domingo Sarmiento ou bien *Martín Fierro,* de José Hernández, pour appréhender une certaine vision des réalités historiques de la pampa. Cependant, les idées défendues dans les travaux de Pedro Navarro Floria[45]*,* de Carla Mariana Lois[46]*,* de David Viñas[47], de Raúl Fradkin[48] ou encore

---

[45] *Pedro Navarro Floria,* « El desierto y la cuestión del territorio en el discurso político argentino sobre la frontera Sur », *in Revista Complutense de Historia de América, Vol. 28, Madrid, 2002, pp. 139-168.*
« Domingo F. Sarmiento en el debate argentino y chileno sobre los pueblos indígenas del sur », *in Revista de Estudios Transandinos, 4, Santiago de Chile, 2000, pp. 44-46.*

[46] *Carla Mariana Lois,* « La invención del desierto chaqueño. Una aproximación a las formas de apropiación simbólica de los territorios del Chaco en los tiempos de formación y consolidación del Estado nación argentino », *in Scripta Nova, Revista electrónica de Geografía y Ciencias Sociales, Universidad de Barcelona, n°38, 1999.*

[47] *David Viñas,* Indios, ejércitos y frontera, *Santiago Arcos, Buenos Aires, 2005.*

[48] *Raúl Fradkin, « Centaures de la pampa. Le gaucho, entre l'histoire et le mythe », Annales. Histoire, Sciences Sociales, vol. 58e année, no. 1, 2003.*

de Juan Carlos Garavaglia[49], ont été une source d'inspiration à l'heure de forger ma propre idée sur l'émergence d'une représentation de la puissance et son rapport au territoire au cours du 19e siècle.

En ce qui concerne la question de la construction du pouvoir et des acteurs qui l'ont exercé, parmi la multitude d'ouvrages permettant d'aborder le concept d'oligarchie et plus particulièrement l'oligarchie argentine, l'ouvrage d'Alain Rouquié, *Amérique latine, introduction à l'extrême occident*[50], m'a permis de cerner les contours de cette classe dominante en Argentine avant de pouvoir en détailler la nature et la fouiller grâce à l'ouvrage de Waldo Ansaldi et Verónica Giordano, *América latina, La construcción del orden*[51]. Par ailleurs, les nombreux écrits de Pierre Blanc sur le poids de la répartition de la terre dans l'histoire politique contemporaine m'ont apporté une profondeur d'analyse à l'heure d'interroger la place du foncier agricole dans la construction du pouvoir en Argentine, et plus spécifiquement son ouvrage *Terres, pouvoirs et conflits, Une agro-histoire du monde*[52].

Concernant les questions de puissance et de géopolitique de l'agriculture, j'ai pu m'appuyer sur les nombreux articles et ouvrages parus récemment en France, en Argentine mais aussi dans la presse internationale (par exemple *Le monde, La Nación, Clarín, BBC, Página 12, Le Figaro, etc…)*. A cela s'ajoutent les publications scientifiques des revues et think tanks français et argentins, comme le *Club Déméter, Agriculture et Stratégies, Fundación INAI*[53], ou bien la littérature grise de certaines institutions françaises, comme des rapports du *Centre d'études et de prospective (CEP)* du ministère français de l'Agriculture, ou bien encore états-uniennes comme *l'USDA,* le département américain de l'Agriculture.

Depuis une dizaine d'années maintenant, force est de constater que les publications sur ces sujets se sont multipliées. De plus, l'émergence de nouveaux enjeux, climatiques et environnementaux notamment, et l'ascension fulgurante de l'économie chinoise, première consommatrice de matières premières du globe, semblent avoir exacerbé l'intérêt des milieux universitaires, politiques et journalistiques pour les questions entourant la production agricole mondiale, notamment au sujet de l'accaparement de terres ou bien de la consommation d'eau.

---

[49] *Juan Carlos Garavaglia, « Gauchos : identidad, identidades », in América, Cahiers du CRICCAL, n°30, Mémoire et culture en Amérique latine, V.1, 2003.*

[50] *Alain Rouquié,* Amérique latine, Introduction à l'Extrême-Occident, *Seuil, Paris, 1998, 475 p.*

[51] *Waldo Ansaldi, Verónica Giordano,* América Latina, la construcción del orden : de la colonia a la disolución de la dominación oligárquica, *Ariel, Buenos Aires, 2012, 692 p.*

[52] *Pierre Blanc,* Terres, pouvoirs et conflits. Une agro-histoire du monde, *Presses de Sciences Po, Paris, 2018, 379 p.*

[53] *Instituto para las Negociaciones Agrícolas Internacionales*

Concernant la Chine, les enjeux de sa sécurité alimentaire et l'étude de son impact sur l'agriculture mondiale, l'article précurseur de Lester Brown a certes été une source indispensable mais l'ouvrage de Thierry Pouch et Jean-Marc Chaumet, *La Chine au risque de sa dépendance alimentaire*[54], m'a incontestablement apporté des clés de lecture géoéconomique particulièrement pertinentes pour comprendre les enjeux que cette question représentait pour l'agriculture argentine. D'ailleurs, ma participation aux symposiums organisés par Fernando Vilella et la Faculté d'Agronomie de l'Université de Buenos Aires, sur la place de l'Argentine dans la sécurité alimentaire chinoise, ont été autant d'opportunités de formuler des hypothèses que ce travail prétend démontrer et de les mesurer aux plus éminents spécialistes du pays, tels que Jorge Castro, Hector Huergo, Felix Peña ou bien de ministres et secrétaires d'Etat comme Luis Basterra, Carlos Casamiquela, Marcelo Regunaga et Gabriel Delgado, entre autres.

Dans le cas des questions autour de l'eau, les ouvrages et les articles, scientifiques ou journalistiques, sont particulièrement abondants. L'éventualité d'une raréfaction de la ressource et de guerres pour sa possession a provoqué une avalanche de publications depuis plus d'une dizaine d'années. Toutefois, bien que la grande diversité d'origine des productions et leur quantité démontrent une préoccupation majeure autour des enjeux de l'eau, le thème de la géopolitique de l'irrigation reste, quant à lui, très peu abordé. A nouveau, les travaux de Pierre Blanc en la matière sont particulièrement précieux et m'ont permis de réaliser l'importance des dimensions géopolitiques de l'irrigation dans les milieux semi arides.

Toutefois, malgré la multiplication récente de travaux autour de la géopolitique de l'agriculture et celle de l'irrigation, facteur d'intensification agricole, ma zone de recherche, dans le bassin du Pilcomayo, se caractérise par une absence remarquée d'études à ce sujet. Si j'ai eu l'occasion d'intervenir dans des colloques universitaires pour rendre compte du fruit de mes recherches, j'ai constaté un certain isolement sur le sujet. Outre une littérature scientifique essentiellement composée d'études géographiques et hydrologiques du fleuve et de son bassin ainsi que quelques travaux anthropologiques sur les communautés indigènes qui l'habitent, les recherches concernant les questions de conflits d'usage de l'eau, de répartition foncière et d'avancée de la frontière agro-pastorale restent quasi inexistants.

Parmi les travaux anthropologiques, la lecture du livre de Gaston Gordillo et Juan Leguizamon, *El rio y la frontera*[55], a constitué un apport essentiel à ma recherche. D'une part,

---

[54] *Thierry Pouch, Jean-Marc Chaumet,* La Chine au risque de la dépendance alimentaire, *PUR, Rennes, 2017.*
[55] *Gaston Gordillo et Juan Martín Leguizamón,* El rio y la frontera, *Biblos, Buenos Aires, 2002.*

leur travail confirme la nécessité de considérer le replacement régional du bassin du Pilcomayo comme un élément majeur dans les enjeux territoriaux des plaines du bassin inférieur et, d'autre part, il permet de relier les représentations actuelles des acteurs du bassin à la construction historique de leur territoire.

Les entretiens formels et informels avec des professionnels du secteur de l'agriculture, des hommes politiques argentins, ministres, députés ou sénateurs, des hauts fonctionnaires de l'administration, des diplomates, des patrons de grands groupes agro-industriels, des dirigeants syndicaux, des présidents d'associations, des universitaires et des chercheurs en Argentine et en France m'ont permis d'affiner ma compréhension des réalités locales et des enjeux agricoles argentins. L'immersion dans le secteur de l'agriculture (conférences internationales, séminaires spécialisés, formations dans les instituts de recherches argentins, activité de conseil auprès de groupes agro-industriels français et argentins) et les rencontres avec de nombreux professionnels, la lecture de rapports, revues et sites internet spécialisés dans le domaine de l'agriculture, et plus particulièrement de la culture du soja, et celui des relations internationales argentines m'ont permis d'opérer un saut qualitatif dans le choix de mes sources.

Par ailleurs, je tiens à souligner l'importance des études de terrain et des nombreux entretiens effectués dans le processus d'immersion au sein de mes territoires de recherche, d'évolution des représentations et des hypothèses de ma recherche – démarche qui constitue l'un des points essentiels de l'approche géopolitique. Outre plusieurs années passées à vivre en Argentine avant le début de ma thèse, dont l'apport dans ma compréhension de l'idiosyncrasie argentine constitue un atout indéniable, mes très nombreux voyages durant ma recherche m'ont permis de me rendre régulièrement sur le terrain et de confronter l'évolution de mes hypothèses à la réalité mais aussi aux critiques de mes interlocuteurs sur place.

Sur les dizaines d'entretiens effectués au cours de cette thèse, je tiens à en citer certains pour leur apport indéniable à ma meilleure compréhension des enjeux agricoles argentins, de la représentation de puissance et du lien avec la construction historique du territoire national. En Argentine, les rencontres avec Fernando Vilella, ancien doyen de la faculté d'agronomie de l'Université de Buenos Aires (FAUBA) et actuel Directeur du Programme de Bioéconomie et de prospective de la FAUBA, et Jorge Castro, ancien secrétaire d'État de la planification stratégique et spécialiste des relations internationales, ont été précieuses pour appréhender la dimension géopolitique et géostratégique de la production de soja en Argentine. Gabriel Delgado, ancien secrétaire d'État à l'agriculture et Directeur du centre de recherche en prospective économique et politiques publiques de l'INTA, m'a permis de mieux comprendre les différentes nuances politiques parmi les acteurs du monde agricole ainsi que les ressorts et

les dynamiques de leurs rivalités de pouvoir. Luis Basterra, actuel ministre argentin de l'Agriculture, m'a apporté une vision claire des dynamiques des fronts agraires et de leur impact sur les territoires de la province de Formosa, au cœur du bassin inférieur du Pilcomayo, dont il a été le député durant de nombreuses années.

Localement, les spécialistes du bassin du Pilcomayo, m'ont offert une lecture fine des enjeux du bassin. Ainsi, les entretiens réalisés avec Mr Luis Maria de La Cruz, anthropologue spécialisé dans les populations du bassin inférieur du Pilcomayo, ont influencé mon regard sur l'implantation des grands élevages dans les plaines de la province de Formosa et leurs conséquences foncières et environnementales. Les informations apportées par Claudio Laboranti, ancien directeur exécutif de la Commission Tri Nationale du Bassin du Pilcomayo, et Horacio Zambón, chef de l'Unité de Coordination Provincial de l'Eau à Formosa, ont également été précieuses afin de saisir pleinement la singularité de mon terrain de recherche.
Des enquêtes de terrain et des entretiens de recherche résulte une richesse de points de vue, d'analyses et de représentations géopolitiques qui rendent compte dans leur ensemble de la complexité et de la densité de l'étude d'un sujet géopolitique aux multiples dimensions.

L'organisation de la thèse

La première partie de la thèse s'intitule *L'agriculture et l'élevage dans la construction géopolitique de l'Argentine et sa représentation de puissance : « L'Argentine, grenier du monde »*. Elle couvre la période allant de la moitié du 19e siècle à la Première Guerre Mondiale. Elle comprend le premier chapitre *La question agraire dans la construction de la nation argentine* qui met en exergue les bases de l'instrumentalisation du foncier et de l'élevage dans le processus de conquête territoriale, d'élaboration du pouvoir d'une classe dirigeante et de construction de l'État argentin ; et le second chapitre *D'une nation agraire à une puissance agricole ? Naissance de la représentation de puissance, l'Argentine « grenier du monde »*, qui analyse les raisons de l'émergence de la représentation de puissance de l'Argentine, le rôle joué par l'oligarchie dans son élaboration et le rapport du pays à la puissance dominante de l'époque l'Angleterre. Cette première partie vise à saisir les ressorts historiques de l'édification d'une centralité agricole en Argentine et d'en cerner les profondes incidences géopolitiques.

La seconde partie se nomme *Reconfiguration du « grenier du monde » : du renouveau d'une représentation de la puissance aux conflits sur les fronts agraires.* Elle aborde la période chronologique contemporaine depuis la fin du 20e siècle à nos jours. Elle comprend le troisième

chapitre *Le retour de la puissance agricole argentine et de la représentation de « grenier du monde »* qui permet d'appréhender les ressorts du renouveau de la puissance agricole argentine, au travers de la culture du soja, les raisons de la reconfiguration de sa représentation de puissance et son lien avec la sécurité alimentaire de la Chine ; et le quatrième chapitre *Les nouveaux « déserts de la nation » : fronts agraires dans les territoires du Bassin du Pilcomayo* propose une analyse de la conflictualité renouvelée autour des ressources foncières et hydriques dans le Bassin du Pilcomayo au prisme de la résurgence des représentations territoriales héritées du siècle passé. Cette seconde partie entend donc démontrer les implications géopolitiques profondes entre le retour d'une centralité agricole, la reconfiguration d'une représentation de la puissance et la conflictualité sur les fronts agraires dans le nord de l'Argentine.

PARTIE 1

L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE DANS LA CONSTRUCTION GEOPOLITIQUE DE L'ARGENTINE ET SA REPRESENTATION DE PUISSANCE : « L'ARGENTINE, GRENIER DU MONDE »

Introduction de la première partie

La représentation de l'Argentine comme « le grenier du monde » a été formulé en 1904 et a traversé les époques depuis le début du 20e siècle pour s'imposer comme un véritable invariant géopolitique, conditionnant largement toutes les politiques de développement économique et territorial et motivant les discours de puissance de la nation.

Dans cette première partie, questionner les origines et les raisons d'une telle représentation permettra de comprendre comment l'élevage puis l'agriculture ont eu un rapport direct avec la construction de la nation argentine en plaçant l'expansion territoriale, l'appropriation foncière et l'exploitation agro-pastorale au cœur des stratégies de pouvoir d'un groupe d'acteurs qui a dominé le pays.

« Le grenier du monde » s'est inscrit dans un temps long où le rapport aux territoires des élites dominantes s'est forgé sur leur capacité de transformer un « désert » en une source d'abondance illimitée et de pouvoir. L'invocation du monde traduisait, quant à elle, la vision du rôle de l'Argentine dans la sécurité alimentaire des nations européennes, surtout l'Angleterre, qui dominèrent le monde durant le 19e siècle.

Cette première partie donne donc des clés de lecture indispensables pour comprendre l'emploi contemporain d'une telle représentation dans un contexte d'expansion de frontière agricole, de conflits géopolitiques autour des ressources foncières du nord de l'Argentine et d'un rapport de puissance autour de la sécurité alimentaire chinoise.

Dans un premier chapitre, nous nous intéresserons à la dimension géopolitique prise par l'élevage dans le processus d'expansion territoriale, de répartition foncière et de consolidation du pouvoir dans la construction de la nation argentine.

Dans un second chapitre, nous verrons les facteurs qui permirent l'évolution d'une nation agraire vers une puissance agricole et la formulation de la représentation du « grenier du monde. »

CHAPITRE 1

LA QUESTION AGRAIRE DANS LA CONSTRUCTION DE LA NATION ARGENTINE

Durant la période qui s'étendit de la révolution jusqu'au début de la seconde moitié du 19e siècle, la construction de la nation argentine fut tout sauf une évidence. Particulièrement chaotique, elle fut marquée par la confrontation entre différents projets politiques dont la pièce centrale était constituée par la ville de Buenos Aires ou plus précisément par son port et sa douane.

Les premières décennies du siècle virent d'ailleurs la province de Buenos Aires affirmer son autonomie puis la défendre férocement, notamment sous la direction implacable de Juan Manuel de Rosas, son gouverneur le plus célèbre, mais aussi l'un des personnages les plus clivants de l'histoire argentine.

Durant cette période, la question agraire, à savoir l'expansion territoriale, l'appropriation foncière et la mise en production des terres au travers de l'élevage, s'est trouvée au cœur de la construction nationale. Hérité de la période pré-révolutionnaire, l'élevage a tout d'abord constitué la première source de richesse économique pour les gouvernements. Ensuite, il a concouru à l'affirmation ou à la consolidation du pouvoir politique des grands propriétaires terriens. Enfin, il recouvrait une dimension géopolitique en participant à l'expansion du territoire, son horogénèse et son aménagement.

Les étapes d'expansion de la frontière, surtout celle de la province de Buenos Aires, se traduisirent par des expéditions en territoires indiens et s'accompagnèrent d'un vaste mouvement d'appropriation foncière, d'implantation de grandes fermes d'élevages et d'une forte croissance de la production bovine. Dépassant largement la première moitié du 19e siècle, ce processus fut le socle du développement territorial et économique du pays, la base du pouvoir politique et le vecteur de l'insertion de l'Argentine dans le circuit du commerce international. La construction du chemin de fer et l'utilisation des clôtures en fil de fer introduisirent des instruments de la modernité et modifièrent alors les paysages ainsi que le rapport aux espaces productifs.

Ce fut aussi durant cette période charnière que se tissa la toile de fond du roman national argentin. L'interprétation de l'histoire perpétrée par les hommes de cette génération, surnommée « la génération de 1837 », allait imprégner la construction du récit identitaire et les représentations qui serviraient, plus tard, de caution idéologique à la domination sans partage de l'oligarchie.

Dans un premier temps, nous allons nous intéresser au lien entre la construction de la nation, le pouvoir politique et l'appropriation foncière des espaces.

Ensuite, dans un second temps, nous nous concentrerons sur la constitution d'un modèle agro-exportateur en Argentine, son impact géopolitique dans les nouveaux territoires et son rapport à la puissance dominante de l'époque, l'Angleterre.

Enfin, dans un troisième temps, nous aborderons les rivalités de pouvoir internes dans la construction de la nation argentine et celle de ses représentations.

1.1 L'EXPANSION DE LA FRONTIERE ET L'APPROPRIATION FONCIERE : POUVOIR ET TERRITOIRE

La construction de la nation argentine s'est accompagnée d'un double processus d'expansion territoriale et de concentration foncière. Les années qui précédèrent l'indépendance furent marquées par le rôle grandissant joué par l'élevage dans la formation de groupes d'acteurs politiques influents et dans la construction du territoire.

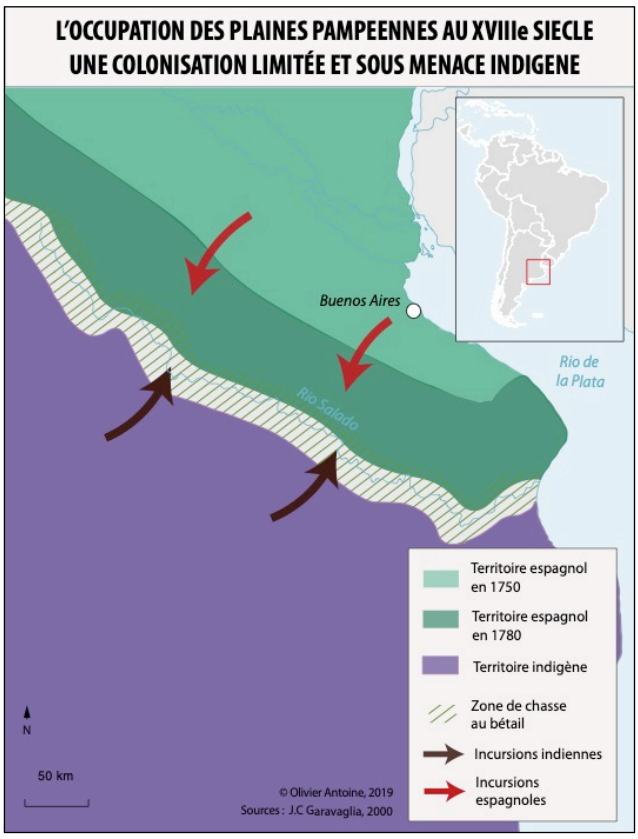
Au lendemain de l'indépendance, le projet national dut composer avec un vaste espace hétérogène, faiblement développé, peu peuplé et difficilement contrôlé. Les besoins économiques allaient alors mettre l'accent sur la nécessité de développer l'élevage pour créer des richesses. Une politique expansionniste vit donc le jour pour répondre en partie à ce besoin. Ce processus connut diverses phases d'avancées et de reculs de la frontière. Néanmoins, chaque étape fut marquée par la présence d'un groupe d'acteurs dont l'influence lui permit de s'approprier directement, ou indirectement, les ressources foncières.

Dans cette partie, nous allons donc nous intéresser au rôle de la question agraire dans la construction du territoire national et au phénomène d'appropriation et de concentration foncière comme base de la constitution du pouvoir de la future oligarchie argentine. Nous mettrons aussi en lumière une représentation prégnante de cette époque, dont les prolongements sont encore perceptibles aujourd'hui, notamment dans les avancées des fronts agraires dans les territoires du bassin du Pilcomayo, celle de conquérir le désert.

1.1.1. L'ESPACE ET LA FRONTIERE

Depuis les premières étapes de la colonisation du littoral côtier du Río de la Plata jusqu'au milieu du 18e siècle, la superficie occupée par les populations était relativement limitée. Les habitants occupaient une bande de terre étroite le long du littoral et ils ne s'enfonçaient pas dans les vastes plaines pampéennes, territoire des Indiens Pampas, n'atteignant même pas les rives du fleuve Salado, situées à quelque 150 kilomètres au sud de Buenos Aires. Au regard de la superficie continentale actuelle de l'Argentine, 2,7 millions de km^2, l'espace sous contrôle des colons à la fin du 18e siècle était minime, s'étalant sur moins de 30 000 km^2, comme nous pouvons le constater sur la carte suivante.

Buenos Aires n'était alors qu'un simple village et le resta durant une bonne partie du 18e siècle. Rapidement, la ville s'est caractérisée par une concentration urbaine élevée et une campagne peu peuplée. L'insécurité liée à la présence des Indiens expliquait la faible pénétration des vastes espaces pampéens qui entouraient la ville. Toutefois, l'occupation de ceux-ci, bien que faible dans un premier temps, pouvait compter sur d'excellentes conditions de culture et d'élevage (terre fertile, climat tempéré, régime hydrique suffisant), permettant ainsi de répondre aux besoins alimentaires de la population de la ville[56]. La pression des Indiens Pampas à la frontière de ce petit hinterland agricole, ainsi que leur concurrence pour le bétail, obligea très tôt la construction d'une ligne de forts et fortins destinés à préserver la frontière.



Longtemps tenu à l'écart du commerce international par la couronne d'Espagne, la libéralisation du commerce et l'ouverture du port de Buenos Aires aux échanges avec les nations étrangères, en 1778, a provoqué trois phénomènes : la domination des intérêts du port du Buenos Aires sur les autres régions de la Vice-Royauté de la Plata, la croissance rapide des activités liées à l'élevage et l'expansion territoriale.

A) La domination du port de Buenos Aires

En ouvrant le port de Buenos Aires au commerce international à la fin du 18e siècle, les réformes bourboniennes ont de fait placé Buenos Aires comme le point d'intermédiation entre les productions des provinces de l'intérieur de la Vice-Royauté de la Plata et le reste du monde. Ce changement de dynamique économique allait avoir des répercussions énormes lors du siècle suivant. En effet, les régions de l'intérieur de la Vice-Royauté avaient formé le cœur de la vie

[56] *Juan Carlos Garavaglia,* Les hommes de la pampa, Une histoire agraire de la campagne de Buenos Aires (1700-1830), *Editions EHESS, Paris, 2000, p. 37.*

espagnole dans ces contrées lointaines de l'empire. Or, ce basculement vers le littoral signifait une rupture brutale de cet équilibre dont l'onde de choc traversa puissamment tout le 19e siècle, des luttes pour l'indépendance aux conflits sanglants entre unitaires et fédéraux. De nombreux conflits géopolitiques internes sont aujourd'hui l'écho de cette décision.

Le port de Buenos Aires et la maîtrise de sa douane constituèrent la clé des guerres fratricides durant le processus de construction de la nation argentine. Contrôler la richesse générée par les importations et les exportations était source de pouvoir et de puissance. C'était un moyen de protéger ou bien d'exposer un pan de l'économie du pays et, par conséquent, de décider du sort de ses provinces. Ces deux questions agitèrent les débats politiques et nourrirent la guerre civile qui rongea le pays pendant un siècle, jusqu'à la prise du pouvoir par Julio Argentino Roca en 1880.

A partir de l'ouverture du port de Buenos Aires aux marchandises des colonies étrangères, les productions de l'intérieur de la Vice-Royauté commencèrent à entrer en concurrence directe avec les importations agricoles et industrielles du continent européen. Ces régions eurent du mal à s'adapter à ces nouvelles conditions économiques et virent le développement de leur commerce, de leur artisanat et de leur agriculture en grande difficulté dès la fin du 18e siècle[57].

Rappelons que la Vice-Royauté de la Plata fut créée en 1776 et que la libéralisation du commerce intervint dès 1778. C'était à cette époque qu'une partie du monde européen vivait un processus majeur de son développement : la révolution industrielle. Autrement dit, à l'heure où le port de Buenos Aires ouvrait les territoires productifs de la Vice-Royauté aux importations européennes, ces dernières étaient beaucoup plus compétitives.

Toutefois, dans la période qui courut des réformes bourboniennes à la Révolution de mai 1810, il importe de garder à l'esprit que l'élite économique de Buenos Aires tirait sa richesse des exportations du minerai d'argent de Potosí. La perte de sa principale ressource, suite aux guerres d'indépendance et la séparation des territoires du Haut-Pérou, ne remit pas en cause sa prédominance sur le reste des territoires. Au contraire, l'élite portègne sut se renforcer grâce à la montée en puissance de l'élevage et la libéralisation accrue de ses échanges avec les puissances atlantiques.

---

[57] *Tulio Halperin Donghi,* Révolution et guerre, Formation d'une élite dirigeante dans l'Argentine créole, *EHESS, Paris, 2014, p. 27.*

B) La croissance de la production bovine

Si le 17e siècle s'était caractérisé par les expéditions de chasse au bétail sauvage, à compter de la moitié du 18e siècle, on assista à la naissance du système des *estancias.* Ce type d'exploitation du bétail répondait à la nécessité de rationnaliser la ressource bovine, victime du succès des chasses répétées et incontrôlées. Néanmoins l'exploitation en *estancia* connut très tôt des difficultés. Tout d'abord, la très forte croissance de la demande liée à la libéralisation du commerce d'exportation des peaux mit rapidement sous tension la gestion des stocks bovins. Inversement, à la fin du 18e siècle, les guerres européennes contribuèrent à mettre à mal l'activité en limitant les débouchés commerciaux outre-Atlantique[58].

Toutefois, la période qui court des années 1750 à l'indépendance en 1816 fut déterminante car il s'y joua un changement de paradigme majeur. En optant pour un type d'exploitation en *estancia*, le foncier prit de l'importance grâce à son potentiel productif. Et cette valeur nouvelle fut à la base de la grande exploitation, le *latifundio*, socle du pouvoir de la future oligarchie argentine.

L'intérêt des groupes dominants pour l'acquisition des terres répondait alors à l'expansion constante du commerce des produits bovins due à la diversification de la demande des marchés externes, mais aussi interne, soutenue par la croissance démographique de Buenos Aires. Tandis qu'à la fin du 18e siècle, on consommait 46 000 bêtes, dans les années 1820 il en fallait environ 74 000. Le commerce des peaux qui, pour sa part, représentait un volume d'exportations de près de 150 000 pièces entre les années 1748-1753, atteignait, à la veille de la révolution argentine, en 1810, sur une seule année 1,5 million de pièces[59].

Contrairement à l'agriculture qui nécessitait une main d'œuvre conséquente, l'élevage offrait des conditions idéales pour l'investissement des classes dominantes. La terre fertile et abondante ne manquant pas, l'élevage pouvait s'y développer avec très peu de moyens, notamment en main-d'œuvre. La question de la faible population de Buenos Aires ne représentait donc pas un obstacle. Selon les récits de Felix de Azara, contemporain de cette époque, un contremaître et dix péons suffisaient à s'occuper d'un troupeau d'une dizaine de milliers de bovins sur une exploitation de 15 à 20 000 hectares[60].

---

[58] *Ibid., p. 46.*

[59] *Horacio Giberti, « El desarrollo agropecuario »,* Desarollo económico, *Buenos Aires, Vol.2, n°1, 1962, p. 73.*

[60] *Felix de Azara, Memoria sobre el esstado rural del Río de la Plata en 1801*, *in González, J.C. (ed.),* Memoria sobre el estado rural del Río de la Plata y otros informes, *Buenos Aires, Bajel, 1948.*

De plus, lors de la dernière étape de la domination espagnole, de nombreux villages furent créés dans les zones frontalières dans le but de préserver les territoires de la vice-royauté des possibles invasions de puissances étrangères mais aussi des menaces d'incursions indiennes. Le manque d'infrastructure de communication avec le centre du pouvoir incita les groupes installés dans les zones frontalières à adapter leurs productions à leur environnement et à ses conditions. Ainsi, à côté d'une petite agriculture de subsistance, l'élevage constituait l'activité principale dans ces territoires contribuant à leur tour à la croissance de la production bovine.

Toutefois, l'occupation de terres ne s'accompagnait pas automatiquement d'un titre de propriété formelle. La précarité de la possession foncière était entretenue par des groupes proches du pouvoir dont les intérêts pour le développement de l'élevage dans ces zones frontalières freinaient les possibilités d'accession à la propriété. En effet, grands éleveurs ou membres de l'élite commerçante portègne, ils voyaient d'un mauvais œil la présence de nouveaux colons le long de leurs propres unités de production.

C) Les bases de l'oligarchie foncière

L'intérêt des élites de la capitale de la Vice-Royauté se portant sur les terres pampéennes, il leur fallait impérativement résoudre la question de la propriété de celles-ci ainsi que celles des paysans qui les peuplaient. Or, durant l'époque coloniale, les moyens d'accès à la propriété légale de la terre étaient assez complexes pour les créoles. Les demandes d'achat de terres s'effectuant auprès des autorités, la proximité du pouvoir constituait donc un avantage certain. Ainsi, une grande majorité de paysans n'a jamais pu accéder à la propriété formelle de la terre, n'ayant alors qu'un statut d'occupants précaires ou bien d'affermataires. Les groupes dominants, quant à eux, comprirent rapidement que l'accès à la possession de terres devait être restreinte afin de favoriser leurs propres intérêts. Toute tentative de répartition avec d'autres acteurs, comme les paysans, devait donc être contrôlée et servir d'occasion pour accroître leur emprise sur le foncier. A titre d'exemple, en 1754, les grands propriétaires détournèrent une tentative de la Couronne d'Espagne d'entreprendre une sorte de « réforme agraire ». A l'origine, il s'agissait de débusquer d'éventuels usurpateurs fonciers afin de leur faire payer un tribut pour la terre, sorte de prélude à la reconnaissance d'un droit à la terre pour certains paysans. Cependant, loin de changer les modes de répartition du foncier, cette réforme fut mise à profit par les grands propriétaires terriens qui s'en emparèrent pour mener eux-mêmes cette

« traque » à l'usurpateur pour ainsi se débarrasser d'occupants indésirables, s'acquitter du tribut demandé pour leurs terres et s'attribuer de la sorte de nouvelles possessions.

Cette relation avec le pouvoir, tout comme la construction d'un pouvoir basé sur le foncier, fut les bases de la future oligarchie argentine. Alain Rouquié décrit l'oligarchie comme « un groupe social formant l'axe de la société nationale autour duquel se polarisent les projets d'ascension sociale et les tentatives de transformation politique. Son pouvoir se caractérise par l'occupation d'une position économique stratégique. » Selon lui, la continuité historique de l'élite oligarchique ne va pas sans un rapport privilégié, permanent, parfois monopoliste, au principal produit d'exportation[61]. Ce fut donc à la veille de la révolution de 1810 que la colonne vertébrale de la future oligarchie argentine commença à se structurer. Une élite rurale ancra son pouvoir dans un système que la révolution, l'indépendance et la République ne purent ou ne voulurent altérer. Ce lien intime qui unit durablement oligarchie foncière argentine et pouvoir politique s'amorça donc dans la foulée du replacement géostratégique du port de Buenos Aires sur l'échiquier de l'empire espagnol pour atteindre son apogée quelque cent quarante ans plus tard.

Pourtant, dès la fin du 18e siècle, des écrivains contemporains de cette période, comme Félix de Azara et Manuel Belgrano, alertaient déjà quant aux problèmes de l'inégale répartition des terres, du manque d'accès à la propriété foncière et du système d'affermage à la campagne[62]. Mais les évènements révolutionnaires de 1810 ne firent qu'accélérer le phénomène. Tout d'abord, en évinçant l'autorité espagnole et en prenant le contrôle direct de l'Etat, les élites portègnes accédèrent directement au contrôle du foncier et par conséquent à la création de richesse. Ensuite, l'effondrement de la rente minière obligea les élites à se tourner massivement vers la rente foncière. Toutefois, même si l'accès au foncier n'était pas direct avant la révolution, les pressions des groupes de pouvoir étaient bien réelles pour y parvenir. Parmi ces groupes, les éleveurs ont joué un rôle important qu'il convient de mentionner tant leur structuration anticipait le rôle des futures organisations puissantes de la seconde moitié du 19e siècle.

Dès 1790, les grands propriétaires d'*estancias* jouissaient d'une véritable influence auprès du *Cabildo*, qui représentait le puissant corps administratif colonial, et de sa législation économique. Ainsi, à leur demande, le vice-roi Arredondo leur donna le droit de fonder une

---

61 *Alain Rouquié,* Amérique latine, Introduction à l'Extrême-Occident, *Seuil, Paris, 1998, p. 116.*

62 *Juan Carlos Garavaglia,* Les hommes de la pampa, Une histoire agraire de la campagne de Buenos Aires (1700-1830), *Editions EHESS, Paris, 2000, p. 404.*

organisation professionnelle, une *mesta*[63], pour mieux défendre leurs intérêts. Selon Arredondo, la création d'une association d'éleveurs cherchait à refléter l'importance de leur activité pour l'économie et leur influence sur le bien-être de la ville de Buenos Aires. Toutefois, parmi les fonctions attribuées à ce syndicat figurait le droit de s'occuper des gens qui occupaient illégalement des terres avec leur bétail. Autrement dit, bien avant l'indépendance et l'émancipation, les grands propriétaires de *latifundio* avaient obtenu de l'administration coloniale le droit de « nettoyer » leur territoire. Ce fut ainsi que l'on assista au début d'un processus de régulation des forces économiques en faveur du *latifundio* et à l'emprise des groupes dominants de Buenos Aires sur les territoires productifs des plaines pampéennes. Cette pression exercée sur le foncier entraina deux conséquences. D'une part, le contrôle social des populations paysannes et, d'autre part, le besoin d'expansion de la frontière pour gagner de nouveaux territoires productifs.

Dès 1775, il existe non seulement des traces de la tentative de contrôler les paysans ou les *gauchos*, afin de leur interdire la liberté d'aller et venir sur les terres des *estancias,* mais aussi de leur barrer l'accès à la propriété[64]. Ce fut le cas, par exemple, quand le Gouverneur Diego de Salas décréta, en août 1775, l'expulsion des paysans cultivant sur des terres destinées à l'élevage. De même, constatant que de nombreuses personnes s'appropriaient du bétail sans posséder le terrain suffisant pour y établir une *estancia*, un décret introduisit une surface minimum pour prétendre être éleveur et posséder une *estancia*. Cette surface devait s'élever à près de 2000 hectares. Il imposa aussi l'interdiction de subdiviser les terres de pâturages. Les éleveurs obtinrent aussi que la succession puisse s'effectuer par droit d'aînesse afin d'éviter toute expropriation ou division de leurs terres[65].

Ces dispositions concernant la taille minimum des terrains permirent l'ancrage des latifundios dans le Río de la Plata. En effet, quand de nouveaux colons arrivaient à Buenos Aires, ils sollicitaient de manière systématique des droits de chasse au bétail afin de réunir un troupeau suffisant et ainsi fonder une *estancia*. La possession de biens immobiliers devint alors l'un des éléments déterminants pour l'intégration au sein de la hiérarchie de classes de la société coloniale. Aussi, à la fin du 18e siècle, dans les plaines du Río de la Plata, il n'était pas rare que

---

[63] *La mesta était une association professionnelle qui regroupait les éleveurs transhumants dans l'Espagne médiévale.*

[64] *Ibid., p. 379.*

[65] *Manfred Kossok,* El Virreinato de la Plata, Su estructura económica y social, *Hyspamérica, Buenos Aires, 1986, p. 84.*

des *estancias* couvrent une surface de plus de 40 000 hectares pour des troupeaux allant jusqu'à 100 000 têtes[66].

S'il semble que les toutes premières mesures de contrôle social de la population paysanne ne rencontrèrent aucun succès, il n'en demeure pas moins qu'elles marquèrent le début d'une politique qui allait permettre aux grands propriétaires fonciers de s'assurer l'expulsion de possibles contestataires ou bien de les enrôler à leur service. Ce contrôle des populations allait progressivement s'exercer au cours du 19e siècle avant de s'accentuer lors des phases d'expansion territoriale après l'indépendance de 1816. La libération de vastes espaces fonciers entrainant des demandes d'achat systématique de nouvelles terres, les pressions étaient d'autant plus fortes sur ces paysans.

Les populations exclues du système d'appropriation de la terre émigraient donc vers la frontière de la Vice-Royauté bordant les territoires des Indiens de la Pampa. Cette frontière constituait un lieu de refuge pour ces populations mais elle ne leur offrait qu'une vie sociale et économique très limitée. En effet, le niveau de conflictualité avec les Indiens à la frontière les rendait particulièrement vulnérables. De surcroît, leur situation restait précaire car sous le coup d'une expulsion si ces terres venaient à être réclamées à leur tour. Ces menaces participaient à saper le rôle de soupape sociale de la frontière pour ces populations et à inhiber leurs désirs de regroupement et de contestation pour essayer de rompre la structure de cet *hinterland*. Dans un vaste espace où la densité de la population restait faible, c'était une manière supplémentaire pour les grands propriétaires de s'assurer le contrôle de la population et du territoire.

Le développement des exportations et l'augmentation des prix d'élevage engendraient le besoin d'expansion de la frontière. Au lendemain de l'indépendance la question se posa très clairement. En 1817, Juan Ramón Balcarce, ancien gouverneur de la province de Buenos Aires, exposa ainsi la situation au Cabildo :

> « La valeur que prennent les troupeaux chaque jour ;… le développement de l'espèce pour créer un des produits les plus précieux de notre commerce, ont amené le Directeur Suprême à me charger de l'extension des frontières afin de donner une nouvelle ouverture aux éleveurs et *hacendados* tellement nécessaire à leurs troupeaux et haciendas…[67] »

---

[66] *Horacio Giberti, op. cit., p. 70.*

[67] *Juan Carlos Garavaglia,* Les hommes de la pampa, Une histoire agraire de la campagne de Buenos Aires (1700-1830), *Editions EHESS, Paris, 2000, p. 404.*

Toutefois, si la question de l'expansion de la frontière semblait évidente à cette époque, compte tenu de la forte pression exercée par l'élevage et de la très forte croissance des exportations, elle n'était pas nouvelle. En effet, dès la moitié du 18e siècle, les rivalités pour le contrôle des territoires du bétail sauvage puis pour l'installation des *estancias* avaient poussé l'administration de Buenos Aires à opérer une première expansion de leur frontière.

Depuis 1750, les Indiens faisaient inlassablement pression sur les territoires espagnols. A l'époque des chasses au bétail, la pratique était partagée par colons et Indiens. Toutefois, sans gestion ni contrôle de la ressource, le bétail sauvage a presque entièrement disparu obligeant chacun, Indiens et colons, à s'adapter en modifiant leur mode de vie. D'un côté, les colons établirent des fermes pour pratiquer l'élevage, des *estancias*, tandis que les Indiens, de leur côté, adaptèrent leur territoire de chasse en ciblant désormais les zones d'élevage crées par les colons. Les incursions indiennes, appelées *malocas*, freinaient considérablement de développement de cette économie pastorale[68]. Ce fut la raison pour laquelle la défense de la frontière devint l'une des priorités du gouvernement colonial. Pour la mettre en œuvre, de nouveaux fortins furent établis sur la frontière permettant de stabiliser la situation vers le début du 19e siècle. La frontière tracée par cette ligne de fortins, aux abords du fleuve Salado, servit de prélude aux futures avancées du front agraire, motivées par la quête d'appropriation des ressources foncières par les élites de Buenos Aires pour y installer du bétail et profiter du développement du commerce lucratif des produits d'élevage.

Ces territoires furent âprement disputés aux Indiens malgré les relations intenses qui s'y étaient nouées entre les deux sociétés le long de cette frontière floue et poreuse. Comme le rappelle l'historien Juan Carlos Garavaglia :

> « Il y avait bien là deux sociétés qui s'affrontaient sans merci pour le contrôle économique d'un territoire. Néanmoins, cela n'excluait pas l'existence de contacts intenses, mais le choc final constituait la logique même de la relation entre les deux sociétés. Le plus fort finirait par exterminer sans pitié le plus faible[69]. »

Au lendemain de l'indépendance, le processus de pénétration du territoire indien et d'expansion de la frontière terrestre connut une première étape importante avec l'expédition de

---

[68] *Ibid. p. 51.*

[69] *Juan Carlos Garavaglia,* Les hommes de la pampa, Une histoire agraire de la campagne de Buenos Aires (1700-1830), *Editions EHESS, Paris, 2000, p. 39.*

Martín Rodriguez, en 1823, et il ne s'arrêta qu'une soixantaine d'années plus tard, après l'expédition génocidaire initiée par Julio Argentino Roca.

Il est particulièrement important de constater l'influence des grands propriétaires terriens et des éleveurs dans les décisions politiques de l'époque. Tout comme, il semble fondamental de reconnaître la dimension géopolitique de l'élevage dans la construction du territoire argentin et l'expansion de sa frontière. C'est bien dans cette période charnière, à la veille de la révolution, que nous trouvons les premiers éléments de l'influence des questions agraires dans l'histoire politique de l'Argentine. Si, à la veille de la Révolution, cette influence restait malgré tout limitée, les luttes pour l'indépendance des territoires de la Vice-Royauté ont bouleversé les rapports de force au sein de la jeune nation en construction. Les grands propriétaires des terres pampéennes allaient pouvoir se positionner au centre de l'élite économique et exercer un véritable pouvoir sur le devenir politique du pays.

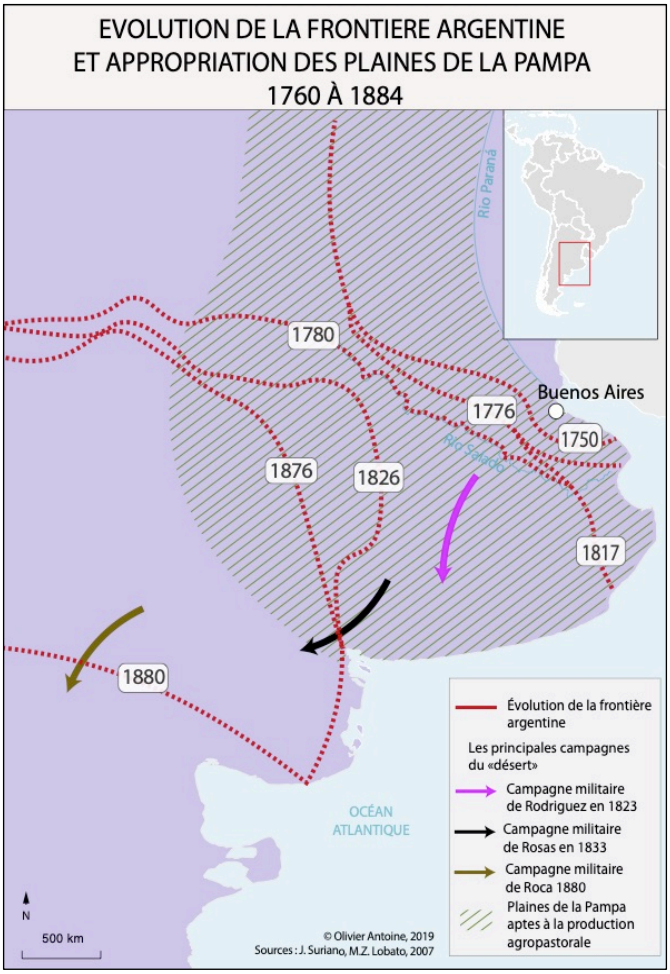
1.1.2 L'ELEVAGE : INSTRUMENT DE LA CONQUETE TERRITORIALE

Le territoire argentin actuel diffère beaucoup de celui hérité de l'indépendance. Les Provinces unies s'étiraient alors sur deux bandes allant de Buenos Aires jusqu'à la frontière de l'actuelle Bolivie, d'une part, et de Buenos Aires jusqu'au Paraguay, d'autre part. Cependant, la réalité des différentes provinces au 19e siècle n'était pas homogène et de nombreux territoires étaient disputés aux populations indiennes. L'occupation des espaces restait donc relativement faible et surtout sous-exploités. A compter de l'indépendance, les choses ont changé. Les besoins économiques et sécuritaires obligeaient les différentes autorités provinciales à considérer l'extension de leurs territoires comme une priorité. Une nouvelle phase de conquête s'ouvrit alors et dura près de soixante ans pour s'achever par la « campagne du désert » du Colonel Roca. Cette dernière étape marqua l'occupation de la quasi-totalité du territoire. La carte suivante nous permet de retracer l'évolution de la frontière argentine dans les plaines de la Pampa.

Initiée dès les lendemains de l'indépendance, l'expansion territoriale s'est accompagnée d'une avancée du front agraire, traduisant un véritable processus géopolitique de couverture de l'espace et de délimitation frontalière au moyen de l'implantation de grands élevages[70].

---

[70] *Pierre Blanc, Séminaire de géopolitiques des États arabes à l'Institut Français de géopolitique (IFG), Janvier 2013.*



A) L'espace et le mythe du désert

A la fin du 19e siècle, le Colonel Roca entreprit la « conquête du désert » ou la « campagne du désert ». Censée désigner l'invasion militaire qui allait permettre l'occupation de la quasi-totalité du territoire sous contrôle des communautés indigènes, la formule de « conquête du désert » s'est imposée dans le récit collectif argentin et a traversé avec force l'histoire du pays.

Aujourd'hui, la construction d'un tel imaginaire continue à être associée à la frontière intérieure et trouve un écho dans les dynamiques agraires contemporaines et la constitution de nouveaux fronts, notamment dans le nord du pays. Un éleveur, s'étant installé au début du 21e siècle dans la province de Formosa, au cœur des plaines du Bassin du Pilcomayo, justifia ainsi le choix géographique de son implantation : « La captation de terres s'est produite dans les zones traditionnellement non agricoles […] Le fameux adage qui veut que le nord ne soit la

terre de personne (« Norte, tierra de nadie ») a joué[71]. » Ici, il apparaît clairement que le territoire n'est pensé que comme un espace vide, à conquérir, où les habitants sont considérés au mieux comme improductifs ou bien, au pire, comme des ennemis. Or, aujourd'hui, ces territoires, objets de conquête pour certains, sont parties intégrantes de la nation argentine. Le glissement de la notion mythique du désert vers une représentation d'une « terre de personne » nous indique à quel point le rapport moderne aux grands espaces naturels et à leurs habitants, en l'occurrence des indigènes, reste un héritage symptomatique du 19e siècle ou, comme le nommait l'historien David Viñas, « le drame de l'espace[72] ».

Cette expression a donc interrogé de nombreux historiens, sociologues, ethnologues, notamment du fait de l'aspect génocidaire de la campagne militaire menée par Roca à la fin du 19e siècle. Elle nous incite donc à mettre en lumière la représentation que supposent ces éléments de langage et ses conséquences actuelles, notamment dans l'appréhension des conflits occasionnés par la constitution des fronts agricoles dans les plaines du bassin du Pilcomayo, au nord du pays.

D'emblée, le mot désert interpelle tant son image semble peu associée à celle de l'Argentine. Selon la définition du dictionnaire Larousse, un désert signifie « un lieu vide, inhabité ou bien très faiblement peuplé ». S'il s'agissait effectivement d'un désert, pourquoi, dès lors, le conquérir ?

Si une grande partie de cet immense espace territorial, que constituent la Pampa et la Patagonie, ne connaissait pas d'occupation durable au 19e siècle, elle avait fait, malgré tout, l'objet d'expéditions de chasse de bétail par les Espagnols comme par les indigènes pendant près de deux siècles. Or, la présence des populations autochtones ne se réduisait pas à cette seule activité. Au contraire, elle atteignait un degré élevé de complexité économique et sociale dont les Espagnols ne percevaient souvent que l'aspect belliqueux. Des relations s'étaient pourtant tissées entre les cultures hispanique et indigène dont l'intensité des échanges témoignait d'une pénétration réciproque de leurs aires frontalières[73]. Les groupes indigènes maîtrisaient un espace qui s'étendait du Chili aux frontières de la vice-royauté du Río de la Plata.

---

[71] *Entretien de Susana Grosso avec German Fogante, réalisé en 2008, « La nouvelle agriculture argentine : entre innovations et incertitudes », in* Déméter 2010, *Paris, p.178.*

[72] *David Viñas,* Indios, ejércitos y frontera, *Santiago Arcos, Buenos Aires, 2005.*

[73] *Juan Carlos Garavaglia,* Les hommes de la pampa, Une histoire agraire de la campagne de Buenos Aires (1700-1830), *Editions EHESS, Paris, 2000, p. 39.*

Dès lors, le terme de désert, ainsi que les discours qui l'entourèrent, reflétait avant tout une volonté, voire une nécessité, de concevoir l'espace comme vide. Comme le relève la chercheuse argentine Carla Mariana Lois, « le désert n'était pas désert, si ce n'est qu'il devait être désert[74] » afin de pouvoir le remplir avec des personnes « civilisées ». Autrement dit, cette représentation signifiait par extension que les « sauvages », qui habitaient ou traversaient cet espace, devaient en être vider à leur tour. Or, dans le processus de construction nationale qui s'étira sur presque la totalité du 19e siècle, accompagné par le développement rapide de l'élevage, cette représentation du vide était indispensable afin de pouvoir la faire évoluer ensuite vers un espace renfermant des richesses à exploiter, à transformer. Au fil du temps, le désert, toujours traversé par des « hordes de barbares », devint donc un enjeu géopolitique et économique de premier ordre. La question de l'occupation et de la mise en production se heurtant toujours à la présence de populations autochtones, il était indispensable de préserver ces populations à l'état de « sauvages » et de personnes inassimilables dans la société « civilisée » afin de justifier un effort de guerre pour les anéantir et conquérir leurs territoires.

Par ailleurs, notons que cette utilisation de la représentation du désert n'était ni spontanée, ni propre à cette partie du monde. En effet, hérité des Lumières, ce concept symbolisait les espaces inhospitaliers rencontrés par les expéditions européennes menées au 18e siècle, qu'il s'agisse de véritables déserts ou bien de forêts et de marécages impénétrables. Cette représentation s'inscrivait alors dans une époque où la modernité européenne, accompagnée de ses modes de productions capitalistes, cherchait à s'étendre dans le reste du monde[75]. L'écho de ce processus et la terminologie qui l'accompagna furent rapportés en Argentine par des intellectuels et des aristocrates, inspirés alors par la modernité européenne, et particulièrement par Domingo Sarmiento, futur président de la République, qui l'interpréta comme une lutte entre la civilisation et la barbarie[76].

La constitution d'une oligarchie s'appuya donc sur le roman national d'une conquête héroïque mais surtout celui d'un apport civilisateur sur le monde barbare. Du vide, l'oligarchie avait fait jaillir l'abondance et la prospérité. La fin du 19e siècle marquait d'ailleurs le temps

---

[74] *Carla Mariana Lois,* « La invención del desierto chaqueño. Una aproximación a las formas de apropiación simbólica de los territorios del Chaco en los tiempos de formación y consolidación del Estado nación argentino », *in Scripta Nova, Revista electrónica de Geografía y Ciencias Sociales, Universidad de Barcelona, n°38, 1999.*

[75] *Pedro Navarro Floria,* « El desierto y la cuestión del territorio en el discurso político argentino sobre la frontera Sur », *in Revista Complutense de Historia de América, Vol. 28, Madrid, 2002, pp. 139-168.*

[76] *Pedro Navarro Floria,* « Domingo F. Sarmiento en el debate argentino y chileno sobre los pueblos indígenas del sur », *in Revista de Estudios Transandinos, 4, Santiago de Chile, 2000, pp. 44-46.*

des vagues migratoires européennes et la transmission d'un récit identitaire apparaissait alors nécessaire pour intégrer des populations venues d'horizons divers, attirées justement par les opportunités qu'offrait ce « désert ».

Au travers de ces différentes représentations – « désert », « terre de personne » – se joue la place des communautés indigènes dans la société actuelle. Au 19e siècle, les indigènes vivaient dans un espace au-delà de la frontière d'une nation en construction et en expansion et ils étaient, par conséquent, considérés comme des ennemis de celle-ci. Aujourd'hui, en invisibilisant leur présence, « la terre de personne », ils deviennent des exclus de la nation voire même des ennemis intérieurs[77]. Bien que dans l'espace national et citoyens argentins, les indigènes sont à nouveau sous le coup du besoin d'espace et d'expansion de l'agriculture et de l'élevage.

B) Fronts pastoraux et expansion territoriale

Les guerres révolutionnaires qui ont éclaté à partir de 1810 ont eu de lourdes conséquences sur la production animale des territoires du Río de la Plata. Les plaines du littoral de la Bande Orientale et du fleuve Paraná ont été les théâtres de violents affrontements pour les luttes d'indépendance, d'une part, puis entre factions politiques, d'autre part. L'impact sur ces zones d'élevages fut dévastateur, tant et si bien que les régions relativement préservées, comme l'hinterland de Buenos Aires, allaient pouvoir profiter pleinement de l'essor de la liberté de commercer avec l'étranger et de la nécessité pour le pouvoir en place de substituer les ressources perdues des mines d'argent du Potosí.

Le développement substantiel des exportations et le prix des produits d'élevage avaient incité les populations de la province de Buenos Aires à s'aventurer au-delà de la frontière, sur le fleuve Salado, et à coloniser les territoires indigènes entrainant des cycles de violence et de contre-violence tout au long du 19e siècle. L'élevage était devenu un instrument au service de la conquête territoriale et de l'avancée de la frontière. Il faisait aussi l'objet de rivalités constantes entre les indiens et les colons.

---

[77] *Dans le cadre d'affrontements récents entre des groupes indigènes Mapuche et les forces de polices en Patagonie, pour le droit à la terre, le gouvernement argentin n'a pas hésité à fomenter l'idée de groupuscules terroristes cherchant à déstabiliser la nation. Tandis que rien ne permet de lier, en Argentine, ces groupes à une quelconque forme de terrorisme, l'emploi du terme montre bien à quel point la question indigène reste irrésolue et vectrice de représentation héritée d'une autre époque où l'indigène ne peut être conçu que comme un ennemi de la nation.*

Durant cette période, ce processus de conquête de l'espace fut orchestré par des hommes politiques dont les intérêts étaient directement liés à la ressource foncière et à son exploitation. Ainsi, l'une des campagnes majeures d'expansion territoriale fut l'œuvre de Juan Manuel de Rosas, homme fort de la province de Buenos Aires, gouverneur de 1829 à 1832, et grand propriétaire terrien[78]. Elle permit d'étendre la superficie de la province de 34 000 km^2, en 1830, à 230 000 km^2 [79].

Grâce à leurs élevages, les grands propriétaires terriens étaient devenus de puissants acteurs de la vie politique et économique de la province de Buenos Aires. Ils participaient autant à l'expansion des fronts agraires qu'ils en profitaient. Regroupés au sein d'un puissant syndicat d'éleveurs, la Société Rurale Argentine (SRA), fondée en 1866, ces acteurs commencèrent à faire pression sur le gouvernement afin d'obtenir un nouvel élargissement des territoires ainsi qu'une réponse définitive aux confrontations avec les tribus indigènes.

Forts de leur influence au sein du pouvoir politique argentin, les éleveurs firent approuver une loi par le Sénat, dès 1867, pour réaliser une campagne de protection des zones d'élevage. Elle ne fut mise à exécution que douze années plus tard. Entre-temps, le pays avait peu à peu consolidé son appareil d'Etat et le gouvernement central de Buenos Aires s'était doté d'une armée de métier. En outre, il avait commencé à tisser un réseau ferroviaire pour développer et favoriser les exportations depuis ses territoires agricoles. La « conquête du désert », prélude à l'occupation de tout le territoire et à la formation de l'Etat nation, allait commencer.

C) La « conquête du désert »

Un article du quotidien *La Prensa*[80], publié en juillet 1876, interpellait directement les sénateurs argentins pour les sensibiliser au sujet de la situation endurée par les éleveurs dans les plaines pampéennes face aux incursions indiennes. Utilisée comme moyen d'influence des intérêts des grands propriétaires terriens, la presse prolongeait le travail de pression exercé sur

---

[78] *Osvaldo Barsky, Jorge Gelman,* Historia del agro argentino. Desde la conquista hasta comienzos del siglo XXI, *Sudamericana, Buenos Aires, 2009, p. 127.*

[79] *Alcides Beretta Curi, « Hacendados, tierras y fronteras en la provincia de Buenos Aires (1810-1852), Université de Montevideo, 1982, p. 53.*

[80] *Ce quotidien fut fondé en 1869 par José Paz, membre de l'oligarchie issu d'une famille de grands propriétaires terriens. Journal parmi les plus influents du début du 20e siècle, il contribua à promouvoir les idées du parti politique de l'oligarchie argentine, le PAN.*

le pouvoir par les organisations d'éleveurs afin de solutionner la question de l'expansion territoriale, de la sécurisation de la frontière et de la « pacification » des Indiens.

Lorsque le colonel Roca, nommé ministre de la Guerre du gouvernement dirigé par Nicolás Avellaneda, proposa un plan d'opérations offensif et rapide, un projet de loi fut adopté pour lui fournir les moyens nécessaires à sa campagne militaire. Cette loi fut financée grâce à un emprunt souscrit auprès des grandes fortunes du pays qui achetèrent 4 000 titres correspondant à 2 500 hectares chacun, à faire valoir sur les terres conquises lors de cette campagne[81].

Une fois le financement assuré, le colonel Roca allait aussi pouvoir s'appuyer sur un armement militaire moderne qui lui permettrait de faire une différence décisive au combat[82]. Forte de 6 000 soldats, l'opération militaire fut lancée en avril 1879 et, en l'espace de quelques mois, elle permit d'intégrer au territoire argentin quelque 345 000 km^2, soit près des deux tiers de la superficie métropolitaine de la France[83]. Selon de nombreux historiens, la « conquête du désert » s'apparenta davantage à un raid génocidaire qu'à une conquête héroïque.

Malgré la rapidité du succès de l'opération militaire menée par Roca, celle-ci continua encore pendant cinq années sous le commandement du colonel Villegas et se transforma en campagne d'extermination. Aux milliers de morts pendant les combats, des dizaines de milliers d'indigènes, entre 15 et 17 000 selon les estimations, furent envoyés dans des camps de concentration avant d'être répartis sur l'ensemble du territoire[84]. Les hommes étaient mis à contribution pour les grands travaux de construction ou bien envoyés dans les champs de canne à sucre dans les provinces du nord du pays, comme à Tucumán. Les femmes, quant à elles, terminaient comme domestique dans les familles bourgeoises de Buenos Aires.

L'historien David Viñas, dans son ouvrage *Indios, ejércitos y frontera*[85], publié en 1982, a conceptualisé cette « conquête du désert » comme étant le stade suprême de la conquête de l'Amérique, en référence au concept de Lénine d'impérialisme comme stade suprême du

---

81 *Norberto Galasso, op. cit., p. 507.*

82 *L'armée argentine avait acquis la dernière génération de fusils Remington tandis que les Indiens ne se battaient encore qu'avec des lances et des armes primitives. Lors des combats entre indigènes et soldats argentins, les indigènes avaient pris pour habitude d'attaquer les soldats quand ils rechargeaient leur fusil. Pour ce faire, ils attendaient qu'apparaissent la fumée, signal du coup de feu. Quand l'armée du général Roca utilisa les fusils Remington, les soldats purent tirer plusieurs coups de feu sans recharger le canon du fusil. Les combattants indigènes, apercevant la fumée, sortaient à la rencontre des soldats pour les attaquer, ignorant qu'ils couraient à leur mort. De cette tactique est née une expression reprise dans l'argot de Buenos Aires, le lunfardo, « salir al humo ». Elle signifie aujourd'hui réagir rapidement face à quelqu'un ou quelque chose.*

83 *Norberto Galasso, op. cit., p. 506.*

84 *Carlos Martínez Sarasola,* Nuestros paisanos los indios, *Emecé, Buenos Aires, 1992, p.287.*

85 *David Viñas,* Indios, ejércitos y frontera, *Santiago Arcos, Buenos Aires, 2005.*

capitalisme[86], pour décrire le travail d'anéantissement d'un peuple de « sauvages » par la « civilisation occidentale » et ses représentants oligarchiques locaux. Il vit notamment dans la séparation des enfants de leur famille et la justification que Sarmiento en faisait, à savoir « chercher à les intégrer réellement à la civilisation », une sorte de phénomène précurseur à celui du vol des bébés opéré par l'armée argentine durant la dictature militaire de 1976[87].

L'écho de cet épisode de l'histoire argentine résonne encore aujourd'hui. La Patagonie continue à être le théâtre de conflits fonciers mettant aux prises des communautés indiennes *mapuches* avec des grands propriétaires terriens[88]. De même, dans les plaines du Chaco, le souvenir de la « conquête » de 1884 est encore vif, lorsque Roca, devenu président de la République, lança une série d'opérations militaires menées par son Ministre de la Guerre, le Général Benjamín Victorica. A cette époque, la conquête des territoires indigènes cherchait non seulement à réduire les populations autochtones récalcitrantes mais aussi à éliminer les frontières intérieures du territoire du jeune Etat nation argentin et à en garantir sa souveraineté jusqu'aux nouvelles frontières du nord du pays[89].

Nous le verrons dans l'analyse des conflits hydriques et fonciers liés à la pénétration d'un front agraire dans la province de Formosa, l'implantation d'élevages provoque une impression de déjà-vu parmi les populations locales, nourrissant un ressentiment inspiré des représentations nées de l'histoire de la « conquête du désert ».

---

[86] *Lénine,* Impéralisme, stade suprême du capitalisme, *Le temps des cerises, Montreuil, 2001.*

[87] *Durant la dernière dictature militaie qui dura de 1976 à 1983, l'appropriation des mineurs était une pratique systématique du terrorisme d'État consistant en un enlèvement, une disparition et une dissimulation de l'identité des enfants de détenus-disparus, souvent par des naissances clandestines et des adoptions illégales.*

[88] *En août 2017, la disparition d'un jeune militant argentin de défense des droits des populations Mapuches lors d'une intervention a suscité une profonde vague d'indignation en Argentine et dans le monde entier. Si les causes de cette disparition restent à éclaircir, elle a surtout mis en lumière la lutte menée par les communautés locales pour faire valoir leurs droits sur des terres aujourd'hui propriété du groupe Benetton. En écho à l'histoire de la « conquête du désert » du général Roca, les grands propriétaires fonciers continuent de jouir de la bienveillance des autorités locales et nationales. Par la suite, d'autres situations ont mis aux prises les autorités avec d'autres communautés indigènes en Patagonie et, une nouvelle fois, un mort a été déploré. Le gouvernement argentin a justifié l'emploi de la force en réponse à une agression d'un groupe terroriste, la RAM, Résistance Ancestrale Mapuche. A ce jour, peu ou pas d'indices sont venus confirmer l'existence d'un tel groupe. Toutefois, il est impossible de ne pas traduire les agissements des différents acteurs de ces conflits contemporains à l'aune des représentations héritées de ce passé de « conquête du désert ».*

[89] *Carla Mariana Lois,* « La invención del desierto chaqueño. Una aproximación a las formas de apropiación simbólica de los territorios del Chaco en los tiempos de formación y consolidación del Estado nación argentino », *in Scripta Nova, Revista electrónica de Geografía y Ciencias Sociales, Universidad de Barcelona, n°38, 1999.*

Les différentes campagnes d'expansion de la frontière argentine, entamées au lendemain de l'indépendance des provinces du Río de la Plata et conclues par l'initiative militaire de Roca, ont permis d'incorporer au territoire national plus de 50 millions d'hectares, soit l'équivalent de la France métropolitaine. Durant toute cette période expansionniste, l'incorporation de nouvelles terres visait à favoriser l'expansion de l'économie agro-pastorale, base de la richesse nationale et instrument de pouvoir d'une classe réduite de propriétaires terriens. Chaque avancée se traduisait alors par un phénomène d'appropriation foncière, de concentration des ressources et de consolidation de leur pouvoir.

1.1.3 APPROPRIATION FONCIERE ET POUVOIR POLITIQUE

L'avancée de la frontière, dans le courant du 19e siècle, s'accompagnait immanquablement d'un mouvement d'appropriation foncière par les classes dominantes, qu'il s'agisse de grands propriétaires terriens ou bien de la bourgeoisie commerciale de Buenos Aires. L'expansion territoriale permettait non seulement de renforcer la puissance économique d'un groupe minoritaire mais aussi de consolider son influence sur le pouvoir politique, quand elle ne l'exerçait pas directement. Ainsi, les lois et décrets relatifs à la répartition des terres incorporées par les expéditions militaires servaient directement les intérêts de cette minorité. Quand elles ne correspondaient pas à ses attentes, elle les contournait sans crainte de représailles du gouvernement. Alors que l'Argentine entrait dans une phase d'intense construction d'un Etat-nation, la consolidation d'une oligarchie allait constituer un aspect central de ce processus. Ce groupe a pris un ascendant majeur sur le pouvoir, lui permettant d'orienter les politiques foncières, économiques et sociales.

A) Les lois emphytéotiques et « l'heureuse expérience »

Entre 1818 et 1820, le Directoire des Provinces Unies du Río de la Plata avait cédé à des propriétaires privés 918 000 hectares de terres publiques[90]. Après la formation de la province autonome de Buenos Aires, en 1820, les terres publiques prirent alors une toute autre valeur aux yeux du jeune gouvernement provincial dirigé par Martín Rodriguez.

---

[90] *Ibid., p. 411.*

De fait, dès 1821, le gouvernement de la province interdit l'aliénation de ses terres publiques afin de s'en servir comme garantie dans le cadre d'un projet d'endettement public lancé dès 1822 avec l'Angleterre, à l'initiative de Bernardino Rivadavia, alors ministre du gouvernement de Martín Rodriguez. Dès lors, le gouvernement allait recourir à l'emphytéose pour toute nouvelle mise en valeur de ses terres inoccupées et l'étendrait systématiquement à tous les espaces conquis lors des campagnes d'expansion de la frontière et dans les nouvelles zones d'occupation de la province[91].

Ainsi, dès 1824, sous couvert d'un emprunt international émis auprès d'une banque anglaise, la Baring Brothers[92], le gouvernement de la province de Buenos Aires allait hypothéquer l'ensemble de ses terres publiques pour les proposer en emphytéose et ainsi assurer une partie du remboursement de la première dette extérieure du pays. Ce fut ainsi que 538 personnes purent se répartir près de 8 millions d'hectares parmi les terres les plus fertiles du pays. Tous membres de l'élite libérale portègne, commerçants et propriétaires, les nouveaux emphytéotes étaient soumis à des conditions particulièrement avantageuses. Ils devaient fixer eux-mêmes le montant du loyer à verser au gouvernement et, dans de nombreux cas, ne le versèrent même jamais. Malgré les arguments du ministre de l'Économie de l'époque selon lesquels « un loyer élevé empêcherait la prise de grands terrains […] et en éviterait l'accumulation en grandes propriétés », les pressions exercées par les députés, représentants des grands propriétaires terriens et eux-mêmes futures emphytéotes, permirent non seulement

---

[91] *María Elena Infesta, « Avance territorial y oferta de tierras públicas, Buenos Aires. 1810-1850 », Anuario del IEHS "Prof. Juan C. Grosso", 12, Tandil, UNCPBA, p. 63.*

[92] *Outre l'expansion foncière de quelques familles et leurs liens évidents au pouvoir, cet emprunt révéla un autre aspect important de l'histoire de la province de Buenos Aires mais aussi de l'Argentine. En effet, contracté par le ministre du gouvernement, Bernardino Rivadavia, l'emprunt, d'un montant d'un million de livres sterling, était destiné à financer de grands travaux, un réseau de distribution des eaux et un port, afin de transformer Buenos Aires en capitale européenne. Censé aussi permettre l'édification de villages le long de la frontière avec les indiens, le gouvernement lui adossa toutes les nouvelles terres gagnées lors des expéditions de Martín Rodriguez. Pourtant rien ou presque ne fut entrepris avec cet argent. Une grande partie des sommes fut directement captée par les intermédiaires du contrat, les maisons de négoce anglaises. Considéré comme une véritable escroquerie par nombre d'historiens, l'emprunt fut remboursé seulement en 1904, soit 80 ans plus tard, l'année qui vit le ministre de l'Agriculture déclarer que l'Argentine était devenue « le grenier du monde ».*
Cet emprunt servit surtout de prélude à la reconnaissance de l'indépendance des Provinces Unies par l'Angleterre dont le traité fut signé en 1825. Si les conditions imposées par Londres allaient profiter aux grands propriétaires terriens et aux négociants britanniques, elles affecteraient lourdement la puissance de l'Argentine. Comme le soulignait l'historien Robert Schnerb, « l'histoire de ces jeunes républiques est, d'une certaine façon, celle de leurs obligations économiques avec le monde dévorant des finances européennes. » Cette « dévoration », le comte Chateaubriand l'avait perçue lorsqu'il décrivait dans son ouvrage Le Congrès de Vérone, paru en 1838 : « De 1822 à 1836, dix emprunts ont été contractés en Angleterre au nom des anciennes colonies espagnoles […] Les républiques espagnoles ont été hypothéquées pour une dette de 20 millions de livres sterlings. A tous ces emprunts, s'ajoutent une multitude d'association destinées à exploiter des mines, des terres […] Il résulte de ces faits qu'au moment de l'émancipation, les colonies espagnoles sont devenues une sorte de colonies anglaises »

d'obtenir un loyer dérisoire à payer mais aussi la dispense d'une limitation des superficies à louer ainsi que des délais de contrat n'excédant pas vingt ans[93]. Cette époque fut surnommée par les bénéficiaires de ces mesures et ces avantages comme « l'heureuse expérience »[94].

Le système de l'emphytéose a perduré durant une vingtaine d'années. Toutefois, il a été peu à peu délaissé jusqu'à son abrogation définitive par Juan Manuel de Rosas, amorçant un mouvement de privatisation foncière à grande échelle.

B) Expansion territoriale et privatisation foncière

Suite aux premiers mouvements expansionnistes, initiés après l'Indépendance, la politique d'appropriation foncière, par le biais de l'emphytéose, connut une accalmie. Cependant, à compter de 1829 et les gouvernements de Juan Manuel de Rosas, la pratique consistant à donner des terres pour récompenser des fidélités et des allégeances politiques ou militaires commença à s'imposer comme une pratique courante.

Si durant le premier mandat de Rosas, il n'y eut pas de grands mouvements fonciers, il convient de remarquer que les grands propriétaires terriens commencèrent à remettre ouvertement en cause l'emphytéose. Dès 1829, un décret autorisa les premières concessions directes de terrains avant qu'en 1831, sous l'influence des grands éleveurs, le gouvernement céda des terres publiques à la vente afin de rembourser les intérêts de sa dette extérieure.

La pression des groupes dominants pour s'approprier la ressource foncière n'allait évidemment pas s'arrêter là. Suite à la « campagne du désert » de Rosas, menée en 1832, le système emphytéotique fut malgré tout utilisé pour répartir les terres conquises. Toutefois, la pacification des territoires dans les plaines fertiles de la Pampa incita les grands propriétaires à se porter acquéreur des nouveaux baux. Un relevé du département topographique de la province de Buenos Aires, effectué en 1833, permet de mieux cerner la réalité foncière de cette province à l'époque. Des 11,6 millions d'hectares de terres publiques à l'intérieur de la limite frontalière, près de 60% l'étaient sous régime emphytéotique et la superficie moyenne de ces types de baux s'élevait à 17 000 hectares[95].

---

[93] *Alcides Beretta Curi, « Hacendados, tierras y fronteras en la provincia de Buenos Aires (1810-1852), Universidad de Montevideo, 1982, p. 51.*

[94] *Tulio Halperin Donghi,* Révolution et guerre, Formation d'une élite dirigeante dans l'Argentine créole, *EHESS, Paris, 2014, p. 363.*

[95] *María Elena Infesta, « Avance territorial y oferta de tierras públicas, Buenos Aires. 1810-1850 », Anuario del IEHS "Prof. Juan C. Grosso", 12, Tandil, UNCPBA, p. 63.*

Si l'expansion territoriale avait été l'occasion d'étendre la concentration foncière grâce à l'emphytéose, le retour de Juan Manuel de Rosas au pouvoir allait marquer un tournant dans la privatisation de ce même foncier.

L'une des premières mesures prises par Rosas fut de concéder des terres aux militaires qui l'avaient accompagné durant sa « campagne du désert ». Ces concessions répondaient à deux objectifs. Le premier visait à s'assurer de l'allégeance et de la protection des militaires en leur offrant des terres sur la frontière. Cette colonisation militaire cherchait autant à éviter les désertions qu'à former un rempart afin de préserver les grands élevages à l'intérieur de la province. Le second permettait au gouvernement de récompenser ses troupes à moindre frais dans un contexte économique et financier difficile.

Rapidement acculé par les nécessités économiques de sa province, Rosas opta pour une réforme du système foncier. S'il n'annula pas directement l'emphytéose, ses mesures en signaient pourtant l'acte de décès. Ainsi, en 1836, le gouvernement de Rosas mit en vente des terres de propriété publique. La loi adoptée par le pouvoir exécutif ne laissait aucun doute quant à ses bénéficiaires. Ainsi, elle stipulait « que des 1 500 lieues carrées de terrains ; celles qui étaient occupées par des emphytéotes ne pourraient être vendues à personne d'autre que ces mêmes emphytéotes, et ils ne sauraient être obligés à les acheter contre leur volonté[96]. »

Cette première mise en vente se dirigea donc aux emphytéotes et permit à 235 d'entre eux de prendre possession de plus de 2,8 millions d'hectares à des conditions très favorables. En outre, il ne leur fut pas demandé de régler les loyers impayés. De surcroit, l'achat pouvait s'effectuer au moyen de bétail ou bien encore en plusieurs fois sans intérêts. En 1838, Rosas réitéra et signa un nouveau décret pour libérer à la vente près de 4 millions d'hectares. En 1840, un peu moins de 300 personnes détenaient près de 9 millions d'hectares, soit 30 000 hectares par propriétaire[97].

De plus, à cette politique de privatisation des terres publiques s'ajouta celle des donations pour mérites militaires dont les effets accentuèrent la concentration foncière. Les soldats qui recevaient des terres trop éloignées et trop exiguës pour y développer une quelconque activité s'en séparaient en les cédant à des spéculateurs qui les revendaient, à leur tour, à des grands propriétaires. Ainsi, jusqu'à la fin du règne de Rosas, 4 millions d'hectares

---

[96] *Alcides Beretta Curi, « Hacendados, tierras y fronteras en la provincia de Buenos Aires (1810-1852), Universidad de Montevideo, 1982, p. 51.*

[97] *Aldo Ferrer,* La economía argentina desde sus orígenes hasta prinicpios del siglo XXI, *Fondo de Cultura Económica, Buenos Aires, 2004, p. 62.*

supplémentaires vinrent renforcer un système latifundiaire qui jouissait de tous les privilèges que lui offrait sa proximité avec le pouvoir.

La chute de Rosas, en 1852, provoqua la remise en cause de certaines de ses donations et, après plusieurs années, une commission se chargea de définir les titres à révoquer. Pourtant, cette révision politique n'eut pas l'ampleur escomptée[98]. Une nouvelle période s'ouvrit durant laquelle le système latifondiaire allait être partiellement remis en cause par une nouvelle génération de politiciens. Toutefois, le poids politique des grands éleveurs et des propriétaires terriens joua un rôle décisif dans l'orientation définitive de la politique foncière publique et dans le projet de construction national.

C) Consolidation de l'oligarchie foncière et construction de la Nation

Pendant les années qui suivirent la chute de Rosas, les différents gouvernements cherchèrent à clarifier la confusion qui régnait parmi tous les systèmes de tenure de la terre : emphytéose, donation, concession, propriété privée… De plus, à cet ensemble hétérogène vinrent se superposer les demandes de tous les opposants politiques à Rosas revenus de leur exil. Ce fut donc dans un contexte de très fortes tensions, opposant à nouveau la province de Buenos Aires au projet fédéral des provinces de l'intérieur du pays, que s'effectua cette étape de transition.

Au cours des années 1850, l'emphytéose fut abandonnée au profit d'un système de bail classique pour l'exploitation des terres publiques. Toutefois comme le signalait le ministre de l'Économie de la province de Buenos Aires, en 1857, Norberto de la Riestra : « L'emphytéose et le bail sont une même chose. Il est nécessaire que le pays ne laisse pas ses terres pendant dix ans sans pouvoir en vendre une seule lieue[99]. »

Aussi, si le gouvernement de la province de Buenos Aires mit cinq millions d'hectares à la location entre 1857 et 1876, l'ensemble des terres fut finalement vendu durant cette même période. Les mêmes causes provoquant les mêmes effets, la concentration foncière s'accentua. Le phénomène fut d'autant plus fort que, à partir de 1861, Buenos Aires remporta une victoire décisive sur les provinces confédérées et que s'initia le processus d'organisation de l'Etat

---

[98] *Marta Valencia, « Tierras públicas de Buenos Aires : políticas y realidades en la segunda mitad del siglo XIX », CONICET, Universidad de la Plata, 2001, p. 121.*
[99] *Ibid., p. 122.*

nation. Ce fut à partir cette période que l'Argentine allait renforcer son insertion dans l'économie mondiale et son rôle d'exportatrice de matières premières agricoles[100].

A partir des années 1860, le processus de construction national s'accéléra sous l'impulsion des présidences de Bartolomé Mitre et de Domingo Sarmiento. L'historien Norberto Galasso décrit cette période comme celle de la consolidation de l'oligarchie argentine. La rencontre entre les intérêts des grands éleveurs et ceux des exportateurs a marqué un nouveau cycle d'élargissement du latifundisme avec l'adoption de lois favorisant l'appropriation foncière et le contrôle social des populations paysannes, notamment les *gauchos*[101].

Avec l'élection à la présidence de la république de Domingo Sarmiento, ce fut l'arrivée au pouvoir de l'un des membres d'une génération de penseurs et de politiciens, dénommée la génération de 1837[102], fortement influencée par les idées et les réalités européennes et nord-américaines. L'une des aspirations du projet politique de Sarmiento, en matière agricole et foncière, consistait à promouvoir la colonisation agricole du territoire. Influencé par des années passées aux États-Unis et inspiré par son *Homestead Act* de 1862[103], qui établissait des normes pour la répartition de parcelles d'au moins 65 hectares, superficie jugée apte pour une petite

---

[100] *L'incorporation de nouvelles techniques de transport, comme le développement du rail, participa aussi à accentuer la pression foncière. Les premières lignes de chemin de fer servaient à relier les territoires agricoles au port d'exportation. Cet aménagement du territoire s'accompagna d'une nouvelle forme d'appropriation foncière à laquelle participaient désormais des compagnies étrangères. A titre d'exemple, en 1863, la concession donné à une compagnie anglo-américaine pour l'exploitation de la ligne de chemin de fer unissant la zone agricole de Cordoba au port de Rosario, le Ferrocarril Central Argentino, offrait en pleine propriété 1 lieue, soit 2 300 hectares, de chaque côté de celui-ci, sur toute sa longueur. Trois millions d'hectares furent ainsi cédés à cette compagnie qui ne manqua pas de louer les terres pour leur mise en exploitation.*

[101] *Alors que l'Argentine était entrée en guerre contre le Paraguay en 1864, un article de loi fut adopté dans le Code rural, paru en 1865, qui permettait d'enrôler les individus « errants » dans les campagnes. Appelée loi des fainéants, ley de vagos, elle obligeait les personnes à posséder un carnet démontrant soit la propriété d'une terre, soit une relation de dépendance avec un propriétaire, autrement dit, un titre de travail. Cette réforme, dans la droite ligne des mesures prises depuis la fin de l'époque coloniale, servait autant à garnir les troupes de l'armée, peu favorables à mener une guerre contre leurs « frères » paraguayens, qu'à assurer un contrôle social sur une population considérée comme fuyante et dangereuse par des propriétaires terriens désireux de la contraindre.*

[102] *Le choix de l'année 1837, pour désigner les membres de cette génération d'intellectuels et de politiciens, correspond à l'année de formation d'un salon littéraire à Buenos Aires auquel concoururent des personnages influents de l'histoire politique argentine tels Domingo Faustino Sarmiento, Juan Bautista Alberdi, Vicente Fidel Lopez, Miguel Cané, Juan María Gutierrez. Les idées exprimées dans le cadre de ce salon se caractérisaient par leur opposition radicale à la politique menée alors par Juan Manuel de Rosas, raison pour laquelle il fut interdit non sans avoir jeté les bases d'un mouvement politique d'opposition dont certains membres accédèrent au pouvoir.*

[103] *Loi de propriété fermière, signée en 1862 aux Etats-Unis, permit à toute famille qui occupait un terrain d'en revendiquer la propriété ou bien d'acquérir à moindre prix des terrains occupés depuis peu. Limité à une soixantaine d'hectares par famille, cette loi permit d'attirer une forte immigration européenne et de constituer une classe de farmers qui consolida l'occupation des territoires conquis durant les avancées de la ruée vers l'ouest.*

ferme, le gouvernement de Sarmiento prétendait « construire une nation pour le désert » en créant des villes à la campagne et en utilisant l'immigration pour peupler ce « pays désertique » car, pour reprendre la maxime d'Alberdi, le père de la constitution argentine de 1853 : « gouverner, c'est peupler[104] ».

Une meilleure répartition foncière devait permettre de favoriser l'essor de l'agriculture et assurer la prospérité des familles de paysans argentins ou immigrés[105]. A cet effet, la petite ville de Chivilcoy servit de symbole de cette politique volontariste du gouvernement. Dès 1857, une loi sur la terre, promulguée par la province de Buenos Aires à l'initiative de Sarmiento, alors sénateur, avait permis d'opérer une répartition des terre publiques de Chivilcoy au profit de petits fermiers. Sarmiento, à peine élu président de la république, s'y rendit en 1868 pour y prononcer un discours où il célébrait le modèle d'une agriculture familiale moderne, productive et connectée au monde. Sarmiento y voyait « la Pampa, habitée et cultivée », « sphère agricole qui rappelait les alentours de Paris ou de New York », village comparable à ceux des États-Unis, « conçus pour résoudre les questions d'immigration, de culture, de pastoralisme et de civilisation », et il souhaitait « faire des centaines de Chivilcoy durant des années de gouvernement[106]. »

La réalité fut pourtant bien différente. En 1871, après d'âpres débats entre législateurs autour de la division du foncier ou bien de sa concentration, le gouvernement autorisa la vente de 4 millions d'hectares de terres publiques en parcelles d'une superficie maximale de 16 200 hectares[107]. Cette distribution du foncier dans le Río de la Plata était pensée pour des producteurs susceptibles d'avoir plus de 10 000 bovins et autant de chevaux, chiffres très éloignés de ce que pouvait posséder la plupart des éleveurs de l'époque. La version argentine du *Homestead Act* avait subi quelques distorsions.

Le dernier grand mouvement d'appropriation foncière intervint sous la présidence de Nicolas Avellaneda (1874 -1880). Sous les pressions exercées conjointement par les producteurs de la Société Rurale et par la presse, comme l'article de *La Prensa* en 1876,

---

104 *Charles Lancha,* Histoire de l'Amérique hispanique de Bolívar à nos jours, *L'Harmattan, Paris, 2003, p. 103.*

105 *Osvaldo Barsky, Jorge Gelman,* Historia del agro argentino. Desde la conquista hasta comienzos del siglo XXI, *Sudamericana, Buenos Aires, 2009, p. 136.*

106 *Tulio Halperín Donghi,* Proyecto y construcción de una nación (1846-1880)*, Emecé, Biblioteca del Pensamiento Argentina, tomo II, Buenos Aires, 2007.*

107 *Marta Valencia, « Tierras públicas de Buenos Aires : políticas y realidades en la segunda mitad del siglo XIX », CONICET, Universidad de la Plata, 2001, p. 124.*

Avellaneda lança d'abord un plan de contention et de « pacification » des communautés indigènes. Ce premier plan fut élaboré par Adolfo Alsina, son ministre des Armées, qui proposa de creuser une fosse le long de la frontière afin d'empêcher les incursions indigènes et le vol du bétail. Alsina mourut en 1877 et le colonel Roca prit sa succession. Son plan d'opérations, que nous avons déjà évoqué, fut adopté sur la base d'un financement qui allait permettre à l'oligarchie d'asseoir définitivement sa suprématie sur le territoire national.

La souscription d'un emprunt auprès de particuliers ouvrit la voie à un accaparement foncier sans précédent. Quand la campagne militaire fut terminée, les plus gros bénéficiaires se comptaient notamment parmi les membres de la Société Rurale. L'exemple de la famille de José Martinez de Hoz, un des fondateurs de la Société Rurale, est particulièrement édifiant. Elle obtint près de 2,5 millions d'hectares[108].

Là encore, comme durant l'expédition de Juan Manuel de Rosas, des titres furent distribués aux militaires en récompense des services rendus lors de cette campagne militaire. Les chefs militaires reçurent 8 000 hectares tandis que les soldats n'en eurent que 100. Encore une fois, ces titres servirent à nourrir la spéculation et la concentration foncière. Les soldats n'ayant pas été payés durant cette période, beaucoup étaient endettés et recoururent à la vente de leurs titres. Ces derniers n'étant pas nominatifs mais aux porteurs, le marché des transactions s'en trouva simplifié[109].

Cette dernière étape, à la fin des années 1870 et début des années 1880, marqua l'apogée de l'appropriation foncière. La totalité des terres pampéennes étaient réparties. Au début du 20e siècle, la concentration foncière atteignait des proportions marquantes : les exploitations d'une superficie de plus de 5 000 hectares ne représentaient que 1,7% des exploitations mais elles couvraient la moitié du territoire[110].

A partir des années 1880, l'oligarchie allait dominer sans partage le pouvoir et imposer ses orientations politiques, sociales et économiques sur la base d'un modèle agro-exportateur dont elle serait la pièce centrale. L'accaparement de l'appareil d'Etat, au profit de ce groupe de grands propriétaires terriens, se traduisit notamment par la création non pas d'un Etat national mais bien plus d'un Etat central[111], aspect marquant de la fin du 19e et début du 20e siècle.

---

[108] *Norberto Galasso, op. cit., p. 508.*

[109] *Ibid.*

[110] *Aldo Ferrer,* La economía argentina desde sus orígenes hasta prinicpios del siglo XXI, *Fondo de Cultura Económica, Buenos Aires, 2004, p. 128.*

[111] *Waldo Ansaldi, Verónica Giordano,* América Latina, la construcción del orden : de la colonia a la disolución de la dominación oligárquica, *Ariel, Buenos Aires, 2012, p. 468.*

D) Latifundio et acteurs du pouvoir

Ce fut en 1866 qu'un groupe de producteurs et de propriétaires terriens se fédéra dans un syndicat, la Société Rurale Argentine (SRA), pour devenir un groupe de pression particulièrement influent et puissant[112]. Née dans un contexte de crise internationale liée à la guerre de sécession aux États-Unis et une chute des importations européennes de laine, la SRA chercha d'abord à défendre les intérêts de ses membres, propriétaires d'élevages de moutons pour l'exportation de laine, auprès du pouvoir. Par la suite, et assez rapidement, elle commença à promouvoir la diffusion de connaissances et de savoirs techniques parmi ses membres pour les aider à améliorer leurs exploitations, notamment en encourageant à l'amélioration des cheptels bovins. Selon Carmen Sesto, historienne spécialiste des questions agraires, la SRA agissait, dès sa fondation, comme un véritable groupe de pression politique et obtint rapidement divers avantages notamment en matière fiscale[113].

L'apparition de ce groupe d'acteurs, à la tête de l'activité économique la plus prospère du pays, imprimait une nouvelle dynamique dans le rapport des grands latifundistes au pouvoir. Sans remettre en cause le rôle avant-gardiste de ce groupe de producteurs (introduction de nouvelles techniques productives, adaptation des races de bétail…), il apparaît clairement que la Société Rurale s'érigea très rapidement comme un groupe de pression efficace auprès du gouvernement argentin démontrant ainsi toute sa capacité à influencer le très jeune appareil d'Etat.

Les idées publiées dans la revue de la société, *Anales*, comme la nécessité de pallier le manque de main-d'œuvre par le biais de l'immigration, la question de la sécurité des productions face aux incursions indiennes le long de la frontière ou bien encore le rejet de la partition des terres agricoles, trouvèrent leur concrétisation au fil des gouvernements de la deuxième moitié du 19e siècle. En 1878, José María Jurado, alors président de la Société Rurale, n'hésita pas à décrire la portée de l'influence de son groupe : « *Les travaux de la Société ont*

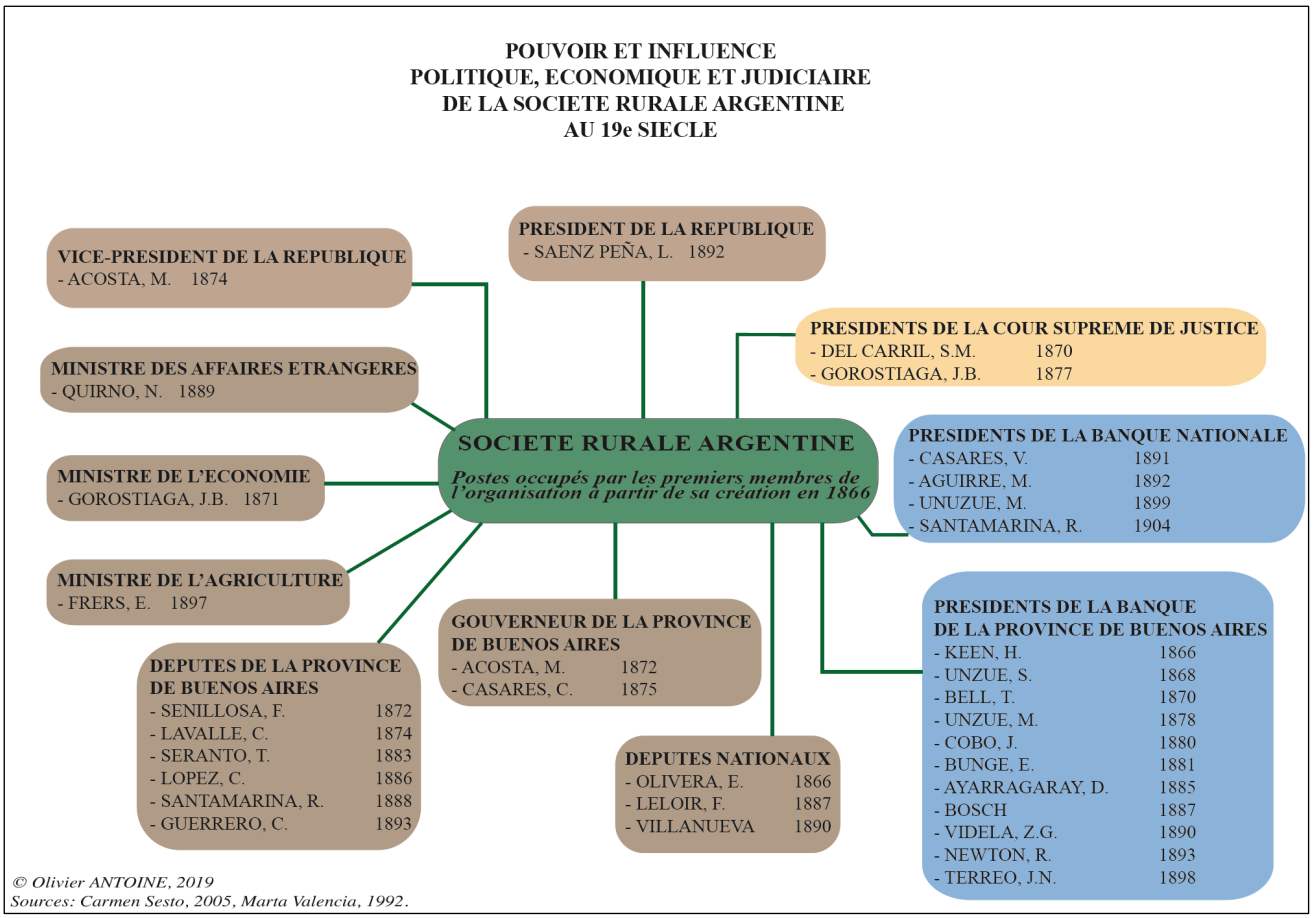
---

[112] *Marta Valencia, « La Sociedad Rural Argentina, Masa societaria, composición e intereses », in* Estudios de historia rural II*, La Plata, 1992, n°11, p. 12.*

[113] *Carmen Sesto,* Historia del capitalismo agrario. Tomo II. La Vanguardia ganadera bonaerense, 1856-1900*, Buenos Aires, UB-Siglo XXI Editores, 2005.*

connu un succès complet. Les impôts ont été abolis à tous les niveaux de la Nation et de la province[114]*. »*

Par ailleurs, quelques années après la création de la Société Rurale, le gouvernement argentin était déjà son premier donateur en la subventionnant à hauteur de 25 000 pesos pour l'organisation du salon de l'agriculture annuel, *la exposición rural,* et la publication de sa revue, et ce malgré les crises économiques traversées par le pays. Aussi n'est-il pas surprenant de constater les passerelles qui communiquèrent entre la Société Rurale et le pouvoir politique. Nombreux furent les sociétaires qui occupèrent un ou des postes de pouvoir particulièrement élevés, avant ou après la création de la Société. A titre d'exemple, citons notamment Luis Saénz Peña, Président de la République en 1892, Mariano Acosta, Vice-Président de la République de 1874 à 1880, Salvador Del Carril, Vice-Président de la République de 1854 à 1860 ou bien encore José Benjamin Gorostiaga, ministre de l'économie de Sarmiento et président de la cour de suprême de justice durant une dizaine d'années. Nombreux encore furent les membres de la Société Rurale qui participèrent de la vie politique en tant que député, sénateur ou gouverneur de province mais aussi à la vie économique et financière du pays en dirigeant les principaux établissements bancaires de leur époque. Le schéma suivant permet de se rendre compte de l'influence et du pouvoir des membres de la Société Rurale. Son emprise se traduisit



territorialement quand la dernière campagne expéditionnaire fut lancée par le colonel Roca pour « conquérir le désert ».

1.1.4 PEUPLER LE « DESERT » : IMMIGRATION ET COLONISATION AGRICOLE

Durant la majeure partie du 19e siècle, les immenses territoires pampéens étaient caractérisés par une très faible densité de population. L'impact était conséquent car il renchérissait considérablement la main d'œuvre. Alors que les distances s'allongeaient, suite à l'avancée de la frontière, les grands propriétaires terriens nécessitaient une plus forte présence de travailleurs afin de faire fructifier leurs terres et y développer toutes les productions agro-pastorales.

La question de l'immigration ne s'est presque pas posée en Argentine avant la seconde moitié du 19e siècle. Théorisée à partir des réflexions de Juan Bautista Alberdi et de Domingo Sarmiento, l'immigration prit véritablement son essor après la chute de Rosas et l'adoption de la constitution de 1853, avant de connaître une accélération fulgurante à partir de 1880. Si l'immigration relevait clairement d'un choix politique, à partir des années 1850, pour développer les productions agro-pastorales, des vagues migratoires commencèrent à arriver dès les lendemains de l'indépendance. Des premières initiatives de promotion et d'encadrement de l'immigration pour la colonisation agricole apparurent très tôt et eurent une grande influence sur le développement de l'idéologie de certains penseurs et la construction des politiques migratoires ultérieures.

A) Les premiers flux migratoires : base du projet géopolitique de colonisation des fronts agro-pastoraux

Depuis la fin du 18e siècle, le problème de la main-d'œuvre pour les activités agro-pastorales se faisait cruellement sentir. Si le coût des transports terrestres, avant le développement du chemin de fer, rendait prohibitif l'acheminement du blé depuis les provinces intérieures du pays, il est indéniable que le coût de la main d'œuvre y participait pour beaucoup. La pénurie de main-d'œuvre pouvait s'attribuer aux enrôlements militaires, à la contraction des flux migratoires internes lors des guerres intérieures et à la fin de l'esclavage. L'établissement de populations immigrées venait donc à être considéré comme un bon moyen d'augmenter l'offre de main-d'œuvre, dans un laps de temps relativement rapide, afin de permettre d'abaisser le renchérissement des salaires. De plus, la croissance de la population et la formation de

nouvelles familles permettraient, à long terme, de compter sur de nouvelles ressources pour compléter les armées chargées de défendre le territoire. Si les étrangers étaient alors exemptés de service militaire, ce ne serait pas le cas de leurs enfants, nés sur le sol argentin. Cette approche, éminemment géopolitique de la démographie, était largement répandue après l'indépendance du fait des nombreuses nécessités provoquées par les affrontements incessants des guerres civiles successives[115].

Toutefois, l'immigration se développa d'abord d'elle-même dès les lendemains de l'indépendance. S'il existe des traces de ces flux migratoires depuis l'Europe avant la période révolutionnaire, ce ne fut vraiment qu'après les guerres révolutionnaires que l'implantation de population étrangère fut visible. A titre d'exemple, les quelques chiffres de l'époque révèlent que, entre 1750 et 1836, sur une population qui passa de 10 000 habitants à 62 000 habitants, dans la ville de Buenos Aires, la proportion d'étrangers évolua de 1% à 6,5%. Il est évident qu'à cette époque, durant la première moitié du 19e siècle, l'immigration n'avait encore rien à voir avec ce qu'elle serait un siècle plus tard, quand les populations étrangères constitueraient la moitié de la population de Buenos Aires. Cependant, il est important de signaler ces premiers mouvements car ils attestent clairement de la manière dont les autorités conçurent le rôle de ces populations, tant d'un point de vue économique, politique que social.

Durant la brève période du gouvernement de Bernardino Rivadavia, comme ministre puis comme président, l'accalmie politique et la croissance économique furent mises à profit pour promouvoir l'immigration et initier un premier processus de colonisation. Bien que ce projet n'eût pas de grand impact dans les espaces productifs des plaines pampéennes, il s'agissait bien là d'un changement politique et social qui marqua durablement une génération de penseurs, celle de 1837. En 1824, le gouvernement constitua une commission pour répondre aux intérêts des grands propriétaires, parmi lesquels figurait Juan Manuel de Rosas, qui cherchaient autant à abaisser les coûts du travail qu'à s'assurer une main d'œuvre plus stable et prévisible que celle des *gauchos*[116]. Cette commission fut en charge de rédiger notamment les publicités pour attirer les candidats à l'émigration, en Angleterre notamment, et de constituer les règles à suivre pour faciliter leur implantation comme l'exemption de service militaire, le logement transitoire à l'arrivée… Cette volonté politique d'organiser l'immigration s'ancrait dans un véritable projet de coloniser les plaines fertiles pour organiser et domestiquer les

---

[115] *Julio Djenderedjian,* Historia del capitalismo agrario pampeano. La agricultura pampeana en la primera mitad del siglo XIX, *Siglo XXI editores, Buenos Aires, 2008, p. 209.*
[116] *Julio Djenderedjian, op. cit., p. 217.*

nouveaux espaces afin de les rendre productifs. Le socle idéologique des futures politiques migratoires de la seconde moitié du 19e siècle fut posé à cette occasion. Avec la démission de Rivadavia et le retour de la guerre civile, l'initiative fut abandonnée.

Sans politique migratoire et suivant le contexte politique local, les décennies suivantes virent la progression des populations étrangères s'étendre dans les espaces ruraux où irlandais et italiens, entre autres, apportèrent leurs compétences dans le développement de l'élevage des moutons, pour les uns, et dans l'agriculture, pour les autres[117]. Déjà, à compter des années 1850, la proportion des immigrés dans les zones productives des campagnes de la province de Buenos Aires ou bien des provinces du littoral atteignait respectivement 15% et 12%[118].

A cette époque, les facteurs d'émigration des populations européennes étaient majoritairement liés à des raisons politiques, la Restauration par exemple, ou bien humanitaires, comme la grande famine en Irlande. Les territoires du Río de la Plata ne jouissaient pas encore de l'image d'un eldorado pour les migrants, comme ce fut le cas à partir de la fin du siècle. De surcroit, le nombreux conflits politiques internes, les crises diplomatiques avec la France et l'Angleterre ou bien les difficultés économiques agissaient sur les flux migratoires allant jusqu'à les interrompre totalement, comme ce fut le cas lors des blocus navals sous le gouvernement de Rosas.

Les premiers grands mouvements migratoires ainsi que les premières grandes colonies agricoles surgirent après la chute de Rosas, en 1852. Malgré une instabilité politique toujours aussi prégnante, de nouvelles politiques migratoires virent le jour. Influencés par les premières expériences de Rivadavia, les idéologues de la colonisation agricole du « désert » s'inspirèrent des modèles découverts à l'étranger. En effet, durant le gouvernement de Rosas, les intellectuels de la génération de 1837, comme Alberdi et Sarmiento, s'exilèrent en Uruguay où ils entrèrent en contact avec les colonies allemandes du sud du Brésil. Particulièrement prospères, elles témoignaient du résultat des politiques menées par le gouvernement brésilien et serviraient de référence à l'élaboration des futures politiques argentines.

---

[117] *Juan Carlos Korol, Hilda Sábato,* Como fue la inmigración irlandesa en Argentina, *Editorial Plus Ultra, Buenos Aires, 1981, p.33.*

[118] *Julio Djenderedjian, op. cit., p. 212.*

B) « Gouverner, c'est peupler »

Les années 1840 furent marquées par l'accroissement très rapide des flux migratoires dans le monde. Liés au développement de la révolution industrielle, ces déplacements étaient favorisés par l'amélioration des moyens de transport et de communication. Au cœur de cette nouvelle ère de mobilité globale, l'Argentine allait occuper une place importante. Pendant près d'un siècle, la majorité des migrations furent transatlantiques. Près de 56 millions de trajet furent effectués de l'Europe et du Moyen-Orient vers les Amériques. Les États-Unis en captèrent 55% tandis que l'Argentine, second pays récepteur, en reçut près de 15% au cours de cette période[119].

L'expansion territoriale, le développement du modèle agro-exportateur, ses transformations productives et l'amélioration du réseau de transport furent autant de facteurs d'attraction pour ces flux migratoires dans la seconde moitié du 19e siècle. En 1869, date du premier recensement national, l'Argentine ne comptait qu'à peine plus de 1,7 million d'habitants soit une densité de 0,62 habitants par km^2 [120]. L'énorme potentiel économique était évidemment largement sous-exploité malgré l'expansion continue des espaces et des productions à vocation exportatrice comme les cuirs, les viandes séchées et les laines de mouton. Depuis l'indépendance, sans encouragement de l'immigration, à l'exception de l'expérience du gouvernement de Rivadavia, les vagues migratoires restaient spontanées et largement soumises aux fluctuations politiques internes.

Durant la période du gouvernement de Rosas, les intellectuels en exil avaient élaboré les plans d'une future politique migratoire de l'Argentine. Juan Bautista Alberdi, Domingo Sarmiento ou bien encore Bartolomé Mitre, trois importantes figures de la seconde moitié du 19e siècle argentin, avaient coïncidé sur un même diagnostique concernant l'existence et la permanence du caudillisme dans leur pays. A leurs yeux, le gouvernement de Rosas reposait notamment sur un énorme soutien populaire parmi les masses paysannes. En assimilant à la barbarie, une émanation du désert argentin, de cette campagne arriérée d'où ne sortait rien d'autres que des *gauchos* illettrés et violents, des hommes comme Sarmiento et Alberdi allait commencer à jeter la base d'un projet de régénération de la population au travers de l'immigration européenne. La représentation de la barbarie fut d'ailleurs la base de l'œuvre

---

[119] *Adam McKeown, « Migration, intégration, ségrégation globales », in Pierre Singaravélou, Sylvain Venayre (dir.),* Histoire du monde au XIXe siècle*, Fayard, Paris, 2017, p 68.*

[120] *Mario Rapoport,* Historia económica, política y social de la Argentina, *Emecé, Buenos Aires, 2000, p. 39.*

majeure de Sarmiento, *Facundo,* publiée en 1845, dont le sous-titre ne laissait guère de place au doute : civilisation ou barbarie. Par extension, la barbarie symbolisait les fédéraux et les *caudillos,* s'opposant donc à la civilisation du projet unitaire incarné par la ville de Buenos Aires. Malgré ses inspirations civilisatrices, le même Sarmiento, n'hésitait pas faire état d'une haine et d'une cruauté que la barbarie qu'il dénonçait n'aurait certainement pas renié. Dans un échange épistolaire avec Mitre, alors président de la république, au sujet des répressions contre des fédéraux, Sarmiento eut ses mots : « Ne cherchez pas à économiser le sang des gauchos. C'est un terreau utile pour le sol de notre pays. Le sang est la seule chose humaine que possèdent ces sauvages[121] ».

Cette nécessité pour le projet « civilisateur » de Sarmiento et les hommes de la génération de 37 d'éradiquer les « barbares » (Indiens, *gauchos* et créoles) et les remplacer par des Européens « civilisés » ne put donc se mettre en œuvre qu'après la chute de Rosas. Il fut dès lors question de construire une nation pour le désert argentin, ce que Juan Baustista Alberdi résuma, en 1852, dans son ouvrage, *Bases et point de départ pour l'organisation politique de la République Argentine,* par la formule « gouverner c'est peupler ». Dès lors la politique migratoire du pays se confondit avec la politique démographique, l'immigration devenant un symbole de la modernité au même titre que le chemin de fer, les capitaux étrangers mais aussi la colonisation agricole. Cette dernière était évidemment conçue en opposition aux systèmes d'exploitation de type extensifs, sans clôture, où allaient et venaient les gauchos dans les campagnes. Il s'agissait d'intensifier les productions et de développer les activités agro-pastorales pour civiliser le désert.

Ce fut donc à partir de 1853 que le gouvernement de la Confédération effectua les premiers essais de colonisation agricole. Différentes provinces adoptèrent cette politique migratoire mais les résultats furent mitigés. Si certaines régions réussirent à implanter en nombre des colonies et à jeter les bases de la future classe moyenne rurale, la matrice productive et sociale de nombreuses provinces où dominaient l'élevage extensif et les grandes propriétés ne purent être transformées[122]. La question du foncier représentait un obstacle majeur à l'installation d'une population étrangère croissante et risquait de remettre en cause le socle du pouvoir des grands propriétaires terriens.

Cette question fut au cœur des travaux politiques de Sarmiento et le village de Chivilcoy, évoqué précédemment, en constitua l'exemple. Partant de l'idée qu'une meilleure répartition

---

[121] *Norberto Galasso, op. cit., p. 452.*
[122] *Osvaldo Barsky, Jorge Gelman, op. cit., p. 142.*

foncière devait permettre de favoriser l'essor de l'agriculture et assurer la prospérité des familles de paysans argentins et celles des immigrés, la loi sur les terres de Chivilcoy, promulguée en 1857, bénéficia à des colons italiens, espagnols, allemands, suisses, irlandais et turcs[123]. Une fois élu président, Sarmiento voulut reproduire le modèle de Chivilcoy en s'appuyant sur l'immigration et sur une remise en cause de la répartition foncière dans le pays. Inspiré par le *Homestead Act*, par le rôle des *farmers* dans le développement du capitalisme agraire nord-américain et face au succès de l'expérience de la colonie agricole de Chivilcoy, il y retourna et déclara :

> « Il n'y a qu'en Amérique que l'on peut voir de telles croissances et créations, des gens de différentes cultures et réunis pacifiquement… Il y a ici aussi le *gaucho* argentin d'hier dans une maison où vivre, un morceau de terre à cultiver. Il n'y a plus de peur à voir surgir un *caudillo* de Chivilcoy et cette ville est la preuve de ce que peuvent engendrer les idées. Chivilcoy est le programme du président Sarmiento et je vous promets que je ferai cent Chivilcoyes en six ans de gouvernement[124]. »

La question migratoire était donc ouvertement associée à la croissance de la production agro-pastorale mais aussi à la répartition foncière, autrement dit, les deux piliers du pouvoir des élites oligarchiques du pays. Ces derniers s'accordaient quant à la nécessité d'introduire de la main d'œuvre pour accroître leurs activités mais ils n'étaient certainement pas disposés à les leur céder, ni à partager la ressource foncière. Ainsi, peu de temps après sa création, la Société Rurale manifesta au président Sarmiento sa ferme opposition à tout projet d'implantation de colonie sur les terres où les grands élevages sont déjà enracinés. Toutes les propositions de Sarmiento échouèrent au Sénat, dominé par les grands propriétaires terriens[125].

L'immigration, si caractéristique de l'Argentine du début du 20e siècle, fut donc le fruit d'un processus qui démarra très tôt après l'indépendance. Malgré une première expérience, sous le gouvernement de Rivadavia, en 1824, elle fut largement spontanée durant toute la première moitié du 19e siècle. Ce ne fut qu'à partir de la chute de Rosas, en 1852, et du retour d'exil du

---

123 *Les colons turcs étaient syriens, libanais ou arméniens. Ces immigrés de l'empire ottoman étaient donc qualifiés de « turcs » sans distinction particulière. Aujourd'hui encore, les descendants de syriens ou de libanais sont surnommés « turcs ».*

124 *Tulio Halperín Donghi,* Proyecto y construcción de una nación (1846-1880)*, Emecé, Biblioteca del Pensamiento Argentina, tomo II, Buenos Aires, 2007*

125 *Norberto Galasso, op. cit., p. 456.*

groupe d'intellectuels de la génération de 1837 que les gouvernements envisagèrent l'immigration sous un angle géopolitique. Peupler un territoire, construire une nation et développer l'activité économique qui offrait la richesse au pays. Si tout le monde semblait s'accorder sur la nécessité d'incorporer de la main d'œuvre, les méthodes divergeaient dès qu'il était question d'envisager une répartition foncière pour coloniser le « désert ». L'oligarchie montra l'étendue de son pouvoir en bloquant tous les projets ou bien en les affaiblissant. L'afflux croissant de population allait permettre malgré tout l'essor de l'agriculture.

En conclusion de cette sous-partie, nous reprendrons les mots de Nicolas Shumway qui qualifia cette période, de l'indépendance en 1816 jusqu'à la consolidation de l'Etat nation en 1880, comme celle de « l'invention de l'Argentine ». Une invention à la dimension fortement géopolitique avec des mouvements d'expansion territoriale, d'appropriation foncière mais aussi la construction de représentations très fortes comme celle du « désert » qui fut la base d'un projet « de conquête civilisatrice ». Vider le « désert », par le génocide, et le peupler par l'immigration. Ces éléments imprégnèrent donc tout le processus de construction nationale, processus qui vit une oligarchie foncière se constituer puis se consolider avant d'imposer son modèle économique, politique et social au reste de la nation.

1.2 LA CONSTRUCTION D'UN MODELE AGRO-EXPORTATEUR AU CŒUR DE LA CONSTITUTION D'UNE NATION AGRAIRE

Nous avons observé comment la ressource foncière avait contribué à la construction territoriale, sociale et politique de l'Argentine. L'expansion d'un front agro-pastoral a été motivée par un groupe réduit d'éleveurs et de grands propriétaires qui sut tirer profit de ce processus pour développer sa puissance économique et renforcer son pouvoir politique.

Cette question agraire fut donc au cœur d'un modèle de développement économique orienté vers les exportations de matières premières à destination des marchés européens et territorialisé dans les plaines fertiles de la Pampa. Par-delà les modalités de la conquête territoriale, que nous avons déjà évoquées, l'expansion de l'élevage et du modèle agro-exportateur a imprégné le développement territorial de l'Argentine et façonné ses paysages, notamment au travers des évolutions productives, comme le passage de l'élevage bovin à l'élevage ovin puis à l'agriculture céréalière, mais aussi par l'introduction des clôtures en fil de fer barbelé.

Toutefois, l'un des traits marquants de cette mutation des territoires fut la construction du chemin de fer. La politique de développement du rail a suivi un tracé privilégiant les exportations jetant ainsi les bases solides du modèle agro-exportateur mais créant aussi des déséquilibres territoriaux dont les conséquences se font sentir encore aujourd'hui. Les problématiques agraires contemporaines trouvent leur origine dans la seconde moitié du 19e siècle et dans ce maillage territorial construit par et pour le modèle agro-exportateur.

Par ailleurs, le développement d'un modèle axé sur les exportations a immanquablement posé la question de l'insertion internationale de l'Argentine. En effet, la montée en puissance de ses activités agro-pastorales et de ses exportations s'effectuait dans un contexte de révolution industrielle emmenée par l'Europe et plus particulièrement par l'Angleterre. Ce fut donc à l'aune d'un rapport déséquilibré, entre une nation en construction et une puissance établie, que furent jetées les bases du modèle géoéconomique argentin et que le pays articula sa connexion au monde.

Dans cette partie, nous nous intéresserons, en premier lieu, aux évolutions économiques et productives qui participèrent à la montée en puissance de l'agriculture et de l'élevage en Argentine. En second lieu, nous aborderons le lien étroit entre le développement

d'infrastructure, comme le chemin de fer et les clôtures en fil de fer, et celui du territoire. Enfin, en troisième lieu, nous étudierons l'insertion internationale d'une puissance en construction.

1.2.1 LES TRANSFORMATIONS PRODUCTIVES ET LA FORMATION DU MODELE AGRO-EXPORTATEUR

Dès les lendemains de l'indépendance, les produits de l'élevage constituèrent la première source de richesse pour la jeune nation en construction. Les espaces nécessaires à l'expansion de la production ont été conquis durant tout le 19e siècle et ils ont été les témoins des évolutions de la demande mondiale. Les élevages de bovin, après s'être répandus sur un ensemble de territoires couvrant presque la totalité de la superficie productive de la Pampa, ont cédé la place aux élevages d'ovins, dont la laine était exportée vers l'Europe, avant de retrouver des espaces plus spécifiques, notamment pour la qualité des pâturages. Ces transformations productives ont provoqué des mutations territoriales dont l'évolution des paysages de la Pampa fut le témoin de cette histoire et sa traduction géopolitique, pour reprendre la pensée d'Yves Lacoste[126].

A peine l'indépendance proclamée, les Provinces Unies du Río de la Plata se trouvèrent confrontées à un problème majeur : la création de richesse. Les territoires du Haut-Pérou s'étant opposés à la révolution de Buenos Aires, les routes du Potosí et de ses mines d'argent étaient coupées. Cette perte était évidemment préjudiciable pour l'économie de Buenos Aires mais elle fut surtout l'occasion de favoriser le décollage et le développement de l'activité agro-pastorale. Contrairement aux lointains hauts plateaux andins, les plaines de la Pampa étaient à proximité du port de Buenos Aires, le centre névralgique de l'économie des provinces et la porte du commerce extérieur. De plus, Buenos Aires comptait sur le commerce du cuir dont la demande ne faiblissait pas. Rappelons d'ailleurs le commentaire de l'écrivain Eduardo Galeano à ce sujet :

> *« Pour mesurer l'importance attribuée sur le marché mondial aux cuirs du Río de la Plata, il ne faut pas oublier qu'à cette époque le plastique et les matières synthétiques n'existaient pas. Et aucun espace n'est plus propice à l'élevage massif des troupeaux que les plaines fertiles du littoral.*[127] *»*

---

[126] *Yves Lacoste,* De la géopolitique aux paysages, *Armand Colin, Paris, 2009, p. 3.*
[127] *Eduardo Galeano,* Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Paris, Pocket, 2011, p. 253.*

Toutefois, une autre activité s'est rapidement imposée dans la vie économique postcoloniale : le saloir. A compter de l'indépendance, les anciens monopoles étant brisés, l'accès direct à une ressource indispensable, le sel, allait permettre de développer les productions liées à l'élevage[128]. Ainsi, le salage des viandes de bœuf allait constituer une activité complémentaire à la vente des cuirs et du suif. Si elle ne dépassa jamais les volumes de cuir exportés, elle permit de valoriser le produit principal de l'élevage, la viande, et de favoriser l'ancrage d'une nouvelle activité intermédiaire à proximité du port de Buenos Aires.

De plus, les saloirs se distinguaient par leur capacité à employer une main d'œuvre nombreuse, à la différence des grands élevages, et constituaient d'importantes unités économiques mais aussi politiques. En effet, le nombre d'employés offrait un vivier de soldats prêts à être enrôlés au service du propriétaire. Les grands caudillos, comme Rosas ou Urquiza, étaient autant des grands propriétaires terriens que des patrons de grands saloirs d'où ils tiraient leur richesse et leur pouvoir[129].

Au cours de la même période, la laine de mouton commençait à prendre une importance significative pour l'industrie textile européenne. La demande devenait si forte que, petit à petit, les élevages de moutons ont commencé à déplacer les zones d'élevage de bétail dans les plaines du Río de la Plata, jusqu'à les supplanter par endroit, provoquant donc la mutation productive de certains territoires et imprimant dès lors un rythme de croissance économique accéléré.

Avec l'effondrement des monopoles liés à l'ancien empire espagnol, une nouvelle activité vit le jour, celle de l'élevage de mouton pour la production de laine. Dans un premier temps, l'introduction de race mérinos s'effectua dans les faubourgs de Buenos Aires où les zones de pâturage étaient les plus adaptées pour ce type d'animaux, peu rustiques et nécessitant une alimentation à base d'herbe tendre. Or, l'implantation de longue date du bétail et le pâturage intensif avaient petit à petit transformé les espaces en améliorant la qualité des herbages des immenses prairies de la Pampa. Si ce processus de transformation de l'environnement et

---

[128] *Horacio Giberti, « El desarrollo agropecuario »,* Desarollo económico, *Buenos Aires, Vol.2, n°1, 1962, p. 72.*
[129] *Après l'indépendance, la demande élevée de viande séchée, le tasajo, depuis les régions d'esclavage, Brésil et Cuba notamment, permit de consolider cette activité comme un complément lucratif aux exportations de cuir. Tandis qu'en 1822, quelque 8 000 tonnes de tasajo s'exportaient depuis Buenos Aires, en 1837, les volumes s'élevaient à près de 50 000 tonnes[129]. Toutefois cette activité s'essouffla à partir des années 1840, tandis que celle des exportations de cuir connaissaient un regain de croissance durant les années 1850, du fait notamment, de la guerre de Crimée. La Russie, un des pays protagonistes de cette guerre, était l'un des principaux fournisseurs de cuir à destination de l'Europe. Son entrée en guerre allait réduire drastiquement les approvisionnements du marché européen qui se tourna vers ses fournisseurs du Río de la Plata.*

d'évolution du paysage fut graduelle, elle répondait aussi à des objectifs recherchés par certains éleveurs qui n'hésitaient pas à introduire du bétail pour améliorer les conditions de leurs terres. Ils laissaient les vaches brouter les herbes résistantes pendant plusieurs années, sans les vendre, afin de préparer les terrains avant d'y installer les troupeaux de mouton sur des pâturages devenus tendres. De fait, l'élevage de bovins servit autant de ressource économique que de processus d'investissement en vue d'activités plus complexes et rentables comme l'élevage de moutons mais aussi l'agriculture[130].

Ainsi, l'introduction et l'adaptation des moutons de race mérinos déplacèrent rapidement une partie du bétail vers des zones plus éloignées, celles-là même que les expéditions militaires de Rodriguez, en 1823, puis de Rosas, en 1833, avaient permis de conquérir au détriment des communautés indigènes. Ces territoires, plus marginaux, offraient alors des conditions plus rudes, pâturages naturels, et plus exposés à la pression des incursions indigènes. En outre, la production de laine nécessitait une main d'œuvre spécialisée pour effectuer les travaux de tonte. Celle-ci étant souvent étrangère et concentrée à Buenos Aires ou à proximité, les élevages de mérinos restaient donc cantonnés près de la capitale[131]. A ce sujet, les populations irlandaises apportèrent leur savoir-faire précieux, notamment à la suite de leur émigration massive dans les années 1840, provoquée par les famines qui sévissaient dans les campagnes d'Irlande[132].

Durant les deux premières décennies qui suivirent l'indépendance, la production de laine était restée une activité relativement marginale en comparaison avec la production de cuir, de suif et de viande séchée. Cependant, à partir des années 1840 et surtout 1850, le développement de cette activité fut fulgurant. Le processus d'expansion des élevages de mérinos et l'exportation de leur laine allaient transformer l'économie des territoires de la Pampa, surtout celle de la province de Buenos Aires, au point d'être qualifié de « mérinisation » de l'économie de Buenos Aires.

Selon l'historienne Hilda Sabato :

---

130 *Mercedes Campi,* Tierra, tecnología e innovación. El desarrollo agrario pampeano en el largo plazo, 1860-2007, *Prometeo libros, Buenos Aires, 2011, p. 66.*

131 *Horacio Giberti, op. cit., p. 72.*

132 *La grande famine irlandaise eut lieu de 1845 à 1852. Elle fut provoquée par une invasion de mildiou qui détruisit les récoltes de pommes de terre, principal aliment des paysans irlandais. Outre les nombreuses morts qu'elle provoqua, la grande famine jeta sur les routes de l'exil plus de 2 millions d'individus qui se dirigèrent principalement vers l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Australie, le Canada et l'Argentine.*

> « Ce phénomène correspondait à un moment clé du processus de développement national car il impliquait une grande transformation d'un point de vue productif en favorisant le processus d'accumulation de capital, au niveau provincial d'abord, et au niveau national ensuite. Par ailleurs, la production lainière pour l'exportation entraina une profonde mutation territoriale. Les unités d'élevage adoptèrent la clôture en fil de fer tandis que les premiers chemins de fer furent construits pour relier les zones de productions au port de Buenos Aires.[133] »

La « mérinisation » fut le moteur de la croissance et de l'accumulation de richesse qui fit basculer le rapport de force entre la province de Buenos Aires et le reste des autres provinces, toujours en lutte pour présider aux destinées de la nation argentine. En effet, malgré un contexte politique toujours aussi incertain, les années 1850 procurèrent un ensemble de conditions favorables au glissement des élevage de bovins vers les ovins et de la production de cuirs et de viandes vers celle de la laine.

Les années qui suivirent la défaite de Rosas, à la bataille de Caseros en 1852, furent le théâtre d'une opposition politique tranchée entre, d'un côté, la confédération des provinces dirigée par le général Urquiza et, d'un autre côté, la province de Buenos Aires, qui s'érigea durant un peu moins d'une décennie en république indépendante. Cet antagonisme n'eut pas de conséquence sur l'économie et le commerce de la province de Buenos Aires. Au contraire, la forte croissance de la demande émanant des industries textiles européennes permit de consolider l'implantation de races ovines et de favoriser l'essor des productions lainières dans la seconde moitié du 19e siècle.

De plus, à partir des années 1850, la consommation de viande séchée, l'un des produits phares des exportations argentines, pâtissait des conséquences de l'abolition de l'esclavage dans les territoires brésiliens et nord-américains, entrainant une forte chute des ventes à l'extérieur. Le transfert économique d'une production à l'autre fut d'autant plus facilité que la demande lainière européenne était particulièrement intense à compter de cette période.

Ainsi, entre 1850 et 1870, la production annuelle de laine de mouton passa de 8 000 tonnes à 65 000 tonnes, pour atteindre 100 000 tonnes en 1880 et même 237 000 tonnes à la fin du siècle. Tandis que dans les années 1850, la laine ne représentait que 10% des exportations

---

133 *Hilda Sabato,* Capitalismo y ganadería en Buenos Aires : la fiebre del lanar 1850-1890, *Editorial Sudamericana, Buenos Aires, 1989.*

et les cuirs 60%, dans les années 1870, la part de la laine atteignait 40% et celles des cuirs seulement 20%[134].

Représentant désormais près de la moitié du montant des exportations argentines, la laine contribuait à soutenir le rythme très soutenu de la croissance des exportations, de l'ordre de 5,8% par an, et plaçait le pays parmi les premiers exportateurs mondiaux. Cette croissance fulgurante profitait avant tout à la province de Buenos Aires où les activités d'élevage prédominaient sur le reste des activités agricoles. De plus, Buenos Aires jouissait de son infrastructure portuaire qui, de longue date, représentait le lien commercial avec l'Europe. La proximité des zones d'élevage permettait le transport facile des troupeaux vers la zone d'exportation. Cette prépondérance de l'interface portuaire portègne s'accentua avec l'introduction du chemin de fer, à partir de l857, et son rapide développement durant les années suivantes.

Les zones d'implantation d'élevages ovins se situaient au nord du Río Salado, dans la partie du territoire la plus sûre, tandis que le bétail se situait de l'autre côté du fleuve. D'ailleurs, l'iconographie et la littérature de l'époque évoquaient des rafles de bétail de la part des indigènes et non pas de moutons. La taille du cheptel de moutons nous donne une idée claire de cette « fièvre » lainière qui s'était emparée des plaines de la Pampa. Avant les années 1850 et la chute de Rosas, on dénombrait quelques 15 millions de moutons dans la province de Buenos Aires. Une dizaine d'années plus tard, ce chiffre était de 40 millions pour finalement atteindre 57 millions de moutons au début des années 1880. A titre de comparaison, le bétail, sur la même période, n'était passé que de 3 à 5 millions de têtes[135]. Cette croissance phénoménale des troupeaux de moutons ne pouvait se cantonner à l'espace géographique situé au nord du Río Salado. La pression sur les territoires au sud du fleuve fut l'une des raisons majeures qui poussa le gouvernement de Nicolas Avellaneda, à la fin des années 1870, à lancer les opérations militaires de « conquête du désert ».

Dès les premières années de l'indépendance, la nécessité de créer de la richesse a permis d'orienter les activités économiques des territoires du Río de la Plata vers les seules ressources à disposition : le foncier et l'élevage. Le saloir fut la première unité productive d'importance avant que l'introduction puis le développement des élevages de moutons ne le déplace pour

---

[134] *Horacio Giberti, op. cit., p. 74.*
[135] *Osvaldo Barsky, Jorge Gelman, op. cit., p. 144.*

amorcer une véritable mutation territoriale où les espaces productifs allaient désormais être aménagés afin de constituer la base d'un modèle agro-exportateur.

1.2.2 DOMESTICATION ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

L'expansion de la frontière argentine et celle de ses espaces productifs fut marquée par l'irruption d'innovations industrielles qui allaient bouleverser les paysages, les modes de production et consolider le pouvoir issu de la propriété foncière. Le chemin de fer et la clôture en fil de fer, simple puis barbelé, symbolisèrent l'apparition de la modernité dans les plaines de la Pampa.

Le développement du rail, autant facilité par les investissements étrangers que par la géographie plane de la Pampa, permit un maillage territorial propice à l'essor des activités agricoles. Il fut la colonne vertébrale du modèle agro-exportateur en reliant les zones de l'hinterland productif au port de Buenos Aires et aux grands centres mondiaux de consommation.

Pour leur part, les clôtures en fil de fer permirent une domestication de l'espace, en améliorant les enclos et la délimitation des terrains, ainsi qu'une appropriation effective des terres conquises lors des expéditions militaires du 19e siècle. En imposant une transformation des paysages agricoles, il contribua à l'amélioration des conditions d'élevages puis au développement de l'agriculture, au cœur de la construction nationale et de l'affirmation de puissance de l'Argentine.

A) Le chemin de fer

Le port de Buenos Aires a indéniablement constitué la pièce maîtresse du pouvoir politique et de la puissance économique de la province de Buenos Aires puis de la nation argentine. Or, tandis que la domination des vastes espaces de la Pampa dans le courant du 19e siècle représentait une aubaine pour l'expansion des activités productives agro-pastorales, elle mettait en lumière un défi, celui de maîtriser les distances entre ces nouvelles zones de production et le port d'exportation. Lors d'un entretien avec Fernando Vilella, ancien doyen de la faculté d'agronomie de l'Université de Buenos Aires, ce dernier faisait remarquer qu'en 1850, le manque d'infrastructure de transport et de communication en Argentine engendrait des

coûts logistiques tellement exorbitants qu'il était plus rentable d'importer du blé d'Europe que de le faire venir des régions intérieures du pays[136].

Le déploiement d'une stratégie de développement et de puissance depuis le port de Buenos Aires était donc difficilement réalisable sans un réseau de transport de qualité pour favoriser l'expansion productive de son hinterland. En Europe, au début du 19e siècle, l'apparition de la traction à vapeur et du chemin de fer bouleversa radicalement les moyens de transports terrestres. Les distances ne constituaient plus un obstacle, les temps de déplacement étaient considérablement raccourcis et les volumes transportés énormément accrus[137]. Mise en service en 1830 entre Liverpool et Manchester, la première ligne de circulation fut posée en Argentine en 1857. Après la révolution du transport maritime, qui avait permis d'abaisser les coûts du fret maritime international tout au long du 19e siècle, l'apport du chemin de fer pour maîtriser les grands espaces intérieurs de l'Argentine allait non seulement permettre l'exploitation de ses ressources mais surtout provoquer une baisse des coûts de l'ordre de 6 à 1 dès 1860[138].

Les chemins de fer de l'Ouest de Buenos Aires furent donc les premiers chemins de fer construits sur le territoire argentin et les précurseurs d'un réseau qui allait rapidement se développer, notamment à partir des années 1880. Cette première ligne parcourait dix kilomètres et unissait la ville de Buenos Aires à une zone de forte production horticole. Treize ans plus tard, en 1870, le tracé des chemins de fer argentins courait sur 732 kilomètres et, en 1880, il atteignait 1313 kilomètres. A partir de cette période, correspondant à la fin des guerres civiles et à la « conquête du désert » de Roca, le réseau ferroviaire connut une croissance très rapide. En 1886, il s'étendait sur 5 826 kilomètres et, à peine cinq plus tard, en 1891, il parcourait déjà 11 748 kilomètres pour finalement dépasser plus de 33 700 kilomètres en 1914[139].

---

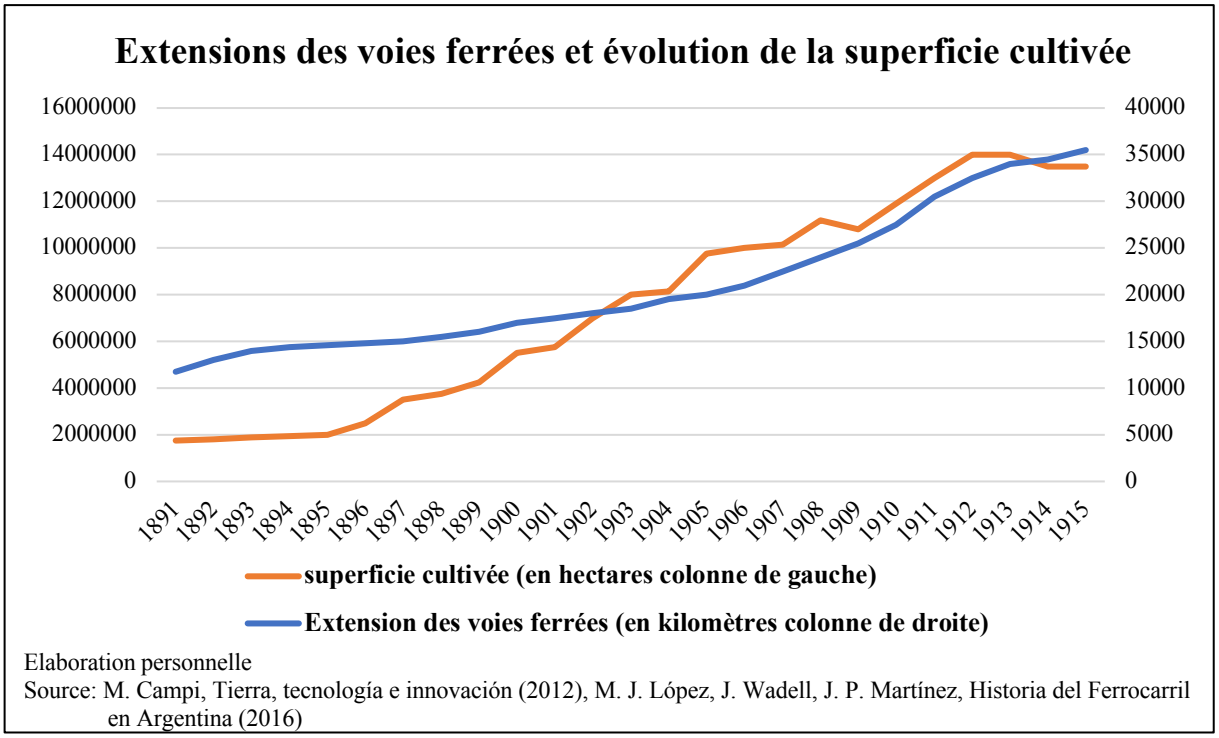
136 *Entretien avec Fernando Vilella, le 18/04/2016, à Buenos Aires, Argentine.*

137 *Sylvain Venayre, « Transports et communications : les paradoxes du réseau », in Pierre Singaravélou, Sylvain Venayre (dir.),* Histoire du monde au XIXe siècle*, Fayard, Paris, 2017, p 51.*

138 *Jacques Chonchol,* Systèmes agraires en Amérique latine : Des agriculteurs préhispaniques à la modernisation conservatrice, *Éditions de l'IHEAL, Paris, 1995, p. 95.*

139 *Mario Justo López, Jorge Waddell, Juan Pablo Martínez,* Historia del ferrocarril en Argentina, *Lenguaje Claro Editora, Buenos Aires, 2016, p. 314.*

La politique de développement du rail et l'aménagement du territoire de l'Argentine a répondu à une volonté claire de favoriser les exportations de matières premières agricoles, laines, viandes, céréales. De fait, l'agriculture connut une forte expansion dès que ses productions purent être transportées jusqu'aux ports d'exportation. Cette croissance des surfaces cultivées s'est surtout manifestée à la fin du 19e et au début du 20e siècle [140]. Ce fut d'abord la « fièvre lainière » qui alimenta l'essor du train comme le nota l'historienne Hilda Sabato. Toutefois, comme le souligne la chercheuse, Mercedes Campi, les surfaces cultivées se sont accrues à mesure que l'extension des lignes ferroviaires grandissait. Aussi le graphique suivant nous permet d'apprécier cette concordance entre les deux phénomènes à partir de l'année 1895 :



Elaboration personnelle
Source: M. Campi, Tierra, tecnología e innovación (2012), M. J. López, J. Wadell, J. P. Martínez, Historia del Ferrocarril en Argentina (2016)

Cette expansion du rail a constitué un atout majeur de la montée en puissance de l'agriculture argentine et du rayonnement de ses exportations dans le monde. Néanmoins, la construction du réseau ferré a eu de nombreuses conséquences géopolitiques locales.

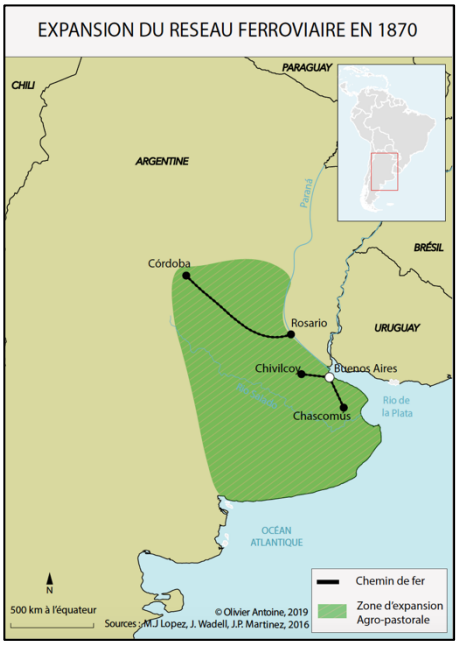
Tout d'abord, le tracé du réseau de transport ferroviaire a été influencé par la structure économique de l'époque. En adoptant la forme d'un éventail, les voies de chemin de fer partaient depuis le port de Buenos Aires et s'étendaient, dans un premier temps, à travers la province de Buenos Aires, puis dans un second temps à travers les autres régions du pays, pour

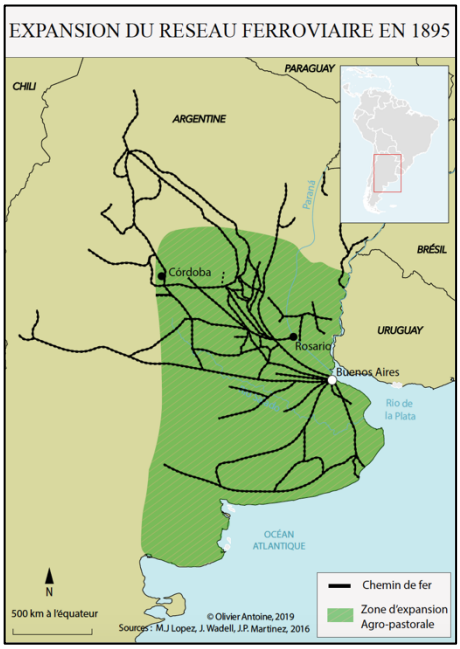
[140] *Mercedes Campi, op. cit., p. 57.*

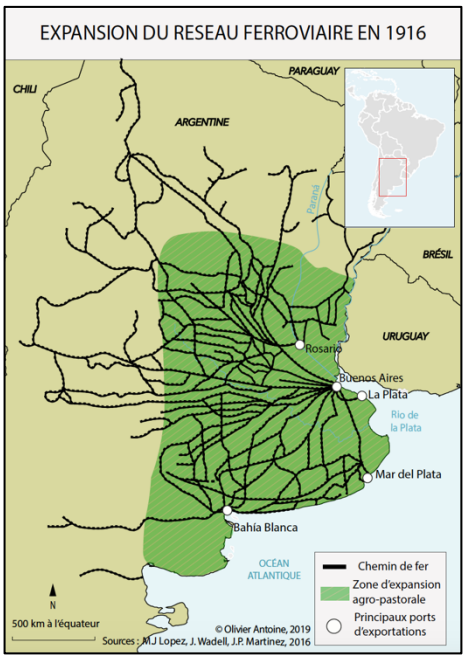
rejoindre les différentes aires agro-pastorales. Ce tracé, ainsi que son évolution, tous deux visibles sur les cartes ci-contre, fut considéré comme caractéristique d'un modèle agro-exportateur argentin répondant aux intérêts britanniques. De fait, la grande majorité des capitaux investis pour le développement du rail était d'origine anglaise et les exportations s'effectuaient majoritairement à destination de l'Angleterre.

Les historiens Osvaldo Barsky et Jorge Gelman rappellent que, s'agissant d'investissements privés, il semble évident que les lignes ouvertes se concentraient sur des régions productives afin d'être rentables. Ce tracé suivait d'ailleurs les anciennes routes et pistes commerciales utilisées jusqu'alors par le transport en diligence. Ces routes ne furent cependant pas abandonnées et servirent de complément pour acheminer désormais les productions agricoles des champs aux stations de train[141]. Toutefois, ce développement territorial argentin, favorisé par le rail, a soulevé des interrogations et a été remis en cause par de nombreux autres historiens, comme Eduardo Galeano. Questionnant la vision trop bienveillante de l'irruption de la modernité, de la technologie et du progrès à cette époque, il délivra cette analyse :

> « Un grand nombre d'emprunts était destiné à financer la construction de chemins de fer afin de faciliter l'exportation de minerais et de denrées alimentaires. Les voies ferrées ne constituent pas un réseau destiné à unir les différentes régions entre elles mais à relier les centres de production au port. Le tracé coïncide avec les doigts d'une main ouverte : ainsi les chemins de fer, si souvent salués comme les champions du progrès, empêcheraient la formation et le







[141] *Ibid., p. 171.*

développement d'un marché intérieur. Ils le bloquaient aussi d'autres façons, surtout par une politique de tarifs au service de l'hégémonie britannique. Le transport des produits manufacturés dans le pays revenait par exemple beaucoup plus cher que celui des produits bruts destinés à l'exportation[142]. »

De surcroît, à compter des années 1860 et de la présidence de Bartolomé Mitre, des conditions avantageuses furent adoptées afin d'attirer les investisseurs, essentiellement anglais. En effet, l'Etat prenait en charge, d'une part, l'achat des terrains nécessaires au passage du chemin de fer ainsi que la construction des stations ferroviaires et, d'autre part, il garantissait aux entreprises ferroviaires un retour sur investissement annuel de 7% et leur offrait une lieue, soit 2 330 hectares, de chaque côté des voies ferrées. Les compagnies étaient, en outre, exemptées d'impôts ainsi que de toutes taxes sur leurs importations de matériel[143].

Le développement du système ferroviaire argentin était donc destiné au transport de marchandises et non de passagers. A ce titre, le choix des dirigeants répondait aux mêmes impératifs que ceux qui avaient présidé à l'appropriation du foncier, la concentration des ressources et celle des richesses. Les produits étaient acheminés et stockés dans le port de Buenos Aires avant leur exportation vers les marchés extérieurs. Nous pourrions à nouveau faire un parallèle avec les États-Unis qui, à la même époque, avaient opté pour une répartition foncière plus équitable mais aussi pour une politique ferroviaire basée sur la connexion entre les différentes régions du pays pour soutenir le développement économique de son marché intérieur.

Cette prédominance du port de Buenos Aires dans l'élaboration du tracé ferroviaire accentuait incontestablement son pouvoir sur le reste des provinces d'autant qu'à compter de la fin de années 1870, des travaux d'amélioration des infrastructures portuaires, de canalisation des accès au port et de construction de quais de chargement, lui permettaient de renforcer encore la captation du trafic commercial. De plus, la plupart des chargements effectués dans les ports situés sur le fleuve Paraná ne suffisaient pas à remplir les bateaux qui devaient être complétés à Buenos Aires. Ainsi devenu presque incontournable, le port de Buenos Aires exportait plus de la moitié des produits agricoles, en s'appuyant sur le développement productif de son hinterland et l'expansion du réseau ferroviaire[144].

---

[142] *Eduardo Galeano,* Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Paris, Pocket, 2011, p. 275.*

[143] *Juan Suriano, Mirta Zaida Lobato,* Atlas histórico, Nueva historia argentina, *Sudamericana, Buenos Aires, 2013, p. 326..*

[144] *Horacio Giberti, « El desarrollo agropecuario »,* Desarollo económico, *Buenos Aires, Vol.2, n°1, 1962, p. 78.*

Si le développement du rail dépendait de manière évidente des facteurs économiques tant locaux qu'internationaux, il répondait aussi clairement à des objectifs politiques, voire géopolitiques. Le maillage du territoire par le chemin de fer consolidait autant le modèle agro-exportateur qu'il offrait une puissance économique incontestable à Buenos Aires. Cependant, l'expansion des voies ferrées se fit à une époque où les tensions entre la province de Buenos Aires et les provinces de la Confédération étaient intenses. Le développement en éventail depuis le port de Buenos Aires allait permettre à son projet libéral de s'imposer et d'évincer d'éventuelles provinces rivales comme celle d'Entre Ríos par exemple.

Les années qui précédèrent l'installation du premier chemin de fer en Argentine furent des années marquées par de nombreux conflits politiques intérieurs mais aussi extérieurs. Durant le gouvernement de Rosas, le port de Buenos Aires subit plusieurs blocus des Anglais et des Français, en 1838 et 1845, pour obtenir la libre navigation sur les fleuves intérieurs tandis que de nombreux conflits éclatèrent entre provinces. Après la chute de Rosas, en 1852, et malgré le changement de pouvoir, les projets politiques divergents entre la province de Buenos Aires et les provinces de la Confédération empêchaient toute union nationale et projet de développement commun. Le manque de garantie pour les investissements dans des infrastructures lourdes, comme le chemin de fer, avait donc retardé la construction du réseau ferroviaire. L'Argentine accusait alors un certain retard par rapport aux autres pays d'Amérique latine. L'installation des premières lignes ferroviaires se fit en 1837 au Mexique, en 1851 au Chili et au Pérou et en 1854 au Brésil[145].

Pourtant, en 1853, la constitution nationale, seulement adoptée par les provinces de l'intérieur du pays, faisait mention de l'installation du chemin comme « un moyen pour fournir ce qui est propice à la prospérité du pays ». Avant que la province de Buenos Aires ne fasse sécession et ne choisisse de se proclamer république indépendante, les élites nationales se représentaient le chemin de fer comme l'instrument le plus efficace pour consolider la fragile union nationale, promouvoir les transformations économiques et sociales et affirmer l'autorité du gouvernement. Dès 1852, Alberdi, le « père » de la constitution argentine, déclarait :

> « Le chemin de fer fera l'unité de la république Argentine mieux que tous les congrès. Les congrès pourront la déclarer une et indivisible ; sans le chemin de fer qui rapproche les

[145] *Mario Justo López, Jorge Waddell, Juan Pablo Martínez,* Historia del ferrocarril en Argentina, *Lenguaje Claro Editora, Buenos Aires, 2016, p. 19.*

extrémités éloignées, elle restera toujours divisible et divisée contre tous les décrets législatifs[146]. »

Malgré les oppositions entre la province de Buenos Aires et la Confédération, les projets de construction de chemin de fer ne furent en aucun cas abandonnés. Au contraire, l'une et l'autre cherchèrent à attirer les capitaux européens et à capter leur technologie pour installer des voies ferrées et des trains sur le sol argentin. Cette confrontation tourna à l'avantage de Buenos Aires qui jouissait d'ores et déjà d'un accès aux marchés de capitaux depuis le début du siècle, offrant par conséquent des garanties que la Confédération ne possédait pas.

Ce fut ainsi que le premier chemin de fer fut réalisé en 1857 par une société argentine, la Sociedad Camino de Hierro del Ferrocarril Oeste. Financé en grande partie par la province de Buenos Aires, ce chemin de fer devint la propriété exclusive de la province à partir de 1863 et lui permit de transporter les richesses de la province au port de Buenos Aires pendant vingt-sept ans, en offrant des tarifs plus bas que ceux pratiqués par les compagnies britanniques. Néanmoins, en 1890, dans un contexte de fort endettement de l'Etat argentin et cédant aux intérêts et à la pression des capitaux anglais, la compagnie a été vendu à une entreprise britannique concurrente, la Buenos Aires Western Railway[147].

L'expansion du rail a incorporé de manière croissante les productions agro-pastorales, accéléré le transfert de richesse vers le port mais aussi accentué le déséquilibre de pouvoir en faveur des élites de Buenos Aires. En effet, la captation par la douane de Buenos Aires des taxes à l'exportation et à l'importation grandissait à mesure que le marché intérieur était pénétré par l'avancée du chemin de fer. Qu'il s'agisse de leurs productions exportées ou de leur consommation de produits importés, le développement des provinces intérieures rimait avec recettes fiscales portègnes. Le maillage territorial par le chemin de fer devint ainsi un outil de consolidation et de centralisation du pouvoir politique. Ce pouvoir était déjà fortement concentré dans la province de Buenos Aires qui détenait non seulement le monopole de la rente douanière mais aussi celui des banques et de l'émission de la monnaie. En prospérant de manière vertigineuse aux dépens des autres provinces, le pouvoir politique de Buenos Aires pouvait financer l'outil de contrôle du territoire national : l'armée. En lui consacrant certaines

[146] *Mario Justo López, Jorge Waddell, Juan Pablo Martínez, op. cit., p. 9*
[147] *Mario Justo López, Jorge Waddell, Juan Pablo Martínez, op. cit., p. 22*

années jusqu'à la moitié des dépenses publiques, les provinces participaient aux efforts de guerre de Buenos Aires pour les dominer[148].

Le développement du chemin de fer a donc accompagné une étape de transition politique majeure de l'histoire argentine. Le maillage du réseau n'eut pas que des conséquences économiques, il eut une forte résonnance géopolitique. Lors de la « conquête du désert » de Julio Roca, en 1880, les troupes argentines purent se déplacer vers la zone de front grâce au chemin de fer, économisant ainsi les forces nécessaires au combat[149].

Par ailleurs, en permettant d'atteindre plus facilement les territoires éloignés de la Pampa, il allait faciliter l'installation de population là où, auparavant, les conditions d'accès rendaient trop difficile l'implantation de colonies agricoles. Fixer des populations dans des territoires disputés, tout en y favorisant le développement des activités agro-pastorales, revêtait une dimension géopolitique dont les effets étaient aussi perceptibles sur les paysages argentins. De la voie ferrée aux cultures, en passant par les constructions de villes et villages, ceux-ci se transformèrent très rapidement à partir de la seconde moitié du 19e siècle. Ces mutations furent aussi le fruit de l'incorporation d'une autre innovation industrielle, le fil de fer.

B) La clôture en fil de fer

La première vague d'expansion territoriale, obtenue par les expéditions militaires de la première moitié du 19e siècle, a rapidement mis en lumière le besoin de trouver un moyen technique pour mettre en exploitation les terres conquises : celui de clôturer les nouveaux espaces. L'appropriation foncière des plaines de la Pampa s'est accompagnée du développement des activités agro-pastorales. Toutefois, ces activités restaient relativement rudimentaires et l'immensité des espaces rendait difficile le contrôle des troupeaux. La domination partielle des espaces productifs permettait à différents acteurs de ces régions d'en tirer un profit certain, qu'il s'agisse des communautés indigènes ou bien de propriétaires de troupeaux qui s'attribuaient du bétail sans autorisation ou, de la même façon, il était de coutume de laisser paître les troupeaux où bon leur semblaient. Bien que le code rural, promulgué en

---

[148] *Eduardo Galeano, op. cit., p. 252.*

[149] *Roberto Cortés Conde, « El crecimiento de la economía argentina, 1870 – 1914 », in Leslie Bethell,* Historia de América Latina, *Vol. X, Editorial Crítica, Barcelona, 1992, p. 17.*

1865, interdisait formellement ce type de pratique[150], la taille particulièrement élevée des terrains rendait presque impossible de les clôturer avec les moyens traditionnels tels que des piquets, des murets, des tranchées ou bien encore de la végétation. Du reste, pendant de nombreuses années, l'un des travaux courants des plaines pampéennes était celui de creuseur de fossés afin de permettre de délimiter des terrains mais aussi d'empêcher que les troupeaux ne s'échappent ou ne se fassent dérober[151].

Dès lors, l'installation, dans les années 1840, des premiers fils de fer pour clôturer des terrains marqua l'irruption de la modernité dans les plaines pampéennes et ses modes de production mais aussi la concrétisation effective de la propriété foncière et l'exercice du pouvoir sur le territoire. Cette emprise physique sur l'espace permettait une véritable territorialisation de la Pampa. Le fil de fer devenait un instrument du pouvoir et par conséquent revêtait une véritable dimension géopolitique, dans sa capacité à faciliter le contrôle du territoire mais aussi dans la mesure où il modifiait le paysage. Cette innovation industrielle, exemple de la modernité du 19e siècle, produite en masse, en métal et en usine, allait parfaitement accompagnée l'essor de la production lainière[152]. Elle s'imposa tout d'abord comme un outil indispensable à la séparation des races de moutons, en vue du processus de sélection, mais aussi comme un procédé pour faciliter le travail des tondeurs de moutons. En ce sens, le lien entre la clôture des grandes propriétés et le développement des élevages de moutons n'est pas sans rappeler le mouvement des *enclosures* en Angleterre, surgi au 15e siècle et renforcé au début du 19e siècle. Dans le temps, ce mouvement participa à consolider l'industrie anglaise des filatures de laine[153]. Dans les plaines pampéennes, le système de la séparation permit d'améliorer, plus tard, le processus de sélection des races bovines, travail alors mené à bien par les membres de la Société Rurale dès la fin des années 1860.

Cette domestication des plaines de la Pampa, de sa profondeur, au moyen de l'intégration progressive des clôtures de fil de fer entraina donc la découpe du paysage. En protégeant les cultures de la voracité des troupeaux, les nouvelles clôtures permirent aussi l'essor de l'agriculture. Au découpage des paysages répondait une recomposition sociale, celle d'un monde où l'immensité formait la toile de fond des chasses au bétail et de la surveillance

---

150 *Osvaldo Barsky, Jorge Gelman, op. cit., p. 147.*

151 *Noel Sbarra,* Historia del alambrado, *Letemendia, Buenos Aires, 2008, p. 21.*

152 *Hilda Sabato,* Capitalismo y ganadería en Buenos Aires : la fiebre del lanar 1850-1890, *Editorial Sudamericana, Buenos Aires, 1989*

153 *Pierre Blanc,* Terres, pouvoirs et conflits. Une agro-histoire du monde, *Presses de Sciences Po, Paris, 2018, p. 18.*

des troupeaux. Désormais, les rondes nocturnes des *gauchos* pour éviter l'éparpillement des bêtes n'étaient plus nécessaires et les rodéos pour séparer des troupeaux non plus. L'ère de l'industrialisation domestiquait peu à peu les *gauchos* tandis qu'un nouvel office voyait le jour, celui de l'*alambrador*, le poseur de clôture[154]. En découpant le paysage, l'*alambrador* opposait la limite de la propriété foncière et la sédentarisation de l'élevage au nomadisme des *gauchos* et à la libre circulation des communautés indigènes[155]. Naquit alors un type de conflit que nous retrouvons aujourd'hui encore, notamment le long du front agro-pastoral qui s'est formé dans les plaines du bassin du Pilcomayo où s'affrontent éleveurs et communautés indigènes et/ou créoles.

Toutefois, il convient de relever que ces mutations territoriales furent progressives. L'irruption de ce type de clôture, à une époque où le contrôle militaire des plaines pampéennes restait encore relativement aléatoire, rendait difficile sa large diffusion. De plus, la moindre résistance du fil de fer restreignait tout de même son usage. Ce ne fut qu'à partir de l'expansion territoriale du Général Roca et de l'anéantissement des communautés indigènes de la Pampa et de la Patagonie que l'utilisation des clôtures en fil de fer put se généraliser d'autant qu'une nouvelle innovation industrielle fit son apparition, le barbelé[156]. Il emboita le pas à la progression de la frontière et fut adopté massivement au lendemain de la « conquête du désert », à la fin des années 1880. Il accompagna les grandes transformations productives de fin de siècle des plaines pampéennes ainsi que le basculement vers une exploitation intensive et industrielle des ressources agraires argentines. Il marqua aussi l'ambivalence de la modernité, comme le souligne l'historien Olivier Razac, à propos d'un processus semblable s'étant déroulé aux Etats-Unis à la même époque :

> « Le barbelé, d'abord agricole, possède immédiatement des implications politiques en permettant la colonisation des terres [...] Or cette avancée implique le génocide puis l'ethnocide des dernières tribus indiennes libres. […] D'un côté, il y a là un enjeu agricole et politique relativement classique de conflits autour des droits sur la terre et des modes d'exploitation des ressources. De l'autre, il y a le signe d'une ambivalence profonde de la politique moderne, d'autant plus apparente qu'elle se veut « démocratique ». Plus la

---

154 *María Amanda Caggiano et al., « La construcción del espacio rural en el siglo XIX : la introducción del alambrado en la pampa bonaerense », Communication présentée aux 4e Jornadas de Historia Regional de La Matanza, 2012, p.198-218.*

155 *« Biografía del alambrado », https://www.lanacion.com.ar/799339-biografia-del-alambrado-en-la-pluma-de-noel-h-sbarra, 22/04/2006.*

156 *Le barbelé, tel que nous le connaissons, est un brevet déposé en 1874 aux Etats-Unis, par Joseph Glidden, un fermier de l'Illinois.*

> modernité se veut inclusive, protectrice, productrice, plus ses abords sont des gouffres, plus elle produit des phénomènes d'exclusion extrême des inassimilables. Exclusion massacrante qui n'est pas un reste archaïque mais l'effet même de la dynamique du progrès[157]. »

L'adoption de la clôture en fil de fer barbelé se généralisa donc après les dernières expéditions militaires de la fin du 19e siècle. Cette innovation industrielle fut l'un des symboles de la modernité d'un territoire désormais mis au service d'un pouvoir oligarchique et d'un modèle agro-exportateur. La transformation des paysages agricoles s'acheva dès le début du 20e siècle et rima avec l'affirmation de la puissance agricole argentine. L'essor économique du pays s'appuyait sur les excédents agricoles massifs, en partie rendus possibles par l'introduction des clôtures en fil de fer, que l'hinterland pampéen produisait et exportait à destination des grandes centres industriels européens.

1.2.3 UNE INSERTION INTERNATIONALE SOUS INFLUENCE ANGLAISE

Si le 19e siècle marqua la construction de la nation argentine, il fut aussi celui de son insertion dans la division internationale du travail. La constitution d'un modèle économique basé sur les exportations agricoles et les importations de biens manufacturés plaça rapidement les Provinces Unies dans une situation de dépendance vis-à-vis du port de Buenos Aires et celui-ci vis-à-vis des puissances étrangères. Au début du siècle, l'Argentine n'était qu'un groupe de provinces pauvres qui arrachait son indépendance à l'Espagne tandis qu'un siècle plus tard, elle s'était transformée en une nation riche et prospère qui affichait fièrement son rôle de « grenier du monde ». Cependant, durant tout le processus de construction national de l'Argentine, la présence d'un pays a marqué cette trajectoire : l'Angleterre. Son emprise précoce sur l'économie de la province de Buenos Aires a indéniablement influencé le développement du modèle agro-exportateur de la province puis du pays. Cette relation a aussi participé à façonner la représentation du monde et celle de la puissance de l'oligarchie argentine.

---

[157] *Olivier Razac, « Le barbelé », in Pierre Singaravélou, Sylvain Venayre (dir.),* Histoire du monde au XIXe siècle*, Fayard, Paris, 2017, p 413.*

Suite à l'indépendance des Provinces Unies du Río de la Plata, le positionnement stratégique de Buenos Aires, grâce à son port, lui a permis de se positionner comme interlocuteur privilégié de l'ensemble des provinces avec les pays étrangers. Tout au long du 19e siècle, et malgré les dissonances internes quant au rôle de son port et de sa douane, Buenos Aires a assumé ce statut d'ambassadeur des provinces du Río de la Plata puis de l'Argentine. Par conséquent, les liens tissés avec l'Angleterre depuis le temps de la colonie, entre la bourgeoisie commerciale du port et les commerçants anglais, ont lourdement influencé et rapidement imprégné l'insertion internationale des nouveaux territoires indépendants au point d'assimiler la relation de l'Argentine avec l'Angleterre, à partir de la seconde moitié du 19e siècle, à une dépendance proche d'un rapport de subordination coloniale.

En effet, le développement d'un modèle axé sur les exportations et la montée en puissance des activités agro-pastorales dans les territoires du Río de la Plata se sont effectués dans un contexte de révolution industrielle emmenée par l'Europe et plus particulièrement par l'Angleterre. Ce fut donc à l'aune d'un rapport déséquilibré, entre une nation en construction et une puissance établie, que furent jetées les bases du modèle géoéconomique argentin et que le pays articula sa connexion au monde.

L'Argentine a opéré son insertion définitive dans l'économie internationale durant les années 1890. Dans un contexte politique intérieur dominé par les rivalités de pouvoir entre la province de Buenos Aires et le reste des provinces du pays, ni le cycle de la « mérinisation », entre 1850 et 1900, qui n'incorpora que le port de Buenos Aires et son hinterland, ni les échanges entre les importateurs portègnes et les commerçants britanniques ou bien encore le secteur financier anglais, n'avaient jusqu'alors permis de réaliser une insertion pleine et entière durant les décennies qui suivirent l'indépendance[158]. Toutefois, ce furent bien durant ces décennies que se dessinèrent les traits de l'insertion internationale de l'Argentine, à savoir ceux d'une puissance agricole sous domination anglaise.

Certains historiens, comme Manfred Kossok, estimaient que les révolutions et les indépendances latino-américaines n'étaient que le passage de la domination espagnole à la domination anglaise[159]. De fait, l'Angleterre, suite à sa première révolution industrielle et par nécessité d'accéder à des marchés pour écouler ses productions, avait obtenu l'ouverture des

---

[158] *Emilce Tirre,* La inserción internacional de la Argentina : desequilibrios en el sector externo; comercio exterior e integración regional desde la organización de la Nación hasta la segunda guerra mundial, *Facultad de Ciencias Económicas, Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires, 1999, p. 14.*

[159] *Manfred Kossok,* El Virreinato de la Plata, Su estructura económica y social, *Hyspamérica, Buenos Aires, 1986*

colonies espagnoles à son commerce. Cette ouverture, sans recours à la force ni à la contrainte, fit notamment écrire à George Canning, ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni au début du 19e siècle : « L'affaire est dans le sac, l'Amérique hispanique est libre ; et si nous ne menons pas trop tristement nos affaires, elle est anglaise[160]. »

Rappelons malgré tout, que dans le cas de l'Argentine, l'Angleterre n'hésita pas à envahir Buenos Aires à deux reprises. Dès l'époque de ces invasions, l'Angleterre considéra l'Argentine comme un marché pour ses biens manufacturés et put compter sur l'influence grandissante de ses négociants en lien avec la bourgeoisie commerciale locale. Ce fut donc rapidement après l'indépendance que les premiers signes de subordination de la ville de Buenos Aires aux intérêts de la puissance anglaise allaient se manifester.

Quelques années après l'indépendance, la province de Buenos Aires contracta son premier emprunt public auprès de la banque anglaise Baring Brothers. Cette dette externe, la première de l'histoire de l'Argentine, fut encouragée par la bourgeoisie commerciale du port et les négociants anglais. Cette dette hypothéquait sérieusement la souveraineté de la jeune nation d'autant qu'elle n'avait de cesse de s'alimenter par la prise de nouveaux emprunts auprès de l'Angleterre. En effet, malgré les échanges commerciaux entre les Provinces Unies du Río de la Plata et l'Angleterre étaient largement favorables à cette dernière, du moins jusqu'à la fin du 19e siècle. Ainsi, on peut noter que le lien entre l'Angleterre et l'Argentine, autrement dit la première puissance mondiale et une nation en construction, était avant tout financier et, dans une moindre mesure, commercial. L'historien nord-américain, Nicolas Shumway, le résuma ainsi : « L'endettement de l'Argentine avec l'Angleterre agissait comme un mécanisme grâce auquel l'Angleterre maintenait l'exploitation et sa domination sur l'Argentine[161]. »

En 1825, pour officialiser la relation économique que la Grande Bretagne avait établie avec l'Argentine, Woodbine Parish, le consul général à Buenos Aires, et Manuel José García ont signé le Traité Anglo-Argentin d'amitié, de commerce et de navigation. La Grande-Bretagne reconnaissait la souveraineté et l'indépendance argentines, que tout citoyen anglais ou argentin vivant dans l'autre pays jouirait des droits accordés à tous les étrangers et que les citoyens de chaque pays auraient accès librement au commerce de l'autre.

L'historien canadien, spécialiste des relations entre la Grande-Bretagne et l'Argentine, Harry Ferns, souligna :

---

[160] *Eduardo Galeano,* Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Paris, Pocket, 2011, p. 239.*

[161] *Nicolas Shumway,* Invención de la Argentina, Historia de una idea*, Booket, Buenos Aires, 2015, p. 117.*

> « Le traité fut une tentative d'établir une relation de libre marché entre une communauté industrielle et une communauté productrice de matières premières. En Argentine, la domination des intérêts exportateurs, des grands éleveurs qui produisaient des produits pour le marché international, n'était assurée que dans la province de Buenos Aires. Néanmoins, l'équilibre des forces tant internes qu'externes étaient favorables au traité.[162] »

Selon la politique de Georges Canning, Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Royaume Uni, de 1822 à 1826, il s'agissait d'établir une complète égalité légale et politique entre les deux États. Or, force est de constater qu'à l'époque du traité, le déséquilibre dans le rapport de force était plus que manifeste. Tandis qu'une nation traversait une période d'expansion industrielle, commerciale et militaire, pour bientôt devenir la première puissance mondiale, l'autre nation commençait à peine son processus de construction.

Par ailleurs, en marge du traité, le gouvernement argentin de l'époque, emmené par Bernardino Rivadavia, prit des mesures qui renforcèrent l'emprise de la Grande-Bretagne sur le sort de l'économie locale. En effet, des conseillers anglais furent invités à participer à l'élaboration des politiques économiques et agir ainsi sur l'émission de dettes publiques, l'impression de monnaies ou bien encore la régulation du commerce extérieur. Cette sorte d'ingérence fut évidemment utilisée dans les intérêts de l'Angleterre notamment en endettant l'Argentine grâce à un accès facile à des emprunts bancaires[163].

Du fait de la puissance économique de l'Angleterre, lui ouvrir librement le commerce revenait pour l'ensemble des territoires des Provinces Unies à soumettre leurs intérêts aux marchands et financiers anglais installés dans le port de Buenos Aires. Cette ouverture aux importations allait non seulement précipiter le déclin des industries locales, jusque-là préservées par la couronne espagnole, mais elle favorisait aussi la transformation productive des territoires de la Pampa pour les spécialiser en zone exportatrice de matières premières.

De plus, le traité prévoyant que les importations et exportations ne seraient transportées que par des bateaux anglais ou bien construits en Argentine, le commerce était définitivement soumis aux intérêts anglais. En effet, aucune province ne possédait une industrie capable de construire des bateaux de transport de marchandises. Par conséquent, le transport transatlantique restait aux mains des anglais, première puissance maritime mondiale, tandis que l'Argentine sacrifiait la possibilité de se doter d'une industrie navale. Contemporain de cette

---

[162] *Harry Ferns,* Gran Bretaña y Argentina en el siglo XIX*, Ediciones Solar, Buenos Aires, 1979, p. 123.*
[163] *Nicolas Shumway, op. cit., p. 119.*

époque, le chef de la mission diplomatique des États-Unis, John Murray Forbes, nota que « l'apparente réciprocité de ce Traité était une moquerie cruelle à l'absence totale de ressources de ces provinces et un coup mortel à leurs futurs espoirs d'un quelconque tonnelage maritime.[164] »

Ainsi dès son indépendance, l'Argentine ouvrit la porte à la puissante influence anglaise dans son développement économique. De plus, celle-ci pouvait s'appuyer sur la forte présence de ses citoyens dans la province de Buenos Aires. En effet, selon l'historien uruguayen Vivian Trías, quelque 40 000 anglo-saxons vivaient dans la capitale portègne en 1835 et, parmi les 450 plus grands propriétaires fonciers de cette époque, quelque 15% étaient britanniques[165]. Cette présence dans les territoires de la Pampa participa activement à la construction du modèle agro-exportateur. Durant les années du règne de Rosas, cette population soutint même le pouvoir du *caudillo* car celui-ci représentait l'ordre dans les campagnes et ce malgré les conflits qui l'opposèrent à l'Angleterre, notamment suite à l'annexion des Iles Malouines par les Britanniques en 1833 et le blocus maritime de 1845.

Toutefois, l'instabilité politique récurrente dans le processus de construction nationale argentin ainsi que l'irrégularité de la relation diplomatique rendirent difficiles les investissements anglais dans le pays. Ce ne fut véritablement qu'à compter de 1862 et la prise de pouvoir de Bartolomé Mitre que le caractère des relations anglo-argentines prit une autre ampleur[166]. Durant la période appelée « l'organisation nationale », le pays unifié se lança dans un processus d'intégration aux marchés internationaux qui allait désormais faciliter la pénétration massive des capitaux anglais dans l'économie argentine.

Tandis qu'en Angleterre, l'expansion économique, soutenue par la révolution industrielle et la révolution des transports, poussait le pays à se projeter internationalement, Bartolomé Mitre, président de l'Argentine de 1862 à 1868, ouvrait, pour sa part, son pays aux capitaux extérieurs en offrant, notamment, des garanties d'Etat à la formation d'entreprises étrangères sur son sol. La pénétration du marché argentin par les capitaux britanniques fut fulgurante. En l'espace de trois ans, ils avaient investi les secteurs bancaire, ferroviaire, du gaz ou bien encore de l'eau[167].

---

[164] *Ibid, p. 118.*
[165] *Norberto Galasso, op. cit., p. 300.*
[166] *Harry Ferns, op. cit., p. 325.*
[167] *Ibid, p. 327.*

Les investissements dans le secteur ferroviaire furent parmi les plus marquants car ils permirent de consolider le modèle agro-exportateur de l'Argentine et d'accompagner l'expansion agro-pastorale de ses territoires pampéens. Notons qu'à compter de 1848, les lois protectionnistes sur l'importation de grains en Angleterre, les *Corn Laws,* ayant été abrogées, le pays se fournissait désormais sur les marchés internationaux à moindre coût, en suivant les principes de la théorie économique des avantages comparatifs de David Ricardo. Dès lors, l'Argentine, productrice de biens primaires à bas coût, fournissait l'Angleterre qui, en retour, lui vendait ses biens manufacturés bon marché. A ce sujet, l'économiste argentin, Ricardo Ortiz, relevait que David Ricardo, sans faire référence à l'Argentine, aurait argumenté ainsi sa théorie : « Si nous pouvions ajouter une zone de terre fertile à notre île, les bénéfices ne baisseraient jamais ; l'augmentation de la terre fertile ferait baisser la rente et le coût de la production de blé.[168] »

Cette première grande phase d'investissement dura de 1862 à 1875, quand les effets de la grande dépression (1873-1896) se firent sentir en Argentine. Durant ces treize années, l'Etat argentin se chargea d'orienter l'acquisition par les fonds britanniques de biens et services susceptibles d'assurer directement ou indirectement le développement de l'économie du pays. Parmi les trois présidents qui se succédèrent à la tête de l'Argentine durant cette époque, Mitre, Sarmiento et Avellaneda, ce fut sans conteste le gouvernement de Bartolomé Mitre qui fut le grand artisan de la présence anglaise dans le pays. Son enthousiasme pour les investissements britanniques était particulièrement débordant comme en atteste ce discours prononcé lors de la pose de la première pierre de la ligne de chemin de fer du Sud, concession accordée à une compagnie anglaise :

> « Messieurs […] quelle est la force qui conduit notre progrès ? Messieurs, c'est le capital anglais […] Depuis 1809, l'association entre le commerce anglais et l'industrie rurale du pays est scellée. Les droits que payaient les négociants anglais à cette époque à la douane de Buenos Aires étaient si importants, qu'il fut nécessaire de renforcer les murs de la Trésorerie, de peur que le poids qu'ils supportaient ne les fasse s'effondrer. Ce fut le premier haut fait du capital anglais dans ce pays, qui présageait la chute des anciennes murailles et l'avènement d'une nouvelle époque. Véritablement, Messieurs, le capital anglais est un grand personnage anonyme dont l'histoire n'a pas encore été écrite […] Je lève mon verre pour la féconde association du capital anglais et du progrès argentin.[169] »

---

[168] *Ricardo Ortiz,* Historia económica de la Argentina, *Raigal, Buenos Aires, 1955, Tome I, p. 27.*
[169] *Norberto Galasso, op. cit., p. 375.*

A la fin du processus d'organisation nationale, en 1880, quand les derniers soubresauts des guerres civiles avec les provinces furent passés, l'Argentine connut une expansion économique phénoménale grâce à ses exportations de viandes et de céréales. Les mots de Bartolomé Mitre se réalisèrent et l'Angleterre sut en tirer un profit certain. L'insertion économique internationale de l'Argentine se fit donc sur les bases d'un modèle agro-exportateur qui prit véritablement son essor à partir de la présidence de Bartolomé Mitre et de la pénétration financière anglaise. L'oligarchie, dont le pouvoir résidait dans la propriété et l'exploitation foncière, fut l'actrice principale de la constitution de ce modèle qui lui permettait non seulement d'augmenter ses richesses mais aussi d'accroître encore plus son pouvoir.

La construction de la nation argentine s'est donc accompagnée, tout au long du 19e siècle, de la constitution d'un modèle agro-exportateur basé sur l'exploitation de la ressource foncière au travers de l'expansion de l'élevage, de ses transformations productives et de ses exportations. Outre l'expansion du territoire, le développement de ce modèle agro-exportateur a nécessité la domestication des plaines pampéennes. Or, dans un contexte de révolution industrielle, l'irruption du chemin de fer et celle du fil de fer ont permis un processus de mutation territoriale intense où l'évolution des paysages était associée à une transformation économique et sociale de ces espaces. Par ailleurs, la constitution de ce modèle agro-exportateur correspondait à l'insertion de l'Argentine dans la division internationale du travail et à son rapport à la puissance dominante de l'époque : l'Angleterre. Le lien entre les deux nations a nettement favorisé la consolidation de ce modèle, notamment au travers des investissements anglais dans les chemins de fer, mais il a aussi traduit un phénomène de subordination des intérêts de l'Argentine à ceux de l'Angleterre.

1.3 LES RIVALITES DE POUVOIR POUR LE MODELE DE NATION : AGRAIRE OU AGRO-EXPORTATRICE ?

Durant la majeure partie de la période coloniale, les régions du nord-ouest de l'actuelle Argentine ont connu une certaine prospérité. La création de la vice-royauté du Río de la Plata, le repositionnement de Buenos Aires puis les guerres révolutionnaires ont bouleversé les équilibres économiques et politiques. Depuis l'indépendance, l'hégémonie économique des activités agraires sur le littoral était totale. L'élevage constituait non seulement la base de la richesse mais aussi le socle du pouvoir à tel point que leurs représentants dirigèrent les provinces les plus puissantes, Rosas à Buenos Aires et Urquiza à Entre Rios. Toutefois, le port de Buenos Aires constituait un véritable nœud géopolitique à résoudre pour les provinces indépendantes. Sur fond de développement du modèle agro-exportateur et des revenus générés par la taxation du commerce, la question de la centralisation des rentes douanières ou bien de leur répartition allait opposer deux systèmes politiques. D'un côté, les unitaires prônaient le centralisme et la conduite du pays depuis Buenos Aires et selon leurs intérêts, et, d'un autre côté, les fédéraux défendaient la primauté des intérêts globaux de la nation et le principe d'autonomie des provinces.

Ces divergences dérivèrent rapidement en luttes de pouvoir meurtrières et s'étalèrent sur plus de soixante ans. C'est au prisme de ces rivalités politiques qu'il convient d'appréhender la densité de la construction nationale argentine, la consolidation de son Etat, la structuration oligarchique du pouvoir, son orientation résolument agro-exportatrice et, surtout, l'élaboration de son roman national. Le récit identitaire argentin a émergé de l'épaisseur de cette période historique que Nicolas Shumway qualifia « d'invention de l'Argentine » et qu'une génération d'intellectuels marqua de son empreinte. Surnommée la génération de 1837, année de la création d'un salon littéraire qui réunit alors politiciens, écrivains et autres penseurs de la nation, celle-ci contribua fortement à l'élaboration des représentations qui traversèrent l'histoire argentine. Unis par une même haine des *caudillos*, ces intellectuels n'opposaient pas tant les unitaires aux fédéraux que les civilisés aux barbares et la nation au « désert ».

L'analyse des rivalités politiques cette époque, de leur intensité, ainsi que la force des représentations qui en découlèrent, est donc indispensable pour nous permettre d'appréhender la construction de la nation argentine.

Quatre grandes étapes peuvent être distinguées au cours de cette période durant laquelle s'opposèrent unitaires et fédéraux, caudillos provinciaux et élites portègnes. Tout d'abord la

période des autonomies provinciales entre 1820 et 1835, suivie de la domination de Juan Manuel de Rosas jusqu'à sa chute en 1852, puis la décennie de la république divisée jusqu'en 1862 et, enfin, la formation de l'Etat nation de 1862 à 1880.

1.3.1 LES AUTONOMIES PROVINCIALES ET L'EPOQUE DES CAUDILLOS

Dès les lendemains de l'indépendance des Provinces unies du Río de la Plata, Buenos Aires a essayé d'organiser la jeune nation en s'appuyant sur le contrôle politique et économique des provinces. Or, ce fut à cette époque qu'apparut la figure du *caudillo*. Ces hommes, qui possédaient pouvoir économique et expérience militaire, ne refusaient pas l'union entre toutes les provinces mais ils souhaitaient la réaliser dans le respect de l'autonomie politique et économique de chacune de leurs régions, au travers du fédéralisme. Grands propriétaires terriens et éleveurs, ils comptaient sur les ressources nécessaires pour constituer leurs propres milices et ainsi faire respecter leur indépendance.

Buenos Aires ayant mené la révolution, ses élites concevaient comme légitime de conserver la conduite de la nation pour en prévenir la possible désunion. Par conséquent, la continuité du projet national était liée à la conception d'un pouvoir politique centralisé. De plus, depuis l'indépendance, la ville Buenos Aires avait été désignée comme siège du directoire avec le pouvoir exécutif et la charge de diriger les affaires étrangères ainsi que le commerce extérieur. Or, la ville n'avait pas cédé le monopole de son port et ni celui sa douane. L'intérêt des classes dirigeantes pour l'ouverture du commerce était donc évident. C'est ce que tend à démontrer un article paru à cette époque qui nous renseigne sur le climat qui régnait alors à Buenos Aires :

> « Les fédéralistes veulent, non seulement que Buenos Aires ne soit pas la capitale mais que, appartenant à toutes les provinces, elle partage avec celles-ci l'armement, les droits de douane et autres revenus généraux : en un mot, que l'on établisse une égalité matérielle entre Buenos Aires et les autres provinces, en corrigeant les dons de la nature qui nous a donné un port et des champs, un climat et d'autres particularités qui ont assuré sa supériorité physique par rapport à d'autres régions… [170]»

Le port représentait un enjeu stratégique car il permettait de réguler le commerce et, par conséquent, de décider quelles activités stimuler, protéger ou, au contraire, exposer à la

---

[170] *Charles Lancha, op. cit., p.91.*

concurrence étrangère. Au travers de sa douane, il ne s'agissait pas uniquement d'un instrument économique et financier puissant mais bien d'une arme politique redoutable. Le contrôle du port opposait donc les élites de Buenos Aires, unionistes et favorables à l'ouverture du commerce, aux caudillos des provinces, fédéralistes et protectionnistes. Toutefois, une nuance est à observer. En effet, si les élites de la province de Buenos Aires s'accordaient avec celles de la ville autour de l'ouverture du commerce, pour favoriser l'exportation de leurs productions agro-pastorales, elles s'opposèrent rapidement à l'idée de séparer Buenos Aires et son port du reste de la province. D'autres grandes provinces d'élevage, comme celle d'Entre Ríos, approuvaient aussi l'ouverture du commerce mais se refusaient au monopole du port de Buenos Aires et militaient pour la libre navigation des fleuves. Ce fut donc sur fond d'expansion des activités agro-pastorales dans les provinces du littoral pampéen et de la centralisation des flux commerciaux à Buenos Aires que la nation chercha à se construire.

Aussi, quand le directoire décida de sanctionner un projet constitutionnel inspiré par des principes aristocratiques et centralisateurs, en 1819, un groupe de *caudillos* du littoral la rejeta aussitôt et se ligua contre Buenos Aires. Le conflit tourna à l'avantage des provinces fédéralistes, suite à la bataille de Cepeda, le 1er février 1820, provoquant la dissolution du directoire et l'ouverture d'une période d'autonomies provinciales à laquelle se joignit Buenos Aires. Grâce à son autonomie, la province de Buenos Aires conserva finalement l'utilisation stratégique de son port.

Tandis que chaque province, désormais sous le contrôle de *caudillos,* cherchait à consolider son organisation administrative, Buenos Aires, forte de sa situation historique et géopolitique, put se développer rapidement. Des expéditions militaires furent lancées pour agrandir son territoire et s'assurer les bénéfices de l'expansion de ses propres productions agro-pastorales. Des alliances furent tissées avec d'autres provinces pour procurer une stabilité politique et des traités internationaux lui permirent d'obtenir la reconnaissance de son indépendance et ainsi éviter tout retour de la monarchie espagnole. Malgré le manque d'homogénéité et le décalage de développement entre les provinces, Buenos Aires, sous l'impulsion de Bernardino Rivadavia, n'avait pas pour autant abandonné sa volonté d'organiser le pays. Profitant de l'occupation de la bande orientale par le Brésil, un congrès fut réuni, en décembre 1824, dans le but de recréer un pouvoir exécutif et de lever une armée afin de mener à bien l'effort de guerre pour libérer les territoires occupés. Loin d'unifier le pays, ce congrès constituant finit par le plonger dans la guerre civile.

Alors que la guerre avait éclaté avec le Brésil, en octobre 1825, certaines mesures adoptées par le congrès provoquèrent l'ire des fédéralistes, comme la séparation de Buenos

Aires de sa province pour l'introniser capitale de la République. Déjà affectées par le blocus du port que provoquait la guerre, les élites portègnes ne pouvaient accepter, de surcroît, la perte du contrôle du port et de la douane. Au comble de la tension, l'adoption d'une constitution unioniste, en 1826, mit définitivement le feu aux poudres. En effet, les provinces fédéralistes se soulevèrent contre le gouvernement obligeant le président à la démission et le pouvoir central à la dissolution. A peine un an plus tard, la nouvelle tentative de Buenos Aires d'organiser la nation et d'assumer le contrôle politique et économique des provinces fut un échec. Une nouvelle étape de conflits armés s'ouvrit alors entre *caudillos* fédéralistes et troupes unionistes.

En 1827, la province de Buenos Aires était à nouveau autonome et désormais sous contrôle d'un gouverneur fédéraliste, Manuel Dorrego. Pourtant, à peine un an plus tard, en 1828, elle fut le théâtre de la révolte de l'armée revenue de la guerre contre le Brésil. A leur tête, le général Lavalle renversa Dorrego, le fusilla et commit, selon divers historiens, le premier coup d'état de l'histoire de l'Argentine et installa la première dictature[171]. Tandis que la guerre civile embrasait le reste des provinces, à Buenos Aires, le soulèvement du puissant *caudillo,* Juan Manuel de Rosas, permit d'y ramener la paix. Grand éleveur et propriétaire terrien, Rosas, qui avait déjà soutenu économiquement différents gouvernements, fut élu gouverneur de la province de Buenos Aires, en décembre 1829. Son élection plaça au pouvoir le plus puissant représentant des élites rurales et des grands éleveurs portègnes. Son règne s'étendit pendant plus de vingt ans, durant lesquels le pays ne fut jamais aussi uni malgré le fédéralisme fervent de Rosas et la défense des intérêts de sa province ainsi que de sa classe sociale. L'historien Norberto Galasso écrivit à cet égard :

> « Les grands propriétaires, voyant les erreurs de la bourgeoisie commerciale au pouvoir entre 1820 et 1827, ont décidé de prendre le pouvoir. Parmi eux, la figure la plus importante était Juan Manuel de Rosas, le propriétaire le plus puissant de l'époque. Il était l'homme qui représentait ce secteur social dont l'idéologie était un nationalisme d'éleveur qui centrait ses objectifs fondamentaux dans l'ordre et qui conduirait le gouvernement avec une politique économique libérale. Si pour les provinces de l'intérieur, Rivadavia représentait la destruction, Rosas signifiait mourir à petit feu[172]. »

Investi de pouvoirs extraordinaires et nommé restaurateur des lois, Rosas signa un Pacte fédéral avec les provinces de Santa Fe et Entre Ríos et apporta tout son soutien aux fédéralistes

---

[171] *Juan Suriano, Mirta Zaida Lobato, op. cit., p. 225.*
[172] *Norberto Galasso, op. cit.*

de l'intérieur, emmenés par le *caudillo* de la Rioja, Facundo Quiroga, pour mettre en déroute les unionistes, emmenés par le général Paz. A l'issue de cette confrontation, la victoire de Quiroga permit d'étendre le fédéralisme à l'ensemble du pays.

Après trois années d'un premier mandat durant lesquelles Rosas avait obtenu la fin de la guerre civile, il se retira et entreprit de mener sa « campagne du désert » pour étendre la frontière et pacifier les territoires contrôler par les communautés indigènes. Financé par les grands éleveurs de la province de Buenos Aires, cette campagne permit d'étendre le système latifundiaire et d'accroître les productions agro-pastorales. Au passage, Rosas en profita pour se renforcer militairement et étendre son influence politique grâce aux succès glanés lors de ses expéditions. Ainsi, quand de nouvelles révoltes éclatèrent dans les provinces, suite à l'assassinat du *caudillo* Quiroga, il fut appelé pour reprendre la tête de la province de Buenos Aires et ramener l'ordre dans le pays. S'ouvrit alors une période ininterrompue de 17 années de gouvernement de Juan Manuel de Rosas.

1.3.2 LA CONFEDERATION ET LE POUVOIR ROSISTE

En 1835, Juan Manuel de Rosas assuma, pour la seconde fois, le pouvoir de la province de Buenos Aires. Une fois encore, cette accession à la tête de sa province intervenait après la mort d'une figure du fédéralisme, Quiroga, ainsi que dans un climat politique délétère. Au niveau national, les provinces unies étaient au bord d'une nouvelle guerre civile, toujours incapables de s'organiser depuis la révolution de 1810. Au niveau local, l'absence de Rosas, lors de la « campagne du désert », avait permis l'éclosion de dissidences politiques au sein même du camp des fédéralistes portègnes avec la création d'un mouvement fédéraliste anti-Rosas, les *cismáticos*. Toutefois, durant cette même période, la femme de Rosas, Encarnación Ezcurra, s'était occupée de conserver et d'entretenir l'influence politique du *caudillo*, notamment grâce à la propagande, au moyen du journal *El Restaurador de las Leyes,* ou bien encore de groupes de soutien et d'action, comme la *Sociedad Popular Restauradora* et la *mazorca*[173]. Parmi les membres de la *Sociedad*, figuraient certaines des familles les plus riches et les plus influentes de Buenos Aires et de sa province. Il s'agissait notamment des grands propriétaires terriens et des éleveurs qui avaient su bénéficier des premières expansions

[173] *La mazorca constituait le bras armé de la Sociedad Popular Restauradora. Il existe diverses interprétations quant au nom de mazorca, qui signifie épi de maïs. Il s'agirait d'une métaphore de l'union, en référence aux grains de maïs, ou bien d'un jeu de mot, mas-horca, horca signifiant la pendaison, auquel il s'agirait alors d'une allusion aux pratiques de ce groupe.*

territoriales et des systèmes d'appropriation du foncier d'Etat. Parmi ceux-ci, nous retrouvons des fondateurs de la puissante Société Rurale Argentine dont les trajectoires familiales ont traversé les deux derniers siècles à l'ombre des différents pouvoirs quand elles ne le représentaient pas directement : Anchorena, Arana, Martinez de Hoz, Ocampo, Pinedo, Unzué… La *mazorca*, quant à elle, était composée de citoyens issus des classes populaires. Ce furent ces derniers qui participèrent activement de l'agitation sociale qui permit le retour de Rosas au pouvoir[174].

Ainsi, quand Rosas prit le gouvernorat de Buenos Aires, il obtint des pouvoirs extraordinaires pour ramener l'ordre dans la province, d'une part, et résoudre les divers problèmes qui freinaient jusqu'alors l'union nationale, comme l'adoption définitive d'une constitution fédérale ou bien la redistribution des ressources fiscales, d'autre part.

Au niveau local, Rosas entreprit rapidement une purge politique dans la province et à Buenos Aires pour consolider son pouvoir. S'appuyant sur la *mazorca*, devenu un terrible groupe para policier, il réprima l'opposition, contrôla la société, limita la liberté de la presse et imposa le port d'un signe distinctif, un petit ruban rouge, couleur des fédéralistes, la *divisa punzó,* dont la devise était : « Indépendance ou mort, Vive les fédéralistes, Mort aux unionistes ». L'historien Tulio Halperín Donghi portait un regard pertinent sur les raisons de Rosas d'utiliser de tels groupes para policiers :

> « Rosas avait observé avec une grande lucidité que la source la plus dangereuse de désordre en Argentine ne venait pas de ses masses populaires mais plutôt de ses élites. La mobilisation de factions populaires lui servirait non seulement à créer une base de pouvoir unifiée à Buenos Aires mais aussi comme instrument pour discipliner les élites. »

Parmi les opposants à Rosas, figuraient des personnages qui marquèrent les destinées de la nation dans la seconde moitié du 19e siècle comme Domingo Faustino Sarmiento et Bartolomé Mitre, futurs présidents de la République, ou encore Juan Bautista Alberdi, père de la constitution argentine. Ce groupe d'intellectuels, issu de l'élite et soutien dans un premier temps de l'action de Rosas, prit rapidement ses distances du pouvoir pour lui porter un regard critique. Les premières réunions du groupe, dans un salon littéraire en 1837, lui valurent le surnom de la Génération de 37.

---

[174] *Norberto Galasso, op. cit., p. 296.*

Inspirée par les principes de la démocratie libérale européenne, l'idéologie politique des hommes de cette génération cherchait d'abord à dépasser le clivage entre unionistes et fédéralistes en intégrant les meilleures valeurs européennes à la réalité locale. Animés par l'idée de promouvoir une culture nationale, ils voyaient dans l'héritage hispanique une partie des maux du pays. Les grands espaces et leurs habitants représentaient l'autre problème. Associées au désert, les terres immenses de l'intérieur du pays leur semblaient le terreau propice à la formation de bandes armées, les *montoneras,* au service de *caudillos* qui conditionnaient le destin politique du pays. Derrière cette vision de la campagne, résidait l'une des contradictions majeures de cette génération qui opposait le populaire et le national. Cette impasse idéologique serait dépassée, notamment par Sarmiento, en forgeant la thèse de la civilisation opposée à la barbarie. Or, en cherchant à substituer une culture nationale civilisée à une culture populaire barbare, une autre contradiction voyait le jour. En effet, la civilisation étant conçue comme l'apport des meilleures idées européennes, cela revenait à substituer à l'héritage espagnol par l'influence culturelle française et anglaise[175]. Des décennies plus tard, quand Sarmiento et Mitre prirent la tête du gouvernement, l'expression de ces contradictions se traduisit par la persécution féroce des derniers *caudillos*.

En attendant, leur échec politique à intégrer, ou même influencer, le pouvoir de Rosas les conduisit inéluctablement dans les rangs de l'opposition. Leur passivité lors du conflit diplomatique avec la France, en 1838, marqua le début de leur persécution par le régime. Exilés pour la plupart à Montevideo, ils se joignirent aux unionistes expatriés d'où ils participèrent aux soulèvements contre Rosas ainsi qu'aux conflits avec la France et l'Angleterre.

Au niveau national, le panorama politique était particulièrement tendu lorsque Rosas entama son second mandat. Outre ses pouvoirs extraordinaires comme gouverneur de la province de Buenos Aires, il était aussi en charge des relations extérieures pour la confédération. Or, la situation explosive dans les provinces de l'intérieur du pays se devait, pour beaucoup, à leur grave situation économique. En effet, depuis l'indépendance et la perte du Haut-Pérou et de ses centres miniers, les économies provinciales, à la tête de petites industries artisanales, avaient perdu leurs clients principaux. De plus, l'ouverture au commerce extérieur, à l'initiative de Buenos Aires, imposait une sévère concurrence avec l'introduction des produits manufacturés anglais. Enfin, la fragmentation politique et la succession des conflits

---

[175] *Norberto Galasso, op. cit., p. 310.*

armés depuis deux décennies affectaient immanquablement le commerce entre les provinces. Par conséquent, le rôle de Buenos Aires revêtait une importance capitale à l'heure de proposer une solution aux problèmes économiques des provinces.

Bien que fédéraliste et homme le plus puissant de l'époque, Rosas n'était pas pour autant un *caudillo* national. Son influence sur le reste des provinces et leurs populations était limitée. A l'inverse de futurs leaders, comme Yrigoyen ou Perón, il n'existait pas de mouvement rosiste dans les autres provinces. Toutefois, la vision de Rosas de la situation des provinces l'amena à prendre une décision de portée nationale. En 1835, il promulgua la *Ley de aduanas*, une loi douanière, qui rompait avec le modèle libéral jusqu'alors en vigueur.

S'il s'agissait bien d'une loi protectionniste, qui allait bénéficier à certaines manufactures et productions des provinces de l'intérieur du pays, ce nouveau régime douanier ne correspondait pas pour autant à un nationalisme économique. Il est certain que les mesures adoptées par Rosas eurent des effets positifs immédiats. En taxant certaines importations jusqu'à 50%, cela permit de relancer notamment la production de céréales, de vin ou encore la fabrication d'outils et d'ustensiles domestiques. Toutefois, comme le souligne l'historien Jorge Ramos, « il est clair que rien ne fut entrepris pour moderniser nos industries primitives[176] ». L'une des raisons majeures qui pousse nombre d'historiens à relativiser le bénéfice réel de cette loi réside dans le maintien du monopole douanier du port de Buenos Aires. En ne nationalisant pas les recettes fiscales, les bénéfices d'une taxation accrue des produits, passant sous les fourches caudines du port, revenaient donc exclusivement à Buenos Aires. Ce protectionnisme d'apparence national revenait à faire le jeu de la province de Buenos Aires qui ne manquait pas de continuer à exporter ses cuirs, ses viandes salées et son suif. L'occasion de jeter les bases d'une véritable politique de développement industriel fut totalement manquée. Ce manque de vision, qui lui fut notamment reproché par les membres de la génération de 1837, exprimait le type de fédéralisme qu'incarnait Rosas, un fédéralisme par et pour la province de Buenos Aires[177].

Outre l'opportunisme économique et financier pour Buenos Aires, cette loi douanière traduisait aussi l'acuité politique de Rosas. Tandis que les provinces étaient au bord de l'insurrection et que le pacte fédéral menaçait de se rompre, l'expérimentation d'une politique nationale, prenant en considération les intérêts provinciaux, ouvrait la voie à un apaisement des

---

[176] *Jorge Abelardo Ramos,* Revolución y contrarrevolución en la Argentina, *Plus Ultra, Buenos Aires, 1970, p.133*
[177] *Juan Suriano, Mirta Zaida Lobato, op. cit.*

tensions. La stratégie de conciliation avec les *caudillos* de l'intérieur semblait payée car elle offrit un répit durant près de trois ans, période durant laquelle il n'y eut aucun soulèvement[178].

Trois ans après le début de son mandat, Rosas avait donc réussi à ramener un semblant de stabilité au sein de la confédération. Toutefois, les raisons de la contestation n'étaient pas pour autant éteintes. En effet, le régime douanier continuait à profiter exclusivement à la province de Buenos Aires et les réclamations pour une nationalisation de la douane circulaient toujours parmi les fédéralistes des provinces intérieures. De plus, l'une des revendications les plus importantes des différents *caudillos*, à savoir la constitutionnalisation du pays, restait lettre morte. Des propres mots de l'un des collaborateurs du général Urquiza, gouverneur de la province d'Entre Rios et futur vainqueur de Rosas :

> « Notre patrie sera toujours un chaos ; notre Etat précaire car il manquera d'une base solide pour le soutenir ; notre commerce sera chaque jour plus ruineux […] nos rentes seront le patrimoine d'un seul et tout le pays sera pauvre et misérable. […] Buenos Aires est seule à empêcher la formation du Congrès, car dans l'organisation et les arrangements qui se préparent, elle perd le contrôle de notre trésor, avec lequel elle nous a fait la guerre, et le commerce avec l'extérieur lui serait ôté[179]. »

Ce malaise flagrant allait coûter à Rosas ses premiers soulèvements provinciaux. Profitant d'un conflit diplomatique avec la France[180], qui bloqua le port de Buenos Aires pendant près de deux ans, de 1838 à 1840, des provinces s'insurgèrent contre Rosas et une rébellion éclata parmi des éleveurs du sud de la province de Buenos Aires.

Face à la crise et aux pénuries provoquées par le blocus français, Rosas prit des mesures fortes pour redresser les recettes fiscales de sa province. Il suspendit le paiement de la dette extérieure, abrogea la loi d'emphytéose et mit à la vente les terres soumises à ce type de bail. Si cela participa à un mouvement de concentration foncière, certains fermiers se sentirent trahis par Rosas. En outre, les difficultés pour exporter leurs productions et la chute des prix sur le

---

178 *Norberto Galasso, op. cit., p. 303.*

179 *Norberto Galasso, op. cit., p. 306.*

180 *La France cherchait à obtenir la signature d'un traité lui permettant d'avoir les mêmes droits et avantages que l'Angleterre, notamment pour ses ressortissants. En effet, les citoyens français n'étaient pas exemptés de service militaire et ils étaient la cible de persécution de la part du gouvernement de Rosas. L'arrestation d'un français accusé d'espionnage pour le compte des unionistes servit de prétexte à la France pour pratiquer un blocus naval. Le conflit diplomatique dura deux ans et prit fin grâce au Traité Mackau-Arana qui attibuait à la France les mêmes droits qu'à l'Angleterre.*

marché intérieur généraient un fort ressentiment à l'égard de Rosas. En 1839, ils organisèrent alors une rébellion, le mouvement des *Libres del Sur*, qui fut neutralisé rapidement par Rosas[181].

Le conflit avec la France fut aussi l'occasion pour d'autres provinces de se soulever et de remettre en question l'hégémonie de Rosas sur la confédération. Une nouvelle guerre civile éclata. Pendant cinq ans, Rosas vit se multiplier les fronts, qu'il s'agisse d'unionistes, comme le général Lavalle qui profita du soutien de la France pour essayer de reprendre le pouvoir depuis l'Uruguay, ou bien de fédéralistes, qui formèrent une coalition de provinces dans le nord du pays. Grâce à une armée puissante, Rosas neutralisa chacun de ces soulèvements.

En 1843, Rosas avait vaincu tous ses ennemis intérieurs et il donna libre cours à la répression de ses opposants dans la province de Buenos Aires. Cependant, l'opposition, en exil à Montevideo, lui échappait ainsi qu'aux hommes de la *mazorca.* Ce fut la raison pour laquelle Rosas décida d'attaquer Montevideo, provoquant la réaction immédiate de la France et de l'Angleterre. Les deux nations imposèrent un nouveau blocus au port de Buenos Aires pour contraindre Rosas à lever le siège de Montevideo et garantir la libre navigation sur le fleuve Paraná. En effet, Rosas avait établi un contrôle fluvial sur le Paraná afin d'interdire toute concurrence au port de Buenos Aires, en matière de commerce international[182]. Le conflit, entamé en 1845, s'acheva en 1847 avec la levée du blocus et la victoire de Rosas. Ce dernier, qui avait reçu pour l'occasion l'appui total des provinces de l'intérieur, sortit grandi de cet affrontement contre les deux flottes les plus puissantes au monde. Fort de son succès et auréolé de gloire, Rosas n'hésita pas rétablir le contrôle fluvial sur le Paraná. Cette mesure, très impopulaire dans les provinces du littoral, entraina bientôt sa perte.

Au sortir des deux blocus consécutifs, malgré des années très difficiles à vivre pour les populations, pénuries, privations, répression politique, l'économie put reprendre rapidement sa croissance. Toutefois, certaines évolutions dans les modes de production eurent des conséquences majeures. En effet, au tournant des années 1850, les marchés esclavagistes avaient considérablement diminué, entrainant, de fait, une chute de la demande pour les viandes salées. Par conséquent, l'unité productive du saloir perdit en importance d'autant que l'expansion de la production lainière évoluait très rapidement, soutenue par la demande des industries textiles européennes. Ce changement de paradigme productif ne serait pas sans effet sur l'équilibre des pouvoirs entre les provinces de la confédération. En développant les élevages de moutons à laine, la province d'Entre Ríos, sous la direction du *caudillo* Justo José de

---

[181] *Juan Suriano, Mirta Zaida Lobato, op. cit. p. 240.*
[182] *Charles Lancha, op. cit., p. 96.*

Urquiza, connut un essor considérable, au point de dépasser la province de Buenos Aires. Or, la navigation des fleuves et le commerce international étaient toujours sous contrôle du port de Buenos Aires. Les producteurs d'Entre Ríos, désormais assez puissants, demandèrent donc la libre navigation et le droit d'utiliser leurs propres ports pour commercer[183].

Ainsi, en 1851, le gouverneur de la province d'Entre Ríos, Urquiza, s'offrit de succéder à Rosas à la tête des relations extérieures de la Confédération. L'opposition entre les deux hommes fut inéluctable. Leur affrontement, le 3 février 1852 lors de la bataille de Caseros, se solda par la victoire des troupes de Urquiza. Rosas, vaincu, partit pour l'exil en Angleterre où il termina ses jours. S'achevait alors la domination sans partage de Rosas sur la confédération pour ouvrir une nouvelle étape de la construction nationale argentine. Durant cette période, deux États allaient coexister, pendant près de dix ans, opposant une fois encore Buenos Aires au reste des provinces confédérés.

1.3.3 UNE NATION, DEUX ETATS : LA CONFEDERATION ET LA REPUBLIQUE DU RIO DE LA PLATA

Depuis la révolution de 1810, quarante ans n'avaient pas encore permis l'unification des territoires du Río de la Plata. Les conflits autour de l'organisation nationale étaient toujours aussi intenses. Malgré la chute de Rosas et la victoire de la Confédération, le problème majeur résidait toujours dans le transfert de souveraineté du pouvoir des provinces vers une unité politique plus large qui aurait entre ses mains les ressources publiques liées au commerce mais aussi le monopole de la force. Aussi, en 1852, le chemin vers l'union nationale en Argentine restait encore très long. Le vainqueur de la bataille de Caseros, Justo José de Urquiza, gouverneur de la province d'Entre Ríos, prenait provisoirement la direction de la confédération pour convoquer un congrès général afin de doter le pays d'une constitution. Loin de rallier la province de Buenos Aires, le projet constitutionnel allait, au contraire, faire éclater le fragile équilibre des lendemains du pouvoir rosiste.

En préambule à la constitution, l'accord de San Nicolás[184], promu par Urquiza, plaçait sous le contrôle de ce dernier toutes les rentes douanières et autorisait la libre navigation sur les

---

[183] *Norberto Galasso, op. cit., p. 323/*

[184] *L'accord de San Nicolás a été signé par les 13 provinces argentines, dont celle de Buenos Aires, le 31 mai 1852. Le représentant de Buenos Aires, nommé par Urquiza, ne représentait pas les intérêts dominants de la ville et de sa province d'où la réaction de rejet de ceux-ci.*

fleuves. Ces mesures, très préjudiciables à Buenos Aires, n'entrainèrent qu'une réaction : l'union politique de la province de Buenos Aires, sous la bannière unique du parti libéral, pour la défense de ses intérêts. Ce fut ainsi qu'une révolution éclata à Buenos Aires à peine un an après la chute de Rosas et la prise en main du pouvoir par Urquiza. Tandis que les provinces de la confédération promulguaient la première constitution nationale, le 1er mai 1853, la province de Buenos Aires, quant à elle, faisait sécession et formait un Etat indépendant.

A la tête du mouvement séparatiste portègne se trouvaient deux hommes, Valentín Alsina, futur gouverneur de la province, et Bartolomé Mitre, son ministre du gouvernement mais surtout futur président de la République. Chacun représentait un courant différent au sein du parti libéral. Alsina était partisan de l'autonomie totale et définitive de la province de Buenos Aires quand Mitre, pour sa part, était favorable à une intégration de la province de Buenos Aires et la formation d'un Etat nation[185]. Toutefois, cette alliance politique représentait, selon l'historien Norberto Galasso, la constitution d'un front de classe entre la bourgeoisie commerciale portègne et les grands éleveurs de la province de Buenos Aires, donnant formellement naissance à l'oligarchie portègne.

> « Il ne s'agit toujours pas de "l'oligarchie" car il lui manque encore une dimension géographique nationale ; elle le sera, des années plus tard, quand la rejoindront les vignerons de Cuyo, les sucriers du nord et les éleveurs de mouton de Patagonie. En revanche, c'est bien l'oligarchie portègne dont les figures centrales – Mitre, pour les commerçants, et Anchorena, pour les éleveurs – sont les chefs des familles les plus puissantes du pays[186]. »

Suite à la sécession, deux États cohabitèrent donc en Argentine pendant presque dix années, une étape marquée par une grande instabilité et l'opposition entre deux projets de pays. D'un côté, la confédération était constituée d'un amalgame disparate de douze provinces, présidée par Urquiza. Coupé de la ville de Buenos Aires, le siège de son gouvernement avait été installé dans la ville de Paraná. D'un autre côté, l'Etat de Buenos Aires, formé par la province de Buenos Aires et sa capitale, possédait une relative unité politique, une assise économique solide et des intérêts bien définis[187]. L'historien Tulio Halperín Donghi résumait ainsi leur opposition : « La Confédération était un projet en crise permanente parce qu'elle ne

---

[185] *David Rock,* Argentina 1516-1987, Desde la colonización española hasta Alfonsín, *Alianza Editorial, Buenos Aires, 1985.*
[186] *Norberto Galasso, op. cit., p. 341.*
[187] *Juan Suriano, Mirta Zaida Lobato, op. cit. p. 273.*

pouvait fonctionner sans Buenos Aires. Par contre, Buenos Aires, qui n'était pas un projet, pouvait fonctionner sans la Confédération. »

Malgré les faibles ressources de la Confédération, Urquiza chercha à combattre la situation de pauvreté économique qui la caractérisait. Il favorisa notamment l'immigration en créant des colonies agricoles afin de stimuler la production lainière et céréalière. La première colonie agricole, la Colonia Esperanza, fut d'ailleurs créée en 1853 et peuplée par 200 familles trois ans plus tard. Ce mouvement de colonisation dépassa largement le projet politique de la confédération et s'inscrivit dans le temps. En effet, dans la province de Santa Fe, la population, qui était de 41 000 habitants en 1858, atteignait presque 400 000 habitants en 1895. La part de la population des colonies passait, quant à elle, de 10% à 45% du total de la province[188].

Le succès de l'implantation de colonies de migrants dans certaines régions de la Confédération ne pouvait occulter les difficultés que rencontrait Urquiza pour développer et organiser l'ensemble des provinces. Malgré la signature de traités avec la France, l'Angleterre et les États-Unis,[189] le commerce était toujours contrôlé par la douane de Buenos Aires. Face au manque de capitaux, sans système bancaire et monétaire stable et sans infrastructures adaptées au commerce international, le projet d'Urquiza se délitait rapidement.

Buenos Aires, pour sa part, expérimentait une situation inverse. La province, désormais indépendante, connaissait une forte progression économique, notamment liée à l'expansion de la production lainière. La situation de son port à l'embouchure du fleuve et les immenses plaines fertiles de la Pampa étaient autant d'atouts géographiques dont la province tirait pleinement profit. De plus, durant cette période, l'installation du premier chemin de fer à Buenos Aires traduisait nettement l'ascendant que prenait la province sur la Confédération et laissait présager d'un creusement rapide des inégalités[190].

En 1857, la Confédération chercha à rééquilibrer le rapport de force économique et commercial avec Buenos Aires avec l'adoption de lois établissant des avantages aux produits importés directement sur son territoire, sans passer par Buenos Aires. En réponse, le gouvernement de Buenos Aires interdit le transit des produits de la Confédération par les eaux portègnes. Cette déclaration de guerre économique ne tarda pas à se transformer en

---

188 *Osvaldo Barsky, Jorge Gelman, op. cit., p. 150.*

189 *Signés en juillet 1853, les traités de navigation et de commerce permettaient une reconnaissance implicite de la souveraineté de la Confédération par ces puissances étrangères. Par ailleurs, durant toute la période de séparation entre la Confédération et la province de Buenos Aires, les puissances étrangères avaient installé leurs agents diplomatiques à Paraná et leurs agents consulaires à Buenos Aires. Il s'agissait d'une reconnaissance de la bicéphalie de l'Argentine et un moyen de préserver intérêts politiques et commerciaux.*

190 *Mario Justo López, Jorge Waddell, Juan Pablo Martínez, op. cit., p. 20.*

affrontement armé. Une première bataille eut lieu en 1859, à Cepeda, et donna la victoire à Urquiza. Le triomphe fut de courte durée. Un nouveau soulèvement des troupes Buenos Aires, le 17 septembre 1861, sous les ordres de Bartolomé Mitre, renversa la Confédération. Sans le soutien de Urquiza[191], la Confédération perdit la bataille de Pavón. Contraintes à la démission, les autorités fédérales laissèrent le pouvoir à Buenos Aires qui procéda, dès lors, à l'unification de la nation, en imposant la centralisation des pouvoirs et le modèle agro-exportateur. Selon le politologue, Oscar Oszlak, « nous pouvons commencer à parler d'un véritable processus de construction de l'Etat après Pavón[192]. »

Le retrait de Urquiza de la Bataille de Pavón a suscité bien des interprétations. Il semblerait que ce furent des raisons économiques qui le poussèrent à s'accorder avec l'oligarchie portègne. Le développement de sa province, dépendante des exportations des produits de l'élevage, nécessitait l'appui de Buenos Aires et non pas son opposition.

1.3.4 L'ORGANISATION NATIONALE ET LA FORMATION DE L'ETAT NATION

Après la bataille de Pavón, le rapport de force dans les rivalités qui opposaient, depuis cinquante ans désormais, fédéralistes et unionistes avait nettement viré en faveur de Buenos Aires. Toutefois, l'élection de Bartolomé Mitre à la présidence de la République d'Argentine, le 5 octobre 1862, ne mit pas fin aux affrontements avec les provinces intérieures. Dix-huit ans furent encore nécessaires pour organiser la nation. Durant cette étape, trois présidents se succédèrent, Bartolomé Mitre (1862-1868), Domingo Faustino Sarmiento (1868-1874) et Nicolás Avellaneda (1874-1880).

La consolidation de l'Etat nation s'appuya sur la centralisation croissante du pouvoir et l'imposition par la force du modèle politique et économique promu depuis Buenos Aires. Or, l'existence d'un Etat supposait qu'il ait le contrôle de son territoire, notamment au travers du monopole de la violence légitime[193]. La création d'une armée fut donc le prélude au déploiement du projet libéral mené par l'Etat. Constituées dans la foulée de l'élection de Bartolomé Mitre et formées à partir de l'armée de Buenos Aires, les troupes de l'armée furent

---

[191] *Le retrait de Urquiza de la Bataille de Pavón a suscité bien des interprétations. Il semblerait que ce furent des raisons économiques qui le poussèrent à s'accorder avec l'oligarchie portègne. Le développement de sa province, dépendante des exportations des produits de l'élevage, nécessitait l'appui de Buenos Aires et non pas son opposition.*

[192] *Oscar Oszlak, « Reflexiones sobre la formación del Estado y la construcción de la sociedad argentina », in* Desarrollo económico, *Buenos Aires, v.21, n°84, 1982.*

[193] *Max Weber,* Le savant et le politique, *Collection 10-18, Paris, 2002*.

envoyées dans les provinces de l'intérieur du pays pour mener une « campagne de pacification ».

Face à l'avancée du projet centralisateur et libéral de Mitre, les *caudillos* provinciaux réclamèrent le respect de leur autonomie telle que la garantissait la constitution. Leurs soulèvements furent nombreux, la Rioja, San Luis, Catamarca, Córdoba, Mendoza, mais la répression fut aussi féroce que sanguinaire. L'armée de Mitre était composée majoritairement de mercenaires. Le cas de la révolte du *caudillo* de la Rioja, Angel Vicente Peñalosa, surnommé « El Chacho », et de ses troupes de *gauchos*, les *montoneras,* fut emblématique de la cruauté avec laquelle s'abattait le pouvoir de Buenos Aires et celui de son armée sur les provinces rebelles. En 1863, après avoir été arrêté et assassiné par l'armée, suite à sa rébellion, el Chacho fut décapité et sa tête exhibée sur la pointe d'un pieu. Cet acharnement brutal devait servir d'exemple aux *gauchos.* Sarmiento, chantre de la civilisation, eut ce commentaire dans une lettre envoyée à Mitre : « Je ne sais pas ce que vous penserez de l'exécution du Chacho. Pour ma part, j'ai applaudi à cette initiative précisément pour sa forme. Si l'on n'avait pas coupé la tête à cet insolent invétéré, et si on ne l'avait pas exhibée, la populace ne se serait pas calmée en six mois[194]. »

La répression et les violences se prolongèrent durant tout le gouvernement de Mitre d'autant que ce dernier entra en guerre, aux côtés du Brésil et de l'Uruguay, contre le Paraguay, le 13 avril 1865. Considérée comme une guerre fratricide par les habitants de l'intérieur du pays, la guerre de la Triple Alliance était fortement impopulaire. Les soldats issus des provinces n'hésitaient à refuser de partir au front.

Mitre, qui pensait gagner cette guerre en trois mois alors qu'elle dura cinq ans, s'en servit pour continuer sa mission d'extermination des gauchos rebelles dans les provinces de l'intérieur. Sa crainte, si le Paraguay venait à gagner cette guerre, était « que la barbarie ne règne à nouveau[195] ». Aussi, quand la révolution de *Los Colorados,* conduite par le général Felipe Varela, qui refusait de rallier le front, éclata en 1866 dans les provinces de Mendoza, San Juan et San Luis, Mitre n'hésita pas à retirer des troupes du Paraguay pour faire face à la rébellion. Il prit lui-même le contrôle de l'organisation militaire pour combattre les révolutionnaires dont ses troupes vinrent à bout après un an de batailles. Varela fut l'un des derniers caudillos de l'Argentine et il laissa une trace importante dans l'imaginaire populaire provinciale, notamment suite à l'écriture d'un manifeste dans lequel il dénonçait la politique du

---

[194] *Charles Lancha, op. cit., p. 98.*
[195] *Norberto Galasso, op. cit., p. 410.*

gouvernement de Mitre, qu'il jugeait exclusiviste. En 2012, après une demande de la province de Catamarca auprès de de la présidente Cristina Fernandez de Kirchner, il fut d'ailleurs élevé à titre posthume au rang de Général de la Nation[196].

Durant toute la période dite « d'organisation nationale » du pays, les multiples affrontements, guerre de la Triple Alliance, révolte du « Chacho » Peñalosa ou encore révolution de *Los Colorados*, permirent l'institutionnalisation définitive de l'armée. Le sociologue Oscar Oszlak en souligne l'importance croissante tout au long de cette période en relatant que le coût de l'armée représenta jusqu'à 50% du budget national, marquant de fait la constitution d'un Etat militaire[197]. L'armée se transforma non seulement en instrument efficace pour imposer le dessein politique de Buenos Aires au reste de la nation mais aussi en institution de pouvoir et de prestige.

Sarmiento, élu président en 1868, s'en servit pour écraser les derniers *caudillos*, comme lors de la dernière révolte fédéraliste, celle de la révolution des provinces menée par Ricardo Lopez Jordan en 1870. La guerre de la Triple Alliance terminée, il n'y avait plus de risque que la « barbarie » ne triomphe ni ne règne à nouveau sur le « désert ». Les contestations étaient désormais internes, en témoigne la tentative d'insurrection du propre Bartolomé Mitre, opposé à l'élection de Nicolás Avellaneda à la présidence de la République en 1874. L'utilisation de l'armée pour mater un mouvement politique contestataire démontrait son nouveau rôle de garant de la stabilité du pouvoir centrale et anticipait la place qu'elle prendrait dans le jeu démocratique postérieur.

Sans rivalités de pouvoir entre unionistes et fédéralistes, le processus de construction nationale allait bientôt aboutir à la création définitive d'un Etat nation dirigé depuis Buenos Aires. Depuis la prise de pouvoir de Bartolomé Mitre en 1862, l'expansion de l'agriculture et de l'élevage s'était considérablement intensifiée. Le projet politique du gouvernement de Nicolas Avellaneda, soutenu par l'oligarchie foncière, fut marqué par l'avancée de la frontière nationale sur les territoires indigènes, symbolisée par « la conquête du désert » du général Julio Argentino Roca en 1880, et par la promotion de l'immigration pour fournir de la main d'œuvre aux propriétaires terriens. En promulguant en le 6 octobre 1876, la loi n°817, dite *Ley Avellaneda*, d'immigration et de colonisation, les bases de la politique migratoire argentine

---

196 *"El gobierno ascendió post mórten a Felipe Varela a General del ejército, https://www.pagina12.com.ar/diario/ultimas/20-195619-2012-06-04.html*

197 *Oscar Oszlak, « Reflexiones sobre la formación del Estado y la construcción de la sociedad argentina », in* Desarrollo económico, *Buenos Aires, v.21, n°84, 1982*

furent jetées. Elles auraient de bouleverser socialement et politiquement le pays durant les décennies à venir.

Peu de temps avant la fin de son mandat, Nicolas Avellaneda entreprit de séparer la ville de Buenos Aires de sa province homonyme. Désormais capitale de la République d'Argentine, il mit fin à la confusion qui avait régné depuis l'indépendance entre les intérêts de Buenos Aires et ceux de la République. Bien que les réactions politiques aient entrainé des affrontements, l'armée, sous la conduite de Roca, remplit à nouveau son rôle en maîtrisant les insurgés. Quand ce dernier remporta les élections présidentielles à la fin de l'année 1880, les guerres civiles et les rivalités de pouvoirs qui avaient émaillé le processus de construction nationale étaient désormais terminées. Il prit la tête d'un Etat organisé institutionnellement ouvrant une période de domination du pouvoir sans partage de l'oligarchie.

CONCLUSION CHAPITRE 1

Les années qui s'écoulèrent entre l'indépendance de l'Argentine, en 1816, et la consolidation de l'Etat national, ont été marquées par la confrontation entre différents projets géopolitiques dont les pièces centrales étaient constituées par le contrôle de ville de Buenos Aires, de son port et sa douane, et le développement d'un modèle agro-exportateur, basé sur l'exploitation agro-pastorale des plaines de la Pampa.

L'intensité des rivalités de pouvoir plaça donc la question agraire, à savoir l'expansion territoriale, l'appropriation foncière et la mise en production des terres au travers de l'élevage, au cœur de la construction nationale. Première source de richesse économique pour les gouvernements, l'exploitation pastorale des espaces pampéens recouvrait de nombreuses dimensions géopolitiques : la consolidation du pouvoir des grands propriétaires terriens grâce à l'appropriation des ressources foncières, l'expansion territoriale de la nation, la transformation des paysages ou bien encore la construction d'une politique de puissance vis-à-vis des nations étrangères.

L'aménagement des territoires conquis aux dépens des populations indigènes s'est traduit par le développement du chemin de fer et des clôtures en fil de fer. Ces empreintes de la modernité ont concouru à renforcer l'emprise des grands propriétaires terriens sur l'économie et la politique nationale, consolidant ainsi une puissante oligarchie foncière dans la province de Buenos Aires. Celle-ci se chargea d'insérer l'Argentine dans le commerce international et de construire une relation privilégiée, quoique sous influence, avec la puissance dominante de ce siècle, l'Empire Britannique.

Les rivalités de pouvoir provoquées par les conquêtes territoriales et les intenses transformations productives ont traversé le 19e siècle et eurent de profondes répercussions sur la construction nationale. La formation d'un récit identitaire par les classes dominantes de Buenos Aires, la génération d'intellectuels et d'hommes politiques appelée « la Génération de 1837 », s'appuya sur ces luttes de pouvoir pour concevoir les premières représentations phares de l'imaginaire argentin : le désert et la civilisation contre la barbarie. Elles constituèrent les idées force qui permirent à une autre génération d'en formuler de nouvelles qui allaient pénétrer puissamment l'inconscient collectif de la nation : « le grenier du monde ».

Après soixante années de guerre civile, la victoire militaire de la province de Buenos Aires fut aussi celle de ses élites et de leurs idées. La consolidation définitive d'un Etat national signifia le début d'une longue période d'hégémonie politique, économique et culturelle de

l'oligarchie. En 1880, l'Argentine était enfin née et la nation, bâtie notamment sur l'expansion d'une frontière pastorale, s'apprêtait à connaître des bouleversements économiques et sociaux majeurs.

CHAPITRE 2

D'UNE NATION AGRAIRE A UNE PUISSANCE AGRICOLE ? NAISSANCE DE LA REPRESENTATION DE PUISSANCE L'ARGENTINE « GRENIER DU MONDE »

Les questions agro-pastorales et foncières ont tenu une place stratégique et géopolitique dans la construction nationale argentine. Le tournant du siècle a offert une toute autre dimension. Ce fut au cours de cette période que des représentations de pouvoir et de puissance se sont écrites pour ne plus jamais s'effacer du récit collectif argentin. « L'Argentine, grenier du monde », symbole de l'âge d'or de l'agriculture argentine et idée de puissance nationale que se faisait l'élite oligarchique de son pays, reste aujourd'hui, plus que jamais, un élément de langage qui irrigue puissamment les discours politiques et les revendications d'une place particulière de l'Argentine dans le monde.

Les années qui coururent de 1880 à la Première Guerre Mondiale marquèrent donc un véritable tournant dans l'histoire de l'Argentine. L'Etat, enfin consolidé, passa sous domination oligarchique et cette oligarchie posa les bases d'un projet géopolitique où la maîtrise du territoire et son aménagement lui offrirent les instruments d'un pouvoir hégémonique et les outils d'une politique de puissance. La construction d'un roman national constitua alors l'un des enjeux majeurs de cette période d'où émergèrent un récit identitaire, celui du *gaucho*, et une représentation centrale, celle de l'Argentine « grenier du monde ».

Nous allons donc voir quels éléments consolidèrent le modèle agro-exportateur et permirent de positionner l'Argentine comme puissance agro-exportatrice mondiale.

Ensuite, nous nous intéresserons aux acteurs de cette puissance agro-exportatrice, à leur construction de la représentation du « grenier du monde » ainsi qu'à leur exercice du pouvoir et d'une politique de puissance.

Enfin, considérant que les représentations découlent d'une lecture plus ou moins objective, nous aborderons la réalité de cette puissance.

2.1 LA CONSOLIDATION DU MODELE AGRO-EXPORTATEUR COMME RESSORT DE LA PUISSANCE AGRICOLE ARGENTINE

A partir des années 1880, l'Argentine est entrée dans une phase de modernisation et de consolidation de son modèle agro-exportateur qui a jeté les bases de sa puissance agricole à l'échelle mondiale. Cette phase d'expansion connut son apogée avant que n'éclate la Première Guerre Mondiale, en 1914, marquant les limites et la relativité de la puissance argentine.

Caractérisée par une très forte croissance économique, fondée sur l'exploitation des grands élevages bovins, ovins et les grandes cultures céréalières comme le blé, le lin, le maïs ou bien encore l'avoine, cette « Argentine moderne » s'est positionnée, en l'espace d'une trentaine d'années, aux premiers rangs des exportateurs mondiaux. Ce fut aussi à cette même époque que se sont développées des activités industrielles dérivées de la production agro-pastorale telles que la production alimentaire, de boissons, de textiles ainsi que les industries frigorifiques.

Selon Waldo Ansaldi, « la modernisation de l'Argentine n'était rien d'autre que la restructuration de sa société pour l'adapter aux changements mondiaux encouragés par le fort développement des pays centraux, Angleterre en tête[198]. » Dans un contexte mondial dominé par la demande alimentaire des ouvriers de la révolution industrielle européenne, l'Argentine s'est donc consacrée à la production de biens primaires pour satisfaire les besoins de sécurité alimentaire des pays européens. Toutefois, l'insertion de l'Argentine dans la division internationale du travail n'a pas été sans modifier son schéma traditionnel basé sur l'hyper spécialisation de l'élevage, notamment ovin. De nouvelles productions se sont fortement développées comme les cultures céréalières et fourragères. L'élevage, quant à lui, loin de disparaître, a connu un bouleversement qualitatif qui a participé de manière décisive à l'expansion agricole.

L'immigration, la colonisation agricole, l'expansion du chemin de fer ou bien encore la mécanisation des travaux agricoles ont constitué les éléments de base pour la consolidation du modèle agro-exportateur mais aussi une nouvelle structuration des territoires agricoles ainsi qu'un véritable bouleversement démographique de la nation.

---

[198] *Waldo Ansaldi, « Revueltas agrarias pampeanas », in La vida de nuestro pueblo, Centro editor de América Latina, Buenos Aires, 1982, Tomo III, fascículo 26.*

Dans cette partie, nous allons donc aborder le contexte international dans lequel l'Argentine a consolidé son modèle agro-exportateur, puis nous verrons comment elle a pu s'appuyer sur l'expansion de ses productions agro-pastorales pour devenir une puissance exportatrice et, enfin, nous nous intéresserons à la traduction territoriale et démographique de ces changements productifs et économiques.

2.1.1 L'ARGENTINE DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL D'EXPANSION DU CAPITALISME INDUSTRIEL

La consolidation du modèle agro-exportateur argentin est indissociable du contexte international de son époque. Son insertion dans la division internationale du travail s'est opérée au rythme de la révolution industrielle européenne et des stratégies d'externalisation d'une partie de la sécurité alimentaire de certains pays, comme l'Angleterre, qui cherchait à abaisser les coûts de l'alimentation de leurs classes ouvrières. Cette intégration au marché mondial s'est reflétée dans la progression du commerce extérieur argentin, tant dans la nature de ses exportations que dans les évolutions de ses destinations. Enfin, un facteur prépondérant de l'internationalisation de l'Argentine fut la pénétration active de capitaux étrangers, véritables pierres angulaires de la consolidation du modèle agro-exportateur, qui traduisit l'attractivité du pays et sa montée en puissance sur la scène mondiale.

A) La révolution industrielle et la demande alimentaire européenne

L'intégration définitive de l'Argentine à l'économie mondiale s'est réalisée durant les années 1880. Le pays, enfin unifié, pouvait s'insérer pleinement dans un environnement de plus en plus marqué par une division internationale du travail basée sur les transformations productives et industrielles des pays d'Europe. L'Angleterre représentait alors la grande puissance impériale dont l'expansion économique et financière avait d'ores et déjà atteint les côtes du Río de la Plata, notamment grâce à l'influence de sa diplomatie sur l'oligarchie portègne puis sur le pouvoir politique argentin au cours des décennies précédentes.

Les pays d'Europe occidentale, au cœur de la révolution industrielle à la fin du 19e et au début du 20e siècle, connaissaient une très forte croissance de leur population, une urbanisation progressive et une amélioration des revenus par habitant, qui permettaient une augmentation rapide de la consommation d'aliments et de matières premières. Déjà, à partir de 1846 et la libéralisation du commerce des grains en Grande-Bretagne, les échanges de matières

premières agricoles avaient connu un premier essor important, néanmoins limité par les capacités techniques de conservation et de transport des denrées périssables. Or, les avancées technologiques de la révolution industrielle, tels que les bateaux à vapeur et à coque en acier qui permirent de réduire les temps de transport intercontinentaux, ou bien encore la chaîne du froid qui offrait la possibilité de transporter les denrées périssables des zones tempérées comme l'Argentine, la demande croissante européenne pouvait désormais être satisfaite grâce au commerce international[199]. Ainsi, entre 1870 et 1929, le volume des exportations mondiales a été multiplié par six. Portées par ce processus d'expansion commerciale, les exportations de matières premières agricoles et de denrées alimentaires représentèrent, en 1913, près de 30% du total des exportations mondiales[200].

La croissance des échanges internationaux représentait une aubaine pour le commerce extérieur latino-américain dont les exportations étaient dopées par la nouvelle demande alimentaire des pays européens avec une population passée de 185 millions d'habitants en 1800 à 270 millions en 1850 et 400 millions en 1900. De plus, la stratégie de développement industriel des pays européens reposait, entre autres, sur un abaissement des coûts de production dont l'alimentation des ouvriers constituait un élément central[201].

Dès lors, dans un tel contexte de forte demande externe et de croissance du commerce international, l'Argentine a pu tirer profit de ses avantages comparatifs exceptionnels, autrement dit ses immenses terres arables aptes à la production de tous types de céréales, pour consolider son modèle agro-exportateur dessiné dans la seconde moitié du 19e siècle. La montée en puissance d'un tel modèle alla donc de pair avec l'expansion de la demande de matières premières agricoles et alimentaires en Europe dont le manque de terre disponibles limitait la production primaire. Cette conjoncture historique n'est pas sans rappeler les conditions actuelles de la nouvelle expansion agricole argentine et son rapport avec la demande alimentaire des pays émergents et notamment de la Chine.

En cette fin de 19e siècle, la réunion de telles conditions jetait les bases de la réussite de l'insertion économique internationale du pays dont la principale région productrice, la Pampa, allait ainsi passer du « grenier de la province » de Buenos Aires[202] au « grenier du monde » du

---

199 *Mario Rapoport, op. cit., p. 3.*

200 *Aldo Ferrer, op. cit., p. 114.*

201 *Osvaldo Barsky, Juan Gelman, op. cit., p. 167.*

202 *José Antonio Mateo, « El granero ¿de dónde y de qué ? De los granos de trigo al poroto de soja en Puerto Quequén (1970-2010) », Revista Iberoamericana de Viticultura, Agroindustria y Ruralidad, vol. 4, núm. 12, septiembre, Santiago de Chile, 2017, pp.69-92.*

début du début du 20e siècle[203].

B) Évolution du commerce extérieur argentin : reflet d'une insertion réussie dans le commerce mondial

La croissance du commerce extérieur argentin nous donne une bonne idée de la transformation productive de l'Argentine et de la consolidation du son modèle agro-exportateur à partir des années 1880. Jusqu'à cette période, la croissance de l'économie argentine avait été soutenue par les exportations de cuir, de suif, de viande séchée et de laine. Malgré les nombreux obstacles à l'expansion de l'agriculture et de l'élevage, comme l'occupation des territoires pampéens par les communautés indigènes ou bien le manque d'infrastructures de transport, l'Argentine avait réussi à se hisser au quatrième rang parmi les pays exportateurs d'Amérique latine, derrière le Brésil, Cuba et le Mexique.

A partir des années 1880 et jusqu'au début de la Première Guerre Mondiale, la situation de l'Argentine allait considérablement évoluer pour se situer au premier rang des pays exportateurs du continent, loin devant les autres. En effet, si en 1870, le pays ne représentait que 7% des exportations latino-américaines, en 1913, elles atteignaient 32,1% du total latino-américain[204].

Avec des exportations d'un montant de 500 millions de dollars en 1913, l'Argentine enregistrait aussi une croissance annuelle de son PIB par habitant de 2,5% depuis 1870, la situant parmi les pays les plus dynamiques et les plus prospères de l'époque[205]. A partir des années 1880, le courant des exportations s'orienta d'abord vers la partie continentale de l'Europe, c'est-à-dire la France et l'Allemagne. Les cinq principaux importateurs du continent européen, France, Allemagne, Belgique, Italie et Hollande, représentèrent jusqu'à 60% des exportations de l'Argentine. La France en particulier était un important importateur de laine pour la fabrication de produits textiles et de tapis.

---

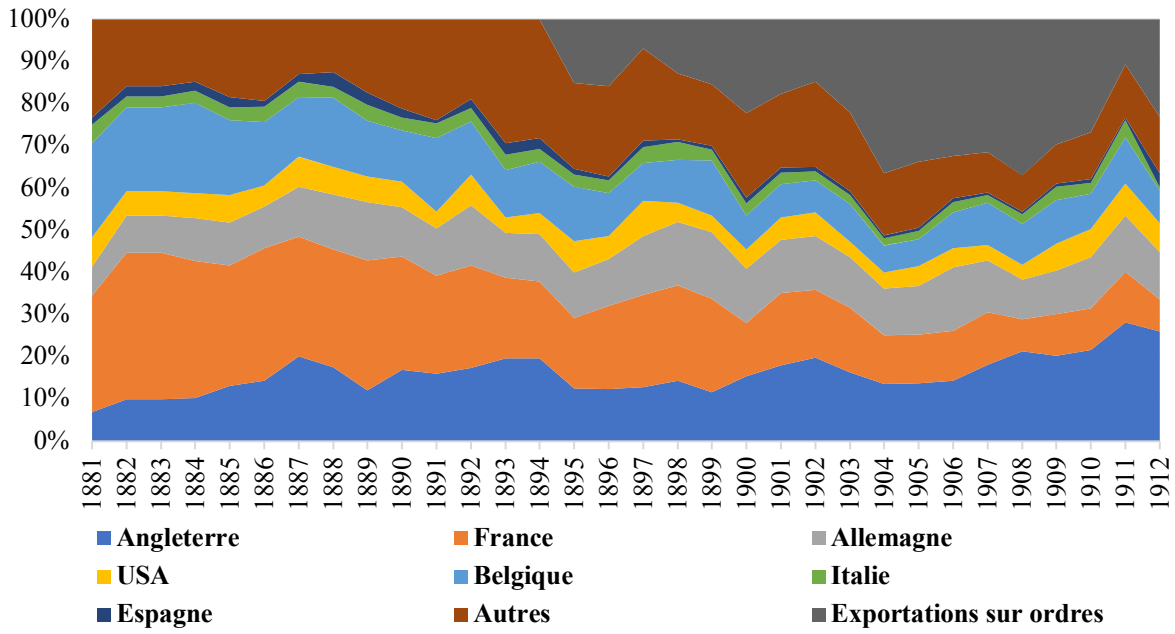
[203] *Norberto Ras, Argentina : granero del mundo, Academia Nacional de Agronomía y Veterinaria, Buenos Aires, 1978.*

[204] *Osvaldo Barsky, Jorge Gelman, op. cit., p. 166.*

[205] *Le dernier rapport du Projet Maddison, de la Faculté d'économie de l'Université de Groningen aux Pays-Bas, paru en 2018, démontre que le PIB par habitant de l'Argentine avait hissé le pays au premier rang mondial des nations en 1895 et 1896.*

Ce fut à compter de 1894 que l'Angleterre allait devenir la première destination des exportations, en recevant jusqu'à 30% des exportations totales de l'Argentine, peu avant le déclenchement de la grande crise économique de 1929[206]. Ce rapport commercial entre les deux pays s'inscrivait dans leur relation, déjà mûrie de longue date, où les exportations de matières premières de l'un répondaient aux exportations de capitaux, de matériels de construction et de bien manufacturés de l'autre. Aussi, malgré des exportations en constante augmentation en volume et en valeur, la balance commerciale argentine ne commença à être bénéficiaire qu'à partir des années 1890[207].

Commerce extérieur argentin par destination *(en pourcentage)*



Elaboration personnelle
Source: Mario Rapoport, Historia económica, política y social de la Argentina (2007)

Toutefois, il convient de noter que l'une des forces du commerce extérieur argentin résidait notamment dans la diversification de ses exportations ainsi que leurs destinations. Ce graphique nous permet d'apprécier la répartition des destinations des exportations argentines. Il convient de noter que les exportations sur ordres signifiaient des produits embarqués à destination de ports européens, en règle générale britannique, mais dont on ne connaissait pas la destination finale. L'historien et économiste Mario Rapoport rappelle que 30% de ces exportations sur ordres étaient finalement destinées à l'Angleterre, ce qui augmentait

206 *Ibid.*
207 *Mario Rapoport, op. cit., p. 72.*

considérablement la part britannique dans le commerce extérieur argentin.

D'autre part, contrairement à de nombreuses colonies ou pays tropicaux qui n'exportaient souvent qu'une matière première agricole (bananes, café ou cacao, par exemple), qui plus est à un seul pays, l'Argentine exportait du blé, du lin, du de l'orge, du maïs, de la viande, du seigle, du cuir, de la laine, du mouton ou bien encore des produits laitiers. De même, le pays avait diversifié ses destinations d'exportation. Si les quatre premières puissances européennes représentaient près de la moitié des exportations, cela signifiait que l'autre moitié se distribuait entre des marchés différents, dont de nombreux pays d'Amérique latine. Cette diversification pouvait permettre à l'Argentine de réduire son exposition face aux risques d'une baisse brutale de la demande d'un pays.

Le forte croissance économique argentine reposait donc sur le dynamisme de son commerce extérieur qui, à son tour, s'appuyait sur le développement de la production agro-pastorale. Selon les relevés annuels du Département de l'Agriculture des États-Unis, établis en 1915, la proportion de la production argentine exportée, entre 1911 et 1913, s'élevait à 77% pour le maïs, 60% pour le blé, 82% pour l'avoine et les graines de lin[208]. La part des produits agricoles dans les exportations argentines est alors passée de 6%, entre 1880 et 1884, à presque 60%, entre 1905 et 1909[209].

Ainsi, d'un pays qui peinait à s'auto-alimenter en blé jusqu'au 18e siècle, préférant importer depuis l'Europe tant ses coûts de production et de transport internes étaient prohibitifs, on passa, en l'espace de trente ans, au premier pays exportateur de cette céréale en 1907. En 1914, elle en exportait plus de 4 millions de tonnes. Il en allait de même pour le maïs et le lin dont l'Argentine domina les exportations durant les premières décennies du 20e siècle. Au début des années 1910, le pays était alors la seconde puissance exportatrice de céréales et grains derrière la Russie.

Pour sa part, la production de viande bovine a aussi fortement participé à cette expansion du commerce extérieur argentin. Après le cycle de « mérinisation », caractéristique de la production argentine et de ses exportations à partir des années 1860, la fin du 19e siècle fut marquée par la prépondérance des exportations de viande bovine. En 1880, les produits de l'élevage dominaient les exportations, avec près de 90% du total, et la laine de mouton constituait le produit phare avec 54,8% du total de toutes les exportations. Entre 1910 et 1914,

---

[208] *Waldo Ansaldi, « Revueltas agrarias pampeanas », in La vida de nuestro pueblo, Centro editor de América Latina, Buenos Aires, 1982, Tomo III, fascículo 26.*
[209] *Mario Rapoport, op. cit., p. 74.*

les produits de l'élevage ne représentaient plus que 45% des exportations mais la viande bovine comptait pour 75% de ceux-ci. Les années suivantes virent cette part s'accentuer du fait de la demande particulière générée par les troupes anglaises pendant la Première Guerre Mondiale.

C) Les investissements étrangers en Argentine : pierre angulaire de la consolidation du modèle agro-exportateur

La puissance économique d'un pays peut se mesurer à sa capacité à investir ou bien à attirer des capitaux étrangers afin de promouvoir sa propre croissance et ainsi assurer son développement. Au regard des flux de capitaux reçus par l'Argentine à la fin du 19e et au début du 20e siècle, il semble clair que le pays bénéficiait d'un fort pouvoir d'attraction et se positionnait comme une puissance économique montante sur la scène internationale. Le potentiel productif des grands espaces pampéens, au travers de l'agriculture et de l'élevage, et les besoins colossaux d'infrastructures ont constitué les cibles privilégiées des investissements étrangers, surtout britanniques. Cette proximité avec la puissance hégémonique de l'époque laissait alors penser à certains historiens que l'Argentine était une sorte de « colonie informelle » de la couronne britannique[210].

Depuis la seconde moitié du 19e siècle, l'Argentine avait reçu une part importante des capitaux exportés par les pays industrialisés, particulièrement l'Angleterre. Cependant, à partir des années 1870 et la première grande crise du capitalisme, qui s'étendit de 1873 à 1896, une grande partie des capitaux européens ont migré vers les régions périphériques coloniales pour y spéculer ou y investir. Ce fut dans ce contexte que les mouvements de capitaux étrangers, surtout anglais, prirent une importance particulière dans l'histoire économique et politique de l'Argentine. Selon les estimations de la Commission Économique Pour l'Amérique Latine (CEPAL), en 1913, le capital étranger établi dans le pays équivalait à 50% de l'ensemble des capitaux fixes existants. En 1929, à la fin de l'hégémonie du modèle agro-exportateur, le pourcentage s'élevait encore à 32%[211].

Selon Mario Rapoport, durant les premières années de consolidation du modèle agro-exportateur, l'expansion économique de l'Argentine n'était pas le fait de ses exportations mais bien plus de la dette extérieure et des investissements directs étrangers. Ce flux monétaire et financier permit de compenser le déficit de la balance commerciale argentine jusqu'au début

---

[210] *Mario Rapoport, op. cit., introduction, p. XIX.*
[211] *Aldo Ferrer, op. cit. p. 142.*

des années 1890, époque à laquelle les exportations de matières premières agricoles et alimentaires connurent un essor fulgurant.

Durant les années précédant le boom agro-exportateur, les capitaux investis en Argentine se destinaient majoritairement à l'importation de biens d'équipements et de matières premières pour assurer la construction des infrastructures dont avait besoin le pays pour exporter. L'essentiel de ces importations était constitué par du matériel ferroviaire ou bien du matériel pour la construction, pour les travaux publics et le développement urbain, représentant jusqu'à 70% des produits importés[212]. Le passage d'une nation agraire à une puissance agro-exportatrice se fit donc à l'aide de nations étrangères, ce qui évidemment posait la question de la dépendance vis-à-vis de ces dernières ainsi que de la marge de manœuvre géopolitique de l'Argentine dans l'exercice de sa puissance.

Dans son ouvrage *Systèmes agraires en Amérique Latine*, l'historien Jacques Chonchol relève que :

> « La pénétration du capital anglais dans le continent correspondait aux secteurs complémentaires de ceux contrôlés par les oligarchies nationales. Sauf exception, il n'était pas investi dans les secteurs productifs directs mais dans les transports, le commerce et les finances, autant de secteurs où le contrôle économique de l'oligarchie était faible[213]. »

Son propos illustre particulièrement bien la situation des investissements anglais dans l'Argentine de cette fin de 19e siècle.

L'Angleterre a joué un rôle décisif dans le développement des infrastructures argentines à compter de la présidence de Bartolomé Mitre. Toutefois, cette emprise financière sur le pays, progressivement étendue depuis l'indépendance, connut une accélération phénoménale à partir des années 1890. En effet, en 1874, le total des investissements britanniques atteignait 23 millions de livres sterlings alors qu'en 1885, il avait doublé et qu'en 1890, il dépassait 170 millions de livres sterlings[214].

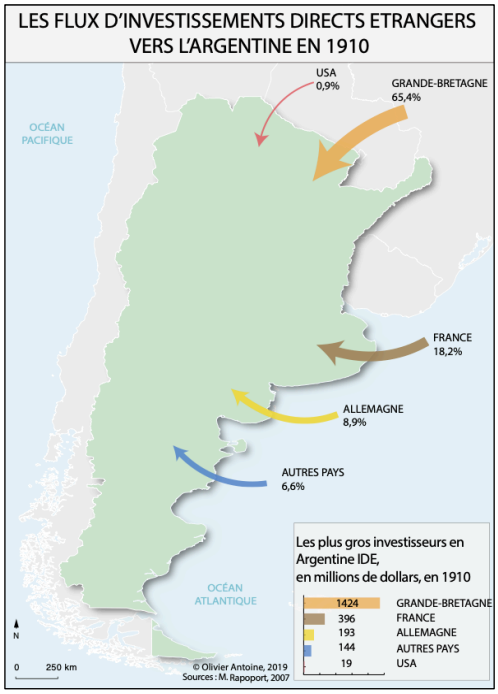
En l'espace de quinze ans, les investissements étrangers sont devenus le moteur de la transformation de la structure productive de l'Argentine. Ce flux financier en provenance de l'extérieur était attiré par les taux de rentabilité exceptionnels offerts par l'Argentine. Atteignant

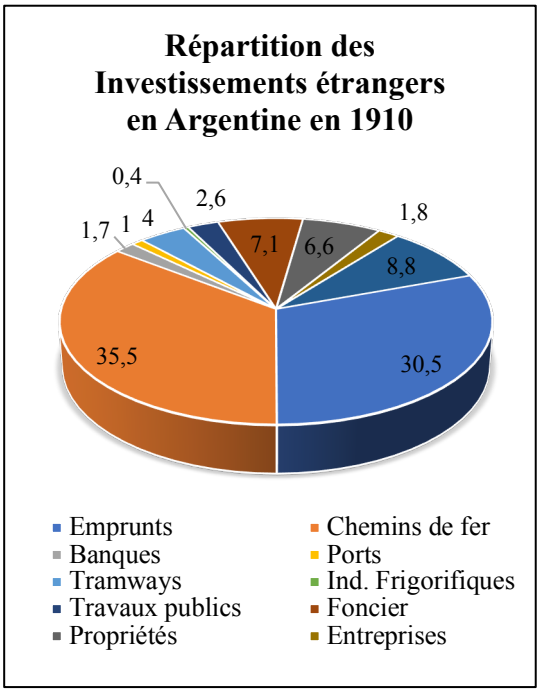
---

[212] *Mario Rapoport, op. cit., p. 30.*
[213] *Jacques Chonchol, op. cit., p. 79.*
[214] *Henry Ferns, op. cit., p. 397.*

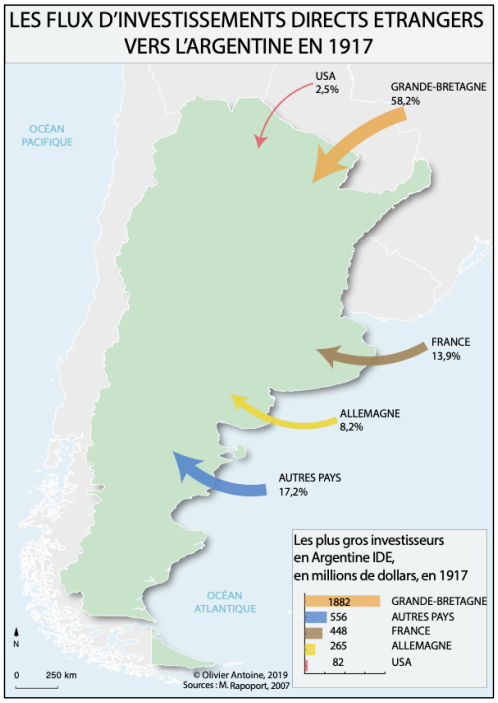
jusqu'à 15% annuellement, ces taux permirent notamment de concentrer près de 50% des investissements britanniques hors de la Grande-Bretagne en 1889[215]. Cette attirance argentine était aussi entretenue par la possibilité à court terme de pouvoir mettre en production les énormes ressources agro-pastorales de la Pampa dans ce contexte de croissance de la demande alimentaire européenne liée à la révolution industrielle.

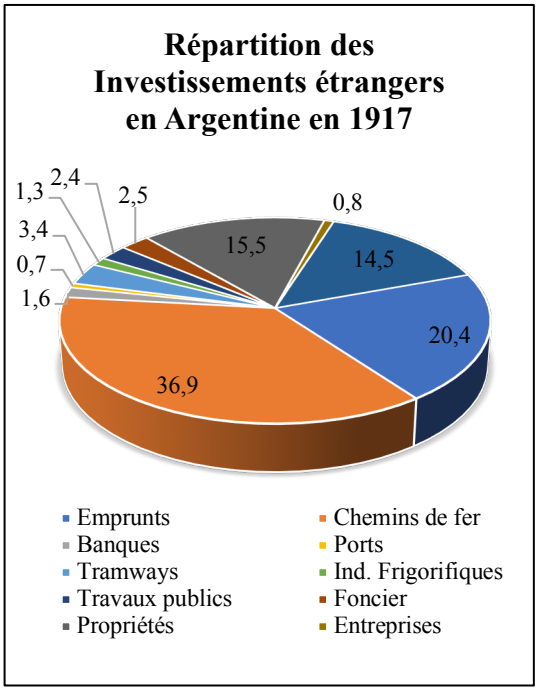
Cependant, le boom des exportations agricoles n'était possible qu'à la condition de développer les infrastructures adéquates. Ce fut donc la raison pour laquelle, après les emprunts publics, les investissements étrangers se sont focalisés massivement sur la construction de chemins de fer à l'entame du 20e siècle. Au contraire des États-Unis, l'Argentine ne possédait pas de systèmes fluviaux traversant ses zones productives, il lui était donc indispensable de s'appuyer sur la technologie du rail pour assurer le transport de ses marchandises jusqu'aux ports d'exportation. Les cartes suivantes nous montrent l'origine des investisseurs en Argentine et chaque graphique associé nous indique, quant à lui, la répartition des investissements dans le pays en 1910 et en 1917.





215 *Ibid.*





Le poids des investissements dans les chemins de fer était écrasant et démontre bien les priorités stratégiques de l'époque. La croissance fulgurante de l'économie argentine, à la fin du 19e et au début du 20e siècle, était impensable sans l'apport des capitaux étrangers qui lui permirent ainsi de structurer sa production et ses exportations. Cette pénétration des investissements étrangers sur le sol argentin atteignait tous les secteurs clés, les maillons stratégiques de la chaîne de valeur ainsi que le cœur de la sphère publique.

De la totalité des investissements étrangers, près de 75% étaient destinés à fournir le capital nécessaire à l'infrastructure des transports et des services publics et, au travers de l'acquisition de titres du gouvernement, à articuler politiquement et économiquement le pays au moyen du financement de l'investissement et la dépense publique. Les 25% restants se dirigeaient dans le commerce et les institutions financières, à hauteur de 20%, et dans les activités agricoles (5%)[216].

Julio Roca, dont la première présidence, de 1880 à 1886, ne fut pas particulièrement pro-britannique, eut tout de même les mots suivants, témoignant de l'influence des investissements anglais sur les plus hauts représentants de l'oligarchie argentine : « J'ai toujours eu une grande sympathie envers l'Angleterre. La République Argentine, qui sera un jour une

[216] *Ibid.*

grande nation, n'oubliera jamais que l'état de progrès dans laquelle elle se trouve ainsi que sa prospérité, elle les doit en grande partie au capital anglais[217]. »

Les capitaux étrangers prédominaient dans l'industrie frigorifique, dans le stockage des grains et dans leur commercialisation internationale, autrement dit, dans tous les secteurs clés de la chaîne de valeur de la production primaire. Ils exerçaient ainsi une position oligopolistique dans le commerce de grains et dans les exportations de viande au moyen du contrôle des sociétés transport de marchandises. Au travers du « comité des transports », les compagnies étrangères étaient les seules à attribuer les quotas de viandes à répartir dans les cales des bateaux pour l'exportation.

Tandis que la propriété de la terre était majoritairement aux mains des argentins, le reste de la chaîne était, en grande partie, la propriété d'entreprises étrangères. Les entreprises frigorifiques étaient principalement détenues par les américains et les anglais, les entreprises de commercialisation appartenaient à des multinationales et les banques comptaient un grand nombre de succursales d'établissements étrangers. Entre 1900 et 1914, près de 35% de tout l'argent déposé en Argentine l'était dans des banques ou des institutions financières étrangères[218].

Le financement des investissements dans la construction des chemins de fer se réalisait grâce aux capitaux étrangers. A la différence des États-Unis, le capital privé argentin n'a pas contribué à l'expansion ferroviaire et le secteur public, en de rares cas de construction et d'administration, s'est limité à créer les conditions pour l'établissement des capitaux étrangers dans l'activité ferroviaire.

Les principales compagnies britanniques contrôlaient presque la moitié du réseau entrainant des répercussions sur le commerce extérieur argentin. En effet, durant les années 1920, les importations de charbon et de matériel ferroviaire atteignirent 25% du total des importations d'origine anglaise qui, à leur tour, représentaient 20% du total des importations de l'Argentine. Dans l'industrie frigorifique, les entreprises nord-américaines, appartenant au « Trust de Chicago », contrôlaient 51% du secteur alors que les anglais en dominaient 20%.

Le commerce international de grains était contrôlé par un groupe de firmes multinationales parmi lesquelles Bunge y Born, Louis Dreyfus et Weil Hermanos réalisaient les trois quarts des exportations de blé et de maïs et 90% de celles de lin. En considérant que

---

[217] *Norberto Galasso, op. cit., p. 610.*
[218] *Ibid.*

les exportations absorbaient près de 75% du total de la production agricole, on arrive à la conclusion que ces entreprises traitaient la majeure partie de toute la production argentine.

Près de la moitié des gains générés au cours de la chaîne de valorisation de la production agricole était aux mains d'entreprises étrangères ou de leurs filiales dans le pays. Les investissements étrangers ont donc eu une forte incidence sur la consolidation du modèle agro-exportateur en Argentine. A l'exception de la production agricole et de l'élevage, où ils jouèrent un rôle secondaire, les investissements étrangers ont joué un rôle majeur dans toutes les étapes du processus productif. Par conséquent, l'affirmation de la puissance agricole argentine fut indissociable de la présence de la puissance financière britannique.

2.1.2 L'EXPANSION DE L'ELEVAGE ET DE L'AGRICULTURE : MOTEUR DE LA PUISSANCE ARGENTINE

Entre 1880 et 1914, l'Argentine a connu une expansion phénoménale de sa production agro-pastorale. A la croissance des surfaces de production, se sont ajoutées une intensification et une diversification des pratiques d'élevage et d'agriculture qui ont renforcé le modèle agro-exportateur et constitué les éléments centraux de l'affirmation de la puissance agricole argentine.

A) L'expansion de l'élevage de bovins : base du modèle agro-exportateur

La formation du modèle agro-exportateur s'est appuyée sur la « mérinisation » de l'espace pampéen et de l'économie agricole durant la seconde moitié du 19e siècle. Moteur de la croissance et de l'accumulation de richesse, elle avait participé à l'aménagement du territoire par l'introduction de divers éléments de la modernité comme le chemin de fer ou la clôture en fil de fer[219]. Les élevages ovins dominaient donc l'activité économique de la Pampa, occupant les espaces productifs les plus proches des ports d'exportation, et reléguant le bétail dans les terres les plus éloignées. Alors qu'en 1875, on dénombrait la présence de plus de 57 millions de moutons dans les prairies argentines contre 13 millions de têtes de bétail, en 1895, ces chiffres atteignaient 74 millions pour les moutons et 21 millions pour le bétail[220].

---

[219] *Hilda Sabato, op. cit.*
[220] *Osvaldo Barsky, Jorge Gelman, op. cit., p. 174.*

Cependant, malgré cette nette domination de l'élevage de moutons jusqu'à la fin du 19e siècle, la tendance s'est inversée au tournant du 20e siècle pour déboucher sur une nouvelle mutation productive et territoriale de la Pampa qui a vu l'expansion d'un élevage bovin de très haute qualité.

Ce furent les caractéristiques de la demande européenne de viande, exigeant une qualité de viande grasse, qui obligèrent les éleveurs argentins à s'adapter, en opérant un changement radical de leurs méthodes de production. Jusqu'alors, le bétail traditionnel argentin se caractérisait par une viande maigre et dure, apte pour la production de viande séchée, le *tasajo*, et de cuir, mais inadaptée pour les goûts des consommateurs européens.

Dès ses premières années d'activité, en 1866, la Société Rurale a joué un rôle prépondérant dans cette transformation productive, notamment à travers sa revue, *Anales*, où elle diffusait des conseils pour l'amélioration des races bovines, des pâturages et de la création d'enclos, notamment grâce au fil de fer[221]. Certains de ses membres furent d'ailleurs à l'initiative de l'introduction de nouvelles races bovines, dès les années 1870, anticipant ainsi les changements productifs locaux. Cette capacité à prendre un temps d'avance sur leurs contemporains leur valut d'être considérés comme des pionniers avant-gardistes ou bien des visionnaires dont la stratégie d'anticipation de l'évolution de la demande européenne permit de jeter les bases solides d'un modèle agro-exportateur triomphant. Cette vision a été largement contestée au cours de l'histoire et continue à être fortement discutée aujourd'hui parmi différents chercheurs et historiens de l'agriculture argentine[222]. A titre d'exemple, l'analyse posée par l'historien de l'économie argentine, spécialisé dans le développement de l'industrie locale, Jorge Schvarzer, apporte un éclairage intéressant sur la relativité de la puissance agricole argentine :

> « La variété de l'offre locale tendait à dissimuler l'importance clé du facteur décisif : la fertilité naturelle de la terre. D'une certaine manière, l'origine et la raison basique de ce succès était dissimulée par sa forme d'expression […] Les formes prises par les activités productives ont permis de confondre la cause de cette richesse, au point de la faire passer pour un résultat de "l'activité humaine" plutôt qu'un fruit d'une nature prodigue. Le langage de l'époque traduisait cette image en phrases expressives ; l'une d'elles présentait le pays comme une grande "fabrique à viande", comme si cette manière, routinière et

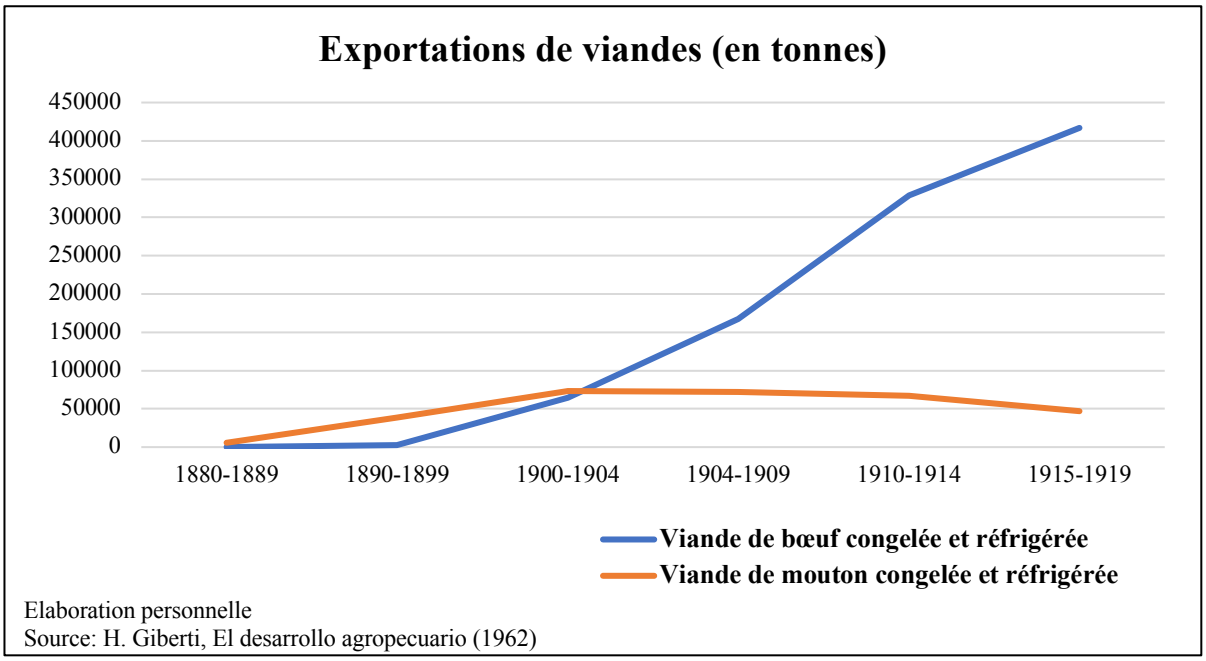
---

221 *Carmen Sesto,* Historia del capitalismo agrario. Tomo II. La Vanguardia ganadera bonaerense, 1856-1900*, Buenos Aires, UB-Siglo XXI Editores, 2005.*

222 *Horacio Giberti, op. cit.*

rudimentaire, de profiter de la multiplication du bétail était un succès technique et une opération d'usine[223]. »

Malgré une nette amélioration de la production bovine argentine, l'ensemble des acteurs de la filière n'avait pas encore opéré les changements nécessaires. Ce fut au tournant du 20e siècle que deux événements accélérèrent la transformation définitive du secteur. D'une part, la chute importante des exportations de laine, suite à la crise lainière française, et, d'autre part, la fermeture du marché anglais aux importations de bœufs argentins sur pied, suite à un épisode de fièvre aphteuse. Les conséquences de ces deux évènements obligèrent toute la filière à se tourner vers la production de viande bovine apte à être exportée congelée ou réfrigérée. Ainsi, les acteurs de l'industrie frigorifique endossèrent un rôle majeur dans la chaîne de valeur à l'exportation, dictant leurs conditions, et les éleveurs durent obligatoirement adapter leurs méthodes de production. Si jusqu'au début du 20e siècle, les exportations de viande se répartissaient encore entre ovins et bovins, très rapidement la viande bovine s'est transformée en moteur des exportations de viande. Le graphique suivant nous permet d'apprécier l'ascension fulgurante des exportations de viande de bœuf.



Elaboration personnelle
Source: H. Giberti, El desarrollo agropecuario (1962)

En s'adaptant à la demande anglaise et en bénéficiant des investissements étrangers, anglais et américains, dans le secteur de l'industrie frigorifique notamment, l'Argentine s'est

[223] *Jorge Schvarzer, « Nuevas perspectivas sobre el origen del desarrollo industrial », CISEA, Centro de Investigación de la Situación del Estado Administrativo, Buenos Aires, 1998, p. 24.*

alors rapidement positionnée parmi les plus importants exportateurs de viande au monde. Encore quatrième exportatrice de viande bovine vers l'Angleterre jusqu'en 1899, l'Argentine en est devenue le premier fournisseur dès 1905[224].

Ces évolutions économiques et productives entraînèrent des conséquences majeures sur la transformation territoriale, sociale et économique de la Pampa argentine. L'élevage allait fortement participer au développement de l'agriculture. Dans le but de favoriser les races à viande, l'adoption de la culture de la luzerne, une légumineuse à forte teneur en protéine, s'est imposée comme la production clé de l'alimentation animale. Aussi, pour permettre le développement de la luzerne, les éleveurs ont eu recours à la rotation des cultures afin de préparer les parcelles avant de finalement y introduire leurs élevages. Cette première évolution culturale vers une production de protéines végétales, afin de favoriser la production de protéines animales, préfigurait la matrice agricole contemporaine argentine où le soja allait devenir la culture dominante à destination des élevages du monde entier. Cette mutation productive s'est amorcée durant les années 1970 et a connu un essor fulgurant dans les années 1990, notamment sous l'impulsion de la demande européenne, à partir de la crise de la vache folle, puis de la demande chinoise dans les années 2000.

Le développement de l'agriculture, afin d'améliorer les pâturages et *in fine* la qualité de la viande à exporter, ne s'est pas arrêté à l'introduction de variétés céréalières et fourragères, il s'est accompagné du développement accru du métayage et de l'affermage. Les grands propriétaires terriens ont tôt compris l'intérêt qu'ils avaient à tirer de ces modes d'exploitation agricole. En substance, il leur permettait de préserver la structure de propriété foncière, de type latifundiaire, tout en reportant le risque de la production agricole sur l'affermataire ou le métayer. Ce fut d'ailleurs l'un des membres de la Société Rurale qui comprit et vanta les avantages de ce système. Il s'agissait de Benigno del Carril, grand propriétaire terrien de la province de Buenos Aires, qui publia, en 1892, dans *Anales* de la Société Rurale, un article devenu célèbre où il expliquait ceci :

> « La terre se divise préalablement en zone de pâturage clôturée de 1600 à 2000 hectares et ensuite, elle se subdivise en parcelles de 200 hectares sans clôture. Ces parcelles se louent à des petits exploitants italiens pour une durée de 3 ans, avec obligation de rendre le terrain semé de luzerne à la fin du contrat, le propriétaire se chargeant de fournir les semences[225]. »

---

[224] *Osvaldo Barsky, Jorge Gelman, op. cit., p. 180.*

[225] *Benigno del Carril, « Praderas de alfalfa en la República Argentina », Anales de la Sociedad Rural Argentina, Tomo XXVI, n°11, Buenos Aires, 1892, pp. 273-274.*

Les affermataires pouvaient donc se dédier la culture du blé, du maïs ou bien encore du lin pendant trois avant de rendre leurs parcelles dans des conditions optimales pour le pâturage des bovins. Ainsi, ce procédé a permis une croissance fulgurante des cultures. Entre 1894/1895 et 1904/1905, la luzerne a augmenté de 251%, tandis que le lin connaissait une hausse de 179% et le blé 139%[226].

Si ces méthodes de production eurent un impact indéniable sur la production agricole à partir de la fin du 19e siècle, elles ne furent pas les seuls facteurs d'une expansion résolument rapide qui plaça le pays parmi les premiers producteurs et exportateurs de céréales et d'oléagineux au monde.

B) L'expansion agricole : diversification et renforcement du modèle agro-exportateur

Indépendamment de l'influence directe que l'amélioration des conditions de pâturage pour les grands élevages a exercé sur l'agriculture, cette dernière s'est aussi fortement développée entre la seconde moitié du 19e siècle et le début du 20e siècle. En 1872, la superficie semée était de quelque 500 000 hectares tandis que quarante ans plus tard, en 1914, elle atteignait 22 millions d'hectares puis 25 millions en 1919. L'évolution du poids de l'agriculture dans les exportations argentines est notoire et donne un indice clair du choix de nommer la nation « le grenier du monde » dès 1904. Dans les années 1870, les productions céréalières ne représentaient qu'à peine 1% du total des exportations. Vingt ans plus tard, elles constituaient près de 20% des exportations et, en 1905, elles atteignaient 48% du total des produits exportés[227].

En l'espace de quelques décennies, le pays a réussi une insertion remarquable sur le marché mondial où il plaçait, en 1913, 82,4% de sa production d'avoine, 81,8% de ses graines de lin, 77,1% de son maïs et 60,6% de son blé. A titre comparatif, les historiens Osvaldo Barsky et Jorge Gelman nous rappellent que, à la même époque, les États-Unis, autre puissance agricole émergente, n'exportait que 17% de sa production de blé et à peine 2% des autres productions citées[228].

---

226 *Waldo Ansaldi, op. cit.*
227 *Aldo Ferrer, op. cit. p. 146.*
228 *Osvaldo Barsky, Jorge Gelman, op. cit., p. 262.*

Grâce à cette expansion des surfaces cultivées et des productions céréalières et oléagineuses, l'Argentine est passé en quelques décennies d'un pays presque totalement dépendant des importations pour assurer sa sécurité alimentaire à une puissance agro-exportatrice. Au début du 20e siècle, le pays était ainsi le second exportateur mondial de céréales derrière la Russie, riche de ses terres noires. Certaines années, pour le blé, le maïs et le lin, il parvenait même en tête des exportations mondiales[229].

Dans un contexte de forte demande sous l'impulsion des élevages bovins dans les espaces pampéens, l'augmentation de la production agricole a d'abord permis de satisfaire la demande interne mais, à partir des années 1890, les excédents de production commencèrent à s'exporter et, en peu d'années, permirent à l'Argentine de se positionner parmi les premiers exportateurs mondiaux. Cette prouesse productive et commerciale était d'autant plus notable que, durant les années 1890, la demande mondiale ne connaissait pas de croissance significative et que les prix internationaux des céréales étaient relativement faibles, du fait d'un excès d'offre sur le marché. Or, dans un contexte de crise agricole européenne, l'Argentine offrait des coûts de production particulièrement compétitifs[230].

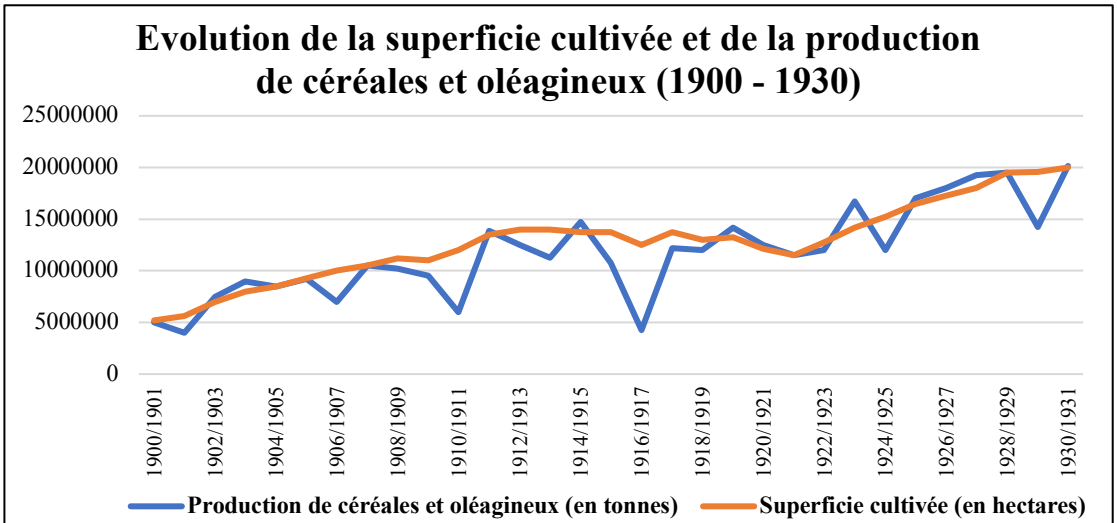
Les grandes plaines pampéennes, particulièrement fertiles, furent le théâtre de cette phénoménale expansion agricole et concentrèrent la majeure partie de la production nationale. En 1916, elles représentaient 97% des superficies ensemencées en blé, 92% pour le maïs, 98% pour le lin, 97% pour l'avoine, 89% pour la luzerne et 87% pour l'orge[231].

La chercheuse Mercedes Campi souligne l'apport décisif des facteurs sécuritaire, infrastructurel et migratoire pour expliquer la croissance fulgurante de la production de terres pampéennes[232]. Elle relève aussi que l'apport de nouvelles techniques (mécanisation progressive des travaux dans les champs) et de nouvelles technologies (semences de meilleures qualités) a aussi participé à la mise en valeur de ce potentiel productif. Par exemple, en 1895, il n'existait qu'à peine mille moissonneuses importées en Argentine, tandis qu'en 1910, on en dénombrait pas moins de 19 000[233]. En incorporant ces éléments de la modernisation agricole, l'amélioration des rendements des cultures par hectare a permis de tirer pleinement profit de

---

229 *Osvaldo Barsky, Jorge Gelman, op. cit., p. 192.*
230 *Mario Rapoport, op. cit., p. 60.*
231 *Osvaldo Barsky, Jorge Gelman, op. cit., p. 190.*
232 *Mercedes Campi,* Tierra, tecnología e innovación, El desarrollo agrario pampeano en el largo plazo, 1860 – 2007*, Prometeo Libros, Buenos Aires, 2012, p. 74.*
233 *James Scobie, op. cit. p. 213.*

l'expansion des surfaces productives. Le graphique suivant rend compte de ce rapport entre l'extension des surfaces et la croissance de la production.



Elaboration personnelle
Source: M. Campi, Tierra, tecnología e innovación (2012)

Il est à noter que les années de mauvaises récoltes étaient le fait d'incidents climatiques, comme la sécheresse de 1910 et 1911, de maladies ou bien encore d'attaques de ravageurs. Les pertes ont pu ainsi dépasser plus de 20% des récoltes. Les améliorations apportées à la qualité des semences a notamment permis de compenser les pertes par une augmentation continue de la productivité sur le moyen terme.

En l'espace d'une trentaine d'années, l'Argentine était donc parvenue à réaliser le potentiel productif des plaines de la Pampa. La consolidation de ce modèle agro-exportateur était impossible sans une maîtrise physique de l'espace, au moyen d'infrastructures de transport, et un peuplement des immenses territoires pour leur mise en valeur. Ainsi, le développement du chemin de fer et la politique migratoire furent des piliers de cette expansion agro-pastorale.

2.1.3 FACTEURS DE DEVELOPPEMENT ET DE LA CONSOLIDATION DU MODELE AGRO-EXPORTATEUR

Le modèle agro-exportateur, élément central des luttes de pouvoir entre les provinces de l'intérieur de l'Argentine et la province de Buenos Aires pendant un demi-siècle, s'est donc consolidé à partir de 1880. Si ce modèle a pu prospérer grâce à la paix retrouvée au sein de la

nation argentine, il était indispensable pour son développement et sa consolidation de répondre à des défis structurels majeurs. D'une part, le manque criant de main-d'œuvre qui rendait difficile l'expansion des activités agricoles et renchérissait le coût du travail et, d'autre part, l'absence d'infrastructures modernes de transport pour permettre une pénétration efficiente des nouveaux espaces mais aussi favoriser l'acheminement rapide des marchandises agricoles périssables vers les zones d'exportation et les marchés de consommation en Europe.

Nous allons donc voir, dans un premier temps, comment la question de la main-d'œuvre a été résolue au moyen de la promotion de l'immigration. Véritable politique d'Etat, l'immigration n'allait pas seulement permettre de pallier le manque de bras dans les campagnes, elle faisait également partie d'une idéologie promue par l'oligarchie argentine visant à transformer la population. Ce phénomène migratoire, qui s'étala sur plusieurs décennies, constitua l'une des dimensions géopolitiques prégnantes du développement du modèle agro-exportateur argentin, et affecta profondément la société argentine.

Dans un second temps, nous allons nous intéresser à la question de l'expansion du chemin de fer en Argentine. Initié, comme nous l'avons vu précédemment, durant la phase de construction nationale, érigé comme élément civilisateur dans la constitution de 1853, ce fut véritablement à partir de la fin du 19e siècle que le réseau ferroviaire progressa rapidement pour devenir l'une des pierres angulaires du modèle agro-exportateur et un élément majeur de la montée en puissance de l'agriculture Argentine sur la scène internationale.

A) Le phénomène migratoire en Argentine : une stratégie au service du développement du modèle agro-exportateur

La société argentine a été profondément remodelée durant les dernières décennies du 19e siècle et le début du 20e siècle, donnant lieu à une nouvelle structure économique et sociale. En 1869, après le premier recensement national, l'Argentine comptait 1 737 026 habitants, pour une densité d'à peine 0,62 habitant/km^{2}. En 1896, la population dépassait les 4 millions d'habitants et, en 1914, elle atteignait presque 7 millions d'habitants.

L'immigration a joué un rôle majeur pour répondre aux besoins de main-d'œuvre afin de mettre en exploitation les grandes plaines du vaste hinterland pampéen. Déjà présente au lendemain de la Révolution de 1810, la première junte de gouvernement lui avait ainsi ouvert les portes de cette toute nouvelle patrie : « les étrangers qui ne sont pas en guerre avec nous pourront se rendre dans ce pays, ils jouiront de tous les droits de citoyens et seront protégés par

ce gouvernement ceux qui se dédient aux arts et à la culture des champs[234] ». Plus tard, la nécessité impérieuse de peupler le pays fut mise en lumière et théorisée par les différents intellectuels de la « génération de 1837 », symbolisée notamment par la maxime alberdienne « gouverner c'est peupler ».

Des premiers essais de colonisation furent effectués dans les provinces confédérées en 1852, avant que le gouvernement du président Nicolas Avellaneda ne promulgue, en 1876, une loi d'immigration et de colonisation agricole, dite « Loi Avellaneda », ouvrant la porte à une importante immigration. Cette loi considérait comme migrant toute personne qui arrivait à bord d'un bateau à voile ou à vapeur, en seconde ou troisième classe, âgée de moins de soixante ans, sans problèmes physiques ni maladies, utile pour le travail et qui déclarait être saisonnier, artisan, ouvrier, agriculteur, ou professeur. A ces conditions, la personne immigrée avait le droit de séjourner quelques jours dans l'hôtel des migrants, elle avait accès aux offres de travail publiées à l'office de placement, où était regroupées les demandes de main d'œuvre, et enfin, elle pouvait prétendre à un billet de train gratuit pour se rendre dans sa région de travail. Cette loi permit aussi l'ouverture de bureaux dans les grandes villes européennes pour faire la promotion des possibilités qu'offrait l'Argentine aux futurs migrants puis, plus tard, pour faciliter l'immigration de populations persécutées, notamment les juifs d'Europe de l'Est qui fuyaient les pogroms de la Russie tsariste[235].

Grâce aux différentes initiatives portées par la présidence de Nicolas Avellaneda, l'immigration connut un essor considérable à partir des années 1880 et la prise de pouvoir de Julio Roca. Cette immigration massive, bien qu'encadrée par l'Etat argentin, répondait d'abord et avant tout aux attentes des grands propriétaires terriens. Cet élément ne fut pas sans conséquences. En effet, la terre étant d'ores et déjà répartie entre grands oligarques, les disponibilités foncières pour les nouveaux arrivants étaient quasi nulles, obligeant les immigrés à l'affermage ou au métayage. Comme le souligna l'historien nord-américain, James Scobie, spécialiste de l'Argentine :

> « La révolution économique, que les hommes d'Etat argentins avaient essayé de stimuler au travers de l'immigration et de l'agriculture, a atteint certains de ses objectifs après 1880 […] mais cette révolution a détruit le système de colonisation et le petit agriculteur indépendant […]. Les colonies agricoles de Santa Fe ont joué un rôle important pour

---

[234] *Mario Rapoport, op. cit., p. 39.*
[235] *Norberto Galasso, op. cit., p. 600.*

> permettre à l'Argentine d'être autosuffisante en production de blé. Cependant, elles étaient trop peu nombreuses et, n'absorbant qu'une faible proportion du nombre croissant d'immigrés, elles ne pouvaient modifier de manière drastique l'économie de l'Argentine ou sa structure sociale[236]. »

Malgré l'essor indéniable de l'agriculture, la possibilité pour les métayers et les affermataires de devenir propriétaires était très difficile. D'une part, le foncier était déjà approprié et, d'autre part, la généralisation de ce système d'exploitation de la terre contribuait à valoriser le prix de la terre, limitant plus encore son acquisition par des immigrés pauvres. Par ailleurs, le coût élevé des matières premières sur le marché international, durant trois décennies, et le faible coût de production argentin offraient la possibilité aux exploitants, métayers comme affermataires, d'engranger des bénéfices substantiels sur les ventes de leurs récoltes. Aussi, le prix de la terre a pu augmenter en moyenne de 218%, entre 1881 et 1911, sans que soit remis en question le type d'exploitation[237]. Le taux d'affermage s'élevait ainsi à plus de 65% au début des années 1910[238]. Tant que le niveau des prix des céréales restait suffisamment élevé pour compenser les augmentations des taux de rente de la terre, personne ne remettait en cause cette structure de production. Au contraire, les immigrés affermataires participaient à une sorte de spéculation en cherchant à étendre la superficie de leurs terres. La recherche d'un enrichissement rapide marquait les esprits de nombres d'immigrés qui avaient traversé l'océan, attirés par les promesses de terre et de travail relayées par les bureaux migratoires argentins établis dans les grandes villes européennes. Cette mentalité se traduisait pour les immigrés italiens par l'expression *« fare l'América »,* « faire l'Amérique », autrement dit s'enrichir en Amérique[239].

Ce vaste mouvement migratoire, qui s'opéra entre les pays européens, notamment l'Espagne et l'Italie, et l'Argentine, a donc contribué à la création de nouvelles classes sociales comme les ouvriers agricoles, les métayers et, dans les villes, les ouvriers de l'industrie. Nouveaux dans le paysage social, économique et politique argentin, ces immigrés formèrent

---

[236] *James Scobie,* Revolución en las pampas. Historia social del trigo argentino 1860-1910, *Solar, Buenos Aires, 1968, p. 53.*

[237] *Aníbal Arcondo, « El conflicto agrario argentino de 1912. Ensayo de interpretación. » in Desarrollo económico. Revista de ciencias sociales, Buenos Aires, octubre-diciembre 1980, vol. 29, n°79, pp.356-363.*

[238] *Ezequiel Gallo, « Conflictos socio-políticos en las colonias agrícolas de Santa Fe », Documento de trabajo, Instituto Torcuato Di Tella, Centro de Investigaciones sociales, Buenos Aires, 1973, n°87, pp.29-30.*

[239] *Waldo Ansaldi, op. cit.*

partie de cette « Argentine moderne » qui se caractérisa par une forte croissance économique, fondée sur l'exploitation agro-pastorales des vastes plaines de la Pampa.

Cette concordance entre expansion agro-pastorale et immigration ne devait rien au hasard. L'année 1880 avait marqué deux moments très forts pour l'histoire de l'Argentine. D'une part, la fin des guerres civiles avait permis l'organisation et la consolidation de l'Etat nation, apportant stabilité politique et économique. D'autre part, la « conquête du désert », organisée et dirigée par Julio Roca, avait offert une victoire décisive sur les populations indigènes, réglant ainsi définitivement les questions territoriales et l'insécurité dans les territoires pampéens.

De plus, à partir des années 1870, les conditions politiques, économiques et sociales européennes allaient jeter des millions de paysans et d'ouvriers sur les routes transatlantiques à la recherche d'une vie meilleure. L'historien Adam McKeown rappelle que l'Argentine était la seconde destination, après les États-Unis, des migrants européens traversant l'Atlantique. Durant la première vague moderne de migration massive (1840-1940), près de 180 millions de personnes migrèrent dans le monde, dont 56 millions d'Européens[240]. Parmi ces derniers, l'Argentine comptabilisa l'entrée de quelque 7 millions d'immigrés sur son sol. Le pays n'absorba pas toute cette masse de migrants. Beaucoup repartirent, s'inscrivant ainsi dans un phénomène de migration saisonnière occasionnée par les opportunités de travail à contresaison entre les deux continents. Les paysans du Mezzogiorno, dans le sud de l'Italie, ou bien de l'Andalousie, en Espagne, profitaient des périodes hivernales chômées pour participer aux récoltes dans les campagnes de l'hémisphère sud. Toutefois, les besoins de main-d'œuvre étaient suffisamment élevés pour que l'Argentine finisse par incorporer presque 3 millions de personnes sur cette période[241].

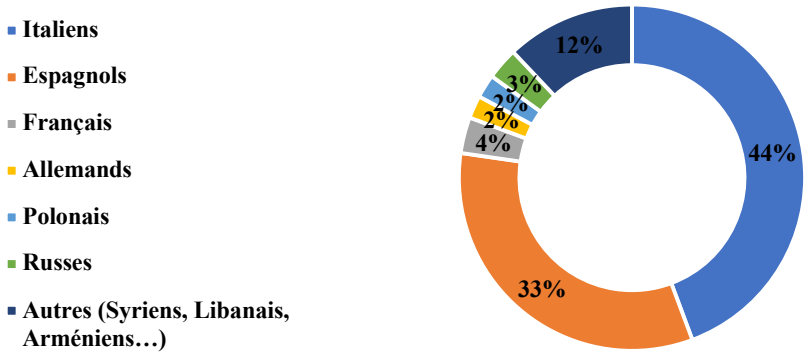
Plus qu'un phénomène migratoire, il s'agissait d'une véritable transformation démographique tant les conséquences sur la composition sociale de la population et sur la culture du pays furent majeures. De fait, l'oligarchie, surnommée « la génération de 1880 » en référence à la date de sa prise de pouvoir, avait repris les idées des hommes de la « génération de 1837 » et voulait transformer la société par le biais d'une « immigration choisie », anglo-saxonne, porteuse de la « civilisation et du progrès ». Pourtant, les passagers des bateaux en provenance d'Europe, qui débarquaient à Buenos Aires, ne correspondaient pas aux critères

---

[240] *Adam McKeown, « Migration, intégration, ségrégation globales », in Pierre Singaravélou et Sylvain Venayre,* Histoire du monde au XIXe siècle, *Fayard, Paris, 2017, p. 68.*
[241] *Mario Rapoport, op. cit., p. 41.*

que s'étaient fixés les oligarques argentins. Au contraire, il s'agissait majoritairement des populations du sud de l'Europe qui fuyaient la misère de leur campagne et l'absence de travail. Ainsi, parmi les près de 7 millions d'immigrés qui passèrent sur le sol argentin entre 1880 et 1930, 2,5 millions arrivaient d'Italie et près de 2 millions d'Espagne (cf. graphique suivant)[242].

Nationalité et répartition des migrants entre 1880 et 1930



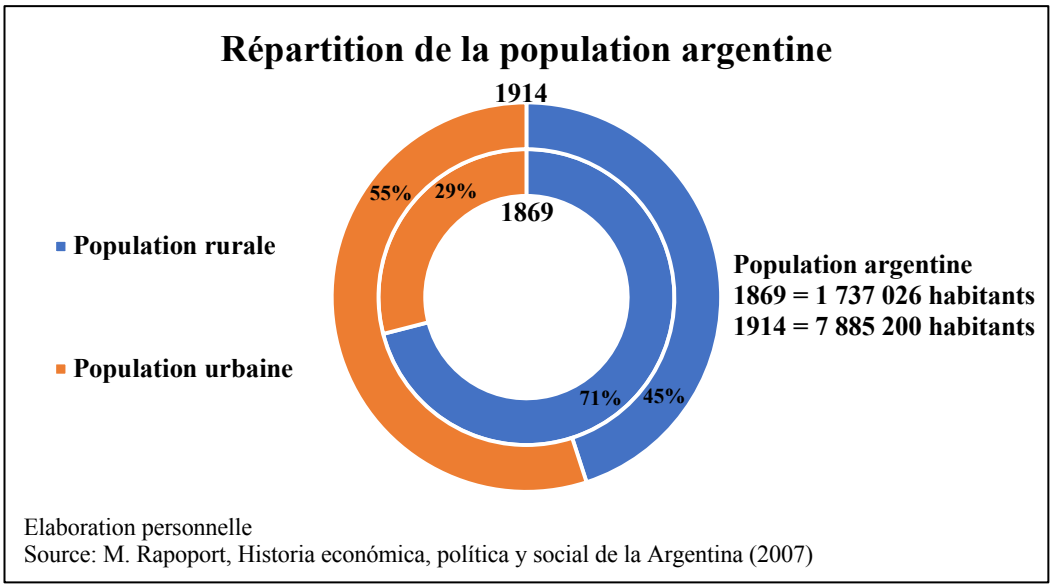
Elaboration personnelle
Source: Mario Rapoport, Historia económica, política y social de la Argentine (2007)

Tandis que durant les premières années de la vague migratoire européenne, les espaces agricoles purent absorber une partie des immigrés, très rapidement, les conditions de répartition du foncier dans les plaines de la Pampa empêchèrent l'implantation d'un nombre chaque fois plus grand de personnes. L'Argentine commença alors à adopter le visage d'une nation socialement, politiquement et culturellement urbaine dont la base économique reposait sur sa

---

[242] *Si les courants de pensées européens tels que le romantisme, le libéralisme, le positivisme ou encore le modernisme littéraire avaient influencé l'oligarchie du pays, ce furent d'autres idéologies qui accompagnèrent les vagues de migrants. Des idées et des mouvements politiques comme l'anarchisme, le marxisme ou bien le socialisme eurent une forte influence parmi les immigrés et animeraient plus d'une révolte de ces nouveaux citoyens argentins. Ajoutons à ces apports culturels qui façonnèrent la jeune république Argentine, le tango mais aussi le lunfardo, argot unique en son genre qui devint le parler populaire par excellence avant d'imposer nombre de ses expressions à l'ensemble de la société au fil du temps.*
Le lunfardo se forme entre 1870 et 1880 à Buenos Aires avec les premières grandes vagues migratoires, notamment italiennes. Dans un premier temps, le lunfardo contient approximativement 50% de mots italiens standards, toscans et génois. Ce sont les deux langues qui ont le plus apporté au lunfardo durant ses trente premières années d'existence. Pour le reste, il existe notamment toute une adéquation à la phonétique espagnole du Río de la Plata. De plus, il y a tout un vocabulaire préalable composé de mots qui ne venaient pas uniquement de l'italien mais qui étaient pris du parler populaire, ou du parler des esclaves africains, du brésilien, ou encore des mots de la campagne, certainement espagnols à l'origine. D'une certaine manière, le lunfardo s'est formé comme une synthèse linguistique, une mémoire vivante de l'histoire de l'Argentine, qui rend compte des différents groupes sociaux qui ont composé le pays. Il s'agit de l'unique vocabulaire populaire au monde dont la construction repose dès son origine, et dans un grand pourcentage, sur des termes immigrés, apportés par des migrants européens, en particulier italiens et espagnols, sans oublier les différents courants migratoires successifs de l'intérieur du pays vers la ville de Buenos Aires et sa banlieue, surtout durant la première moitié du 20e siècle.

puissance agricole[243]. Le graphique suivant nous permet d'apprécier le basculement dans la répartition des habitants du pays. D'un peu moins de 30% d'urbains en 1867, en l'espace d'un demi-siècle, plus de la moitié de la population vivait désormais dans les villes. Cette transition urbaine fut particulièrement précoce[244]. Si elle correspondait à une transition typique des pays en voie d'industrialisation, l'Argentine restait pourtant, à l'époque, une nation agraire.



Elaboration personnelle
Source: M. Rapoport, Historia económica, política y social de la Argentina (2007)

Les difficultés que rencontrèrent les immigrés pour accéder à la propriété, qu'il s'agisse de la répartition foncière entre quelques mains ou bien de la spéculation sur les terres disponibles, les poussèrent à s'installer dans les villes où les besoins de main d'œuvre étaient aussi importants, notamment grâce au développement du secteur de la construction ainsi que des pôles industriels liés à l'exportation de viande et de céréales. Une ville comme Buenos Aires, qui ne comptait encore que 178 000 habitants en 1869, atteignit 678 000 habitants en 1895 et 1 576 000 en 1914[245].

Ce pôle d'attraction urbain pour les immigrés ne correspondait pas aux objectifs que s'étaient fixées les classes dominantes du pays[246]. Ce basculement démographique entre population rurale et population urbaine portait en lui les futurs germes de la remise en cause de

[243] *Waldo Ansaldi, « Revueltas agrarias pampeanas », in La vida de nuestro pueblo, Centro editor de América Latina, Buenos Aires, 1982, Tomo III, fascículo 26.*
[244] *A l'échelle mondiale, la transition urbaine s'est effectuée en 2007.*
[245] *Jacques Chonchol,* Systèmes agraires en Amérique latine : Des agriculteurs préhispaniques à la modernisation conservatrice, *Éditions de l'IHEAL, Paris, 1995, p. 84.*
[246] *Mario Rapoport, op. cit., p. 45.*

l'oligarchie dont le pouvoir reposait sur le foncier mais dont la légitimité, dans les urnes, dépendait désormais d'un électorat urbain, soucieux de sa situation sociale et économique.

De plus, dans les campagnes, la structure sociale agraire, marqué par le recours quasi systématique à l'affermage ou au métayage, allait provoquer de fortes tensions sociales qui remettraient en cause, du moins partiellement, l'hégémonie du latifundio dans les zones de production agricole.

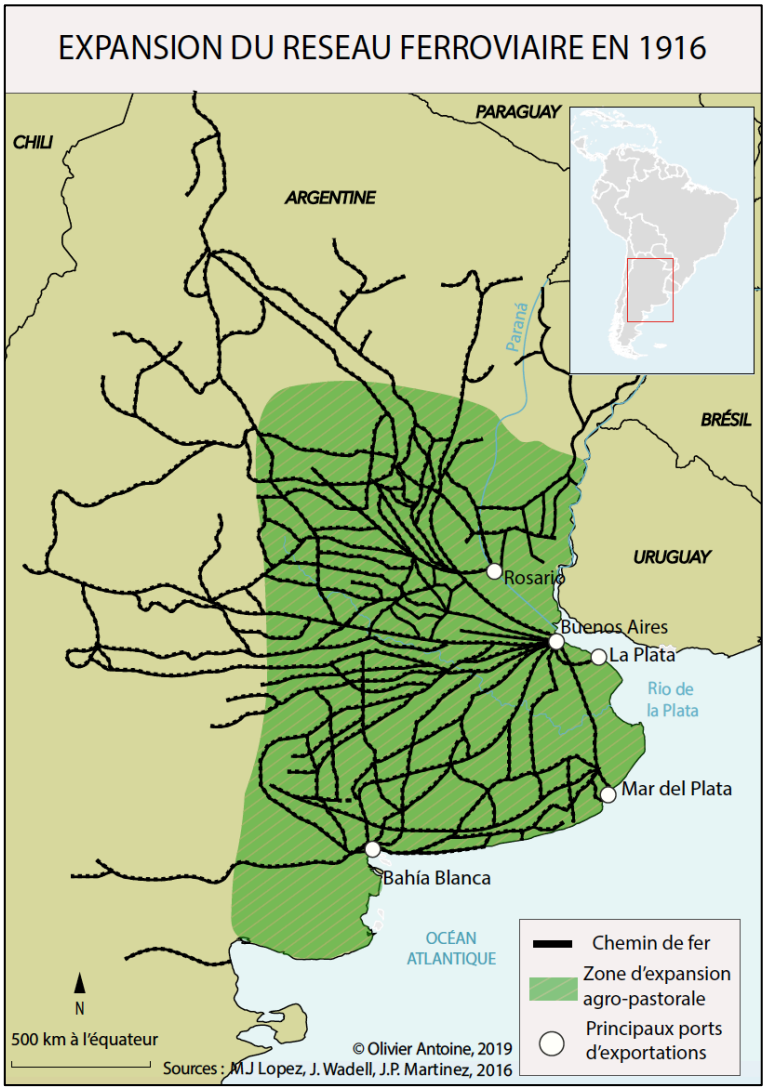
B) Le développement des infrastructures logistiques et l'aménagement du territoire : outils de la puissance agricole argentine

La construction d'un réseau ferroviaire a démarré à partir des années 1850 pour s'étendre progressivement vers les zones de production agricole et d'élevage de l'Argentine afin de garantir leur bon acheminement vers les ports d'exportation, notamment celui de Buenos Aires. Toutefois, le développement du chemin de fer avait aussi accompagné une étape de transition politique majeure de l'histoire argentine et le maillage du réseau n'avait pas eu que des conséquences économiques. En effet, en accompagnant l'expansion du territoire nationale notamment lors de la « conquête du désert » de Julio Roca, en 1880, il eut une forte résonnance géopolitique.

Une fois l'Etat nation consolidé, le chemin de fer devint l'outil principal de l'aménagement du territoire et d'exploitation du potentiel agro-pastoral du pays. La « conquête du désert » avait incorporé un espace de quelque 40 millions d'hectares au territoire de la Nation, dont une grande partie était composée des plaines fertiles de la Pampa. La connexion d'un aussi grand territoire était une condition *sine qua non* de tout développement. Aussi, en l'espace d'une trentaine d'années, le réseau ferroviaire est passé d'à peine plus de 2 500 km, en 1880, à plus de 34 000 km à la vielle de la Première Guerre Mondiale, plaçant l'Argentine parmi les pays les plus développés de l'époque en matière d'infrastructures ferroviaires. Cela représentait près de 42% des chemins de fer de toute l'Amérique latine[247]. Seuls quelques pays européens, ou encore des pays dont la taille du territoire imposait un déploiement massif du réseau ferré comme les États-Unis, le Canada, l'Australie ou encore la Russie, dépassaient l'Argentine. Toutefois, le maillage territorial argentin était particulièrement dense. Ainsi, dans

[247] *David Rock, « Argentina en 1914: las pampas, el interior, buenos aires » in Leslie Bethell, ed., Historia de América Latina, Vol. X, Editorial Critica, Barcelona, 1992, p. 68.*

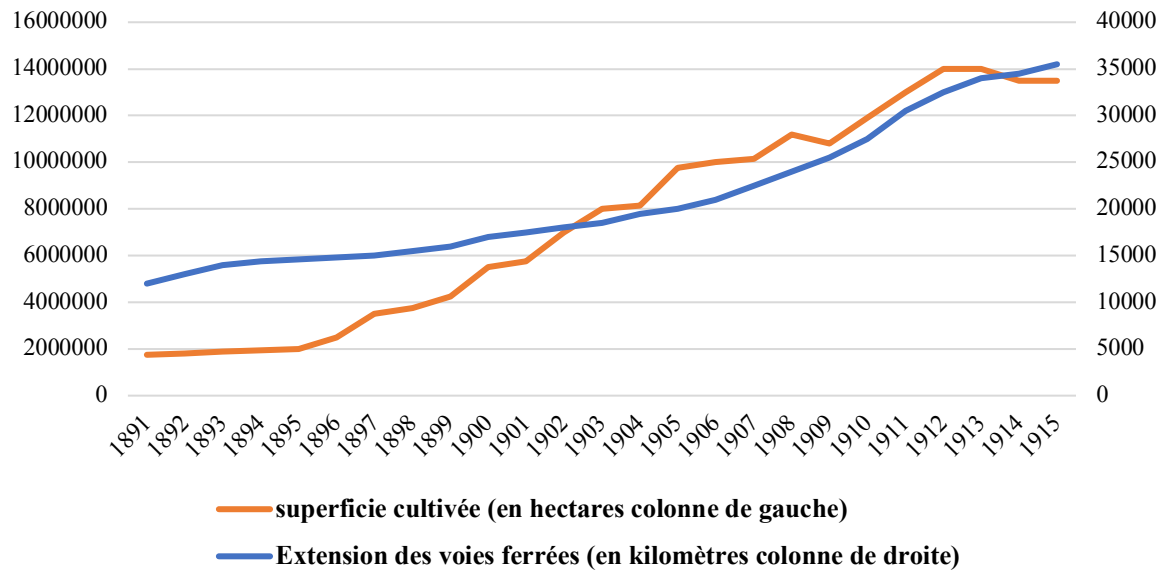
l'espace pampéen, aucune exploitation agricole ne se situait à plus de 20 km d'une station ferroviaire, comme nous pouvons le constater sur la carte ci-contre[248].



Cette expansion de l'infrastructure de transport a permis de jeter les bases solides de l'exploitation du potentiel agricole argentin et d'entamer sa transformation en puissance agricole, en favorisant l'accès à des espaces productifs jusqu'alors isolés, en facilitant l'introduction de la main d'œuvre nécessaire et indispensable à l'exécution des tâches agricoles et, enfin, en reliant les zones de production aux marchés de consommation, nationaux et internationaux, à des coûts très compétitifs. Grâce au chemin de fer, le coût des transports terrestres sont passés de 6 à 1[249].

Ainsi, comme nous l'indique le graphique suivant, les surfaces cultivées ont bondi entre 1891 et 1914, passant de 2 à 14 millions d'hectares[250]. De même, le volume de marchandises transporté par voies ferrées a littéralement explosé. Alors qu'en 1880, 850 000 tonnes de marchandises transitaient par rail, en 1915, c'étaient plus 35 millions de tonnes qui empruntaient le réseau ferré argentin, dont 20% seulement pour le blé et le maïs[251]

[248] *Osvaldo Barsky, Jorge Gelman, op. cit., p. 170.*
[249] *Jacques Chonchol,* Systèmes agraires en Amérique latine : Des agriculteurs préhispaniques à la modernisation conservatrice, *Éditions de l'IHEAL, Paris, 1995, p. 95*
[250] *Mercedes Campi,* Tierra, tecnología e innovación, El desarrollo agrario pampeano en el largo plazo, 1860 – 2007, *Prometeo Libros, Buenos Aires, 2012, p. 74.*
[251] *Mario Rapoport, op. cit., p. 59.*



Elaboration personnelle
Source: M. Campi, Tierra, tecnología e innovación (2012)

Si l'implantation du chemin de fer dans les années 1850 signifiait l'irruption de la modernité dans le paysage argentin, le développement exponentiel des lignes ferroviaires jusqu'à la veille de la Première Guerre Mondiale a déterminé l'ancrage du pays et de son secteur agricole dans la modernité, grâce à l'apport de capitaux étrangers, essentiellement britanniques. Bien que l'extension des voies ferrées ait atteint son apogée au cours des années 1940, il s'agissait alors d'une période où les kilomètres gagnés étaient peu nombreux et ne correspondaient plus à un accompagnement de l'expansion agricole du pays, ce fut véritablement entre 1880 et 1914 que le chemin de fer s'est imposé comme un élément de maîtrise d'un territoire national stratégique[252], la Pampa, et un facteur de puissance de l'Argentine. Ainsi, lors des célébrations du Centenaire de la Révolution argentine, en 1910, le chemin de fer a tenu une place particulière lors de la grande exposition internationale à Buenos Aires où il représentait le degré de puissance et de prospérité du pays[253]. Cet événement constitua l'un des climax de la représentation de puissance de l'oligarchie argentine et de son modèle de développement.

Un autre élément essentiel, qui permit à l'Argentine d'exploiter pleinement son potentiel agricole, fut la construction et/ou la rénovation de ses ports afin de les adapter à la croissance

[252] *Jorge Schvarzer, « Auge y decadencia del sistema ferroviario argentino », Revista de Historia Bonaerense, n°28, Morón, 2005, pp. 2-7.*
[253] *Mario Justo López, Jorge Waddell, Juan Pablo Martínez,* Historia del ferrocarril en Argentina, *Lenguaje Claro Editora, Buenos Aires, 2016, p. 314*

fulgurante des exportations de marchandises à destination de l'Europe. Cet effort de modernisation d'infrastructures stratégiques consistait non seulement à pouvoir accueillir des bateaux toujours plus importants, du fait des avancées technologiques (moteur à vapeur et coque en acier), mais aussi à assurer les conditions de la navigation dans les eaux peu profondes du Río de la Plata et de ses affluents (dragage, balisage).

Le port de Buenos Aires a constitué un nœud stratégique et géopolitique dans la construction de la nation argentine. Son rôle de pivot entre les provinces intérieures et le reste du monde lui a donc procuré une place incontournable à l'heure de l'expansion agricole du pays, l'essentiel du réseau ferroviaire s'étant construit en forme d'éventail depuis le port vers les zones productives. Toutefois, à partir de 1880 et la consolidation de l'Etat nation, les autorités de Buenos Aires ne pouvaient plus empêcher le développement d'autres ports concurrents. Au contraire, l'essor d'infrastructures portuaires, sous l'impulsion de l'Etat, permit au pays de répondre aux défis posés par la croissance des productions et des exportations. Ainsi, le port de Rosario, en amont du fleuve Paraná, s'est développé au point de devenir le premier exportateur de céréales de l'Argentine dès les premières années du 20e siècle et le douzième port de toute l'Amérique[254].

De même, d'autres ports furent construits à la fin du 19e siècle, comme le port de La Plata, la capitale de la Province de Buenos Aires, situé à une cinquantaine de kilomètres au sud de la ville de Buenos Aires, ou bien encore les ports de Mar del Plata et de Bahía Blanca, tous deux à plusieurs centaines de kilomètres au sud de la capitale mais aussi le port de Santa Fe, au nord de Rosario. Tous ces ports avaient pour objectif de rendre fonctionnelles et compétitives les exportations des productions de céréales et de viandes[255].

C) La modernisation de l'agriculture comme instrument de la puissance agricole

L'expansion de la frontière, suite à la « conquête du désert » de Roca, en 1880, a évidemment favorisé l'expansion de la frontière agricole. Si d'évidence l'incorporation des terres fertiles de la Pampa servit de tremplin au décollage de l'agriculture, durant la période qui courut de 1880 à la veille de la Première Guerre Mondiale, d'autres phénomènes concoururent au développement d'une agriculture argentine moderne et productive. L'amélioration des

---

254 *« Infraestructura portuaria argentina, 1810 – 2010 », Area de pensamiento estratégico de la Cámara Argentina de la Construcción, Buenos Aires, 2011, p. 15.*
255 *Osvaldo Barsky, Jorge Gelman, op. cit., p. 209.*

variétés de semences et la mécanisation de certaines tâches agricoles comptèrent parmi les facteurs clés de la montée en puissance agricole de la Pampa.

La tendance à l'incorporation d'outils technologiques correspondait à une volonté des propriétaires terriens de supplanter une main-d'œuvre jugée trop chère, car insuffisamment nombreuse, et pour les affermataires d'augmenter leur capacité à exploiter de plus grandes parcelles[256]. Le rôle des acteurs privés, notamment la Société Rurale Argentine, a été déterminant dans l'introduction et l'adoption des différentes technologies entre la fin du 19e et le début du 20e siècle. Si la diffusion n'était pas égale et mettait à nouveau en lumière les différences économiques entre la province de Buenos Aires et le reste de la Pampa, comme l'avait relevé le géographe Romain Gaignard[257], plusieurs centaines de milliers de machines agricoles (moissonneuses, tracteurs, batteuses, ensemenceuses) furent introduites entre 1880 et 1914[258]. Dès lors, les progrès de l'agriculture résultèrent de la mécanisation et de l'intensification de la production plutôt que de la croissance de la population rurale ou encore de l'expansion de la frontière agricole. A ce sujet, l'historien David Rock a souligné l'importance du marché argentin pour les machines agricoles dont les importations représentaient 24% du capital social dans le secteur rural en 1914, allant même à atteindre près de 40% en 1929[259].

Malgré des disparités récurrentes entre les différentes provinces du pays, en l'espace d'une trentaine d'années, l'agriculture argentine s'est modernisée pour répondre aux différents défis que lui posaient ses conditions endogènes (manque de main-d'œuvre) et exogènes (croissance de la demande alimentaire européenne). Si l'inachèvement de cette phase de modernisation fut l'un des facteurs du déclin de l'agriculture argentine, au début du 20e siècle, l'apport des progrès techniques et technologiques constitua l'un des éléments de la puissance agricole du pays. Malgré la domination des importations de machines agricoles, une industrie de substitution a émergé à cette même époque, reflet de la capacité d'initiatives des acteurs privés locaux. Outre l'abondance et la fertilité des terres de la Pampa, la faculté à intégrer et à s'approprier les éléments de la modernité et du progrès a constitué l'un des déterminants de la

---

256 *Mario Rapoport, op. cit., p. 61.*

257 *Romain Gaignard,* La Pampa Argentina, occupación – poblamiento – explotación, De la conquista a la crisis mundial (1550 – 1930), *Ediciones Solar, Buenos Aires, 1989, p. 345.*

258 *Mercedes Campi, op. cit., p. 87.*

259 *David Rock, « Argentina de la Primera Guerra Mundial a la revolución de 1930 », in Leslie Bethell, ed.,* Historia de América Latina*, Vol. X, Editorial Crítica, Barcelona, 1992, p. 90.*

puissance agricole argentine. Cette tendance à l'adaptation aux techniques modernes est d'autant plus importante à souligner qu'elle est aussi l'un des marqueurs de l'agriculture argentine contemporaine. En effet, le retour de la représentation de la puissance argentine s'est effectué au moment de l'introduction nouvelles technologies, comme les semences génétiquement modifiées, que les agriculteurs se sont appropriés pour entamer ce qu'ils nommèrent comme la « seconde révolution de la Pampa[260] ».

Au-delà de l'utilisation des outils technologiques de l'époque, l'augmentation significative des rendements des différentes productions résultait aussi de l'introduction de nouvelles variétés de semences. A la fin du 19e et au début du 20e siècle, l'Etat argentin a appuyé, au travers de politiques publiques, la recherche de semences améliorées. Déjà en 1872, la création du Département d'Agriculture visait à assurer la distribution de semences, la diffusion d'information et le développement de la recherche et de l'enseignement agricole. Malgré de nombreuses difficultés, notamment budgétaires, ce département a été élevé au rang de ministère en 1898. Dans les provinces, des centres de recherche sont apparus à partir de 1909 et ont fomenté les liens entre recherche expérimentale et l'application en partenariat avec des acteurs privés[261].

Bien qu'ils puissent être considérés insuffisants au regard de l'ampleur de l'expansion agricole du pays, comme l'ont souligné les historiens Osvaldo Barsky et Jorge Gelman, les efforts de politique publique ont néanmoins permis de poser les bases de la recherche dans le secteur privé et ils ont participé à la formation d'un important secteur de production et de distribution de semences[262]. Ainsi, les acteurs du monde agricole ont largement contribué à l'introduction, l'amélioration et la diffusion de meilleures espèces de blé, de maïs ou bien encore d'orge. A compter des années 1990, ce dynamisme technique et technologique s'est à nouveau manifesté et, selon les termes d'un ancien directeur de l'Institut National des Recherches Agronomiques d'Argentine, Hector Huergo, la Pampa argentine a alors entamé sa « seconde révolution agricole [263] ».

---

[260] *Huergo, Hector, « La Segunda Revolución de las Pampas, una revolución tecnológica, Buenos Aires », Clarín Rural, 8 avril 2005*
[261] *Mercedes Campi, op. cit., p. 92.*
[262] *Osvaldo Barsky, Jorge Gelman, op. cit., p. 222.*
[263] *Huergo, Hector, ibid.*

De même, nous reviendrons plus loin sur l'aspect stratégique de promouvoir le développement technologique de l'agriculture. En effet, qu'il s'agisse des semences ou bien des machines, chacun participe aux capacités d'un Etat à assurer les éléments d'une puissance agricole. Or, l'absence de soutien et la faiblesse des politiques publiques des gouvernements argentins du début du 20e siècle trahissent le manque d'une volonté puissance renforçant d'autant le poids de sa représentation.

2.2 ACTEURS, EXERCICE DU POUVOIR ET REPRESENTATION DE LA PUISSANCE

De 1880 à 1914, l'Argentine est devenue une puissance agro-exportatrice de premier rang mondial, consacrant définitivement le modèle économique mis en place par l'oligarchie portègne tout au long du 19e siècle et se traduisant par l'émergence de la représentation de la puissance de l'Argentine comme le « grenier du monde ».

Ce fut donc à la fin du 19e et au début du 20e siècle, dans un contexte de relative paix politique et de modernisation socio-économique, que l'oligarchie a institué un Etat oligarchique, selon l'expression de l'historien Jacques Chonchol, et imposé sa vision de l'histoire au reste de la société.

Tout d'abord, nous allons nous intéresser aux acteurs qui ont composé l'oligarchie argentine ainsi que l'idéologie qui a mené cette génération d'hommes politiques et d'intellectuels à élaborer une telle représentation de la puissance et à légitimer leur pouvoir, en construisant une identité nationale autour de la figure du *gaucho.*

Ensuite nous étudierons comment la domination économique de l'oligarchie s'est traduite politiquement au travers de la captation du pouvoir et de la consolidation d'un Etat oligarchique, notamment au moyen d'un parti unique, le *Partido Autonomista Nacional* (PAN), dont l'exercice du pouvoir a duré plus de trente ans.

Enfin, nous aborderons la manière dont l'Argentine a cherché à exercer sa puissance sur la scène internationale dans un contexte de tensions croissantes entre pays européens et pays américains, d'affirmation de l'influence des États-Unis sur le continent et d'éclatement de la Première Guerre Mondiale.

2.2.1 LA « GENERATION DE 1880 » ET L'OLIGARCHIE ARGENTINE

Si « l'invention de l'Argentine », entre 1816 et 1880, fut marquée par la « Génération de 1837 », à partir de 1880, la modernisation de l'Argentine et son intégration dans le concert des nations furent l'œuvre d'une nouvelle génération. Représentée par les membres de l'oligarchie de l'époque, elle fut surnommée la « Génération de 1880 », en référence à la date d'unification territoriale et politique de l'Argentine en 1880 et la première présidence de Julio Argentino Roca.

Ce fut à compter de cette date que l'oligarchie argentine étendit sa domination économique à la sphère politique nationale et démarra un exercice hégémonique du pouvoir qui dura pendant plus de trente ans. Alain Rouquié, directeur de recherche et spécialiste de l'Amérique latine, analysait ainsi la spécificité de l'oligarchie argentine :

> « Quand on mentionne l'oligarchie en Argentine, on se réfère toujours à un pouvoir économique à base agraire. Les « maîtres du pays » ont à première vue une assise agricole. Cette première impression a cependant une portée limitée et on aurait tort d'en tirer des conclusions trop rapides. Il ne s'agit pas en effet de groupes archaïques, représentatifs de secteurs précapitalistes ruraux. Au contraire, dans tous les cas, c'est une élite modernisatrice qui parvient à s'ériger en oligarchie[264]. »

Pour cette oligarchie, l'accession au pouvoir et sa captation s'accompagnèrent alors d'une nouvelle dimension géopolitique. Il s'agissait de construire de nouvelles représentations, tantôt inspirées par la génération précédente, tantôt en rupture complète avec celle-ci. S'il avait fallu un « peuple pour le désert », il lui fallait désormais une histoire. S'il avait fallu « inventer l'Argentine », il fallait maintenant la justifier à la population et aux yeux du monde. Il devenait donc impératif de trouver des raisons à la restriction de l'exercice du pouvoir entre les mains d'une classe sociale particulièrement réduite. A ce propos, le sociologue Torcuato Di Tella souligna que « les membres de l'élite argentine préféraient s'auto-dénommer "aristocratie", car cela signifiait le "gouvernement des meilleurs", plutôt qu'oligarchie, dont la signification revêtait une connotation trop négative à leurs yeux[265]. » Ce que confirme, pour leur part, les sociologues Waldo Ansaldi et Veronica Giordano en rappelant :

> « Le mot "oligarchie" a une histoire si ancienne qu'elle remonte aux philosophes grecques Aristote, Isocrate et Platon, pour qui ce mot avait une connotation négative. Son usage a traversé les époques et persisté dans la tradition de la pensée politique jusqu'à perdre cette connotation négative et devenir axiologiquement neutre, notamment depuis les travaux du sociologue allemand, Robert Michels[266], et sa formulation de "loi d'airain de l'oligarchie".

---

264 *Ibid., p. 121.*

265 *Entretien de Torcuato Di Tella dans le programme « Siglo XIX. Proyectos de Nación : Generación del 80 », Canal Encuentro, http://encuentro.gob.ar/programas/serie/8091.*

266 *Robert Michels était un sociologue allemand qui publia un ouvrage qui marqua les esprits lors de sa parution en 1911, « Les partis politiques, essai sur les tendances oligarchiques des démocraties », où il formula une « loi d'airain de l'oligarchie ». Pour Robert Michels, aucun parti ou organisation n'est démocratique parce que « l'organisation implique une tendance à l'oligarchie. Dans chaque organisation, qu'il s'agisse d'un parti politique, d'une association professionnelle ou de toute autre association de ce type, la tendance aristocratique*

> […] En Amérique Latine, l'expression "oligarchie" a conservé, comme dans l'antiquité grecque, une connotation principalement négative. Elle est une forme historique d'exercice de la domination politique de classe, caractérisée par la concentration du pouvoir dans une minorité et l'exclusion de la majorité de la société[267]. »

Ce fut donc le travail d'une génération d'intellectuels et d'hommes politiques, imbue des idées philosophiques européennes comme le positivisme ou le darwinisme social, que de traduire les phénomènes économiques, sociaux et politiques de cette époque. Ils tracèrent les lignes d'un roman national et d'un récit identitaire où l'agriculture figurait comme l'élément central d'une représentation de la puissance du pays et de la réussite de son élite oligarchique. Cette représentation s'accompagna de la construction d'un autre mythe, tout aussi fort et pénétrant, qui légitima les bases du pouvoir de l'oligarchie et fut déterminé par la question de la nationalité face à la vague migratoire du début du 20e siècle, celui du *gaucho*. Enfin, l'oligarchie associa à la représentation du « grenier du monde » celle de sa propre puissance, au travers de démonstrations ostentatoires de richesse qui symbolisèrent leur hégémonie culturelle sur le reste de la société.

A) La « Génération de 1880 »

En 1880, après soixante-dix ans de guerres civiles, l'Argentine était enfin un pays unifié. La classe dirigeante de l'époque était l'héritière de cette histoire sociale et économique particulièrement conflictuelle au cœur de laquelle des idées forces avaient émergé pour orienter la construction de la nation argentine. La génération d'hommes politiques et d'élites intellectuelles, surnommée la « génération de 1880 », et qui fut celle qui allait mener à bien le processus de modernisation du pays, était immanquablement influencée par ces représentations qui la précédaient : « le désert », « une nation pour le désert », « gouverner, c'est peupler » ou encore « la civilisation contre la barbarie ». D'ailleurs, certains de ses représentants avaient mis en œuvre directement certaines de ces conceptions du territoire, comme Julio Argentino Roca quand il mena l'expédition militaire en Patagonie, la « conquête du désert », en 1879. Celui-ci devint par la suite président de la République de 1880 à 1886 et de 1898 à 1904.

---

se manifeste clairement. […] L'organisation est celle qui donne lieu à la domination des élus sur les électeurs, des chefs sur les mandataires, des délégués sur les déléguants. Qui dit organisation, dit oligarchie. »

[267] *Waldo Ansaldi, Verónica Giordano, op. cit., p. 465.*

La « Génération de 1880 » désignait un groupe de dirigeants politiques qui organisa le pays à partir de 1880 et ouvrit une période marquée par la place prépondérante du modèle agro-exportateur et par un système politique de concentration du pouvoir entre les mains de ce même groupe, notamment au travers de la faible participation citoyenne et la fraude électorale, pendant une trentaine d'années. Également constituée d'intellectuels et d'écrivains, en relation avec ces dirigeants politiques, elle joua un rôle central dans l'histoire de la littérature argentine ainsi que dans la construction d'un roman national et de ses représentations dans un contexte de projet de fondation d'une Argentine moderne.

Les acteurs de ce groupe se sont caractérisés par leur adhésion aux théories positivistes, inspirées de la philosophie d'Auguste Comte, et partant, pour leur croyance dans un progrès illimité apporté par les innovations scientifiques. Ils furent aussi influencés par le darwinisme social d'Herbert Spencer, au travers duquel ils trouvèrent les justifications de leur profond mépris envers les classes populaires et l'assurance que le progrès n'était possible que sous un ordre social strict, rigide et dominé par eux-mêmes, la classe sociale la plus « saine ».

Nombreuses furent les figures de cette génération et leurs points de vue sur la manière de fonder cette nation moderne pouvaient différer très largement, voire s'opposer totalement. Aux yeux de l'historien et économiste Mario Rapoport, il était possible de formuler ainsi les antagonismes de cette génération : « libéral dans l'économie, réactionnaire en politique et progressiste dans la culture[268] ». Toutefois, comme le soulignait Hector Santomauro, historien spécialiste du positivisme argentin, « ce groupe s'était formé à partir d'un positivisme plus ressenti qu'étudié, dont l'idéal avait un but défini : la richesse[269]. »

La figure la plus emblématique de cette génération fut sans conteste Julio Argentino Roca dont l'influence politique pesa sur la destinée du pays depuis sa campagne militaire en Patagonie, en 1879, à la fin de son second mandat présidentiel en 1904. Cette période fut marquée par une intense lutte pour le pouvoir au sein de l'oligarchie argentine. Certaines figures de l'époque de la construction nationale, comme Bartolomé Mitre, continuèrent à avoir une certaine influence sur la répartition du pouvoir, tandis que d'autres s'affirmèrent comme de fidèles représentants de cette période de consolidation et d'hégémonie de l'Etat oligarchique, comme Miguel Juarez Celman, président de 1886 à 1890, Manuel Quintana, président de 1904 à 1906, ou bien encore José Figueroa Alcorta, président de 1906 à 1910, qui dirigea les festivités

---

[268] *Mario Rapoport, op. cit., p. 12.*

[269] *Hector Santomauro, « Los positivistas argentinos », Todo es historia, Buenos Aires, n°173, 1981, pp. 10 – 11.*

du Centenaire de la Révolution de mai 1810, symbole du triomphe de l'oligarchie argentine et de démonstration de sa puissance.

Pour leur part, les intellectuels et les penseurs développèrent une intense activité littéraire, embrassant les différentes nuances de la société argentine et jetant les bases de la réflexion sur l'identité argentine – à l'image de Leopoldo Lugones, figure centrale de cette époque – l'élaboration d'un roman nationale et la création de son personnage central, héros devenu mythique, le *gaucho*. D'évidence, par-delà l'élément identitaire que celui-ci incarnait, il importe ici aussi de démontrer comment la promotion d'une telle figure, barbare puis héros, a conduit à une sorte de légitimation du système de domination de l'oligarchie argentine sur le reste de la société. En effet, au travers de l'exaltation d'une figure identitaire plongeant ses racines dans le « désert » et participant de l'avènement du « grenier du monde », les mécanismes d'appropriation et de répartition foncière, base du pouvoir de l'oligarchie et du modèle agro-exportateur, restaient occultés.

B) Le positivisme et la construction d'une représentation : « l'Argentine, grenier du monde »

Les années 1880 marquèrent le début d'une croissance économique forte qui permit à l'Argentine de devenir l'une des nations les plus riches au monde, grâce à l'exportation de ses productions agro-pastorales, d'aménager son territoire, au moyen du chemin de fer et de ses ports, de recevoir des millions de migrants venus d'Europe et de s'intégrer pleinement au marché mondial.

Les hommes de la « génération de 1880 », tous membres de l'oligarchie argentine, incarnèrent ce projet de modernisation d'un pays qu'ils cherchèrent à promouvoir comme différent de celui dont ils avaient hérité. Bien qu'une certaine continuité avec des éléments de représentations fussent inévitables, comme le « peuplement du désert » par l'immigration, ils marquèrent une volonté de rupture avec le passé qu'ils identifiaient à la barbarie. Cet équilibre aussi délicat que paradoxal entre héritage et rupture a été réussi grâce à l'influence que les théories positivistes, en vogue à l'époque, eurent sur l'ensemble de cette génération d'intellectuels et de politiciens. Pour ceux-ci, il était impératif de doter la jeune république d'un roman national, d'un récit identitaire où l'agriculture représentait le motif de l'histoire et l'élite les acteurs de son progrès. Ainsi, dans un contexte marqué par le triomphe d'un modèle agro-exportateur, en partie rendu possible grâce à l'afflux d'immigrés, représenter la nation comme

une sorte de plateforme agro-alimentaire mondiale revenait à transmettre l'élément central d'un récit dont les héros fondateurs étaient les représentants de l'oligarchie agro-financière[270].

Jean-Claude Carrière, dramaturge spécialiste de la question du mythe, donne cette définition du mot mythe dont le sens nous semble être un écho révélateur des réalités argentines de cette époque :

> « Mythe veut dire récit. C'est quelque chose qui se raconte. Le mot mythe entraîne l'idée de l'origine, le récit de l'origine d'un peuple comment il est né, où il est apparu, comment il est venu. Il est à la fois un récit disant à un groupe d'homme sur la terre, vous êtes d'ici mais c'est votre terre, vous êtes de là et étant de là voici comment vous devez vous comporter. Le mythe entraîne toujours directement ou indirectement une morale, une façon de vivre ensemble, des mœurs. Le mythe est le point de référence auquel on revient quand une question se pose. Qu'est-ce que le héros a fait dans de telles circonstances ? Le héros fondateur est supposé apporter les techniques, tout ce qui concoure au bienfait que l'espèce humaine peut espérer de sa vie en commun. »

La représentation du « grenier du monde » n'a été officiellement employée qu'à partir de 1904. Or, si cette représentation a fait l'objet d'un processus lent et complexe, un terme similaire avait déjà été employé au début du 19e siècle. En effet, à cette époque, notant les capacités productives de la Pampa, un fonctionnaire avait envisagé qu'elle puisse devenir « le grenier de la province » de Buenos Aires[271]. Près d'un siècle plus tard, en 1904, ce fut le Ministre de l'Agriculture, Wenceslao Escalante, qui reprit cette formule et l'étendit au « monde » lors de l'inauguration de l'Institut Supérieur d'Agronomie et Vétérinaire, donnant ainsi naissance à la représentation la plus prégnante de l'Argentine, se transformant au fil du temps en un invariant géopolitique d'une représentation de la puissance. Par ailleurs, comme l'a souligné la sociologue Viviana Lebedinsky, « quel que soit le degré de réalité dans le contenu de cette représentation, les produits agricoles ont toujours constitué le lien avec le reste du monde, tout du moins depuis le cuir, le suif et la viande séchée au 17e siècle jusqu'au soja de nos jours [272]. » Énoncer ainsi l'Argentine revêtait bien plus que du symbole triomphant du modèle agro-exportateur et de son oligarchie. En effet, en invoquant le monde, le triomphe

---

[270] *Jorge Schvarzer, http://www.jorgeschvarzer.com.ar.*

[271] *José Antonio Mateo, « El granero ¿de dónde y de qué? De los granos de trigo al poroto de soja en Puerto Quequén (1970-2010) », Revista Iberoamericana de Viticultura, Agroindustria y Ruralidad, vol. 4, núm. 12, septiembre, Santiago de Chile, 2017, pp.69-92.*

[272] *Viviana Lebedinsky,* Argentina en sus mitos: del granero del mundo a la nación fabril, *Imago Mundi, Buenos Aires, 2010, p. 47.*

basculait dans la sphère de la puissance et offrait à l'élite oligarchique une légitimité historique pour avoir présidé à l'intégration de l'économie nationale au marché mondial[273].

Pour sa part, l'historien Roberto Cortés Conde le décrivit comme le renforcement de la conviction qu'il n'existait pas de limite à la progression des territoires pampéens et leur terre prodigieuse dotée d'énormes ressources qu'il suffisait de collecter. Celui-ci nota même qu'au fil du temps, cette conviction est devenue un mythe, incorporé dans le folklore national : « Celui d'un pays aussi prodigieux et riche qu'il soutient même les catastrophes de ses mauvais gouvernements successifs. »

Le roman national construit par l'oligarchie du début du 20e siècle pouvait être réduit à cette représentation qui synthétisait le mythe fondateur d'un Etat nation émergé du « désert » et de la « barbarie ». Cet Etat nation, sa civilisation et son « grenier du monde » constituaient dès lors le triptyque du mythe de la création de la modernité argentine. Une représentation inspirée par l'histoire mais qui devait la dépasser. Aussi, comme le souligna l'historien Javier Trimboli[274], il s'agissait là du besoin des oligarques de se démarquer des générations précédentes en opposant leur rationalité moderne à la folie de l'histoire qui les précédait. A titre d'exemple, l'ouvrage de José Ramos Mejía, « Les névroses des hommes célèbres de l'histoire argentine[275] », paru en 1878, illustrait la pensée de l'époque qui était aussi influencée par l'émergence de la psychanalyse.

Si ce fut dans l'épaisseur de l'histoire argentine que l'idée de se représenter ainsi la puissance enfonça ses racines et forma sa structure, sa période contemporaine et l'influence de la philosophie positiviste lui donnèrent sa texture et son corps. Apparue à une époque où le développement phénoménal de la technologie accompagnait la première révolution industrielle, le positivisme traduisait la foi illimitée dans la connaissance scientifique et consacrait l'homme moderne comme le « maître de la nature[276] ».

Théorie de la connaissance, dans laquelle la méthode scientifique représente le seul moyen de savoir que l'homme possède, le positivisme était issu de l'œuvre du philosophe Auguste Comte, *Le Cours de philosophie positive*, une transcription de son grand cours

---

[273] *Ibid., p. 121.*

[274] *Entretien de Javier Trimboli dans le programme « Siglo XIX. Proyectos de Nación : Generación del 80 », Canal Encuentro, http://encuentro.gob.ar/programas/serie/8091.*

[275] *José María Ramos Mejía,* Las neurosis de los hombres célebres de la historia argentina, *Martín Biedma editor, Buenos Aires, 1878, 518 p.*

[276] *Arturo Andrés Roig, « La historia de las ideas », in* Historia general de America Latina, *Ediciones Unesco / Editorial Trotta, Vol. VII, « Los proyectos nacionales latinoamericanos : sus instrumentos y articulación, 1870 – 1930, Paris, 2008, p. 574.*

d'histoire des sciences et de philosophie politique dicté entre 1830 et 1842. Bien que le positivisme ne soit pas explicitement une théorie politique, ses préceptes ont fourni d'importants postulats à l'élite dirigeante argentine convaincue que les méthodes scientifiques pouvaient être appliquées aux problèmes nationaux. Forts de l'expérience historique d'une construction nationale chaotique et conflictuelle, les hommes d'État argentins ne devaient plus se laisser guider par des théories abstraites mais par des méthodes scientifiques afin d'administrer la société, et non la gouverner, par des représentants choisis[277]. Les seuls qui pouvaient participer au gouvernement étaient habilités par la richesse, l'éducation et le prestige. Or, à compter des années 1880, la croissance fulgurante de la richesse en Argentine consolida le pouvoir économique d'un groupe social restreint dont les membres se sentaient « naturellement » aptes pour être appelés à gouverner[278]. Ce fut ainsi que l'oligarchie justifia son emprise sur le pouvoir politique. Partant, dès son premier mandat de Président de la République, en 1880, Julio Argentino Roca imprima à la conduite politique de la nation la devise suivante : « paix et administration ».

Pour sa part, le philosophe argentin, José Pablo Feinman, nous offre une vision intéressante du positivisme en Argentine :

> « Le positivisme a pour but fondamental de justifier l'ordre établi, de démontrer que, la réalité étant ce qu'elle est, rien ne peut changer. La "Génération de 1880" a adopté la philosophie positive car lorsqu'une classe sociale atteint la plénitude de sa domination sur d'autres classes sociales, elle congèle l'histoire[279]. »

Cette lecture du rapport du pouvoir à l'histoire offre une perspective historique faisant le lien avec l'actualité argentine et les questions qui nous animent dans cette recherche. En effet, cent ans plus tard, quand le mur de Berlin tomba, le capitalisme, dans sa vision néo-libérale, proposa une théorie de la fin de la l'histoire au travers d'un essai de Francis Fukuyama, « La fin de l'histoire et le dernier homme », et soumit une doctrine économique à adopter comme seul chemin vers le développement, le consensus de Washington. L'Argentine y adhéra pleinement tandis que s'ouvrait pour elle une nouvelle ère d'expansion de sa frontière agricole, de modernisation de ses productions et de renouveau de sa représentation de la puissance.

---

[277] *Charles Hale, « Ideas políticas y sociales en América Latina, 1870 – 1930 », in Leslie Bethell,* Historia de América Latina, *Vol. VIII, Editorial Crítica, Barcelona, 1992, p. 18.*

[278] *Natalio Botana,* El orden conservador, *Editorial Sudamericana, Buenos Aires, 1985, p. 71*

[279] *José Pablo Feinmann, « Filosofia aquí y ahora », émission télévisée diffusée sur la chaîne Encuentro, 3e saison, épisode n°35, 2010, http://encuentro.gob.ar.*

La « Génération de 1880 » s'est donc emparée de la philosophie positive pour imposer l'idée que le progrès devait être encadré dans un ordre social et économique immuable et établi, en opposition même avec l'idée du progrès supposé changer et transformer les hommes et leurs sociétés. Cette interprétation du positivisme reposait aussi sur l'établissement d'une hiérarchie parmi les nations et parmi les hommes, justifiant la formation d'un ordre mondiale entre les peuples qui avaient su « émerger de l'Histoire Mondiale » et ceux qui en avaient été incapables. La dérive logique d'une telle idéologie fut le racisme et toutes les formes possibles de marginalisation ou d'exclusion sociale[280].

Dès lors, dans un contexte marqué par la forte immigration européenne pour « peupler et fertiliser le désert » argentin, la construction d'un récit identitaire, d'un imaginaire social et d'une argentinité allait prendre des accents racisants et *in fine* racistes. Cette quête de la source originelle de l'être argentin jeta ainsi son dévolu sur la figure du *gaucho*, qui, comme le remarqua l'historien Juan Carlos Garavaglia, représentait « un lien vital avec la terre, avec l'humus primordial[281]. »

C) La construction d'une identité nationale comme instrument de légitimation du pouvoir oligarchique

A partir de 1880, l'expansion phénoménale des productions agro-pastorales et de leurs exportations fut rendue possible notamment grâce à l'afflux massif d'immigrés en provenance d'Europe afin de pallier le manque de main d'œuvre dans la campagne argentine. L'Argentine a comptabilisé, entre 1880 et 1930, l'entrée de quelque 7 millions d'immigrés sur son sol, dont presque 3 millions restèrent vivre dans le pays, alors que la population ne s'élevait qu'à 1,7 million d'habitants en 1869[282].

Or, dans un contexte de construction d'un roman national et d'un récit identitaire, un tel phénomène migratoire ne manqua pas d'inquiéter les membres de l'oligarchie qui craignaient les conséquences d'une altération de la composition de la société et de la culture du pays. La volonté originelle de transformer la société par le biais d'une immigration choisie, anglo-saxonne, porteuse de la « civilisation et du progrès », avait échappé à ses idéologues. En effet,

---

[280] *Charles Hale, op. cit., p. 24.*

[281] *Juan Carlos Garavaglia, « Gauchos : identidad, identidades », in América, Cahiers du CRICCAL, n°30, Mémoire et culture en Amérique latine, V.1, 2003, pp. 143-151.*

[282] *Mario Rapoport, op. cit., p. 41.*

les passagers des bateaux en provenance d'Europe, qui débarquaient à Buenos Aires, étaient majoritairement issus des régions pauvres du sud de l'Europe, l'Italie et l'Espagne.

Pour parer aux inquiétudes qu'un tel afflux de migrants pouvait susciter, différentes réponses furent apportées depuis les sphères intellectuelles, littéraires et scientifiques. Toutes visèrent à donner des réponses à une société en proie à de profondes et brutales transformations et toutes empruntèrent les chemins de la racialisation pour construire l'identité des hommes de cette nation en plein processus de modernisation. Au début du 20e siècle, ce fut la figure du *gaucho* qui s'imposa. Élever le *gaucho* au tout premier rang des symboles du panthéon national argentin revenait à opérer une inversion des valeurs sociales jusqu'alors prédominantes pour offrir non seulement une réponse à la question des origines mais aussi une légitimation des sources du pouvoir de l'oligarchie. Cependant, comme le relevait l'historien Raúl Fradkin : « De figure délictueuse, le gaucho devenait un archétype. Cette métamorphose, comme sa rapide consécration dans l'imaginaire social, fut le fruit d'un processus socio-culturel complexe, aux voies multiples et ponctué d'étapes nombreuses[283]. »

Or, avant que ne s'impose cette figure du *gaucho* comme référent identitaire, la recherche d'un modèle de citoyen incarnant les valeurs de la modernité s'était tournée vers l'extérieur et plus précisément vers l'immigration européenne. Ainsi, l'idée d'une régénération de la société argentine par le biais de l'immigration, notamment anglo-saxonne, avait traversé les discours et les écrits des élites et des intellectuels de la fin du 19e siècle.

A l'instar de l'influence de la philosophie positive sur la conduite et l'administration des affaires de l'Etat, cette idéologie trouvait son inspiration chez des penseurs européens, notamment le médecin et sociologue Gustave Le Bon, personnalité particulièrement controversée de son époque, dont les théories sur la classification et la catégorisation psychologiques des races rencontraient un écho tout particulier en Amérique Latine et surtout en Argentine[284].

Dans son ouvrage, *Les lois psychologiques de l'évolution des peuples*[285], paru en 1895, Gustave Le Bon assimilait « l'âme » d'une race ou d'un peuple à sa « constitution mentale » ou aux caractéristiques morales et intellectuelles qui déterminaient son évolution et il considérait que ces caractéristiques étaient pratiquement inaltérables, constamment reproduites par

---

[283] *Raúl Fradkin, « Centaures de la pampa. Le gaucho, entre l'histoire et le mythe », Annales. Histoire, Sciences Sociales, vol. 58e année, no. 1, 2003, p. 109.*

[284] *Charles Hale, op. cit., p. 28.*

[285] *Gustave Le Bon,* Les lois psychologiques de l'évolution des peuples*, Felix Alcan Editeur, Paris, 1895.*

héritage. Selon ses considérations, les races indo-européennes étaient « supérieures » et, au sein de celles-ci, la sous race anglo-saxonne comme nettement au-dessus de la latine. Pour Gustave Le Bon, « le caractère d'un peuple dérivait des idées qui pénétraient dans l'âme de la race et se transformaient en pensées inconscientes permanentes. » Ainsi, toujours selon lui, l'individualisme, la liberté et le sens du devoir caractérisaient les anglo-saxons, tandis que la recherche de l'égalité et la dépendance à l'égard de l'Etat définissaient les latins. En opposant « le progrès et la stabilité de l'Amérique du Nord » à « l'anarchie la plus sanguinaire et à l'autocratie absolue de l'Amérique du Sud[286] », il cherchait à démontrer les différences de caractère entre descendants des races européennes sur le vaste continent américain.

Si cet ouvrage eut une forte résonance en Argentine, ce fut notamment du fait de l'existence de théories similaires élaborées lors des décennies précédentes par les élites argentines, notamment par les membres de la « Génération de 1837 », et plus spécialement Domingo Sarmiento. Président de la République de 1868 à 1874, il considérait que l'héritage et le métissage espagnols constituaient les grands maux de la nation argentine et l'éducation et l'immigration leurs remèdes. Avec les écrits de Gustave Le Bon, la question de la race trouvait alors une légitimation scientifique, voire une caution morale incontestable, pour l'élite argentine. Par conséquent, de nombreux intellectuels de l'époque s'engouffrèrent dans cette voie du diagnostic d'un pays malade de ces hommes qui le composaient et pour lequel le meilleur remède résidait dans l'immigration. Parmi les auteurs de cette ère positiviste qui dédièrent tout ou partie de leur œuvre à fonder une argentinité au prisme de l'immigration et de la régénération raciale de la société, les travaux de Carlos Octavio Bunge, Florentino Ameghino, José Ingenieros ou encore José María Ramos Mejía se démarquèrent. Carlos Octavio Bunge écrivit, pour sa part, l'un des ouvrages les plus emblématiques de ce courant de pensée inspiré par les théories de Gustave Le Bon. Nuestra América, paru en 1903, eut un écho dans toute l'Amérique Latine. Il y écrivit notamment :

> « Les races sont la clé. Ensuite viendraient les climats. Puis, l'histoire. Tout se complète ; mais le sang, le patrimoine psychologique, c'est le début des faits […] L'Amérique hispanique est une tour de Babel raciale […] Les Espagnols d'Amérique ne sont pas une race pure mais des métis européens, indigénisés, bâtardisés […] L'arrogance est, chez les

[286] *Gustave Le Bon, op. cit.*

animaux, l'instinct de conservation des sans défense ; chez les hommes, celle des paresseux […] le travail représente le progrès ; la paresse, la décadence[287]. »

Ce à quoi, Carlos Octavio Bunge proposait de remédier au moyen de l'immigration européenne ou, plus encore, de l'européanisation « par le travail[288] ». Cependant, cette idéologie de la régénération sociale par le biais d'une immigration anglo-saxonne se heurta à une réalité bien différente ; les immigrés, indispensables au développement économique et agricole de l'Argentine, étaient majoritairement latins. Hormis de rares intellectuels qui estimèrent que l'afflux de ces migrants européens était positif – à l'image de José Ingenieros qui, dans son ouvrage, *Formación de una raza argentina*, paru en 1915, estimait que « bien que la première immigration (coloniale) ait été stérile, la seconde consolidait une nationalité[289] » – cette vague migratoire fut rapidement considérée comme une menace sociale par l'élite argentine. Les figures intellectuelles de l'oligarchie qui voyaient dans l'immigration la solution aux maux de la nation, comme José María Ramos Mejía ou bien Carlos Octavio Bunge, se montraient désormais ouvertement hostiles envers celle-ci. Le philosophe, José Pablo Feinman, rappelait notamment que le mépris de l'oligarchie envers les immigrés s'était manifesté très tôt, en les qualifiant de « canailles ultramarines », et que les manifestations d'hostilité xénophobe avaient rapidement fait le lit de l'antisémitisme. Citant un ouvrage de Santiago Estrada, *Viajes y otras páginas literarias*, paru en 1889, il évoquait les métaphores employées pour nommer et dénigrer les immigrés juifs : « Le *conventillo*[290] est un pourrissoir de la pauvreté et une mine d'or de l'avarice […] Chaque *conventillo* est une fabrique d'épidémies, où chacun des lits immondes est le refuge dans lequel se reproduisent la fièvre jaune et le choléra[291]. »

La xénophobie et l'antisémitisme croissants dépassaient le cadre d'une simple réaction de l'élite face aux « hordes » de paysans et de travailleurs européens, issus de « races inférieures ». Il s'agissait aussi d'une réponse à un phénomène politique et social. En effet, en fuyant les conditions misérables de leurs lieux de vie et la persécution politique en Europe, les

---

[287] *Carlos Octavio Bunge,* Nuestra América : ensayo de psicología social, *Vaccaro, Buenos Aires, 6e édition, 1918, p. 20.*

[288] *Charles Hale, op. cit., p. 30.*

[289] *Ibid., p. 35.*

[290] *Le conventillo était la maison commune dans laquelle vivaient, entassés, les étrangers dans les quartiers pauvres de Buenos Aires au 19e siècle. L'architecture se composait d'un long couloir étriqué, qui donna le surnom de "casa chorizo" (maison saucisse) à ces maisons, et d'un patio central donnant sur plusieurs chambres où chacune d'elles abritait une famille différente. Les conditions de vie y étaient généralement insalubres.*

[291] *Santiago Estrada,* Viajes y otras páginas literarias, *cité par José Pablo Feinmann, dans « Filosofia aquí y ahora », émission télévisée diffusée sur la chaîne Encuentro, 3e saison, épisode n°35, 2010, http://encuentro.gob.ar*

migrants avaient emporté avec eux des idéologies telles que le socialisme, le communisme ou bien encore l'anarchisme. Or, attirés par les promesses d'une Argentine ouvrant ses bras aux travailleurs étrangers pour y cultiver le « désert », les immigrants rencontrèrent une réalité sociale et politique pour le moins brutale. En guise d'accueil, les étrangers pouvaient lire à leur arrivée à l'hôtel des migrants un panneau leur indiquant : « Sachez-le, vous arrivez dans un pays où comme ailleurs, il y a des vainqueurs et des vaincus.[292] »

La concentration foncière dans les plaines pampéennes bornait irrémédiablement l'horizon des promesses d'une terre sans limite et réduisait le champ des possibles de ces étrangers. De leur côté, les faubourgs des villes, où l'activité industrielle ne suffisait pas à absorber autant de main-d'œuvre, n'offraient bien souvent que des conditions de vie exécrables. Ce fut pourquoi les mouvements de contestations sociales émaillèrent le quotidien des villes et la marche triomphante du modèle agro-exportateur durant les décennies qui suivirent les années 1880. Le développement de l'activisme politique et l'agitation ouvrière, imputés aux étrangers et non à leurs conditions de travail et de vie, entrainèrent un phénomène « d'altération et d'inversion de la barbarie », comme la nomma l'historien Juan Carlos Garavaglia. Selon lui, « la barbarie, qui était autrefois attribuée par Domingo Sarmiento aux gauchos, avait été déplacée vers les *gringos,* autrement dit les immigrants européens.[293] »

Dès lors, ce fut une autre inversion qui finit par émerger pour répondre à la quête identitaire de la jeune nation argentine et incarner le « grenier du monde », celle du *gaucho*, auparavant sauvage, désormais devenu héros d'une mythologie moderne. Cette construction d'une figure archétypique s'est opérée parallèlement aux différents développements des théories positivistes sur l'immigration et la régénération sociale. Quelques-uns des plus influents et éminents intellectuels de la « Génération de 1880 » avaient entrepris, très tôt, de revaloriser la figure du *gaucho* pour faire de la tradition littéraire qui l'entourait le noyau et le fondement de la culture et de la tradition nationales. Ainsi, comme le souligna l'historien Raul Fradkin :

> « Elle était un produit social complexe, à la formulation duquel participèrent de nombreux acteurs, comme de ses énonciation, interprétation et appropriation. Processus ouvert,

---

[292] *José Pablo Feinmann, dans « Filosofía aquí y ahora », émission télévisée diffusée sur la chaîne Encuentro, 3e saison, épisode n°35, 2010, http://encuentro.gob.ar*

[293] *Juan Carlos Garavaglia, « Gauchos : identidad, identidades », in América, Cahiers du CRICCAL, n°30, Mémoire et culture en Amérique latine, V.1, 2003, p. 148.*

jamais clos ou totalement cristallisé, il a su revêtir bien des significations, même contradictoires[294]. »

Avant d'être adoptées par les positivistes, les œuvres qui décrivaient la figure des *gauchos* cherchaient à se détacher, voire à s'opposer, aux visions de progrès et de matérialisme qui dominaient au sein des cercles de l'élite oligarchique. Parmi les différentes œuvres qui abordèrent la vie des *gauchos*, ce fut celle de José Hernández, *Martín Fierro*, paru en 1872, qui fut érigée au rang de poème épique national. D'abord considérée comme la dénonciation des conditions de vie des paysans, l'œuvre de José Hernández est parue dans un contexte de profonde transformation de l'agriculture de la pampa, d'expansion de la frontière et de recrutement forcé des paysans pour mener des campagnes militaires. Les *gauchos* étaient alors méprisés par l'élite argentine qui ne voyait en eux que des déserteurs ou des vagabonds[295]. Quarante ans plus tard, la même œuvre était interprétée au prisme de la question de la nationalité face à la vague migratoire et les tentatives de la définir autour de l'idée de tradition. Comme l'analysa, Raúl Fradkin « les textes sont produits dans un contexte qui leur donne sens, mais ils sont lus dans d'autres, qui renouvellent leur signification[296] » ; et comme l'appuya Jorge Luis Borges, « La vie n'est pas un texte mais un mystérieux processus[297]. »

Comprendre l'inversion et l'élévation de la figure du *gaucho* dans le contexte de construction du roman national est essentiel car elles nous enseignent par quels mécanismes l'oligarchie argentine a réussi à légitimer son propre processus d'accaparement du pouvoir et à installer sa représentation de puissance comme paradigme de tout développement de la nation argentine. La question du lien politique entre la terre et le pouvoir a été largement évincée dans l'élaboration du roman nationale par l'élite oligarchique, parvenant de la sorte à éviter toute remise en cause de l'inégale répartition foncière obtenue aux dépens des habitants des grandes plaines pampéennes dont les *gauchos* constituaient les premiers représentants.

Ce fut bien à partir des déceptions et des craintes générées par l'immigration européenne massive que les élites culturelles entamèrent un processus de revalorisation puis d'exaltation de la figure du *gaucho*. Cette opération d'appropriation et de redéfinition élitiste d'un personnage populaire, mais jusque-là considéré comme « primitif » par l'oligarchie, s'est construite en miroir avec l'évolution des représentations qui entouraient la ville et ses nouveaux

---

[294] *Raúl Fradkin, op. cit., p. 119.*
[295] *Tulio Halperín Donghi,* José Hernández y sus mundos*, Sudamericana, Buenos Aires, 1985, p. 283.*
[296] *Raúl Fradkin, op. cit., p. 119.*
[297] *Jorge Luis Borges,* El Martín Fierro*, op. cit., p. 91.*

habitants, les immigrés européens. En effet, celle-ci, symbole de la civilisation, avait peu à peu commencé à incarner l'image d'un nouvel espace barbare, matérialiste et cosmopolite, faisant émerger, par opposition, une vision idéalisée de la campagne considérée dès lors comme traditionnelle, spirituelle et autochtone. Ses habitants, les *gauchos,* allaient se voir investis d'une « essence archétypique[298] », celle de « compagnons dévoués à leurs maîtres », « rudiment fondamental de la race argentine », « élément différentiel et habitant distinctif » d'un espace bien précis, la Pampa ; en contradiction avec les immigrants des villes, politisés et rebelles à l'autorité de l'Etat, que Leopoldo Lugones n'hésitait à qualifier ainsi : « barbare signifie bafouilleur, bègue, c'est-à-dire notre gringo[299]. »

D'homme pourchassé ou enrôlé pour limiter sa présence dans les grands espaces pampéens, le *gaucho* se trouvait à présent associé à la quête identitaire et raciale qui fleurissait parmi les intellectuels de l'époque. La construction du personnage mythique était lancée et, comme le soulignait Raul Fradkin :

> « Elle était complexe, traversait les secteurs les plus divers de la culture nationale […] prêtait à des formulations nombreuses et divergentes, ce qui ne faisait que le renforcer. […] De cette manière, sa capacité agglutinante, en tant qu'archétype identitaire, n'en était que plus forte […] le rythme, la profondeur et l'extension du mythe prirent la forme d'une véritable propagation capillaire dans la société, jusqu'à imprégner et saturer toute la culture argentine[300]. »

Ainsi au travers du *gaucho,* les membres de l'élite intellectuelle allaient rivaliser de métaphores pour donner une identité à la nation argentine, allant même jusqu'à plonger ses racines dans la mythologie grecque pour offrir à leur propre mythe une pureté originelle. Le *gaucho* devint alors « un centaure », une émanation d'une « race herculéenne », selon les propres mots de Leopoldo Lugones, « car il avait triomphé là où les conquistadors espagnols avaient échoué : dans la lutte contre les Indiens pour le contrôle de la Pampa. » Pour le poète espagnol, Miguel Unamuno, il s'agissait « d'une figure profondément espagnole » dont le poème épique, le Martín Fierro, exprimait « le chant du combattant espagnol qui, après avoir planté la croix à Grenade, est parti pour l'Amérique au service de la croisade en faveur de la civilisation et pour ouvrir le chemin dans le désert. » Cependant, ce furent les travaux de

---

[298] *Juan Carlos Garavaglia, « Gauchos : identidad, identidades », in América, Cahiers du CRICCAL, n°30, Mémoire et culture en Amérique latine, V.1, 2003, p. 148.*
[299] *Leopoldo Lugones,* El payador, *Biblioteca Ayacucho, Caracas, 1916.*
[300] *Raúl Fradkin, op. cit., p. 121.*

l'historien et philosophe, Ricardo Rojas, qui parvinrent à exprimer le mieux ce désir identitaire et racial que l'oligarchie voulait imprimer à la nation argentine. En 1913, il affirma :

> « Une littérature nationale est le résultat d'intelligences individuelles, mais celles-ci sont les activités de la conscience collective d'un peuple […] alors que le territoire et l'Etat sont le corps de la nation, la langue et la mémoire sont leur âme […] Le Martin Fierro est un genre épique, de création collective, dont l'auteur était notre peuple […] le *gaucho* est l'expression de la Pampa […] l'Argentin a hérité les vertus aussi bien de l'Indien que de l'Espagnol en y ajoutant quelque chose qui lui est propre : le sentiment de la liberté individuelle, qui fut le trait épique du *gaucho* et la base naturelle de notre démocratie. […] Il y a, dans Martín Fierro, un type humain : le *gaucho*, et une action épique : la lutte du héros contre son milieu. Ce milieu, c'est la Pampa, c'est-à-dire le creuset de notre race et le berceau de notre nationalité[301]. »

Comme le souligna Raul Fradkin, « une trilogie mimétique était ainsi établie entre le Martín Fierro, le *gaucho* et l'Argentin, incompréhensible sans la pampa, véritable "creuset de races"[302]. » Une cristallisation décisive était opérée et un archétype national consacré par les représentants les plus illustres de l'élite intellectuelle. Cependant, cette panthéonisation de la figure du *gaucho* s'opérait dans un contexte d'hégémonie oligarchique dont la source du pouvoir reposait justement sur une appropriation foncière réalisée aux dépens de ces mêmes *gauchos.* Ces hommes du « désert », qui avaient œuvré à bâtir le territoire qui les avait recrachés, étaient désormais réintégrés à cette terre prodigue, à l'abondance apparemment illimitée, sans pour autant en profiter. Au-delà d'une construction identitaire, il s'agissait donc bien pour l'oligarchie d'occulter les mécanismes d'appropriation foncière à l'origine du « grenier du monde », en dotant le récit collectif d'une morale que la conduite du *gaucho* était supposée incarner, à savoir celle « d'un compagnon dévoué à son maître, qui peut se reposer sur lui sans crainte mais qu'il faut traiter avec tout le respect que l'on doit à un homme libre et altier ». En d'autres termes, cela revenait à ôter la possibilité au *gaucho,* mais aussi au reste de la société, de remettre en cause l'ordre établi et la répartition du pouvoir au sein d'un modèle agro-exportateur qui leur offrait les instruments de leur puissance. C'était donc bien une figure dépouillée qui entrait au panthéon de l'histoire argentine et consacrait la puissance de l'oligarchie à imposer son récit au reste de la société.

---

[301] *Ricardo Rojas,* Historia de la literatura argentina. Los gauchescos*, Losada, Buenos Aires, 1948.*
[302] *Raúl Fradkin, op. cit., p. 127.*

Ce fut avec acuité que Jorge Luis Borges livra cette analyse, saillante et prémonitoire, où pointait, derrière la force des représentations de l'oligarchie, la relativité de cette puissance :

> « Il n'y a pas de légende en cette terre et aucun fantôme ne marche dans nos rues. Voilà notre flétrissure. Notre réalité vitale est grandiose, mais notre réalité pensée misérable […] Au parfait symbole de la pampa, dont la figure humaine est le gaucho, s'ajoute avec le temps celui des faubourgs : symbole inachevé […] Buenos Aires, malgré les deux millions de destins individuels qui la saturent, restera déserte et sans voix, tant qu'un symbole ne l'habitera pas. La province, elle, est habitée : on y trouve Santos Vega et le gaucho Cruz et Martín Fierro, dieux en devenir. La ville continue d'attendre une poétisation[303]. »

De 1880 à la veille de la seconde Guerre Mondiale, une génération de l'oligarchie argentine a réussi à ériger l'exploitation agro-pastorale des ressources foncières de la Pampa comme l'outil d'une politique de puissance et l'instrument de leur pouvoir sur la société. Au cours de la même période, elle a fondé un imaginaire socio-politique basé sur les capacités exportatrices du pays et elle a élaboré les grandes lignes d'un roman national qui plaçait en son centre le *gaucho,* personnage autrefois honni de l'oligarchie mais désormais réhabilité et paré de nobles vertus pour représenter la « race argentine ». La représentation de la puissance et la consécration de l'identité argentine au travers de la figure du *gaucho* traduisaient, en creux, une vision du territoire que l'oligarchie dominait et dont elle tirait son capital économique, son pouvoir politique et les fondements de la puissance du pays. Incontestablement, cette représentation s'appuya aussi sur l'ostentation des symboles de richesses que l'oligarchie étalait dans les rues de Buenos Aires et des grandes capitales mondiales. Ce furent les images d'un pays riche qui se gravèrent dans la mémoire collective et participèrent à ancrer la représentation du « grenier du monde » au cœur de l'inconscient argentin, dont elle est ressurgie récemment pour évoquer les nouvelles richesses agricoles du pays et l'avancée des fronts agraires vers de nouveaux « déserts ».

---

[303] *Jorge Luís Borges,* El Martín Fierro*, Alianza, Madrid,1998, p. 16.*

D) L'ostentation de la richesse comme outil d'hégémonie culturelle de l'oligarchie et symbole de la puissance du « grenier du monde »

Les années de modernisation de l'Argentine et d'émergence de sa représentation de puissance ont été marquées par l'intense démonstration de la richesse des classes dominantes qui, comme le rappela Alain Rouquié, « sacrifièrent à la consommation ostentatoire, marque de statut, en imitant le style de vie supposé des classes supérieures européennes dans leurs manifestations les plus tapageuses[304]. »

Si les investissements qui permirent à l'Argentine de s'élever au rang de puissance agricole étaient orientés vers les campagnes, au travers notamment des réseaux de chemin de fer, ou bien dans les zones portuaires, avec l'implantation d'usines frigorifiques par exemple, ce fut à Buenos Aires, ville qui symbolisait le pouvoir, que l'oligarchie fit l'étalage de sa richesse et de sa domination. Les transformations que subit la ville durant la période de domination oligarchique participèrent à renforcer cette représentation de grandeur liée au « grenier du monde » et à imposer un ensemble de valeurs culturelles où les démonstrations de signes extérieurs de richesse étaient un élément central, pour ne pas dire constitutif, de l'essence oligarchique argentine. La diffusion à l'ensemble de la société des valeurs et des images du triomphe de la classe sociale dominante, grâce notamment à la presse et à l'école, a largement contribué à façonner la croyance parmi les Argentins que la réussite de l'Argentine était celle de l'oligarchie. Dans son ouvrage paru en 1960, *La formación de la conciencia nacional*, le politicien et journaliste Juan José Hernandez Arregui constatait que « le secret du pouvoir de l'oligarchie est un pouvoir secret qui imprègne tout le pays. [305] » Après avoir employé la figure du *gaucho* pour légitimer l'assise foncière de son pouvoir, l'oligarchie organisait ce que le philosophe italien, Antonio Gramsci, qualifiait d'hégémonie culturelle, en propageant ses pratiques dans la société toute entière[306].

Ainsi, malgré les décennies et les différents changements de régimes survenus au cours de l'histoire contemporaine argentine, le secret évoqué par Juan José Hernandez Arregui a infusé dans les esprits de la société argentine au point qu'aujourd'hui encore les démonstrations

---

[304] *Alain Rouquié, op. cit., p. 122.*

[305] *Juan José Hernandez Arregui,* La formación de la conciencia nacional*, Editorial Continente, Biblioteca de pensamiento nacional, Buenos Aires, 2004, p. 55.*

[306] *Antonio Gramsci,* Cahiers de prison, *Gallimard, Paris, 1996.*

de richesse de l'oligarchie sont associées, voire confondues, avec la prétendue puissance que possédait alors le pays.

De même que l'émergence de la puissance agricole argentine était visible dans les grandes plaines de la Pampa, où la croissance phénoménale de ses facteurs de productions se traduisait par la transformation des paysages, la capacité financière de l'oligarchie bouleversait le visage de la ville de Buenos Aires et l'érigeait en symbole de son pouvoir. En l'espace d'une trentaine d'années, Buenos Aires laissa définitivement derrière elle l'image d'une grosse bourgade pour devenir l'une des villes les plus modernes au monde, qualifiée de New-York de l'Amérique Latine ou de Paris du Río de la Plata. Outre la construction d'un métro, le déploiement d'un réseau électrique, de gaz ou bien encore d'eau, la ville s'est caractérisée par ses transformations architecturales où les rues de Buenos Aires étalaient le luxe des palais et autres hôtels particuliers des grandes familles de l'oligarchie. Le sociologue Jorge Majfud a retracé l'histoire et les noms de ces famille dont la richesse éclaboussait autant Buenos Aires que les grandes villes européennes. Il s'agissait des mêmes familles dont les noms avaient traversé les deux derniers siècles à l'ombre des différents pouvoirs quand ils ne le représentaient pas directement : Anchorena, Arana, Martinez de Hoz, Ocampo, Pinedo, Unzué, Alzaga… :

> « Quel que soit l'histoire sociale faite à propos de la classe haute traditionnelle, elle sera contrainte de suivre une même ligne. Elle commencera par le commerce, la vente ou la contrebande, ensuite elle passera à l'élevage ou bien la propriété d'un domaine. Et, enfin, elle gouvernera le pays[307]. »

Un journaliste français, Jules Huret, contemporain de cette époque, révélait à sa manière l'omniprésence de cette oligarchie et de leurs familles dans tous les compartiments de la vie sociale et économique du pays :

> « Rien ne se fait d'important dans ce pays sans elles ni en dehors d'elles. Argus aux cent yeux, Briarée aux cent bras, cette élite a l'œil sur les bonnes affaires, occasions d'achat et de vente de terre, les tuyaux de la Bourse et de course lui arrivent, elle sait les grosses entreprises qui vont se créer, les concessions forestières qui restent à accorder, les projets

[307] *Julio Mafud,* Los dueños del país, sociología de la clase alta argentina, *Distal, Buenos Aires, 1993, p. 74.*

de construction d'usines, de frigorifique, de moulins, de sucreries, de ports, les contrats projetés de fournitures d'outillage, les grands travaux prochains…[308] »

Certains historiens, économistes ou bien sociologues se montrèrent particulièrement critiques quant aux transformations de la ville de Buenos Aires. L'historien Felipe Pigna la compara à « une capitale d'un empire imaginaire ». Pour sa part, Carlos Ibarguren, historien et membre d'une famille de l'oligarchie argentine, décrivait ainsi les excès de ses semblables :

« L'encouragement et le développement incontrôlé des affaires, des capitaux, des travaux publics, des concessions, des valeurs réelles ou fictives et de la spéculation ont entrainé une vague irrésistible de loisir sur tous les terrains de sorte que le pays s'est transformé en un immense casino. Cela a eu pour conséquence la corruption, le gaspillage, la soif d'or, la richesse facile et le luxe improvisé qui a donné lieu à un type de personnage, le rastaquouère, au sens de riche qui éblouissait en Europe par ses dilapidations et l'exhibition de sa fortune aussi rapidement acquise que gaspillée. Cette ivresse corruptrice s'étendait à tous les terrains, publics et privés, administratifs, commerciaux et particuliers. Les excès somptuaires atteignaient leur acmé avec les bijoux, les voitures tirées par les célèbres chevaux russes, les meubles, les palais, les objets d'art d'un goût douteux qui transformaient les nouvelles adresses en bazars hétéroclites[309]. »

Ce fut effectivement à cette époque que l'oligarchie argentine se fit connaître des habitants des grandes capitales européennes pour la débauche d'argent à laquelle elle s'adonnait. Naquit ainsi à Paris l'expression « riche comme un Argentin » comme le relata l'historien Henry Ferns :

« Dans les centres de plaisir européens, le mot argentin s'est converti en synonyme de richesse et de luxe. Les grands palais de l'aristocratie autour de la place San Martín, à Buenos Aires, et les hôtels particuliers de Barrio Norte, rivalisaient avec les résidences urbaines de l'aristocratie anglaise. Les magnats louaient pour leur usage particulier des trains entiers pour transporter leurs familles et serviteurs depuis leurs demeures en ville jusqu'à leurs résidences d'été[310]. »

---

[308] *Jules Huret, cité par Alain Rouquié, op. cit., p. 125.*
[309] *Carlos Ibarguren,* La historia que he vivido, *Editorial Sudamericana, Buenos Aires, 1999, p. 85.*
[310] *Henry Ferns,* La Argentina, *Sudamericana, Buenos Aires, 1983, p. 155.*

Ces derniers, pour voyager jusqu'en Europe, n'hésitaient pas à emporter des vaches laitières à bord des bateaux de croisière afin de s'assurer que leurs enfants puissent boire du lait frais pendant toute la durée de la traversée. Cette coutume, magnifiquement relatée par le dramaturge Mauricio Kartún, dans son œuvre théâtrale, *El niño argentino*[311], s'accompagnait d'autres habitudes, aujourd'hui entrées dans le parler populaire argentin, comme celle de « jeter le beurre au plafond » (tirar manteca al techo[312]).

Alain Rouquié rappelle que :

> « La vie culturelle participait également à un effort mimétique de la classe dominante qui cherchait à légitimer le modèle sur lequel elle basait sa richesse. […] Elle réservait une place privilégiée à la culture : en effet, pour ces « patriciens » qui rêvaient d'introduire la « civilisation » européenne dans la Pampa « barbare », l'accès privilégié à la connaissance et l'activité intellectuelle fondaient en raison leur détention du pouvoir. Les « classes cultivées » se dotent ainsi d'une légitimité reconnue et marquée du signe universel du « progrès ». La consommation culturelle est pour les vieilles familles consulaire la marques des élus.[313] »

Par ailleurs, ces différents éléments indiquaient les limites de la puissance argentine marquées par une oligarchie qui, dans une certaine mesure, assimilait le pouvoir à l'argent. Selon l'ensemble des chercheurs, historiens ou économistes, la fin du boom du modèle agro-exportateur s'est située aux alentours de la première décennie du 20e siècle. Dans un entretien accordé à Juan Llach, pour son ouvrage, *La Argentina que no fue*, Alejandro Bunge, économiste du début du 20e siècle, affirmait ceci :

> « Après 1908, l'Argentine était devenue un pays statique du point de vue de son organisation économique. La zone pampéenne avait atteint une limite quant à ses possibilités d'étendre la production en augmentant la surface d'exploitation et la Grande Bretagne entrait dans une zone d'ombres en tant que fournisseur de capitaux et des manufactures dont notre économie avait besoin. La Première guerre mondiale signifia une

---

311 *Mauricio Kartún,* El niño argentino, *Ediciones Losada, Buenos Aires, 2006.*

312 *Lorsque les familles argentines débarquaient en France, elles avaient pour coutume de sacrifier les vaches qui avaient effectuées la traversée avec elles et de les offrir en festin. Ensuite, une fois dans la capitale, ces familles avaient pour habitude d'aller dîner dans le restaurant le plus en vogue de l'époque, Chez Maxime, où l'un des jeux favoris des Argentins consistait à jeter le beurre, un aliment particulièrement cher à cette époque, au plafond du restaurant, d'où l'expression pour décrire le gaspillage : « tirar manteca al techo » (jeter du beurre au plafond).*

313 *Alain Rouquié, op. cit., p. 122.*

première alerte quant aux perspectives de continuité du modèle et la crise de 1930 marqua son crépuscule définitif.[314] »

Le développement vertigineux de la production agro-pastorale et de ses exportations, la croissance de l'économie, mesurée au travers du PBI, et le caractère extraverti et dispendieux de l'oligarchie dans les capitales européennes, masquaient les fragilités structurelles d'un pays basé sur la croyance de ressources inépuisables et d'un endettement externe infini. Le regard de l'oligarchie était posé vers l'extérieur, vers l'Europe, et ne percevait pas les limites d'un système qui captait tout ce que l'extérieur pouvait lui donner, main d'œuvres, capitaux, idéologies, sans jamais chercher à offrir un modèle économique et politique propre. Comme sut le décrire très justement le philosophe argentin, José Pablo Feinman, « l'oligarchie jouissait du pays mais ne le construisait pas ». Le pays, au travers de son modèle agro-exportateur, était devenu complètement dépendant des grandes puissances européennes industrialisées. Jorge Schvarzer le décrivit lapidairement : « l'Argentine était un pays agricole financier ».

Toutefois, ce fut la vision triomphale de l'histoire qui traversa le temps au travers de la représentation d'un pays à l'abondance illimitée. Comprendre la géopolitique de l'agriculture argentine, comprendre sa relation au monde et ses conflits territoriaux actuels, c'est regarder dans le miroir de cette représentation et dépasser l'image qui nous en est donnée.

En l'espace d'une trentaine d'années, la « Génération de 1880 » est donc parvenue à constituer un récit identitaire fort qui imposait la vision sociale, économique et territoriale de l'oligarchie au reste de la société. La représentation du pays comme « le grenier du monde » était l'affirmation de la source de son pouvoir et démontrait l'étendue de sa puissance et de sa richesse, au point de s'imposer comme le paradigme de tout développement de la nation pour les années à venir.

2.2.2 LA CONSOLIDATION DE L'ETAT OLIGARCHIQUE : L'EXERCICE DU POUVOIR

A partir des années 1880, l'Argentine a vécu une période de stabilité politique marquée par la domination hégémonique de l'oligarchie jusqu'en 1916, année des premières élections au suffrage universel secret et obligatoire pour les citoyens argentins, et la victoire du principal parti politique d'opposition, le Parti Radical.

---

[314] *Juan José Llach,* La Argentina que no fue, *Ediciones del IDES, Buenos Aires, 1985, pp. 29-30.*

Durant cette période, cette hégémonie de la classe dominante lui a permis de consolider une politique économique libérale, au travers du modèle agro-exportateur et de mener une politique conservatrice en dévoyant toute possibilité de représentativité politique du pouvoir au moyen de la création du premier parti politique d'envergure nationale, le *Partido Autonomista Nacional* (PAN), dont la principale figure fut le Général Julio Argentino Roca.

Auréolé du prestige lié à sa campagne militaire en Patagonie, il fut le président du PAN et de la République de 1880 à 1886, puis de 1898 à 1904. Lorsqu'il ne dirigea pas le pays, il conserva des postes d'influence, soit au sein du gouvernement, en tant que Ministre de l'Intérieur entre 1890 et 1891, soit depuis le Sénat, où il siégea entre 1886 à 1890 et de 1891 à 1898. Sa capacité à tisser des alliances politiques permit à son parti de dominer le pouvoir et lui valut le surnom de *zorro,* le renard. Considéré comme le représentant politique le plus illustre de la « Génération de 1880 », il reste encore aujourd'hui un personnage aussi aimé qu'honni par les citoyens argentins, symbole de l'oligarchie nationale.

Après les décennies qui suivirent l'indépendance de l'Argentine et les rivalités de pouvoir qui les marquèrent, les années 1880 se sont ouvertes avec l'unification politique et territoriale du pays. A partir de cette date, les stratégies de pouvoir n'allaient plus mettre aux prises des provinces et leurs *caudillos* mais plutôt des représentants d'une oligarchie nationale qui était parvenue à imposer un modèle économique basé sur la rente foncière, les exportations agro-pastorales et l'ouverture aux investissements étrangers, essentiellement britanniques.

Les chercheurs Waldo Ansaldi et Verónica Giordano rappelèrent que le déploiement d'un système politique stable et hégémonique, qui s'est maintenu au pouvoir jusqu'en 1916, fut le fruit d'un pacte intra oligarchique[315]. Ce pacte informel de gouvernabilité représentait l'alliance entre, d'un côté, le rassemblement des dissidents des deux forces politiques opposées de l'époque, le parti fédéral et le parti libéral, et, d'un autre côté, les gouverneurs des provinces intérieures, regroupés au sein de la Ligue des Gouverneurs.

D'autre part, la constitution nationale dota le pouvoir exécutif d'une véritable suprématie politique et la création d'une armée lui offrit les moyens d'exercer le monopole de la violence légitime. Ainsi, les provinces restèrent sous le contrôle ferme du Président de la République qui, en désignant leurs représentants, obtenait l'appui des gouverneurs et étouffait toute velléité de rébellion ou sédition, comme ce fut le cas durant les soixante années passées.

---

315 *Waldo Ansaldi, Verónica Giordano, op. cit., p. 493.*

La consolidation d'un tel modèle, que l'historien Jacques Chonchol qualifia d'Etat oligarchique[316], répondait à l'objectif assumé de l'oligarchie d'accaparer et de préserver le pouvoir entre peu de mains, capturant ainsi l'Etat[317] et restreignant la république[318]. Cette domination oligarchique s'est inscrite dans un projet géopolitique visant à peupler les vastes territoires pampéens avec des immigrants, à écrire les lignes d'un roman national qui ne questionnaient pas l'origine du pouvoir et à positionner leur pays comme une plateforme d'exportations de produits agricoles afin de contribuer à la sécurité alimentaire des ouvriers anglais et d'importer les capitaux britanniques pour consolider son développement.

A compter de 1880, la prise de pouvoir de Julio Argentino Roca signifia donc la consolidation du processus de construction d'un Etat nation, initié depuis 1862 avec Bartolomé Mitre, qu'il traduisit par la devise « paix et administration ». Fortement influencée par le positivisme, l'oligarchie concevait l'exercice du pouvoir comme une administration où « les seuls qui pouvaient participer au gouvernement étaient ceux qui étaient habilités par la richesse, l'éducation et le prestige. » Comme le souligna l'historien Natalio Botana, il s'agissait « d'un système d'hégémonie gouvernementale déployé tant sur la grande majorité de la population, passive, comme sur les membres appartenant à la strate supérieure qui entreprenaient une activité d'opposition[319]. »

Cette hégémonie gouvernementale se traduisit donc par l'instauration d'un parti politique, le PAN, qui organisait et contrôlait le pouvoir et au sein duquel transitaient les représentants de l'oligarchie nationale. La plupart de ses membres appartenaient aussi à de puissantes organisations telles que la Société Rurale, le Jockey Club[320], le Club des Armées ou bien le Club du Progrès. Dès lors, comme le remarqua l'économiste Mario Rapoport, « les deux tiers des membres du Congrès appartenaient à la classe haute. Les liens familiaux et l'amitié constituaient une solide assurance face aux vicissitudes des changements politiques[321]. »

---

316 *Jacques Chonchol, op. cit., p. 81.*

317 *Waldo Ansaldi, Verónica Giordano,* América Latina, La construcción del orden, *Ariel, Buenos Aires, Tomo I, 2012, p. 468.*

318 *Natalio Botana,* El orden conservador, *Editorial Sudamericana, Buenos Aires, 1985, p. 71.*

319 *Natalio Botana, op. cit., p. 75.*

320 *Le 11 avril 2018, lors d'entretiens à Buenos Aires, Horacio Frías, important producteur agricole de la région de Tucumán et arrière-petit-fils par alliance de Julio Argentino Roca, m'a donné l'occasion de connaître le Jockey Club. Fidel à sa tradition, le club continue à n'accueillir que des hommes issus de grandes familles. Dans l'un des salons où les discussions politiques se mêlent aux repas d'affaires, un tableau immense domine les conversations et témoigne du lien qui unit les intérêts du passé et ceux du présent, un portrait en pied du Général Julio Argentino Roca.*

321 *Mario Rapoport, op. cit., p. 16.*

Aussi, il ne fut pas surprenant que les intérêts de l'oligarchie, et parmi eux les grands propriétaires terriens et les éleveurs, soient aussi bien représentés politiquement. En 1894, lors des élections de la province de Buenos Aires, la presse faisait ainsi la description du candidat politique idéal pour le poste de gouverneur :

> « Il sera un peu *high-life*. Il aura avant tout des liens avec le Jockey Club, parce qu'il semble que cela soit la condition *sine qua non* pour gouverner les populations […] Cet homme doit réunir l'avantage des membres du Jockey Club, d'être éleveur, commerçant, politique et financier.[322] »

Miguel Cané, un important intellectuel de la « Génération de 1880 » n'hésita pas, pour sa part, à définir clairement les attentes de l'oligarchie foncière vis-à-vis du pouvoir :

> « Oui messieurs, nous sommes des éleveurs de bétail et de moutons, qui avons apporté la richesse à toute la province. En tant qu'éleveurs, nous demandons la liberté pour les hommes, la sécurité pour le bétail et la valorisation de notre laine.[323] »

Malgré des dissensions à l'intérieur du PAN, entre différentes figures de l'oligarchie, ce parti politique contrôla le pouvoir et l'Etat pendant trente-six ans et organisa le pays afin de faire correspondre les évolutions politiques, économiques et sociales avec les besoins et les intérêts de l'oligarchie. Le parti s'assurait de la désignation des représentants au travers de négociations entre différentes factions politiques au sein même de l'oligarchie et validait son choix au moyen d'élections, souvent entachées de fraude. Bien que fréquemment utilisée, cette pratique n'était pas systématique. La faible participation générale, entre 10% et 25% de votants selon les élections, les étrangers n'ayant pas le droit de voter, et un taux de participation plus élevé à la campagne qu'en ville suffisaient à orienter et à contrôler l'issue d'un scrutin. Toutefois, quand l'opposition parvenait à mobiliser ses partisans et risquait de déstabiliser le pouvoir, le recours à la fraude était automatique afin d'assurer la pérennité de la domination de l'oligarchie[324]. De plus, à la même époque, le développement de la presse constitua un moyen d'influence des opinions politiques particulièrement efficaces au service des intérêts de la classe dominante. A titre d'exemple, voici les propos que tint Ramón Cercano, membre de la Société

---

[322] *Ezequiel Gallo, « Política y sociedad en Argentina, 1870 - 1916 », in Leslie Bethelle (Ed.),* Historia de América Latina*, Vol. X, Editorial Crítica, Barcelona, 1992, p. 57.*
[323] *Ezequiel Gallo, « Política y sociedad en Argentina, 1870 - 1916 », in Leslie Bethelle (Ed.),* Historia de América Latina*, Vol. X, Editorial Crítica, Barcelona, 1992, p. 57.*
[324] *Ibid., p. 57.*

Rurale et Gouverneur de la province de Córdoba en 1913, à Juárez Celman, Président de la République de 1886 à 1890, au sujet de l'influence de la presse à cette époque : « un journal pour un homme public est comme un couteau pour un *gaucho* querelleur : il doit toujours l'avoir à portée de main.[325] »

Les pratiques de fraude électorale, mais aussi de corruption ou bien encore de clientélisme, atteignirent leur paroxysme sous la présidence de Juárez Celman, qualifiée de modèle faustien selon les chercheurs Waldo Ansaldi et Verónica Giordano. Ce mandat se caractérisa aussi par la concentration de la totalité du pouvoir politique et public dans la personne du président, en tant que Chef unique de la Nation et du PAN, ce qui fut surnommé *unicato*[326].

Bien qu'évoluant dans une apparente stabilité institutionnelle, l'oligarchie et sa pratique du pouvoir ne correspondaient pas aux attentes d'une société qui expérimentait un processus de transformation et de modernisation sociales et politiques accéléré, marqué par une radicalisation de la protestation et l'émergence d'un parti d'opposition, le Parti Radical. Sous l'impulsion de ce parti, plusieurs révolutions urbaines éclatèrent durant cette longue période d'hégémonie du PAN. Elles servirent bien souvent de prétexte à l'oligarchie pour réaffirmer son projet politique, semer la peur d'un pouvoir anarchique et justifier l'emploi de la force.

Toutefois, les revendications pour une moralisation de la vie publique et une ouverture démocratique firent leur effet. En 1912, l'opposition parvint à obtenir l'adoption d'une loi qui allait faire date. La loi Sáenz Peña, du nom de son auteur, permit l'établissement du suffrage universel secret et obligatoire pour les citoyens argentins masculins, de naissance ou naturalisés. Les élections, quant à elles, durent désormais se dérouler sous le contrôle de l'armée afin de couper court aux tentatives de fraude. Le résultat fut immédiat. L'opposition remporta enfin des scrutins jusqu'à gagner l'élection présidentielle de 1916 avec le candidat du Parti Radical, Hipólito Yrigoyen, marquant la fin d'un cycle de domination hégémonique du pouvoir par l'oligarchie.

Cependant, cette fin de cycle ne menaça pas directement le véritable pouvoir de l'oligarchie qui, une fois dans l'opposition, disposait toujours d'une capacité de véto redoutable en raison même de sa place centrale dans le dispositif de l'économie nationale et de leur légitimité sociale. Comme le rappelait Alain Rouquié :

---

[325] *Ibid., p. 56.*
[326] *Waldo Ansaldi, Verónica Giordano, op. cit., p. 494.*

> « La fronde mondaine ou le sabotage économique (désinvestissement, fuite des capitaux, pressions contre le pays sur les places financières internationales, etc.) ne sont généralement que des préludes à la rupture du système représentatif leur permettant à nouveau un accès sans entrave à l'Etat[327]. »

De même, alors que l'opposition lutta pendant plusieurs décennies pour obtenir plus de participation démocratique et de moralisation de la vie publique, il n'a jamais été question de remettre en question le modèle économique, ni le monopole de rente foncière, base de la richesse et du pouvoir de l'oligarchie. Malgré de nombreuses révoltes sociales, notamment rurales, aucun projet de réforme agraire n'a vu le jour sous l'Etat oligarchique ni même sous le gouvernement du Parti radical.

Dès lors, la représentation du « grenier du monde » a constitué la meilleure expression de la véritable hégémonie de l'oligarchie sur l'ensemble de la société. Les gouvernements se sont succédés depuis une centaine d'années et cette représentation a traversé les époques, intacte, réaffirmant, de la sorte, un pacte de domination car, comme l'a souligné Alain Rouquié : « l'élite établie a généralement diffusé à l'ensemble du corps social ses valeurs et son image. La presse et l'école sont les deux canaux institutionnels d'une inculcation idéologique qui contribue à façonner les mentalités. »

2.2.3 POLITIQUE EXTERIEURE : L'EXERCICE DE LA PUISSANCE

Dès 1856, lors de l'ouverture d'un nouveau cycle législatif, le président de la Confédération, Justo José de Urquiza, soulignait l'importance des liens de l'Argentine avec l'Europe : « Là se trouvent en grande partie les sources de notre commerce et notre population[328]. » Après les années de pouvoir de Rosas, entre 1835 à 1852, et ses relations âpres avec l'Europe, Justo José de Urquiza marquait clairement la priorité des liens à tisser pour un jeune pays en quête de modernisation et de développement.

De son côté, la République de Buenos Aires menait d'ores et déjà une relation historique avec les pays européens, notamment l'Angleterre, et n'entendait pas changer de cap. Dès lors, quand Buenos Aires prit le pas sur la Confédération, à partir de 1861, l'esprit d'ouverture vers l'Europe n'en fut que consolider et les différents dirigeants, qui se succédèrent depuis ne firent

---

[327] *Alain Rouquié, op. cit., p. 122.*
[328] *Mario Rapoport, op. cit., p. 21.*

que ratifier et approfondir cette relation transatlantique, qu'il s'agisse des flux commerciaux, financiers ou bien encore migratoires.

L'incroyable expansion agricole et économique de l'Argentine se déroula au cours d'une période d'intense expansion du capitalisme européen à travers le monde. Le modèle de développement argentin et son rôle de plateforme alimentaire des pays industriels ne furent possibles que dans la mesure où les capitaux étrangers, surtout anglais, lui permirent de déployer son potentiel agro-pastoral. Or, dans un contexte d'impérialisme britannique, la question de la subordination des intérêts de l'oligarchie argentine, et par conséquent de l'Argentine elle-même, aux intérêts de la couronne britannique se posait avec acuité. En revendiquant sa place aux côtés des grandes puissances internationales, en tant que garant de la sécurité alimentaire européenne, le pays ne risquait-il pas d'accentuer sa dépendance à l'empire anglais et d'être mis sous une forme de tutelle ?

Si ce fut largement le cas, l'Argentine a tout de même esquissé les premiers pas d'une politique de puissance en prenant le pari de la neutralité lors de la Première Guerre Mondiale ou bien en faisant la promotion de doctrines de non-ingérence. Forte de sa capacité économique et agricole, l'Argentine a cherché à se donner une stature et à se doter d'une voix propre, notamment sur la scène continentale où elle faisait face à l'émergence d'un nouvel acteur de poids, les États-Unis, qui n'avait pas hésité, dès 1823, à tracer les lignes claires de sa future politique extérieure au travers de la doctrine Monroe.

A) Une politique extérieure résolument tournée vers l'Europe

A partir de 1880 et en l'espace de trente ans, l'Argentine s'est profondément transformée. Son économie a connu une croissance de l'ordre de 6% par an, s'est consolidé en association avec les intérêts de l'économie britannique et s'est placée aux premiers rangs des pays les plus riches de la planète. L'oligarchie, confortée par le succès de l'intégration du pays au cœur d'une économie mondiale en pleine mutation et expansion, s'est laissée aisément convaincre d'un progrès illimité et d'un brillant avenir pour la jeune république du Río de la Plata dans le concert des nations. Dès lors, la politique extérieure argentine a marqué des distances avec la puissance montante du continent américain, les États-Unis et a privilégié ses relations avec les pays européens, principalement la Grande-Bretagne, pays qui représentait la destination principale de ses exportations et l'origine de la majorité des investissements étrangers sur son sol.

Depuis son indépendance, l'Argentine, alors en processus de construction nationale, a tissé des liens forts avec les pays européens. Sa relation avec la Grande Bretagne a connu différents aléas mais l'emprise britannique, notamment au travers des crédits octroyés à la province de Buenos Aires et la présence de ses marchands, s'est affirmée tout au long du 19e siècle. Ce ne fut donc pas un hasard lorsque Bartolomé Mitre, le Président de la République de 1862 à 1868, orienta résolument la politique extérieure du pays vers le Royaume Uni et prit ses distances des tentatives d'unité politique sud-américaine ou pan américaniste en gestation à son époque, notamment sous l'impulsion de la puissance montante du continent, les États-Unis. Depuis 1823, ces derniers dirigeaient leur politique extérieure en fonction d'une doctrine de non-ingérence des nations européennes dans les affaires continentales américaines, selon les principes posés par James Monroe, alors président des États-Unis, lors d'un discours devant le Congrès, en réaction notamment aux interventions espagnoles face aux mouvements indépendantistes latino-américains. Une célèbre phrase de ce discours résuma ainsi cette doctrine : « L'Amérique aux Américains ». Or, à la fin du 19e siècle, le contexte mondial se caractérisait par les politiques impérialistes des grandes puissances qui se répartissaient leurs zones d'influence, comme lors de la Conférence de Berlin en 1885 durant laquelle les pays européens se partagèrent l'Afrique. Par conséquent, les États-Unis, fort de l'émergence de ses capacités économiques et militaires entendaient donner un sens plus fort à la Doctrine Monroe en préservant et en s'affirmant dans sa zone d'influence, l'Amérique Latine.

Ce fut donc dans ce cadre international que l'Argentine marqua les lignes de sa politique diplomatique caractérisée par son penchant européiste et anglophile et sa volonté de rayonnement continental. Ainsi, en 1889, au cours de la première Conférence Interaméricaine, à Washington, les émissaires argentins, Manuel Quintana et Roque Sáenz Peña, tous deux futurs présidents de la République d'Argentine respectivement de 1904 à 1906 et de 1910 à 1914, affirmèrent les lignes principales de la politique extérieure argentine vis-à-vis du panaméricanisme, et notamment la volonté des États-Unis de créer une vaste zone de libre échange sur l'ensemble du continent. En qualifiant le projet « d'utopique et d'irréalisable pour des pays manquant d'échanges », les deux représentants argentins reprirent à leur compte des formules énoncées vingt-cinq ans plus tôt, sous la présidence de Bartolomé Mitre, par Juan Alberdi, le père de la constitution argentine, qui fustigeaient ainsi la Doctrine Monroe : « Elle n'est que l'expression naturelle de l'égoïsme des États-Unis[329]. » Roque Sáenz Peña, pour sa

[329] *Lucio Castro, La política exterior argentina 1860 – 1930, Revista Ciclos, Vol. IX, n°17, 1999, p. 183.*

part, prit la liberté de répondre à la célèbre phrase de Monroe en assénant : « que l'Amérique soit pour l'humanité ». Quant à Manuel Quintana, il n'hésita pas enfoncer le clou, écrivant en claire opposition aux velléités nord-américaines :

> « L'Amérique aux Américains, cela veut dire en bonne romance : l'Amérique pour les yankees […] cette maxime absurde quand, dans la République d'Argentine, le commerce, les crédits, les capitaux viennent d'Europe et sont les facteurs réels du prodigieux progrès du pays[330]. »

Carlos Pellegrini, président de la République Argentine, de 1890 à 1892, expliqua la situation avec une grande clarté :

> « Seuls ceux qui veulent ignorer […] l'influence déterminante dans les relations internationales des puissants liens économiques peuvent nous parler de doctrine Monroe et croire que des institutions similaires ou des longitudes égales suffisent pour que l'orientation de la politique internationale ne dépasse les grands intérêts économiques[331]. »

Cette attitude résolument anti-américaine traduisait la nécessité argentine de préserver son intégration à la sphère économique européenne et plus particulièrement britannique. En effet, la volonté des États-Unis d'affirmer une position hégémonique sur l'ensemble du continent américain représentait une double menace pour les intérêts de l'Argentine. D'une part, elle risquait de perdre du poids dans sa zone d'influence géopolitique et d'autre part, les projets d'union douanière l'exposaient à de sérieuses perturbations avec la source presque unique de sa richesse, l'Europe[332].

Si, à la fin du 19e siècle, les États-Unis n'étaient encore qu'une puissance moyenne et l'Argentine pouvait rivaliser avec eux, le rapport de force entre les deux nations a totalement basculé en faveur de ceux-ci. A mesure que les États-Unis s'érigeaient comme une puissance mondiale puis hégémonique en sein du système international, l'Argentine, pour sa part, allait peu à peu perdre tout poids et influence dans le concert des nations, dans le sillage d'une Angleterre à la puissance et à l'influence déclinantes après la Première Guerre Mondiale. De plus, l'Argentine et les États-Unis n'étant pas des économies complémentaires, tous deux

---

330 *José Paradiso,* Debates y trayectoria de la política exterior argentina, *Grupo Editor Latinamericano, Buenos Aires, 1993, p. 47.*

331 *Sergio Bagú,* Argentina en el mundo, *Fondo de Cultura Económica, 1961.*

332 *Juan Carlos Puig, « Política internacional argentina », in* Argentina en el mundo, *Grupo Editor Latinamericano, Buenos Aires, 1988, p. 25.*

exportaient massivement des grains et de la viande, la collaboration entre les deux pays se révélait quasiment impossible.

Ce furent donc les raisons pour lesquelles l'Argentine chercha à préserver sa relation avec une Europe grâce à laquelle elle s'imaginait s'ériger en puissance régionale incontournable. Carlos Pellegrini affirma à ce sujet : « La Patagonie était fondamentale, le talisman destiné à donner, à l'avenir, la prépondérance à la nation qui la possèderait […] aujourd'hui on peut affirmer sans bêtise que l'Argentine sera de loin la plus grande puissance de l'Amérique Espagnole[333]. »

Cette assurance de la place de l'Argentine dans le jeu international et continental reposait évidemment sur la vision libérale de l'oligarchie argentine pour laquelle le commerce occupait une place de premier rang – confortée par la croyance en une Pampa à l'abondance illimitée, d'une demande européenne inépuisable et de liens irremplaçables – et dont le projet de nation les laissait penser que la population pouvait atteindre les 100 millions d'habitants, offrant alors un marché intérieur et un facteur supplémentaire de puissance[334]. Cependant, cette approche des relations internationales était aussi fantasmée que réductrice et trahissait un certain manque de profondeur stratégique et d'analyse géopolitique quant aux causes possibles de rupture d'un système dans lequel l'Argentine se sentait toute puissante et incontournable. Carlos Pellegrini, de nouveau, se chargea de synthétiser cette vision du « doux commerce » des élites argentines : « Nous devons vivre avec notre époque et aujourd'hui, l'échange commercial et les intérêts qui en découlent sont ce qui guide la politique internationale de toutes les nations[335]. »

Dès lors, en concordance avec la croyance que les liens économiques étaient supérieurs aux enjeux politiques, l'Argentine a formalisé sa politique extérieure en s'appuyant sur l'utilisation du droit international et les arbitrages, comme recours aux différents conflits auxquels elle pouvait s'exposer, ou bien à la neutralité lors des conflits armés européens.

Les différents gouvernements qui se succédèrent depuis 1880 et la présidence de Julio Argentino Roca, consacrèrent donc leur énergie diplomatique à résoudre par la voie de l'arbitrage les conflits territoriaux avec les pays limitrophes, comme la Bolivie, l'Uruguay, ou bien encore le Chili, avec lequel les tensions au sujet de la souveraineté de la Patagonie

---

[333] *José Paradiso, op. cit., 27.*

[334] *David Rock, « Argentina en 1914: las pampas, el interior, buenos aires » in Leslie Bethell, ed., Historia de América Latina, Vol. X, Editorial Critica, Barcelona, 1992, p. 68.*

[335] *José Paradiso, op. cit., 38.*

aboutirent presque à un conflit armé[336]. Julio Argentino Roca, lors de son second mandat, de 1898 à 1904, justifia cette dynamique diplomatique argentine dans le but de « préserver le climat de paix et d'ordre pour que le pays puisse dédier ses efforts à dynamiser les facteurs de productions[337]. »

B) Les doctrines Calvo et Drago : la diplomatie argentine à l'épreuve du droit international

La doctrine Calvo est apparue à l'occasion d'une intervention militaire française, en 1861, au Mexique, suite à la décision de son président, Benito Juarez, de suspendre le paiement de la dette de son pays. Deux ans plus tard, le juriste argentin[338], Carlos Calvo, influencé par cet événement, publia en France un ouvrage de droit international, *Le droit international théorique et pratique*, qui eut un retentissement particulier dans les pays d'Amérique Latine et une forte influence sur leur conception des relations internationales. Son travail se basait sur trois principes forts :

- la souveraineté nationale, à savoir que les États souverains disposaient du droit de refuser toute ingérence de la part d'autres États ;

- l'égalité entre les citoyens nationaux et étrangers, autrement dit que les habitants étrangers possédaient les mêmes droits que les nationaux ;

- la juridiction territoriale, c'est-à-dire, en cas de litiges avec un étranger, l'obligation pour celui-ci d'épuiser tous les recours légaux devant les tribunaux locaux sans recourir à la protection ni à l'intervention diplomatique de son pays d'origine.

Ces positions allaient clairement à l'encontre des idées dominantes de l'époque, inspirées notamment par les écrits du juriste suisse Emmerich de Vattel, qui considérait « qu'une offense dirigée à un citoyen étranger représentait directement une offense à L'État

---

336 *La volonté affichée des hommes politiques et des diplomates argentins de domination économique et géopolitique sur le continent sud-américain ne laissait pas de marbre les autres pays de la région, au premier rang desquels le Brésil. Celui-ci, après différents épisodes de tensions diplomatiques avec l'Argentine et une course à l'armement, durant la première décennie du 20e siècle, décida d'opérer un changement d'alliance géostratégique en délaissant son alignement avec la Grande-Bretagne au profit des États-Unis. Le sociologue et historien brésilien Helio Jaguaribe expliqua ainsi les raisons d'un tel pivotement brésilien : « le développement vertigineux de l'Argentine depuis 1880 jusqu'à la Première Guerre Mondiale a amené le Brésil à se méfier qu'elle puisse articuler un grand front anti-brésilien en Amérique du Sud. Une telle situation a conduit le Brésil a chercher une relation avec les États-Unis qui neutralise les risques cette coalition. »*

337 *Lucio Castro, op. cit., p. 186.*

338 *Carlos Calvo est né en Uruguay mais il a grandi, étudié et travaillé en Argentine.*

auquel il appartenait et cet État avait tous les droits pour obtenir justice de la forme qui lui semblait la plus appropriée, y compris la force armée[339]. »

La doctrine Calvo représentait donc un premier élément essentiel de construction de normes de droit international offrant un cadre juridique protecteur pour les pays d'Amérique Latine, exposés au bon vouloir des puissances étrangères et à la possibilité d'interventions militaires directes. Il s'agissait aussi pour l'Argentine d'affirmer sa capacité à agir sur la structure du droit international, autrement dit, d'exercer une forme de puissance. Quand bien même le pays ne se considérait pas comme faible, ni à la merci d'une intervention étrangère, son influence sur le pouvoir normatif lui permettait d'utiliser le droit international pour prévenir de possibles ingérences d'autres puissances, notamment les États-Unis, dans sa sphère de projection régionale et de déployer « une politique de prestige[340] ».

Toutefois, en 1902, le Royaume-Uni employa la force militaire pour réclamer le paiement d'une dette contractée par le Venezuela. Avec l'accord des États-Unis et conjointement à l'Allemagne et à l'Italie, les Anglais envoyèrent une flotte de guerre pour bloquer les ports du pays suite à la décision du gouvernement vénézuélien de suspendre le paiement de sa dette extérieure. Le gouvernement vénézuélien de l'époque, mené par Cipriano Castro, s'était appuyé sur la doctrine Calvo pour rejeter toute ingérence étrangère et recourir à l'arbitrage des tribunaux nationaux pour régler le différend sur le montant de la dette à payer. La tentative vénézuélienne fut vaine et n'empêcha pas l'intervention militaire[341].

Ce fut l'occasion pour l'Argentine d'exprimer, au travers de son Ministre des Affaires étrangères, Luís María Drago, sa désapprobation la plus ferme auprès des États-Unis pour son inaction coupable face à cette intervention européenne sur le continent sud-américain et l'emploi illégitime de la force pour recouvrer une dette. Cette condamnation argentine et sa défense du recours à la doctrine du droit international eurent un fort retentissement, créant un précédent dans le droit international, connu dès lors comme la doctrine Drago. Dans le document officiel que Luís María Drago adressa au gouvernement des États-Unis, il était écrit :

> « Aucune puissance européenne ne peut obliger une république américaine, au moyen de la force armée, à payer ses dettes publiques contractées auprès de leur ministère de

---

339 *Waldo Ansaldi, « El imperialismo en América Latina », in Enrique Ayala Mora (Dir.),* Los proyectos nacionales latinamericanos : sus instrumentos y articulación 1870 – 1930, *Historia general de América Latina, UNESCO, Paris, 2008, p. 350.*

340 *Lucio Castro, op. cit., p. 186*

341 *Norberto Galasso, op. cit., Vol. 2, p. 37.*

> l'économie ou avec les sujets de n'importe quel pays étranger, encore moins occuper le territoire d'une nation américaine pour de tels motifs. […] Dès lors, que soit mis en garde, à ce sujet, que le capitaliste qui fournit son argent à un Etat étranger, doit toujours prendre en compte quelles sont les ressources du pays dans lequel il va agir et la plus ou moins grande probabilité que les engagements contractés soient remplis sans heurts […] Le créancier sait qu'il a passé un contrat avec une entité souveraine et c'est une des conditions inhérentes à toute souveraineté que des procédures exécutives ne puissent être déclenchées ou satisfaites, car cette méthode de recouvrement compromettrait son existence même, faisant disparaître l'indépendance et l'action du gouvernement concerné [...] Tous les États, quelle que soit la force dont ils disposent, sont des entités de droit, parfaitement égales entre elles et réciproquement comptables de cela [...] le recouvrement compulsif et immédiat, à un moment donné, par la force, n'apporterait rien d'autre que la ruine des nations les plus faibles et l'absorption de leur gouvernement avec toutes les facultés inhérentes par les forts de la terre[342]. »

La position argentine était particulièrement importante du fait de son fort endettement auprès des banques étrangères, plus particulièrement anglaises. En effet, les crédits ont joué un rôle important dans le mécanisme des relations de dépendance vis-à-vis de l'Empire Britannique. Les investissements directs ou bien les emprunts souverains ont constitué de instruments forts de transfert financiers qui subordonnaient les classes politiques aux intérêts des prêteurs. Aussi, comme le rappelait Waldo Ansaldi, l'oligarchie argentine avait une conception extrême de leurs engagements financiers avec l'Angleterre. De fait, il citait le président de la République, Nicolás Avellaneda, qui proclama en 1876 : « La République a un honneur et un crédit, comme elle n'a qu'un nom et un drapeau. Il y a deux millions d'Argentins qui économiseront jusqu'à la faim et la soif pour répondre aux engagements de notre foi publique face aux marchés étrangers[343]. »

Cependant, face à l'intervention militaire au Venezuela, l'Argentine ne pouvait rester insensible à la possibilité que pareille aventure puisse lui arriver. En effet, dans la foulée de cette opération de recouvrement forcé, la presse européenne se faisait l'écho d'intentions interventionnistes à l'encontre de l'Argentine qui avait connu, elle aussi, des difficultés à honorer ses dettes. De fait, en 1901, la question de la dette provoquait des violents remous au

---

342 *Gerardo Bra,* La doctrina Drago*, CEAL, Buenos Aires, 1990, p. 77.*

343 *Waldo Ansaldi, « El imperialismo en América Latina », in Enrique Ayala Mora (Dir.),* Los proyectos nacionales latinamericanos : sus instrumentos y articulación 1870 – 1930, *Historia general de América Latina, UNESCO, Paris, 2008, p. 343.*

sein de l'opinion publique argentine, tant le montant de ses intérêts et de ses amortissements grevait le budget de l'Etat. Julio Argentino Roca, exerçant alors son second mandat présidentiel, chercha à unifier près de trente emprunts et à en rééchelonner les paiements. Les banques étrangères accueillirent froidement la proposition et exigèrent en garantie les revenus douaniers du pays. Face à l'hostilité de la presse et de l'opinion publique, le gouvernement argentin fit marche arrière. Ce fut au même moment qu'un journal comme le Financial Times publia un article, en 1902, où il proposait d'employer avec l'Argentine la même méthode qu'avec le Venezuela :

> « Nous sommes sûrs que si le gouvernement britannique procédait avec l'Argentine avec la même énergie qu'avec la république vénézuélienne, son gouvernement donnerait des gages d'une plus grande considération à ses créanciers, ainsi que ces municipalités qui refusent de respecter leurs obligations contractées[344]. »

De même, dans le journal allemand Deutsche Review, le cousin du Roi d'Angleterre, le Duc d'Argyll, renchérissait :

> « Il existe un pays, le seul pays où rien n'est négligeable sauf les hommes, un pays avec une belle capitale, avec un port splendide, avec un sol bon, où tout est excellent à l'exception de son gouvernement. Ce pays qui réclame seulement un protectorat européen pour qu'on le fasse intégrer l'ordre souhaité, c'est l'Argentine[345]. »

Bien que l'Argentine ait opté pour une alliance tacite avec la Grande-Bretagne, soutenue par les échanges économiques et les flux de capitaux, dans un tel contexte de défiance internationale, la subordination atteignait une limite que la doctrine Drago venait signaler, prenant par la même occasion une dimension aussi pertinente que particulière.

En prononçant, en 1903, un discours faisant référence à la situation subie par le Venezuela et à la lettre de Luís María Drago au gouvernement des États-Unis, Julio Argentino Roca en profita pour adresser un message aux nations européennes concernant la posture de l'Argentine concernant les tensions autour de sa propre dette :

> « L'Amérique s'est récemment émue au sujet de l'intervention de quelques nations européennes au Venezuela […] Il a été établi, dans ce cas, une doctrine dangereuse devant

---

344 *Gerardo Bra, op. cit. p. 53.*
345 *Gerardo Bra, op. cit. p. 54.*

> laquelle on ne peut rester indifférent […] Le communiqué de l'Argentine intervient pour énoncer les principes élémentaires qui comprennent le droit indiscutable des nations de grandir et se développer à l'abri de loi internationale […] en se limitant à affirmer la souveraineté des peuples, il exprime au moment opportun les traumatismes et les alarmes que leur causerait n'importe quel acte de colonisation ou de conquête dans une région du continent.[346] »

L'historien Gustavo Ferrari, spécialiste de la politique extérieure argentine, analysa que l'émergence de la doctrine Drago représentait un danger pour les États-Unis et leur doctrine Monroe. En effet, selon lui, ces derniers y voyaient le risque d'une multilatéralisation d'une doctrine qui, jusqu'à présent, avait été employée de manière discrétionnaire. Ce fut la raison pour laquelle, ils devinrent de farouches opposants à la doctrine Drago. De fait, lors de la Seconde Conférence Internationale de la Paix de La Haye, en 1907, Luís María Drago obtint que sa doctrine soit partiellement institutionnalisée dans l'article 1 de la Convention sur la Limitation de l'Emploi de la Force pour le Recouvrement de Dette Contractée[347]. Cette institutionnalisation était à nouveau la preuve de la capacité de l'Argentine à agir la structuration normative internationale. Cependant, ce même article 1 de la Convention fut limité par l'intervention des États-Unis qui parvinrent à établir une clause permettant le recours à la force sous certaines conditions, notamment quand le pays endetté refusait un arbitrage ou ne se conformait pas à la sentence d'un arbitrage[348].

Au début du 20e siècle, l'Argentine s'est engagée dans le déploiement d'une politique de puissance au travers de laquelle elle cherchait à garantir sa souveraineté, tout en conservant des liens aussi forts qu'ambigus avec l'Empire britannique, et à faire rayonner son influence sur son propre continent où elle en disputait l'hégémonie à la puissance émergente, les États-Unis. L'Argentine ne cherchait pas à se projeter au-delà de son continent et maintenait une distance calculée avec les évènements qui firent basculer l'Europe dans la Première Guerre Mondiale mais qui aboutirent à une redistribution de l'hégémonie mondiale dont l'Argentine allait être victime.

---

[346] *Norberto Galasso, op. cit., Vol. 2, p. 38.*
[347] *Waldo Ansaldi, op. cit., p. 352.*
[348] *Ibid., p. 353.*

C) La neutralité argentine lors de la Première Guerre Mondiale

S'inspirant de Raymond Aron, Serge Sur a écrit : « On définira la puissance comme une capacité - capacité de faire ; capacité de faire faire ; capacité d'empêcher de faire ; capacité de refuser de faire. » Confortés par le développement économique exceptionnelle de leur pays entre 1880 et 1914, porté par le commerce extérieur de produits agro-alimentaires vers l'Europe, les dirigeants argentins étaient intimement convaincus du caractère indispensable de leurs exportations vers les marchés européens. Ce fut la raison pour laquelle, ils assumèrent une posture forte d'autodétermination en refusant de participer à la Première Guerre Mondiale, malgré les pressions exercées tout au long du conflit armé, notamment par la Triple Entente et plus particulièrement par l'Angleterre. L'un des points essentiels qui guidait la posture argentine fut parfaitement résumé par une formule de l'un des intellectuels de l'oligarchie argentine de l'époque, Ernesto Quesada : « Quel que soit le vainqueur, de toute façon ils devront nous acheter[349]. »

De fait, lorsque la guerre éclata, en 1914, l'ensemble du spectre politique argentin estimait qu'elle n'allait pas durer longtemps ni qu'autant de pays pouvaient y participer. Ce furent donc les premières raisons de la neutralité argentine. De même, lorsque le conflit s'embrasa, Victorino de la Plaza, président de la République, manifesta : « l'état de guerre produit entre des nations amies de la République Argentine impose la nécessité de déterminer les normes de critères et de conduite auxquelles le pays doit s'ajuster afin de maintenir la neutralité dans le conflit[350]. »

A la veille du conflit, l'Argentine destinait respectivement 36% et 16% de ses exportations à l'Angleterre et à l'Allemagne, ce qui expliquait le choix du gouvernement d'adopter la neutralité. Cependant, durant le conflit, les exportations vers l'Allemagne chutèrent à moins de 2%[351]. Malgré cela, les dirigeants argentins, oligarques puis radicaux, insistèrent pour conserver leur neutralité. Avant la guerre, la présence allemande en Argentine était importante, notamment dans le commerce des grains, la banque, les emprunts mais aussi dans le secteur clé de l'armement. L'Allemagne exerçait une certaine influence sur l'industrie d'armement en Argentine et la formation des officiers locaux. L'Angleterre, pour sa part, dont

[349] *Lucio Castro, op. cit., p. 188.*
[350] *Agustina Reyes, « Los destinos de las exportaciones y la neutralidad argentina durante la Primera Guerra Mundial », in Política y cultura, Mexico, n° 42, 2014, p. 45.*
[351] *Agustina Reyes, op. cit., p. 41.*

l'emprise sur un large spectre politique, commercial et financier était évident, usa de tous les moyens de pression à sa disposition pour saper la relation germano-argentine : blocus, embargo sur les exportations aux pays neutres européens ou bien conditionnement des renouvellements de prêts bancaires à l'Argentine. Toutefois, durant cette période, ce furent les États-Unis qui prirent une part non négligeable dans les exportations argentines, en passant de 6% avant la guerre à près de 21% pendant le conflit. Cela tenait notamment à la neutralité des États-Unis, jusqu'en 1917, dont ils profitaient afin de commercer avec l'Allemagne, entre autres[352].

Malgré les nombreuses pressions pour obliger l'Argentine à entrer en guerre auprès des alliés, notamment après l'engagement des États-Unis, en 1917, le gouvernement argentin ne céda pas et continua à affirmer sa ligne de conduite politique. En outre, le président conservateur Hipólito Yrigoyen, élu en 1916, confronté à la guerre sous-marine déclenchée par l'Allemagne et face à l'intense pression des États-Unis, adopta une posture pro active en défense des pays neutres. Il chercha à convoquer un congrès latino-américain, sans la présence des États-Unis, afin d'adopter une position commune de neutralité face à cette guerre[353]. Si ce Congrès des Neutres ne se réalisa jamais, notamment par l'action dissuasive des États-Unis auprès des autres pays, cela marqua une nouvelle fois la volonté de l'Argentine de s'affirmer sur la scène continentale.

La Première Guerre Mondiale a donc offert à l'Argentine la possibilité d'esquisser une politique de puissance et d'assurer sa position grâce au rôle qu'elle tenait dans la sécurité alimentaire des troupes européennes engagées. En effet, à l'instar de tous les pays qui exportaient des matières premières stratégiques durant le conflit, les envois de viandes congelées ou en boîtes de conserve, aliments indispensables sur la ligne de front, ont littéralement explosé[354]. A compter du début de la guerre jusqu'en 1918, les exportations de viandes congelées sont passées de 300 000 à 500 000 tonnes et celles de viandes en conserve ont triplé par atteindre un volume de 200 000 tonnes. Les prix, quant à eux, ont plus que quadruplé sous le double effet de la forte augmentation de la demande et des difficultés logistiques d'approvisionnement. La guerre ayant fortement renchéri le coût du transport

---

352 *Agustina Reyes, op. cit., p. 42.*

353 *Lucio Claudio Villafañe Santos, « Las relaciones interamericanas », in Enrique Ayala Mora (Dir.),* Los proyectos nacionales latinamericanos : sus instrumentos y articulación 1870 – 1930, *Historia general de América Latina, UNESCO, Paris, 2008, p. 325.*

354 *Victor Bulmer Thomas,* La historia económica de América Latina desde la independancia, *Fondo de Cultura Económica, México, 1998, p. 188.*

maritime, les envois de viande étaient plus rentables que ceux de céréales, favorisant une activité déjà bien ancrée dans le pays.

Cependant, les exportations de viandes se firent quasi exclusivement à destination de l'Angleterre. Or, les industries frigorifiques en Argentine étaient dominées par des capitaux britanniques ou américains. Par conséquent, l'Argentine renforça sa dépendance vis-à-vis des chaînes de transformation, de commercialisation et de transport sous contrôle des alliés[355]. Cette situation ne rendait pas seulement de plus en plus en délicate la neutralité argentine, elle trahissait une obstination à nier un niveau de dépendance critique vis-à-vis des capitaux étrangers. Les conséquences de la Première Guerre Mondiale sur l'Argentine dépassèrent le cadre d'une crise internationale, il s'agissait purement et simplement de la disparition du « monde » tel que le pays se l'était imaginé et à partir duquel il s'était construit une identité. Le monde était désormais celui des « barbares », les États-Unis.

A l'issue de la guerre, l'Argentine chercha à affirmer une nouvelle fois ses positions diplomatiques lors de la création de la Ligue des Nations en conditionnant sa participation à l'adoption des principes d'égalité juridique de tous les États et l'universalité de la Ligue comme axe normatif de l'organisation internationale. Cette prise de position impliquait très clairement que soient incorporés au sein de la Ligue les pays vaincus. La proposition fut refusée et l'Argentine retira sa délégation de la Ligue des Nations, dont elle n'allait faire partie qu'en 1933[356].

L'Argentine a affirmé une politique de puissance en cherchant notamment à influer sur le cadre normatif et juridique international. La Première Guerre Mondiale fut l'occasion pour le pays de poser des choix diplomatiques forts. En s'appuyant sur sa conviction d'être indispensable à la sécurité alimentaire des belligérants, et par conséquent un pays incontournable, l'Argentine a donc choisi la neutralité et ce, malgré les fortes pressions exercées par les alliés et l'Angleterre, son partenaire historique. Toutefois, le pays allait connaître de profonds bouleversements à l'instar d'un système international qui passait sous domination des États-Unis et voyait décliner l'influence britannique. Pour l'Argentine, l'affrontement avec les États-Unis ne pouvait plus désormais s'apparenter aux joutes diplomatiques de la fin du 19e siècle et des premières heures du 20e siècle. Sa volonté de se poser en puissance régionale ne

---

[355] *Agustina Reyes, op. cit., p. 45.*
[356] *Lucio Castro, op. cit., p. 191.*

pouvait plus compter sur l'appui des forces économiques et militaires britanniques et devait désormais s'accommoder, voire se soumettre, à la domination hégémonique des États-Unis.

Les discussions sur l'alternative pro-britannique ou pro-américaine étaient, en soi, révélatrices d'une vulnérabilité fondamentale, à savoir concevoir la politique extérieure selon l'alignement entre l'une ou l'autre des puissances hégémoniques, au lieu de la centrer sur un développement national endogène[357]. De même, comme le soulignait le théoricien des relations internationales, Hans Morgenthau, « développer une politique extérieure excédant les ressorts de la puissance peut conduire à la destruction ou au déclin[358]. » Une réalité à laquelle l'Argentine allait être confrontée.

[357] *Aldo Ferrer, op. cit., p. 135.*

[358] *Hans Morgenthau,* Política entre las Naciones. La lucha por el poder y la paz, *Grupo Editor Latinamericano, Buenos Aires, 1986.*

2.3 DE LA RELATIVITE DE LA PUISSANCE

Au début du 20e siècle, l'Argentine s'est élevée au rang des puissances agricoles mondiales grâce à la maîtrise de son territoire et l'apport décisif des facteurs de productions indispensables à son développement, comme la main d'œuvre, les infrastructures de transport et de logistique et l'afflux de capitaux étrangers. L'oligarchie, alors au pouvoir, a consacré cette étape historique de développement, dont elle détenait la ressource principale, le foncier, en s'autoproclamant le « grenier du monde ». Cette représentation de puissance s'est traduite par l'exercice d'une politique extérieure qui cherchait à placer l'Argentine comme un leader moral mondial et à faire rayonner son influence sur le continent sud-américain. Toutefois, cette capacité était toute relative. Les yeux de l'oligarchie étaient éblouis par l'éclat de sa propre richesse et n'observaient pas les signaux nuançant la grandiloquence d'une telle conception de leur grandeur. Lors des célébrations fastueuses du Centenaire la Révolution, en 1910, l'Argentine n'avait pas encore atteint l'apogée de son expansion et personne, ou presque, parmi l'oligarchie, ne songeait à la possibilité que le moteur de la croissance et de l'expansion, la demande alimentaire européenne et les flux de capitaux puissent s'interrompre. Pourtant, le projet oligarchique de concentration du pouvoir et de la richesse allait atteindre rapidement sa limite.

D'abord, les mouvements sociaux contestataires, urbains comme ruraux, furent les signes clairs d'un basculement politique qui fut défavorable à l'oligarchie et entraina le déclin de son hégémonie.

Ensuite, la croissance du modèle agro-exportateur reposait sur un tapis de dettes et une dépendance exacerbée aux marchés extérieurs de consommation et de capitaux. De plus, l'absence d'un modèle de développement national endogène et l'omniprésence présence de capitaux étrangers dans les maillons stratégiques des chaînes de valeur allaient immanquablement restreindre les capacités d'exercice de la puissance agro-pastorale argentine.

2.3.1 LE PARADOXE DE LA PUISSANCE AGRICOLE : LA FAIM DANS LE « GRENIER DU MONDE »

En 1910, l'Argentine fêta le centenaire de la Révolution de mai 1810. Les cérémonies, placées sous le signe de l'opulence et les démonstrations de richesse de la puissance agricole, étaient supposées représenter l'entrée définitive du pays parmi les grandes nations mondiales.

La réalité fut bien différente. En effet, les célébrations se déroulèrent dans une ville de Buenos Aires en état de siège.

Depuis plusieurs années maintenant, les citoyens protestaient contre des conditions de vie et de travail à l'opposé des fastes de l'oligarchie. Alors que les palais fleurissaient dans Buenos Aires, symbole de richesse et du pouvoir de la classe dominante, la réalité quotidienne d'une majorité d'Argentins s'apparentait à celle des *conventillos*. En 1901, le gouvernement rendit le service militaire obligatoire. A cette occasion, une réalité s'imposa, la moitié des appelés n'avait ni la taille ni le poids requis pour entrer dans l'armée[359], signe manifeste d'une malnutrition généralisée et d'un paradoxe qui caractérisait cette jeune puissance agricole dont les citoyens ne mangeaient pas à leur faim. Or, comme l'écrivit Josué de Castro, géographe brésilien, dans son ouvrage *Géopolitique de la faim* : « peu de phénomènes ont influé aussi intensément sur le comportement politique des peuples que le phénomène alimentaire et la tragique nécessité de manger.[360] »

En Argentine, les tensions sociales depuis la fin du 19e siècle reflétaient la place grandissante des revendications d'une population urbanisée s'élevant à 55% en 1914. Celle-ci expérimentait le creusement des inégalités entre le « grenier du monde », synonyme d'abondance et de concentration de la richesse et du pouvoir, et leurs vies quotidiennes, pauvres, malnutries et non représentées politiquement. Et, pour reprendre à nouveau les mots de Jorge Luis Borges : « Buenos Aires, malgré les deux millions de destins individuels qui la saturent, restera déserte et sans voix, tant qu'un symbole ne l'habitera pas. La province, elle, est habitée : on y trouve Santos Vega et le gaucho Cruz et Martín Fierro, dieux en devenir. La ville continue d'attendre une poétisation[361]. »

L'expansion économique et agro-pastorale de l'Argentine a été rendue possible grâce à l'afflux d'immigrants pour pallier le manque de main-d'œuvre. Si cette immigration était destinée à « peupler le désert », elle peupla aussi abondamment les villes et notamment celle de Buenos Aires, centre la richesse nationale. L'intégration des étrangers fut aussi celle de nouvelles idées politiques, comme l'anarchisme, le communisme ou le socialisme, autant de narrations politiques pour élucider et exprimer ce décalage entre un projet oligarchique de modernisation économique et des archaïsmes politiques et sociaux.

---

[359] *Norberto Galasso, op. cit., Vol. 2, p. 48.*
[360] *Josué de Castro,* Geopolítica del hambre, *Solar, Buenos Aires, 1961.*
[361] *Jorge Luís Borges,* El Martín Fierro*, Alianza, Madrid,1998, p. 16.*

Dès 1890, des mouvements ouvriers s'organisèrent et les épisodes de contestation sociale se sont multipliés. Entre 1902 et 1910, sept grèves générales ont éclaté, ainsi que de nombreuses manifestations dans les rues. Ces mouvements représentaient une réelle menace pour le modèle agro-exportateur. A titre d'exemple, en 1902, les mouvements ouvriers, conscients de l'enjeu stratégique que représentaient les secteurs d'exportation, n'hésitèrent pas à paralyser la chaîne logistique en bloquant les trains et les ports. En réponse à la paralysie presque complète des exportations, le gouvernement de l'époque, dirigé par Julio Argentino Roca, vota une loi permettant d'expulser les étrangers dont la conduite était considérée dangereuse pour la sécurité nationale et l'ordre public[362]. Vingt-cinq ans après la *Ley Avellaneda,* de promotion de l'immigration, la *Ley de Residencia,* marquait les limites du projet oligarchique d'un « peuplement du désert » et d'une régénération de la race argentine. En 1910, quand un attentat à la bombe, revendiqué par un mouvement anarchiste, prit pour cible l'opéra de Buenos Aires, cette loi fut même durcie pour limiter l'entrée sur le territoire de personnes reconnues comme anarchistes ou qui avaient effectué des peines de prison dans leur pays d'origine.

Toutefois, les revendications sociales ne touchèrent pas que les villes mais affectèrent aussi les zones rurales. Les conditions de vie et de travail y étaient jugées déplorables. En 1904, un rapport commandé par le Président Roca au médecin Juan Bialet Massé, sur les conditions de travail dans le pays, jeta une lumière crue sur la réalité du miracle agricole argentin. En effet, il y décrivit « la situation de misère et de maladie dont souffraient les paysans, les métisses et les indigènes à l'intérieur de la république.[363] »

Malgré la volonté du gouvernement de l'époque de légiférer sur les conditions de travail des ouvriers argentins, notamment agricoles, en instaurant entre autres, une journée de huit heures, la suppression du travail des enfants, le logement hygiénique des travailleurs par leurs patrons, le projet de loi fut bloqué par différents secteurs politiques dont celui des grands propriétaires terriens. Ainsi, quand une législation vit finalement le jour quelques années plus tard, elle ne s'appliqua qu'à la ville de Buenos Aires mais pas aux zones rurales du pays[364].

L'historien Felipe Pigna a relaté qu'un représentant de la Lloyds Bank a tenu ces propos lors d'une réunion avec des actionnaires :

---

[362] *Mario Rapoport, op. cit., p. 47.*
[363] *Juan Bialet Massé,* Informe sobre el estado de la clase obrera, *Hyspamérica, Buenos Aires, Tome I, 1986, p. 29.*
[364] *Ibid., p. 49.*

> « Tandis que les riches propriétaires fonciers et les grands patrons obtiennent des bénéfices chaque fois plus importants, on permet que ceux qui réalisent laborieusement ce travail, qui produisent ces bénéfices, passent leur vie dans des conditions qui ne dépassent pas les niveaux minimums d'existence. »

Si les conditions de travail et de vie étaient précaires et difficiles, elles trouvaient aussi leur origine dans le système d'exploitation des terres et le type de bail mis en place par les grands propriétaires fonciers. En n'autorisant pas plus de cinq années de location et en obligeant les locataires à construire leur propre maison, cela constituait une manière de décourager tout type d'investissement dans un habitat durable et de favoriser la précarité des ouvriers agricoles[365]. A cela s'ajoutait la pression exercée par le prix des loyers à payer pour cultiver la terre.

Aussi, en 1912, un mouvement social éclata parmi les producteurs de maïs de la Province de Santa Fe. A cette époque, l'agriculture extensive dans les plaines pampéennes commençait à atteindre sa limite et il n'existait plus de nouvelles terres à conquérir. Par conséquent, les grands propriétaires terriens, dans le but de préserver leurs niveaux de bénéfices, avaient choisi d'augmenter le prix des loyers pour exploiter leurs terres. La réponse des agriculteurs se traduisit par un conflit agraire, connu sous le nom de *Grito de Alcorta*, qui dura plusieurs mois et se propagea à différentes provinces du pays. Ce mouvement agraire exigea la baisse du prix des loyers, une révision des contrats de bail et la possibilité de vendre les récoltes librement. Dans la foulée de l'obtention des principales revendications et de cette lutte, un syndicat a émergé, la *Federación Agraria Argentina*. Jusqu'à aujourd'hui, cette fédération se veut l'incarnation des revendications des petits agriculteurs.

Qu'elles aient été urbaines ou rurales, les différentes manifestations de mécontentement de la population marquaient un divorce entre la société et les élites au pouvoir. La représentation de puissance du « grenier du monde » se heurtait avec les réalités sociales, économiques et politiques de la majorité de la population. Le projet oligarchique d'un exercice hégémonique du pouvoir allait finir par s'effondrer et provoquer la perte de légitimité politique des classes dominantes, marquant ainsi une limite à leur toute-puissance et les obligeant à partager le pouvoir.

---

[365] *Carlos Taylor, « Propiedad y distribución de la tierra », in Mario Rapoport (Dir.),* Economía e historia. Contribuciones a la historia económica argentina, *Buenos Aires, 1988, p. 244.*

2.3.2 L'ABSENCE D'UN MODELE DE DEVELOPPEMENT AUTONOME ET LA DEPENDANCE EXTERNE COMME FACTEURS DE LIMITATION DE LA PUISSANCE AGRICOLE ARGENTINE

La phénoménale expansion productive de l'Argentine et sa contribution grandissante à la sécurité alimentaire des pays européens élevaient indéniablement le pays au rang des puissances agricoles mondiales. Toutefois, cette situation masquait des faiblesses structurelles majeures du modèle : d'une part, la dépendance du pays à l'égard des marchés financiers et de consommation et, d'autre part, la faiblesse des investissements nationaux pour doter le pays d'un appareil industriel à même d'offrir une plus grande indépendance à l'économie ainsi que des réponses aux crises sociales récurrentes.

A) Le grenier de la dette

Depuis l'indépendance en 1816 des Provinces du Río de la Plata, l'endettement argentin a constitué une ressource majeure de financement de la vie publique et des différents appareils d'Etat. De plus, l'attractivité des plaines pampéennes a permis de générer un afflux conséquent d'investissements directs dans l'économie argentine (transport, industrie de transformation, énergie). A partir de 1880, l'expansion phénoménale de l'activité économique argentine et le développement d'une bureaucratie ont donc été soutenus par un endettement massif.

Dès lors, ce qui représentait une aubaine et un facteur de développement s'est transformé en une véritable épée de Damoclès pour l'ensemble de l'économie argentine. Malgré la difficulté pour les économistes de fonder leurs recherches sur des sources fiables, ils sont arrivés à la conclusion que le système financier et monétaire argentin souffrait, à l'époque, de la pression exercée par les remboursements de dettes en devises étrangères ou en or et la nécessité de les compenser par un volume au moins équivalent d'exportations ou bien de dettes. Les années de chute de la consommation internationale, de mauvaises productions ou de fuites des capitaux provoquaient immanquablement des crises financières et économiques en Argentine.

Il ne s'agit pas ici d'expliquer comment s'est constitué le système bancaire et monétaire argentin – qui, à l'instar de la vie politique de cette époque, a été unifié et modernisé – mais plutôt de mettre en exergue une vulnérabilité structurelle de l'économie argentine, dont les répercussions se font sentir aujourd'hui encore et sont intimement liées à la représentation du « grenier du monde ». En effet, l'Argentine continue à être dépendante de son endettement

externe et persiste à y répondre en s'appuyant sur ses exportations agro-pastorales et agro-industrielles.

Or, comme le rappelle l'économiste Mario Rapoport, si l'endettement constituait une cause déterminante des crises financières et monétaires de de la fin du 19e siècle, l'Etat, sous contrôle de l'oligarchie, encourageait la prise de dettes au profit des intérêts de ce même groupe. De surcroît, les secteurs liés à la production et aux exportations agro-pastorales, encourageaient les stratégies de dévaluation monétaire, au risque d'aggraver le montant de la dette et de provoquer des phénomènes inflationnistes préjudiciables à la population, afin de générer une rentabilité plus élevée de leurs exportations[366]. Du reste, l'Etat, en s'appuyant sur ces exportations pour obtenir les devises nécessaires aux paiements des services des dettes contractées, intensifiait le poids stratégique de l'oligarchie. Autrement dit, pour reprendre la formule de l'économiste Jorge Schvarzer : « l'Argentine était devenue un pays agricole financier[367] ». Cette exposition à la dette constituait une vulnérabilité indéniable de la puissance argentine qui, paradoxalement, renforçait le pouvoir de l'oligarchie. Aujourd'hui, il est possible d'affirmer que ce mécanisme perdure. Les difficultés financières du pays cherchent à être compensées au moyen de l'exportation de matières premières agricoles, génératrices de devises étrangères pour payer les dettes libellées en monnaies internationales. Ainsi, les producteurs n'hésitent pas à mettre en place des stratégies de rétentions de leurs productions, vendues en dollars, afin de peser sur le cours de leur monnaie nationale et obtenir de meilleurs gains, au risque de compliquer la situation monétaire de leur pays. Il s'agit là d'un héritage des pratiques de l'oligarchie agro-exportatrice mises en place à partir du 19e siècle.

B) L'absence d'un modèle de développement endogène

La fin du boum des exportations agro-pastorales marquait un paradoxe que la nation ne sut se résoudre à interpréter entièrement. D'un côté, la baisse de la demande britannique exposait clairement la situation de dépendance de l'Argentine et jetait une lumière crue sur une oligarchie complaisante et dispendieuse ; d'un autre côté, la crise révélait que la croissance phénoménale de l'économie du pays n'avait entraîné aucune politique de développement, pis elle semblait même les avoir découragées. Comme le souligna judicieusement l'américaniste

---

366 *Mario Rapoport, op. cit., p. 81.*

367 *Jorge Schvarzer, « Nuevas perspectivas sobre el origen del desarrollo industrial argentino (1880-1930) », Centro de Investigación de la Situación del Estado Administrativo (CISEA), Buenos Aires, 1998, p. 24.*

Joseph Tulchin, « les Argentins aspiraient à la grandeur mais ne se donnaient pas les moyens pour y arriver. »

Aux yeux de l'oligarchie d'abord, puis de l'ensemble du spectre politique argentin, ensuite, le paradigme de développement de la nation reposait sur l'exubérance pampéenne. Exemples de la force de la représentation liée aux capacités productives et exportatrices du pays, des députés radicaux, en 1940, soutenaient que « toutes les cheminées des usines pouvaient s'écrouler, tant que la campagne produisait et exportait, le pays continuerait à acheter ce dont il avait besoin, certainement à bon prix. » De même, avant qu'il n'accède au pouvoir, en 1944, le Colonel Juan Domingo Perón considérait que « dans les pampas inépuisables de notre patrie se trouvait la richesse de l'avenir. »

Selon l'ensemble des chercheurs, historiens ou économistes, la fin du boom du modèle agro-exportateur s'est située aux alentours de la première décennie du 20e siècle, époque durant laquelle l'oligarchie, pénétrée par sa croyance dans sa toute puissance, ne percevait pas les fragilités structurelles du pays. Pour reprendre une nouvelle fois les mots de José Pablo Feinman, « l'oligarchie jouissait du pays mais ne le construisait pas[368]. »

Néanmoins, des tentatives de développement d'une industrie locale existèrent bien et furent même fortement encouragées par le président de Julio Argentino Roca. S'éloignant de l'image d'un oligarque latifundiaire, au service des élites foncières et commerçantes de Buenos Aires, celui-ci était arrivé à soutenir, durant les premières années de son premier gouvernement (1880-1886), la nécessité d'industrialiser son pays pour acquérir une véritable indépendance sur la scène internationale :

> « Il n'existe pas d'indépendance politique pour une nation si celle-ci ne jouit pas d'indépendance économique ; c'est que l'indépendance commerciale et industrielle est essentielle au bien-être de toute la Nation, parce qu'aucun avantage ne peut assurer l'indépendance politique à un peuple dépendant de nations étrangères pour son transport, son commerce et ses manufactures[369]. »

De même, il expliqua lors de l'inauguration d'une exposition industrielle en 1885 dans la ville de Mendoza :

---

[368] *José Pablo Feinmann, « Filosofía aquí y ahora », émission télévisée diffusée sur le chaîne Encuentro, 3e saison, épisode n°35, 2010, http://encuentro.gob.ar.*
[369] *Norberto Galasso, op. cit., Tomo I, p. 614*

> « C'est de capital national qu'il nous manque pour développer à grande échelle notre capacité de production et obtenir notre indépendance politique. J'ai prononcé le mot indépendance et je le répète, parce que les peuples qui n'élaborent ni ne perfectionnent leur propre matière première pour leurs consommations ordinaires, nécessitant qu'on leur vende tout depuis l'extérieur, sont sujets aux convenances, complications et éventualités des marchés étrangers[370]. »

Malgré cet appui et l'évident avantage que possédait l'Argentine en termes de ressources agro-pastorales, l'industrie agro-alimentaire argentine peina à émerger. Comme le remarque l'historien Adolfo Dorfman :

> « La classe industrielle n'est pas née libre. Elle dépendait étroitement de la terre et se sentait liée à ses usufruitiers […] à peine était-elle sortie de sa coquille, que le cordon ombilical qui l'unissait aux propriétaires fonciers était fort et puissant, comme la prééminence des intérêts des éleveurs au sein de l'économie nationale l'était aussi[371]. »

Symptomatique des difficultés à mobiliser les capitaux locaux et à sensibiliser l'oligarchie foncière à ce type d'enjeux, l'industrie frigorifique en constitua un parfait exemple. En 1877, la méthode de congélation de la viande fut introduite en Argentine. A cette époque, l'utilisation de cette nouvelle technologie de conservation de la viande était très marginale et seules quelques rares compagnies argentines et anglaises s'étaient créées dans le pays pour en profiter. Le *tasajo* constituait encore la principale exportation de viande, représentant 40% des envois, majoritairement à destination des pays esclavagistes comme Cuba et le Brésil, avant que ceux-ci n'abolissent la traite des esclaves, respectivement en 1880 et en 1888, faisant décliner la demande. Parallèlement, les exportations de bétail vivant, à destination de l'Europe, ne cessaient d'augmenter atteignant jusqu'à 42% de la valeur de toutes les viandes et animaux exportés depuis l'Argentine en 1897.

Or, à partir de 1899, la déclaration d'une épidémie de fièvre aphteuse en Angleterre sur du bétail en provenance d'Argentine précipita la transformation productive du secteur exportateur de viande bovine. En interdisant désormais d'importer du bétail vivant sur son territoire, la Grande-Bretagne obligeait les exportateurs à avoir recours à la technique de congélation. De plus, cette même année, la demande de viande argentine explosa suite à

---

370 *Ibid., p. 618.*

371 *Adolfo Dorfman,* Historia de la industria en Argentina, *Hyspamérica, Buenos Aires, 1970, p. 163.*

différentes ruptures d'approvisionnements chez d'autres fournisseurs traditionnels de l'Angleterre comme l'Afrique du Sud, engagé dans la guerre des Boers, l'Australie, à cause d'une sécheresse exceptionnelle et les États-Unis, suite à des grèves dans les abattoirs de Chicago.

Cet effet d'aubaine, s'il profita évidemment aux producteurs de viande, permit surtout aux propriétaires des abattoirs et des industries frigorifiques d'engranger des bénéfices conséquents et d'asseoir leur domination dans ce secteur stratégique de la chaîne de valeur. En formant des oligopoles, que le gouvernement ne remettrait pas en cause, au contraire des États-Unis où des lois anti-trust visaient d'ores et déjà à empêcher ce type de phénomène, elles s'assuraient de maîtriser les coûts d'approvisionnements pour introduire la viande en Angleterre. Ainsi, comme le releva l'historien et économiste Jorge Schvarzer, le prix de la viande argentine à Londres, en 1905, était moins cher qu'à Buenos Aires et ce malgré les coûts de transport et de préparation[372].

Tandis que l'Argentine, en l'espace d'une décennie, entre 1895 et 1905, devint le premier exportateur de viande bovine vers l'Angleterre, en lieu et place des États-Unis, et le second exportateur de viande de mouton, derrière la Nouvelle-Zélande, et qu'elle multipliait ses volumes exportés par dix-huit, entre 1880 et 1914, plus de 80% de ses exportations se faisaient au travers d'entreprises à capitaux anglais et américains. Fruit d'un accord passé entre industriels argentins, anglais et américains, cela soulignait à quel point la position négociatrice de l'Argentine, en termes de commerce, était limitée. Ce qui se confirma lors de la Première Guerre Mondiale quand l'Argentine s'ajusta à la demande des troupes alliées, en envoyant de la viande congelée et en boîtes de conserve, mais dont les premiers bénéficiaires furent les industriels anglais et américains.

Le boom des exportations de viande nécessitait un afflux important de capitaux pour permettre de constituer l'appareil industriel adéquat, ainsi que les outils de commercialisation et de transport. Or, parmi les grands éleveurs de l'époque, oligarques et membres de la Société Rurale, les efforts se concentrèrent uniquement sur l'amélioration des cheptels et des conditions de production. S'il est indéniable que leurs travaux ont permis d'améliorer considérablement la qualité et la productivité des élevages, plaçant la viande argentine parmi les meilleures viandes au monde, ces éleveurs, qualifiés d'élites avant-gardistes[373], ont manifestement manqué d'une

---

[372] *Jorge Schvarzer,* Las industrias que supimos conseguir, *Ediciones Cooperativas, Buenos Aires, 2000, p. 85.*

[373] *Carmen Sesto,* Historia del capitalismo agrario pampeano, La vanguardia ganadera bonaerense, 1856-1900, *Siglo XXI ediciones, Buenos Aires, 2005, Tomo 2.*

vision stratégique de l'ensemble de la chaîne de valeur. L'analyse de Federico Pinedo, membre illustre de l'oligarchie et ministre de l'économie en 1933, est particulièrement éclairante à ce sujet :

> « Dire *campo* en Argentine c'est dire usine à l'air libre : il est technicisé. Tout est une question de coûts : la qualité de notre terre et son abondance fait qu'il ne convient pas d'y ajouter des machines, car nous produisons à une moyenne plus faible, mais à moindre coût. C'est-à-dire : les français, pour une superficie de 100, obtiennent 50 kg de viande. Nous, à superficie égale, nous obtenons 5 kg. Mais notre kilo coûte 1 peso quand le leur en coûte 8. De plus, comme notre territoire est beaucoup plus grand, ensemble nous produisons plus. Par conséquent, pourquoi produire de l'acier si c'est plus cher que de l'acheter ? [374]»

Federico Pinedo expliquait le phénomène de la rente agraire différentielle, à savoir le rapport entre la rentabilité du coût de production internationale d'une matière première et sa rentabilité de production au niveau local[375], et mettait en lumière la volonté de s'en contenter et de ne pas prendre de risque à développer des outils industriels.

Or, dans une période où la demande émanant de l'Angleterre était particulièrement importante, l'influence britannique prit tout son sens. En effet, en investissant des capitaux dans les industries frigorifiques, les transports terrestres et maritimes, mais aussi les assurances, l'Angleterre dominait les maillons stratégiques de la chaîne de valeur et finissait par imposer ses prix aux filières d'élevage. Autrement dit, c'était l'Angleterre qui maîtrisait sa propre sécurité alimentaire. De plus, elle pouvait aisément faire pression en jouant sur la concurrence avec ses anciennes colonies.

Ce niveau de dépendance argentine face à la demande anglaise se fit encore plus criant après la crise économique de 1929, marquant définitivement les limites d'une vision de la puissance basée sur les exportations agro-pastorales comme élément de la sécurité alimentaire anglaise. Dans ce contexte de crise planétaire, l'ouverture de l'économie argentine se heurtait à la tendance protectionniste des pays industrialisés, ce à quoi, le pays avait cherché à répondre en privilégiant les relations bilatérales avec ses deux premiers partenaires économiques de

---

[374] *Norberto Galasso, op. cit., Tomo II, p. 71.*

[375] *A titre d'exemple, dans le cas présent de la production de viande, pour un prix d'achat estimé à 600 $, le coût de production en France revenait, selon Pinedo, à 400 $, auquel il convenait d'ajouter les coûts afférents à la vente, en l'occurrence 150 $. Pour un coût total de production de 550 $, il ne restait donc au producteur français que 50 $. Le producteur argentin, pour sa part, produisait pour un coût de 50$. Son coût total s'élevant alors à 200 $, il lui restait 400 $, soit 350 de plus que le producteur français. Cette différence constituait ce que l'on appelle la rente agraire différentielle et, dans ce cas, elle était exceptionnelle.*

l'époque, l'Angleterre et les États-Unis. Or, ces derniers pratiquaient un protectionnisme intransigeant à l'égard des exportations de viandes et de céréales argentins, ne permettant pas de les laisser entrer sur leur territoire. Par conséquent, l'Argentine se retrouvait dans une situation de dépendance obligatoire et accrue vis-à-vis d'une économie britannique qui, pour sa part, avait décidé, en 1932, lors de la Conférence du Commonwealth à Ottawa, de donner la priorité à la préférence impériale, autrement dit au commerce de la viande avec les pays de la Communauté britannique, comme le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande[376].

Face à la réduction des exportations de viandes argentines vers l'Angleterre, le gouvernement argentin, dirigé alors par Agustín Pedro Justo, envoya une mission de négociation à Londres, en 1933, menée par son vice-président, Julio Argentino Pascual Roca (fils du président Julio Argentino Roca). Des historiens ont relaté l'état d'esprit avec lequel la mission argentine abordait la négociation, laissant nettement présager de son issue. Aussi, Guillermo Leguizamón, membre de la délégation n'hésita pas à déclarer que « l'Argentine ressemblait à un important domaine britannique », ou bien encore, « que la République Argentine était l'un des joyaux les plus précieux de la couronne de sa Majesté Britannique[377]. » Comme si cela ne suffisait pas à démontrer le prix que l'Argentine était prête à payer pour sauver ses exportations de viande et les apparences de son oligarchie, un échange entre le Prince de Galles et le vice-président Roca, lors d'une réception organisée en l'honneur de la mission argentine, fut au combien révélateur. Le Prince de Galles affirma alors : « il est exact de dire que l'avenir de la Nation Argentine dépend de la viande. Cependant, l'avenir de la viande argentine dépend peut-être entièrement des marchés du Royaume-Uni. » Ce à quoi lui répondit Julio Roca :

> « La géographie politique ne parvient pas toujours, de notre temps, à imposer ses limites territoriales à l'activité économique des nations. Les jeux des nécessités ou des conventions régionales effacent ou enlèvent les frontières […] l'Argentine, par son interdépendance réciproque est, du point de vue économique, partie intégrante de l'Empire Britannique.[378] »

Les journaux anglais, se faisant l'écho de tels propos, conclurent simplement que « en matière économique, il y a longtemps que l'Argentine est pratiquement une colonie

---

[376] *Juan Suriano, Mirta Zaida Lobato, op. cit. p. 482.*
[377] *José Rosa,* Historia argentina, *Oriente, Buenos Aires, 1981, tome 12, p. 68.*
[378] *Norberto Galasso, op. cit., vol. 2, p. 207.*

britannique » et que « la meilleure solution aux problèmes est que l'Argentine se convertisse en membre déclaré de l'Empire Britannique.[379] »

Le pacte commercial Roca-Runciman, du nom des représentants de deux nations, ne laissa donc que peu de place à l'ambiguïté tant il favorisait l'Angleterre. En effet, conclu pour une durée de trois ans, il permit à l'Argentine de continuer à fournir de la viande à l'Angleterre mais sous certaines conditions qui érodaient sérieusement la représentation d'une quelconque capacité du pays à exercer une forme de puissance. D'abord, l'Argentine s'engageait à exporter sa viande à un prix plus bas que celui des autres pays exportateurs. Ensuite, ses exportations devaient être contrôlées à 85% par les industries frigorifiques britanniques et/ou américaines. Enfin, le pays retirait toutes taxes à l'importation de charbon et de produits manufacturés anglais. Dans le contexte de la crise de 1929, cela ressemblait plus à une capitulation qu'à un rapport de force et une négociation.

A la fin des années 1920, les exportations agro-pastorales ne constituaient plus un instrument de puissance de la politique extérieure argentine. Le pays n'était plus en capacité de faire ou de refuser de faire comme il avait pu le démontrer à la fin du 19e et au début du 20e siècle. Après presque cinquante ans de modèle agro-exportateur, l'épuisement et l'effritement de la puissance qu'il avait apporté à l'Argentine et à son oligarchie étaient patents. De surcroît, les raisons d'un tel délitement tenaient en grande partie à la dépendance et à l'emprise exercées par les puissances étrangères, surtout l'Angleterre, dans les secteurs stratégiques de l'économie du pays. Les chemins de fer, les industries frigorifiques, le secteur bancaire, le transport maritime étaient sous domination étrangère. Ce qui avait permis l'expansion économique et l'assise du pouvoir de l'oligarchie était aussi son talon d'Achille par lequel la puissance argentine était soumise.

[379] *Ibid.*

CONCLUSION CHAPITRE 2

L'expansion phénoménale de l'économie argentine, durant les années qui coururent de 1880 à 1914, a coïncidé avec une période de stabilité institutionnelle et de consolidation de l'Etat sous la domination de l'oligarchie. En l'espace d'une trentaine d'années, le produit intérieur brut du pays a été multiplié par dix, tiré par les exportations agro-pastorales, sa population a quintuplé, grâce à l'intégration de millions d'immigrés venus d'Europe, et le pays s'est modernisé, en introduisant de nombreuses infrastructures de transport, de communication et d'énergie. En devenant une puissance agro-exportatrice de premier rang mondial, l'Argentine a définitivement consacré le modèle économique mis en place par l'oligarchie portègne tout au long du 19e siècle.

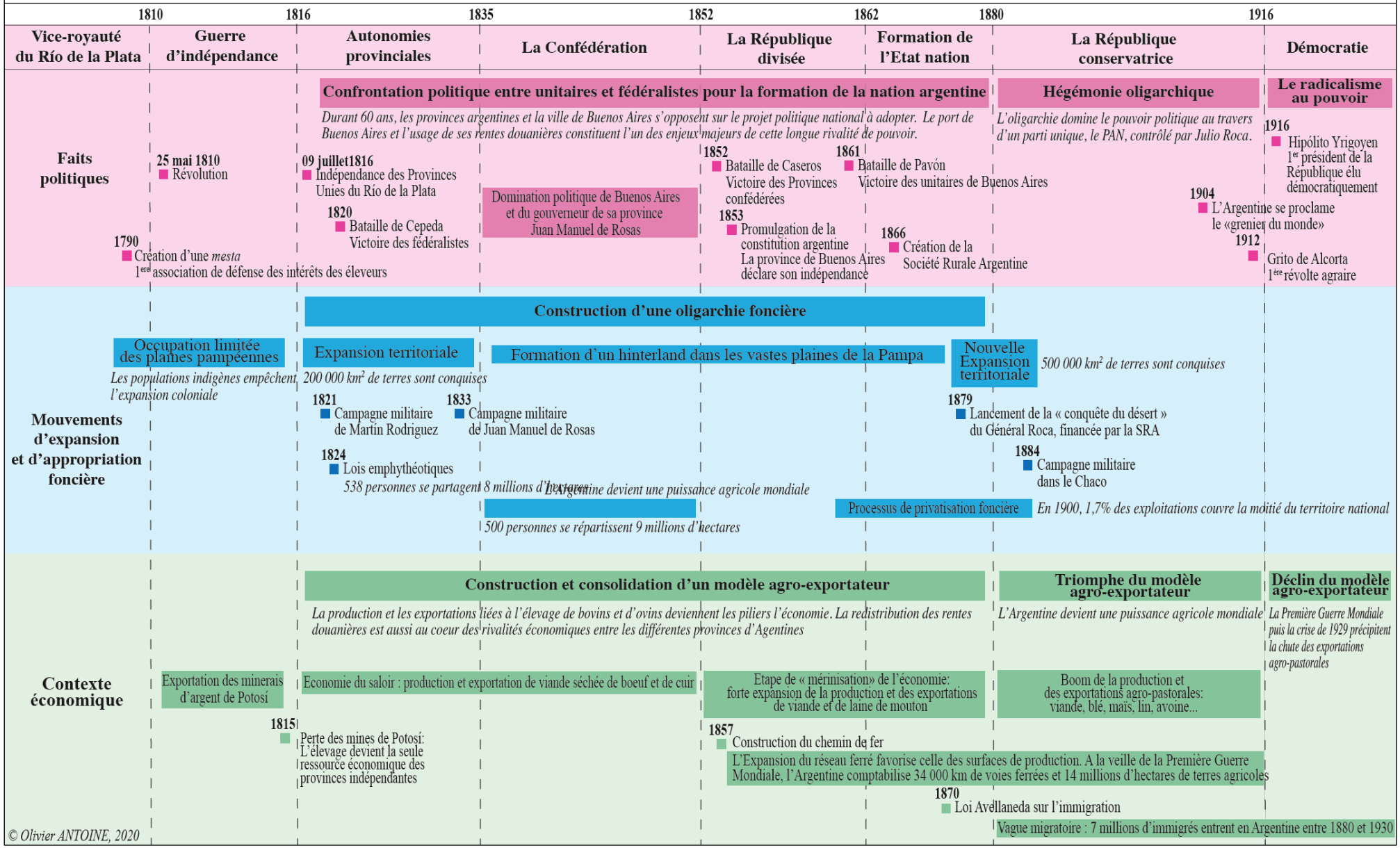
Désormais à la tête d'un Etat unifié, l'oligarchie a consolidé un pouvoir hégémonique pour diriger le pays pendant plus de trente ans et bâtir un projet de nation pour « le désert ». Cette période fut donc marquée par la recherche intense d'une identité argentine dont le récit tarda à émerger, pris entre le contexte migratoire de cette époque et les différentes théories raciales alors en vogue. La construction d'un roman national a finalement abouti à l'émergence d'une figure et d'une représentation prégnante qui ont pénétré profondément l'imaginaire collectif argentin, comme le *gaucho* et l'Argentine « grenier du monde ».

La représentation du « grenier du monde » symbolisait la puissance de l'Argentine et le rôle qu'elle s'attribuait dans la sécurité alimentaire mondiale, à savoir celle de l'empire britannique. Elle accompagna la volonté des dirigeants du pays de déployer une politique de puissance en refusant d'adhérer au panaméricanisme des États-Unis, en développant des doctrines de droit international de défense de ses intérêts et en observant la neutralité durant la Première Guerre Mondiale.

Toutefois, cette puissance argentine était fortement exposée aux contestations sociales et politiques, d'une part, et dépendait dangereusement des marchés étrangers de capitaux et de consommation. Cette vulnérabilité finit par entraîner le déclin de l'hégémonie oligarchique au pouvoir et celui du pays sur la scène internationale.

Comprendre cette étape est fondamentale car elle permet d'appréhender les évolutions géopolitiques contemporaines de l'agriculture argentine, son rapport au territoire, son positionnement international et l'emploi d'une représentation la puissance héritée de cette période pour légitimer les politiques actuelles de développement.

LE RÔLE DE LA QUESTION AGRO-PASTORALE DANS LA CONSTRUCTION DE PUISSANCE EN ARGENTINE



PARTIE 2

RECONFIGURATION DU « GRENIER DU MONDE » : DU RENOUVEAU D'UNE REPRÉSENTATION DE LA PUISSANCE AUX CONFLITS SUR LES FRONTS AGRAIRES

Introduction de la deuxième partie

Au cours de la première partie, nous avons vu comment avait émergé une certaine représentation de la puissance, symbole de la réalisation d'un « destin manifeste » de la nation argentine, au travers de l'instrumentalisation de l'agriculture et de l'élevage à des fins de conquête territoriale, de construction d'un Etat, de conception d'une identité nationale et enfin, de projection d'une politique de puissance.

Dans cette seconde partie, nous allons nous interroger au sujet de la résurgence contemporaine de cette représentation de la puissance et son lien avec les questions territoriales liées à l'expansion de la frontière agricole, marquée par une conflictualité renouvelée autour des ressources foncières et hydriques.

Depuis la fin des années 1990, et plus fortement au cours des premières décennies du 21e siècle, l'usage de la représentation du « grenier du monde » s'est multiplié dans les discours médiatiques, politiques, économiques et sociaux. Si le recours à une telle représentation semblait avoir disparu au cours de la seconde moitié du 20e siècle, force est constater qu'elle avait perduré, voire infusé, dans l'imaginaire collectif pour revenir caractériser une période dont les similitudes avec la fin du 19e et le début du 20e siècle sont frappantes.

A l'instar de cette époque, l'Argentine a aujourd'hui tissé une relation avec une puissance externe, la Chine, au travers d'échanges entre des exportations agro-pastorales et des investissements pour renouer avec son statut de puissance agricole.

Toutefois, depuis la fin du 20e siècle, les ressorts de cette puissance ont connu de fortes mutations productives et territoriales dont les incidences géopolitiques se sont manifestées par l'expansion de la culture du soja et la constitution de nouveaux fronts agraires dans le nord du pays et les territoires marginalisés du Bassin du Pilcomayo, auxquels nous allons nous intéresser.

Ces conflits marquent l'instrumentalisation renouvelée de l'agriculture et de l'élevage au service de la conquête de nouveaux « déserts » et interpellent sur l'évolution de telles dynamiques dans un pays en crise et plus que jamais dépendant de ses exportations agro-pastorales.

Dans un premier chapitre, nous verrons quel contexte et quels éléments caractérisent le retour de la puissance agricole argentine et de représentation du « grenier du monde ».

Dans un second chapitre, nous nous intéresserons à la traduction territoriale d'une telle reconfiguration de la représentation de puissance en étudiant les conflits agraires dans les territoires du Bassin du Pilcomayo.

CHAPITRE 3

LE RETOUR DE LA PUISSANCE AGRICOLE ARGENTINE ET DE LA REPRESENTATION DE « GRENIER DU MONDE »

L'une des plus importantes dynamiques vécues par l'Argentine durant les dernières décennies a été la nouvelle montée en puissance de son agriculture et notamment de ses grandes cultures céréalières et oléagineuses. Entre 1970 et 2014, le pays est passé d'une production de 21 millions de tonnes à plus de 100 millions de tonnes dont près de 90% uniquement pour le soja, le blé et le maïs[380]. Les dernières estimations des bourses de commerce de Rosario ou de Buenos Aires font même état d'une récolte pouvant dépasser les 150 millions de tonnes en 2020.

Selon la Bourse de commerce de Rosario, en 2016, la production mondiale de grains (céréales et oléoprotéagineux) a atteint 2 975 millions de tonnes, dont 2 455 millions de tonnes de céréales et 520 millions de tonnes d'oléoprotéagineux[381]. L'Argentine, pour sa part, a produit près de 120 millions de tonnes de grains, soit près de 4% de la production mondiale. Si l'on considère le volume des échanges internationaux de céréales et d'oléoprotéagineux, dont le total atteint 690 millions de tonnes cette même année, l'Argentine en représente 11,5%, pour un volume de près de 84 millions de tonnes[382]. Toutefois, rapporté à l'ensemble de la valeur des exportations mondiales, la part du pays s'établit à 2,1%, pour un montant de près de 40 milliards de dollars[383].

Comme au début du 20e siècle, l'Argentine s'est donc replacée parmi les nations leaders de la production et du commerce international de matières premières agricoles, derrière la Chine, les États-Unis, l'Union Européenne et le Brésil. Outre l'augmentation significative de

---

380 *Marcelo Sili,* Atlas de la Argentina rural*, Buenos Aires, Capital Intelectual, 2015, p. 112.*
381 *Informativo Semanal de la Bolsa de Comercio de Rosario, n°1780, 14/10/2016.*
382 *Ibid.*
383 *L'agriculture argentine en un regard, Agence Momagri, Octobre 2016.*

ses volumes de production, ce retour au premier plan s'est manifesté par une forte présence dans la production et l'exportation des céréales et des graines oléoprotéagineuses considérées comme stratégiques, comme le soja, le maïs et le blé.

Trois phénomènes locaux ont concouru à cette montée en puissance : l'agriculturisation des espaces productifs, l'expansion de la frontière agricole et la sojatisation des territoires agro-pastoraux. Aucun de ces phénomènes n'a surgi spontanément mais, bien au contraire, ils sont le résultat d'évolutions techniques et technologiques, de choix politiques et d'opportunisme économique que nous allons étudier dans ce chapitre. Les conséquences géopolitiques locales et les conflits entrainés par ces évolutions récentes seront analysés dans le chapitre suivant.

En toile de fond de ce phénomène d'expansion productive et géographique contemporaine, la représentation du pays comme « le grenier du monde » a retrouvé une vigueur toute particulière dans les discours politiques et médiatiques. Rappel du passé et aspiration à dépasser cette « frustration nationale[384] » ressentie après le déclin de la puissance du début du 20e siècle, cette représentation a resurgi dans un contexte particulier. En effet, l'agriculture argentine a connu des bouleversements productifs et organisationnels majeurs, symbolisés par l'implantation et l'expansion de la culture du soja, affectant ses territoires agricoles traditionnels et faisant émerger de nouveaux fronts agraires et des territoires à « conquérir ».

Aussi, depuis le début des années 1990, la culture du soja s'est imposée dans le paysage agricole argentin au point d'en devenir la culture hégémonique, voire stratégique, et de représenter le symbole d'une puissance agricole retrouvée. L'expansion rapide et la domination territoriale et économique du soja a entrainé une véritable « sojatisation » des espaces productifs dont les conséquences géopolitiques sont multiples. D'un point de politique externe, la puissance argentine a, elle aussi, été « sojatisée », sous les effets d'une nouvelle relation de dépendance avec la Chine, cette fois.

Dans un premier temps de ce chapitre, nous aborderons donc les nouveaux ressorts de la puissance agricole argentine et le contexte local et international qui l'a vu s'affirmer.

Dans un second temps, nous chercherons à mettre en évidence les facteurs qui ont amené le soja a joué un rôle central dans l'agriculture et l'économie argentines, au point d'en devenir la culture clé et d'entrainer la sojatisation des territoires agro-pastoraux.

---

[384] *Jorge Schvarzer, « Nuevas perspectivas sobre el origen del desarrollo industrial », CISEA, Centro de Investigación de la Situación del Estado Administrativo, Buenos Aires, 1998, p. 24.*

Dans un troisième temps, nous nous intéresserons à l'influence de la Chine et à la « sojatisation » de la puissance argentine.

3.1 LES NOUVEAUX RESSORTS DE LA PUISSANCE AGRICOLE ARGENTINE

Au cours des dernières décennies, différents changements ont bouleversé la production agricole argentine. Portés par une nouvelle génération d'entrepreneurs agricoles, ils sont inspirés des techniques scientifiques et ont constitué le socle d'un nouveau rapport positiviste au territoire. A l'instar de leurs ancêtres, ériger les mutations productives et organisationnelles au rang de nouvelle révolution agricole revient à ressusciter le rôle « civilisateur » de l'agriculture et à repenser la place de la « barbarie » dans l'Argentine contemporaine. En effet, après avoir « verdi » le « désert » de la Pampa, de nouveaux espaces ont été désignés pour être conquis dans le nord de l'Argentine.

Ces évolutions agricoles se sont inscrites dans un contexte d'émergence de nouvelles technologies durant les années 1990, coïncidant pleinement avec l'ouverture du pays au néo-libéralisme prôné par les États-Unis après la chute du mur de Berlin.

Par ailleurs, cette transformation du secteur agricole s'est accompagnée d'un réaménagement du territoire, véritable clé de la montée en puissance contemporaine de l'agriculture argentine.

3.1.1 LES BASES DU CHANGEMENT DE PARADIGME PRODUCTIF : VERS UNE NOUVELLE « CIVILISATION »

Les conditions du changement productif et organisationnel de l'agriculture argentine ont trouvé leurs racines dans une série d'événements (agronomiques, technologiques, politiques et économiques). En l'espace de vingt ans, la transformation de l'espace agricole, l'avènement de nouvelles techniques ou technologies, l'aménagement du territoire et les conditions politiques et économiques favorables, ont jeté les bases solides de la montée en puissance de l'agriculture argentine. Toutefois, nous n'allons pas nous attarder sur l'ensemble des innovations agricoles, notamment celles liées à la Révolution verte dans les années 1970[385]. Il

[385]*Il s'agit d'une révolution technologique liée à l'agriculture. L'expression « Révolution verte » a été utilisée d'abord en 1968 par William Gaud, l'administrateur de l'USAID – l'agence de la coopération au développement des États-Unis -, pour qui le développement de nouvelles variétés de maïs, de riz et de blé contenait les germes d'une « nouvelle révolution ». Selon William Gaud : « Il ne s'agit pas d'une révolution violente comme celle des Soviets ou comme la Révolution blanche en Iran, je parlerais plutôt d'une révolution verte fondée sur l'application de la science et de la technologie ». Lorsqu'elle fut d'abord lancée en 1943 au Mexique avec le soutien de la fondation Rockfeller, avant de s'étendre aux pays d'Amérique latine et à l'Asie du sud dans les années 1960, la*

s'agit ici de mettre en lumière une période, qui s'initia à partir des années 1990, durant laquelle les ruptures technologiques et techniques eurent un impact direct sur les mutations territoriales, l'avancée de fronts agraires et participèrent à la résurgence d'une représentation du territoire où la connaissance scientifique consacrait à nouveau l'agriculteur comme le « maître de la nature[386] ».

En écho à la première révolution productive des plaines pampéennes à la fin du 19e siècle – lorsque les espaces étaient appréhendés comme des « déserts », où la « barbarie » régnait, et que l'agriculture représentait « la civilisation qui transforme le sol en multipliant la valeur de la terre[387] » – les changements productifs et organisationnels de la fin du 20e siècle ont constitué les instruments d'un nouveau mouvement civilisateur qui a d'abord embrassé la Pampa puis s'est étendu vers les nouveaux territoires des conquêtes agro-pastorales modernes. Cette dynamique agricole s'est accompagnée d'un nouveau mouvement de concentration foncière et a fortement participé à la réapparition de la représentation de puissance.

A) L'agriculturisation des espaces productifs

Jusqu'aux années 1970, le secteur agricole argentin se caractérisait par la place centrale occupée par les activités d'élevage. Les différentes cultures annuelles de type blé, maïs, sorgo, lin, soja etc., suivaient généralement un schéma de rotation avec l'élevage et ce cycle productif s'avérait complémentaire, notamment en enrichissant la fertilité des sols. Cependant, ce modèle, implanté essentiellement dans les plaines de la Pampa, se caractérisait par un faible dynamisme, un moindre niveau de développement technologique et une stagnation de la production agricole. Suivant les années, les récoltes oscillaient autour de 20 millions de tonnes[388].

« Révolution verte » était fondée sur l'extension de variétés nouvelles, notamment les variétés semi-naines de blé et de riz, sur le développement de l'irrigation, et sur un recours massif aux engrais chimiques et à la mécanisation. Le secteur public a joué un rôle important dans ces développements.

386 *Arturo Andrés Roig, « La historia de las ideas », in* Historia general de America Latina, *Ediciones Unesco / Editorial Trotta, Vol. VII, « Los proyectos nacionales latinoamericanos : sus instrumentos y articulación, 1870 – 1930, Paris, 2008, p. 574.*

387 *Bartolomé Mitre, « Protección de la agricultura », in Tulio Halperín Donghi,* Proyecto y construcción de una nación (1846 – 1880)*, Biblioteca del pensamiento argentino II, Emecé, Buenos Aires, p. 354.*

388 *Roberto Bisang, Mercedes Campi, « El desarrollo agrario argentino en las últimas décadas : fases en el establecimiento de un nuevo paradigma productivo »,* Claves para repensar el agro argentino, *Buenos Aires, Eudeba, 2013, p.34*

Selon les chercheurs argentins Roberto Bisang et Mercedes Campi, ce fut à partir des années 1970 que l'on constata un premier changement dans ce modèle marqué par différents facteurs : la hausse sensible du niveau de mécanisation, l'usage de nouvelles semences hybrides, la première apparition de la technique du semis direct ou bien encore le rôle actif des institutions publiques (INTA[389]), des facultés d'agronomie et des organisations privées (AACREA[390]) dans la diffusion de nouvelles techniques et technologies[391].

De plus, à cette époque, de meilleurs prix pour les grandes cultures favorisèrent l'abandon pour certains producteurs de leur activité d'élevage au profit de l'agriculture, désormais plus rentable, décrivant ainsi les premières marches du phénomène dit d'agriculturisation des espaces agricoles argentins. Cette transformation de l'espace productif se caractérisa de deux manières : d'une part, il s'agit du passage à l'agriculture permanente dans des espaces auparavant dédiés à l'élevage ou bien à l'agro-pastoralisme (alternance de cultures et d'élevages) ; d'autre part, il s'agit de l'expansion agricole hors de ses zones de production traditionnelle.

Ce fut donc à partir des années 1970 que la production agricole s'est concentrée autour de quelques cultures d'exportation comme le blé, le maïs, le tournesol et le soja, dont l'augmentation des surfaces fut de 375% entre 1970 et 1985[392], signe de la première étape d'expansion sojicole.

Toutefois, le déploiement de l'agriculture et l'abandon de l'élevage ont provoqué, dans la majorité des cas, une détérioration de la qualité des sols due à une érosion intense. En effet, l'élevage ne remplissant plus son rôle de fertilisation des sols et les herbages ne servant plus de couvert végétal protecteur, les techniques traditionnelles de labour exposaient désormais les sols au vent et à la pluie. C'est dans ce cadre qu'apparut puis se consolida la technique dite du semis direct. Au-delà de son aspect agronomique, la diffusion de cette technique joua un rôle majeur, associée aux nouveautés technologiques des années 1990, dans l'expansion territoriale de l'agriculture argentine.

Alors qu'entre 1990 et 1994, les superficies cultivées atteignaient 20 millions d'hectares, elles étaient de 25 millions d'hectares en 1999, 28 millions d'hectares en 2004 et

---

[389] *Institut Nacional de Tecnologías Agropecuarias. Il s'agit de l'équivalent de l'INRA (Institut National de Recherches Agronomiques) en France.*

[390] *Asociación Argentina de Consorcios Regionales de Experimentación Agrícola*

[391] *Ibid. p.35.*

[392] *Carla Gras, Valeria Hernández,* Radiografía del nuevo campo argentino, *Siglo XXI Editores, Buenos Aires, 2016, p. 64.*

près de 30 millions d'hectares en 2007. En l'espace d'une quinzaine d'années, trois cultures, le blé, le maïs et le soja, dominaient désormais la production agricole argentine, à hauteur de 89%. Pour sa part, le soja représentait à lui seul 50% de la production de grains en Argentine, d'où le qualificatif de sojatisation de l'agriculture.

B) L'adaptation technique au territoire

La capacité d'intégration de techniques étrangères et la faculté à innover ont constitué des traits marquants de l'expansion agro-pastorale de la fin du 19e et du début du 20e. Véritables ressorts de la puissance agricole argentine de cette époque, elles le sont encore aujourd'hui. L'adaptation aux contraintes du territoire et la réactivité des agriculteurs et des éleveurs à trouver des réponses aux défis agronomiques ont concouru d'une part à affirmer que l'Argentine possédait les outils de la puissance agricole et, d'autre part, à renforcer cette croyance en la maîtrise de la nature et, par conséquent, la représentation de puissance d'un « grenier du monde » inépuisable.

Deux instruments, qui ont favorisé la montée en puissance de l'agriculture argentine et son emprise sur le territoire, nous intéressent tout particulièrement ici, il s'agit de la technique du semis direct et l'invention du silo-sac.

- Le semis direct

La technique du semis direct consiste à semer les grandes cultures, comme le soja, sans préparation préalable de la terre, autrement dit sans la labourer, permettant ainsi une grande simplification du travail du sol ainsi qu'une meilleure préservation de celui-ci. S'il s'agit d'une technique connue depuis longtemps[393], ce ne fut véritablement qu'à partir des années 1970 que s'effectua son introduction en Argentine, grâce aux chercheurs de l'INTA, en réponse à l'intensification de l'érosion des sols liée à l'agriculturisation rapide des espaces productifs argentins. Si le semis direct a facilité le travail de l'agriculteur, il a néanmoins obligé à

[393] *Entre les années 1930 et 1940, une série d'événements rendirent célèbres les conséquences de la détérioration des sols par l'utilisation du labour et les risques liés à l'érosion des surfaces agricoles. Ce furent les tempêtes de poussière qui ravagèrent les grandes plaines des Etats-Unis, en arrachant les sols et détruisant les cultures. Connues sous le nom de "Dust Bowl", elles furent immortalisées par l'œuvre de John Steinbeck " Les raisins de la colère", couronné du Prix Pulitzer en 1940, témoignage puissant de la condition des paysans de cette époque aux Etats-Unis. Responsables de la destruction des cultures de maïs d'une famille de paysans de l'Oklahoma, ces tempêtes de poussière les contraignent à l'exode sur les routes d'un pays en proie à la Grande Dépression.*

l'adoption de nouvelles pratiques telles que l'utilisation d'engrais chimiques pour fertiliser les sols et d'herbicides pour contrôler les adventices (mauvaises herbes).

En Argentine, malgré la nécessité d'agir face à la détérioration des sols, il a fallu véritablement attendre une vingtaine d'années pour assister à l'utilisation massive de cette méthode, à partir de l'emploi de semences génétiquement modifiées et de leurs herbicides associés. La diffusion de ces semences et la pratique du semis direct se sont mutuellement influencées pour favoriser l'augmentation de l'utilisation de ces deux innovations[394].

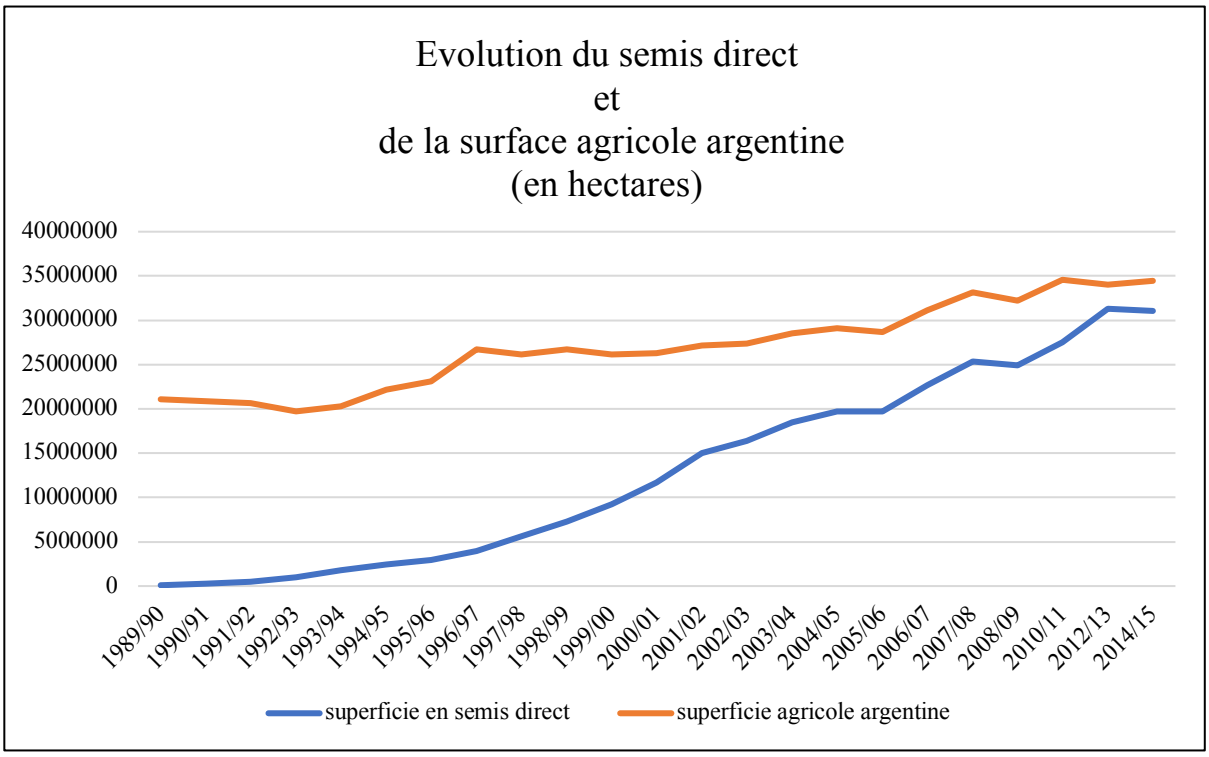
Dans les années 1980, les conditions économiques argentines n'ont pas favorisé l'adoption de cette technique car jugée trop onéreuse. Bien que plus rentable à moyen terme, la technique du semis direct signifiait alors pour un producteur d'acquérir du nouveau matériel, de se former puis, une fois la technique adoptée, d'utiliser de nouveaux produits comme des herbicides, voire des fertilisants. Or, ces mêmes années 1980 se sont caractérisées, d'une part, par une économie nationale morose, marquée par de longs épisodes hyper-inflationnistes (jusqu'à 1000% par an) et une forte imposition des exportations et, d'autre part, un contexte international défavorable, se manifestant par des niveaux de prix internationaux particulièrement bas.

Ce fut donc dans les années 1990 que la technique du semis direct allait être massivement adoptée et permettre, notamment, d'assurer techniquement l'expansion de la frontière agricole argentine. Cet effet est particulièrement intéressant à considérer car les espaces périphériques à la zone d'agriculturisation de la Pampa n'offraient pas de conditions propices à l'adoption de l'agriculture : climat trop sec, sols inadaptés etc. Or, le semis direct a offert la possibilité de préserver l'humidité des sols, élément clé pour la mise en culture de ces territoires. Dans ce contexte adverse à l'acquisition de nouvelles machines et de produits chimiques d'importation, un acteur a émergé et joué un rôle déterminant pour la diffusion et la pérennisation du semis direct : l'Association Argentine des Producteurs en Semis Direct (AAPRESID). Selon les chercheuses Carla Gras et Valeria Hernandez, l'apparition d'AAPRESID n'a pas seulement favorisé le développement de la pratique du semis direct au niveau national, cette association a joué un rôle déterminant dans la « définition d'un nouveau

---

394 *Maria Valentina Locher, Organisations interprofessionnelles et innovation dans l'agriculture argentine : les cas de trois filières : soja, riz et tournesol. Economies et finances. Université Toulouse le Mirail - Toulouse II, 2015.*

modèle entrepreneurial de l'agriculture » en faisant évoluer « le paradigme agricole vers un modèle de négoce[395] ».



Ce fut donc à compter des années 1990 que l'on a assisté à la généralisation de l'agriculturisation, à l'expansion accélérée de la frontière agricole et à l'extension de terres cultivées passant de quelque 20 millions d'hectares dans les années 1980 à 36 millions d'hectares en 2016[396], soit près du double en à peine plus de vingt ans, dont près de 90% en semis direct comme nous pouvons le constater sur le graphique ci-dessus.

Toutefois, le succès de l'utilisation du semis direct ne s'est pas arrêté aux frontières de l'Argentine et a constitué l'une des preuves de la montée en puissance de l'agriculture du pays. Depuis l'adoption par les agriculteurs argentins de cette technique, en association avec d'autres technologies, l'espace agricole s'est largement étendu mais le rendement par hectare a considérablement augmenté. Aujourd'hui, l'agriculture argentine possède l'un des rendements les plus élevés de la planète. A titre d'exemple, lors de la récole 2015/2016, le rendement d'un hectare de soja, dans la zone centrale de production, atteignait en moyenne 4,4 tonnes[397]. Ce

---

[395] *Carla Gras, Valeria Hernández,* Radiografía del nuevo campo argentino*, Siglo Veintiuno Editores, Buenos Aires, 2016, p. 78.*

[396] *http://www.bcr.com.ar/Publicaciones/Informativo%20semanal/bcr2016_09_09.pdf*

[397] *http://intainforma.inta.gov.ar, à titre de comparaison, le même année, le rendement moyen de la production de soja au Brésil atteignait 3,3 tonnes/hectare.*

gain phénoménal de productivité a permis à l'Argentine, au travers de l'AAPRESID, de promouvoir sa connaissance technique à l'étranger et par conséquent de rayonner sur la scène agricole internationale.

Ce fut donc entre les années 1970 et les années 1990 que les bases de la montée en puissance de l'agriculture argentine commencèrent à être jetées et que les comportements agricoles évoluèrent vers une modernisation des pratiques. Cependant, ce furent les années 1990 qui marquèrent le véritable virage de l'agriculture argentine, années durant lesquelles la conjoncture économique mondiale, le contexte politique local et la diffusion d'évènements technologiques agirent comme un accélérateur de la transformation du secteur agricole et lui donnèrent une toute nouvelle dimension. Parmi les révolutions technologiques apparues durant les années 1990, l'apparition d'un nouveau système de stockage, le sac-silo (*silo bolsa*), apporta de nombreuses solutions aux différentes difficultés auxquelles faisaient alors face les producteurs : manque d'infrastructures de stockage, dépendance aux transporteurs, aux collecteurs et aux aléas du marché.

- Le sac-silo

Sébastien Abis, Directeur du Club Demeter, a ainsi défini la dimension stratégique du stockage en agriculture :

> « Les capacités de stockage, à savoir les silos, assurent une fonction majeure pour préserver puis distribuer les récoltes. La question des stocks, notamment céréaliers, figure parmi les sujets les plus sensibles dans le débat sur la sécurité alimentaire mondiale et régionale. Par exemple, en stockant du blé pour protéger sa population des risques inhérents à un marché mondial devenu volatil, la Chine démontre bien qu'il s'agit là d'un enjeu de sécurité nationale[398]. »

Par ailleurs, le stockage implique des coûts, c'est donc pourquoi il est indispensable de considérer l'emplacement géographique de telles infrastructures. De même, la question des capacités de conditionnements représente un enjeu logistique majeur. Ainsi, la vétusté des entrepôts, l'humidité, les parasites, une chaîne du froid inefficiente, des temps de parcours retardés, sont autant de facteurs qui amenuisent les performances d'une agriculture.

---

[398] *Sébastien Abis, op. cit.*

A l'heure de l'expansion des frontières agricoles, comme en Argentine, de l'allongement des distances entre les zones de production et celles d'exportation mais aussi d'une compétition accrue entre tous les pays exportateurs de matières premières, les grandes infrastructures (routes, voies ferrées et ports) sont certes essentielles mais elles ne font pas tout. Stocker et transporter dans de bonnes conditions sont devenus tout autant indispensables.

Ce fut ainsi qu'en Argentine, pour faire face au défi que lui imposaient la croissance soutenue de ses récoltes, l'étalement de ses productions et le déficit de ses infrastructures de stockage, une innovation a été déterminante : le sac-silo[399]. Il s'agit d'un boudin de plastique permettant de stocker de manière sûre jusqu'à 200 tonnes de grains sur la zone de récolte en toute sécurité[400].



Sacs-silo de 60 mètres de long contenant chacun 200 tonnes de soja

Source: INTA, 2014

Si, lors de son expérimentation puis son adoption, cette technique de stockage a pu occasionner certaines pertes chez les producteurs, le système du silo sac s'est vite avéré être une réponse particulièrement adaptée à l'augmentation très rapide de la production agricole, d'une part, et du manque d'infrastructure de stockage, d'autre part. En effet, tandis que la production de grains doublait en vingt ans à peine, de la fin des années 1990 aux années 2010, passant de 50 à 100 millions de tonnes, la capacité des silos fixes n'a pas suivi, occasionnant des pertes considérables pour certains producteurs. Aussi, grâce à cette invention technologique, 2 millions de tonnes de grains étaient stockées en sac silo en 1996 pour atteindre une capacité évaluée à 40 millions de tonnes aujourd'hui, soit 30% de la capacité totale de stockage de grains au niveau national pour une valeur estimée à 10 milliards de dollars[401].

Introduite dès 1994, grâce à des travaux menés par l'INTA[402], cette nouvelle méthode de stockage a non seulement permis aux producteurs de préserver leur récolte, d'en différer le

---

399 *Le sac silo est un boudin de plastic blanc formé de trois couches, filtrant les rayons ultraviolets du soleil et préservant les grains stockés de l'humidité. Rempli puis vidé au moyen de machines spécifiques mais simple d'utilisation, son coût de revient est relativement faible, environ 500 dollars à l'achat, pour une capacité maximale de stockage de 200 tonnes pour le soja. Son coût relatif est estimé à 2,7 dollars/tonne contre 50 à 100 dollars pour une installation fixe comme les silos en ciment.*

400 *Leandro Cardoso…[et.al.], « almacenamiento de granos en silo blosa : resultados de investigación 2009-2013 », Poscosecha ediciones, Balcarce, 2014.*

401 *http://www.lavoz.com.ar/negocios/silo-bolsa-el-invento-argentino-que-genero-us-10-mil-millones-1*

402 *Leandro Cardoso…[et.al.], « almacenamiento de granos en silo blosa : resultados de investigación 2009-2013 », Poscosecha ediciones, Balcarce, 2014.*

moment de commercialisation et ainsi de pouvoir lisser les prix du marché[403], mais elle a aussi facilité le phénomène d'agriculturisation des espaces gagnés au travers de l'expansion de la frontière agricole. En effet, dans des zones où le manque d'infrastructures constituait un facteur limitant, l'utilisation des sacs-silo a considérablement réduit les risques de perte ou de détérioration des récoltes liés à un stockage défaillant ou inexistant. Cette souplesse logistique, couplée à la méthode du semis direct, s'est révélée indispensable à l'expansion agricole argentine et notamment la culture du soja. L'accélération de son usage dans les régions périphériques à la Pampa, a permis, là aussi, de donner une visibilité internationale à cette invention argentine.

La qualité et l'efficacité de cette innovation de l'INTA n'a pas tardé à être adoptée par de nombreux agriculteurs au Brésil, en Uruguay, en Australie, aux États-Unis ainsi qu'en Afrique du Sud[404]. Cette utilisation internationale, au même titre que certaines autres innovations argentines, a marqué ainsi un basculement dans le rapport de l'agriculture argentine au reste du monde. Si, au cours de la seconde moitié du 20e siècle, le secteur agricole argentin accusait un retard technologique et adaptait ses pratiques aux innovations extérieures, il était désormais évident que ce retard avait non seulement été rattrapé mais que le secteur agricole argentin se positionnait comme innovateur et diffuseur de connaissances, un élément essentiel du rayonnement international de la puissance d'un pays.

Par ailleurs, en s'imposant dans le paysage des plaines de la Pampa et en offrant une capacité de contrôle et de stockage des récoltes dans l'expansion de fronts agraires, le silo-sac a constitué un instrument de maîtrise logistique aussi indispensable que le fil barbelé pour le contrôle du territoire. Si ce dernier était un exemple de la modernité du 19e siècle, le silo-sac l'était à la fin du 20e siècle.

---

403 *Une étude menée par les chercheurs Guillermo Rossi et Julio Calzada ont avancé la possibilité d'un effet de lissage des prix du marché lié au retardement de la commercialisation des récoltes grâce à l'apport de l'innovation technologique des sacs-silos. Lors de l'apparition des sacs-silos, les prix du marché répondaient essentiellement aux époques de récolte, période apportant un excédent d'offre durant laquelle les prix du marché variaient sensiblement à la baisse. Quelques années plus tard, l'adoption généralisée des capacités de stockage en sac-silo permettant une commercialisation étalée et opportune des récoltes, les prix du marché se sont lissés et ne laissent apparaître que peu différence tout au long de l'année.*
« Posiblemente por el silo bolsa, los precios de la soja no varían tanto durante el año », Informativo semanal de la Bolsa de Comercio de Rosario, 06/12/13.

404 *http://www.lavoz.com.ar/negocios/silo-bolsa-el-invento-argentino-que-genero-us-10-mil-millones-1*

C) L'introduction des nouvelles technologies : facteur de puissance agricole

Durant les années 1990, la modernisation de l'agriculture argentine a connu une accélération phénoménale avec l'introduction de semences génétiquement modifiés (OGM). Faisant partie d'un « paquet technologique », qui inclut le recours au semis direct, l'utilisation d'herbicide spécifique et d'engrais, l'adoption de ces semences a permis une augmentation significative des rendements agricoles et par conséquent des volumes de production à exporter.

Avec les ressources foncières et hydriques, la maîtrise des semences constitue l'un des facteurs indispensables au déploiement d'une politique de puissance agricole. Dans le cas des semences OGM, l'Argentine a accueilli les évolutions technologiques des grands groupes semenciers mondiaux afin de capter les bénéfices productifs de leur recherche, notamment sur les deux principales cultures du pays, le soja et le maïs. Toutefois, le nombre réduit d'entreprises semencières en mesure de fournir de telles technologies aurait pu faire courir le risque d'une dépendance stratégique de l'Argentine vis-à-vis de ses fournisseurs étrangers. Or, comme me l'a rappelé le chercheur Roberto Bisang lors d'un entretien :

> « Les entreprises argentines ont su se positionner habilement pour offrir leurs connaissances agronomiques afin d'adapter les semences aux conditions locales. Aujourd'hui certaines entreprises argentines (Don Mario, Bioceres, Trigall Genetics) sont même devenues productrices de semences OGM et sont en passe de devenir des leaders sur certains marchés, comme celui du blé.[405] »

Outre, le positionnement stratégique de l'Argentine et le déploiement fulgurant de ces technologies – en l'espace d'une quinzaine d'années presque 100% du soja et 80% du maïs semés sont OGM – l'introduction de telles technologies a surtout permis de revaloriser les notions de développement, de progrès et de modernité liées à l'agriculture. Les chercheuses Carla Gras et Valeria Hernández ont souligné à quel point le discours qui a entouré les technologies agricoles modernes est devenu aujourd'hui hégémonique en s'imposant à presque tout le spectre social, politique, économique et médiatique de l'Argentine[406]. Pour sa part, l'économiste Miguel Teubal a rapporté, dans un article au sujet du modèle de production transgénique, ces phrases types, entendues de manière répétée dans des colloques ou autres symposiums, qui résument bien l'état d'esprit de certains acteurs du monde agricole : « Ceux

---

[405] *Entretien avec Roberto Bisang, à Buenos Aires, le 23/11/2015.*
[406] *Carla Gras, Valeria Hernández, op. cit., p. 18.*

qui ne sont pas en faveur du transgénique, ils sont contre le progrès », ou bien encore, « Ne tuons pas la poule aux œufs d'or[407]. » Lors d'un entretien avec Santiago Del Solar, chef de cabinet du Ministre de l'Agro-industrie, celui-ci me confirma cette pensée devenue hégémonique en me disant : « il n'existe pas de meilleurs modèles ni d'alternatives crédibles pour une agriculture durable.[408] »

D) Un nouveau paradigme organisationnel

L'oligarchie argentine, à la fin du 19e siècle, influencée par les théories positivistes, prétendait s'appuyer sur des méthodes scientifiques pour administrer la société, et non la gouverner. A partir des années 1990, une sorte de nouveau positivisme s'est emparée de l'organisation de la production agricole pour l'administrer, voire la manager, comme une véritable entreprise. Dans un contexte de changement des méthodes de production et d'évolutions techniques et technologiques de l'agriculture, l'organisation des filières de production a été bouleversée. Cette transformation du paradigme organisationnel s'est appuyée sur quelques points essentiels : la tertiarisation, la technicisation de la production, la financiarisation des apports en capitaux et la mise en réseaux des acteurs et des contrats[409]. A rebours du modèle familial traditionnel, unanimement consacré par les politiques du 20e siècle, ce nouveau modèle d'agriculture entrepreneuriale, aussi réactif qu'innovant, a été notamment qualifié d'agriculture de firme[410] et a participé activement, au travers de l'internationalisation des investissements agricoles[411], à une approche positiviste et scientifique du territoire et des modes de production, en considérant les ressources foncières et les productions agricoles comme de simples marchandises sur lesquelles miser[412].

---

407 *Miguel Teubal, « Expansión del modelo sojero en la Argentina, de la producción de alimentos a los commodities », in Realidad económica, n°220, 2006, p. 71.*

408 *Entretien avec Santiago Del Solar, Chef de cabinet du Ministre de l'Agro-industrie, à Buenos Aires, le 08/04/2016.*

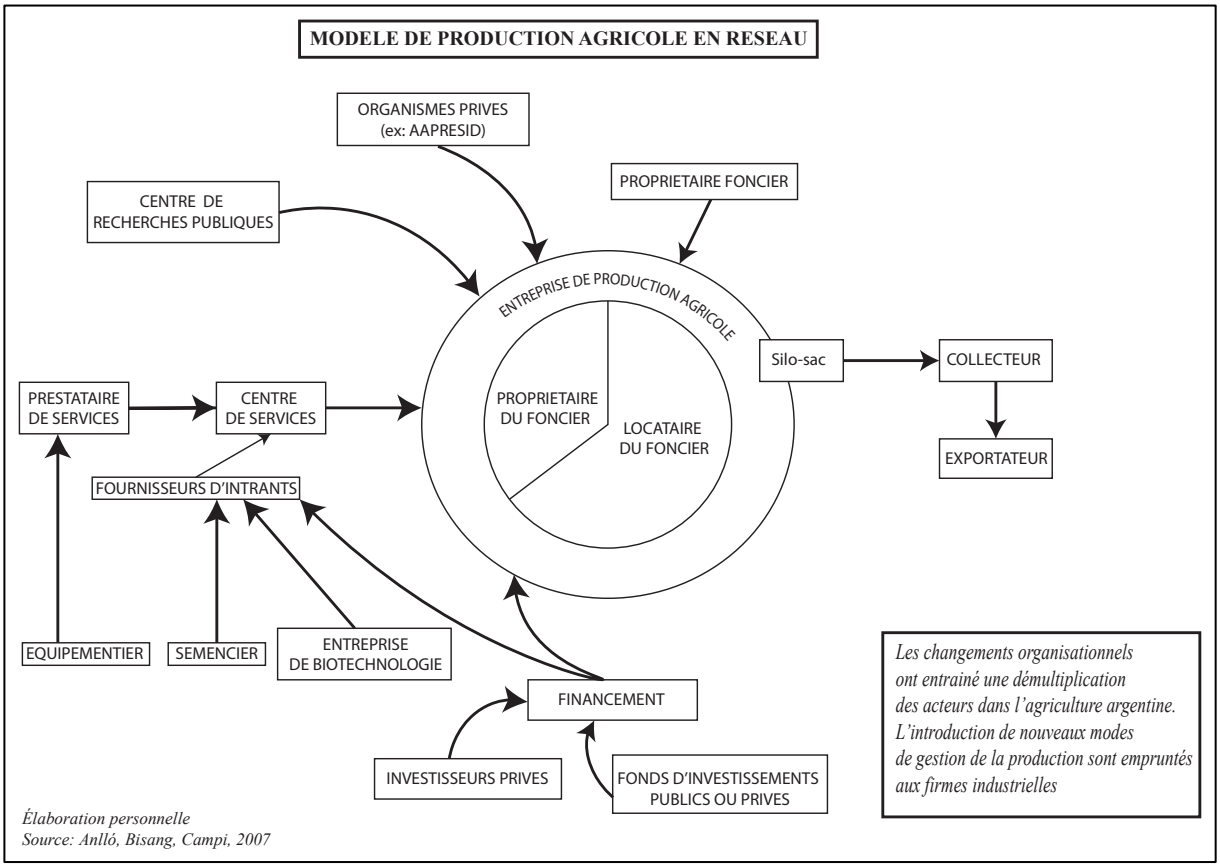
409 *Guillermo Anlló, Roberto Bisang, Mercedes Campi (Dir.),* Claves para repensar el agro argentino, *Eudeba, Buenos Aires, 2013, p. 155.*

410 *Selon les directeurs de l'ouvrage* Le nouveau capitalisme agricole, *François Purseigle, Geneviève Nguyen et Pierre Blanc, le terme de firme est repris du vocabulaire des chercheurs en sciences humaines et sociales travaillant sur les contours de la firme pour qualifier de nouvelles formes d'exercice du métier d'agriculteur et d'organisation productive agricole qui s'éloignent du modèle familial et qui tendent à épouser les caractéristiques des entreprises des autres secteurs de l'économie.*

411 *Olivier Antoine, « L'agriculture de firme en Argentine : ses enjeux stratégiques et ses conséquences géopolitiques », in François Purseigle, Geneviève Nguyen, Pierre Blanc (Dir.),* Le nouveau capitalisme agricole, De la ferme à la firme, *Presses de Sciences Po, Paris, 2017, p. 240.*

412 *Carla Gras, Valeria Hernández, op. cit., p. 87.*

Les changements organisationnels ont été symbolisés par le *pool* de culture ou de semis (*pool de siembra)*. Il s'agissait d'une organisation mettant en réseaux les différents acteurs impliqués dans le processus de production et regroupant les ressources de chacun d'eux : foncier, capital, capacité de travail, connaissance agronomique, connaissance économique et commerciale. Par ailleurs, trois aspects étaient particulièrement marquants quant à cette forme d'organisation : la location en grande proportion de la ressource foncière, la déterritorialisation de la production et la recherche d'un retour sur investissement rapide au travers des récoltes mais aussi de l'optimisation des coûts de production[413]. Le schéma suivant nous permet de visualiser cette nouvelle forme d'organisation agricole ainsi que la répartition de ses acteurs dans la chaîne de production. Désormais, les rapports de force se trouvent densifiés au sein de ce type de production agricole.



Un autre aspect fondamental de cette « révolution » organisationnelle fut celui de la formation académique. En effet, comme l'ont souligné les chercheuses Carla Gras et Valeria

413 *Olivier Antoine, « Nouvelles formes d'agricultures, nouveaux enjeux géopolitiques : de la sojatisation de la Pampa argentine à la tropicalisation des élevages dans la province de Formosa », Communication au Colloque International de l'Institut des Amériques,* Ressources et innovations dans les Amériques, *Université Fédérale de Toulouse, 16 octobre 2015.*

Hernandez, désormais, les compétences et les domaines d'expertises pour diriger une agrifirme nécessitaient la formation « d'hommes nouveaux », « protagonistes d'une révolution agricole par la connaissance ». Notant dans leur ouvrage, *Radiografía del nuevo campo argentino*, l'expansion phénoménale des cursus universitaires dédiés à la gestion d'entreprises de l'agro-négoce depuis le début des années 1990, elles révélaient l'ampleur de ce phénomène.

Dès lors, dans le cadre de cette mise en réseaux des acteurs de la filière, certaines entreprises agricoles arrivent aujourd'hui à produire sur d'immenses superficies sans en être propriétaires en contribuant à l'expansion de la frontière agricole, dont la multiplication des conflits géopolitiques est un trait marquant.

A titre d'exemple, durant la campagne de 2010/2011, l'entreprise *Los Grobo* produisait sur quelque 270.000 hectares sans en posséder la moindre parcelle, ni la moindre machine utilisée pour la récolte, l'entreprise se dédiant à administrer un réseau d'acteurs et à gérer les risques dans le but d'obtenir une rentabilité maximum de son activité[414].

Aussi, dans le cadre d'une hausse tendancielle du marché des matières premières agricoles et face aux perspectives de croissance de la population mondiale et des besoins alimentaires mondiaux, ce type de logiques financières et organisationnelles s'est renforcé, consolidant d'une part ce modèle de production et encourageant, d'autre part, l'expansion des cultures à vocations exportatrices, dont celle du soja. Aussi, l'avancée de la frontière agricole, est à mettre en relation étroite avec ce nouveau modèle de gestion entrepreneuriale de la production agricole et du territoire, en quête de terres peu onéreuses à capter.

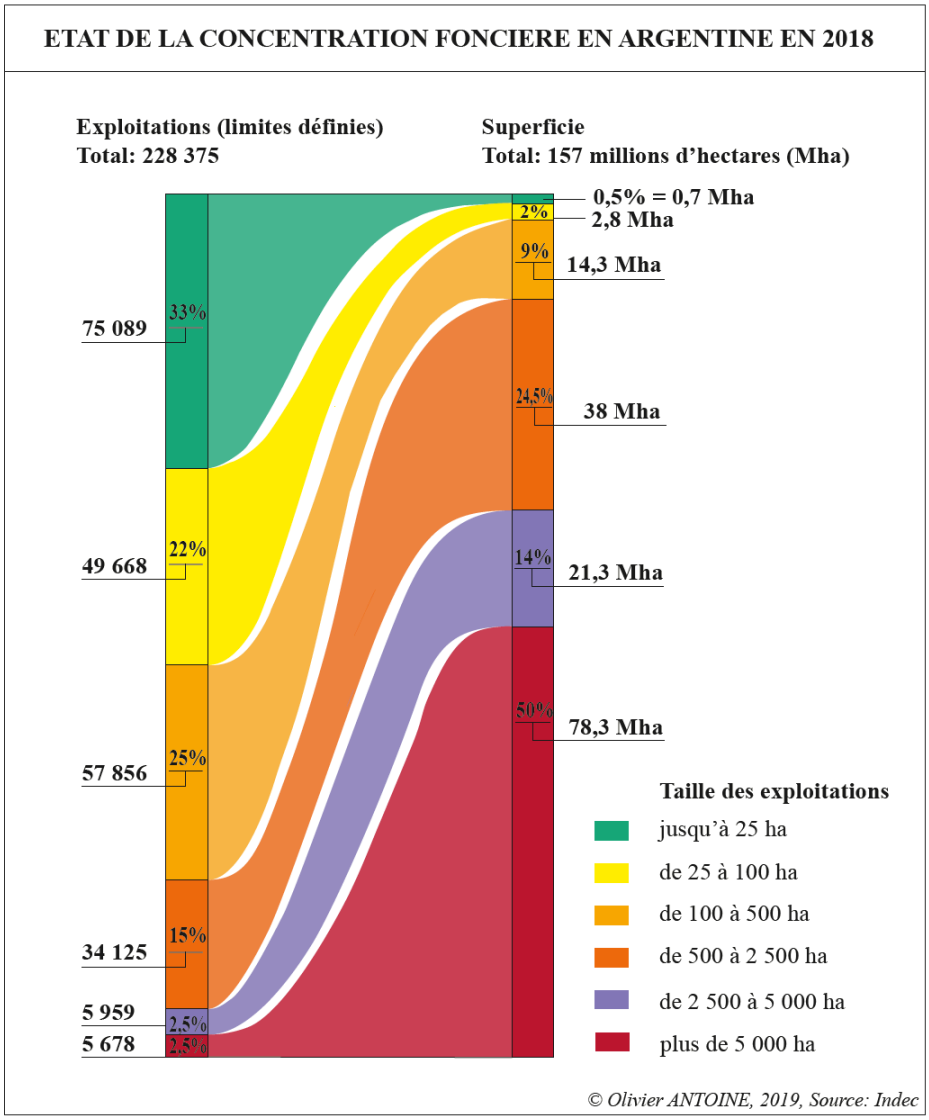
E) Vers une nouvelle concentration foncière et productive

Au cours de la période d'agriculturisation des espaces productifs, puis plus tard d'expansion de la culture du soja, un phénomène de concentration de la surface foncière et de perte du nombre d'exploitations agricoles s'est opéré. En effet, selon le recensement agricole effectué en 2002, l'Argentine comptait 333 533 exploitations. Lors du dernier recensement, en 2018, ce chiffre s'élevait à 250 881, soit une chute de l'ordre de 25%[415]. Si ce phénomène n'est

[414] *Jorge Castro, 2014, El agro argentino : Dínamo de productividad. La desterritorialización como factor fundamental del nuevo agro argentino, in CASTRO J., Un futuro común. Agro e industria en la Argentina : bases para una estrategia de desarrollo nacional, Buenos Aires, Ed. Pluma digital, p. 55-75.*
[415] *https://www.indec.gob.ar*

pas nouveau, et qu'il n'est pas propre à l'Argentine, il s'est néanmoins accentué au cours de la période d'agriculturisation et de sojatisation des espaces agro-pastoraux argentins ainsi que dans le sillage de l'adoption des nouvelles méthodes productives et organisationnelles. De plus, en 2001, la crise économique et financière en Argentine a eu des conséquences lourdes sur les exploitants agricoles. A titre de comparaison, entre 1988 et 2002, la baisse du nombre d'exploitations ne dépassait pas 20%.

Au cours de la période 2002 - 2018, la disparation des 82 652 exploitations a touché les petits et moyens producteurs et a entrainé une forte concentration du foncier. Dans le sillage des importantes mutations du secteur agricole, ce phénomène interroge clairement sur le développement d'une agriculture « sans agriculteurs ». La démultiplication des acteurs et des intermédiaires, dans ce système de mise en réseaux des acteurs, ne peut occulter la disparition accélérée de producteurs, d'une part, ni le rôle toujours aussi indispensable du foncier. Or, ce dernier se concentre tout aussi vite, tant et si bien qu'aujourd'hui, en Argentine, les exploitations de plus de 5 000 hectares ne représentent que 2,5% du total des exploitations du pays mais occupent 50% de la superficie agricole, soit quelque 78 millions d'hectares. Comme nous pouvons le constater sur l'infographie suivante, si l'on inclut les exploitations couvrant de 2 500 à 5 000 hectares, on note que 5% des exploitations couvre 64% de la superficie agricole. En 2002, cette proportion s'élevait à 60%. A l'opposé, les petits et moyens producteurs, dont les exploitations ne dépassent pas 500 hectares, représentent 80% des exploitations mais n'exploitent que 11,5% de la terre, soit quelque 17 millions d'hectares.



Dans la zone pampéenne, bien que les évolutions soient un peu plus équilibrées que celles constatées au niveau national, elles traduisent néanmoins ce phénomène de disparation des petits producteurs au profit des moyens et par conséquent un accroissement marqué de la concentration foncière. En effet, en 2002, 70% des exploitations possédaient moins de 100 hectares et contrôlaient 8% de la superficie agricole tandis que 1% occupait des superficies de plus de 5 000 hectares et maîtrisait 34% des terres[416]. En 2018, Les exploitations de moins de 100 hectares ne représentent plus que 33% des exploitations pampéennes et ne contrôlent plus 2,3% des terres. Concernant les exploitations de plus de 5 000 hectares, elles ne représentent désormais que 1,7% mais continuent à maîtriser 30% de la superficie agro-pastorale[417].

---

[416] *Marcelo Sili,* Atlas de la Argentina rural, *Capital Intelectual, Buenos Aires, 2015, p. 160.*
[417] *https://www.indec.gob.ar*

F) Une vision renouvelée de la puissance de l'agriculture

En 2018, la population argentine s'élevait à plus de 44 millions d'habitants. Selon, le dernier recensement de la population, effectué en 2010, la population rurale était de 3,6 millions de personnes, soit 8% de la population argentine. Cette caractéristique n'est pas nouvelle. Tôt dans son histoire, le pays a connu un taux élevé d'urbanisation de sa population. De même, la part des emplois directs dans les secteurs agricoles est particulièrement faible au regard de l'ensemble de la population active. En effet, elle ne concerne qu'à peine 337 000 personnes sur un total de 17,47 millions d'actifs, soit moins de 2%.

Cependant, aujourd'hui, malgré ces faibles pourcentages, les activités liées à l'agro-pastoralisme représentent toujours une part essentielle de l'activité économique du pays. En effet, près de 60% des exportations argentines sont liées aux activités agricoles, agroalimentaires ou bien encore agro-industrielles. En se basant sur le dernier recensement agricole, on constate également que près de 20 000 citoyens argentins ou personnes morales possèdent aujourd'hui 73,89% des terres sur lesquelles s'effectuent les activités agro-pastorales du pays. Ce contexte d'hyper concentration du facteur foncier, aussi décisif qu'indispensable dans les processus de production, n'est pas sans rappeler celui de la fin du 19e siècle. Outre le triomphe économique de son modèle agro-exportateur et son hégémonie sur le pouvoir, l'oligarchie avait alors imposé un discours et des représentations lui permettant d'occulter l'extrême concentration foncière dont elle était à la fois responsable et bénéficiaire.

De même, aujourd'hui, un nouveau discours a émergé plaçant l'agriculture au cœur de l'économie argentine, la présentant comme absolument indispensable et masquant cette part de la réalité foncière et productive. Pour cela, la communication du secteur agricole met l'accent sur le nombre d'emplois indirects, de rentrées fiscales ou bien encore d'activités économiques dépendant de près ou de loin de l'agriculture, comme le tourisme par exemple. Ainsi, dans les médias les plus importants du pays, comme les quotidiens *Clarín* ou *La Nación*, des études de fondations, centres de recherches privés ou autres *think tanks,* sont relayées pour mettre en avant les apports sociaux et économique du *campo.*

A titre d'exemple, l'étude de la *Fundación Agropecuaria para el Desarrollo de Argentina* (FADA), publiée à la fin de l'année 2019, estime que « le *campo* génère de manière indirecte 2 postes sur 10 dans le secteur privé », « qu'il représente 11% de la collecte nationale des impôts » ou bien encore « que l'emploi généré par chaque navire céréalier soutient 110 familles argentines ».

Au cœur des activités agro-pastorales, la concentration foncière est considérée comme un problème par des organisations internationales comme la FAO[418] et même par le Ministère de l'agro-industrie en Argentine[419]. De nombreux médias, notamment économiques, se sont même faits l'écho de cette problématique, pointant du doigt la concentration foncière comme un facteur de problèmes économiques et sociaux[420]. Cependant, à l'heure de dresser le bilan du secteur, c'est bien le discours autour de son rôle de moteur et de sa place indispensable dans l'économie et la société qui sont mis en avant.

Pedro Peretti, ancien directeur des Relations internationales de la Fédération Agraire Argentine (FAA), l'a souligné dans un article paru début 2020, remarquant cette généralisation des éléments de langage mettant en exergue cet aspect vital pour l'économie de l'Argentine[421]. Dès lors, dans un contexte marqué par l'accélération de la baisse du nombre d'exploitations depuis vingt ans et les mutations productives et organisationnelles du secteur agricole, la diffusion de tels discours est particulièrement intéressante à souligner. A nouveau, un groupe réduit de personnes se pose en porteur du destin économique de la nation, sorte « d'élus ». Cela démontre bien leur capacité à peser dans la construction d'un imaginaire collectif, où l'agriculture et l'élevage représentent des sources vitales de la nation, autant qu'elle révèle une vision renouvelée de la puissance.

3.1.2 CONTEXTE DE LA MONTEE EN PUISSANCE DE L'AGRICULTURE ARGENTINE ET DU RETOUR DU « GRENIER DU MONDE »

A partir des années 1990 puis au début des années 2000, plusieurs phénomènes ont coïncidé, favorisant la montée en puissance de l'agriculture argentine et le retour en force de son modèle agro-exportateur : l'avènement du libéralisme, une politique locale de libéralisation et dérégulation de l'économie, la crise alimentaire mondiale du début des années 2000 et enfin le boom de demande alimentaire mondiale des pays en voie de développement, notamment la Chine.

---

418 *« Reflexiones sobre la concentración y la extranjerización de la tierra en América latina y el Caribe », FAO, 2014.*

419 *Marcelo Sili, Luciana Soumoulou, « La problématica de la tierra en Argentina, conflictos y dinámicas de uso, tenencia y concentración », Ministerio de Agricultura, ganadería y pesca de la Nación, FIDA, Buenos Aires, 2011.*

420 *https://www.ambito.com/politica/se-profundiza-la-concentracion-la-tierra-la-argentina-apenas-1-acapara-33-del-territorio-n3969517*

421 *Pedro Peretti, « ¿ Lo que se va vuelve ? », 26 févirer 2020, https://www.pagina12.com.ar/249568-lo-que-se-va-vuelve*

A) L'Argentine et la « fin de l'histoire »

Le contexte international des années 1990 a été marqué par un tournant majeur au niveau économique et politique. Sur le plan politique, ce fut l'avènement de la super puissance des États-Unis suite à la Chute du mur de Berlin en novembre 1989, l'effondrement du bloc soviétique et l'éclatement des pays communistes en 1991. Ces évènements, qui soulignèrent la fin d'une lutte entre le modèle communiste soutenu par l'ex Union soviétique et le modèle capitaliste porté par les États-Unis et les pays d'Europe occidentale, ont fait écrire à certains politologues, comme Francis Fukuyama, qu'il s'agissait là de la « fin de l'histoire ».

Cependant, cette « fin de l'histoire », eut un retentissement particulier en Argentine. A l'instar des membres de l'oligarchie qui, en 1880, avaient embrassé la philosophie positiviste, Carlos Saul Menem, alors président de la République Argentine à l'heure de la chute du mur de Berlin, a, pour sa part, épousé sans retenue l'idéologie désormais dominante du libéralisme. Selon les propres mots de son Ministre des Affaires Étrangères, Guido Di Tella, les relations diplomatique et économique avec les États-Unis devaient être désormais « intenses et charnelles[422] ».

De fait, sur le plan économique, une nouvelle doctrine avait fait son apparition à partir de 1989, connue sous le nom de consensus de Washington[423]. Prônant, notamment, la libéralisation du commerce extérieur et la déréglementation des marchés, elle s'est très vite imposée sur le continent sud-américain et en Argentine. Ainsi, le 26 mars 1991, le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay constituèrent le MERCOSUR, Marché Commun du Sud. Signe univoque des intentions portées par les dirigeants de l'époque, le texte fondateur de cette communauté économique, le Traité d'Asunción, établissait :

> « La libre circulation des biens, services et des facteurs productifs entre les pays dans l'établissement d'un arsenal externe commun et l'adoption d'une politique commerciale commune, la coordination de politiques macroéconomiques et sectorielles entre les États et l'harmonisation des législations pour atteindre un renforcement du processus d'intégration[424] ».

---

422 *https://www.pagina12.com.ar/2001/01-01/01-01-25/pag10.htm*

423 *Le consensus de Washington est un corpus de mesures standard appliquées aux économies en difficulté face à leur dette (notamment en Amérique latine) par les institutions financières internationales siégeant à Washington (Banque mondiale et Fonds monétaire international) et soutenues par le département du Trésor américain. Il reprend les idées présentées en 1989 sous la forme d'un article par l'économiste John Williamson.*

424 *Tratado de Asunción, 26/03/1991.*

Porté par cette vague libérale, le président argentin, entreprit donc de réformer son pays. A peine investi de son mandat présidentiel, Carlos Menem entama une série de réformes marquantes visant à libéraliser la vie économique et l'agriculture argentine. L'une des mesures phares fut le décret de déréglementation économique promulgué en 1991. Pour l'agriculture, la libéralisation du marché fut brutale et se traduisit par l'élimination pure et simple des différents organismes régulateurs, tels que le Conseil National de la Viande et le Conseil National des Céréales[425]. De même, les politiques de soutien à la production des petits céréaliculteurs, au travers de mécanisme de garantie des prix d'achat, disparurent aussi[426]. Lors d'un entretien avec le secrétaire d'Etat à l'agriculture de cette époque, Marcelo Regunaga, celui-ci m'affirma « qu'en éliminant toutes les barrières, la volonté du gouvernement était de redonner au secteur agricole son importance.[427] »

Ce fut également dans ce contexte de dérégulation de l'activité agricole qu'intervint, en 1996, l'une des mesures phares de l'époque qui marqua l'orientation de la production de grandes cultures en Argentine, l'autorisation des semences de soja transgénique résistante au glyphosate, le soja RoundUp Ready (RR).

Les différentes décisions politiques et économiques de cette époque ont donc cherché à ouvrir le marché agricole argentin, à renforcer le secteur privé, à développer une plus grande offre de crédit pour soutenir le modèle productiviste et enfin renforcer le modèle agro-exportateur, notamment la production et les exportations de soja[428].

Au cours de l'un de mes nombreux entretiens, Fernando Vilella, ancien doyen de la Faculté d'Agronomie de l'Université de Buenos Aires et conseiller spécial du Ministre de l'Agro-Industrie de la province de Buenos Aires, entre 2015 et 2019, analysa ainsi les évolutions de cette période :

---

425 *Ces entités furent créées au début des années 1930 par le gouvernement argentin afin de pourvoir intervenir sur les marchés des céréales et de la viande pour réguler les prix, garantir des prix d'achat miminums aux agriculteurs et aux éleveurs ou bien encore jouer le rôle d'intermédiaire en achetant directement des matières premières. Sous la présidence de Juan Domingo Perón, entre 1945 et 1955, leur rôle fut renforcé au travers de la création de l'Institut Argentin de Promotion de l'Échange (IAPI, Instituto Argentino de Promoción del Intercambio).*

426 *Olivier Antoine, « L'agriculture de firme en Argentine : ses enjeux stratégiques et ses conséquences géopolitiques », in François Purseigle, Geneviève Nguyen, Pierre Blanc (Dir.),* Le nouveau capitalisme agricole, De la ferme à la firme, *Presses de Sciences Po, Paris, 2017, p. 242.*

427 *Entretien avec Marcelo Regunaga, à Buenos Aires, le 10/04/2016.*

428 *Miguel Teubal, « Expansión de la soja transgénica en la Argentina », in Voces en el Fénix, n°12, mars 2012, p. 88-95.*

> « Les décisions prises durant les années 1990 de libéralisation de secteurs de l'économie argentine administrés par l'Etat répondaient au désir de suivre le courant libéral qui s'imposait dans le monde au travers du consensus de Washington. La privatisation de la gestion des ports, la libéralisation des concessions portuaires, la privatisation du système ferroviaire ne répondaient pas à une stratégie et encore moins à une vision à moyen ou long terme de la part du gouvernement. Autrement dit, l'aménagement du territoire dans les années 1990 et les travaux de dragage du fleuve Paraná étaient une adaptation à l'évolution du commerce international et des modalités du transport maritime. A aucun moment, ces aménagements ont été pensés avec l'idée de développer l'agriculture et anticiper de futures exportations en se positionnant comme une zone d'influence du négoce internationale du grain. Pourtant, vingt ans plus tard, on peut aisément constater que ces aménagements se sont avérés décisifs et ont permis à l'agriculture argentine d'être compétitives[429]. »

Les années 1990 ont amorcé un retour de la présence du secteur agricole dans le développement économique argentin. Au début du 21e siècle, ces évolutions se sont avérées déterminantes lorsque le contexte international est devenu favorable aux exportations de matières premières.

En 1997, deux ans avant la fin de son second mandat, Carlos Menem, lors d'un discours, tint les propos suivants : « Nous voici donc en ce moment, après avoir été pratiquement à la queue des pays de cette terre, parmi les meilleurs pays du monde et je ne doute pas que, d'ici à la fin de mon mandat, nous ferons partie des dix meilleurs. » Cette confiance en l'avenir et la place de l'agriculture argentine dans le monde pouvait aussi se lire dans les journaux de l'époque. En 1998, un article du quotidien *La Nación*, s'intitulait « Un pari sur le futur du pays comme grenier du monde[430] ».

B) L'Argentine et la « faim de l'histoire »

Afin de comprendre l'impact de l'évolution du contexte international sur la représentation de puissance de l'Argentine, il est nécessaire de se situer à la fin des années 1990, lorsque l'agriculture n'était pas ou peu considérée dans les politiques publiques et/ou internationales. En effet, à cette époque, la démocratisation d'internet, l'avènement des

---

[429] *Entretien avec Fernando Vilella, à Buenos Aires, le 12/04/16.*

[430] *https://lanacion.com.ar/economia/campo/una-apuesta-al-futuro-del-pais-como-granero-del-mundo-nid199647*

nouvelles technologies et l'engouement pour la révolution numérique avaient relégué des pans entiers de l'économie au second plan des préoccupations internationales, au premier rang desquelles l'agriculture et l'alimentation. Dans les pays industrialisés, l'économie de la connaissance et de l'immatériel rendaient les questions de productions matérielles obsolètes voire ringardes. La figure du paysan, de l'agriculteur ou bien de l'éleveur était alors largement déconsidérée car elle ne produisait « aucune richesse ». A titre d'exemple, selon la Banque Mondiale, l'aide publique au développement, qui destinait 20% de ses financements à l'agriculture au début des années 1980, ne représentait à peine que 4% au début des années 2000[431].

Pourtant dès le début du 21e siècle, un enchainement de facteurs a bouleversé certains équilibres politiques et économiques et recentré les questions agricoles et alimentaires dans les débats internationaux sur le développement.

Dès 2005, les cours mondiaux des matières premières agricoles et des produits alimentaires avaient amorcé une phase de hausse sensible[432]. En 2008, une baisse conjoncturelle de la production mondiale de grains de 10%, liée à une de mauvaises récoltes dans les grands pays producteurs de l'hémisphère nord et en Australie, a entraîné une augmentation disproportionnée des prix des matières premières agricoles[433]. Ainsi en l'espace de quelques mois, la tonne de blé est passée d'un niveau de prix historiquement bas, une cinquantaine de dollars environ, à des prix particulièrement élevés, de l'ordre de 400 dollars. Or, le blé possède une forte dimension géopolitique. En tant qu'aliment de base de nombreuses populations de pays à fortes sismicités sociales et politiques, l'envolée de son prix influe inévitablement sur la stabilité des États fortement dépendants.

Il convient ici de souligner que cette conjoncture n'était pas uniquement le fruit de quelques mauvaises récoltes parmi les grands producteurs et exportateurs mondiaux. En effet, la cause de cette flambée était aussi liée à la spéculation ainsi qu'aux achats de précautions ; certains pays producteurs, comme l'Inde pour le riz par exemple, animés par la peur de manquer ou bien intéressés par préserver leur marché interne, avaient restreint leurs exportations. Ce

---

431 *Sébastien Abis,* Géopolitique du blé, *Armand Colin, Paris, 2015, p. 29.*

432 *Sébastien Abis, Pierre Blanc (Dir.), « Agriculture et alimentation, Des champs géopolitiques de confrontation au XXIe siècle », Cahier Déméter, Paris, 2011, p. 12.*

433 *Dans le domaine agricole, la loi de King met en regard l'élasticité de l'offre et l'élasticité de la demande. En cas de mauvaise récolte d'un produit de consommation indispensable, comme le blé, le riz…, la demande ne diminue que peu, alors que l'offre peut baisser beaucoup : d'où une hausse forte des prix. Inversement, les bonnes récoltes ont du mal à s'écouler, car l'estomac des consommateurs n'est pas extensible. Autrement dit, toute variation de production, même minime, se traduit par des fluctuations de prix démultipliés.*

phénomène, qui visait à prévenir des crises alimentaires et sociales dans ces pays, s'est donc conjugué avec celui de la spéculation boursière créant ainsi l'illusion d'une pénurie mondiale[434].

Parallèlement, dans un contexte d'envolées du prix du baril de pétrole au cours de l'année 2008, atteignant presque 150 dollars, l'accroissement de la demande de produits agricoles sous forme de matières premières énergétiques, dans le but de se substituer aux énergies fossiles, a provoqué une pression supplémentaire sur les ressources foncières et agricoles et par conséquent sur certaines disponibilités alimentaires.

La tension sur les prix des matières premières agricoles s'est ainsi traduite dans de très nombreux pays par des émeutes violentes dans les rues des capitales ou des principales métropoles. Qualifiées d'émeutes de la faim, ces révoltes ont touché pas moins d'une centaine de pays parmi lesquels des pays émergents importants tels que le Mexique ou l'Indonésie mais aussi des pays très pauvres comme Haïti ou Madagascar. Cette crise, aussi violente fut-elle, ne fut pourtant que de courte durée. Dès l'été 2008, de bonnes récoltes dans l'hémisphère nord, aux États-Unis, comme en Europe et en Asie, ont fait retomber la tension sur le prix des céréales.

Quelques mois après ces émeutes de la faim, lors de la réunion annuelle des leaders politiques et économiques mondiaux à Davos, Luis Moreno, président de la Banque Mondiale, encensa le rôle de « grenier du monde » de l'Argentine ainsi que sa vocation à participer à la stabilité de la sécurité alimentaire mondiale[435]. On peut considérer que cette sorte d'adoubement international de l'agriculture argentine a constitué et continue d'être une légitimation incontestable de la représentation de puissance qui anime le pays. Lors d'entretiens avec des hommes politiques de partis politiques opposés comme Carlos Casamiquela[436], Ministre de l'Agriculture de 2013 à 2015, Gabriel Delgado[437], Secrétaire d'Etat à l'agriculture, Federico Pinedo[438], actuel Président du Sénat argentin, ou bien avec Leonardo Sarquís[439], actuel Ministre de l'Agro-industrie de la Province de Buenos Aires, la thématique de la responsabilité de l'Argentine dans la sécurité alimentaire mondiale leur paraissait comme une évidence. Une

---

434 *Sylvie Brunel,* « La nouvelle question alimentaire »*, Hérodote, 2008/4 N°131, p. 14-30.*

435 *http://www.lanacion.com.ar/982096-la-argentina-seria-granero-del-mundo*

436 *Entretien avec Carlos Casamiquela, Ministre de l'Agriculture de 2013 à 2015, à Buenos Aires, le 28/04/2016.*

437 *Entretien avec Gabriel Delgado, Secrétaire d'Etat à l'agriculture, à Buenos Aires, le 08/11/2016.*

438 *Entretien avec Federico Pinedo, Président provisoire du Sénat, à Buenos Aires, le 22/11/2018.*

439 *Entretien avec Leonardo Sarquís, Ministre de l'Agro-industrie de la Province de Buenos Aires, à Buenos Aires, le 08/11/2017.*

phrase est revenue chez ces interlocuteurs : « Si nous sommes le grenier du monde, nous devons jouer un rôle dans la sécurité alimentaire. »

Par ailleurs, les émeutes de la faim étant révélatrices de phénomènes plus profonds – autour des questions foncières, hydriques, agricoles et alimentaires – la croyance argentine dans son rôle de stabilisateur de la sécurité mondiale n'en était que renforcée. En effet, parmi les différents colloques et symposiums dédiés aux enjeux agricoles et alimentaires en Argentine, auxquels j'ai eu l'occasion de participer depuis le début de ces travaux, en tant qu'intervenant, le sujet de la capacité de l'Argentine à profiter d'un contexte international jugé favorable a constitué un fait particulièrement marquant de ces évènements de portée internationale. Lors de chacun d'eux, trois éléments étaient constamment mis en avant : la croissance de la population mondiale, le manque de ressources foncières et hydriques aptes aux usages agricoles dans le monde et enfin, les excellentes dispositions naturelles de l'Argentine pour apporter une réponse aux problèmes de production. A chaque fois, le pays était présenté comme le lieu approprié pour pallier les besoins alimentaires mondiaux car il possède l'un des meilleurs ratios internationaux entre ses ressources foncières et hydriques, son nombre d'habitants et la qualité de sa main d'œuvre agricole ainsi que celle de ses infrastructures.

Ainsi, qu'il s'agisse du milieu académique, agricole, politique ou médiatique, l'un des arguments majeurs mis en avant dans les discours de puissance de l'Argentine est sa capacité à produire de la nourriture pour plus de 400 millions de personnes, alors que le pays ne compte que 44 millions d'habitants[440], et de la possibilité de doubler sa production au cours des deux prochaines décennies.

De fait, aujourd'hui, à l'échelle mondiale, la question des disponibilités alimentaires se pose avec acuité car l'usage alimentaire des terres agricoles est de plus en plus concurrencé par d'autres usages (industrialisation, urbanisation, aires protégées, production de biocarburants…)[441]. De même, en 2007, un basculement historique s'est opéré à l'échelle

---

[440] *En 2017, lors d'une tournée diplomatique au Moyen-Orient et en Asie, dans des pays où la sécurité alimentaire dépend des importations, le président de la république, Mauricio Macri, n'a eu de cesse de présenter les capacités de production alimentaire de son pays pour ouvrir ces marchés ou bien en attirer d'éventuels investisseurs. https://www.lavanguardia.com/politica/20170513/422545379195/macri-argentina-puede-producir-alimentos-para-400-millones-de-personas.html*

[441] *En réalité, des réserves de production considérables existent car la surface agricole utile mondiale est loin d'être utilisée de façon optimale, même lorsque l'on prend en compte les terres protégées, voire sanctuarisées, au nom de la biodiversité. Il s'agit des espaces dévolus à la « nature », entendus comme des territoires qui ne paraissent pas utilisés par l'homme et ne sont par conséquent pas cultivés (parcs naturels, aires protégées…). Ces derniers ne cessent de croître. Ils sont passée de près de 2 millions d'hectares en 1950 à plus 20 millions aujourd'hui. En outre, lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996, la FAO estimait que 700 millions d'hectares supplémentaires pouvaient être mis en culture dans les pays en développement sans porter atteinte aux*

planétaire, la moitié de la population mondiale vivant désormais en ville[442]. Ce phénomène, inscrit dans un temps long – en 1900 cela ne concernait qu'une seule personne sur dix – s'est pourtant considérablement accéléré durant les dernières décennies. En 2015, il s'agissait de 53,5%[443] de la population mondiale tandis que les projections à l'horizon 2050 semblent indiquer que cette proportion s'élèvera à quelque 75%[444]. A moins d'évènements disruptifs majeurs comme une guerre mondiale ou bien une pandémie, on peut alors se baser sur de telles projections pour rappeler quelques caractéristiques majeures des enjeux agricoles et alimentaires d'aujourd'hui et de demain :

- les populations urbaines ne sont plus productrices de denrées agricoles (malgré certaines formes d'agriculture urbaine),

- la disparition du foncier agricole au profit de l'expansion des aires urbanisées et industrialisées ainsi que de leurs réseaux d'infrastructures,

- la pression sur les ressources hydriques et foncières élevées au rang de priorité stratégiques par de nombreux acteurs.

Dès lors, face aux projections démographiques des pays du Sud, les plus vulnérables aux crises alimentaires, des peurs malthusiennes[445] ont ressurgi et se sont emparées de la communauté internationale. Les projections démographiques ont poussé les institutions internationales à se poser la question suivante : « pourra-t-on nourrir 9 milliards d'êtres humains à l'horizon 2050[446] ? ».

---

aires protégées. Il existe donc des possibilités d'accroissement de la production agricole à la fois verticales (les rendements restent très faibles dans de nombreux pays) mais aussi horizontales, non seulement en Amérique latine et en Afrique mais aussi en Europe et aux États-Unis. Néanmoins, il convient de nuancer cette approche optimiste à l'échelle mondiale au regard des limitations que connaissent certains territoires localement. En effet, de nombreux sols sont épuisés ou saturés et par conséquent dans l'incapacité de nourrir les populations qui les peuplent, obligeant alors à des migrations ou bien des transformations techniques. Comme le rappelle justement Sylvie Brunel : « il n'appartient à aucun continent de nourrir le monde, quand bien même il le pourrait techniquement :la nourriture ne se répartit pas selon le principe des vases communicants, mais en fonction du pouvoir d'achat. » A cet égard, il est intéressant de souligner que seul 10 à 15% seulement de la production agricole mondiale sont échangés sur les marchés mondiaux.

[442] *Jacques Véron,* « Editorial », *Populations et sociétés, INED, N°435, 2007.*

[443] *www.http://donnees.banquemondiale.org/*

[444] *National Intelligence Council, « Global trends: the paradox of progress », Washington, 2017.*

[445] *Thomas Malthus (1766-1834) Pasteur, moraliste et économiste classique, il a théorisé l'idée d'un déséquilibre entre la croissance de la population et le rendement décroissant de la terre qui serait porteur de famines, de misères et de catastrophes.*
Si cette théorie a été battu en brèche depuis longtemps, elle n'en reste pas moins profondément ancrée dans les représentations liées à l'agriculture et à l'alimentation. Aussi, les diverses annonces autour de futures pénuries en eau, de l'augmentation de la population mondiale, des conséquences du changement climatique sur l'agriculture, sont traversées par la pensée de cet économiste classique.

[446] *Si la question des capacités productives peut sembler logique au vu des nombreuses pressions qui entourent les différentes ressources liées à l'agriculture et à l'alimentation – et qu'elle mérite de s'inscrire dans une dimension géopolitique où s'y substituerait une autre question : « veut-on nourrir le monde » – il n'en demeure*

Pour sa part, l'Argentine s'est emparée de la question et lui a donné sa réponse en se positionnant d'ores et déjà comme l'une des solutions en proposant, d'abord, de produire des denrées alimentaires pour 400 millions de personnes, ensuite, en projetant une augmentation de ses surfaces de production d'ici à 2030[447] et enfin, en exportant son savoir-faire, notamment concernant la technique du semis-direct[448]. Au cours d'un entretien, Santiago Del Solar, chef de cabinet du Ministre de l'Agro-industrie, a insisté sur ce point particulier :

> « Nous devons impérativement parvenir à reconnaître les bienfaits de nos méthodes de production en semis direct au sein des instances internationales comme la FAO. La préservation des sols est un enjeu prioritaire pour assurer la sécurité alimentaire mondiale et la durabilité et nous pouvons être les leaders pour résoudre ce genre de questions au niveau international.[449] »

Outre les enjeux concernant les modes de production pour assurer une durabilité des sols et des cultures, la question de la disparition des ressources foncières et du type de demande alimentaire offre une autre fenêtre d'opportunité à l'Argentine. En effet, selon l'Organisation mondiale pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), à l'horizon 2050, l'augmentation de la population et des revenus devrait se traduire par une demande mondiale de produits alimentaires de 70% supérieure à celle de 2009. Cet accroissement de production devrait même atteindre 100% dans les pays en développement[450].

Si, selon les études publiées par les organismes internationaux, comme la FAO, nous sommes aujourd'hui en capacité de produire suffisamment de nourriture pour tous les consommateurs des pays riches et développés, il faudra être en mesure de la faire pour les 2,5 milliards d'êtres humains supplémentaires, majoritairement issus de pays pauvres ou en voie

---

pas moins que l'analyse plus fine des projections démographiques nous oblige à nuancer les inquiétudes de la communauté internationale. Effectivement, selon le Population Reference Bureau (PRB), après avoir presque quadruplé au 20e siècle, la population mondiale ne devrait plus croître que de moitié au 21e siècle pour se stabiliser autour de 10 milliards d'êtres humains. Depuis 2003, l'humanité a franchi un seuil historique, la majorité des hommes vivant désormais dans un pays ou une région où la fécondité est inférieure à 2,1 enfants par femme, autrement dit inférieure au remplacement des générations. La peur d'une population à la croissance illimitée à laquelle ne pourrait répondre, in fine, la production agricole et alimentaire semble aujourd'hui écartée.

447 *Gustavo Lopez, Gustavo Oliverio, « Agricultura argentina 2027, Proyecciones », Fundación Producir Conservando, Buenos Aires, 2017.*

448 *https://www.aapresid.org.ar*

449 *Entretien avec Santiago Del Solar, Chef de cabinet du Ministre de l'Agro-industrie, à Buenos Aires, le 08/04/2016*

450 *FAO, « L'état des ressources en terres et en eau pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde », Rapport de synthèse, Rome, 2011.*

de développement. Or, comme le souligne Jean-Paul Charvet, à chaque milliard d'êtres humains supplémentaires, il faut quelque 350 millions de tonnes de céréales en plus[451].

Dès lors, dans un contexte international marqué par la diminution annuelle des terres cultivables, au profit de l'urbanisation notamment, et la distribution inégale des ressources foncières et hydriques à la surface du globe, l'Argentine a compris quel profit tirer de ses conditions naturelles et de ses capacités techniques et logistiques pour rayonner sur la scène internationale comme un fournisseur indispensable et incontournable.

En l'espace d'une vingtaine d'années, l'Argentine a donc connu différents bouleversements internes et externes qui ont jeté les bases d'une montée en puissance de l'agriculture du pays et participé au renouveau de la représentation du « grenier du monde ».

Localement, les différentes décisions politiques et économiques ont renforcé le modèle agro-exportateur et l'ont repositionné parmi les activités motrices de l'économie argentine, tandis qu'internationalement, la croissance fulgurante des besoins alimentaires a offert un positionnement stratégique aux exportations du pays, faisant ainsi renaître cette représentation historique de puissance.

3.1.3 LE REAMENAGEMENT TERRITORIAL DES TERRITOIRES DE LA PAMPA : CLE DE LA PUISSANCE AGRICOLE ARGENTINE

Le développement des infrastructures de stockage, de transport et d'exportations est un élément indispensable à la mise en place d'une stratégie de rayonnement et de puissance de l'agriculture d'un pays. Selon Sébastien Abis et Pierre Blanc : « Il n'est pas envisageable de commercer et de mener des stratégies d'influence sans infrastructures adéquates, ni moyens de transport efficaces[452]. »

Historiquement, le développement du modèle agro-exportateur argentin et la montée en puissance du pays sur la scène internationale ont reposé sur la construction d'un vaste réseau ferroviaire ainsi que d'installations portuaires pour faciliter le transport des productions agro-pastorales depuis les plaines de la Pampa jusqu'aux centres européens de consommation. Si à la fin du 19e et au début du 20e siècle, le port de Buenos Aires concentrait la majorité des

---

[451] *Jean-Paul Charvet,* L'alimentation dans le monde, mieux nourrir la planète*, Larousse, Paris, 2004.*

[452] *Sébastien Abis, Pierre Blanc,* « Agriculture et géopolitique au XXIe siècle, Rivalités, stratégies, pouvoir »*, Cahier Déméter, 2011.*

exportations agro-pastorales, au cours du 20e siècle, il a cédé sa place au port de Rosario, dont le positionnement géographique, en bordure des territoires producteurs de soja des plaines pampéennes, a constitué un atout majeur du retour en force des exportations argentines.

A l'instar des évolutions techniques du 19e siècle, qui avaient contraint le port de Buenos Aires à s'adapter, les évolutions du commerce moderne ont poussé l'Etat argentin à aménager le fleuve Paraná pour permettre d'exploiter pleinement les capacités de la zone portuaire de Rosario en permettant la navigation de navires modernes à forte taille.

Nous allons donc nous intéresser aux nouvelles conditions du développement du commerce maritime pour ensuite comprendre comment la géographie argentine a été mise au service de la puissance agricole du pays. Enfin, nous nous intéresserons aux réseaux de transport qui font désormais la part belle aux routes et non plus aux voies ferrées.

A) Les infrastructures portuaires et le développement du commerce maritime

Depuis 1945, les échanges mondiaux de marchandises ont augmenté deux fois plus vite que la production de biens. Cette croissance exponentielle a été rendue possible par plusieurs mutations dont la plus récente, la conteneurisation, est une véritable révolution. Depuis les années 1960, et plus particulièrement la Guerre des Six jours[453], le transport maritime s'est lancé dans une course au gigantisme accompagnant les effets de la mondialisation et la croissance de l'économie mondiale, entrainant dès lors une adaptation des infrastructures d'accueil et de passage (ports et canaux). A titre indicatif, le commerce maritime mondial est passé de 3,7 milliards de tonnes transportées en 1980 à près de 10 milliards de tonnes en 2016, représentant ainsi pas moins de 80% de tout le commerce mondial[454].

Cette course au gigantisme a évidemment eu un impact sur les capacités des navires spécialisés dans le transport des matières premières, les vraquiers, dont la taille peut atteindre celle des plus grands porte containers. Bien que les grains, céréales et oléoprotéagineux, ne représentent qu'à peine 3% de l'ensemble des marchandises transportées par voie maritime[455],

---

[453] *En 1967, la guerre des Six Jours, qui opposa l'Etat d'Israël à ses voisins arabes, aboutit à l'installation de l'armée israélienne sur la rive orientale du canal de Suez entrainant sa fermeture durant douze ans et le rallongement des routes maritimes vers l'Europe de près de 22 000 km. Pour assurer l'approvisionnement constant des pays européens en pétrole, les armateurs décidèrent d'augmenter les capacités de charge, les pétroliers triplant de volume en l'espace de quelques années. L'ère du gigantisme maritime était lancée.*

[454] *Eric Foulquier,* « Transport maritime et fluvial de marchandises agricoles, Entre trajectoires géo-historiques et volontés politiques », *Le Déméter, 2016.*

[455] *Ibid.*

cette révolution des méthodes et des moyens de transport a permis aux pays exportateurs de répondre efficacement à la forte croissance de la demande mondiale émanant notamment des pays émergents depuis le début du 21e siècle.

Néanmoins, il était impératif d'adapter les infrastructures portuaires dont les facteurs essentiels sont les accès nautiques, les capacités d'accueil des navires et de traitement de la marchandise, mais aussi la capacité de stockage (en volume et dans de bonnes conditions) et les moyens de post-acheminement (route, voie ferroviaire, fleuve). C'est pourquoi, aujourd'hui, on observe une véritable course à la modernisation des capacités portuaires de la part d'États désireux d'améliorer leur positionnement sur l'échiquier commercial international. Que ce soit par le biais d'investissements publics ou privés, comme ce fut le cas en Argentine, chacun cherche à offrir des sites compétitifs au négoce et ainsi affirmer son positionnement dans la géostratégie agricole mondiale[456].

B) Aménagement de l'axe fluviomaritime Paraguay-Paraná : développement décisif d'un axe stratégique

Durant les années 1990, le gouvernement a opéré la privatisation de ses infrastructures portuaires. Historiquement, l'axe fluviomaritime formé par les fleuves Paraguay et Paraná a constitué une artère essentielle pour le développement de la région car il s'agit d'une voie navigable ne nécessitant aucun aménagement particulier pour le transport des hommes et des marchandises, comme des systèmes d'écluse par exemple. De fait, au cours du 19e siècle, les rivalités de pouvoir autour du projet de construction nationale avaient opposé, à plusieurs reprises, les provinces du littoral du fleuve Paraná au port de la ville de Buenos Aires et de sa province. Ainsi, la libre navigation avait constitué un *casus belli* entre provinces mais aussi avec les pays européens, désireux d'accéder directement aux zones agricoles et commerciales en amont du fleuve.

Or, depuis les débuts de l'agriculturisation des espaces productifs argentins, leur amélioration productive et la croissance de la demande internationale, la région pampéenne a rapidement fait face à une limite géographique. La profondeur du fleuve a constitué un frein à la circulation des bateaux de haute mer.

---

456 *Sébastien Abis, Pierre Blanc,* « Agriculture et géopolitique au XXIe siècle, Rivalités, stratégies, pouvoir », *Cahier Déméter, 2011.*

En effet, suite à l'apparition de vraquiers de très grande capacité, imposant certaines conditions quant à la navigabilité de ces navires, il est devenu impératif que la profondeur des ports, ainsi que des voies de communications fluviales ou maritimes, soit d'un minimum de 32 pieds ou 9,75 mètres. Or dans un tel contexte, les fleuves Paraná et Paraguay, malgré tous leurs avantages naturels, présentaient deux inconvénients majeurs : une trop faible profondeur sur l'ensemble du parcours et un taux de sédimentation très élevé[457].

Aussi, comme nous pouvons le constater sur la carte suivante, plusieurs zones sont à différencier le long l'axe fluviomaritime Paraguay-Paraná :

- De Puerto Cáceres à Corumbá, tout en amont, le fleuve Paraguay traverse la zone marécageuse du Pantanal, classée au patrimoine mondial de l'UNESCO[458], où les conditions de navigation sont difficiles et tout aménagement impossible.

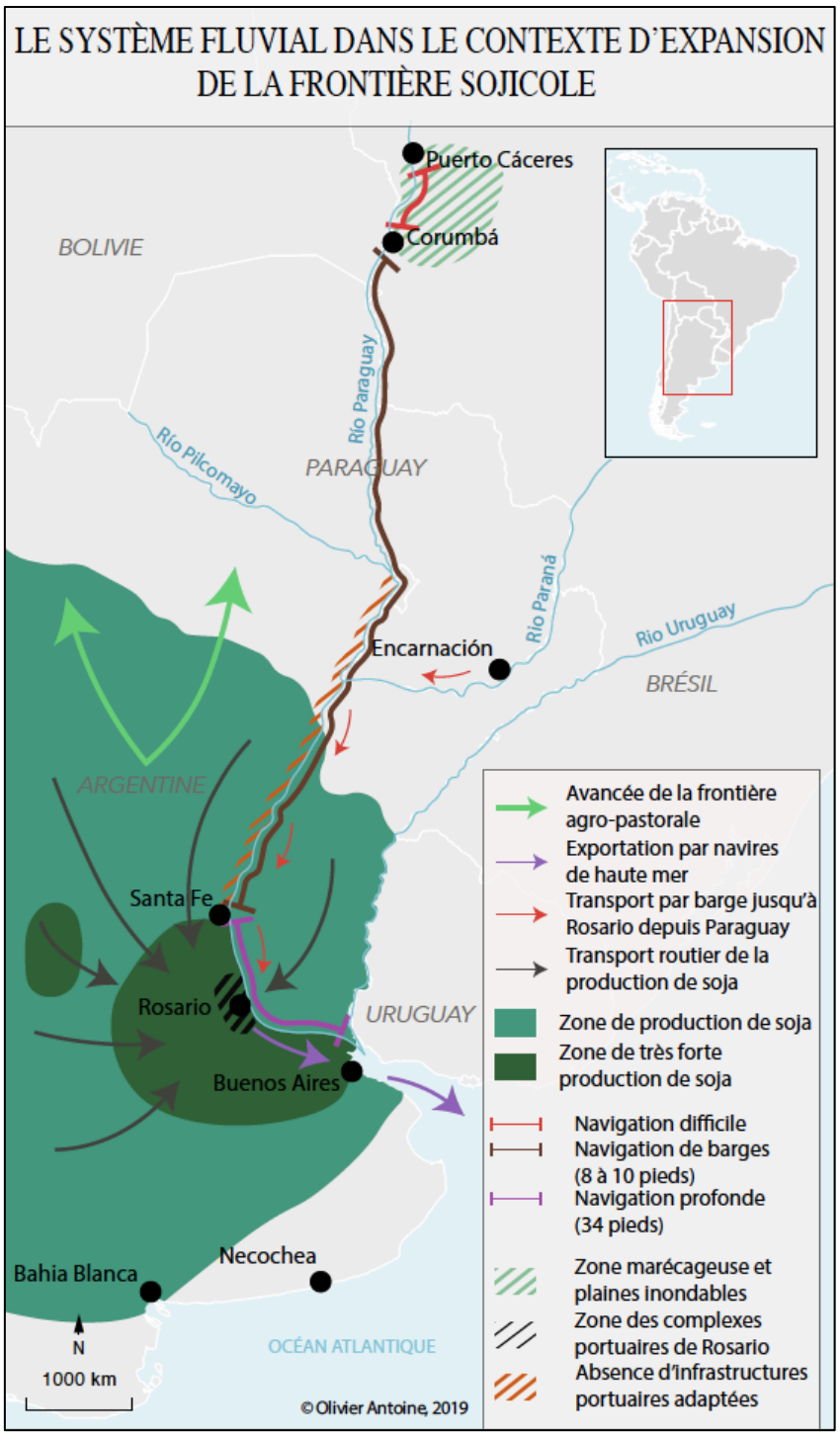
- Entre Corumbá et Santa Fe où les fleuves Paraguay et Paraná disposent d'une profondeur de 8 à 10 pieds, soit environ 2,4 à 3 mètres.

- De Santa Fe jusqu'au Delta du Paraná, il s'agit de l'axe fluviomaritime dont la profondeur est de 34 pieds, soit un peu plus de 10,36 mètres.

---

[457] *Le Paraná charrie chaque année près de 150 millions de tonnes de sédiments, principalement alimentés par les fleuves Bermejo et Pilcomayo. Ce dernier est particulièrement réputé pour la quantité de sédiments qu'il transporte, près de 125 millions de tonnes, mais c'est le Bermejo qui apporte au Paraná sa plus grosse charge sédimentaire en l'alimentant de limon argileux. Élément essentiel au développement des écosystèmes bordant le Paraná, le limon argileux est aussi ce qui donne cette couleur si particulière au fleuve, brune rougeâtre.*

[458] *Plus grande zone marécageuse mondiale, avec près de 200 000 km², le Pantanal a été classé au patrimoine mondial de l'UNESCO en 2000 en raison de la richesse et de la diversité de sa faune et de sa flore.*



Les nouvelles conditions du transport mondial de marchandises ont donc obligé l'Argentine à s'adapter sous peine de perdre en compétitivité et en attractivité. Bien qu'au moment de la prise de décision, le choix des aménagements de l'axe fluviomaritime ne s'inscrivait pas dans une dimension géopolitique, on peut, avec le recul, la qualifier comme telle. S'appuyant sur les conditions hydro morphologiques du fleuve ainsi que sa zone géographique d'influence, l'hinterland pampéen, ce choix d'aménagement territorial a fini par

assurer une position dominante à cette région et au pays dans les rapports de force mondiaux autour des matières premières agricoles.

Jusqu'en 1995, la profondeur moyenne du tronçon reliant Puerto San Martín à la mer atteignait 26 pieds, soit presque 8 mètres. Les bateaux ne pouvaient alors charger que 30 000 tonnes de grains depuis les ports Up River Paraná, insuffisantes pour remplir leurs cales. Le complément de charge, 15 à 20 000 tonnes, s'effectuait soit dans un port à l'embouchure du fleuve, comme à Buenos Aires ou à Montevideo, soit dans un port en eaux profondes comme à Bahía Blanca ou encore à Paranaguá au Brésil. Cette opération se révélait fort couteuse car elle renchérissait la cargaison de 10 à 12 dollars par tonne, soit un surcoût moyen estimé, par la bourse de commerce de Rosario, à 132 000 dollars par bateau[459].

En 1995, la décision de draguer le fleuve Paraná, afin de permettre la navigation de bateaux plus importants jusqu'aux zones portuaires d'exportation des principales productions agricoles, s'est révélée aussi stratégique que décisive. Les opérations de dragage ont porté la profondeur du fleuve de 24 à 34 pieds effectifs, c'est-à-dire 32 pieds de navigation et 2 pieds de marge sous la quille du bateau et elles ont permis que la navigation soit possible de jour comme de nuit sur le fleuve.

Le résultat de cette opération a apporté un bénéfice considérable pour tout le secteur agricole d'exportation. En outre, la privatisation des ports argentins, décidée en 1994 par le gouvernement de Carlos Menem, a permis l'installation de complexes agro-industriels majeurs capables de transformer près de 125 000 tonnes de grains par jour, créant ainsi le plus important pôle de transformation agro-industrielle au monde. Aujourd'hui, dans ce secteur du fleuve, sur quelque 70 km, les exportations de grains s'élèvent à près de 80% des exportations nationales et pour certains cas, comme l'huile de soja par exemple, jusqu'à 90%. Au cours de mon entretien avec Marcelo Regunaga, celui-ci s'est félicité des évolutions agro-industrielles du secteur car selon lui : « il existait bien, à cette époque, une volonté de développer l'industrialisation des produits agricoles en créant de la valeur ajoutée[460]. »

Aujourd'hui, la zone portuaire de Rosario exporte près de 50 millions de tonnes de grains. Outre les opérations de dragage actuelles, pour permettre le passage des bateaux de haute mer, le gouvernement argentin travaille sur une amélioration des chenaux de navigation et un possible approfondissement de ceux-ci pour atteindre 38 à 40 pieds de profondeur et ainsi

---

[459] *http://www.bcr.com.ar*

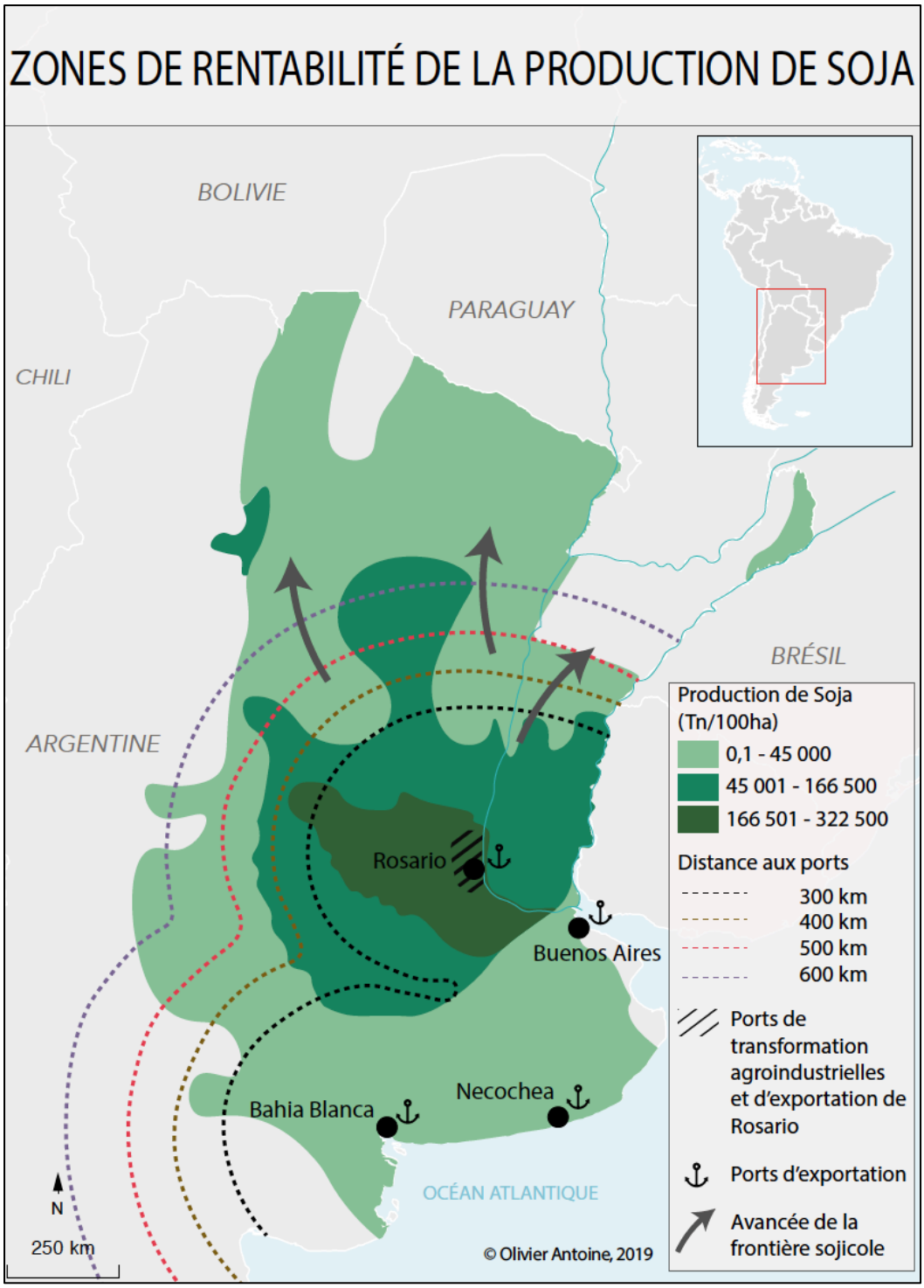
[460] *Entretien avec Marcelo Regunaga, à Buenos Aires, le 10/04/2016.*

permettre aux dernières générations de navires, les post-Panamax, de pouvoir naviguer jusqu'à Rosario.

Le transport fluvial continue donc d'être vital en Argentine, participant à une nouvelle valorisation des territoires agricoles pampéens dont la proximité aux ports d'exportation constitue encore un atout stratégique majeur. Du reste, dans un rayon de quelque 300 kilomètres depuis le port de Rosario, se situe aujourd'hui la zone la plus productive du pays mais aussi la plus compétitive. Toutefois, la quasi disparition du fret ferroviaire, au cours du 20e siècle, pèse aujourd'hui sur les capacités logistiques de la filière. En effet, privatisé ou abandonné, car hors d'état d'usage, le ferroviaire ne représente plus que 15% du transport de grains. De plus, lors de la privatisation des ports, les nouveaux terminaux construits par des sociétés privées n'ont pas intégré de connexion au système ferroviaire ce qui, de fait, a privilégié le recours au transport des grains par camion[461].

Dès lors, dans les zones proches des ports de Rosario, le recours au transport routier est systématique et il n'existe pas ou peu de problèmes de transport et de logistique. Le seul inconvénient réside dans les cas d'engorgement pour accéder au port. Au-delà d'un rayon de 300 km, les frais d'approche s'élevant, la rentabilité pour le producteur chute, comme la carte suivante nous permet de le visualiser.

[461] *Martín Burgos, Ernesto Mattos, « Industrialización y plataforma de exportación de la soja en Argentina », in Martín Burgos (Dir.),* La soja, entre el monocultivo y las necesidades de divisas, *Ediciones del CCC, Buenos Aires, 2016, p. 203.*



C) Le réseau routier : infrastructures fragiles de la puissance agricole argentine

Les ports et le réseau fluvial ne constituent pas les seules infrastructures de déploiement d'une stratégie de développement et/ou de puissance. La qualité du réseau de transport routier ou ferroviaire est tout aussi déterminante. Elle constitue même une pierre angulaire dans l'élaboration de toute politique de développement. En effet, si on peut lire la construction d'un

réseau de communication terrestre au regard d'ambitions exportatrices, avec d'un côté la zone de production et de l'autre le port, il est particulièrement intéressant d'appréhender ce réseau au prisme de l'aménagement du territoire et par conséquent de ses implications géopolitiques locales.

Le choix du tracé du réseau de transport, qu'il soit routier ou ferroviaire, n'est pas uniquement la résultante d'un choix économique mais bel et bien géopolitique aux impacts territoriaux forts. Les conséquences du délaissement ou bien de la réactivation des réseaux ferroviaires du nord de l'Argentine répondent autant à des stratégies commerciales que politiques.

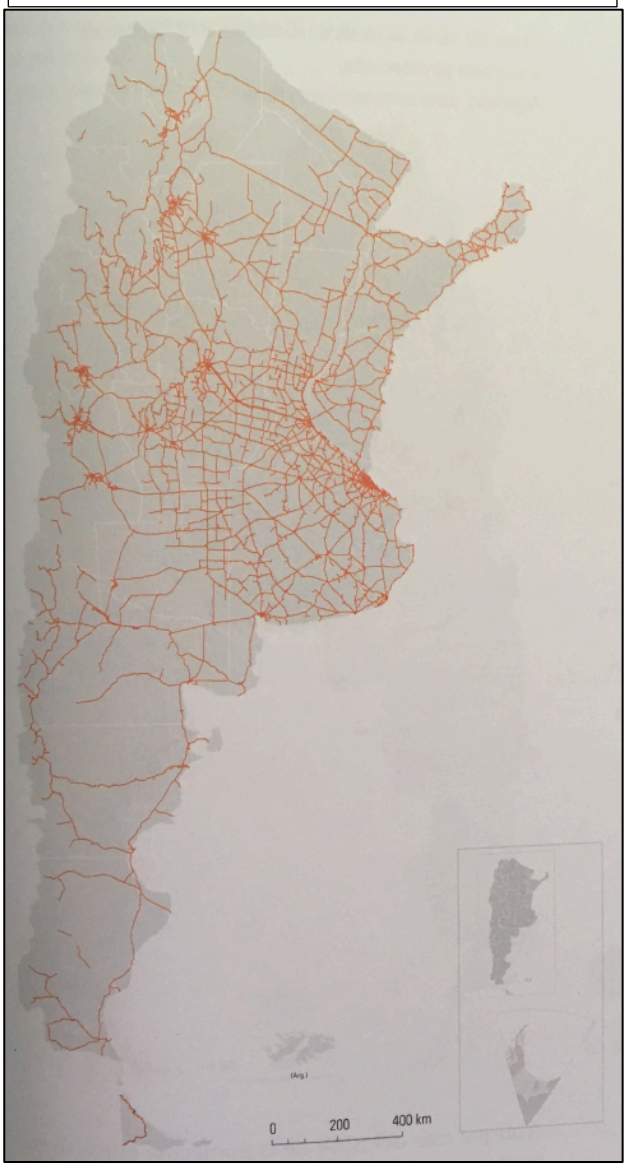
Le développement du réseau ferroviaire au 19e siècle et au début du 20e siècle avait clairement participé à la montée en puissance de l'agriculture argentine. En outre, celui-ci avait représenté une porte d'entrée d'un volume particulièrement important de capitaux étrangers, signifiant un fort pouvoir d'attractivité du pays à cette époque et par conséquent, un instrument de puissance. Ainsi, durant l'époque de consolidation du modèle agro-exportateur, la quasi-totalité du transport de céréales et de viandes était effectuée par voies ferrées.

Aujourd'hui, cet immense réseau, qui a couvert jusqu'à 43 000 km dans les années 1950, a presque totalement disparu, à l'exception de quelques lignes de fret, dont certaines font l'objet d'une réhabilitation ou bien de lignes touristiques. D'abord concurrencé par le transport routier, le réseau ferroviaire a été peu à peu abandonné pour être finalement totalement privatisé dans les années 1990[462]. Ainsi, Marcelo Regunaga, lors de notre entretien, m'a reconnu :

> « Notre gouvernement a commis des erreurs à propos de certaines stratégies concernant les infrastructures. Le réseau ferroviaire était en très mauvais état. Nous avons décidé de le privatiser et d'abandonner le transport de personnes. Cela coûtait trop cher de le remettre en état […] Le Président Menem a construit des autoroutes à péages. Ce fut une erreur car les entreprises n'ont fait que des routes où il y a beaucoup de trafic. Cela n'a été bon ni

[462] *Lorsque nous avons écrit en première partie de cette thèse au sujet du développement du réseau ferroviaire au 19e et au début du 20e siècle, nous avons évoqué la construction de lignes par des entreprises privées ainsi que par l'Etat. Or, à compter de 1947-1948, le Président de la République Argentine, Juan Domingo Perón a nationalisé l'ensemble du réseau ferroviaire argentin. Voilà pourquoi, un peu moins de cinquante ans plus tard, le gouvernement de Carlos Menem put, à son tour, les privatiser.*

RESEAU ROUTIER NATIONAL ET PROVINCIAL ARGENTIN



Source : Dirección Nacional de Vialidad

pour l'agriculture, ni pour l'intégration territorial, car si l'on veut intégrer les régions du nord de l'Argentine, ce n'est pas rentable[463]. »

Si nous reviendrons plus loin sur les conséquences du manque d'intégration de ces régions et sur les conséquences géopolitiques des nouveaux projets de développement, notons que les années 1990 ont marqué un renversement définitif des modes de transport du ferroviaire vers le routier.

Le développement du réseau routier a été significatif et l'utilisation des camions pour le transport de marchandises a été exponentiel. Aujourd'hui, l'infrastructure routière se divise en trois réseaux interconnectés : le réseau des routes nationales (40 000 km), le réseau des routes provinciales (183 000 km) et enfin, le réseau des chemins ruraux (± 400 000 km). Sur la carte ci-contre, nous pouvons observer les principaux axes routiers et constater qu'il ressemble fort au tracé en éventail du réseau ferroviaire de la fin du 19e siècle. Selon le géographe, Marcelo Sili, approximativement 89% du réseau routier argentin est relié aux zones rurales et de productions agricoles[464].

Outre l'étalement du réseau routier, l'expansion agricole survenue à partir des années 1990 et l'arrêt de lignes de fret ferroviaire ont obligé à démultiplier le nombre de camions pour transporter un même volume de marchandises. A titre d'exemple, pour le soja, un train de 100

---

463 *Entretien avec Marcelo Regunaga, à Buenos Aires, le 10/04/2016.*

464 *Marcelo Sili,* Atlas de la Argentina rural, *Capital Intelectual, Buenos Aires, 2015, p. 79.*

wagons peut charger quelque 4 300 tonnes de grains tandis que la remorque d'un camion traditionnel ne peut acheminer que 32 tonnes de grains. Autrement dit, il est nécessaire de recourir à près de 135 camions pour effectuer la tâche du fret ferroviaire. Aussi, une étude de la Bourse de Commerce de Rosario estimait, qu'en 2017, quelque 2,5 millions de trajets de camions avaient été nécessaires pour acheminer plus de 70 millions de tonnes de grains et de produits dérivés (farine et huile) dans les principaux ports d'exportation d'Argentine, soit 80% du total transporté. Pour sa part, le train n'avait acheminé que 11,4 millions de tonnes de grains et produits dérivés, soit 13% du total ; le reste étant amené aux ports par voie fluviale au moyen de barges[465].

Bien que le camion soit aujourd'hui le mode de transport associé au retour de la puissance agricole des plaines pampéennes et celui de l'expansion de la frontière agricole, il pose néanmoins de sérieux problèmes logistiques. En effet, la prédominance pour le transport en camion affecte les infrastructures routières, qui souffrent aussi d'un déficit de maintenance, et entraine des difficultés d'engorgement pour accéder au port, grevant ainsi la compétitivité du secteur. Par ailleurs, l'étalement de la frontière agricole provoque un renchérissement du coût du transport à assumer par le producteur, qui peut doubler par rapport au coût assumé par un producteur de la zone Pampéenne[466]. De plus, il l'expose au pouvoir du syndicat des camionneurs, véritable maître de la chaîne de transport. Lors d'un entretien, Dirk Trotteyn, directeur exécutif de l'Institut de Développement de la Province de Tucumán (IDEP), une province située à plus de 1 000 km au nord-ouest de Buenos Aires, m'affirmait : « Notre éloignement et le manque d'infrastructures nous mettent à la merci des transporteurs routiers.[467] » Pour sa part, Eduardo Amadeo, Député argentin et producteur, déplorait, au cours d'une rencontre le prix pratiqué par les transporteurs : « Pour atteindre le port de Rosario depuis Salta (province du nord-ouest de l'Argentine), le transport me coûte le tiers de ma récolte.[468] »

Les projets de restauration de voies ferroviaires, entamés sous la mandature de Cristina Fernandez de Kirchner et poursuivis par Mauricio Macri, ont cherché à résoudre ce type de problèmes. Néanmoins, ils ont aussi eu pour effet d'aggraver les tensions sur les fronts agraires, dans le Bassin du Pilcomayo, rendant attractifs des territoires jusque-là marginalisés.

---

465 *http://agrovoz.lavoz.com.ar/actualidad/transporte-de-granos-en-argentina-los-trenes-pierden-6-1-contra-los-camiones*

466 *https://www.clarin.com/rural/numeros-transporte-cargas-argentina*

467 *Entretien avec Dirk Troytten, à Tucumán, le 20/04/2017.*

468 *Entretien avec Eduardo Amadeo, Député national, à Buenos Aires, le 18/04/2017.*

Depuis les années 1990, l'Argentine a procédé à un nouvel aménagement de son territoire pour profiter de ses avantages géographiques afin de répondre aux évolutions du commerce international et de se doter d'outils adéquats au déploiement de sa puissance agricole. Si, les décisions prises au cours de la dernière décennie du 20e siècle n'ont pas été guidées par un vision géostratégique particulière, il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui, elles ont une réelle incidence quant à la capacité de l'Argentine à se positionner sur l'échiquier agricole mondial. Toutefois, qu'il s'agisse du dragage du fleuve Paraná, pour faciliter la navigation des navires de haute mer, ou bien de la privatisation des ports, afin de permettre un meilleur déploiement des entreprises privées, on a assisté au renforcement géopolitique des plaines pampéennes, s'inscrivant pleinement dans ce retour de la représentation du « grenier du monde » d'où la nation a tiré sa richesse et sa puissance.

Par ailleurs, le développement du réseau routier et le délaissement du réseau ferroviaire ont considérablement accru cette domination des plaines pampéennes dont la proximité avec les ports d'exportation de Rosario a constitué un atout majeur. Dès lors, il est intéressant de constater que l'expansion de la frontière agricole depuis la Pampa vers des zones marginalisées a poussé le gouvernement actuel à repenser un développement du fret ferroviaire. La réactivation de lignes ferroviaires pour relier de nouveaux « déserts » à la « civilisation » traduit ici parfaitement ce rapport au territoire que suppose la représentation du « grenier du monde ».

Dans cette première partie de chapitre, nous avons donc vu quels étaient les nouveaux ressorts de la puissance agricole argentine et comment, au cours des deux dernières décennies, le pays avait renoué avec sa représentation de puissance. Nous avons vu comment l'évolution des méthodes de production et d'organisation ainsi que l'adoption de nouvelles techniques et technologies avaient favorisé une nouvelle expansion de la frontière agricole. Ainsi, on a assisté au renouvellement de l'approche civilisatrice de l'agriculture et d'une nature dominée par la main de l'homme.

De plus, le contexte international, marqué par le repositionnement de l'agriculture et de l'alimentation au cœur des préoccupations stratégiques mondiales, a offert les conditions d'un retour de l'agriculture argentine comme agent incontournable de la sécurité alimentaire mondiale. Cet « appel du monde » a fortement participé à raviver l'imaginaire de grandeur de l'Argentine, de sa place et de son rôle à jouer dans le concert des nations. En outre, depuis les années 1990, le secteur agro-exportateur a bénéficié des politiques libérales et d'ouverture commerciales, menées par le gouvernement de Carlos Menem, qui lui permettaient d'espérer le retour de sa puissance.

Enfin, nous avons observé comment les aménagements territoriaux, entamés durant les années 1990, ont coïncidé avec la nécessité de l'Argentine de répondre aux évolutions du commerce international et ainsi de se doter d'outils adéquats au déploiement de ses capacité productives.

3.2 LA SOJATISATION DU « GRENIER DU MONDE »

Depuis le début des années 1990, le soja s'est imposé dans le paysage agricole argentin au point d'en devenir la culture hégémonique, voire stratégique, et de représenter le symbole d'une puissance agricole retrouvée. Face à l'expansion rapide de cette culture, à l'homogénéisation de certains territoires et à l'introduction de nouvelles formes de production et d'organisation, le vocable de sojatisation a été employé pour désigner un phénomène qui a bouleversé les systèmes agro-pastoraux traditionnels argentins et provoqué des conséquences géopolitiques localement et internationalement.

Toutefois, ce phénomène de sojatisation de l'agriculture ne s'est dessiné que tardivement et dans le sillage d'évolutions internationales – politiques, économiques et alimentaires – qui ont positionné ce grain au cœur de stratégie de sécurisation agro-alimentaire des grandes puissances mondiales, notamment la Chine. Dans un contexte devenu favorable aux exportations agricoles, sous l'impulsion de la production de soja, l'Argentine a renoué avec sa représentation de puissance. A l'instar du siècle précédent, les fortes mutations territoriales, l'édification de figures symboliques et la configuration de nouveaux enjeux de pouvoirs autour de la production sojicole traduisent la reconfiguration de la nation argentine au rang de « grenier du monde ».

Dans un premier temps, nous nous intéresserons aux causes qui ont abouti au positionnement stratégique du soja dans la consommation alimentaire mondiale.

Dans un second temps, nous verrons comment la culture du soja a été introduite en Argentine et aux raisons du succès de son implantation.

Dans un troisième temps, nous aborderons les mutations territoriales provoquées par l'expansion du soja et les nouveaux enjeux de pouvoir autour de sa production et de ses exportations.

3.2.1 LE SOJA : UN GRAIN DEVENU STRATEGIQUE

D'abord culture traditionnelle, consommée depuis des millénaires en Asie, ce ne fut qu'au cours du siècle dernier que le soja est devenu une matière première agricole mondialisée puis une commodité stratégique. En moins de cinquante ans, les productions ont été multipliées par treize, se transformant, dans le même temps, en véritable enjeu géopolitique. D'une part, le soja participe à la sécurité alimentaire mondial en assurant un apport protéique économique aux

producteurs et aux consommateurs de produits carnés (bœuf, poulet, porc et poissons) et, d'autre part, la progression de cette culture provoque de nombreux conflits localement.

Dans un premier temps, nous allons nous intéresser aux premiers développements significatifs de cette culture hors d'Asie, quand les États-Unis se sont positionnés sur un marché du soja, encore balbutiant, pour le transformer en matière première stratégique.

Ensuite, dans un second temps, nous verrons comment un épisode sanitaire, la crise européenne de la vache folle, a amplifié les besoins de soja dans la chaîne de production de produits carnés.

Enfin, dans un troisième temps, nous aborderons les conséquences du boom de la consommation mondiale de protéines animales sur la production de soja.

A) D'une culture géographiquement limitée à une marchandise globalisée

La culture du soja s'est répandue depuis la Chine, où sa culture était traditionnellement destinée à la consommation humaine, sous forme de légumineuse, jusqu'aux immensités de la Pampa argentine où elle est devenue la matière première d'un négoce aux innombrables ramifications, graines, huile, farine, composant pharmaceutique… Cette production moderne, caractérisée par un haut niveau de technicisation, de capitalisation et d'organisation, s'appuie sur les moyens d'acteurs transnationaux et intègre des filières de commercialisation qui l'éloignent ostensiblement des cultures traditionnelles et la plongent dans celles des commodités agricoles[469].

Pour bien comprendre comment cette évolution s'est déroulée et comment elle s'est opérée sur un temps relativement court (moins d'un siècle), au regard d'autres matières premières agricoles comme le blé ou le coton par exemple, il est impératif de mettre en lumière le rôle joué par les États-Unis dans les années 1930. En effet, à cette époque, le gouvernement de Theodore Roosevelt a favorisé l'essor de la commercialisation du soja au travers de son association de promotion, la American Soybean Association (ASA). Ce lobby a obtenu du gouvernement de taxer lourdement les importations chinoises de l'époque afin de protéger la production nationale de la concurrence. L'allocation de subventions à la production ou bien la garantie de prix d'achat ont permis une croissance vertigineuse de la production américaine.

---

[469] *Martín Burgos, «* Geopolítica de la soja *», in Martín Burgos (dir.),* La soja entre el monocultivo y las necesidades de divisas, *Buenos Aires, Ediciones del CCC, 2016, p.25.*

Suite à la Seconde Guerre mondiale et la nécessité des pays européens d'importer des fèves de soja ou bien de l'huile de soja pour nourrir les populations et alimenter les troupeaux, les États-Unis ont imposé leur domination sur le marché du soja en devenant le premier producteur, avec près de 70% de la production mondiale, et le premier exportateur, avec plus de la moitié du marché du soja, des farines de soja et des huiles de soja[470].

A partir des années 1960, suite à la création de la Politique Agricole Commune (PAC) de la Communauté Européenne, en 1962, et les premières négociations du GATT, entre 1964 et 1967, l'Europe et les États-Unis ont conclu un accord permettant l'exportation du lait européen et les subventions à leur production de blé en échange de l'importation du soja américain pour alimenter les troupeaux européens.

En très peu de temps, le soja est devenu le complément alimentaire des éleveurs européens, les rendant totalement dépendants des importations en provenance des États-Unis. Or, les risques d'exposition étant très élevés, les conséquences ne se firent pas attendre. En 1973, suite à une mauvaise récolte, les États-Unis prirent la décision de réduire drastiquement leurs exportations afin de privilégier leur marché local. Les prix internationaux du soja s'enflammèrent et furent multipliés par quatre. Les Européens n'eurent d'autres choix que de chercher désormais des alternatives à leurs importations américaines et à la dépendance qu'elles impliquaient. Tout d'abord, ils optèrent pour un substitut alimentaire à base de farines animales puis ils cherchèrent de nouveaux fournisseurs de soja. Ce fut ainsi que le Brésil devint rapidement le premier concurrent des États-Unis sur le marché international avant que l'Argentine ne lui emboîte à son tour le pas[471].

Pour des pays comme l'Argentine ou bien le Brésil, les années 1980 ont donné lieu à une augmentation significative des cultures de soja soutenue par des recherches orientées vers de nouvelles variétés de graines. Signe de l'importance grandissante de ces pays et de leur potentiel, les grands groupes du négoce de grain et de l'industrie agro-alimentaire des États-Unis et d'Europe y ont rapidement installé des filiales, à l'image de Cargill, Dreyfus, Nidera ou bien encore Toepfer[472]. Par ailleurs, ces années-là ont aussi vu l'émergence de groupes nationaux, tant pour la production que pour l'industrialisation et la commercialisation, offrant des marges d'autonomie nécessaires vis-à-vis des États-Unis afin de ne pas dépendre totalement

---

[470] *Jean-Pierre Berlan, Jean-Pierre Bertrand, Laurence Lebas, « Eléments sur le développement du "complexe soja" américain dans le monde »,* in Revue Tiers Monde*, Paris, 1976, Tome 17, n°66.*

[471] *Jean-Pierre Bertrand, « Le boom du soja au Brésil : les formes de développement agricole et alimentaire adoptées peuvent-elles servir de paradigme pour le Tiers-Monde ? », in* Economie Rurale, *Paris, 1982, n°147/148.*

[472] *Martín Burgos, op. cit., p. 18.*

de leur politique extérieure. Ce fut ainsi qu'en 1980, lorsque les États-Unis décrétèrent un embargo sur les livraisons de céréales et de grains à l'URSS, en représailles de l'occupation russe en Afghanistan, l'Argentine et le Brésil sont passés outre ce blocus et ont continué à écouler leurs matières premières agricoles, dont le soja[473].

B) Les effets de la crise de la vache folle sur la production de soja

En 1996, l'Argentine avait autorisée les semences de soja génétiquement modifiées sur son territoire. Cet événement technologique a coïncidé avec un autre événement, sanitaire et européen, aujourd'hui presque oublié mais dont les répercussions pour la production de soja et de ses dérivés allaient être majeures : la crise de la vache folle.

En effet, en 1996, la France et de nombreux pays européens décrètent un embargo sur la viande de bœuf britannique. Une maladie avait atteint les vaches du Royaume-Uni nourries à la farine animale, l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). Leur importation fut ainsi suspendue, alors que la transmission à l'homme, via une variante de la maladie de Creutzfeldt-Jakob, avait tué 224 personnes, dont 25 Français[474].

Toutefois, durant plusieurs années encore, les pays de l'Union Européenne continuèrent à nourrir leur bétail avec des farines animales provoquant une crise parmi l'opinion publique et les consommateurs de viande, dont les revendications massives allaient d'un arrêt de l'utilisation des farines animales à la réduction radicale de la consommation de viande de bœuf. Ce type d'attitude a provoqué une forte baisse du prix de la viande tout en augmentant la pression pour faciliter l'importation de viande, en provenance de pays sans vache folle, ce qui faisait courir un risque de concurrence accrue pour un secteur déjà fortement mis en difficulté.

Aussi, en 1999, l'Union Européenne décida de suspendre l'utilisation de farines animales à destination de l'alimentation du bétail. A cette époque, le chancelier allemand, Gerhard Schroeder, avait insisté sur la nécessité de maintenir l'embargo sur les viandes nourries à base de telles farines dans le cadre d'une politique de sécurité « pour l'ensemble de la filiale alimentaire, humaine et animale », n'hésitant pas à lancer un débat européen sur « la

---

[473] *Philippe Chalmin, « L'embargo céréalier américain », in Le Monde Diplomatique, mai 1983, p. 16.*

[474] *« La crise de la vache folle », L'Express, https://www.lexpress.fr/actualite/societe/sante/la-crise-de-la-vache-folle_1775435.html.*

transformation d'une production industrielle de viande en une production plus naturelle, plus orientée vers la qualité et la protection des consommateurs.[475] »

Cette décision obligea les filières bovines à se tourner vers une alimentation protéique végétale et à augmenter la consommation de substituts, en particulier la farine de soja. En s'orientant vers le soja et ses dérivés, cela favorisa, voire renforça, les pôles de production et de transformation des pays émergents comme l'Argentine et le Brésil. L'interdiction des farines animales signifia un marché supplémentaire de 2 à 3 millions de tonnes de tourteau de soja, domaine dans lequel l'Argentine était déjà devenue un leader mondial. Ainsi, en 1990, la consommation annuelle de tourteaux de soja pour l'alimentation animale représentait quelque 22 kg/habitant/an, alors qu'en 2000, elle atteignait 29 kg/habitant/an[476]. De plus, la croissance de la demande liée à cet épisode eut pour effet d'augmenter le cours du soja d'environ 20 dollars la tonne sur cette période. Ce nouveau modèle d'alimentation, qui s'accéléra très nettement à partir de cet épisode de la vache folle en Europe, allait désormais connaître une progression constante et une nouvelle phase d'accélération à partir des années 2000 et le boom de la consommation de viande dans le monde.

A la fin du 20e siècle, l'Europe a donc participé à la consolidation du modèle d'agriculture argentin basé sur les nouveaux paradigmes techniques et technologiques. Malgré des réticences de certains fermiers et agriculteurs, quant à l'importation de soja transgénique, les enjeux de la sécurité alimentaire des consommateurs de viande ont primé. Aujourd'hui encore, il subsiste des résistances face au modèle sojicole des pays du MERCOSUR et de l'Argentine en particulier.

Aussi, à l'occasion d'une conférence de présentation de l'agriculture argentine, délivrée à Paris en mars 2018, devant une association de producteurs français, Fernando Vilella a fait face à de nombreuses questions autour de l'utilisation massive de glyphosate dans la production de soja en Argentine. Celui-ci replaça le débat dans une perspective historique et n'hésita pas à rappeler le rôle déterminant de la demande des pays européens d'une nourriture animale sûre pour répondre à la crise de la vache folle et des farines animales. L'auditoire acquiesça alors en silence[477].

---

[475] *Hector Huergo, « La crisis de la vaca loca favorece a la Argentina », https://www.produccion.com.ar/2001/01ene_06.htm.*

[476] *Philippe Dusser, Philippe Tillous-Borde, « Les équilibres des marchés agricoles. Évolutions et tendances. », in Pierre Jacquet, Jean-Hervé Lorenzi (Dir.),* Les nouveaux équilibres agroalimentaires mondiaux, *Le cercle des économistes, PUF, Paris, 2011, p. 15.*

[477] *Cette conférence fut donnée dans le cadre de rencontres mensuelles organisées par le Club Déméter. Cette rencontre tournait autour des enjeux de l'agriculture sud-américaine dans le cadre de la négociation d'un accord*

C) L'impact du boom de la consommation mondiale de protéines animales sur la production de soja

Depuis la seconde moitié du 20e siècle, le monde connaît une croissance très rapide de sa démographie. En 1974, la terre comptait 4 milliards d'habitants. Aujourd'hui, en 2019, la population a presque doublé, pour atteindre près de 7,7 milliards d'êtres humains. Selon les estimations de l'ONU, en 2050, ce chiffre devrait dépasser les 10 milliards d'individus sur terre[478]. Or, nourrir un milliard d'êtres humains oblige à augmenter la production de grains de 330 millions de tonnes[479].

L'élan démographique, enregistré depuis plusieurs décennies maintenant, tient en grande partie aux progrès de la médecine moderne et à l'amélioration du niveau de vie. Cela a permis de réduire considérablement la mortalité infantile, juvénile et maternelle, contribuant ainsi à l'augmentation de l'espérance de vie. Cette croissance démographique a entrainé mécaniquement une hausse des besoins alimentaires. Aujourd'hui, la planète doit alimenter 83 millions de personnes supplémentaires chaque année[480].

Or, cette croissance a coïncidé avec une transition démographique des populations rurales vers les populations urbaines. En 2007, plus de la moitié des habitants de la planète vivait désormais en ville. Par conséquent, à la transition démographique s'est ajoutée une transition alimentaire marquée par le passage d'une ration alimentaire à base végétale à une ration où les calories d'origines animales s'accroissent. Compte tenu de l'impact démographique dans certains pays émergents comme la Chine, mais aussi l'Inde, le Brésil et certains pays d'Asie du sud-est, l'impact de cette transition alimentaire a été particulièrement fort. Là, les régimes alimentaires ont évolué avec le niveau de vie et le développement des classes moyennes.

A titre d'exemple, en 2018, un article de *The Economist* illustrait parfaitement ces mutations démographiques et alimentaires, au Bangladesh. Il y relatait les évolutions du mode de consommation d'une ville du nord du pays, Mahtabari. Entourée de champs de riz avant son

---

de libre-échange entre l'Union Européenne et les pays du MERCOSUR (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay). Fernando Vilella était invité à présenter les enjeux actuels de l'agriculture argentine ainsi qu'à dresser une analyse prospective de celle-ci.

478 *https://www.un.org/fr/sections/issues-depth/population/index.html*

479 *Jean-Paul Charvet,* L'alimentation dans le monde. Mieux nourrir la planète, *Larousse, Paris, 2004.*

480 *Sébastien Abis, Pierre Blanc, op. cit., p. 21.*

boom démographique, la ville les avait vu être remplacés par des élevage de poissons et de poulets :

> « Les citadins n'ont pas les mêmes goûts. Avec plus d'argent et des journées de travail plus longues, ils privilégient les aliments ayant du goût, rapides à cuisiner, et riches en protéines. Voilà. Tout est dit : du goût, une cuisson rapide et de la protéine. Le mangeur sait à juste titre que la viande procure le plaisir de manger, permet une cuisson et une ingestion rapides et une variété illimitée de préparations et qu'elle est seule à pouvoir donner la sensation de satiété et à lui permettre d'éviter le retour de la sensation de faim pendant suffisamment longtemps.[481] »

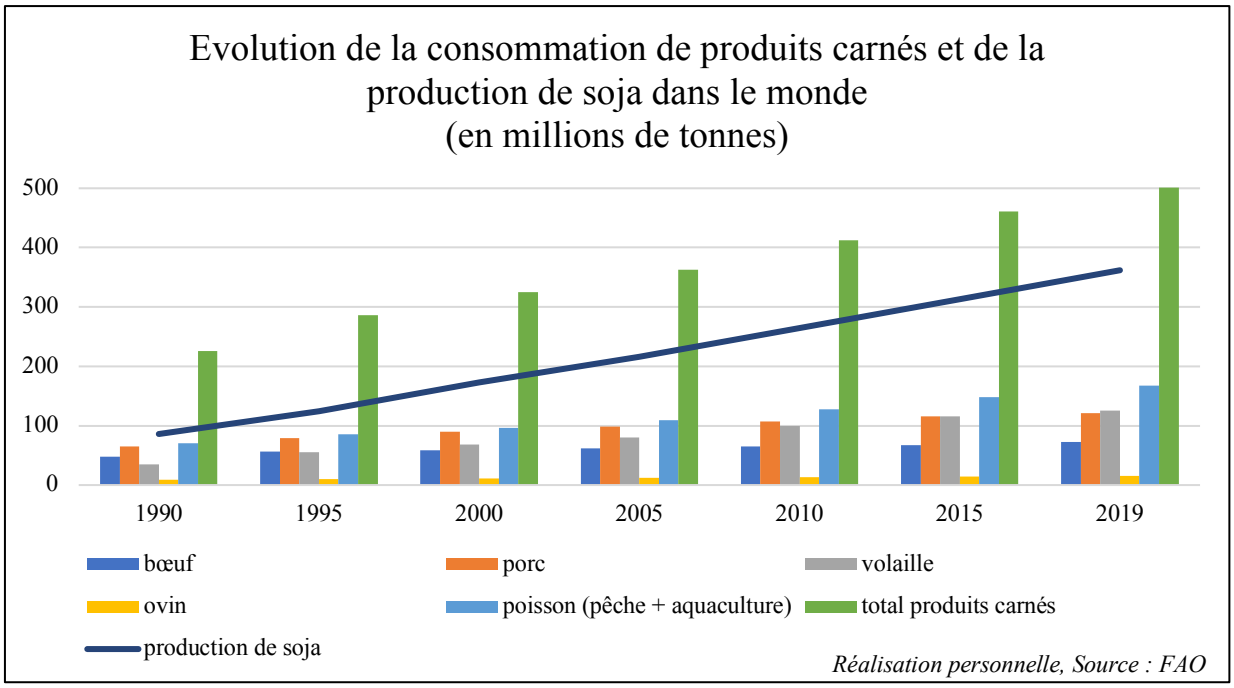
Ainsi, en 1957, la consommation mondiale de viande s'élevait à 67 millions de tonnes par an quand, en 2010, elle atteignait 300 millions de tonnes. Aujourd'hui, la consommation s'élève à plus de 320 millions de tonnes, principalement de porc (37 %) et de volaille (30 %). Selon la FAO, ce chiffre atteindra 460 millions de tonnes en 2050[482].

Cette transition alimentaire des pays émergents a donc agi comme un puissant facteur de réorganisation des productions agricoles dans le monde. En effet, une plus grande consommation de produits carnés a provoqué une progression des besoins céréaliers pour nourrir les animaux, qu'il s'agisse de bétail, de porc, de poulet ou bien encore de poissons. Dès lors, les deux productions qui ont connu la plus forte progression dans le monde sont le maïs et le soja. Ce dernier, dans le cas de la crise européenne de la vache folle, avait déjà constitué un substitut alimentaire aux farines alimentaires considérées comme trop dangereuses pour la sécurité alimentaire animale et humaine. Aujourd'hui, parmi les espèces couramment cultivées, le soja est celle qui produit le plus de protéines à l'hectare et près de 75% du soja produit dans le monde est utilisé pour nourrir les animaux. D'une part, il a accompagné la croissance des productions animales et, d'autre part, il a participé à la baisse des coûts de production. Le graphique suivant nous permet d'apprécier la corrélation et la progression de la consommation mondiale de produits carnés et la production de soja.

---

481 *https://www.economist.com/international/2018/02/17/how-the-growth-of-cities-changes-farming*

482 *Pierre Silberzahn, « La consommation de viande, cause ou effet de la richesse des nations ? », https://www.contrepoints.org/2019/01/29/335814-la-consommation-de-viande-cause-ou-effet-de-la-richesse-des-nations.*



Réalisation personnelle, Source : FAO

D) Le soja et la financiarisation des matières premières agricoles

A partir des années 1980, plusieurs facteurs ont commencé à affecter les marchés agricoles qui assistèrent à l'arrivée d'acteurs issus du monde de la finance : les évolutions technologiques dans le trading, la recherche d'actifs pour limiter les risques de dépréciation liés à l'inflation et la dérégulation des marchés financiers. Dès 1991, la banque Goldman Sachs créa un produit de placement mélangeant les indices des principales matières premières, dont le soja[483]. Suite aux crises successives liées aux bulles spéculatives sur l'informatique, en 2000, et les dettes publiques, en 2008, ces produits ont connu un essor fulgurant et un tel emballement que le magazine américain Time titrait, en 2011 : « Voulez-vous gagner plus qu'un banquier ? Devenez agriculteur ! Sérieusement c'est le meilleur job du 21e siècle. Descendez dans les champs, les revenus y grimpent.[484] » Les effets des spéculations boursières étaient passés par là.

Dopé par la très forte consommation des pays en voie de développement, ce mouvement financier a soutenu un super-cycle des matières premières du début des années 2000 jusqu'en

[483] *Jean-Paul Collaert,* Céréales, *Editions rue de l'échiquier, Paris, 2013, p. 337.*
[484] *Stephen Gandel, « Want to make more than a banker? Become a farmer! », Time magazine, 11/07/2011.*

2011, lorsque la consommation mondiale commença à s'essouffler, dans le sillage des moindres progressions de l'économie chinoise.

L'introduction de fonds d'investissement dans le processus de production agricole, sur fond d'expansion des prix, a marqué un aspect majeur de l'évolution récente de la culture du soja, la faisant basculer dans une dimension géostratégique. En effet, les stratégies des fonds d'investissement divergent selon qu'ils cherchent à sécuriser leurs approvisionnements alimentaires, à contrôler des ressources foncières et hydriques, ou bien qu'ils soient en quête de rentabilité financière.

Le rôle de ces acteurs financiers, tant publics que privés, s'est surtout fait remarquer suite aux émeutes mondiales de la faim de 2007 et la crise des *subprimes* de 2008. Toutefois, comme l'a souligné un gérant de fonds d'investissement argentin, José Gobbée, lors d'un entretien :

> « Ils sont apparus dès le début des années 2000 pour s'intéresser aux productions alimentaires, dont le soja. En 2005, on dénombrait une soixantaine de fonds d'investissement dans le monde, tandis qu'en 2015, ils étaient déjà plus de 300 fonds à investir dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation. Dans le même temps, le montant des transactions passait de 15 milliards de dollars, à presque 60 milliards de dollars[485]. »

Dans le cas du soja, une telle manne financière a dopé les investissements productifs dans les pays en capacité d'étendre leur frontière agricole, comme l'Argentine, le Brésil ou bien encore le Paraguay, et d'exporter. Comme l'ont rappelé David Bichetti, Nicolas Maystre et Bernard Valluis :

> « La financiarisation des matières premières agricoles suscite donc des interrogations sur les marchés sous-jacents, et doit nous conduire à remettre en cause les pratiques existantes sur les marchés physiques. […] Ainsi, au vu de la financiarisation des marchés des céréales, la méconnaissance de l'état des stocks physiques représente une importante asymétrie d'information, et ouvre la porte aux bulles spéculatives voire aux manipulations.[486] »

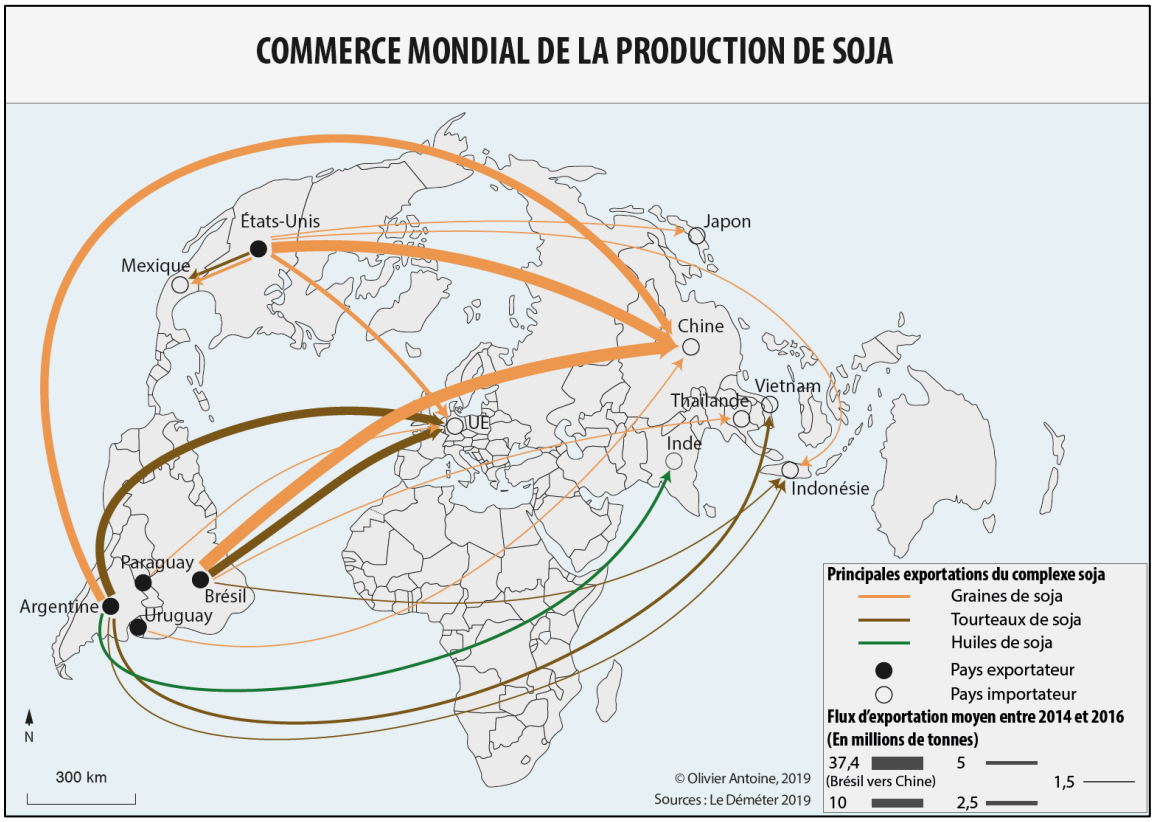
---

[485] *Entretien avec José Gobbée, Gérant du fonds d'investissement dans l'agriculture GOAGRO, à Buenos Aires, le 08/04/2016.*

[486] *David Bicchetti, Nicolas Maystre, Bernard Valluis, « Financiarisation des marchés de matières premières et conséquences », Économie rurale, n° 337, 2013, p. 103-111.*

Cette instabilité sur le marché du soja, dans un contexte d'explosion de la demande mondiale de protéines, a provoqué des réactions de la part d'acteurs comme la Chine, dont la dépendance aux importations de soja est devenue un véritable enjeu stratégique. En se lançant dans une politique lourde d'investissements à l'étranger, afin de sécuriser ses approvisionnements alimentaires, et en ciblant la production de soja, elle a démontré qu'elle entendait se prémunir face aux risques de cette financiarisation agricole.

Le soja est donc devenu l'une des cultures les plus abondantes de la planète et les plus indispensables, passant en l'espace de cinquante ans de 26 à 336 millions de tonnes de production et couvrant une superficie d'un million de kilomètres carrés. La quasi-totalité de la production est aujourd'hui concentrée dans seulement six pays : le Brésil, les États-Unis, l'Argentine, la Chine, l'Inde et le Paraguay. Le marché du soja est dominé à l'importation par la Chine et l'Union Européenne et à l'exportation par les États-Unis et les pays du MERCOSUR, comme nous pouvons le voir sur la carte suivante. Ce protéagineux est aussi devenu un véritable enjeu géopolitique dans la guerre commerciale qui oppose aujourd'hui les États-Unis à la Chine pour la suprématie mondiale.



3.2.2 L'INTRODUCTION DU SOJA EN ARGENTINE

La culture du soja est apparue relativement tôt en Argentine mais elle n'y a pas trouvé un terrain favorable à son expansion. Toutefois, conscient des enjeux de l'évolution des besoins mondiaux de protéines animales et végétales et de leur poids dans la sécurité alimentaire mondiale, un homme politique, le Président Juan Domingo Perón, a cherché à accélérer l'introduction et l'adaptation de variétés de soja en Argentine à partir des années 1970. Bien que n'ayant pas pu formaliser une véritable stratégie nationale, capable de résister aux changements politiques violents de son temps, le soja s'est installé dans le paysage agricole argentin avant de s'affirmer comme une culture stratégique à partir des années 1990.

A) Une introduction difficile

L'adoption et la mise en culture du soja fut relativement tardive en Argentine. Durant la première partie du 20e siècle, les essais d'introduction de variétés de soja se sont révélés infructueux et ce malgré les travaux pionniers de l'EEAOC[487] dans la province de Tucumán.

[487] *Estación Experimental Agroindustrial Obispo Colombes, dans la province de Tucumán.*

Le soja étant une culture exigeante, les conditions agronomiques étaient insuffisantes pour permettre son implantation pérenne dans les territoires de la région Pampéenne. De plus, lorsque les travaux de recherche semblaient avoir permis de dépasser les limites agronomiques, vers la fin des années 1950 et le début des années 1960, les conditions économiques décourageaient l'adoption de la culture du soja, faute de demande[488].

Les prémisses d'un changement se sont faits sentir à compter du milieu des années 1960 lorsque le gouvernement argentin, au travers de sa *Junta Nacional de Granos*, s'engagea à fixer un prix plancher pour le soja et à structurer ses échanges. Les facultés d'agronomie, dépendantes des universités publiques, participèrent à cet effort en entamant, à leur tour, des travaux de recherche pour faciliter l'implantation de la culture dans le pays[489]. De plus, à cette époque, la demande mondiale commençait à manifester des signes d'intérêt pour le soja, agissant alors comme un effet incitateur pour sa production. Néanmoins, ce sont les années 1970 qui marquèrent une rupture nette dans l'implantation de la culture du soja et servirent comme repère chronologique pour en situer la diffusion technique et territoriale en Argentine.

Outre des travaux concluants de chercheurs de la station expérimentale de Salta à la fin des années 1960, puis la détermination de certains fonctionnaires publics tel que le sous-secrétaire à l'agriculture Armando Palau[490], cette rupture productive des années 1970 ne peut être circonscrite à de simples raisons agronomiques, fussent-elles indispensables pour la bonne adaptation des variétés aux conditions pédologiques des prairies argentines. En effet, ce furent des raisons géopolitiques qui animèrent les prises de décision des responsables de l'époque.

B) Juan Domingo Perón et la "guerre des protéines"

Une première implantation stratégique de la culture du soja, bien que peu connue, a eu lieu à partir des années 1970. En effet, outre les améliorations agronomiques locales ou bien encore la hausse des prix internationaux à cette époque, un intérêt particulier a été accordé à la culture du soja par le leader politique le plus marquant, mais aussi clivant, de l'histoire contemporaine argentine, Juan Domingo Perón. En effet, dès 1973, ce dernier, de retour d'un

---

488 *Mercedes Campi, « Tecnología y desarrollo agrario »,* Claves para repensar el agro argentino*, Buenos Aires, Eudeba, 2013, p. 115.*

489 *Jorge Katz, Nestor Bercovich, Biotecnología y economía política : Estudios del caso argentino, Buenos Aires, CEPAL, 1990.*

490 *Silvia Mercado, « Peronismo, campo y poder », http://www.lapoliticaonline.com/nota/2619/, 01/07/2008.*

exil politique forcé, l'a immédiatement érigée au rang de production stratégique dans une « guerre des protéines » à livrer à l'échelle mondiale[491].

La personne de Juan Domingo Perón et les différents mouvements politiques inspirés par son leadership ont été particulièrement complexes et mériteraient sans aucun doute la rédaction d'une ou plusieurs thèses. Il ne s'agit donc nullement ici d'ouvrir une parenthèse sur le ou les péronismes mais de donner quelques indications quant au personnage et sa politique afin de mieux mettre en perspective l'instrumentalisation de la production de soja dans son discours de puissance.

Juan Domingo Perón a connu deux périodes de présidence de la République Argentine. La première courut de 1946 à 1955, en deux mandats, et la seconde, de 1974 à 1975, interrompue par sa mort. Entre ces deux périodes, il a été contraint à l'exil suite à un coup d'état militaire orchestré en 1955.

Perón prit le pouvoir en 1946 dans un contexte international marqué par la fin de la Seconde Guerre Mondiale, la consolidation de la puissance américaine, les débuts de la Guerre froide et un continent européen dévasté par la guerre. Convaincu que l'Argentine devait se défaire de sa dépendance aux exportations agro-pastorales britanniques et aux importations de matériel agricole des États-Unis, Perón donna la priorité à l'industrialisation de son pays, au développement d'un marché intérieur et à l'affirmation de la souveraineté argentine. Celui-ci pensait pouvoir compter sur la capacité agricole du pays pour répondre à la demande extraordinaire de blé et de viande des pays européens d'après-guerre et ainsi bénéficier des retombées économiques de telles exportations pour concrétiser ses réformes productives et structurelles de l'économie.

Pour mener à bien ses projets de développement, Perón entreprit de contrôler la commercialisation des exportations de matières premières afin d'en utiliser les ressources[492]. Cette mainmise sur la liberté de commercer avec le monde, ainsi que le contrôle de prix aux producteurs, provoqua une vive opposition parmi les secteurs agro-exportateurs et oligarchiques, représentés par la Société Rurale Argentine, vis-à-vis de Perón mais aussi des péronistes qui cherchèrent à lui succéder.

---

491 *« Perón y la soja », https://www.youtube.com/watch?v=xsTu6fGJzv0*

492 *En créant l'Institut Argentine de Promotion des Échanges (IAPI), Perón contrôla les exportations de matières premières agro-pastorales, en fixant les prix sur le marché interne et en revendant sur le marché international. Les revenus ainsi générés lui permirent d'être réinvestis par la Banque Nationale sous forme de crédits pour promouvoir le développement industriel.*

De surcroît, l'idéologie péroniste s'articulait autour d'une forte rhétorique anti-oligarchique construite à partir de la question de la répartition injuste et disproportionnée de la terre dont le slogan « la terre à ceux qui la travaillent » était une parfaite synthèse. Bien que cette formule restât longtemps l'un des totems du discours péroniste et qu'elle ciblât les élites foncières, aucune réforme agraire ne fut réellement entreprise[493]. Comme le souligna Pierre Blanc, dans son ouvrage Terres, pouvoirs et conflits, Perón émit des réserves dès 1949 :

> « Que résout-on en donnant à une famille une petite ferme de 20 hectares ou une estancia de 100 hectares à une autre ? La moindre ferme dans ce pays ne peut être inférieure à 100 hectares ; sinon autant répartir des jeux de boules. En outre, il faut donner la terre non pas à celui qui le lendemain en fera un objet de spéculation mais à celui qui va s'attacher à elle et la faire produire. Je pourrais évidemment transmettre les terres dès maintenant et laisser à mes successeurs un terrible problème à résoudre. Or je ne travaille pour notre satisfaction présente mais pour celle de nos enfants et petits-enfants[494]. »

Par ailleurs, malgré la volonté de Perón d'employer les revenus des exportations agro-pastorales pour jeter les bases d'une puissance industrielle, celui-ci se confronta à un boycott des États-Unis. Ces derniers étaient autant désireux d'évincer un concurrent du marché européen que de lui faire payer sa neutralité durant la Seconde Guerre Mondiale, voire la sympathie de certains de ses dirigeants militaires avec les puissances de l'Axe. De plus, l'Argentine se trouvait en situation de dépendance vis-à-vis de ses importations de machines agricoles depuis les États-Unis[495].

Si ces quelques éléments n'ont évidemment pas vocation à expliquer le succès ou les déboires de Perón et/ou du péronisme, ils doivent nous permettre de comprendre que Juan Domingo Perón avait un sens aiguisé des jeux de puissance autour des questions agro-pastorales tant au niveau local que mondial. Les contraintes imposées par les États-Unis, dans un contexte de demande extraordinaire, lui permirent de toucher les limites de la puissance argentine telle qu'elle avait été conçue par l'oligarchie. Le 16 juin 1955, Perón fut renversé par un coup d'état militaire, qui fut « célébré aux balcons des beaux quartiers de l'oligarchie portègne par des habitants trinquant au champagne[496] », et partit pour un exil qui dura dix-sept ans.

---

493 *Charles Lancha, op. cit. p. 234.*

494 Pierre Blanc, Terres, pouvoirs et conflits. Une agro-histoire du monde, Presses de Sciences Po, Paris, 2018, p. *132.*

495 *Osvaldo Barsky, Jorge Gelman, op. cit., p. 354.*

496 *Norberto Galasso, Tome 2, op. cit., p. 353.*

Après dix-sept années, au cours desquelles l'Argentine alterna de brefs épisodes de semblant de démocratie, le parti péroniste étant proscrit, et des coups d'état militaire, Juan Domingo Perón fut autorisé à revenir en Argentine. En 1973, après des élections libres qui permirent au candidat péroniste, Hector Cámpora, de l'emporter, ce dernier céda la présidence à Perón qui dirigea le pays un an avant de mourir d'une crise cardiaque.

Le retour de Perón en Argentine fut un événement majeur de la vie politique argentine. Censé apporter l'unité et la paix dans un pays qui se déchirait un peu plus chaque jour, Perón ne parvint pas à rassembler. Au contraire, son année de gouvernement attisa les braises d'une opposition politique interne irréconciliable. Peu après sa mort, le pays bascula de nouveau dans une nouvelle dictature, la plus sanglante de l'histoire argentine, soutenue par l'oligarchie foncière, dont des représentants occuperont des postes importants au sein de l'administration militaire. A titre d'exemple, José Martinez de Hoz, petit-fils du fondateur et membre de la Société Rurale Argentine, fut nommé Ministre de l'Économie. Celui-ci, durant les premiers gouvernements de Juan Domingo Perón, n'avait pas hésité à critiquer ouvertement la politique agraire de ce dernier. Il la jugeait alors comme la principale cause de la chute de la production agro-pastorale. Selon lui et les membres de la Société Rurale, l'agriculture était sacrifiée sur l'autel de l'industrialisation du pays et l'interventionnisme d'Etat[497]. Ce genre d'arguments a été largement utilisé durant les gouvernements péronistes de Nestor Kirchner et Cristina Fernández de Kirchner, entre 2003 et 2015, où il était même question de « décennie perdue » pour l'agriculture.

Lors d'un entretien télévisé enregistré le 3 septembre 1973, soit à peine deux mois et demi après son retour d'exil, Juan Domingo Perón traça les grandes lignes politiques et économiques de son prochain gouvernement :

> « D'ores et déjà, dans le monde actuel, la guerre pour les protéines a commencé. Remarquez que tout le monde est en train de semer du soja, on essaie de développer des élevages en Algérie, au Moyen-Orient, en Afrique. Il n'y a pas moyen. Les sources de protéines se trouvent dans notre pays. […] Tous les autres pays vont finir par se développer. Regardez que dans certains de ces pays, il y a jusqu'à 50% d'indigènes encore. Ce sont les pauvres d'aujourd'hui mais ce seront les riches du futur ; quand la technologie et le

---

497 *Carla Gras, Valeria Hernandez, op. cit., p. 31.*

gaspillage écologique auront atteint une limite, comme c'est déjà le cas en Europe. Toute la production mondiale de blé n'est pas suffisante pour couvrir la demande actuelle, elle couvre à peine 96% des besoins, seulement de l'Europe. C'est un problème très grave. J'ai été, pour ce pays, industrialiste. J'ai mis en marche l'industrie lourde, à partir des matières premières. J'ai dû freiner l'agriculture et l'élevage pour cela mais c'était un monde différent à celui d'aujourd'hui. Je crois qu'il faut pouvoir produire 200 millions de tonnes de blé par an et que l'on doit pouvoir arriver à un cheptel de 150 millions de vaches. Nous avons l'espace pour le faire.

Et ce ne sera pas une affaire pour la Société Rurale, ce sera une affaire pour la République d'Argentine[498]. »

Ainsi, contrairement à sa politique de redistribution de la rente agraire en faveur de l'industrie, Perón mit en exergue les capacités productives de l'agriculture argentine et la possibilité de les faire évoluer. Dans un article, son sous-secrétaire à l'agriculture, Armando Palau, relata qu'à l'occasion de son retour en Argentine, Perón lui confia « avoir eu tort quand il avait voulu dire aux producteurs ce qu'il fallait produire et comment […] il avait cherché à corriger ses erreurs en utilisant de nouvelles technologies mais il était mort peu de temps après.[499] »

Marquant une certaine rupture avec ses discours antérieurs, lorsqu'il était au gouvernement entre 1946 et 1955, Perón exprima, lors de son échange avec les journalistes, une réelle volonté de politique de puissance en s'appuyant sur son agriculture, et plus précisément sur le soja. Joignant les actes à la parole, il somma, en 1974, son sous-secrétaire à l'agriculture d'aller chercher des variétés de semences de soja aux États-Unis. Pour ce faire, il mit à disposition d'Armando Palau un avion-cargo des forces armées argentines au moyen duquel celui-ci importa une variété de soja qui allait transformer l'histoire agricole de l'Argentine[500]. En moins de dix ans, la culture de soja a doublé ses surfaces pour atteindre 2 millions d'hectares en 1984[501]. Aujourd'hui, elle représente la moitié des cultures et couvre près de vingt millions d'hectares.

Lors d'un entretien avec Hector Huergo, ancien président de l'Institut National de Recherches Agronomiques d'Argentine (INTA) et proche d'Armando Palau à l'époque des

---

498 *« Perón y la soja », https://www.youtube.com/watch?v=xsTu6fGJzv0*

499 *Silvia Mercado, « Peronismo, campo y poder », https://www.lapoliticaonline.com.*

500 *Ibid.*

501 *Osvaldo Barsky, Jorge Gelman, op. cit., p. 433.*

faits, celui-ci m'avoua, au sujet de cet épisode, que « les producteurs actuels de soja n'aiment pas trop qu'on le leur rappelle[502]. » En effet, la majorité des producteurs se définissant comme anti-péronistes, reconnaître que la construction d'une politique de puissance, basée notamment sur la culture du soja, soit le fruit d'une vision de Juan Domingo Perón entrerait en contradiction avec leurs principes et idéaux politiques.

Si, jusqu'à aujourd'hui, cet épisode n'a pas mérité de place particulière dans l'histoire agricole argentine, malgré son évidente dimension géopolitique et stratégique, cela est aussi lié au coup d'état militaire qui suivit la mort de Perón en 1976.

En effet, la junte militaire chercha, à nouveau, à effacer toutes traces du péronisme, même celle de la construction d'une politique de puissance au moyen de l'agriculture, dont la finalité aurait pourtant bénéficié à l'oligarchie foncière.

Cette dictature se caractérisa par son haut niveau de violence et le recours au terrorisme d'Etat pour maintenir la population sous contrôle[503]. Cependant, durant ces années de plomb, Armando Palau réussit à réunir un groupe de jeunes agronomes péronistes qui, au retour de la démocratie, à partir de 1983, allait devenir des acteurs essentiels de la montée en puissance de l'agriculture argentine. Parmi ceux-ci figurait notamment Felipe Solá qui fut Ministre de l'Agriculture sous la présidence de Carlos Menem, de 1989 à 1991 puis de 1993 à 1999. Ce fut durant cette seconde période à la tête du Ministère qu'il pilota le dossier d'autorisation du soja transgénique en Argentine. Hector Huergo, pour sa part, prit un temps la tête de l'INTA, tandis que Martin Piñeyro fut nommé Directeur Général du prestigieux Institut Interaméricain de la Coopération Agricole (IICA) et Président du conseil d'administration de l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI).

Lors d'une discussion avec Hector Huergo et Jorge Castro, ancien Secrétaire de la planification stratégique de Carlos Menem, les deux hommes m'évoquèrent un voyage effectué en Chine, à la fin des années 1980, où ils furent frappés par les débuts de l'industrialisation

---

[502] *Entretien avec Hector Huergo, ancien Directeur de l'INTA et actuel Directeur de la rédaction du supplément agriculture du quotidien Clarín, à Buenos Aires, le 16/11/2017.*

[503] *Durant la dictature militaire, qui dura du 24/03/1976 au 10 décembre 1983, le nombre de personnes disparues est estimé à 30 000 alors que quelque 500 000 personnes durent s'exiler pour éviter la prison, la disparition et/ou la mort. L'appropriation de bébés fut aussi un trait marquant de cette dictature qui n'hésita pas à enlever, faire disparaître et dissimuler l'identité des enfants des détenus-disparus, au moyen de naissances clandestines et d'adoptions illégales. Depuis les débuts de la dictature, des femmes ont eu le courage de réclamer pour leurs proches disparus et de manifester malgré les interdictions et les dangers encourus. Connues sous le nom des Grands-Mères de la Place de mai, en référence à la place jouxtant du palais de la Présidence, ces femmes restent aujourd'hui le symbole de la lutte contre les ignominies de la dictature et continuent à chercher inlassablement les enfants, devenus adultes, dont l'identité a été usurpée. A ce jour, 130 petits-enfants ont pu recouvrir leur identité grâce à leur travail.*

chinoise et comprirent que cette masse de travailleurs devait être nourrie. Or, ils en déduisirent rapidement que la Chine n'avait pas les moyens agronomiques, en terre et en eau, pour produire les protéines nécessaires aux besoins de sa population. Ils en conclurent alors que l'Argentine avait devant elle un avenir prometteur en produisant du soja[504]. L'anecdote de ces deux hommes renvoyait immanquablement à la « guerre des protéines » de Juan Domingo Perón et participait d'une reconstruction du « grenier du monde ». Aux ouvriers britanniques se substituaient les ouvriers chinois. La sojatisation du « grenier du monde » commença d'abord dans les esprits.

C) Révolution technologique et essor de la production

Durant les années 1990, la modernisation de l'agriculture argentine avait connu une accélération phénoménale avec l'introduction de semences génétiquement modifiés (OGM). Faisant partie d'un « paquet technologique », qui incluait le recours au semis direct, l'utilisation d'herbicide spécifique et d'engrais, l'adoption de ces semences avait permis une augmentation significative des rendements agricoles et par conséquent des volumes de production à exporter. Ces transformations ont constitué la clef de voûte de tout un ensemble de transformations touchant le secteur agricole et permettant l'extension des surfaces cultivées. Cependant, la meilleure gestion de l'humidité des sols par le semis direct ne fut pas la seule à expliquer l'expansion des grandes cultures hors de la Pampa humide. Le rôle des semences transgéniques fut décisif car elles rendirent possibles l'association des différentes techniques tout en assurant des rendements élevés, notamment sur des terres qui n'étaient auparavant pas dédiées aux grandes cultures[505].

Le soja fut la première espèce d'OGM à être autorisée dans le monde mais aussi en Argentine. Issue d'une innovation de la société américaine Monsanto, réalisée en 1994, ce soja a été génétiquement modifié pour résister à l'application d'un herbicide à large spectre, le glyphosate. Il fut appelé soja RoundUp Ready (RR), en référence au nom commercial du glyphosate de Monsanto, le RoundUp. L'application de cet herbicide a permis le contrôle des mauvaises herbes sans affecter la croissance de la plante, désormais résistante grâce à sa

---

[504] *Durant mes séjours en Argentine, que ce soit pour mes travaux de thèse ou bien dans le cadre de mes activités professionnelles, j'ai rencontré à de nombreuses reprises Jorge Castro, Hector Huergo ou bien encore Martin Piñeyro. Participant aujourd'hui d'un groupe de réflexions prospectives sur l'agriculture argentine, dont ces personnes font également partie, j'ai eu l'occasion d'échanger de manière informelle avec elles mais aussi de les écouter raconter des anecdotes de leur jeunesse ou de leur vie politique antérieure.*

[505] *Christophe Alabaldejo, Xavier Arnauld De Sartre,* Une révolution agricole incomplète ? Leçons d'Argentine*, Les révolutions agricoles en perspectives, Groupe France agricole, 2012, p. 51-72.*

modification génétique[506]. En outre, cette innovation a aussi favorisé la généralisation de la technique du semis direct. En effet, en semant les grandes cultures sans préparation préalable de la terre, autrement dit sans la labourer, cela n'empêchait pas la pousse d'adventices, nuisibles à la croissance des cultures. Or, en utilisant les semences de soja RR, le problème était résolu. Les deux innovations étant complémentaires, leur adoption fut très rapide et intégra un ensemble de procédés et de produits désormais indispensables lors de chaque campagne agricole. Surnommé paquet technologique, il incorporait les semences OGM, les produits phytosanitaires et le semis direct.

En Argentine, les premiers essais de soja transgénique eurent lieu dès 1991. Cependant, la variété utilisée ne correspondant pas aux conditions agro écologiques des plaines pampéennes, un programme de recherche fut développé afin d'obtenir une variété adaptée. Ainsi, Nidera fut la première entreprise à acquérir le droit de commercialiser une variété de soja RR en Argentine, en 1996, devançant Monsanto et assurant une diffusion à un coût très compétitif[507]. Cette autorisation de mise sur le marché marqua un véritable tournant pour l'agriculture argentine et ses territoires.

L'adoption des semences de soja RR a été particulièrement fulgurante. Lors de sa première récolte, elles ne couvraient que 370 000 hectares, soit à peine plus de 5% de la superficie totale de soja semé sur le territoire. En l'espace de trois ans, en 1999, le soja RR s'étalait sur près de 7 millions d'hectares, soit déjà 75% des surfaces de soja. Cinq plus tard, en 2004, il représentait la quasi-totalité de toute la surface de soja semé en Argentine, soit 97%, en s'étendant sur 14 millions d'hectares[508].

Soutenue par une demande mondiale en forte croissance, cette expansion rapide de la culture du soja dans les plaines de la Pampa a initié un processus de sojatisation de l'agriculture et de reconversion des activités d'élevage, transformant à nouveau les paysages.

---

[506] *Guillermo Anlló, Roberto Bisang, Mercedes Campi, op. cit., p.127.*

[507] *Bien que le gène de résistance au glyphosate ait été développé par la société Monsanto aux États-Unis, cette innovation a été transférée en Argentine par la société Nidera qui avait acquis la société Asgrow Argentina, détentrice d'une licence d'exploitation du gène RR de Monsanto. Quand Monsanto racheta la maison mère de Asgrow, aux États-Unis, et voulut faire valoir ses droits en Argentine sur son brevet, sa demande fut rejetée car le gène avait déjà été diffusé par une autre entreprise. Si Monsanto a depuis réussi à passer des partenariats avec des sociétés semencières pour obtenir des royalties sur son innovation, les premières années de diffusion du gène RR en Argentine se firent à un coût inférieur aux autres pays.*

[508] *Mercedes Campi, op. cit., p. 201.*

L'introduction du soja en Argentine n'a donc pas été une évidence. Culture étrangère et mal adaptée aux conditions agronomiques du pays, il lui a fallu plus de soixante-dix ans pour pénétrer les espaces agricoles argentins, notamment grâce à la vision stratégique de Juan Domingo Perón, dans les années 1970. Pourtant, le processus de sojatisation de l'agriculture ne s'est opérée que vingt ans plus tard à la faveur d'une révolution technologique, favorisant l'association de techniques qui allaient permettre une expansion territoriale rapide. Les années 1990 coïncidant avec des évolutions fortes de la consommation mondiale de protéines végétales et animales, le phénomène de sojatisation allait s'accentuer et provoquer de profondes mutations territoriales et une reconfiguration des enjeux de pouvoir.

3.2.3 MUTATIONS TERRITORIALES ET NOUVEAUX ENJEUX DE POUVOIR

Les évolutions des paradigmes productifs et organisationnels ont joué un rôle primordial dans la construction d'un nouvel imaginaire civilisateur et révolutionnaire de l'agriculture argentine. Redevenir le « grenier du monde », désormais « sojatisé », a impliqué des mutations territoriales fortes, un regain de la concentration foncière et une reconfiguration des jeux d'acteurs et des enjeux de pouvoir.

A) Mutation de l'espace agricole : le « désert vert »

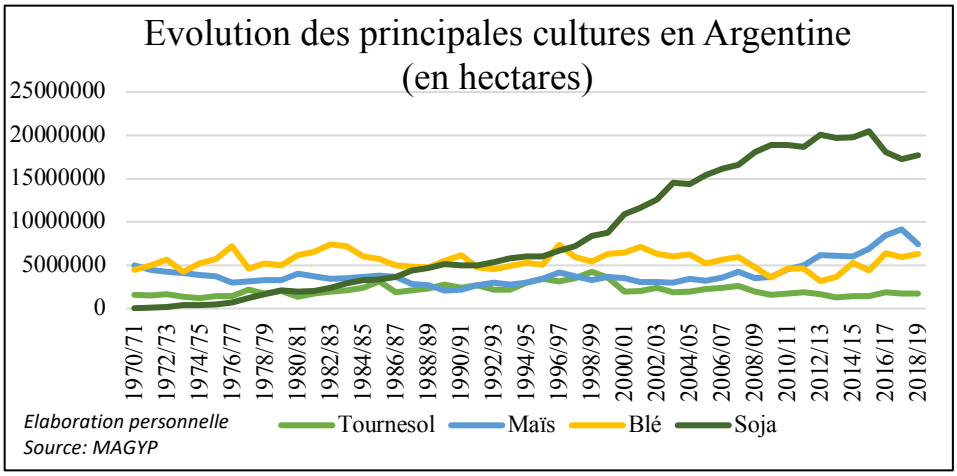
L'un des faits marquants depuis les premières transformations productives et le phénomène d'agriculturisation, initié à partir des années 1970, et celui de la sojatisation, à partir des années 1990, a été la nouvelle transformation des paysages des plaines pampéennes. Après l'expansion agro-pastorale de la fin du 19e et début du 20e siècle, la construction de voies ferrées, la clôture des propriétés foncières au moyen du fil de fer, le peuplement des espaces pampéens grâce à l'immigration, les territoires ruraux ont vécu une nouvelle mutation sous la pression de l'expansion du soja. Des espaces autrefois dédiés à l'élevage, activités traditionnelles des plaines pampéennes, ont en effet cédé plus de 5 millions d'hectares à la production de soja et des différentes cultures[509].

Sous la pression de la croissance rapide de la demande mondiale de protéines végétales, l'appareil productif argentin s'est adapté au détriment de ses activités pastorales traditionnelles

[509] *Osvaldo Barsky, Jorge Gelman, op. cit., p. 436.*

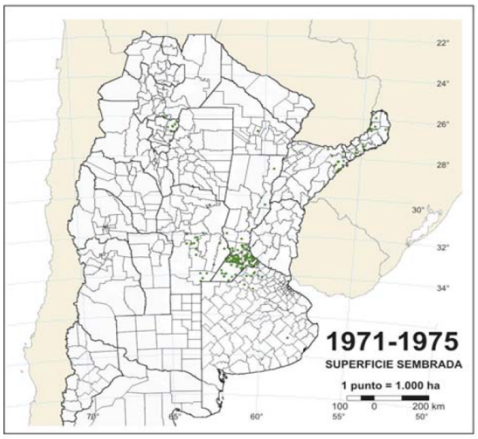
mais aussi de certaines autres cultures, comme le tournesol par exemple. Celles-ci se sont trouvées en concurrence directe avec des cultures plus rentables, comme le soja, dont les exportations ont servi à alimenter les filières d'élevages d'autres pays. L'implantation des cultures de soja dans les plaines pampéennes s'est révélée particulièrement lucrative, pouvant atteindre une rentabilité jusqu'à 300% supérieure à celle de l'élevage[510].

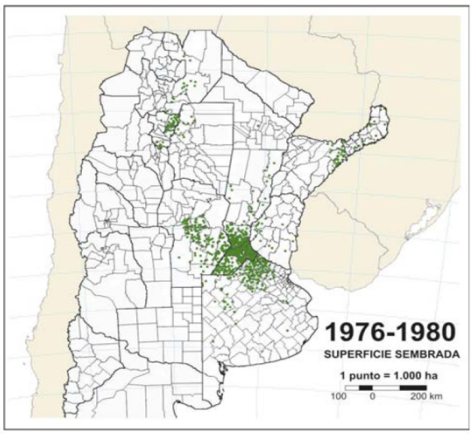
Aussi, il n'est pas surprenant de constater que près de la moitié des surfaces cultivées aujourd'hui en Argentine est dédiée au soja. Le graphique suivant – qui ne montre que les quatre principales cultures – blé, maïs, tournesol et soja – nous permet de visualiser la progression fulgurante du soja depuis une quarantaine d'années.

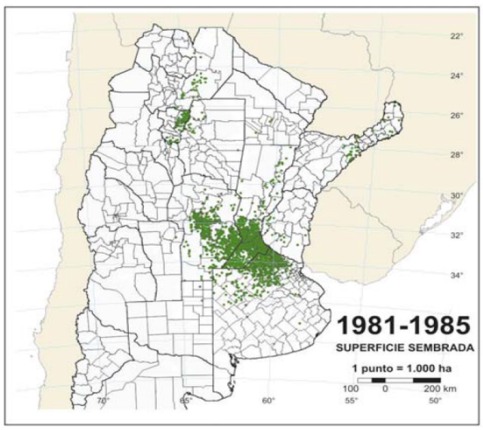


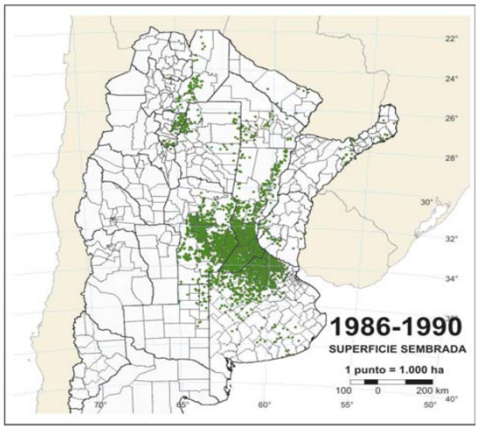
Couvrant 18 millions d'hectares, le soja domine nettement les espaces agricoles productifs argentins. Plus des trois-quarts des surfaces de soja sont encore cultivées dans la région pampéenne. Au cœur de celle-ci, dans une zone appelée « *zona núcleo »,* elle a remplacé toutes les cultures précédentes comme le maïs ou le tournesol. La carte suivante nous permet de visualiser le développement des zones d'implantation du soja depuis les années entre 1970. Cette expansion vers les nord du pays a non seulement entrainé de lourdes conséquences environnementales mais elle a aussi provoqué de sérieux conflits géopolitiques, en contraignant les activités d'élevage à se relocaliser dans les territoires de la province de Formosa.

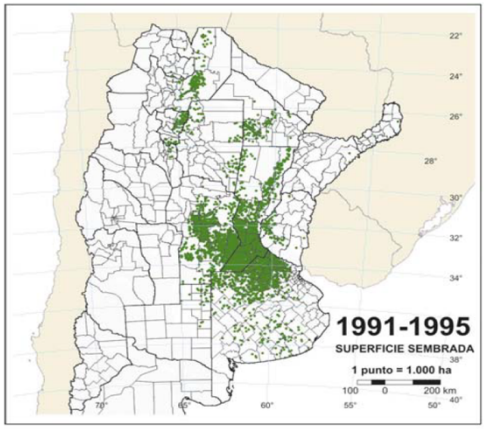
[510] « Facteurs d'ancrage territorial des activités agricoles. Soja et élevage en Argentine. », *Economie Rurale 2/2011, (n°322), 2011, p. 70.*

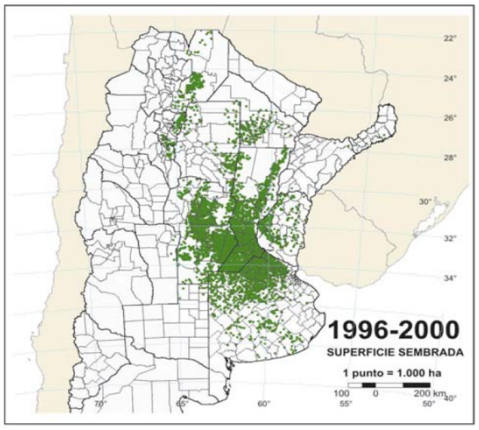


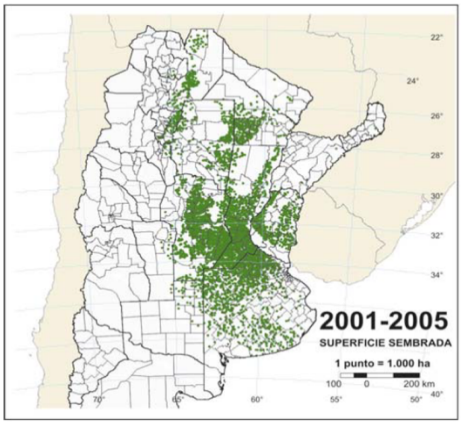












Évolution de la superficie de soja en Argentine depuis les années 1970

Source : CONICET

Outre le vocable de sojatisation pour caractériser une telle expansion sur et hors des surfaces agro-pastorales pampéennes, une nouvelle expression a surgi pour qualifier cette transformation paysagère, le « désert vert ». A l'origine, il s'agissait pour les détracteurs du modèle sojicole de désigner un aspect négatif de cette mutation productive dont les avancées étaient assimilées à une homogénéisation néfaste des activités agro-pastorales ainsi qu'à la destruction de la biodiversité dans les zones de fronts agraires. S'il est difficile de dater la première utilisation de l'expression de « désert vert », celle-ci, en revanche, a été employée dans de nombreux articles et ouvrages scientifiques[511] ainsi que des articles de presse[512] ou des documentaires[513] dès le milieu des années 2000, en pleine boom sojicole argentin. A titre d'exemple, Maximiliano Uller, chercheur au Centre de la Coopération Culturel (CCC) et auteur d'un chapitre d'ouvrage questionnant la monoculture du soja, s'y référa ainsi :

> « Cette culture a avancé de manière accélérée sur la frontière agricole, déplaçant les activités traditionnelles et affectant sévèrement la biodiversité, principalement dans les régions non traditionnelles comme le NOA et le NEA (nord-ouest et nord-est de l'Argentine), où le déboisement des massifs forestiers natifs fait céder du terrain face à l'imparable "désert vert".[514] »

Repositionné sur un temps long, l'emploi du mot désert par les détracteurs du modèle sojicole interroge et revêt une dimension particulière. En effet, la représentation des espaces pampéens comme un « désert » a été un véritable moteur de la conquête territoriale argentine mais elle a aussi été primordiale dans la construction de l'identité argentine et, finalement, dans l'avènement d'une représentation de la puissance.

Civiliser le désert et le cultiver étaient des objectifs de générations d'oligarques, depuis Sarmiento, au milieu du 19e siècle, aux intellectuels du début du 20e siècle qui écrivirent les lignes d'un roman national moderne. Par conséquent, représenter l'expansion de la monoculture du soja comme un « désert vert » peut être interprété, par les porteurs de la révolution sojicole, comme un accomplissement bien plus que comme une critique. Il s'agit là, pour eux, d'une incarnation réussie du projet de la « Génération de 1880 » car ils sont parvenus à verdir le

---

511 *Diego Fernández,* El desierto verde, sobre el proceso de concentración en la agricultura pampeana, *Imago Mundi, Buenos Aires, 2018, 376 p.*

512 *https://www.lanacion.com.ar/espectaculos/cine/una-discusion-necesaria-y-urgente-nid1636192*

513 *« Desierto verde », documentaire réalisé par Ulises de la Orden, Argentina, 2013.*

514 *Maximiliano Uller, « Los riesgos del monocultivo de la soja :¿Un desierto verde ? », in Martín Burgos (Dir.), op. cit. p. 53.*

« désert ». Ce faisant, la progression du modèle sojicole revêt une nouvelle dimension du mythe d'un « destin manifeste à la créole[515] », dont les impacts territoriaux se traduisent par la constitution de fronts agro-pastoraux, autrement dit l'invention de nouveaux « déserts » à conquérir.

Ainsi, aux marges immédiates de la Pampa, dans les régions voisines touchées par la vague sojicole, un autre mot est apparu, celui de « pampéanisation » des espaces productifs du Nord-Ouest (NOA) et du Nord-Est (NEA) de l'Argentine, où s'y est diffusé le modèle productif lié au soja. Là, contrairement aux plaines pampéennes, l'expansion du soja s'est effectuée au détriment de cultures régionales ou en incorporant des terres prises à la forêt[516].

B) Impact de l'avancée d'un front sojicole sur la déforestation

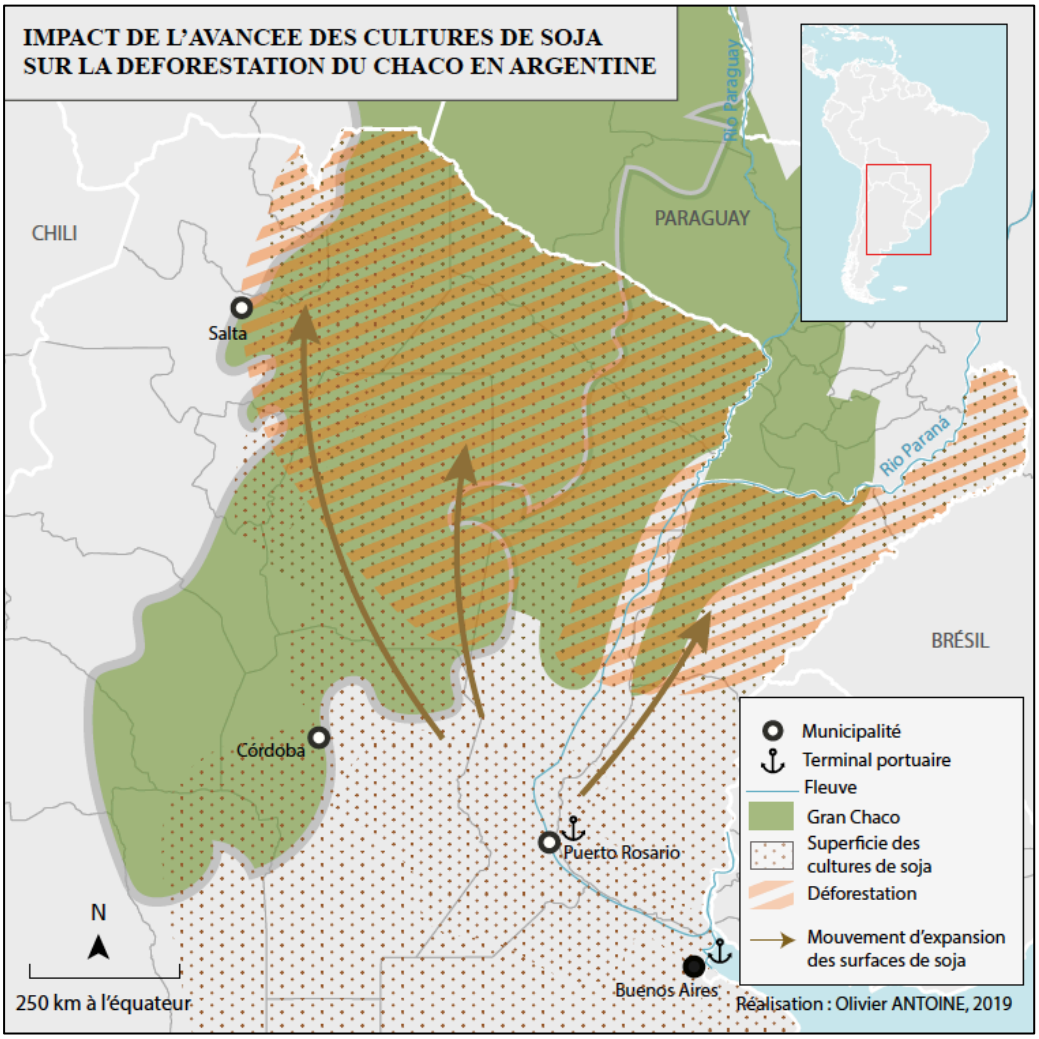
A partir des années 1990, la culture du soja s'est répandue dans les plaines de la Pampa, déplaçant des activités jusque-là traditionnelles comme l'élevage. Depuis plusieurs années maintenant, le soja a même dépassé les frontières de la Pampa et a commencé à gagner les espaces forestiers du Chaco, plus au nord, où il a été l'un des principaux moteurs de la déforestation dans de nombreuses régions. Cet aspect de l'avancée du front sojicole est important à plusieurs titres.

Tout d'abord, il permet de mettre en lumière une partie des conséquences environnementales de la progression de la culture du soja ces dernières années. Ensuite, cela éclaire les raisons de la remontée des élevages de bovins plus au nord. En effet, en déplaçant les activités pastorales de la Pampa, celles-ci se sont relocalisées aux marges immédiates de la Pampa, dans les régions traversées par la forêt du Chaco. Or, en s'étalant sur ces aires forestières, le soja a de nouveau « chassé » les élevages, les obligeant à remonter plus au nord vers des territoires qualifiés de « terres de personne », sorte de nouveau « désert » à conquérir. Enfin, il permet de comprendre le pouvoir et l'influence exercés par les acteurs de la filière sojicole, dont les méfaits environnementaux sont largement décriés par la société civile, nationale et internationale, ainsi que les ONG, mais ne rencontrent que peu ou pas de résistance sur un plan politique local.

---

[515] *Maximiliano Uller, Ibid., p. 51.*
[516] *Osvaldo Barsky, Jorge Gelman, op. cit., p. 471.*

Selon un rapport de la Banque Mondiale, entre 2001 et 2014, l'Argentine a perdu plus de 12% de ses forêts, dont 93% dans le nord de l'Argentine[517]. Au cours de cette période, la forêt de Chaco a connu l'un des taux de déforestation et de conversion de ses sols parmi les plus élevés au monde, avec la perte de près de 45 000 km^2 de surfaces boisées. Cette déforestation a particulièrement affecté quatre provinces, Salta, Chaco, Santiago del Estero et Formosa, dont les surfaces de soja, au cours de la même période, sont passées de 915 000 hectares à près de 2,5 millions d'hectares. La carte suivante nous permet d'apprécier les aires de déforestation dans le nord de l'Argentine.



En 2007, face à l'ampleur de la déforestation, le gouvernement argentin a réagi en promulguant une loi de protection des forêts. Si cette loi a eu un certain effet sur le rythme de

[517] *http://documentos.bancomundial.org/curated/es/552861477562038992/pdf*

la déforestation[518], elle a fait l'objet d'infractions nombreuses et répétées. De fait, la déforestation du Chaco continue encore. Depuis 2007, plus de 2 millions d'hectares ont été déboisés malgré un travail de sensibilisation et les alertes de nombreuses ONG, comme WWF[519], Mighty Earth[520] ou encore Green Peace[521]. Le non-respect de cette loi est dû, entre autres, à un manque évident de moyens pour sa correcte exécution. Aujourd'hui, le Fonds national pour l'enrichissement et la conservation des forêts, en charge de l'application de la loi, perçoit à peine 6% du budget qui lui est théoriquement alloué, faute de volonté politique du gouvernement de prioriser la lutte contre la déforestation.

D'autre part, en 2015, le même gouvernement a lancé un grand plan d'infrastructures de transports, notamment ferroviaire afin de désenclaver les régions du nord du pays et ainsi améliorer leurs flux commerciaux à destination des ports d'exportation de Rosario. En cherchant à développer la productivité des provinces du nord de l'Argentine, ce plan, appelé « Plan Belgrano », visait aussi à consolider les fronts agraires, au risque d'en favoriser l'expansion, le coût du fret ne devant plus constituer un facteur limitant pour la mise en production des terres dans les provinces les plus éloignées.

Or, dans une vaste zone où les déboisements peinaient déjà à être contrôlés, la création ou la rénovation de lignes ferroviaires signifie aujourd'hui une pression plus forte sur les espaces forestiers du Chaco. De plus, au regard de la nouvelle crise traversée par le pays et de sa dépendance à son secteur agricole, l'incorporation de nouvelles terres pour doper la production, les exportations et les recettes fiscales, ne semble faire aucun doute.

Dès lors, la mise en production de nouveaux « déserts » et leur intégration au « grenier du monde » par le biais d'infrastructures de rattachement aux ports d'exportation provoquent de lourdes conséquences. En effet, la déforestation y joue un rôle majeur et le traitement des populations locales indigènes n'est pas sans rappeler celui réservé aux populations autochtones du « désert » lors des siècles précédents.

---

518 *« Monitoreo de la superficie de bosque nativo de la República Argentina », http://leydebosques.org.ar/zips/informesoficiales/Monitoreo_Superficie_BN_2014_2015_UMSEF_DB_MAyDS_2da_edicion.pdf.*

519 *https://wwf.be/assets/RAPPORT-POLICY/MARKETS/FR/le-boum-du-soja-version-longue-bd-1.pdf*

520 *http://www.mightyearth.org/wp-content/uploads/2018/04/ME_DEFORESTATION_EU_Spanish_R5.pdf*

521 *http://www.greenpeace.org/argentina/Global/argentina/2017/1/Deforestacion-norte-Argentina-Anual-2016.pdf*

C) Hégémonie de la production de soja et son rôle dans la reconstruction économique de l'Argentine

La dynamique historique de la culture du soja n'a pas eu uniquement un fort impact territorial, elle a aussi profondément affecté l'économie argentine. En devenant la première surface cultivée du pays, le soja s'est aussi positionné comme le premier produit à l'export et, par conséquent, le premier pourvoyeur de devises étrangères. Le modèle agro-exportateur historique de l'Argentine s'est bâti, en grande partie, sur de la dette étrangère. Cent ans après, la donne n'a pas changé et l'Etat argentin reste un consommateur de dettes externes, s'appuyant largement sur la taxation de ses exportations pour les rembourser.

Suite à la crise économique et financière de 2001[522], l'Argentine a connu une forte récupération économique due à l'augmentation très significative de ses exportations de matières premières agricoles, essentiellement celles de soja. Si une série de facteurs macroéconomiques ont rendu possible, dès 2002, le bon comportement des exportations de soja, comme la fin de la parité entre le peso et le dollar, la forte dévaluation de la monnaie nationale et la hausse du prix international du soja, l'Etat a aussi entrepris de taxer les exportations de ses matières premières afin de pallier le manque de liquidités auquel il était confronté. Dès mars 2002, les exportations de soja ont été ainsi taxées à hauteur de 13,5%, avant de passer, à peine un mois plus tard, à 23,5%.

Le contexte international de la demande alimentaire, à partir du début des années 2000, a provoqué une forte croissance de la demande de soja et par conséquent, de son cours sur les marchés internationaux. Aussi, en 2007, profitant de sa très forte rentabilité pour les producteurs, le gouvernement argentin éleva les taxes à l'exportation à 27,5% puis à 35% en 2008[523]. Alors qu'en 2001, lorsque l'Argentine entra en crise, le cours de la tonne de soja était à 150 dollars, en 2008, il grimpa jusqu'à 590 dollars. Dans ce même laps de temps, l'Argentine

---

[522] *En décembre 2001, l'économie argentine entra dans une crise politique, économique et sociale qui plongea le pays dans une profonde récession. Considérée comme la plus violente crise de l'histoire économique du pays, elle fut en fait le climax d'une crise plus longue commencée en 1998 suite à la crise financière asiatique (1997) puis l'éclatement de la bulle spéculative sur les investissements dans l'internet (2000). L'Argentine était alors fortement exposée aux fluctuations des marchés internationaux suite à la décision du gouvernement de Carlos Menem de lier la monnaie nationale au dollar américain afin de stabiliser son économie et juguler l'hyper inflation qui minait alors son économie. En 2001, alors que la survie de l'économie dépendait d'un prêt du FMI, dont les conditions ne faisaient qu'empirer la situation économique et sociale du pays, l'organisme se retira de l'accord de prêt et provoqua l'effondrement de l'économie argentine. Le pays, à court de liquidités, ne put honorer le paiement de ses dettes et entra en défaut de paiement, entrainant alors l'économie dans une récession dont elle ne commença à sortir qu'à partir de 2003.*

[523] *Osvaldo Barsky, Jorge Gelman, op. cit., p. 514.*

vit sa production de soja passer de 30 à 46 millions de tonnes[524] et le montant de ses exportations de soja et de dérivés passer de 3,7 à 16,5 milliards de dollars[525]. Tout cela constituait une opportunité financière et partant fiscale.

En 2008, le gouvernement de Cristina Fernandez de Kirchner envisagea ainsi de changer le système de taxation à l'export et de le rendre flottant, suivant à la hausse ou à la baisse le cours du soja sur les marchés internationaux. Mais le refus des producteurs d'un tel projet provoqua une crise sans précédent entre les différents acteurs de la filière de production et le gouvernement. Ces mobilisations furent l'occasion d'une démonstration de force qui mit en évidence le poids et la place de la filière dans le pays. Après des mois de conflit, le projet fut soumis au vote du Congrès qui le rejeta, signant son abandon définitif. La polarisation du conflit affecta durement le gouvernement, au point de perdre les élections législatives de mi-mandat un an plus tard, en 2009. Ce conflit avait constitué un point de rupture entre les producteurs et le gouvernement de l'époque, ceux-ci ayant dès lors pris ouvertement le parti de favoriser politiquement tout représentant de l'opposition. Depuis, les quatre principales organisations syndicales, SRA, FAA, CRA et CONINAGRO restent regroupées dans un groupe de liaison, *mesa de enlace,* pour négocier au nom de l'ensemble des acteurs de la filière les mesures concernant la production de soja.

Six ans plus tard, en 2015, alors que le niveau des taxes n'avait pas baissé, le candidat à la Présidence de la République, Mauricio Macri, promit qu'il éliminerait toutes les taxes à l'exportation sur les matières premières agricoles, s'il était élu. Quelques jours après son investiture, il se rendit dans la ville de Pergamino, dans la province de Buenos Aires, symbole de la contestation des producteurs de soja contre le projet de taxe flottante du gouvernement de 2008. Là, sur le bord de la route, il y annonça le retrait des taxes à l'exportation sur les matières premières agricoles, à l'exception du soja, pour lequel il prévoyait une diminution progressive[526]. Durant les années qui suivirent, la baisse des revenus de l'Etat fut conséquente et dut être compensée par de l'endettement public, terminant par provoquer une nouvelle crise financière. Sous pression, le gouvernement recourut à l'aide du Fonds Monétaire International qui lui octroya un crédit pour un montant de 57 milliards de dollars. L'une des premières

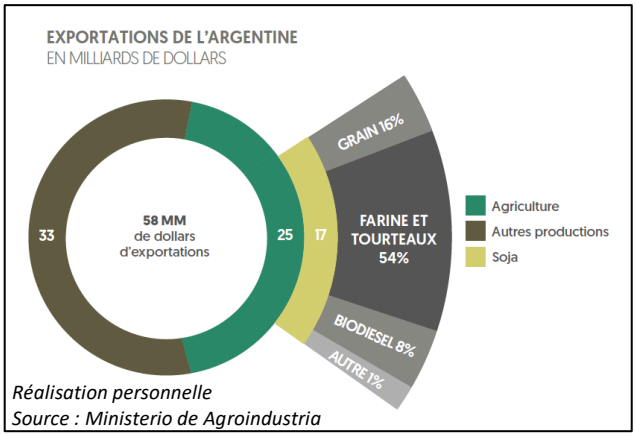
---

[524] *Ibid.*

[525] *https://wits.worldbank.org/CountryProfile/es/Country/ARG/Year/2001/Summarytext*

[526] *Mauricio Macri anunció eliminación de retenciones para exportaciones regionales, https://www.youtube.com/watch?v=Ewzz2lFxSlA*

mesures qu'exigea alors le FMI fut la restauration immédiate des taxes à l'exportation sur le soja[527].



Réalisation personnelle
Source : Ministerio de Agroindustria

Ceci montre combien le soja est devenu la culture clé du secteur agro-exportateur et de l'économie du pays. En 2017, ses exportations, aussi bien sous forme de grains que de dérivés (farine, huile, tourteaux et biodiesel), ont représenté plus de 70% des exportations du secteur agricole, générant plus de 17 milliards de dollars de revenus[528]. Le graphique ci-dessus nous permet d'apprécier le poids du secteur sojicole dans les exportations argentines, ainsi que la répartition au sein de la filière.

Cette même année, selon la Banque Mondiale, le secteur primaire représentait 5,6% du PIB argentin et connaissait une croissance de 4,4% quand le PIB augmentait de 2,9%. Cependant, l'année 2018 a été marquée par une crise économique et financière majeure qui a plongé le pays dans une profonde récession. Cette année-là, les mauvaises récoltes de soja, liées à une grave sécheresse, ont participé de la débâcle économique argentine.

D) Enjeux de pouvoir autour des semences OGM

A ce jour, le texte de loi régulant la propriété et l'usage des semences en Argentine a été promulgué en 1973 et confère à l'agriculteur une propriété et un usage sans restriction de ses propres semences[529]. Autrement dit, une fois les semences acquises, un agriculteur peut réutiliser une partie de sa production pour assurer sa prochaine récolte, se passant ainsi des éventuelles redevances à reverser à l'obtenteur de la semence, en l'espèce le groupe semencier.

Or, dans les années 1970, certaines productions, comme le soja, n'en étaient qu'à leur balbutiement et des évènements scientifiques, comme les organismes génétiquement modifiés, n'avaient pas encore bouleversé les méthodes de production agricole.

---

[527] *« El FMI recomendó al Gobierno frenar la baja de retenciones a la soja y vender tierras », https://www.perfil.com/noticias/economia/el-fmi-recomendo-al-gobierno-frenar-la-baja-de-retenciones-a-la-soja-y-vender-tierras.phtml.*

[528] *https://www.argentina.gob.ar/agroindustria*

[529] *Ley de semillas y creaciones fitogeneticas, Ley N°20.247, Buenos Aires, le 30/03/1973.*

Par conséquent, depuis la conversion massive aux espèces OGM, l'Argentine dépend pleinement des avancées de la technologie des groupes semenciers. La question ne se pose évidemment pas pour les semences stériles. En revanche, pour de nombreuses variétés de soja transgéniques les semences peuvent être réutilisées et les agriculteurs ont évidemment pris le parti de le faire, d'où la question du paiement de droits de propriétés aux firmes semencières pour cet usage.

Le débat autour de cette question oppose depuis de nombreuses années les groupes semenciers aux fédérations d'agriculteurs, notamment la Fédération Agraire Argentine (FAA)[530], représentante des petits agriculteurs. Bien que le rapport de force entre les différents acteurs semble disproportionné, la pression des groupes semenciers mondiaux pour exercer un contrôle direct[531] ou bien le faire encadrer par une loi n'a toujours pas abouti à ce jour. Au cœur de cette rivalité d'acteurs, le rôle de l'Etat est primordial. Au cours d'un entretien réalisé en avril 2016, lors d'une phase de tension entre les semenciers, les agriculteurs et le gouvernement, Marcelo Regunaga, ancien secrétaire d'Etat à l'agriculture et actuel directeur académique de la Bourse des céréales de Buenos Aires, résumait ainsi sa position : « il est impératif de trouver une solution à ce problème afin d'offrir aux semenciers des conditions propices à leur bon développement dans le pays[532]. »

La vision de cet ancien secrétaire d'Etat reflétait alors une opinion largement partagée par les membres du gouvernement, dont le ministre de l'Agro-industrie, Ricardo Burayile, qui se voulait néanmoins prudent publiquement, appelant à ce qu'une loi puisse voir le jour avec le plus large consensus. Pour sa part, la presse relayait les inquiétudes grandissantes de nombreux secteurs sur l'intérêt stratégique d'aboutir rapidement à un accord. En effet, les craintes étaient fortes que les groupes semenciers ne commencent à retarder la mise sur le marché argentin de

---

530 *Lors d'une réunion de la Commission des semences de la FAA, organisée le 30 juin 2017 dans la ville de Rosario, les membres de celle-ci ont réitéré avec force conviction le droit des agriculteurs à utiliser et réutiliser les semences obtenues lors de leurs récoltes telle que le leur autorise la loi de 1973. En appelant l'Etat à se porter garant du respect de la loi, la FAA cherche évidemment à mettre la pression sur le gouvernement alors que les tractations entre les semenciers et le ministère de l'agro-industrie tendent à s'incliner en faveur des requêtes des ces derniers.*

531 *Le leader des semences transgéniques, la firme Monsanto, avait instauré un système de contrôle des fèves de soja récoltées par les producteurs dans les zones de stockage portuaire afin de détecter l'usage de l'une de ses semences génétiquement modifiées, le soja résistant aux insectes. En avril 2016, le Ministère de l'agro-industrie a freiné cette initiative au motif qu'elle ne comptait sur son aval. Depuis, le gouvernement a chargé un organisme public indépendant de se charger des contrôles.*

532 *Entretien avec Marcelo Regunaga, Secrétaire d'Etat à l'agriculture en 2001, à Buenos Aires, le 20/04/2016.*

nouvelles semences de soja plus productives, révélant ainsi le poids stratégique pris par ces fournisseurs d'intrants[533].

E) Le soja : un nouveau levier de pouvoir financier et monétaire

Au fil des années et des récoltes grandissantes, la manne financière générée par les exportations de soja a non seulement attisé les convoitises de gouvernements en manque de liquidités, mais elle a aussi donné un important pouvoir de négociation aux différents acteurs de la filière et avant tout, les producteurs.

En effet, grâce aux silos-sacs, les producteurs possèdent un instrument de maîtrise logistique, leur permettant de contrôler la vente et la mise sur le marché de leur récolte de soja, et leur facilitant les implantations dans des zones faiblement structurées. Par ailleurs, ces silos-sacs représentent aussi une arme de négociation redoutable. En préservant les récoltes sur leur site de production, les producteurs retrouvent d'une part, une marge d'indépendance vis-à-vis des autres maillons de la chaîne de valeur (transporteurs, collecteurs, exportateurs, traders) et, d'autre part, ils peuvent utiliser la vente de leur récolte comme moyen de pression pour obtenir une dévaluation de la monnaie nationale et ainsi engranger de meilleurs bénéfices ; le cours du soja étant libellé en dollar tandis que les producteurs vivent avec des pesos.

Cette stratégie a été observée à de nombreuses reprises depuis le début des années 2000, notamment durant le gouvernement de Cristina Fernandez de Kirchner, dont la politique fiscale avait irrité l'ensemble des acteurs de la filière. Cependant, même sous l'administration de Mauricio Macri, pourtant proche des revendications des producteurs de soja, ces derniers n'ont pas hésité à user de leur pouvoir de nuisance financière vis-à-vis de l'Etat pour obtenir la dévaluation de la monnaie. Ainsi, en 2017, ils ont retenu plus de la moitié de leur récolte de soja pour faire pression sur le gouvernement et l'influencer dans la conduite de sa politique monétaire[534].

A peine un an plus tard, au début de l'année 2018, dans le contexte de crise qui ébranlait l'économie du pays, de nombreux politiciens ont élevé la voix afin de demander aux producteurs de soja de faire « acte de patriotisme » en « liquidant leur récolte » et ainsi permettre au gouvernement de percevoir les taxes nécessaires au bon fonctionnement de son

---

[533] *« La ley de semillas », http://www.lanacion.com.ar, 23/09/2017.*

[534] *El campo retiene el 55 por ciento de la cosecha de soja y sigue apostando a una nueva devaluación https://portaldenoticias.com.ar/2017/08/29/campo-retiene-soja-nueva-devaluacion.*

administration, au paiement de ses dettes, mais aussi de faire circuler des dollars dans le circuit financier local[535].

D'évidence, il s'agit là d'un jeu risqué car les cours peuvent aussi fluctuer à la baisse et se retourner contre les spéculations des producteurs. Néanmoins, ce type d'attitudes démontrent bien à quel point le soja représente un outil financier vital pour l'Etat argentin et, par conséquent, offre un instrument de pouvoir et un levier de négociation redoutable pour les acteurs de la filière sojicole, notamment les producteurs.

F) Culture du soja et repositionnement politique des mouvements syndicaux agricoles

En 2008, la confrontation autour de la taxation des exportations de soja, entre le gouvernement de Cristina Fernandez de Kirchner et les organisations syndicales agricoles, a révélé le poids symbolique et politique que pouvaient encore véhiculer de tels syndicats. Tandis que les nouvelles formes de production avaient multiplié le nombre d'acteurs dans la chaîne de production de valeur agricole et avaient eu tendance à faire perdre leur influence aux organisations traditionnelles, les débats autour de la fiscalité du soja ont redonné une nouvelle vigueur politique aux quatre syndicats historiques, la SRA, la FAA, CONINAGRO et la CRA, ainsi qu'une visibilité médiatique les repositionnant au cœur des enjeux agro-politiques du pays.

L'ampleur de l'expansion des cultures de soja ainsi que son impact économique ont affecté tout le spectre productif argentin. Petits, moyens et grands producteurs se sont trouvés un intérêt commun à défendre quand le gouvernement de Cristina Kirchner a fait le choix d'une hausse des taxes à l'exportation sans discrimination de la taille des exploitations. Si des fronts communs syndicaux avaient existé par le passé, celui-ci a marqué un moment historique. Largement relayé par les médias et soutenu par l'opposition politique, ce regroupement a démontré une capacité de mobilisation sans précédent, mettant à mal l'exécutif argentin.

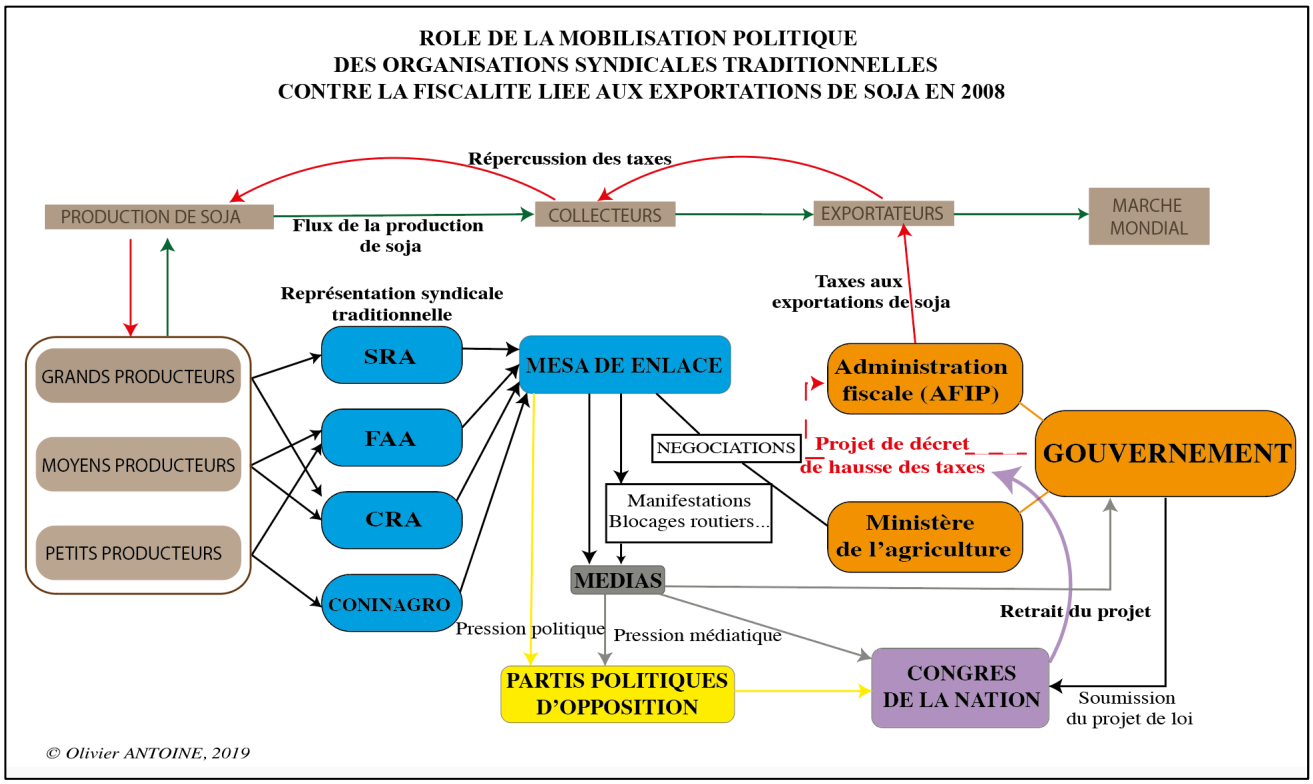
Largement soutenu par l'opposition politique, les contestations ont permis de faire reculer l'exécutif, en revenant sur la promulgation d'un décret, puis à le soumettre au vote du congrès où le sort du projet de loi s'est joué à une voix près, celle du Vice-Président, Julio Cobos, qui vota contre et enterra définitivement le projet. Par la suite, certains membres des syndicats mobilisés lors de cette confrontation ont participé à l'aventure politique de

---

[535] *« El pedido de Elisa Carrió al campo: "¡Hagan Patria! Liquiden la soja para que entren dólares" », https://www.infobae.com/politica/2018/05/11/el-pedido-de-elisa-carrio-al-campo-hagan-patria-liquiden-la-soja-para-que-entren-dolares/*

l'opposition qui finit par remporter les élections présidentielles de 2015 sous l'impulsion d'un mouvement de coalition de droite, CAMBIEMOS, emmené par Mauricio Macri.

Sous la présidence de Mauricio Macri, la *mesa de enlace* est restée une instance de négociation entre les partenaires syndicaux de l'agriculture et le ministère de l'agro-industrie permettant aux organisations syndicales de préserver une position privilégiée dans les discussions autour des évolutions du secteur, comme ce fut le cas notamment pour la loi sur les semences. Toutefois, les années du gouvernement de Mauricio Macri ont été marquées par une absence de mobilisation syndicale sur les questions liées à la production de soja, les taxes ayant baissé. En revanche, dès l'élection fin 2019 du président péroniste, Alberto Fernandez, les tensions avec le secteur agricole se sont ravivées. Face à la décision du nouveau gouvernement de relever les taxes sur les exportations de soja, la *mesa de enlace* s'est immédiatement activée pour obtenir le retrait de ce projet en lançant des mesures de protestation et de blocages routiers comme en 2008. Résumant bien le lien entre la production de soja et la mobilisation politique des syndicats, le quotidien *Pagina 12* a intitulé sa une du 06 mars 2020 : « Encore une fois le soja ! »[536].



536 *https://www.pagina12.com.ar/251292-cese-de-ventas-contra-las-retenciones-a-la-soja*

- La SRA, Société Rurale Argentine, représente les grands propriétaires terriens et notamment les grands éleveurs, activité historique de ses sociétaires depuis sa fondation en 1866, dont le nombre est estimé aujourd'hui à quelque 7 000 membres. Avant-gardiste à sa création, elle paraît aujourd'hui en décalage avec nombre de nouveaux acteurs liés à la transformation technologique et productive de l'agriculture. En conservant un profil traditionnaliste, marqueur de son identité politique, elle exerce une influence importante pour la préservation des intérêts de ses membres. En 2017, son président, Luis Miguel Etchevehere, a été nommé ministre de l'agro-industrie dans le gouvernement de Mauricio Macri. Le dernier sociétaire de la SRA à avoir occupé un poste de ministre était José Alfredo Martinez de Hoz durant la dictature de 1976. Un tel retour en politique, sous un gouvernement de droite, démontre l'influence exercé par ce groupe sur une large partie du spectre politique argentin.

- La FAA, Fédération Agraire Argentine, fondée en 1912, demeure le syndicat emblématique des petits et moyens producteurs. Elle est traditionnellement opposée à la SRA sur les questions de concentration foncière, de droits de propriété sur les semences ou bien encore la défense de l'agriculture familiale. Revendiquant près de 100 000 petits et moyens producteurs, le syndicat est très actif sur le développement et la consolidation des mouvements coopératifs. Lors des manifestations de 2008, la participation à la *mesa de enlace* lui a offert une forte couverture médiatique dont certains de ses dirigeants, comme Alfredo de Angeli dans la province d'Entre Ríos, se sont servis à des fins politiques. Ralliant le mouvement de coalition de droite emmené par Mauricio Macri lors de l'élection présidentielle de 2015, ce dirigeant a été élu sénateur de la République en revendiquant la nécessité pour l'Argentine de « redevenir le grenier du monde.[537] »

- La CRA, Confédérations Rurales Argentines, est composée de confédérations et fédérations locales et régionales. Revendiquant 100 000 producteurs, elle défend les intérêts des moyens et grands producteurs qui ne sont pas représentés par la SRA et la FAA. Cette organisation est aujourd'hui la plus proche de cette génération de nouveaux producteurs. Elle est le fer de lance de la *mesa de enlace* dans les conflits autour du soja. En outre, son président actuel, Jorge Chemes, ancien député national du parti radical, peut compter sur de nombreux relais politiques pour défendre les intérêts de son organisation[538].

---

[537] *https://www.facebook.com/alfredodeangeli/photos/la-mirada-puesta-en-el-campo-el-campo-tiene-todo-para-sacar-el-pa%C3%ADs-adelante-sol/977450828953460/*

[538] *Horacio Rovelli, « País para pocos o nación para muchos », https://www.elcohetealaluna.com/pais-para-pocos-o-nacion-para-muchos/, 08/03/2020.*

- La CONINAGRO, Confédération Inter-coopérative Agricole, regroupe des fédérations de coopératives et cherche à donner une représentation nationale au mouvement coopératif agricole. Elle aussi revendique quelque 120 000 producteurs associés à 1 000 coopératives.

Si le cumul des adhérents de chacun des syndicats excède le nombre d'exploitants recensés par les instituts gouvernementaux, cela s'explique par le fait que nombre de producteurs sont affiliés à plusieurs organisations syndicales en même temps, soit de manière directe, soit au travers d'une fédération ou d'une coopérative locale.

3.3 LA SOJATISATION DE LA PUISSANCE ARGENTINE : LE « GRENIER D'UN MONDE CHINOIS »

Le renouveau de la puissance agricole argentine s'est appuyé sur la forte demande de matières premières agricoles émanant des pays émergents, au premier rang desquels la Chine est devenue le premier partenaire commercial du pays. Le soja a tenu une place particulière dans la relation entre les deux nations au point de représenter près de 70% du total des exportations argentines vers la Chine. Comme ses agriculteurs ont nourri les ouvriers anglais du 19e et 20e siècle, l'Argentine a renoué avec sa représentation de puissance en alimentant les ouvriers chinois du 21e siècle. Toutefois, cette nouvelle relation de dépendance à l'égard d'une puissance, en pleine ascension et à visée hégémonique, s'est nouée très rapidement. Le rapport entre la Grande-Bretagne et l'Argentine s'est construit sur plus d'un siècle, tandis que le lien avec la Chine ne s'est tissé que très récemment, en un peu moins de vingt ans. C'est pourquoi, ici, il est impératif de comprendre la situation de la Chine afin de mieux cerner la nature des liens avec l'Argentine.

La Chine, ancien empire agraire, a fondé sa puissance actuelle sur l'essor extraordinaire de son économie et son intégration rapide au marché mondial. Néanmoins, cette ouverture, l'élévation du niveau de vie de sa population et la transition alimentaire des citoyens ont entrainé une croissance fulgurante des importations de produits agro-alimentaires et entamé l'autosuffisance alimentaire du pays. En 2015, la Chine était parvenue à atteindre l'objectif officiel de couvrir 95% de ses besoins nationaux[539].

La question de la dépendance alimentaire chinoise, bien que cruciale pour le pays et pour le reste de la planète, est restée relativement peu abordée par la littérature économique et géopolitique[540]. Pourtant la croissance de la dépendance alimentaire de la Chine vis-à-vis des marchés internationaux interroge quant aux possibles impacts sur sa stabilité sociale et politique mais aussi et surtout sur les conséquences sur les marchés agricoles mondiaux au premier rang desquels se trouve l'Argentine.

Depuis de nombreuses années maintenant, l'agriculture chinoise s'est classée aux premiers rangs des productions agricoles (porc, riz, coton, thé, maïs…). Concernant le soja, le

---

[539] *Omar Odarda, « Argentine et Chine, l'épanouissement d'une relation stratégique », Le Déméter, Paris, 2017, p. 220.*

[540] *Jean-Marc Chaumet, « Nourrir 1,4 milliards de chinois, Un défi agricole, économique et géopolitique d'abord pour la Chine mais aussi le reste de la planète », Le Démeter 2017, 2016, p.43.*

pays n'en importait qu'une dizaine de millions de tonnes au début des années 2000. Dix ans plus tard, ce volume a été multiplié par cinq et, en 2018, les volumes importés ont même atteint 90 millions de tonnes. Le Département de l'Agriculture des États-Unis (USDA) a récemment estimé que le volume des importations de soja de la Chine devrait se situer aux alentours de 180 millions de tonnes dès 2024.

Cette construction de la puissance chinoise sur une dépendance croissante vis-à-vis d'une culture indispensable et de fournisseurs étrangers interpelle. En effet, plus puissante, la Chine n'en est pas plus souveraine car plus dépendante de l'extérieur[541]. Ce fut donc la raison pour laquelle, afin d'y remédier, elle a déployé une stratégie active d'influence, d'investissements stratégiques et de projection de sa puissance afin de garantir ses approvisionnements et la sécurité alimentaire du pays.

Pour sa part, l'Argentine a profité pleinement de l'essor de la demande chinoise pour ses productions agricoles au point de poser la question d'une trop grande dépendance vis-à-vis de la Chine, dont les importations de soja représentent désormais plus de 70% du total des produits importés. Les relations tissées depuis le les années 2000 entre les deux nations autour de l'approvisionnement agricole et alimentaire de l'Empire du milieu ont d'ailleurs acquis le rang de partenariat stratégique, notamment au travers de la signature, en 2014, d'un accord nommé l'Association Stratégique Intégrale[542].

Ainsi, d'un côté, la Chine a déployé une stratégie active d'influence et de projection de sa puissance afin de remédier à sa perte de souveraineté alimentaire tandis que de l'autre côté, l'Argentine a profité de l'essor de la demande alimentaire chinoise pour doper son commerce extérieur et trouver de nouvelles capacités financières. Toutefois, l'orientation des investissements chinois, notamment dans les infrastructures de transport de grains, a rappelé la relation entretenue avec l'Angleterre au 19e siècle et renouvelé la question de la dépendance de sa puissance.

Dans un premier temps, nous nous intéresserons aux causes qui ont mené la Chine vers cette dépendance alimentaire externe et aux raisons qui l'ont conduite à privilégier le soja au

---

[541] *Jean Marc Chaumet, « Nourrir la Chine : géopolitique d'un défi alimentaire », Hérodote, Paris, 2015, n° 156, p. 73-92.*

[542] *Olivier ANTOINE, « L'agriculture de firme en Argentine : ses enjeux stratégiques et ses conséquences géopolitiques », in François Purseigle, Geneviève Nguyen, Pierre Blanc (Dir.),* Le nouveau capitalisme agricole, De la ferme à la firme, *Presses de Sciences Po, Paris, 2017, p. 240.*

détriment d'autres cultures.

Dans un second temps, nous aborderons la relation entre l'Argentine et la Chine au prisme de la production de soja.

3.3.1 LA SECURITE ALIMENTAIRE ET AGRICOLE CHINOISE

La montée en puissance de la Chine ces dernières années sur la scène économique et politique internationale ne saurait en aucun cas occulter le poids des questions agricoles et alimentaires qui ont traversé son histoire. Ses stratégies actuelles de sécurisation alimentaire sont donc à lire au prisme de cette fragilité historique.

En effet, la question agraire en Chine a toujours été l'un des principaux défis pour l'économie la plus peuplée de la planète. A titre d'exemple, la révolution communiste, emmenée par Mao, s'est appuyée sur la faible productivité et la mauvaise répartition des revenus dans les campagnes pour construire un pouvoir populaire et promouvoir des réformes agraires, dont le but était de garantir la sécurité alimentaire et l'équilibre de la population sur le territoire pour assurer la stabilité du régime[543].

Aujourd'hui, la Chine fait face à un défi majeur : nourrir 20% de la population mondiale avec à peine 8% des terres arables de la planète, dont l'érosion s'est accélérée sous les effets de l'artificialisation des terres liée à l'urbanisation et à l'industrialisation. De plus, l'exode rural a pesé sur la main d'œuvre agricole disponible, obligeant le pays à opérer des stratégies culturales pour ancrer les populations sur leurs territoires. Ce fut ainsi que le choix d'externaliser la production de soja a surgi. Cependant, en intervenant massivement sur les marchés internationaux pour répondre aux besoins de sa population nombreuse, les enjeux de la sécurité alimentaire chinoise se sont donc globalisés.

Tout d'abord, nous allons voir comment le paradigme de l'autosuffisance agricole et alimentaire chinoise s'est effrité, sous le poids de contraintes toujours plus fortes sur l'agriculture.

Ensuite, nous nous intéresserons à la décision de la Chine d'externaliser sa production de soja afin de répondre à un choix de géopolitique interne.

---

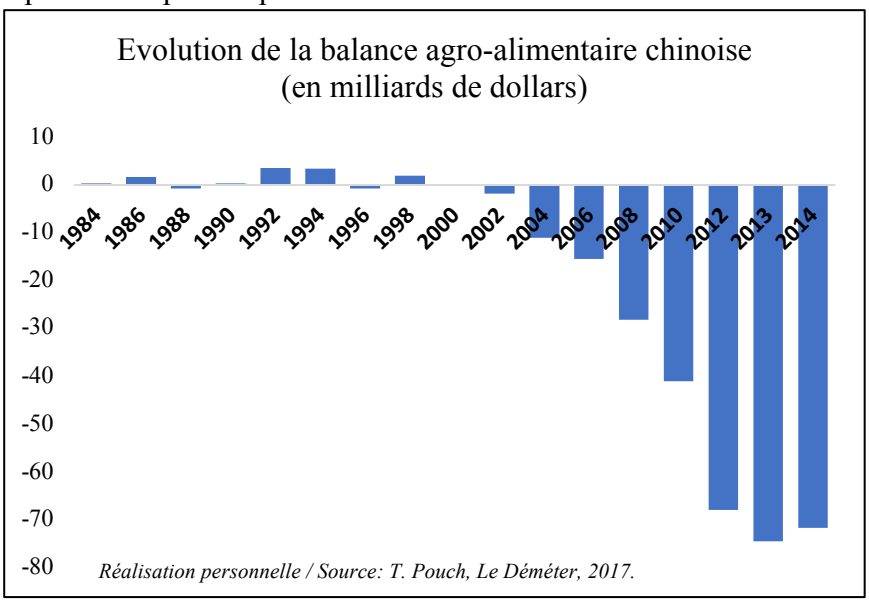
[543] *Martín Burgos, op. cit., p. 29.*

Enfin, nous aborderons la question de la globalisation de la sécurité alimentaire chinoise et l'avènement d'une géopolitique du soja.

A) L'autosuffisance agricole et alimentaire : un paradigme qui s'effrite

Si au travers de sa longue histoire, l'alimentation de la population chinoise a constitué un élément essentiel dans la construction des politiques publiques nationales, ce ne fut que très récemment, suite à l'insertion du pays dans l'économie mondiale et son accession au rang des premières puissances internationales, que la donne a changé. En effet, l'exode rural massif provoqué par l'industrialisation fulgurante du pays, l'urbanisation de ses classes paysannes immigrées et la très forte croissance économique ont provoqué un bouleversement des modes de production agricole et du régime alimentaire avec un basculement massif vers une diète dominée par la consommation de protéines animales. Alors quasi autosuffisant, le pays a vu ses importations exploser à partir de 2003[544].

Dans son processus d'intégration à l'économie mondiale, la Chine a adhéré à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), en 2001, ouvrant dès lors son marché intérieur aux importations étrangères. Jusque-là très protégé et excédentaire, le marché des échanges commerciaux agro-alimentaires chinois a entamé une tendance déficitaire qui s'est aggravée d'année en année, atteignant des pertes de l'ordre de 75 milliards de dollars en 2013. Le graphique suivant nous permet d'apprécier l'évolution du commerce agro-alimentaire chinois et de constater le point de rupture à partir de 2002.



Réalisation personnelle / Source: T. Pouch, Le Déméter, 2017.

[544] *Marie-Aude Even, « L'agriculture, clé du devenir économique et social chinois », Centre d'études et de propective, Analyse n°24, Octobre 2010.*

L'accession de la Chine au rang de puissance mondiale s'est donc effectuée au prix d'une dépendance croissante vis-à-vis de ses importations agricoles et alimentaires, autrement dit vis-à-vis d'autres puissances étrangères. Bien que plus puissant, le pays n'en est donc pas plus souverain[545]. Pourtant, l'Etat n'a eu de cesse de rappeler le lien unissant sa puissance à celle de son agriculture. En effet, dans leur déclaration annuelle d'orientation politique, publiée en 2015, le parti communiste et le gouvernement chinois ont insisté sur le fait que « pour que la Chine soit forte, son agriculture doit être forte[546]. » Néanmoins, au regard des principales causes de l'affaiblissement de l'agriculture du pays, il est permis de douter de la capacité de l'Etat à renverser cette situation de dépendance croissante avec l'extérieur.

En effet, l'industrialisation et l'urbanisation menées par le pays depuis quelques décennies ont entrainé une artificialisation des sols au détriment notamment de certaines des meilleures terres agricoles. De surcroît, les migrations intérieures de paysans vers les bassins industriels ont clairement soustrait une main d'œuvre conséquente aux travaux agricoles[547]. L'exode rural a concerné chaque année environ 15 millions de paysans depuis le début des années 1990. Selon les données officielles, la part des citadins dans la population est passée de 25% en 1990 à 54% en 2015 et elle devrait atteindre 70% en 2030, soit près d'un milliard de personnes. Ainsi, entre le changement d'usage des sols et l'abandon de terres cultivées, la Chine aurait perdu près de 8 millions d'hectares de terres arables en lien direct avec ces phénomènes[548].

Outre le phénomène d'artificialisation des terres, la dégradation des sols a aussi posé un problème majeur pour l'agriculture chinoise. De plus, les réserves hydriques de la Chine ont commencé à montrer des signes inquiétants notamment du fait d'une très forte pollution. Bien que le pays soit nanti d'un cinquième des réserves mondiales, ces dernières sont particulièrement mal réparties sur le territoire. Accusant un déséquilibre manifeste entre ressources foncières aptes pour l'agriculture et ressources hydriques, la Chine s'est vue entrainée dans une sorte de cercle vicieux où l'intensification des usages d'engrais a répondu au manque d'eau, entrainant alors une détérioration des sols puis une pollution des eaux auxquelles une utilisation accrue d'intrants était censée pallier.

---

[545] *Jean-Marc Chaumet, « Nourrir la Chine : géopolitique d'un défi alimentaire », Hérodote, 2015/1, n°156, p. 73.*

[546] *Ibid.*

[547] *Jean-Marc Chaumet, « Chine, Politique agricole », Le Démeter 2017, 2016, p. 88.*

[548] *Thierry Pouch, Jean-Marc Chaumet,* La Chine au risque de la dépendance alimentaire, *PUR, Rennes, 2017.*

Dans ce contexte, les nouvelles orientations prioritaires du pays ont interpelé et laissé présager de nouvelles contraintes pour l'agriculture et les stratégies d'autosuffisance des autorités chinoises. En effet, lors de l'adoption du 13e Plan quinquennal chinois, en 2016, l'Etat a défini parmi ses orientations prioritaires une nouvelle croissance du taux d'urbanisation du pays. En passant de 56% à 60%, cela concernerait près de 300 millions d'habitants. De plus, il a été envisagé la densification du réseau de transport routier, avec la construction de 10 000 km d'autoroutes supplémentaires, et du transport aérien, avec la construction de 50 aéroports[549]. De toute évidence, ces orientations stratégiques auront un impact significatif tant sur le plan de la production agricole (artificialisation des espaces) que sur le plan alimentaire (transition du régime alimentaire des nouvelles classes urbaines) et accentueront davantage la nécessité d'importer des denrées et par conséquent la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur.

De surcroît, lors du XIXe congrès du Parti Communiste chinois, Xi Jinping s'est fixé comme objectif que tous ses citoyens accèdent à la classe moyenne d'ici à 2035. Cette transition sociale, qui va affecter près de 600 millions de personnes sur une période d'une quinzaine d'années, aura un impact énorme sur la production alimentaire chinoise, notamment celle de protéines animales mais aussi sur ses besoins en protéines végétales, au premier rang desquelles le soja. On estime que la Chine devra importer quelque 180 millions de tonnes de soja en 2024 contre 90 aujourd'hui.

B) Le choix d'externaliser la production de soja : une stratégie nationale

Depuis les années 1970, la Chine a régulièrement produit entre 10 et 15 millions de tonnes de soja[550]. Alors que les autres cultures, comme le maïs, le blé ou le riz, connaissaient une augmentation de leur production, due à une plus grande allocation de surfaces et de meilleurs rendements, le soja a stagné et ce, malgré l'explosion de la demande et des importations à partir des années 2000.

Plusieurs raisons expliquent ce phénomène et le choix des dirigeants chinois de pallier leur manque de production sojicole en déléguant la production à des pays tiers, notamment l'Argentine. Plusieurs contraintes ont pesé lourdement sur le développement récent de l'agriculture chinoise et le foncier a représenté un facteur déterminant. En effet, face à des surfaces agricoles limitées, l'Etat chinois a privilégié des cultures à fort rendement à l'hectare,

---

549 *http://www.npc.gov.cn/npc/dbdhhy/12_5/index.htm*
550 *Martín Burgos, op. cit., p. 31.*

comme le maïs[551]. De plus, ces cultures sont semées dans le nord-est du pays, là où les ressources hydriques sont plus faibles, tandis que leurs besoins en eau est supérieur à ceux du soja. Par conséquent, restreindre le soja visait aussi à éviter une mise en concurrence pour les allocations en eau, préjudiciable au bon développement des autres cultures.

Par ailleurs, au regard des quantités de soja consommées par les industries agro-alimentaires, il aurait été nécessaire pour la Chine d'utiliser le tiers des terres arables actuellement allouées aux autres céréales pour satisfaire la consommation nationale. Si tel avait été le cas, la Chine aurait dû importer quelque 160 millions de tonnes de céréales (blé et maïs) au lieu des 90 millions de tonnes de soja actuellement, impliquant un degré de dépendance beaucoup plus critique pour la sécurité alimentaire du pays[552].

Enfin, le soja nécessite moins de main-d'œuvre que d'autres cultures. Or, le gouvernement chinois était soucieux de maintenir sa population rurale dans ses territoires et ainsi contenir l'exode vers les villes[553]. Le soja paraissait donc incompatible avec certains objectifs géopolitiques internes et sa culture a logiquement été jugée moins déterminante.

Ces raisons conduisirent donc la Chine à s'orienter vers les marchés mondiaux pour se fournir en soja dont la demande a explosé en l'espace de vingt ans, passant de 10 à 90 millions de tonnes. Toutefois, si le gouvernement chinois a choisi de « sacrifier » sa production de soja, estimant plus prioritaire de préserver sur son territoire des grains comme le maïs ou le blé, son positionnement sur le marché mondial du soja en a renforcé la dimension stratégique.

Pour le gouvernement chinois, il ne s'agissait plus désormais d'aborder les questions de sécurité alimentaire à un niveau national mais bien plus de manière globale. Dès lors, assurer l'approvisionnement des besoins de sa population nécessitait de considérer les capacités productives de l'agriculture mondiale[554]. Dans le cas du soja, uniquement trois pays étaient en mesure de pourvoir à son niveau de demande : les États-Unis, le Brésil et l'Argentine ; ces deux derniers étant les seuls en mesure d'étendre significativement leur frontière agricole et d'augmenter rapidement leur niveau de production. La Chine a donc entamé une démarche active d'investissements en direction de ces pays, les intégrant dans une politique plus globale

---

[551] *Jean-Marc Chaumet, Thierry Pouch, op. cit., p. 94.*

[552] *Lester Brown, China and the soybean challenge, Earth Policy Institute, 2013.*

[553] *Martín Burgos, op. cit., p. 31.*

[554] *Jorge Castro, "La desaceleración de la economía china y el mercado mundial de commodities: el caso argentino", conférence présentée au simposium international « Del Sur al mundo en 2030 : seguridad alimentaria global y bioenergía », Buenos Aires, 12/04/2016.*

visant à améliorer son positionnement économique internationale et à renforcer son statut dans la course à l'hégémonie mondiale[555].

C) Le choix d'externaliser la production de soja : un enjeu global

Depuis le début du 21e siècle, le gouvernement chinois a décidé de mener une stratégie d'investissements à l'étranger. Apparue dès 1999, la politique connue sous le terme de *« going global »* a réellement pris son envol à partir de 2003, autrement dit dans le sillage de son entrée à l'OMC, en 2001, et alors qu'elle entamait son cycle de dépendance alimentaire externe. Bien que le gouvernement ait continué à fixer des priorités stratégiques à son agriculture, en matière de seuils de production et de surfaces cultivées, la contrainte de l'accroissement constant du niveau de vie de sa population a favorisé l'élaboration de stratégies d'externalisation dédiée à l'approvisionnement agricole et alimentaire[556]. Plus récemment encore, en 2015, la Chine a lancé un ambitieux projet d'infrastructures routières, ferroviaires, maritimes et énergétiques, surnommé les « Nouvelles routes de la Soie » afin de garantir, notamment, la production et le transport des matières premières agricoles dont elle a besoin. Ce projet représente sans conteste un instrument majeur de la politique de puissance et d'influence de la Chine dans le monde.

Néanmoins, nous n'approfondirons pas plus ce sujet car, en Argentine, il n'a pas encore été question d'intégration à ce réseau d'infrastructures dont les axes principaux sont orientés vers l'Asie centrale, l'Europe et l'Afrique de l'Est. Si certains pays comme le Pérou ou le Chili ont entamé des démarches pour participer à ce projet, ce fut souvent sur la base d'initiatives antérieures. Cependant, il existe d'ores et déjà de nombreux projets de rénovations de lignes de transport ferroviaire en Argentine afin de connecter plus facilement les zones de production de soja à la Chine. Et, comme nous le démontrerons, ces projets ont un effet sur l'avancée de la frontière agro-pastorale, entrainant des conflits autour de nouveaux territoires de conquête.

Outre le projet pharaonique des « nouvelles routes de la soie », la Chine, dès 2008, avait déjà établi une stratégie globale d'investissement et de sécurisation de ses approvisionnements à destination de l'Amérique latine. Consignée dans son Livre blanc sur la politique de la Chine en Amérique latine et la Caraïbe, cette stratégie du gouvernement chinois était présentée sous couvert d'une politique de complémentarité et de bénéfices mutuelles entre les différents pays.

---

555 *Maristella Svampa, Ariel Slipak, « Amérique latine entre vieilles et nouvelles dépendances : le rôle de la Chine dans la dispute (inter)hégémonique », in* Géopolitique de l'Amérique latine, *Hérodote, n°171, 2018, p. 156.*
556 *Olivier Antoine, op. cit., p. 241.*

Toutefois, le Livre blanc voilait à peine les objectifs de projection de la Chine sur le continent latino-américain, à savoir investir sur le continent et y développer les infrastructures de production et de transport nécessaires à ses approvisionnements de matières premières. On pouvait notamment y lire ceci :

> « La partie chinoise souhaite renforcer la coopération pratique avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour la construction d'infrastructures de transport, d'information, de communication, d'ouvrages hydrauliques et hydroélectriques, entre autres, afin d'accroître les commandes d'ouvrages dans la région et de développer des collaborations bénéfiques de diverses modalités, contribuant activement à améliorer les conditions d'infrastructure de la région. »

> « Le gouvernement chinois est disposé à promouvoir les échanges et la coopération avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes en matière de technologie agricole et de formation du personnel grâce à l'organisation de cours de technologie agricole et à l'envoi de techniciens, à la mise en place de mécanismes d'échange d'informations sur les intérêts communs et promouvoir la coopération dans le domaine de l'inspection des animaux et des plantes afin de développer les échanges de produits agricoles et de promouvoir ensemble la sécurité alimentaire.[557] »

Par ailleurs, au travers de son fonds souverain d'investissement, le CIC (China Investment Corporation), doté de quelque 700 milliards de dollars, soit plus que le produit intérieur brut de chacun des pays du continent, à l'exception du Brésil et du Mexique, la Chine possédait une force de frappe financière sans égale. Ainsi, en fournissant son soutien financier à ses conglomérats publics, comme ce fut le cas pour l'entreprise d'agro-alimentaire Cofco, elle pouvait aller chercher à l'extérieur les marges de sécurité foncière, hydrique et alimentaire dont le pays ne disposait plus, en se lançant dans une véritable géopolitique des ressources[558].

Cette externalisation de la production s'est effectuée à plusieurs niveaux et en plusieurs étapes. La Chine a d'abord investi dans le foncier. Cette première phase dans sa quête de sécurité alimentaire visait avant tout à développer une agriculture dont elle serait la bénéficiaire

---

557 *« Texto íntegro del Documento sobre la Política de China hacia América Latina y el Caribe »*, *http://spanish.peopledaily.com.cn/31621/6527841.html*

558 *Kattalin,GABRIEL-OYHAMBURU, « Le retour d'une géopolitique des ressources »,* L'Espace Politique*, n°12, http://espacepolitique.org, 2010.*

directe[559]. Cependant, cette stratégie a essuyé de lourdes critiques du fait de l'aliénation des productions locales à son profit, mettant en péril la survie des communautés locales et attisant des conflits à l'issue incertaine pour les intérêts chinois[560].

En Argentine, au début des années 2010, un projet de l'entreprise publique chinoise Beidahuang portait sur la transformation productive de 200 000 hectares en Patagonie dans la province de Río Negro afin d'y produire du soja[561]. Alerté par l'indignation de l'opinion publique argentine et d'une partie de la classe politique, et cherchant à apporter une réponse à d'autres cas similaires, le gouvernement de l'époque, dirigé par Cristina Fernandez de Kirchner, légiféra afin de plafonner l'achat de terres par des étrangers, en les limitant à 1 000 hectares et en fixant à 15% la limite de terres aux mains de propriétaires étrangers sur l'ensemble du territoire[562].

Afin de remédier aux oppositions diverses rencontrées par sa stratégie d'appropriation foncière, la Chine a choisi d'utiliser les terres acquises pour fournir le marché local et international. Ainsi, sans cesser les achats ou locations de terres à l'étranger, cela lui a permis de contrôler l'un des facteurs d'instabilité sociale dans les pays fournisseurs mais aussi d'éviter toute rupture de l'offre pour peser sur la formation des prix sur les marchés des matières premières agricoles.

Bien que cette politique de l'offre se soit heurtée en Argentine à la volonté du pays de préserver ses ressources foncières, en légiférant sur les achats de terres par des puissances étrangères, la stratégie chinoise s'est adaptée afin de préserver ses objectifs d'approvisionnement en matière première agricole. Comme l'ont rappelé les chercheurs argentins Maristella Svampa et Ariel Slipak, « en raison des revers subis, lors de la tentative d'acquisition de terres en Patagonie argentine, la stratégie change et s'oriente vers l'acquisition de firmes commerciales.[563] » De fait, Cofco, le puissant conglomérat public chinois, a acquis

---

559 *Ce fut le cas par exemple à Madagascar où la quasi-totalité de la production sucrière, issue de plantations de canne à sucre, était destinée au marché chinois.*

560 *Rappelons qu'en 2007, l'entreprise sud-coréenne DAEWOO a connu une mésaventure retentissante à Madagascar. En pleine flambée internationale des prix agricoles, l'entreprise a scellé un partenariat avec le gouvernement afin de lui louer un million d'hectares contre une exclusivité des récoltes à l'exportation. La réaction populaire à cet accord fut violente et aboutit au renversement du président et à l'impossibilité pour DAEWOO d'obtenir quoique ce soit.*

561 *« Río Negro alquila 200 mil hectáreas a China para que plante soja »,* https://www.lapoliticaonline.com/nota/nota-73086/

562 *Cette loi, n°26.737, connue sous le nom de Ley de tierras, a été promulguée le 22 décembre 2011. En 2016, le président de la République, Mauricio Macri, l'a modifiée par décret, n° 820/16, afin de faciliter l'appropriation de terres par des étrangers.*

563 *Maristella Svampa, Ariel Slipak, op. cit. p. 160.*

des entreprises de négoce de grains, comme Nidera, dont la présence en Argentine était aussi ancienne qu'importante, notamment dans la commercialisation du soja. Outre l'élimination d'intermédiaires, afin de baisser les coûts d'approvisionnement, cela a permis à la Chine de peser sur le marché de l'offre et ainsi se prémunir d'éventuelles spéculations préjudiciables à sa sécurité alimentaire.

Ainsi, en 2014, lors d'une conférence dédiée aux stratégies de développement entre la Chine et l'Argentine, à Buenos Aires, le président de la filiale de Cofco en Argentine, Zhao Tang, exprima clairement les intentions et les méthodes de la Chine pour se fournir sur un marché extérieur comme celui de l'Argentine. Investissements, coopération et commerce représentaient les clés de la sécurité alimentaire chinoise.

> « Le groupe Cofco fait partie de plus de cent entreprises qui se trouvent sous l'administration directe de la Commission d'Administration et Supervision des Actifs de l'Etat de la République Populaire de Chine […] Cofco est la première entreprise de capitaux chinois à avoir pénétré l'Argentine, en septembre 1995 […] La Chine a une grande population et la demande alimentaire croit fortement, ce qui amène à importer des produits. Cela donne à l'Argentine l'opportunité d'exporter sa production. […] Wen Jiabao, le Premier Ministre, lors d'une visite en Argentine en 2012, a appelé à promouvoir les investissements dans le secteur agricole, la coopération technique et renforcer la coopération commerciale agricole. […] Ainsi, la Chine pourra solutionner la question de son approvisionnement.[564] »

Face à la croissance rapide de son niveau de dépendance externe, la sécurité alimentaire chinoise est passée d'une priorité nationale à un enjeu global. Son positionnement vis-à-vis de l'Argentine, troisième producteur et exportateur de soja, a répondu à cet objectif. L'Argentine est même devenue une cible privilégiée du déploiement de la stratégie chinoise dont l'application s'est illustrée, entre autres, par l'évolution constante des investissements directs chinois en Argentine. En 2017, ils atteignaient quelque 8,6 milliards de dollars et touchaient prioritairement les secteurs de l'infrastructure, de l'énergie et de l'agriculture, plaçant la Chine au troisième rang des investisseurs dans le pays. Les intérêts partagés entre les deux nations ont donc impliqué un rapprochement rapide où l'agriculture a été érigée au rang de priorité stratégique et le soja en instrument de leur rapport de puissance.

---

[564] *Conférence de Zhao Teng, Président de Cofco Argentina, au Symposium « Argentina y Asia en 2030, estrategias en los agronegocios para un mundo en desarrollo », à Buenos Aires, le 07 avril 2014.*

3.3.2 LA RELATION SINO-ARGENTINE AU PRISME DU SOJA

Toutes deux puissances agricoles, l'Argentine et la Chine ont érigé l'agriculture au rang de priorité stratégique dans le cadre de leur coopération bilatérale. Contrastant avec la relation de dépendance tissée avec l'Empire britannique, celle établie avec la Chine n'a véritablement pris une tournure stratégique qu'à partir de l'année 2014, lorsque Cristina Fernández de Kirchner et Xi Jinping ont signé un accord pour une « Association Stratégique Intégrale ».

En l'espace d'une vingtaine d'années, l'intensité des rapports commerciaux et financiers a placé l'Argentine dans une situation analogue à celle vécue un siècle plus tôt avec l'Angleterre, en exportant essentiellement des matières premières agricoles pour la transformation, surtout du soja, mais aussi du cuir, de la laine ou des huiles. La Chine, pour sa part, lui exporte ses produits manufacturés et ses capitaux, finançant, entre autres, des infrastructures de transports et de communications dans le but de faciliter l'extraction et l'exportation des matières premières.

La question d'une nouvelle subordination de l'Argentine aux intérêts d'une puissance majeure étrangère se pose et oblige à nous intéresser à la manière dont se traduit ce rapport entre les deux pays. En répondant aux velléités stratégiques de la Chine de sécurisation de ses approvisionnements alimentaires, l'Argentine a certes profité d'un effet d'aubaine mais elle a aussi entamé un processus de réorientation de ses flux d'exportation en projetant un réaménagement de son territoire en rapport avec la situation géographique de son partenaire.

Dans un premier temps, nous verrons les raisons qui ont amené les deux pays à signer un accord de partenariat stratégique et l'incidence d'une telle association.

Dans un second temps, nous nous intéresserons aux conséquences de l'évolution politique argentine sur la relation entre les deux pays.

A) La naissance d'une Association Stratégique Intégrale

L'année 2001 a marqué un tournant majeur pour chacun des deux pays. D'un côté, l'Argentine a vécu la pire crise économique et financière de son histoire. D'un autre côté, la Chine est entrée à l'OMC et a entamé son cycle de dépendance alimentaire externe. Jusqu'au début des années 2000, le commerce bilatéral était pratiquement inexistant entre les deux pays et se limitait à quelques produits. Paradoxalement, au regard des années qui suivirent, le soja figurait, à cette époque, parmi les produits pour lesquels la Chine concurrençait l'Argentine sur

certains marchés tiers[565]. A compter de 2001, les échanges commerciaux entre l'Argentine et la Chine ont subi d'énormes transformations. En moins de quinze ans, les échanges bilatéraux ont fortement progressé pour atteindre en 2014 un volume d'environ 15 milliards de dollars. Cependant, au-delà de l'aspect quantitatif, l'évolution des échanges bilatéraux a été marquée par la spécialisation productive de l'Argentine. Au travers de la culture du soja, ce fut aussi le rapport de puissance entre les deux pays qui se façonna et eut une incidence sur la reconfiguration de la représentation du « grenier du monde » et celle du territoire argentin.

Jusqu'en 2010, l'Argentine était le troisième fournisseur de la Chine grâce à ses exportations. Outre les graines de soja, elle exportait aussi de l'huile de soja, représentant 80% des importations chinoises pour un montant de près de 2 milliards de dollars par an[566]. Cette situation, dans un contexte de cours élevés, a permis à l'Argentine de générer des recettes fiscales lui offrant des marges de manœuvres pour la mise en place de politiques sociales redistributives et ainsi favoriser la relance de son économie.

Or, si la Chine avait décidé d'externaliser sa production de soja, le pays n'avait en revanche pas prévu de délocaliser ses industries de transformation, autrement dit les usines de trituration des graines permettant d'obtenir de l'huile. Au contraire, depuis le milieu des années 2000, le pays a multiplié les investissements dans les régions d'industrie de transformation, comme dans le nord-est du pays, là même où les terres anciennement allouées à la culture du soja ont été remplacées par du maïs[567]. Par conséquent, dès cette époque, la Chine, bien qu'importatrice d'huile de soja, projetait de ralentir sa demande en direction de l'Argentine afin d'importer des fèves de soja vers ses propres pôles de trituration.

Aussi, en 2010, la Chine n'a eu aucune difficulté à interrompre ses importations argentines d'huile de soja en représailles contre des politiques de défense commerciale menées par le gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner[568]. L'ancien conseiller agricole de l'ambassade d'Argentine en République Populaire de Chine, Omar Odarda, a relaté l'importance de cet épisode dans la construction d'une politique de puissance vis-à-vis d'un tel partenaire :

---

[565] *Gustavo Alejandro Girado, Martín Burgos,* « *Veinte años de relaciones comerciales entre China y Argentina* », *CEFIDAR, n°77, Buenos Aires, 2015, p. 32.*

[566] *Omar Odarda, op. cit. p. 221.*

[567] *Martín Burgos, op. cit., p. 34.*

[568] *L'Argentine avait tenté de freiner les importations de biens manufacturés chinois afin de rééquilibrer une balance commerciale largement déficitaire avec la Chine.*

> « Le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAGyP), tout juste créé, a pris conscience de l'importance de la puissance asiatique, ce qui l'a conduit à poser comme prioritaires la reconstruction et l'approfondissement de la relation bilatérale en matière agricole. Un "agenda positif" a été promu afin d'accroître la confiance mutuelle et servir de cadre pour diversifier les exportations agricoles argentines, attirer des investissements et résoudre les conflits pouvant surgir. […] Les crises peuvent être sources de nouvelles opportunités comme en témoigne la crise de l'huile du soja en 2010 et la prise de conscience par les autorités argentines que la Chine constituait un partenaire stratégique.[569]»

L'Argentine venait de perdre 1,4 milliard de dollars d'exportation d'huile de soja qu'elle n'a pas récupéré à ce jour. Alors qu'elle exportait 1,8 million de tonnes en 2009, les envois se sont élevés, en 2018, à moins de 100 000 tonnes[570]. En écho à cette situation, en 2016, lors de la réunion annuelle de l'organisation Producir Conservando[571], une influente fondation pour le développement de l'agriculture, l'économiste argentin Juan Llach, avait souligné le niveau de responsabilité inhérent au positionnement de leader de l'Argentine sur les marchés de l'huile de soja et de farine de soja, indiquant que « le gouvernement devait retenir les leçons du passé récent afin d'orienter stratégiquement les politiques agricoles nationales.[572] » En effet, cette même année, en réponse à la suspension de projets chinois d'infrastructures énergétiques en Argentine, la Chine avait à son tour suspendu ses importations d'huile de soja.

Si cet épisode a manifestement constitué un écueil de la politique de puissance de l'Argentine vis-à-vis de la Chine, il a marqué le point de départ d'une prise de conscience aiguë de la nécessité pour l'Argentine d'accorder une attention particulière à sa relation avec la Chine. En effet, à peine quatre ans plus tard, en juillet 2014, les deux pays signèrent un accord d'association stratégique intégrale mettant l'accent, entre autres, sur la priorité de l'agriculture dans la relation entre les deux pays, le développement des infrastructures de transport, afin de faciliter les exportations à destination de la Chine, et la croissance des investissements chinois en Argentine. Comme l'a souligné Omar Odarda :

> « Cette association se concrétise dans le domaine agricole car la complémentarité entre les deux pays est très grande : l'Argentine est l'un des principaux fournisseurs d'aliments de

---

[569] *Omar Odarda, op. cit. pp. 226 – 228.*

[570] *« Argentina vuelve a exportar aceite de soja a China », https://www.argentina.gob.ar/noticias/argentina-vuelve-exportar-aceite-de-soja-china.*

[571] *Juan Llach, « El nuevo escenario mundial y la demanda de alimentos al 2025 : Nuevos rumbos, nuevos ritmos, nuevos desafíos », Fundación Producir Conservando, Buenos Aires, 19/04/2016.*

[572] *Ibid.*

> la Chine. Parallèlement, la Chine est devenue l'une des principales sources d'investissements direct grâce au *swap*[573] de devises, la Chine a offert un appui financier important au pays, alors qu'il n'avait plus accès aux crédits internationaux en raison du conflit qui l'opposait à plusieurs créanciers.[574] »

Depuis 2009, la Chine et l'Argentine avait déjà procédé à un premier *swap* de devises. A cette époque, malgré des exportations en forte hausse, l'Argentine continuait à faire face à des besoins financements conséquents afin de développer des projets d'infrastructures de grande ampleur comme des barrages, des centrales nucléaires ou bien encore la rénovation de lignes ferroviaires de fret. Or, suite à la crise de 2001 et son défaut de paiement sur sa dette extérieure, le pays n'avait plus accès aux marchés internationaux pour y acquérir des dollars et se financer.

Pour sa part, au cours de cette période, la Chine entreprit une stratégie visant à contester l'hégémonie du dollar sur le marché international des changes et des transactions. D'une part, elle cherchait à diminuer son niveau d'exposition et de dépendance à la devise de sa puissance concurrente et, d'autre part, elle entendait renforcer sa propre puissance et son rayonnement au travers de sa monnaie[575]. Suite au défaut de paiement de sa dette souveraine en 2001 et à son retrait du FMI en 2003, l'Argentine n'avait pas accès aux bailleurs de fonds internationaux. Ce fut le moyen par lequel les deux pays coopérèrent financièrement et entamèrent une série de projet pour renforcer la sécurisation des approvisionnements alimentaires chinois.

B) Vers un réaménagement territorial orienté vers la Chine

Désormais élevée au rang de partenariat stratégique, le volet agricole cherchait à répondre tant aux besoins argentins en matière d'infrastructures agricoles, irrigation, stockage, transport, pour améliorer la productivité et la connectivité du pays, qu'à la nécessité chinoise de sécuriser ses approvisionnements en matières premières en favorisant leur bon acheminement.

En effet, l'expansion agricole du pays a touché des zones géographiques à la marge du développement, marquées notamment par leur manque d'infrastructures. L'absence ou l'obsolescence du réseau de transport a affecté lourdement le coût du fret des matières

---

[573] *Accord conclu entre deux parties qui s'échangent un montant déterminé de devises étrangères et s'engagent mutuellement à effectuer régulièrement des paiements correspondants aux intérêts de la dette, ainsi qu'à se rendre le montant échangé à une échéance déterminée.*

[574] *Ibid.*

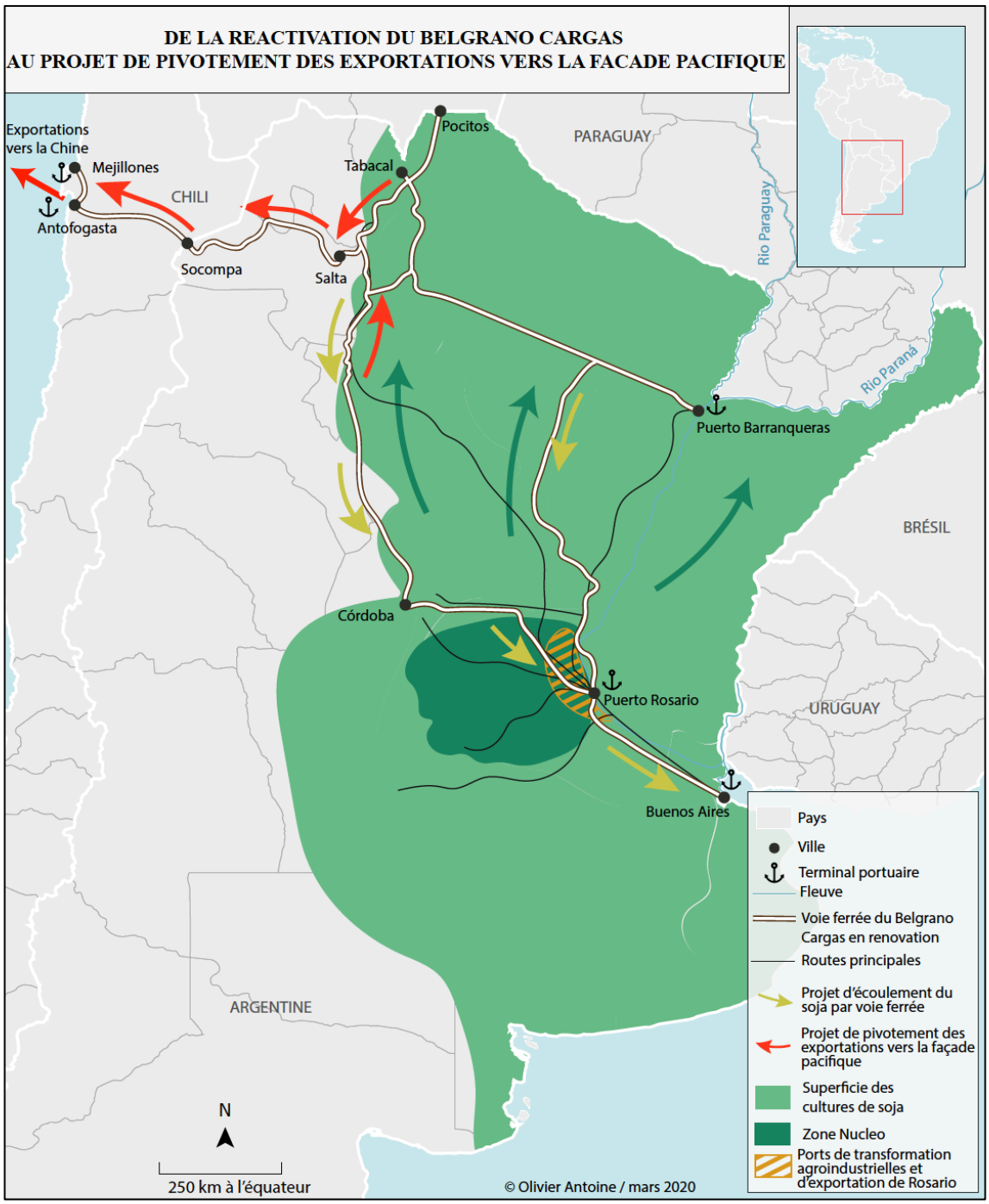
[575] *« China and Argentina in currency swap », https://www.ft.com/content/eba6405c-1d7e-11de-9eb3-00144feabdc0.*

premières. De fait, il est encore aujourd'hui plus onéreux de faire voyager une tonne de soja du Nord de l'Argentine au Port de Rosario que de ce même port jusqu'en Chine.

Ce fut donc la raison pour laquelle, le projet le plus emblématique de ces accords a consisté à rénover des lignes ferroviaires du Belgrano Cargas dont le tracé s'inscrivait dans celui la continuité géographique de l'expansion agricole vers les provinces du nord de l'Argentine. Prôné de longues dates, ce projet a trouvé, grâce aux intérêts et de la Chine, les moyens de se concrétiser et de marquer, par la même occasion, le poids de l'influence du pays des mandarins.

En choisissant le projet de rénovation de cette ligne ferroviaire dans le cadre du partenariat stratégique, il n'était pas uniquement question de faciliter l'écoulement des productions du nord du pays vers les ports de Rosario et ainsi sécuriser les approvisionnements alimentaires de la Chine. Un tel projet recouvrait aussi une dimension géopolitique majeure, semblable à celle qu'avait impliqué les choix d'aménagements territoriaux effectués par les Anglais au 19e siècle. Il s'agissait pour la Chine d'inverser l'axe géographique du commerce argentin et le paradigme d'une sortie naturelle vers l'Océan Atlantique en pivotant les exportations vers l'Océan Pacifique[576], en connectant les lignes ferroviaires argentine et chilienne. Couvrant de vastes territoires dans les provinces du nord-ouest de l'Argentine, la production de soja est située à 1 500 km des ports du fleuve Paraná tandis que les premiers ports de l'Océan Pacifique, Mejillones et Antofogasta, côté chilien, ne sont qu'à 500 km, comme nous pouvons l'observer sur la carte suivante.

[576] *Martín Burgos, op. cit. p. 42.*



Lors d'un entretien, Alfredo Sese, secrétaire technique de la commission de transport de la Bourse de commerce de Rosario, m'a laissé entendre qu'un tel projet ne pouvait aboutir. Selon lui, trois raisons lui paraissaient évidentes. D'une part, la majeure partie de la production actuelle restait concentrée dans les régions pampéennes. D'autre part, franchir les Andes semblait techniquement trop difficile. Enfin, la zone du port de Rosario comptait sur le pôle de transformation le plus performant au monde et envisageait d'entamer de nouveaux travaux de

dragage afin de permettre aux bateaux de dernière génération, les post-panamax, de circuler sur le fleuve[577].

Outre les considérations sur la faisabilité d'un tel projet, le fait d'assumer la possibilité d'un renversement géographique afin de répondre aux besoins de sécurisation alimentaire de la Chine traduisait la forte reconfiguration de la représentation de l'Argentine comme le « grenier du monde ». En s'associant à la Chine, l'Argentine réaffirmait le lien entre l'expansion de sa frontière agro-pastorale et le « monde », et confirmait la dimension stratégique prise par la culture du soja dans le pays.

C) Les effets de l'alternance politique argentine

En 2015, à l'issu de son élection à la tête de la République d'Argentine, Mauricio Macri a souhaité donner un autre ton à la politique extérieure de son pays en essayant de se soustraire à l'influence de la Chine afin de la rééquilibrer avec celle des États-Unis et de l'Union Européenne. Certaines décisions diplomatiques, à la portée symbolique, furent alors prises dans le but de marquer cette nouvelle ambition argentine. A titre d'exemple, en 2016, l'Argentine a voté contre la reconnaissance de la Chine comme économie de marché au sein de l'OMC. Cette étape, en vue de l'adhésion définitive de la Chine dans l'organisation, avait toujours reçu le soutien des présidents argentins depuis 2004, faisant partie intégrante de la relation stratégique mise en place depuis une dizaine d'années[578]. A ceci s'est ajouté l'usage d'une rhétorique basée sur la représentation de puissance de l'Argentine au travers de laquelle Mauricio Macri n'hésitait pas, lors de chaque intervention publique nationale ou internationale, à clamer son désir de « faire à nouveau partie du monde[579] », fustigeant « l'isolement » dans lequel ses prédécesseurs avaient plongé le pays et déconsidérant, de fait, son partenaire chinois. Encore récemment, la signature d'un accord commercial de principe entre le Mercosur et l'Union Européenne était célébrée en grandes pompes par l'Argentine y voyant là le « retour au monde » tant désiré[580]. Preuve des enjeux liés à l'héritage de cet imaginaire, le Ministre argentin des

---

[577] *Entretien téléphonique avec Alfredo Sese, le 08/03/2017.*

[578] *« Macri decidió votar contra China en la OMC », https://www.lapoliticaonline.com/nota/102258-exclusivo-macri-decidio-votar-contra-china-en-la-omc., le 14/12/16.*

[579] *« Queremos volver a ser parte del mundo », https://www.casarosada.gob.ar/slider-principal/37334-mauricio-macri-queremos-volver-a-ser-parte-del-mundo-y-cortar-con-el-aislacionismo, le 19/07/16.*

[580] *Le 28 juin 2019, le Mercosur et l'Union Européenne ont signé un accord commercial. Toutefois, ce dernier est fortement conditionné aux évolutions politiques sud-américaines en matière environnementale et sanitaire et reste suspendu à la ratification des différents parlements européens. Son avenir est donc totalement incertain.*

Affaires étrangères, Jorge Faurie, s'est effondré en larmes en annonçant à son Président, lors d'un entretien téléphonique, la signature de l'accord[581].

Néanmoins, passés ces quelques gestes diplomatiques, la relation entre les deux pays est restée placé sous le signe de leur association stratégique. Ce fut d'autant le cas que l'Argentine a traversé une nouvelle crise économique et financière d'envergure depuis 2018. Ce que le quotidien espagnol *El País* qualifia alors « d'éternel retour de la crise argentine » signifiait que l'Argentine allait devoir encore s'appuyer sur ses exportations de soja pour obtenir des devises et payer ses dettes. Outre le recours au Fonds Monétaire International, l'Argentine a pu recevoir le soutien de la Chine qui lui accorda un nouveau *swap* de devises, d'un montant de 8,6 milliards de dollars[582].

De plus, au cours de l'année 2019, le gouvernement argentin s'est enorgueilli d'avoir obtenu l'ouverture du marché chinois aux exportations de viande bovine réfrigérée puis de porc, réaffirmant ainsi la place de l'Argentine au sein de cette association stratégique et marquant un peu plus la spécialisation productive du pays comme fournisseur d'aliments[583].

D) L'incidence de la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis

Depuis 2018, les États-Unis et la Chine se sont lancés dans une guerre commerciale avec, en toile de fond, la lutte pour la suprématie mondiale. Au cœur de cet affrontement entre les deux premières puissances, le soja est devenu un outil de représailles utilisé par la Chine afin de répondre aux taxes imposées sur ses exportations à destination des États-Unis. Aussi, en taxant lourdement les importations de soja en provenance des États-Unis, la Chine a notamment souhaité réduire sa dépendance alimentaire vis-à-vis de sa puissance concurrente mais aussi atteindre la base électorale du parti de Donald Trump, notamment dans l'Iowa, premier état producteur de soja des États-Unis et bastion électoral républicain, afin d'affaiblir la position américaine dans les négociations.

Outre ces stratégies, la Chine a aussi reporté une partie de ses achats sur les autres pays exportateurs d'Amérique du sud : le Brésil, l'Argentine et le Paraguay. Le volume reporté pour

---

581 *« Tratado de libre comercio », https://www.clarin.com/politica/jorge-faurie-conmovido-canciller-lloro-comunicarle-mauricio-macri-acuerdo-mercosur-union-europea_0_xL4pU_bVF.html, 28/06/2019,*

582 *« China agrees 9 billion currency swap with Argentina », https://www.france24.com/en/20181202-china-agrees-9-billion-currency-swap-with-argentina, le 02/12/2018.*

583 *« China abrió el Mercado para la carne argentina con hueso y enfriada », http://www.ipcva.com.ar/vertext.php?id=1826.*

2018/2019 a été de quelques 15 millions de tonnes de soja. Si l'Argentine a peu profité de cette situation, n'augmentant pas de manière significative ses exportations, elle a malgré tout fait face à la chute des cours du soja, pénalisant autant ses exportations que les revenus fiscaux qui en découlaient.

De plus, face à la réduction des exportations et à l'effondrement des cours du soja, les États-Unis se sont réorientés vers la production de farine de soja, concurrençant alors agressivement les Argentins sur un marché qu'il dominait jusqu'alors. Ainsi, au début de l'année 2019, le pôle agro-industriel de la zone portuaire de Rosario était presque à l'arrêt complet faute de commandes. Les principales destinations, en Asie du sud-est, avaient importé des farines américaines à moindre coût.

Si cette guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine illustre la dimension géopolitique du soja, elle démontre aussi les limites de la représentation de puissance de l'Argentine face à un « monde » ne lui offrant que des marges de manœuvre limitées.

En moins de vingt ans, la Chine a ainsi pris une place prépondérante dans le développement économique de l'Argentine. A l'élaboration réfléchie de la stratégie de sécurisation alimentaire chinoise, en choisissant d'externaliser sa production de soja, l'Argentine a répondu avec pragmatisme, aboutissant à la célébration d'une association stratégique intégrale.

Cependant, les investissements chinois dans les infrastructures agricoles et les rapports de puissance entre la Chine et l'Argentine autour de l'agriculture posent la question d'une possible subordination de l'Argentine aux intérêts d'un pays étranger, comme ce fut déjà le cas au 19e siècle avec l'Empire britannique, et interrogent l'existence d'une politique nationale d'aménagement du territoire.

Guidé par l'opportunité qu'une meilleure accessibilité à de nouveaux espaces de production offre à l'expansion des cultures d'exportation, l'Etat argentin court le risque d'aggraver les tensions déjà existantes dans des territoires comme ceux de la province de Formosa.

CONCLUSION CHAPITRE 3

Dans ce chapitre, nous avons mis en exergue les nouveaux ressorts de la puissance agricole argentine et le rôle central de la culture du soja dans la reconfiguration de la représentation de puissance parmi les élites politiques et le monde agricole.

Nous avons pu démontrer que ce renouveau du « grenier du monde » a coïncidé avec plusieurs évolutions locales et internationales qui ne sont pas sans rappeler l'Argentine de la fin du 19e et du début du 20e siècle.

D'une part, les acteurs du monde agricole ont adopté de nouvelles techniques, de nouveaux instruments et des formes d'organisations innovantes qui leur ont permis de renouer avec l'idée de domination de la nature par la main de l'homme. A l'image de leurs ancêtres de la « Génération de 1880 », inspirés par les théories positivistes, ils ont renouvelé l'approche civilisatrice des plaines pampéennes, celle d'un « destin manifeste à la créole », se traduisant par un phénomène d'agriculturisation puis d'expansion territoriale.

D'autre part, le contexte international a été favorable au retour d'un imaginaire d'abondance et de capacité à nourrir la planète depuis l'Argentine. Marquée par le repositionnement des questions agro-alimentaires au cœur des préoccupations stratégiques mondiales et possédant des possibilités de production et d'exportation importantes, le pays a donc succombé à son « destin manifeste », celui de nourrir le monde. Répondre à « l'appel du monde » et participer à en assurer la sécurité alimentaire ont été des facteurs puissants, voire irrésistibles, pour raviver la représentation de puissance de l'Argentine, de sa place et de son rôle à jouer dans le concert des nations.

Enfin, dans une époque caractérisée par la domination mondiale du capitalisme, l'Argentine s'est adaptée en libéralisant son économie et en pratiquant l'ouverture commerciale à outrance. Poussé par les évolutions du commerce internationale, le pays a également orienté ses aménagements territoriaux pour répondre à la demande extérieure.

Dans ce chapitre, nous avons aussi pu mettre en lumière quels facteurs ont amené le soja à jouer un rôle central dans l'agriculture et l'économie argentines, au point d'en devenir la culture clé et d'entrainer un phénomène de sojatisation des espaces agricoles.

Tout d'abord, nous nous sommes intéressés à la trajectoire du soja dans le monde afin de comprendre comment il était devenu l'une des cultures les plus abondantes de la planète mais aussi l'une des plus indispensables et stratégiques parmi les matières premières agricoles de la fin du 20e et du début du 21e siècle. Depuis son rôle dans l'alimentation animale jusqu'au boom de la consommation mondiale de produits carnés, en passant par la crise sanitaire de la

vache folle, nous avons démontré que le soja était désormais primordial pour la sécurité alimentaire mondiale.

Aussi, malgré des tentatives infructueuses d'introduction de la culture du soja au cours du 20e siècle, nous avons vu comment elle avait fini par s'ancrer définitivement, au cours des années 1990, grâce à l'introduction de nouvelles technologies, certaines décisions politiques et un contexte international favorable. Dès lors, le soja s'est répandu au détriment des autres activités agro-pastorales pampéennes avant de s'étendre hors de la Pampa, sur des terres arrachées à la forêt du Chaco. Devenue le symbole d'une puissance agricole retrouvée, la sojatisation s'est donc traduite par de fortes mutations territoriales et productives ainsi qu'une reconfiguration des enjeux de pouvoir autour de sa production et de ses exportations.

Ainsi, nous avons pu voir comment cette « sojatisation » s'était accompagnée de la présence d'un acteur devenu majeur pour l'économie argentine, la Chine. En choisissant d'externaliser sa production de soja, celle-ci a tissé un rapport privilégié avec l'Argentine afin de garantir ses approvisionnements et sa sécurité alimentaire. Cette relation, construite sur un temps court, a abouti à la célébration d'une association stratégique intégrale, érigeant l'agriculture au rang de priorité entre les deux nations.

Dès lors, nous avons démontré comment la « sojatisation » de la puissance argentine impliquait un fort degré de dépendance vis-à-vis de la Chine dont les incidences géopolitiques affectaient la capacité d'action du pays.

Maintenant, nous allons voir comment, guidé par l'opportunité qu'une meilleure accessibilité à de nouveaux espaces de production offre à l'expansion des cultures d'exportation, des tensions géopolitiques s'exacerbent dans les territoires à la marge du « grenier de monde » ; ces nouveaux « déserts » offerts à la conquête où les conflits locaux pour les ressources foncières et hydriques traduisent la reconfiguration de la représentation de puissance du pays.

CHAPITRE 4

LES NOUVEAUX « DESERTS DE LA NATION » : FRONTS AGRAIRES DANS LES TERRITOIRES DU BASSIN DU PILCOMAYO

La réapparition d'un imaginaire de puissance en Argentine, dans un contexte international marqué par la forte demande de soja et la relation stratégique tissée avec la Chine pour participer à sa sécurité alimentaire, s'est traduite par une intense transformation productive et organisationnelle des espaces agricoles ainsi qu'une forte mutation territoriale et l'émergence de fronts agraires, assimilables à une « conquête du désert » moderne.

Or, en Argentine, il n'a existé de « conquête » sans « désert » et sans « barbares ». En progressant vers le nord du pays, les fronts pastoraux ont atteint la province de Formosa, dans le Bassin du Pilcomayo, à la frontière avec le Paraguay, où les territoires et les populations ont été historiquement ostracisés. Qualifiés de « désert » dès la fin du 19e siècle, ces territoires sont aujourd'hui considérés comme des « terres de personne ». Élément indispensable à la « conquête », cette représentation du « vide » s'oppose à la présence d'acteurs locaux, ces « nouveaux barbares », dont les représentations antagonistes nourrissent leur résistance à la progression des grands élevages.

Outre cet état de marginalisation, propice à la projection des idées de « désert » et de « conquête », le Bassin du Pilcomayo, dominé par un climat semi-aride, ne présente pas de conditions susceptibles de favoriser une implantation facile d'élevages à grande échelle. Par conséquent, aux conflits pour le contrôle des ressources foncières, se sont ajoutés les enjeux pour la maîtrise de l'eau, apportant une dimension géopolitique supplémentaire aux dynamiques conflictuelles locales. En effet, le Pilcomayo, fleuve frontalier, fait l'objet de tensions historiques et récurrentes entre l'Argentine et le Paraguay pour la répartition de ses eaux.

De surcroît, des projets de construction d'infrastructures de transports, nationaux et internationaux, visant à relier ces territoires aux ports d'exportations, ont contribué à renforcer les dynamiques d'implantation. Accompagnés par des plans locaux de développement, des

risques d'aggraver les rivalités pour les ressources foncières et hydriques pèsent alors sur ces nouveaux « déserts » de la nation et posent la question des limites de la reconfiguration de la représentation de l'Argentine comme le « grenier du monde ».

4.1 CONTEXTUALISATION DES NOUVEAUX « DESERTS DE LA NATION » : LE BASSIN DU PILCOMAYO

Les caractéristiques géographiques et historiques de la région du Pilcomayo sont déterminantes pour comprendre certaines des causes de son évolution sociale et économique, les représentations qui ont dominé ses territoires et ainsi donner plus de profondeur à l'analyse géopolitique des conflits qui éclatent autour de l'implantation d'élevages dans la région.

Nous choisirons d'aborder les réalités de la géographie physique du bassin dont les caractéristiques sont très particulières, avant de pouvoir examiner sa situation économique et sociale. Puis, nous ferons le point sur les moments historiques qui l'ont marqué.

4.1.1 SITUATION GEOGRAPHIQUE ET HYDRIQUES DES NOUVEAUX « DESERTS DE LA NATION »

Lorsqu'au cours du 19e siècle, l'oligarchie argentine entreprit de « conquérir le désert » afin de le « civiliser », elle s'appropria l'un des espaces les plus adaptés pour la production agricole et l'élevage dans le monde. En effet, les plaines pampéennes se caractérisaient, et c'est encore le cas aujourd'hui, par la richesse de ses sols en nutriments et en matière organique ainsi que par d'excellentes conditions climatiques.

L'expansion contemporaine de la frontière agricole a renoué avec cet imaginaire de la « conquête » agro-pastorale et conduit à repousser « le désert » dans des zones géographiquement éloignées, à la marge des plaines pampéennes, dont les conditions pédologiques, hydrologiques et climatiques ont rendu l'implantation d'élevages plus difficile. Manque d'infrastructures, semi-aridité, salinité des sols, autant de conditions qui ont contribué à exacerber les tensions pour l'accès aux ressources foncières et hydriques dans ces régions.

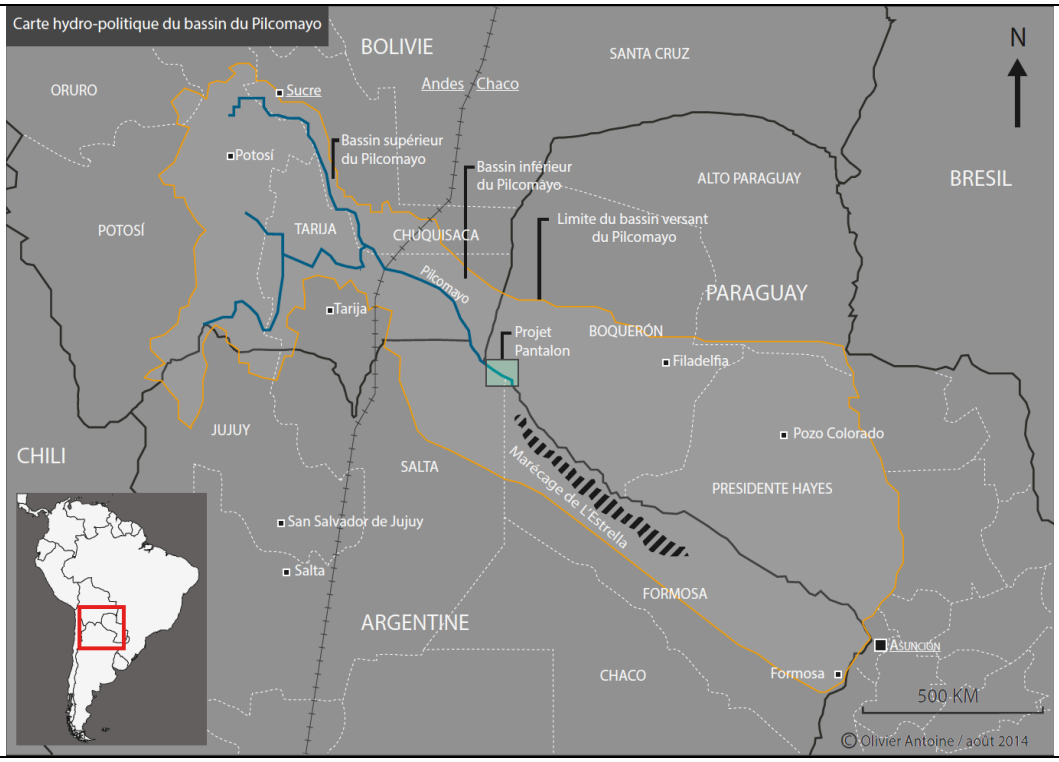
Situé au cœur de l'Amérique du Sud, le Bassin du Pilcomayo est un des sous bassins du Rio de la Plata. Il se partage entre trois pays, les républiques d'Argentine et du Paraguay et l'état plurinational de Bolivie. Une présentation générale du bassin du Pilcomayo s'impose donc avant d'étudier ce fleuve, partagé dans la partie inférieure du bassin entre les républiques d'Argentine et du Paraguay (voir cartes ci-après). Il s'agira alors de constater la place particulière que tient ce bassin dont les représentations sont fortes au sein du sous-continent sud-américain.

SITUATION DU BASSIN DU PILCOMAYO EN AMERIQUE DU SUD



Source : http://www.pilcomayo.net.

CARTE HYDRO-POLITIQUE DU BASSIN DU PILCOMAYO



Sept provinces et départements, répartis sur les trois pays, se partagent le bassin du Pilcomayo.

Commission Tri Nationale du bassin du Pilcomayo

A) Le Pilcomayo : un fleuve, deux bassins, trois pays

Le Pilcomayo prend sa source sur les hauts plateaux de Bolivie à 5500m d'altitude, dans la cordillère de Los Frailes entre les villes d'Oruro et de Potosí. Il parcourt une distance approximative de 1800 km en dévalant la cordillère des Andes dans sa partie bolivienne puis il traverse une vaste plaine où il sert de frontière entre l'Argentine et le Paraguay. Dans cette zone, le fleuve se divise en un immense éventail alluvial endoréique alimentant une multitude de canaux naturels alors que son cours principal finit par former la zone marécageuse de l'Estrella, troisième plus grand marécage d'Amérique du Sud après le Pantanal et l'Iberá. Depuis ce marécage de l'Estrella, coule une rivière qui se jette dans le fleuve Paraguay et à laquelle il a aussi été donné le nom de Pilcomayo.

Le bassin du Pilcomayo couvre une superficie de 288 360 km^2. Si le bassin et le fleuve Pilcomayo représentent une unité, ses traits morphologiques diffèrent complètement lors de son cours, se caractérisant par deux parties très distinctes :

- le bassin supérieur situé dans la cordillère des Andes où le Pilcomayo est un fleuve de montagne. Il parcourt quelque 1000 kilomètres avant de quitter sa partie andine à la hauteur de la ville de Villa Montes dans la région frontalière de Tarija en Bolivie. Il pénètre alors dans la grande plaine du Chaco.
- le bassin inférieur où le Pilcomayo devient un fleuve de plaine. Frontière entre l'Argentine et le Paraguay sur près de 800 km, il traverse la plaine semi-désertique du Chaco.

Cette séparation en deux parties du bassin se caractérise par deux comportements très distincts du fleuve : lors de sa descente dans la Cordillère, marquée par un très fort dénivelé, le Pilcomayo est un fleuve au débit torrentiel dont l'eau arrache à la montagne de la terre, des sédiments, des pierres etc. Avant de rejoindre la plaine du Chaco, à la hauteur de la ville de Villa Montes, le débit du fleuve peut atteindre jusqu'à 4 000 m^3 par seconde[584]. Une fois dans la plaine du Chaco, c'est tout l'inverse : sous l'effet d'une très faible pente (de 210mnm à l'ouest à 55mnm à l'est[585]), le Pilcomayo, chargé d'alluvions et de sédiments, se perd en méandres et son débit devient beaucoup plus lent[586], descendant jusqu'à 3 m^3 par seconde. La

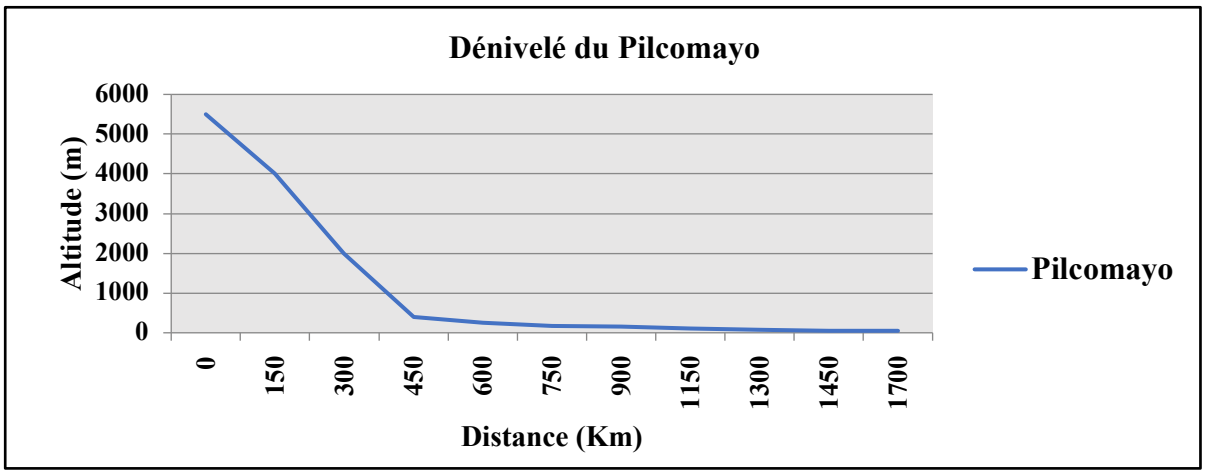
---

[584] *A titre comparatif, le débit du Rhône est de 1 700 m^3/seconde.*

[585] *http://www.pilcomayo.net*

[586] *La plaine du Chaco s'est constituée au cours des dernières 20 millions d'années des dépôts sédimentaires et alluvionnaires que les différents fleuves descendant des Andes ont déposés en la traversant.*

figure suivante nous permet d'apprécier cette différence marquée de dénivelé du Pilcomayo voir graphique et photos ci-après).







Photos du Pilcomayo

En amont, dans les Andes boliviennes *En aval, dans les plaines du Chaco*

Sources : http://www.pilcomayo.net.

A cette coupure géographique du bassin en une partie supérieure et une partie inférieure, vient s'ajouter le découpage frontalier entre les trois pays qui se partagent la superficie du bassin versant du Pilcomayo. En effet, le bassin supérieur du fleuve se situe presque exclusivement du côté bolivien tandis que le bassin inférieur se partage entre l'Argentine et le Paraguay.

Le Pilcomayo, dans sa partie inférieure, sert donc de délimitation frontalière entre le nord de l'Argentine et ses provinces de Salta et de Formosa, et l'ouest du Paraguay et ses départements de Boquerón et Presidente Hayes. Ces délimitations administratives entre provinces, du côté argentin, et départements, côté paraguayen ont des conséquences diplomatiques et institutionnelles. En Argentine, le pays est une république fédérale. Chaque province est donc dotée de sa propre constitution et de ses propres organes exécutifs, judiciaires

et législatifs. Au Paraguay, l'état est centralisé. Par conséquent, lors de conflits autour de la répartition et de la gestion de l'eau du fleuve, les intérêts diplomatiques du gouvernement argentin à l'égard du gouvernement paraguayen peuvent différer totalement de ceux du gouvernement de la province de Formosa. On peut alors assister à des tensions entre une province et l'Etat argentin.

B) Le Pilcomayo : caractéristiques du fleuve

Le Pilcomayo est aussi l'un des fleuves qui charrie le plus de sédiments au monde, environ 125 millions de tonnes par an[587]. Cette sédimentation très élevée du fleuve, combinée à la pente particulièrement faible de la plaine du Chaco et un débit très variable, provoque des méandres dans lesquelles les sédiments se déposent, s'accumulent et finissent par obstruer le cours du fleuve. Celui-ci déborde et suit un autre cours. Lors des crues estivales, le Pilcomayo peut varier de cours à différents endroits et provoquer des inondations dans les villages qui environnent ses rives.

Ces divagations du fleuve ont toujours existé mais depuis quelques décennies, le fleuve connaît un phénomène de recul de son cours. Selon une étude de l'ingénieur hydraulicien, Juan Hopwood[588], le cours du Pilcomayo a reculé d'environ 170 km entre 1940 et 1970. C'est à partir de cette époque que les premiers canaux ont été creusés afin de trouver une solution au problème de sédimentation et ainsi stabiliser le cours du fleuve. Pourtant la charge sédimentaire étant tellement élevée, les canaux finissent par se boucher à leur tour.

Les causes de la sédimentation et du colmatage du Pilcomayo sont multiples :

- tout au long du cours du fleuve, le Pilcomayo arrache à la Cordillère des Andes de la terre, des cailloux et autres éléments du sol ;

- Depuis l'époque coloniale, les régions de Potosí et de Sucre, sur les hauts plateaux andins, sont des centres miniers importants qui rejettent une quantité énorme de déchets sous forme de boues et de gravats. Ces déchets n'ont pas uniquement pour effet de densifier la sédimentation du fleuve mais aussi de le polluer du fait de l'utilisation de substances chimiques

---

587 *http://www.pilcomayo.net/web.*

588 *Juan Hopwood, « Taponamiento progresivo del cauce del rio Pilcomayo », Faculté d'Ingénierie de l'Université de Buenos Aires, 2003.*

et toxiques pour l'extraction des minerais[589] ;

- le déboisement intensif dans la région piémontaise bolivienne ainsi que dans la plaine chaquéenne provoque une intensification de l'érosion des sols lors de la saison des pluies[590] ;

- la présence d'une espèce arbustive, surnommée « palo bobo », poussant très rapidement dans les cours asséchés du fleuve en hiver. Particulièrement envahissant, cet arbuste empêche l'implantation d'autres espèces comme le caroubier dont les racines profondes et robustes permettent la stabilisation des sols.



Photo d'un bras du Pilcomayo bouché par des troncs de palo bobo après une crue du fleuve.

Source : Irma Penner

C) Des territoires à la marge

La caractérisation de la localisation du bassin inférieur du Pilcomayo dans la littérature scientifique est riche d'enseignements et de représentations : espace « enclavé », « méditerranéen[591]», « hyper périphérique[592] » voire « arriéré[593] ». Autant de qualificatifs pour souligner à quel point cette région de l'Amérique du sud se tient à la marge du développement, se caractérisant notamment par un manque, voire une absence, d'infrastructures routières. Aux confins de l'Argentine et du Paraguay, ce retard structurel pèse sur le contexte économique et

---

[589] *Comme nous l'avons précédemment évoqué, nous n'irons pas plus loin dans l'analyse de ce phénomène dont les conséquences se font évidemment sentir dans la partie inférieure du bassin. A titre d'exemple, une étude de l'Agence Internationale de Coopération du Japon (JICA), effectuée en 2001 dans une zone du bassin inférieur du Pilcomayo, révélait un taux de contamination des eaux à l'arsenic cinq mille fois supérieurs à la limite tolérable établie par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).*

[590] *Entretien avec Luis María de La Cruz, anthropologue argentin spécialisé dans l'étude du Pilcomayo, en date du 07 juin 2013, à Formosa.*

[591] *Le terme de méditerranéité remonte à la fin du 19e siècle où il fut utilisé pour la première fois par des militaires boliviens afin de décrire la situation géographique de leur pays, enclavée, sans accès maritime et entourée de terres.*

[592] *Lacroix Laurent et Perrier-Bruslé Laetitia, « La frontière boliviano-paraguayenne : des contentieux historiques aux dynamiques d'intégration énergétiques », CERISCOPE Frontières, 2011.*

[593] *Gaston Gordillo et Juan Martin Leguizamón,* El río y la frontera, *Biblos, Buenos Aires, 2002.*

social de ces régions, alimentant leur état de marginalisation et renforçant la représentation de nouveaux « désert » à « civiliser ».

Par ailleurs, les caractéristiques particulières du Pilcomayo y ont fortement contribué. Le fleuve n'étant pas navigable, il n'a pas pu contribuer au développement des territoires à l'ouest de la région comme ce fut, au contraire, le cas à l'est le long de l'axe fluvial Paraguay-Paraná. De plus, la partie inférieure du bassin du Pilcomayo est traversée par la grande plaine du Chaco, dominée par un climat semi-aride et une forêt particulièrement dense[594]. Surnommée « l'impénétrable », celle-ci a constitué une barrière naturelle à l'expansion de l'agriculture pendant des siècles. Elle doit son surnom aux Espagnols qui, durant l'époque des colonies, ont connu les pires difficultés à traverser la région.

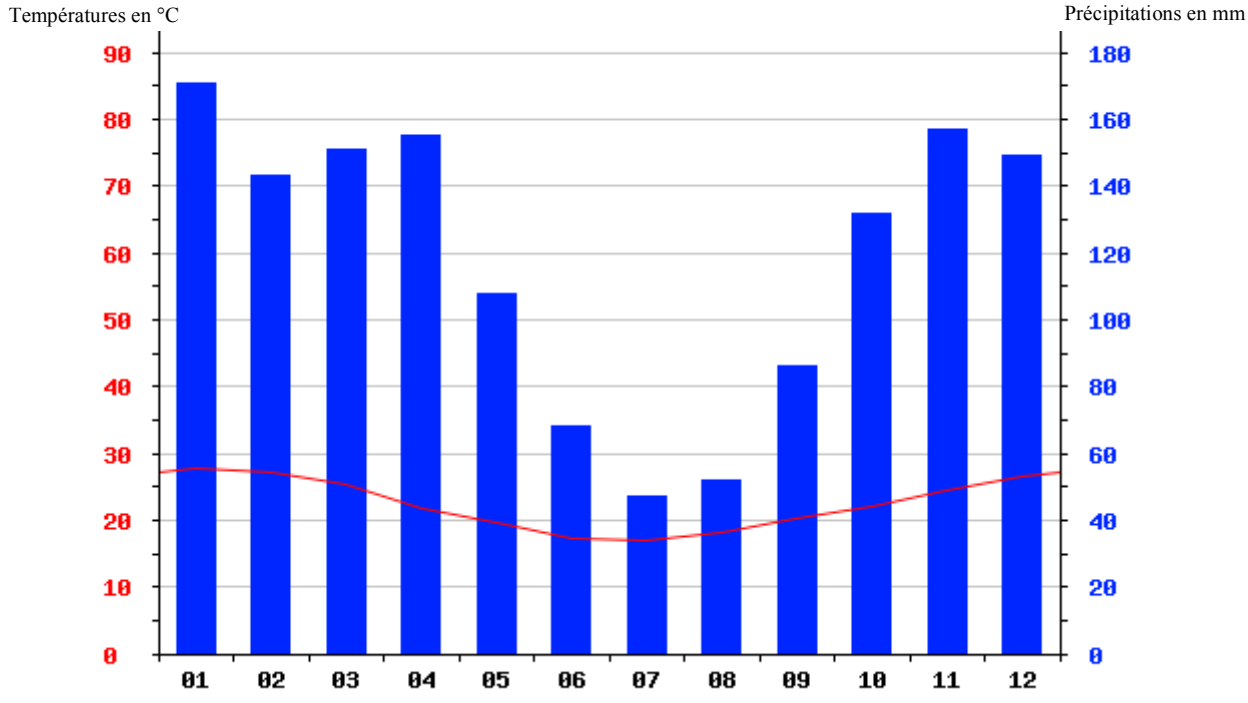
Le climat, quant à lui, se caractérise par deux saisons très marquées, une saison des pluies (de janvier à février) et une saison sèche (de mars à décembre), entrainant des conditions hydriques particulièrement difficiles. A titre d'exemple, dans notre zone de recherche, les précipitations varient de 300mm à 600mm d'eau par an[595]. De telles conditions de semi aridité n'autorisent que des activités liées au fleuve, comme la pêche, ou bien pratiquées à proximité du fleuve, comme l'élevage transhumant. Ces conditions ont évidemment une influence dans la volonté actuelle de certains acteurs de recourir à l'irrigation et dans les choix de politiques d'aménagement du territoire. Les diagrammes ombrothermiques suivants mettent en évidence les disparités en matière de précipitations entre la zone occidentale du bassin inférieur et sa zone centrale, dans la province argentine de Formosa.

---

[594] *La forêt du Chaco est la deuxième plus grande forêt d'Amérique du sud, après la forêt amazonienne. Sa superficie est de 800 000 km²*.

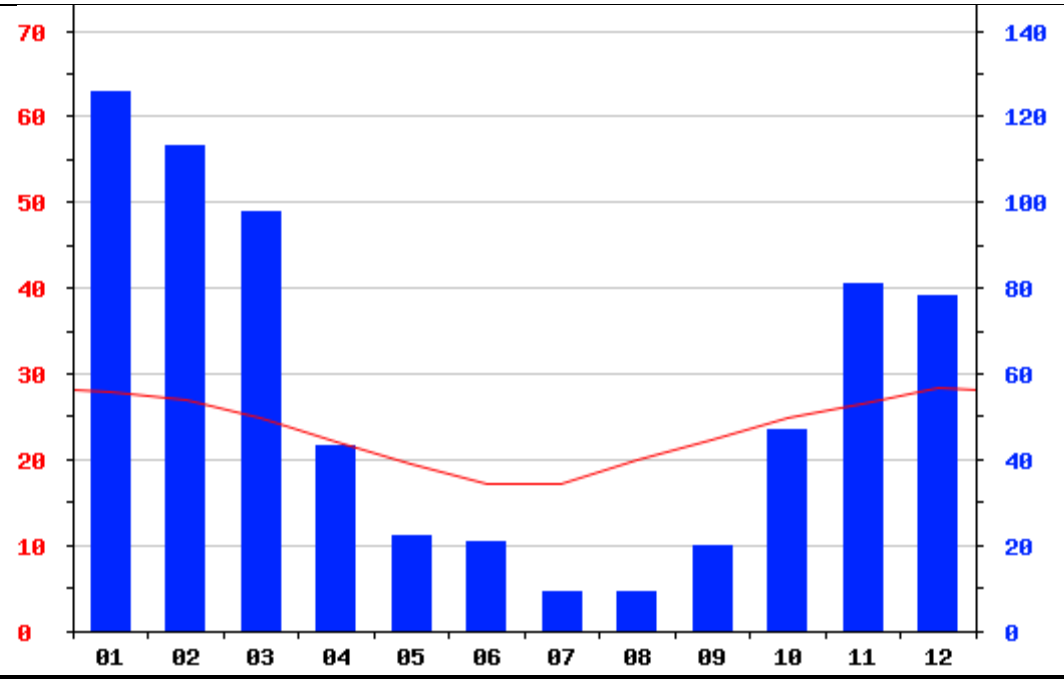
[595] http://www.pilcomayo.net/web

DIAGRAMMES OMBROTHERMIQUES DES VILLES DE FORMOSA ET LAS LOMITAS DANS LA PROVINCE DE FORMOSA, ARGENTINE. BASSIN INFERIEUR DU PILCOMAYO



Formosa

Située à l'est de la province de Formosa et du bassin du Pilcomayo, les précipitations et les températures sont relativement régulières tout au long de l'année.



Las Lomitas

Située au centre ouest de la Province de Formosa, dans le bassin inférieur du Pilcomayo, on remarque une période sèche de mai à septembre et de fortes précipitations de décembre à février.

Elaboration personnelle, source : Service météorologique national d'Argentine.

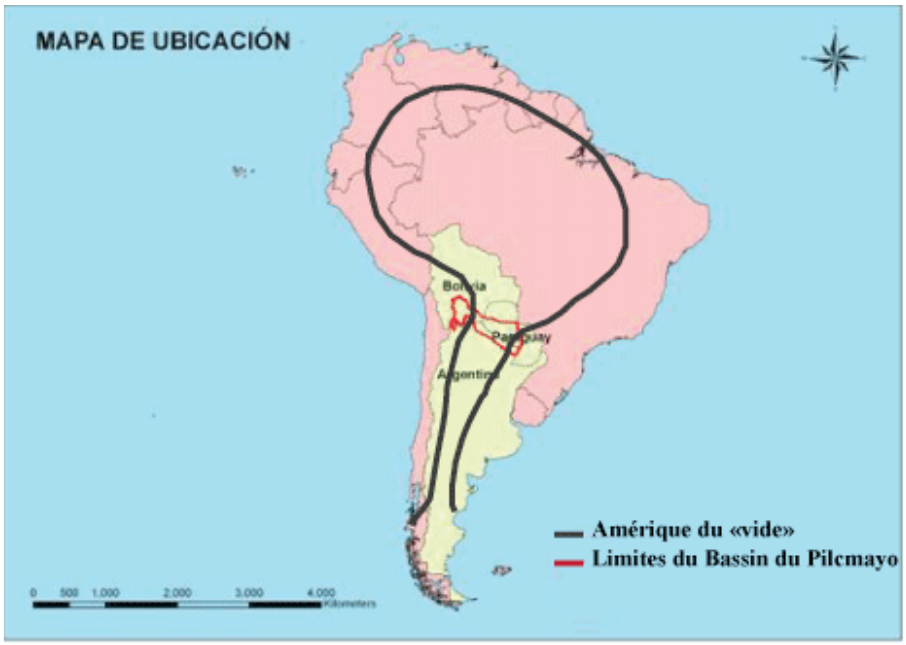
La « conquête » de ces nouveaux « déserts » est donc fortement conditionnée par les conditions hydriques des territoires du Bassin et la capacité à maîtriser le Pilcomayo dont les eaux se révèlent indispensables à l'implantation d'élevages dans une zone au climat semi-aride.

Au cours du 19e siècle, les peuples qui occupaient les plaines pampéennes étaient considérés étrangers à la nation et leurs représentations importaient peu, voire pas du tout, aux yeux d'une oligarchie « conquérante ». Au 21e siècle, les nouveaux territoires d'expansion agro-pastorale sont une partie intégrante de la nation et la connaissance de leurs acteurs, ainsi que leurs représentations, est essentielle à la compréhension du type de conflits qui éclatent dans les territoires du bassin du Pilcomayo.

4.1.2 LES ACTEURS DU CONFLIT ET LEURS REPRESENTATIONS DU TERRITOIRE

La caractérisation géographique des territoires du bassin inférieur du Pilcomayo est fortement marquée par des représentations qui renforcent l'imaginaire lié au « désert » et à la « conquête ». D'un point de vue démographique, il en va de même et l'une des expressions les plus marquantes est celle du géographe Olivier Dollfus[596] qui les situe au cœur de ce qu'il a nommé l'Amérique du « vide » et dont nous trouvons une illustration sur la carte suivante.

REPRESENTATION DE L'AMERIQUE DU « VIDE »



La densité de population du bassin du Pilcomayo, au cœur l'Amérique du « vide » ne dépasse pas 2 hab/km².

Source : http://www.pilcomayo.net, Dictionnaire de géopolitique.

[596] *Olivier Dollfus,* « Amérique du Sud », *Dictionnaire de Géopolitique, Flammarion, Paris, 1993, p. 135.*

Espace gigantesque au beau milieu de l'Amérique du sud, la densité de population y est particulièrement faible, moins de 2 hab/km^2. Or, qu'elle soit faible ou pas, l'étude des différents acteurs et de leurs représentations est primordiale dans l'analyse géopolitique. Des 1,5 million d'habitants[597] que compte le bassin du Pilcomayo, seulement un tiers vit dans sa partie inférieure. Dans notre zone de recherche, la densité de population varie de 2 hab/km^2 dans la province de Formosa[598] en Argentine, à 0,7hab/km^2 dans le département de Boquerón au Paraguay[599]. En nommant cette partie du continent sud-américain, l'Amérique du « vide », cela revient à faire écho aux idées qui justifient les effets d'une résurgence de la représentation de puissance. Si l'espace géographique est « vide » alors il s'agit d'un « désert », par conséquent il peut être « rempli ». Si le géographe Olivier Dollfus n'envisageait certainement pas cette description au prisme des enjeux d'une conquête agro-pastorale civilisatrice, il n'en reste pas moins que son emploi nous permet de mettre en lumière la force d'une telle représentation.

A) Indigènes et créoles : les nouveaux « barbares »

Selon la Commission Tri Nationale du Bassin du Pilcomayo[600], 60% de la population du bassin vit sous le seuil de pauvreté[601] tandis que 30% de ceux-ci vivent sous le seuil d'indigence[602]. Cette pauvreté touche essentiellement les populations indigènes et créoles, majoritaires dans les zones de fronts pastoraux.

- La population indigène

On dénombre une vingtaine d'ethnies indigènes différentes vivant tout au long du fleuve. Les principales sont les Tobas et les Wichis en Argentine, les Nivaklés, les Enhlets Norte et Enhlets Sur au Paraguay et les Guaranies, les Tapietes et les Weenhayeks en Bolivie[603].

Dans notre zone de recherche, ce sont essentiellement les ethnies Tobas et Wichis qui sont concernées par la canalisation du fleuve et les projets de développement de grands

---

[597] http://www.pilcomayo.net/web

[598] *INDEC, Institut National des Statistiques et du Recensement (Argentine), recensement national 2001.*

[599] *DGEEC, Direction National des Statistiques, Sondages et Recensements (Paraguay), recensement 2002.*

[600] *Claudio Laboranti,* Reflexiones sobre la gestión del agua en la Cuenca transfronteriza del Río Pilcomayo, *Voces en el Fenix, n°20, Buenos Aires, 2012, p.92-101.*

[601] *Selon la Banque Mondiale, le seuil de pauvreté renvoie au niveau de revenu nécessaire pour participer et vivre dans une société particulière.*

[602] *Selon la Banque Mondiale, le seuil d'indigence ou extrême pauvreté correspond à un niveau de revenu nécessaire pour assurer la survie des personnes.*

[603] *Gaston Gordillo et Juan Martin Leguizamón,* El río y la frontera, *Biblos, Buenos Aires, 2002.*

élevages. Au cours de mes entretiens avec des membres de différentes communautés locales, j'ai pu alors me rendre compte de l'état de précarité dans lequel vivaient ces familles.

Les populations indigènes n'ont pas accès à l'eau courante et potable, à l'électricité et les voies de communications sont difficiles sur tout le territoire. Les moyens de subsistance sont faibles. Ils sont liés à une petite agriculture micro parcellaire et à la *marisca*, ce qui signifie la recherche de produits de la nature comme le poisson, le miel ou bien de petits animaux. Cette activité, suite aux modifications du cours du fleuve et de la consolidation du tracé frontalier avec le Paraguay, a considérablement diminué ces dernières années. De plus, l'installation récente de grands élevages bovins a contribué à accentuer cette tendance.

Dès lors, ce sont les revenus tirés d'une allocation du gouvernement national, l'AUH[604], versée depuis la fin 2009 et les travaux saisonniers dans des plantations de coton et la vente d'objets artisanaux qui constituent l'essentiel des moyens financiers de subsistance.

Suite à la réforme constitutionnelle de 1994 en Argentine, il a été reconnu aux populations indigènes « la possession et la propriété des terres traditionnellement occupées [605]». Cette légalisation des droits sur la terre des communautés indigènes a permis de régulariser de nombreuses situations. Ceci n'empêche pas que, face à l'évolution et à l'extension rapide de l'agriculture et du pastoralisme dans la région, ces territoires se retrouvent encore au cœur d'enjeux fonciers importants.

Par ailleurs, les communautés indigènes possèdent de fortes représentations des acteurs extérieurs à leur territoire, héritées autant du passé colonial que d'un passé plus récent où leurs droits n'étaient pas reconnus.

Suite à la campagne militaire de Julio Argentino Roca, en 1880, ce fut au tour de celle du Général Benjamín Victorica, en 1884, pour aller « conquérir » le « désert du nord » afin d'y affirmer la territorialité de l'Etat et d'éliminer les frontières intérieures. Cette époque fut marquée par les tentatives de « liquidation[606] » des indigènes puis d'intégration par la force pour fournir de la main d'œuvre à différents types de plantations ou d'exploitations dans le nord de l'Argentine.

Plus récemment, au milieu du 20e siècle, le rapport de l'Etat à ses communautés indigènes des territoires du bassin était encore marqué par un niveau particulièrement élevé de

---

[604] *AUH (Asignación Universal por Hijo), entrée en vigueur le 28 octobre 2009 par décret (n°1602/09), est une allocation octroyée aux personnes ayant un ou des enfants et se trouvant sans emploi ou n'ayant pas de revenus équivalents au salaire minimum.*

[605] *Article 75, Alinéa 17, de la Constitution Nationale de la République d'Argentine.*

[606] *David Viñas,* Indios, ejércitos y frontera, *Santiago Arcos, Buenos Aires, 2005, p. 124.*

violences et de persécutions. Un fait marquant de l'histoire de la province de Formosa et de la ville de Las Lomitas, où nos travaux ont été conduits, fut le massacre, en 1947, d'une communauté Pilagá perpétré par la gendarmerie nationale[607]. Ce type d'exaction commise par l'Etat, reconnue comme crime contre l'humanité en 2019 par la justice fédérale argentine, a contribué à renforcer les représentations de ces communautés à l'égard de l'Etat et d'acteurs extérieurs.

Aujourd'hui, les problèmes liés au fleuve sont vécus comme une nouvelle volonté de « tuer » leurs communautés et les conflits liés à l'implantation de grands élevages comme le retour à une forme de colonisation. Le fait que ces implantations soient entreprises au moyen de violences, que leurs acteurs soient motivés par des représentations méprisantes à l'égard de leurs groupes et que le gouvernement provincial puisse encourager le développement des grands élevages, réaffirme pleinement les représentations héritées de l'histoire et agit comme un puissant un facteur de mobilisation.

- La population créole

Le terme créole est un américanisme qui désigne, depuis la période coloniale, les personnes nées sur le continent mais de parents européens ou africains. Aujourd'hui, il s'applique aux personnes nées dans la région mais se distinguant des indigènes du fait de leur ascendance européenne.

La population créole du bassin inférieur du Pilcomayo se caractérise essentiellement par son activité d'élevages bovins transhumants. Elle profite des crues du fleuve pour trouver de l'eau et des zones de pâturage pour ses troupeaux. Population pauvre, elle voit son activité de subsistance menacée par le développement de la région et l'arrivée de nouveaux éleveurs, plus riches et plus puissants, qui convoitent ses territoires.

Les éleveurs créoles sont regroupés au sein d'une association de défense et de promotion de leurs droits, l'APROBAE[608], présidée par Edgardo Verón et sa femme, Martha Verón. Lors

---

[607] *Le « Massacre de Rincón Bomba » est le nom donné à l'assassinat de membres de l'ethnie Pilagá, en 1947, à Formosa. Les victimes furent des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges. A cette époque, Luciano Córdoba, son nom indigène était Tonkiet, était un guérisseur Pilagá et sa présence attirait des centaines de personnes. Ce fut lors d'un rassemblement, en octobre 1947, lors duquel des communautés s'étaient installées sur le site de La Bomba, en périphérie de Las Lomitas, que la gendarmerie nationale organisa une répression sanglante pendant plus de 20 jours. Prétextant d'une possible « malonade » (des vols et des saccages attribués aux indigènes), elle tua puis persécuta les indigènes. Des centaines de détenus furent transférés comme esclaves dans les colonies qui servirent alors de camps de concentration.*
Cet épisode a été relaté au travers du documentaire et du livre de Valeria Mapelman, « Octubre Pilagá. Récits sur le silence », mettant en lumière les liens et les motivations politiques qui conduisirent à ce massacre.

[608] *Association des Eleveurs du Marécage de l'Estrella (Asociación de Productores del Bañado La Estrella).*

d'un entretien accordé dans la petite ville de Las Lomitas, Martha Verón m'a renseigné sur les conséquences du développement que connaît la région et que subissent les petits éleveurs :

> « Certains d'entre eux perdent terres et troupeaux à cause des grands éleveurs en signant des contrats particulièrement désavantageux. Souvent ils ne savent ni lire ni écrire et le créole se fait tromper facilement par ces contrats et contre un peu d'argent. Il finit souvent plus pauvre qu'il ne l'était avant car une fois l'argent dépensé, il ne lui reste même pas son troupeau.[609] »

La méfiance des éleveurs créoles à l'encontre de l'implantation d'acteurs extérieurs ne se doit pas uniquement au résultat de quelques tromperies. Luis María de le Cruz, anthropologue et spécialiste des questions sociales et environnementales de la région, a souligné, lors d'un entretien, la place d'une représentation singulière chez ce groupe d'acteurs : la liminalité. Ce terme, emprunté au langage de la psychanalyse, définit un état de seuil, de limite où une personne ne sent ni d'un côté ni de l'autre de ladite limite.

Cette représentation est née, selon le chercheur, de l'époque où les éleveurs transhumants se retrouvaient pris durant des mois entre le fleuve et la frontière, dans une sorte de no man's land. Passant côté paraguayen de la frontière, les éleveurs y étaient chassés par les fermiers locaux. A leur retour côté argentin, ils étaient rejetés cette fois par des populations locales qui les prenaient pour des Paraguayens. Cette situation de liminalité, à savoir ne se sentir ni vraiment argentin ni vraiment paraguayen, a totalement structuré leur discours, comme en témoignent certains propos de Martha Veron à propos des nouveaux éleveurs : « Ils veulent nous chasser eux aussi[610]. »

B) Éleveurs de grands troupeaux : les acteurs de la « civilisation »

Les acteurs de la transformation productive et organisationnelle de l'agriculture argentine ont été fortement inspirés par l'héritage positiviste de leurs pères de la fin du 19e siècle. La vision d'une agriculture moderne et civilisatrice a imprégné leur action et leurs idées. Aussi, à l'image de leurs prédécesseurs, la représentation du « désert » a tenu une place dans leur imaginaire et par conséquent dans leur rapport au territoire. L'expansion de fronts agraires

---

609 *Entretien avec Martha Verón, Vice-Présidente d'APROBAE, à Las Lomitas, Province de Formosa, Argentine, le 02/06/2013.*

610 *Entretien avec Martha Verón, Vice-Présidente d'APROBAE, à Las Lomitas, Province de Formosa, Argentine, le 02/06/2013.*

au-delà de la zone traditionnelle de la Pampa s'est alors appuyée sur ce type de construction mentale. Comme l'a souligné la chercheuse Carla Mariana Lois au sujet de l'histoire des territoires de la forêt du Chaco, dont notre zone de recherche fait partie, « les discours qui ont forgé la réflexion autour de ces territoires ont tourné autour de l'idée du désert afin d'imaginer un espace vide pour ensuite le remplir.[611] »

Une centaine d'années plus tard, dans un entretien accordé à la revue Déméter, en 2009, un ingénieur agronome argentin, producteur associé à l'Association argentine des producteurs de semis direct (AAPRESID), exprimait clairement le prolongement de cette représentation des nouveaux « déserts » la nation. Il avait déclaré au sujet de l'expansion de la frontière agricole dans la province de Formosa :

> « La captation des terres s'est produite dans les zones non traditionnellement agricoles, où elles valaient moins cher. Le fameux adage qui veut que le nord soit la terre de personne (*norte, tierra de nadie*) a joué. Des pools de culture y ont tenté leur chance et certains ont bien réussi[612]. »

Cette description met clairement en lumière l'héritage de la représentation qui a nourri l'esprit des agriculteurs et des éleveurs argentins à l'endroit des territoires du nord de la nation. Bien qu'ils soient habités, ils les perçoivent comme vides, comme n'étant à personne, autrement dit libres et prêts à être appropriés. D'ailleurs, lors d'un trajet effectué entre la capitale de la province de Formosa et la ville de Las Lomitas, à bord de la voiture d'un exploitant d'une grande ferme d'élevage, celui-ci me donna sa vision de l'expansion des élevages dans la région :

> « S'il n'y a rien, pourquoi ne pas l'exploiter ? Pourquoi laisser des terres improductives alors que la richesse du pays se trouve justement dans les fruits que de bons travailleurs peuvent tirer de la terre ? »

Aussi, ces dernières années, cette nouvelle catégorie de population s'est-elle installée dans la province de Formosa. Il s'agit d'éleveurs venus des provinces limitrophes. Soit, ils ont

---

611 *Carla Mariana Lois,* « La invención del desierto chaqueño. Una aproximación a las formas de apropiación simbólica de los territorios del Chaco en los tiempos de formación y consolidación del Estado nación argentino », *in Scripta Nova, Revista electrónica de Geografía y Ciencias Sociales, Universidad de Barcelona, n°38, 1999, p. 12.*

612 *Interview de German Fogante, « La nouvelle agriculture argentine : entre innovations et incertitudes », Déméter 2010, Paris, 2009, p. 178.*

été « poussés » par l'avancée de la frontière agricole, soit ce sont d'anciens éleveurs convertis à la production de soja, cherchant à renouer avec leur première activité.

A la recherche des terres inexploitées de la province de Formosa, chacun possède un pouvoir financier important et bénéficie du soutien d'organisations syndicales puissantes comme la Fédération Agraire Argentine (FAA) ou bien la Société Rurale Argentine (SRA). Dans le cas de FAA, celle-ci a notamment participé à différents projets de développement de la province de Formosa afin de favoriser l'implantation des élevages et transformer l'activité en pilier du développement local. Mais des conflits éclatent dans la foulée de ces arrivées, entre nouveaux éleveurs et communautés indigènes pour des territoires que chacun revendique. Deux conceptions du droit de la terre s'opposent alors : le droit coutumier collectif et le droit de la propriété privée. Au-delà d'une question simplement juridique, il s'agit aussi pour les éleveurs de faire valoir leur travail de la terre comme supérieur à « l'oisiveté » des populations indigènes. La phrase d'un éleveur rencontré près de Las Lomitas résumait parfaitement cette représentation : « La terre appartient à celui qui la travaille.[613]»

4.1.3 LES DETERMINANTS HISTORIQUES DE LA MARGINALISATION DES TERRITOIRES DU BASSIN

Le bassin inférieur du Pilcomayo a été le théâtre d'une histoire singulière au cœur du continent sud-américain. Après la création au 19e siècle d'une frontière sur le Pilcomayo, fleuve au cours changeant, le bassin fut le théâtre d'une guerre particulièrement meurtrière en plein Chaco au début du 20e siècle. Il devint par la suite une zone de front que les différents régimes dictatoriaux argentins et paraguayens ont maintenu autant que possible en l'état, faisant de cette région un territoire aux représentations aussi intéressantes que complexes.

A) La Guerre de la Triple Alliance et la création de la frontière

Au milieu du 19e siècle, a eu lieu l'une des guerres les plus meurtrières de l'histoire du continent sud-américain. Dénommée la Guerre de la Triple Alliance[614], elle s'est déroulée de

---

[613] *Entretien avec un éleveur, en date du 28/05/2013, près de Las Lomitas, Argentine.*

[614] *Cette guerre est le sujet aujourd'hui de vives controverses dans le milieu des intellectuels et des historiens. En effet, des courants révisionnistes, notamment en Argentine, tendent à contester les versions officielles de l'histoire de leur pays. Surnommant cette guerre comme celle de « La Triple Infamie », ils cherchent à démontrer que le Paraguay a été victime de la guerre, de son origine à sa conclusion*

1864 à 1870 et a mis aux prises le Paraguay à une alliance composée du Brésil, de l'Argentine et de l'Uruguay. Si le sort de cette guerre est déterminant dans l'analyse des relations entre l'Argentine et le Paraguay[615], il l'est surtout pour comprendre les représentations héritées du partage des territoires du bassin inférieur du Pilcomayo et de leur relation complexe autour de la gestion de ses eaux.

Le fait majeur de la Guerre de la Triple Alliance dans le bassin inférieur du Pilcomayo concerne la création d'une frontière entre l'Argentine et le Paraguay sur le Pilcomayo. Issue d'un arbitrage[616] rendu par le président des États-Unis d'Amérique de l'époque, Rutheford Hayes, le 12 novembre 1878, la frontière entre les deux pays est établie sur le cours principal du fleuve. Cet arbitrage a immédiatement suscité de nombreux différends entre les deux pays frontaliers car l'enjeu consistait à pouvoir définir quel était le cours principal de ce fleuve si changeant. L'Argentine et le Paraguay ont mis soixante-sept ans à pouvoir déterminer exactement le tracé de la frontière. La morphologie du fleuve, la méconnaissance totale de ce territoire, la méfiance suite à la Guerre de la Triple Alliance et à la Guerre du Chaco[617] (1932-

---

615 *La Guerre de la Triple Alliance s'est soldée par un véritable génocide paraguayen. Sur une population d'un peu plus d'un million de personnes, il n'en est resté que trois cents mille à la fin de la guerre, les hommes et les enfants ayant été décimés. Au traumatisme social et démographique, s'en est suivi le partage du territoire paraguayen entre les vainqueurs. Ce partage sera vécu comme un second traumatisme par les Paraguayens. Cette partition est fondamentale dans la construction des représentations de défense de la souveraineté territoriale de la nation paraguayenne.*
Soixante ans après la Guerre de la Triple Alliance, elle fut un élément moteur de la défense des territoires du Chaco dans le bassin du Pilcomayo lors de la Guerre du Chaco. Aujourd'hui, elle continue d'animer les discours des médias et de certains hommes politiques au Paraguay au sujet des conflits diplomatiques qui oppose leur pays à l'Argentine.

616 *L'entrée en guerre de l'Argentine au côté du Brésil résulte du Traité de la Triple Alliance de 1865 dans lequel l'Argentine, en cas de victoire, se voyait octroyer la plus grande partie de la plaine du Chaco. Ce traité était alors en complète contradiction avec le Traité Derqui-Varela de 1852. Ce dernier, signé alors par la confédération argentine, reconnaissait l'indépendance du Paraguay ainsi que sa souveraineté sur les plaines du Chaco. A la suite de la défaite paraguayenne, d'intenses négociations diplomatiques se sont engagées entre l'Argentine et le Paraguay pour l'octroi de ces plaines. Le Brésil, quant à lui soucieux de ne pas laisser l'Argentine étendre autant son territoire, appuya la diplomatie paraguayenne et permit d'obtenir par le Traité de Paix, des Limites, du Commerce et de la Navigation, du 03 février 1876, de limiter les prétentions argentines jusqu'au fleuve Pilcomayo. Les régions plus au nord, jusqu'au Rio Verde, devait être soumises à l'arbitrage du président des États-Unis d'Amérique.*

617 *Si le bassin du Pilcomayo n'a pas été le théâtre de la Guerre de la Triple Alliance mais seulement celui d'un traité frontalier, il le fut en revanche lors de la Guerre du Chaco qui opposa le Paraguay à la Bolivie sur le long de la rive paraguayenne du Pilcomayo. Cette guerre s'est soldée par quelque 100 000 morts. On a cru pendant longtemps que cette guerre avait eu pour origine la présence de pétrole dans la région du Chaco. Or, il a été démontré qu'il n'en existait pas la moindre trace à cette époque. La situation géopolitique de la Bolivie, après la perte de son accès à l'Océan Pacifique lors de sa guerre contre le Chili en 1879, poussa les militaires de l'époque à se tourner vers une sortie sur les grands systèmes fluviaux du Paraná et du Paraguay plus à l'est. La grande plaine du Chaco s'étendant entre le piémont bolivien et le fleuve Paraguay n'avait alors aucune limite définie entre le Paraguay et la Bolivie. L'armée bolivienne, forte de la représentation d'une armée paraguayenne en sous-effectif, peu intéressée par cette zone du Chaco et sous dotée économiquement, pensait obtenir ce territoire sans difficulté. Mais, après sa défaite lors de la guerre de la Triple Alliance, le Paraguay s'est immédiatement mobilisé. Porté par la représentation traumatisante de la partition de son territoire, le Paraguay ne comptait pas en céder*

1935) ont ralenti le processus diplomatique qui aboutit finalement le 1er juin 1945 à la signature du Traité Complémentaire des Limites Définitives. Ce traité a reconnu que le Pilcomayo n'avait pas qu'un seul cours et il a permis la mise en place d'une commission mixte de vigilance et d'administration du fleuve afin d'éviter les conflits bilatéraux. Néanmoins la frontière fut régulièrement l'objet de conflits diplomatiques tout au long de la seconde moitié du 20e siècle jusqu'à nos jours.

L'établissement d'une frontière sur un cours d'eau relève d'un rapport naturel à la séparation entre des nations, comme le serait la ligne de crête d'une montagne entre deux pays. Or, qu'advient-il lorsque l'élément naturel est changeant ? Car la caractéristique majeure du Pilcomayo est l'irrégularité de son cours voire sa nature changeante. C'est bien là l'un des nœuds de la conflictualité diplomatique entre l'Argentine et le Paraguay mais aussi entre acteurs locaux.

Tandis que durant des décennies, la gestion du fleuve relevait d'une question diplomatique sensible, il n'existait alors aucune pression sur les ressources hydriques de la région. Or, aujourd'hui, la maîtrise des eaux du Pilcomayo est devenue un enjeu géopolitique aux multiples implications. Sans le Pilcomayo, il est impossible de réaliser et de concrétiser la conquête des territoires de ces plaines semi-arides. Dès lors, les différentes tentatives de canalisation et de contrôle du fleuve font l'objet de tensions vives et récurrentes.

à nouveau la moindre parcelle. C'est ainsi qu'après quatre années de résistance acharnée, le Paraguay a pu préserver la plus grande partie des territoires du Chaco sous son contrôle. Jusqu'à ce jour, cette région reste un symbole fort dans les représentations territoriales de la nation paraguayenne, bien qu'elle reste complètement sous développée voire même ignorée des politiques publiques. Durant la Guerre du Chaco, un acteur joue un rôle déterminant, la communauté mennonite. Installée dans la région du Chaco à peine cinq ans avant la déclaration de la guerre, la présence des mennonites se révèle décisive dans le ravitaillement des troupes paraguayennes durant le conflit. Cet épisode va permettre à cette communauté de s'ancrer sur le territoire et d'y amorcer sa croissance et son développement avant de devenir un acteur incontournable des enjeux de la région.
Durant cette période, d'autres communautés ont participé malgré elles au conflit. Les populations indigènes ont été victimes de harcèlement par les troupes des armées bolivienne, paraguayenne mais aussi argentine. En effet, des troupes argentines, stationnées le long du fleuve durant le conflit, s'en prenaient régulièrement à certains groupes indigènes comme le relatent les anthropologues Gaston Gordillo et Juan Martin Leguizamon. De ces expériences découle la représentation d'un pouvoir militaire répressif transmise de génération en génération et traduite aujourd'hui par une méfiance vis à vis des représentants des autorités publiques.

B) Le temps des dictatures et la sanctuarisation d'une zone de front dans le bassin du Pilcomayo

Après l'établissement de la frontière sur le Pilcomayo, le bassin du Pilcomayo s'est rapidement transformé en zone de front. Cette situation, Gildo Insfrán, actuel gouverneur de la Province de Formosa, l'a exprimé ainsi :

> « Il a été mené une politique internationale contraire à l'intégration, faisant la promotion de la désertion des populations des territoires frontaliers comme un objectif stratégique, en vertu d'une conception défaillante de la défense nationale. C'est ainsi que le territoire formoseño, avec plus de huit cents kilomètres de frontière internationale, a été considéré comme un théâtre possible d'affrontements belliqueux avec les pays limitrophes. Cette hypothèse de conflit a réduit tout type d'investissement dans la province, ce qui dans les faits a consacré le fleuve Bermejo comme limite de nord de l'Argentine[618]. »

A partir des années 1930, en Argentine, un nombre particulièrement important de régimes dictatoriaux se sont succédé, seulement interrompus par de courtes périodes démocratiques. Au Paraguay, ce fut la dictature du général Alfredo Stroessner, de 1954 à 1989, qui marqua la vie politique du pays tandis qu'en Bolivie un régime militaire fut mené sous l'autorité du général Hugo Banzer de1971 à 1978. La conception géopolitique des militaires se limitait à la défense stricte de leur souveraineté et de leurs frontières. Outre des opérations de renseignements menées conjointement durant les années 1970, la coopération entre les pays était faible et la méfiance régnait entre les différents régimes militaires.

Dès lors, les territoires du bassin du Pilcomayo, très peu ou pas développés, ont été considérés comme une zone idéale de front en cas d'un nouveau conflit armé entre ces pays car suffisamment éloignés des centres de population et de l'activité économique, notamment argentine.

Dans le but de comprendre le type de conflictualités qui caractérise l'expansion de la frontière agricole et l'implantation de grands élevages dans le bassin du Pilcomayo, nous venons de voir quelles sont les réalités des territoires faisant l'objet d'un renouveau des représentations de « conquête » et de « désert ».

---

618 *Gildo Insfrán, prologue du Plan Formosa 2015, Formosa, 2006.*

Loin des plaines fertiles au climat tempéré de la Pampa, nous avons vu à quel point la situation hydrique et climatique des territoires du bassin constituait un facteur de tensions et de rivalités pour la maîtrise d'une ressource indispensable, l'eau.

De même, nous avons pu observer comment certains évènements historiques avaient pesé dans la construction des représentations des différents acteurs et ainsi déterminer leur influence dans les dynamiques conflictuelles qui traversent les territoires du bassin.

4.2 RELIER LES NOUVEAUX « DESERTS » DE LA NATION AU « GRENIER DU MONDE »

L'un des éléments traduisant la réapparition de la représentation de puissance de l'Argentine est lié à la réactivation de projets d'infrastructures de transport facilitant l'acheminement des productions agro-pastorales vers les ports d'exportation. Ces projets ont une incidence géopolitique directe sur les territoires du Bassin inférieur du Pilcomayo dans le nord de l'Argentine car ils accompagnent autant qu'ils encouragent la progression des fronts pastoraux. La possibilité d'un accès facilité au commerce mondial favorise l'implantation d'élevages, jusque-là limitée par le faible niveau de développement des infrastructures et la marginalisation de ces territoires, constituant alors un facteur de pression supplémentaire pour le contrôle des ressources foncières et les rivalités qu'il provoque.

Dans le sillage de l'agriculturisation des espaces agricoles sud-américains, de l'expansion des frontières productives, notamment de la culture du soja, et d'une demande internationale forte et soutenue, le début des années 2000 a été marqué par l'élaboration d'ambitieux projets d'intégration, de coopération et d'infrastructures, à l'échelle du continent, afin de relier la façade atlantique à la façade pacifique et ainsi désenclaver les régions centrales de l'Amérique du sud.

Outre les nombreuses alliances politiques et économiques comme le Mercosur, l'Unasur (Union des nations sud-américaines) ou bien encore le Zicosur (Zone d'intégration centre ouest sud-américaine), qui visaient à dynamiser les échanges régionaux et continentaux, ce fut plus concrètement par le biais des projets l'Initiative pour l'Intégration de l'Infrastructure Régionale Sud-Américaine (IIRSA), intégrant le COSIPLAN (Consejo Suramericano de Infraestructura y Planeamiento de UNASUR), que des perspectives de repositionnement des territoires du bassin inférieur du Pilcomayo au cœur des dynamiques régionales ont vu le jour.

Par ailleurs, en Argentine, la relation stratégique tissée avec la Chine a abouti à l'élaboration de projets d'infrastructures ciblés pour améliorer la connectivité des transports et participer à la sécurisation des approvisionnements chinois. La réactivation de la ligne ferroviaire du Belgrano Cargas, initiée sous la mandature de Cristina Fernandez de Kirchner, a constitué la pièce centrale de ce projet. Prolongée sous la présidence de Mauricio Macri, elle a intégré un nouveau plan, plus ambitieux, de développement massif des infrastructures pour connecter les territoires du nord de l'Argentine aux zones d'exportation : le Plan Belgrano.

Nous verrons donc comment les projets continentaux d'intégration repositionnent les territoires du bassin du Pilcomayo. Ensuite, nous étudierons les enjeux du nouveau projet d'aménagement territorial du Plan Belgrano.

4.2.1 LES ENJEUX DE L'INTEGRATION CONTINENTALE

Dans un contexte politique et économique favorable, au début des années 2000, d'ambitieux projets d'intégration ont vu le jour en Amérique du sud. Qu'il s'agisse de l'Initiative pour l'Intégration de l'Infrastructure Régionale Sud-Américaine (IIRSA), ou de la Zone d'Intégration du Centre Ouest Sud-Américain (ZICOSUR), la situation géographique du bassin inférieur du Pilcomayo l'a placée au cœur de ces projets.

Les différents projets élaborés par ces organismes reçoivent le soutien actif des banques de développements américaines. Face à l'expansion agricole rapide des régions du centre du continent sud-américain et conscient des lacunes structurelles de ces mêmes territoires, Julian Suarez, Directeur de l'Infrastructure pour les pays du Cône Sud (Argentine, Brésil, Uruguay, Paraguay et Chili) à la Banque Andine de Développement (CAF), insistait, lors d'un entretien, sur le rôle stratégique du développement de projets d'infrastructures dans la région :

> « Le rôle de notre banque est d'accompagner et de soutenir les projets permettant de connecter les pays sud-américains. Nous nous focalisons sur les projets qui permettent de générer de la connectivité entre les pays de la région, notamment depuis les années 2000. […] Nous nous intéressons à des corridors stratégiques pour les exportations vers les ports du Pacifique. Nous favorisons le dialogue au sein du COSIPLAN entre les différents gouvernements pour aboutir à un consensus sur les projets d'infrastructures prioritaires de l'IIRSA. Nous cherchons à développer les projets de connectivité régionale qui ne dépendent pas de projets nationaux de développement. […] En Argentine, nous contribuons à la faisabilité des projets de corridor qui favorisent le développement des exportations du nord du pays vers les ports du Chili.[619] »

Mise en œuvre à l'issue de la création de l'Unasur en 2008, l'IIRSA a pour objectif de faciliter les échanges intra régionaux (via la consolidation du réseau d'infrastructures) et d'améliorer la position de la région sur les grands marchés mondiaux (liaison entre les centres industriels brésiliens et les ports du Pacifique reliés aux marchés asiatiques). Plusieurs projets

---

[619] *Entretien avec Julian Suarez, Directeur des Infrastructures de la CAF, à Montevideo, le 26/04/2016.*

en cours d'exécution concernent directement le bassin inférieur du Pilcomayo, au nord, vers le Paraguay, ou bien au sud, en Argentine.

Situés à proximité immédiate des territoires du bassin, ils offrent ainsi un accès direct aux voies d'exportation pour les grands élevages qui s'implantent dans la région. Le gouverneur de la province de Formosa, Gildo Insfrán, l'a bien compris quand, dès 2008, il déclarait devant l'assemblée de sa province : « Formosa présente l'histoire d'un territoire marginalisé depuis ses origines[...]mais aujourd'hui, les conditions nationales et internationales nous offrent des opportunités uniques[620] ».

A) L'IIRSA (Initiative d'Intégration de l'infrastructure Régionale Sud-Américaine)

En août 2000, réunis à l'occasion du premier sommet des pays d'Amérique du Sud à Brasilia, les présidents sud-américains ont inauguré le début d'une ère de coopération entre tous les pays du sous-continent. Elle aboutit en 2008, à la création de l'UNASUR, l'Union des Nations Sud-Américaines, là encore à Brasilia. Lors de ce premier sommet, des thèmes jusqu'alors peu abordés par ces pays entre eux étaient à l'ordre du jour : sécurité, monnaie, infrastructures, et défense notamment[621]. Parmi une série d'accords conclus entre les pays, un accord de coopération régionale a prévu la mise en place d'une initiative en matière d'infrastructure et d'intégration.

Appelée « Iniciativa IIRSA », (Initiative pour l'Intégration de l'Infrastructure Régionale Sud-Américaine), elle repose sur l'idée d'un régionalisme ouvert. L'IIRSA entend en effet faciliter les échanges intra régionaux via la consolidation du réseau d'infrastructures, mais également améliorer la position de la région sur les grands marchés mondiaux (liaison entre les centres industriels brésiliens et les ports du Pacifique reliés aux marchés asiatiques).

L'IIRSA s'appuie ainsi sur trois objectifs fondamentaux :

> « L'intégration des marchés, la consolidation des chaînes productives et l'amélioration de la compétitivité grâce à la création de plateformes logistiques structurées. Dix zones d'intégration ont été définies au sein desquelles l'objectif est d'établir un standard d'accès et de qualité des infrastructures de transports, d'énergie et de télécommunications. Dans chacune des 10 zones identifiées, l'initiative entend renforcer l'intégration grâce à

620 *Plan Formosa 2015, http://www.formosa.gob.ar/formosa2015.*

621 *Olivier Dabène, « Union des Nations Sud-Américaines », Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes, Sciences Po., 2011.*

l'élimination des barrières physiques et la mise en valeur des complémentarités existantes[622] ».

Cette initiative s'annonce déterminante pour les régions du centre de l'Amérique du Sud, et par conséquent pour le bassin du Pilcomayo. La création et/ou l'amélioration d'axes routiers et ferroviaires vont en effet permettre de relier le cœur du continent aux principaux ports d'exportation de la côte pacifique. Or, ces axes représentent l'opportunité de désenclaver ces régions du centre du continent dont l'éloignement géographique et le manque d'infrastructures étaient, jusqu'à présent, des facteurs conditionnant de leur sous-développement.

Lors d'un entretien avec Luis Basterra, député représentant la province de Formosa devant le congrès de la Nation, celui-ci a insisté sur la nécessité que de tels projets d'infrastructures continentales aboutissent :

« Nous sommes une province isolée. Il est difficile pour nous d'exporter nos productions à Buenos Aires, à Rosario ou pire encore, vers les marchés internationaux. Sans ces projets, notre province ne peut pas se développer correctement car elle n'est pas attractive. Même s'ils mettent beaucoup de temps à se réaliser, nous avons tout à y gagner.[623] »

De même, il est revenu sur le « niveau de discrimination » souffert par sa province depuis des décennies et l'importance que « de tels projets soient internationaux pour nous assurer qu'ils aboutissent et nous permettent de nous désenclaver.[624] »

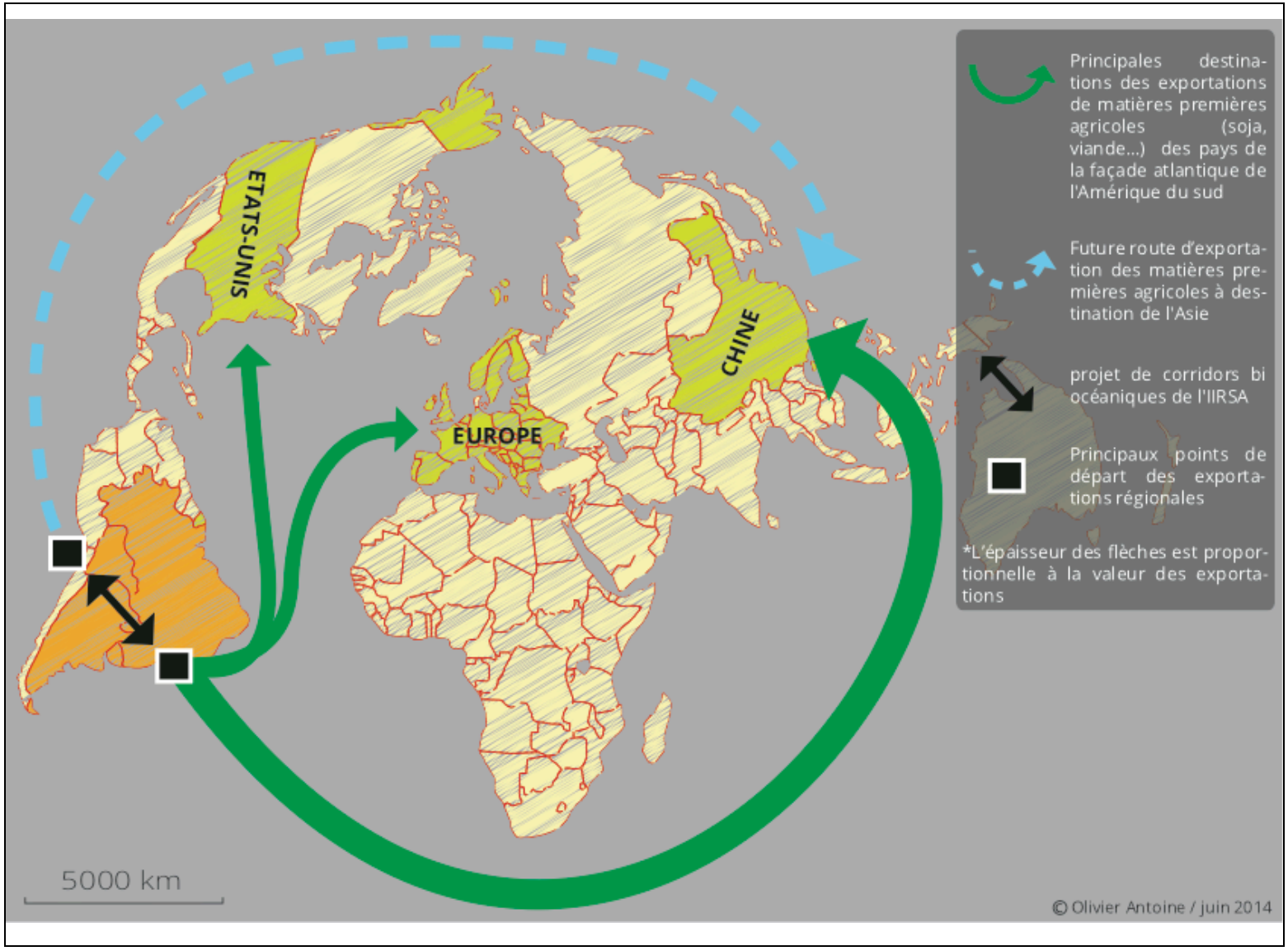
Parmi les projets de connectivité régionale, chers aux yeux des banques de développement, celui du corridor bi océanique ferroviaire Paranaguá-Antofagasta et celui du pont entre le département paraguayen de Ñeembucú et la province argentine de Formosa sont les deux infrastructures dont l'impact sur le bassin inférieur du Pilcomayo serait le plus direct et permettrait l'écoulement des productions des matières premières agricoles vers le port chilien d'Antofagasta et l'exportation rapide vers les marchés d'Asie. Les deux cartes suivantes nous permettent de visualiser la situation du bassin par rapport aux axes de développements de l'IIRSA.

---

622 *http://www.iirsa.org/*

623 *Entretien avec Luis Basterra, député national de la province de Formosa, à Buenos Aires, le 10/04/2018.*

624 *Entretien téléphonique avec Luis Basterra, député national de la province de Formosa, à Bordeaux, le 02/09/2019.*



La part des exportations de matières premières agricoles des pays du Mercosur, à destination de la Chine, est en constante augmentation.
Les projets de l'IIRSA visent à permettre une connexion des centres de production avec les ports de la façade pacifique pour ainsi relier plus rapidement les marchés asiatiques.



A proximité des projets de corridors bi océaniques de l'IIRSA, les territoires du bassin du Pilcomayo ont l'opportunité de remédier à l'enclavement qui pèse sur leur développement et ainsi de profiter de l'avancée de la frontière agricole (soja et élevage).

En 2009, après la création de l'UNASUR, l'IIRSA a intégré le Conseil Sud-Américain d'Infrastructure et de Planification (COSIPLAN). Instance chargée de la mise en place des projets d'intégration et d'infrastructures régionales, elle s'est dotée d'un Plan d'Action Stratégique (PAE) pour une période allant de 2012 à 2022. Le PAE a défini des projets jugés prioritaires, regroupés au sein des Projets Prioritaires d'Intégration (API), que la carte suivante nous permet de visualiser géographiquement sur le continent. Le montant estimé des projets s'élève à 16,7 milliards de dollars et leur réalisation s'appuie sur le concours d'institutions bancaires internationales, BID (Banque Interaméricaine de Développement), FONPLATA (Fond Financier pour le Développement des pays du Bassin du Rio de la Plata), CAF (Cooperación Andina de Fomento) et nationales, BNDES (Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social (banque nationale brésilienne).

CARTE DES PROJETS DE L'API DE L'IIRSA



Deux grandes aires se distinguent : l'Amzaonie et le cœur du continent. Au travers de projets d'infrastructures et de communications, les API visent à faciliter le transport des matières premières vers les façades atlantique et pacifique. Le développement du centre du continent est une aubaine pour les régions comme le bassin du Pilcomayo jusqu'alors enclavées.

Source : http://www.irsa.org.

Depuis l'élection de Jair Bolsonaro, en 2019, suivant celle de Mauricio Macri, en 2015, la continuité de l'UNASUR a été menacée. En effet, ces pays, ainsi que le Chili, la Colombie et l'Équateur, ont décidé de quitter cette organisation qu'ils jugeaient trop politique. A ce jour, les projets d'infrastructures entamés ne semblent pas souffrir de telles décisions et les présidents n'ont pas remis en cause l'architecture institutionnelle du COSIPLAN. Par ailleurs, la Chine, dont la présence financière sur le continent est particulièrement importante, fait jouer ses intérêts afin que les projets d'infrastructures aboutissent, préservant ainsi la dynamique structurelle amorcée depuis le début des années 2000.

C'est donc au cœur de cet élan continental qu'un nouveau projet d'intégration régional voit le jour, le ZICOSUR.

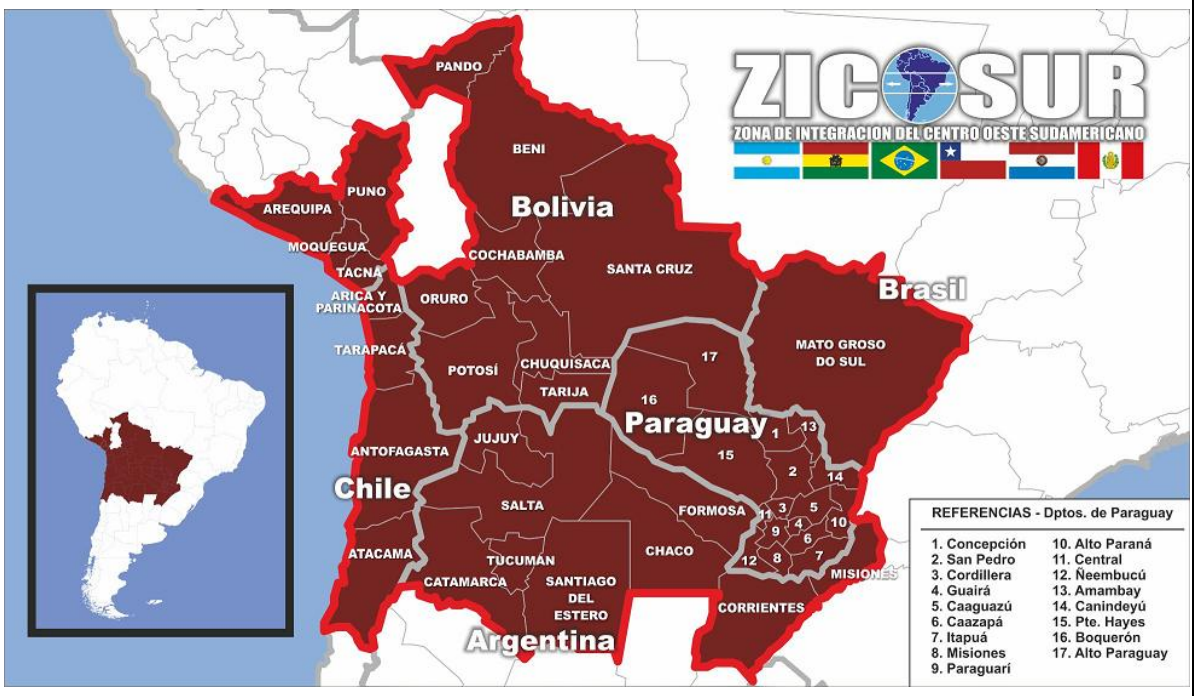
B) ZICOSUR (Zone d'Intégration du Centre Ouest de l'Amérique du Sud)

Si la naissance du ZICOSUR est antérieure à la mise en place de l'IIRSA (ses premières réunions de travail remontent à 1997), c'est à partir de novembre 2005, en plein cœur de la période de lancement des grands projets de l'IIRSA, que le ZICOSUR devient véritablement une institution par le biais du Protocole de Campo Grande.

Cette zone d'intégration du centre ouest de l'Amérique du Sud est composée de 45 régions, provinces et départements issus de 6 pays. La carte ci-dessous, extraite du site officiel de l'organisation[625], montre que cette zone n'est pas composée de pays mais de régions, parmi lesquelles se situent les provinces et départements du bassin inférieur du Pilcomayo (Formosa, Boquerón et Presidente Hayes). Il est intéressant de souligner que l'ensemble des régions forme une aire géographique atteignant la côte pacifique du continent.

[625] *http://www.zicosur.org.ar*

CARTE DES MEMBRES DU ZICOSUR



Résolument tournés vers la façade pacifique et ses possibilités d'exportation vers les marchés d'Asie, les départements et les provinces du bassin du Pilcomayo sont au cœur de cette zone d'intégration.
Source : http://www.zicosur.org.

Les objectifs énoncés par l'organisation sont clairs :

> « ZICOSUR a pour objectif principal de réussir l'insertion de la sous-région dans le contexte international depuis un point de vue compétitif, en développant le commerce extérieur avec les marchés internationaux au moyen de l'articulation des axes de communication…et en s'appuyant sur l'interconnexion avec les voies bi océaniques…[626] »

Dans une telle configuration, la place d'une province comme celle de Formosa se situerait au cœur du développement souhaité par le ZICOSUR. Aussi, en 2013, le projet de pont Ñeembucú-Formosa, dans le cadre du COSIPLAN (Conseil Sud-Américain d'Infrastructure et de Planification), était considéré par Carlos Francisco Silva Medina, le gouverneur du département de Ñeembucú, au Paraguay, comme « la route du ZICOSUR[627] ».

Il apparaît clairement que la mise en place de la coopération internationale entre les pays d'Amérique du Sud, au travers de l'UNASUR, des projets d'infrastructures du COSIPLAN,

---

626 *http://www.zicosur.org.ar*
627 *http://lamañanaonline.com.ar, 16 octobre 2013.*

crée une émulation parmi les acteurs de toutes ces régions qui se trouvaient jusqu'alors à la périphérie du développement de leur pays.

Même si une organisation comme le ZICOSUR ne possède pas de pouvoir de décisions et d'actions majeures, les représentations de développement et d'intégration qu'elle véhicule sont intéressantes à souligner. Elles apparaissent d'ailleurs dans de nombreux éléments de discours de dirigeants provinciaux. Par exemple, le gouverneur de la province de Formosa les utilise abondamment pour justifier les projets de développement qu'il met en place dans sa province : « Formosa présente l'histoire d'un territoire marginalisé depuis ses origines […] mais aujourd'hui, les conditions de la scène nationale et internationale nous offrent des opportunités uniques.[628] »

Au cours d'une réunion avec un Institut de développement de la province de Tucumán, l'IDEP, en Argentine, une dirigeante d'entreprise, directement impliquée dans le développement du ZICOSUR, m'a affirmé :

> « Le ZICOSUR est un outil de réflexion régional qui nous permet d'élaborer des propositions concrètes à soumettre au gouvernement national. Nous dépendons des décisions de Buenos Aires et c'est frustrant. Mais nous devons faire savoir à Buenos Aires quels sont nos intérêts et nos priorités. L'intégration régionale est un enjeu pour la réussite de nos provinces.[629] »

Le contexte politique régional et continental des années 2000 offre donc des perspectives nouvelles pour le bassin inférieur du Pilcomayo. A ceci s'ajoute aujourd'hui la volonté des acteurs politiques nationaux argentins de lancer, à leur tour, des projets d'infrastructures répondant au dynamisme du développement agro-pastoral du nord du pays.

4.2.2 LES ENJEUX DU NOUVEL AMENAGEMENT TERRITORIAL

La commercialisation des productions agricoles des zones liée à l'expansion des fronts agro-pastoraux souffre de l'obsolescence, voire de l'absence, du réseau de transport. Face au manque d'infrastructures adéquates et dans le contexte de la relation stratégique tissée avec la Chine, le gouvernement argentin a choisi de rénover des lignes ferroviaires du Belgrano Cargas. Leur tracé s'inscrit dans la continuité géographique de l'expansion agricole vers les provinces

---

[628] *Plan Formosa 2015, http://www.formosa.gob.ar/formosa2015.*

[629] *Entretien avec Catalina Lonac, Présidente de la compagnie sucrière Los Balcanes, à Tucumán, le 22/06/2017.*

du nord de l'Argentine. Par ailleurs, ce projet s'inscrit dans une tentative de la Chine d'inverser le flux historique des marchandises en basculant de la façade atlantique vers la façade pacifique.

A partir de 2015 et l'élection de Mauricio Macri à la tête de l'Argentine, le projet de rénovation de la ligne ferroviaire du Belgrano Cargas a incorporé un plan de développement ambitieux des provinces du nord du pays, le Plan Belgrano. Présenté comme un projet visant à « mettre fin à la dépression structurelle des régions du nord du pays, à régler la dette historique de l'Argentine vis-à-vis des 10 provinces du nord et à clôturer définitivement un chapitre rempli d'injustices[630] », le Plan Belgrano s'est appuyé prioritairement sur le développement d'infrastructures d'exportation et notamment la réactivation du Belgrano Cargas.

C'est ainsi que la rénovation de la ligne ferroviaire a été lancée. Après vingt-sept années hors service, plusieurs centaines de kilomètres de rails ont été rénovés entre la province de Salta et celle du Chaco. L'objectif affiché du gouvernement est de « permettre l'écoulement de plus de deux millions de tonnes de maïs et de soja depuis les territoires du nord-ouest de l'Argentine.[631] »

En énonçant de tels objectifs, le gouvernement national offre des conditions idéales à l'expansion de la frontière agricole et à la conquête de nouveaux « déserts » en les reliant au « grenier du monde ».

A cet égard, en mars 2018, l'ONG environnementale Mighty Earth a souligné les risques accrus de déforestation et de progression des fronts agro-pastoraux liés à la réactivation de la ligne de chemin de fer du Belgrano Cargas :

> « Dans le cadre de son projet d'infrastructure Plan Belgrano, le gouvernement argentin est en train de reconstruire une importante ligne de chemin de fer dans les provinces de Salta et Jujuy afin d'accélérer le transport du soja, depuis la frontière forestière du Chaco vers les ports. Cette nouvelle infrastructure agit comme une subvention importante et efficace en faveur de l'industrie du soja dans le Chaco. En tant que telle, à moins que des mesures immédiates de conservation ne soient mises en œuvre par le secteur privé et le gouvernement, cette ligne de chemin de fer devrait considérablement accélérer le phénomène de déforestation.[632] »

---

630 *https://www.argentina.gob.ar/planbelgrano/que-es*

631 *https://www.argentina.gob.ar/noticias/se-recupera-ramal-del-belgrano-cargas-tras-27-anos-de-inactividad*

632 *http://www.mightyearth.org/wpcontent/uploads/2018/04/ME_DEFORESTATION_France_French_FINAL_A4.pdf*

La pression sur les territoires du Bassin du Pilcomayo pourrait être encore plus forte. En effet, depuis l'annonce du Plan Belgrano, le gouvernement de la province de Formosa défend la réactivation d'une portion abandonnée de la ligne ferroviaire du Belgrano Cargas, la ligne C-25, traversant son territoire d'est en ouest.

La province, dirigée depuis 30 ans par le même gouverneur, Gildo Insfrán, cherche à tirer profit au maximum des évolutions agro-pastorales du pays, des projets nationaux et continentaux d'infrastructures de transport et des aménagements hydriques pour favoriser le développement de ses territoires, au risque de créer des rivalités, voire d'attiser des tensions déjà existantes.

A l'heure actuelle, ce projet n'a toutefois pas avancé car selon Luis Basterra, député de la province de Formosa :

> « Il s'agit d'une vengeance politique. Depuis l'élection de Macri, nous sommes la seule province du nord à avoir refusé de valider sa politique économique et sociale. Alors pour nous le faire payer, ils refusent de réactiver la ligne C-25. C'est pourtant une évidence que si l'on veut développer le nord du pays, il faut faire le lien entre la réactivation du Belgrano Cargas et les projets de connexion régionaux.[633] »

Outre la question des rivalités politiques nationales – le gouverneur de Formosa étant péroniste et le président de la République un fervent anti-péroniste – la vision des acteurs de la province de Formosa à propos de l'aménagement de leur territoire est intéressante. En effet, au-delà de la volonté de se greffer à un projet de développement d'envergure nationale, afin de ne pas se sentir à nouveau « isolée », la province se projette sur la scène régionale comme une province pivot. A l'instar du gouvernement national, la province de Formosa entend aussi assumer ce lien si particulier entre l'expansion de la frontière agro-pastorale et le « monde », confirmant pleinement la dimension multiscalaire et géopolitique de la reconfiguration de la représentation de puissance de l'agriculture et de l'élevage en Argentine.

En encourageant la réactivation de la ligne C-25, le gouvernement provincial ambitionne d'une part, de se relier au système ferroviaire bolivien par l'intermédiaire de la province de Salta et, d'autre part, de la relier à l'artère fluviale du Paraná au travers d'un projet de développement du port de Colonia Aquino, proche de la ville de Formosa. Il n'est pas anodin de constater que ce projet a reçu le récent soutien de la Chine, au travers de sa société d'Etat,

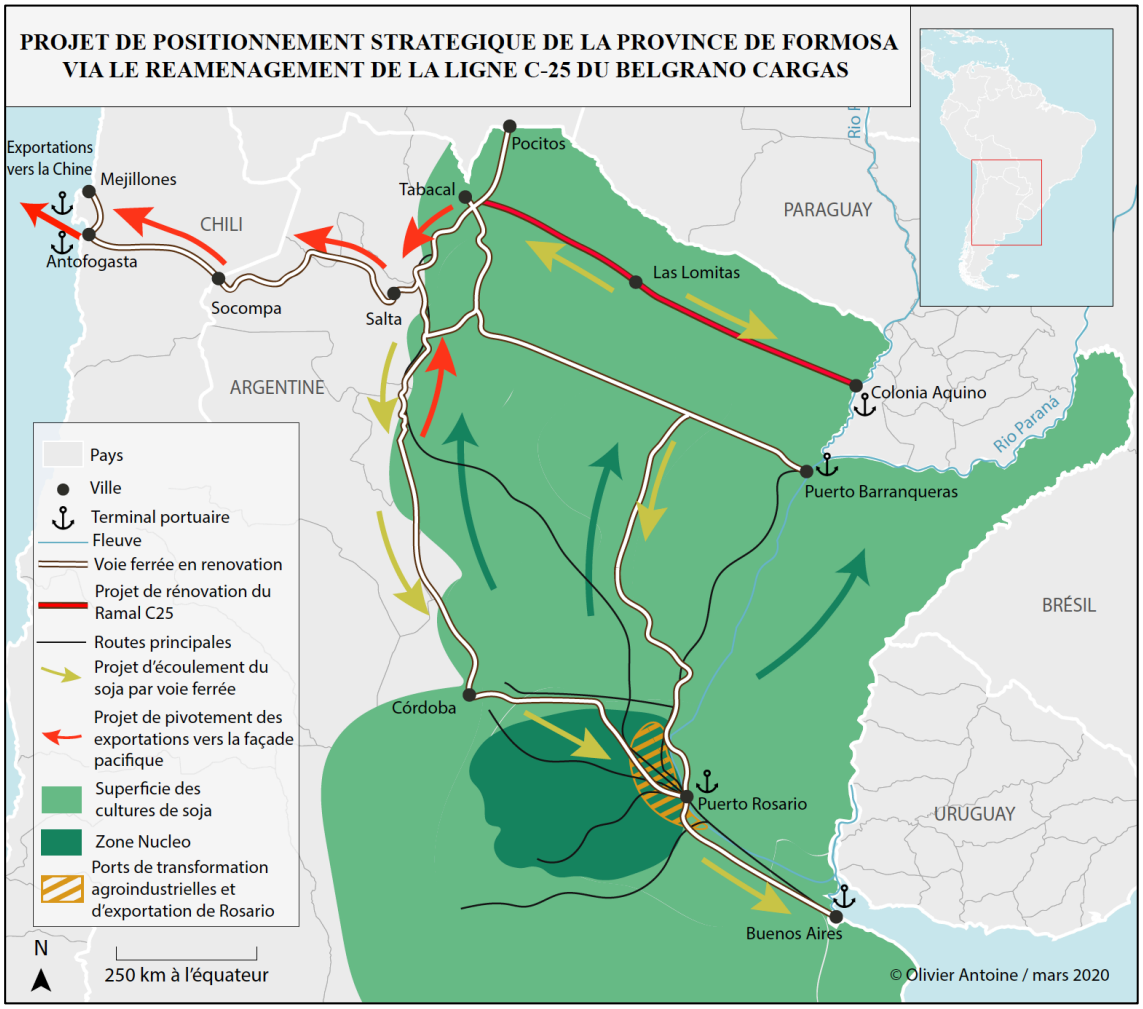
---

633 *Entretien téléphonique avec Luis Basterra, député national de la province de Formosa, à Bordeaux, le 02/09/2019*

la Compagnie Nationale des Chemins de Fer de la République Populaire de Chine, CRRC[634]. Selon le gouvernement de la province :

> « Il s'agit d'un lien stratégique dans les politiques de transport régional et une priorité pour le développement du nord de l'Argentine et notre province en particulier. Ce programme de développement du transport ferroviaire est complémentaire avec le transport fluvial et notre insertion sur les marchés mondiaux.[635] »

La carte suivante nous permet de situer le projet de réactivation de la ligne C-25 du Belgrano Cargas et ses opportunités de connexions fluviales et ferroviaires.



634 *http://www.construar.com.ar/2018/01/4762-interes-chino-ramal-c-25-puerto-colonia-aquino-formosa/*

635 *http://www.elcomercial.com.ar/index.php?option=com_content&view=article&id=254541:trabajan-en-la-reactivacion-del-ramal-c-25-del-ferrocarril-belgrano-cargas&catid=4:locales&Itemid=55*

Dans cette sous-partie, nous avons vu comment le contexte politique et économique régional, au début des années 2000, a offert une perspective de développement des territoires où s'étend aujourd'hui le front agro-pastoral en Argentine. Traduisant la retour de la représentation de puissance de l'Argentine, des programmes d'infrastructures ont été élaborés afin d'accompagner cette nouvelle conquête territoriale orchestrée par les implantations de grands élevages dans la province de Formosa et le bassin inférieur du Pilcomayo.

Soucieux de relier les nouveaux « déserts de la nation » au « grenier du monde », les acteurs locaux développent à leur tour des projets d'infrastructures dont les répercussions géopolitiques s'intensifient au travers d'une multiplication des conflits pour la maîtrise des ressources foncières et hydriques des territoires du bassin.

4.3 L'EXPANSION DE LA FRONTIERE AGRO-PASTORALE : FACTEUR DE DEVELOPPEMENT OU D'INSTABILITES ?

Le repositionnement régional du bassin inférieur du Pilcomayo a offert la possibilité de revitaliser l'ensemble des espaces riverains du fleuve. Conscient des enjeux qui pèsent sur ses territoires, la province de Formosa a entamé une démarche de développement afin de profiter de cet effet d'aubaine conjuguant intégration continentale, aménagement structurel national et avancée de fronts agro-pastoraux. Loin de subir la « conquête » de son propre « désert », le gouverneur de la province démontre sa volonté de l'accompagner en offrant les conditions d'un tel accomplissement. Aussi, l'irrigation, clé de voûte de la valorisation de territoires semi-arides, et la privatisation du foncier constituent-elles le cœur des politiques de développement de la province. Or, dans un contexte historiquement conflictuel, localement et internationalement, l'apparition de grands élevages et l'implantation de populations dans des espaces frontaliers interpellent : s'agit-il d'un facteur de développement ou bien une source d'instabilités ?

Nous verrons d'abord quelles transformations et quels développements traduisent la volonté de la province de participer à la « conquête » de ses « déserts ». Ensuite, nous nous intéresserons à la multiplication des conflits autour des ressources hydriques et foncières dans les territoires du bassin inférieur du Pilcomayo.

4.3.1 LA PROVINCE DE FORMOSA EN QUETE DE DEVELOPPEMENT

Désormais au cœur des dynamiques agraires et des projets d'infrastructures continentales, le gouvernement de la province de Formosa cherche à profiter pleinement de cette aubaine pour promouvoir son développement économique et social. Au travers d'ambitieux plans d'aménagement territorial, notamment avec le *Plan Formosa 2015*, reconduit sous le dernier mandat du gouverneur Gildo Insfrán, la province promeut une politique foncière orientée vers l'implantation de grands élevages dans les territoires de l'ouest de la province. Dans cette zone semi-aride du bassin inférieur du Pilcomayo, l'acheminement et le stockage de l'eau représentent donc un enjeu stratégique pour en assurer la disponibilité pour les élevages et favoriser la colonisation des nouveaux espaces.

Le plan d'aménagement des territoires de la province tire aussi en partie sa légitimité des représentations d'abandon de la province et des compensations que la Nation devrait lui

apporter. A ce titre, l'écart entre les intentions marquées dans le Plan Belgrano, de « mettre fin à la dépression structurelle des régions du nord du pays, à régler la dette historique de l'Argentine vis-à-vis des 10 provinces du nord et à clôturer définitivement un chapitre rempli d'injustices[636] », et le manque d'investissement national dans la province, renforcent le discours du gouverneur de la province et le confortent dans son intention de suivre ses propres plans de développement.

Nous allons donc nous intéresser au plan d'aménagement territorial de la province, le *Plan Formosa 2015,* et nous verrons comment il prétend « s'offrir à la conquête ». Par la suite, nous étudierons les infrastructures d'irrigation mises en œuvre par la province, facteur clé du développement de la province.

A) L'ouest de la province : territoire de « conquête » pastorale

Apparue au début des années 2000, le Plan Formosa 2015 aspire à la transformation de la province de Formosa. « Devenir une province productive, améliorer la qualité de vie des habitants, profiter d'une conjoncture nationale et internationale favorable[637] », autant de volontés affirmées par Gildo Insfrán, gouverneur de la province depuis 30 ans[638].

Initiateur du projet, il en est son plus ardent promoteur. En 2008, lors de son discours d'ouverture des sessions de la Chambre des Députés de la province de Formosa, il a notamment déclaré :

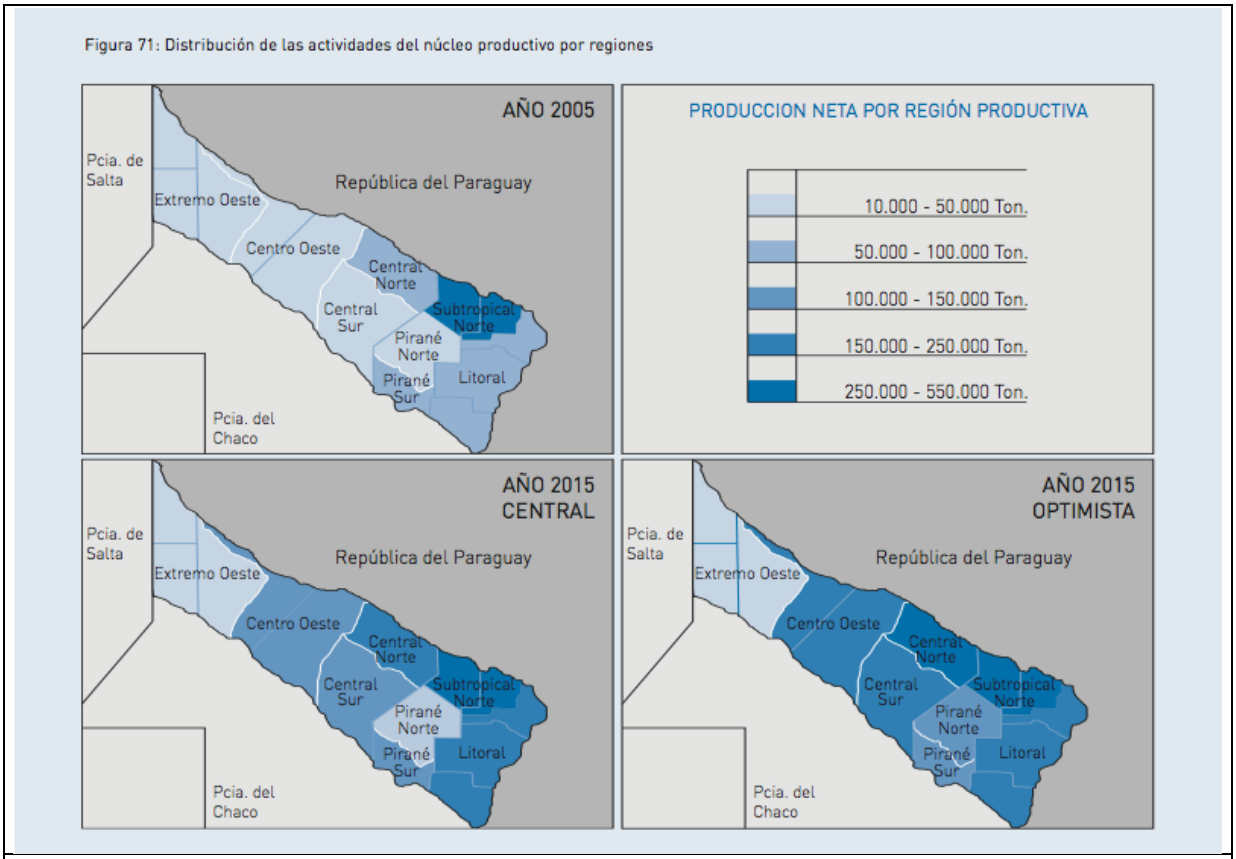
> « …Nous avons défini une vision de la Formosa du futur nécessairement plus prospère et productive… au travers d'un développement intégral, sans exclusion, économiquement rentable, socialement juste, écologiquement durable et territorialement équitable… Notre objectif est d'atteindre un minimum de 500 000 hectares de terres cultivées pour une production agricole de 1,3 million de tonnes et un cheptel bovin de 3,5 millions de têtes.[639] »

Menées dans le cadre de l'élaboration du Plan Formosa 2015, des études préliminaires révélaient en 2008 que la superficie cultivée de Formosa s'élevait à seulement 120 000 hectares,

---

636 *https://www.argentina.gob.ar/planbelgrano/que-es*
637 *Plan Formosa 2015, http://www.formosa.gob.ar/formosa2015.*
638 *En août 2019, Gildo Insfrán a été réélu à la tête de la province de Formosa. Il a ainsi entamé un septième mandat comme gouverneur de la province.*
639 *http://www.formosa.gob.ar/accionesdegobierno*

et que son cheptel bovin ne comptait que 1,6 million de têtes[640]. En sept ans, Gildo Insfrán espérait donc doubler la taille de son cheptel et tripler sa surface agricole comme nous l'indique la carte ci-après, publiée dans le plan directeur du Plan Formosa 2015.



Les projections effectuées par le gouvernement de la province de Formosa envisagent deux scénarii : une année 2015 dite « centrale » et une année 2015 « optimiste ». Dans les deux cas de figure le développement de la province se situe dans un axe de progression est/ouest, là où les conditions foncières et hydriques sont les plus avantageuses.

Source : http://www.formosa.gob.ar/formosa2015

Étendue sur toute la longueur du bassin inférieur du Pilcomayo, la province compte sur un potentiel de superficie cultivable équivalente à 3 millions d'hectares[641]. Néanmoins, selon un rapport sur la compétitivité de la filière bovine de Formosa[642], le ministère argentin de l'Agriculture souligne la nécessité de développer l'élevage dans l'ouest de la province où les sols sont aptes à ce type d'activité. La concentration de sels dans les sols y freine l'agriculture alors qu'elle y favorise l'élevage, moyennant l'introduction de pâturages africains résistants

640 *Plan Formosa 2015, http://www.formosa.gob.ar/formosa2015.*

641 *http://www.formosa.gob.ar/produccion.programaordenamientoterritorial*

642 *Fernando Gil, « Programa de competitividad del Norte grande : Plan de competitividad del conglomerado ganadero bovino en la provincia de Formosa », Ministerio de economía y finanzas públicas de la Nación, 2010.*

aux conditions semi-arides et l'adaptation des races bovines.

En 2017, Federico Miranda, responsable de l'INTA[643] pour la province de Formosa, invité à dresser un bilan de l'activité pastorale de la province a souligné le succès lié à la politique mise en place dans le cadre du Plan Formosa 2015. Constatant le doublement du cheptel bovin dans la province, il a mis en lumière un facteur déterminant de l'implantation des grands élevages dans les territoires semi-arides du bassin : « L'incorporation des pâturages, ainsi que leur utilisation et leur gestion correctes, ont constitué des facteurs essentiels pour accroître la productivité des élevages.[644] »

B) La ressource foncière : moyen et finalité de la conquête

Selon les recensements effectués par la province de Formosa à la fin des années 2000, 1,5% des exploitations, dont la superficie dépassait 5 000 hectares, détenait 28% des terres. En 2018, ces chiffres ont suivi la tendance nationale vers une plus grande concentration foncière ainsi qu'un déclin du nombre d'exploitations. Désormais ce même 1,5% contrôle 34% du foncier. Si l'on ajoute les exploitations allant de 2 500 à 5 000 hectares, alors 4,5% de propriétaires fonciers maîtrisent plus de 50% de la terre. Pis, si on incorpore la portion des exploitations allant de 500 à 2 500 hectares, 24,5% détiennent 90% de la terre. Autrement dit, les petits producteurs locaux et éleveurs, dont l'exploitation ne dépasse pas 100 ha, représentent 45% des propriétaires mais ne contrôlent qu'à peine 2,5% de la ressource foncière de la province (cf. infographie suivante).

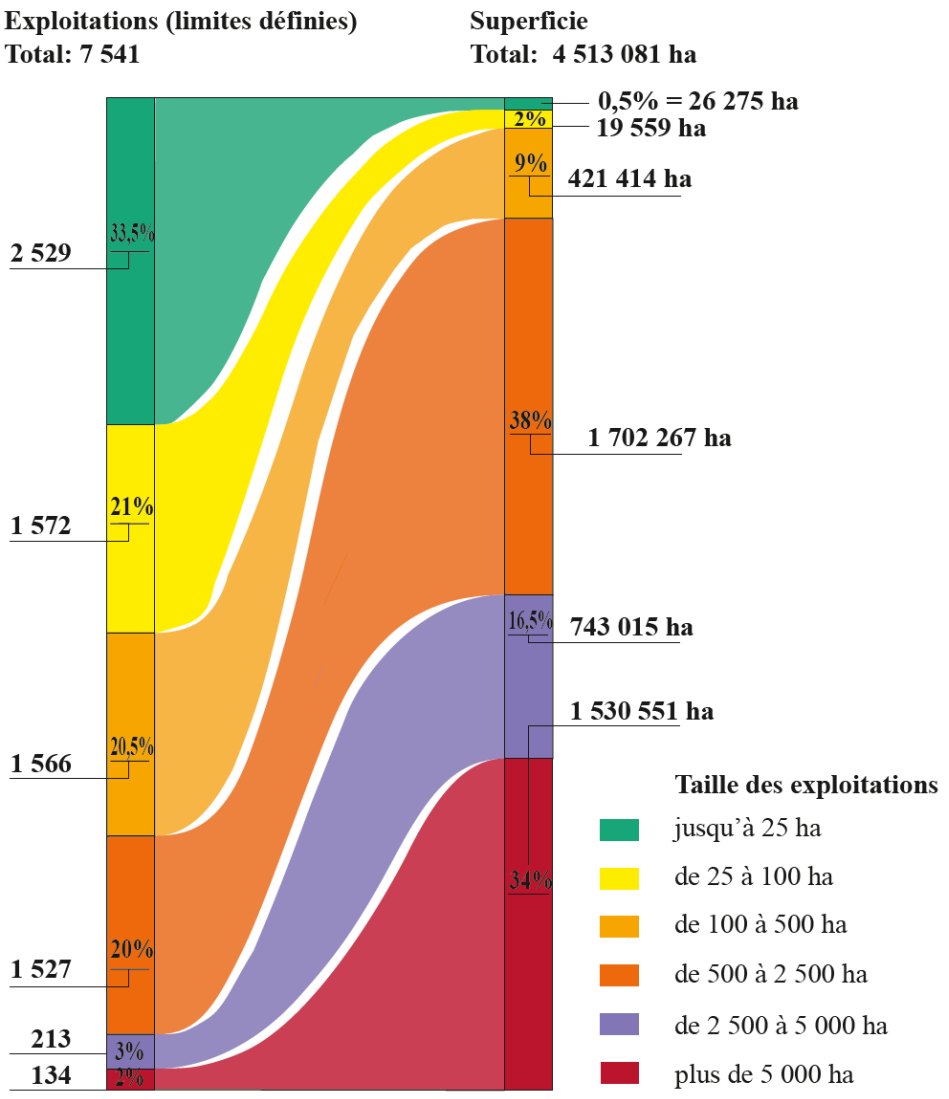
Par ailleurs, dans le sillage du renforcement de la concentration foncière au cours des dernières années, on assiste au déclin prononcé du nombre d'exploitations. Depuis 2002, ce ne sont pas moins de 2 421 exploitations qui ont disparu, pour un total, en 2018, de 7 451 exploitations. Sur un temps plus long, on note même une franche accélération du phénomène. En effet, tandis que la perte s'élevait à 18% entre 1988 et 2002, elle est de plus de 24% entre 2002 et 2018.

---

643 *Instituto Nacional de Tecnologías Agrarias*

644 *« La llave del éxito. Como hizo Formosa para duplicar su stock ganadero », http://agrovoz.lavoz.com.ar/ganaderia/la-llave-del-exito-como-hizo-formosa-para-duplicar-su-stock-ganadero, 05/07/2017.*

ETAT DE LA CONCENTRATION FONCIERE A FORMOSA EN 2018



© Olivier ANTOINE, 2019, Source: Indec

Les grandes exploitations absorbent manifestement les plus petites. Elles se composent le plus souvent de cheptels bovins déplacés sur le territoire national par l'essor de la culture du soja. Le reste des terres dans cette partie de la province est détenu par la province elle-même *(tierras fiscales*[645]*)*, des communautés indigènes et des petits éleveurs créoles. Les réalités y sont en outre très contrastées : les communautés indigènes sont majoritairement propriétaires, à titre collectif, des réserves qu'elles habitent tandis que les éleveurs créoles n'occupent que de petites parcelles de terres quand ils en possèdent le titre de propriété.

645 *Les terres appartenant au domaine public sont appelées « tierras fiscales »*

Dans un contexte foncier aussi déséquilibré, le poids de certains acteurs et de leur corporation pèse sur les orientations stratégiques de la province. Dès lors, comment concilier valorisation de territoires semi-arides, ancrage des éleveurs immigrés d'autres provinces avec « développement socialement juste et territorialement équitable » ?

Dès 2012, des rencontres entre des dirigeants de groupements d'éleveurs et Gildo Insfrán établissent un plan de colonisation des territoires de la province de Formosa. Dans le but de répondre aux objectifs fixés par le Plan Formosa 2015, le gouverneur de la province de Formosa décide d'élaborer avec le président de la FAA de l'époque, Eduardo Buzzi, un plan de colonisation des terres.

Officialisé comme tel par la presse nationale argentine en mars 2012, ce plan repose sur la base d'une politique foncière cherchant à faciliter l'accession des nouveaux éleveurs et agriculteurs à la propriété dans la province de Formosa. Suite à l'adoption, en 2010, d'un plan d'aménagement territorial (POT-For[646]), l'achat de *tierras fiscales*, leur déboisement et l'implantation d'élevages sont autorisés dans l'ouest de la province. Près de la moitié des terres et des forêts de la province est concernée. Eduardo Buzzi l'interprète alors comme une opportunité historique pour les éleveurs et la province : « Cela fait cent ans que nous attendons cela. Nous avons déjà colonisé d'autres territoires… grâce à une décision vertueuse du gouverneur, nous allons offrir ces territoires à nos enfants[647]… »

Le titre évocateur d'un article de la revue économique du quotidien national *Clarín* résume avec pertinence les raisons de l'engouement autour du plan de colonisation des territoires de cette province : « L'irrigation a changé le visage de Formosa.[648]»

En effet, aussi ambitieux et volontaire soient-ils, les plans d'aménagement du territoire, de développement économique et de colonisation de Formosa ne peuvent aboutir sans la maîtrise de l'eau et de l'irrigation. Dans cet ouest provincial semi-aride, une politique hydrique de l'offre a donc été élaborée dans le but d'assurer l'approvisionnement en eau et sa disponibilité pour chaque éleveur.

---

[646] *Programa de Ordenamiento Territorial de la Provincia de Formosa (POT-For),* www.formosa.gob.ar/produccion/programaordenamientoterritorial.

[647] *http://www.lanacion.com.ar/1460930-plan-de-colonizacion-en-formosa*

[648] *http://www.ieco.clarin.com/empresas/riego-cambio-cara-Formosa*

C) L'irrigation, facteur clé du développement

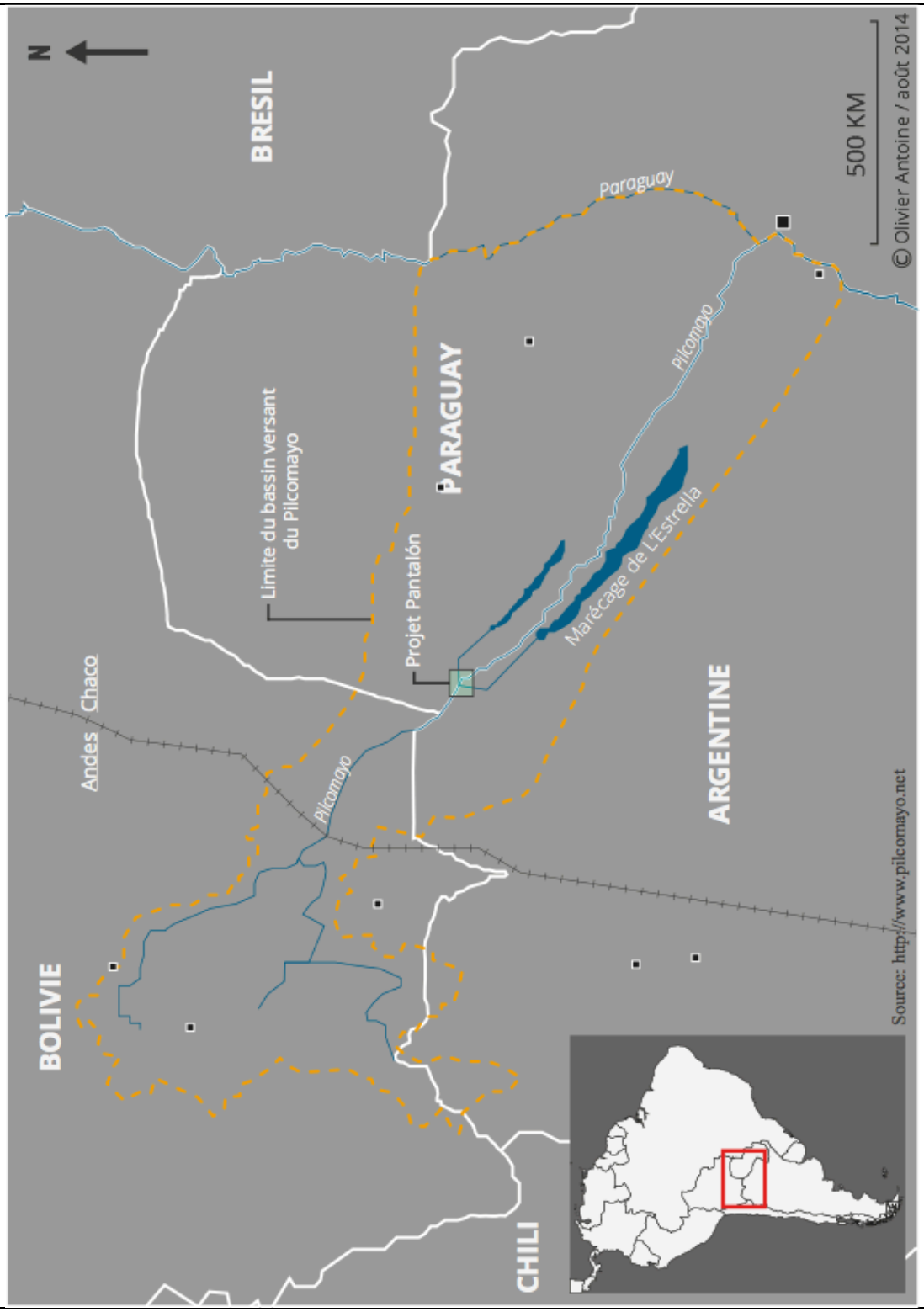
L'irrigation des grandes plaines chaquéennes de l'ouest du bassin inférieur du Pilcomayo ouvre la voie à une profonde mutation des territoires situés le long du fleuve et de ses canaux. Grâce à un grand plan d'aménagement territorial, l'implantation d'élevages extensifs de bovins se développe dans l'ouest de la province de Formosa. Pour répondre aux contraintes hydriques et aux conditions climatiques particulières de cette partie du territoire, une importante politique hydrique de l'offre est déployée, provoquant de multiples conflits locaux et internationaux.

Dans leur ouvrage, *El río y la frontera*[649], Gaston Gordillo et Juan Leguizamón relatent que le 1er décembre 1991, le quotidien argentin *La Nación* annonçait la construction d'un système commun de canalisation des eaux du Pilcomayo de part et d'autre de la frontière argentine et paraguayenne. Comme nous l'avons vu précédemment, les caractéristiques particulières du Pilcomayo posaient de sérieux problèmes de gestion des crues du fleuve et de maîtrise de ses eaux.

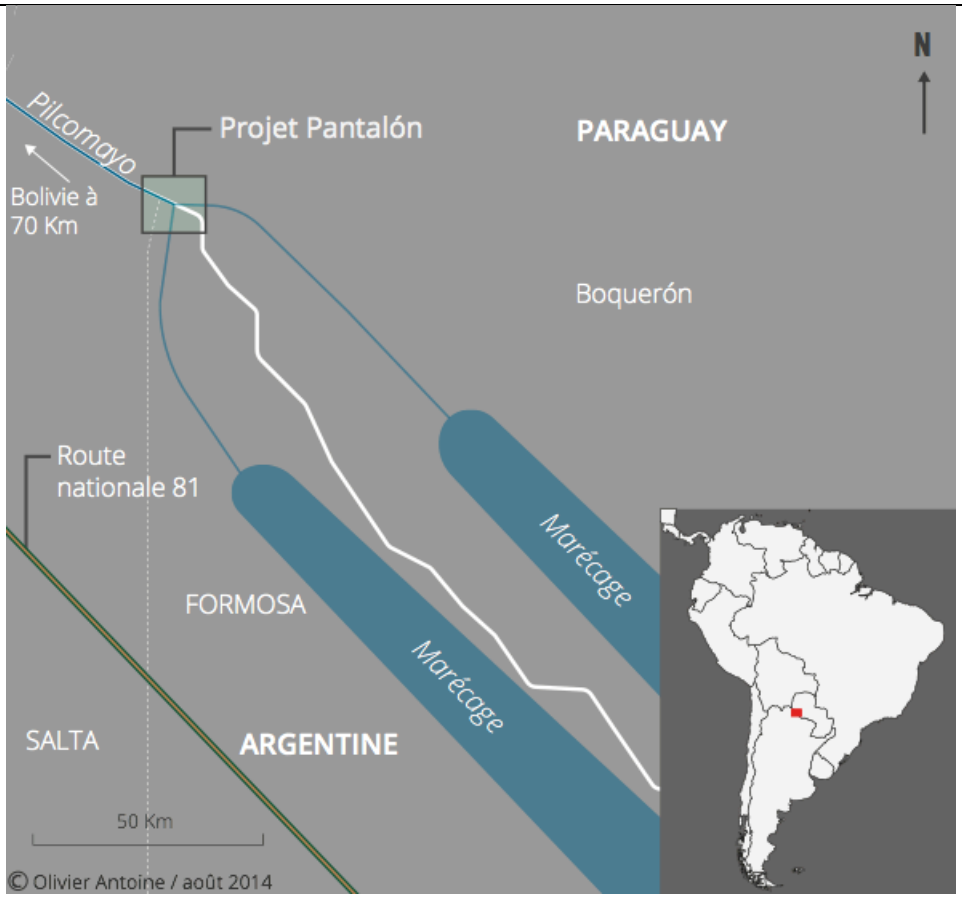
Creusés à 70 kilomètres en aval de la triple frontière entre la Bolivie, l'Argentine et le Paraguay, les canaux du Projet Pantalon se situent au départ de la plaine du Chaco, dans une partie stable du fleuve, respectivement au nord-ouest de la province de Formosa côté argentin et au sud-ouest du département de Boquerón côté paraguayen, comme nous pouvons le voir sur les cartes suivantes. Selon Horacio Zambón, chef de l'Unité de Coordination Provinciale de l'Eau de Formosa : « cette localisation répond à la volonté des régions affectées par les crues du fleuve de pouvoir en contrôler les eaux. La province de Salta, plus en amont du fleuve, a refusé de creuser un canal n'y voyant pas de bénéfice à en tirer[650]. »

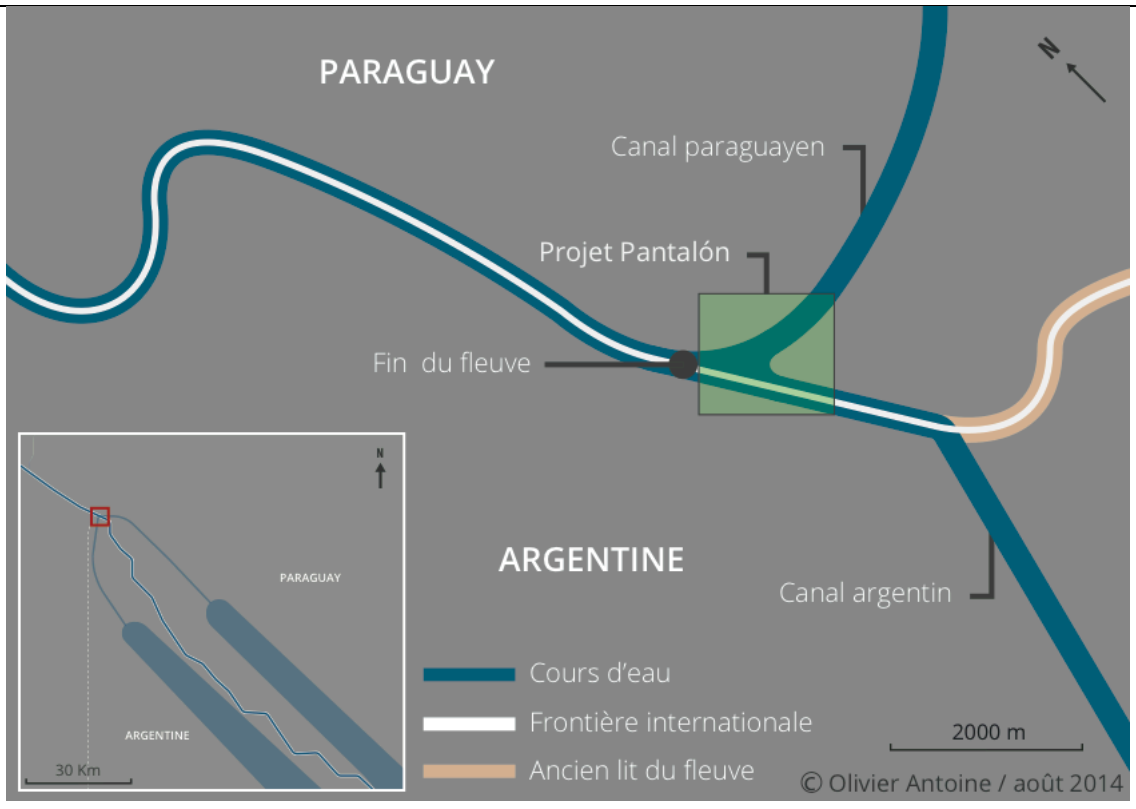
649 *Ibid, p. 59.*
650 *Entretien avec Horacio Zambón, en date du 04 juin 2013, à Formosa, Argentine.*

SITUATION GEOGRAPHIQUE DU PROJET PANTALON



EMPLACEMENT ET SCHEMA DU PROJET PANTALON





La dénomination de ces canaux par la presse des deux pays fait rapidement référence à ce projet comme le Projet Pantalon[651]. Suite à la publication d'une prise de vue aérienne de l'époque, on remarque effectivement que les canaux courant de part et d'autre du fleuve ressemblent aux jambes d'un pantalon. De là le surnom de ce projet qui a fini par devenir son appellation commune[652] (voir photo ci-contre).



Vue aérienne des canaux du Projet Pantalon
Source : Photo de journal La Nacion.

Après la mise en place du Projet Pantalon, les problèmes hydriques de la province de Formosa n'ont pas été résolus. Alternant des années d'inondation et des années de sécheresse, le bon entretien des canaux s'avère primordial afin d'assurer l'entrée des eaux du Pilcomayo sur le territoire argentin. Lors de notre entretien dans la ville de Formosa, Horacio Zambón, m'affirmait que : « La surveillance des canaux du Pilcomayo est un enjeu vital pour la province. Toute la politique hydrique et pastorale de l'ouest de la province en dépend. S'il n'y a pas d'eau, il n'y a pas d'élevages.[653] »

Néanmoins, compte tenu de la forte disparité de la disponibilité des eaux entre la période de crue du fleuve en janvier/février et le reste de l'année, la seule canalisation du fleuve se révèle largement insuffisante pour satisfaire des besoins croissants en eau. Des aménagements hydrauliques complémentaires sont donc nécessaires afin de retenir les eaux du fleuve. C'est pourquoi la province a cherché à tirer profit de la formation du marécage de l'Estrella, dans une dépression tectonique des plaines chaquéennes, que les eaux de débordement du Pilcomayo remplissent chaque année.

Un projet financé par la Banque Interaméricaine de Développement et soutenu par l'Etat a habilité la création d'une route barrage d'un kilomètre afin de contenir les eaux du marécage. Exécutés en 2005 au sein du Plan Hydrique Provincial[654], les travaux de la route 28 ont fermé

651 *http://monitoreopilcomayo.blogspot.com/*
652 *C'est cette appellation que nous reprendrons dans notre recherche.*
653 *Entretien avec Horacio Zambón, en date du 04 juin 2013, à Formosa, Argentine.*
654 *http://www.formosa.gob.ar*.

le marécage de l'Estrella et stockent ses eaux sous forme d'un immense réservoir naturelle[655]. Les années suivantes, l'exécution de canaux a permis l'irrigation des plaines environnantes au marécage.



Marécage de l'Estrella / Photo : Olivier Antoine



Sortie d'eau de la route barrage n°28/ Photo : Olivier Antoine

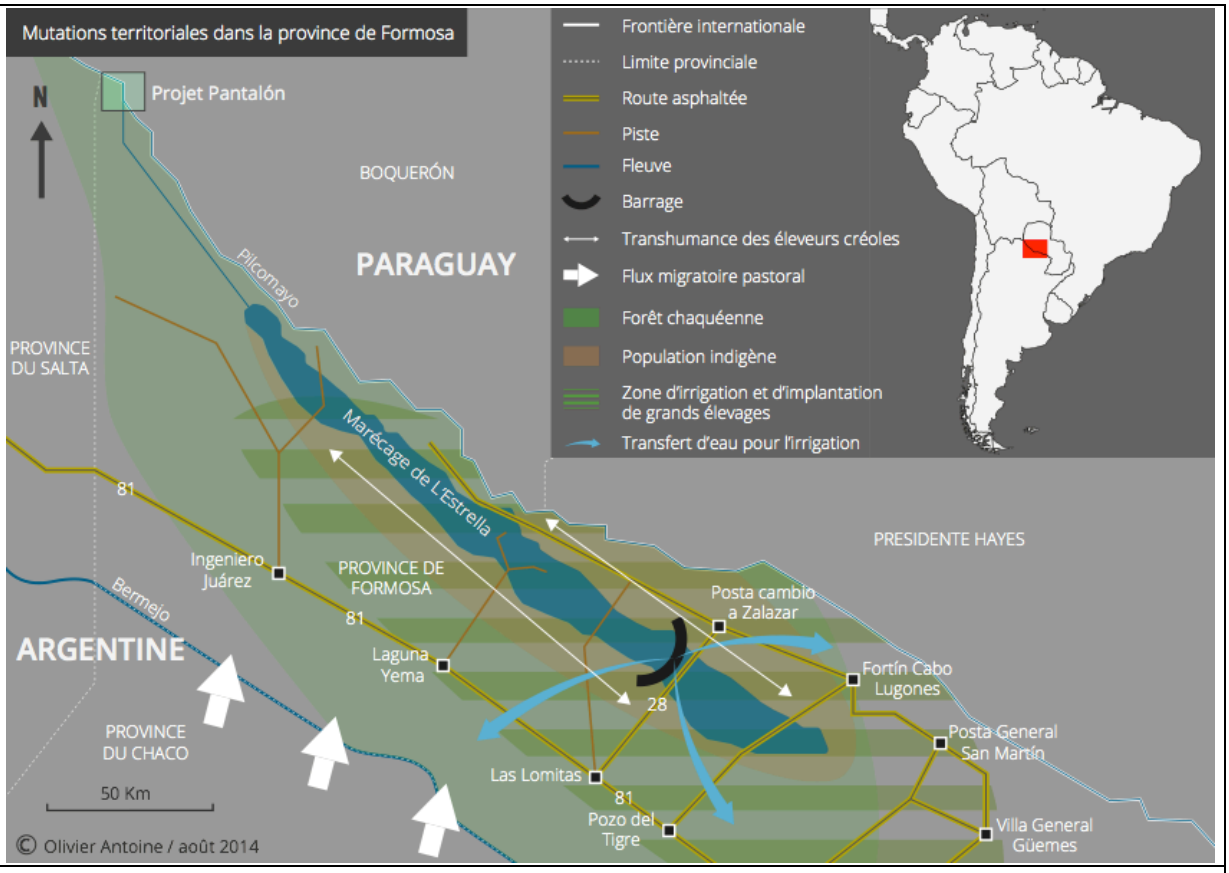


Canal d'adduction des eaux du marécage de l'Estrella / Photo : Olivier Antoine

[655] *«La ruta 28 es la obra hidrovial más importante del norte del país», http://www.siempreformosa.com.ar,09/10/2012.*

Depuis la construction des premiers canaux dans les années 1970, puis dans les années 1990 avec le Projet Pantalon, c'est la première fois que l'un des acteurs du bassin entreprend des travaux d'infrastructures afin d'améliorer sa dotation hydrique. Traditionnellement cantonnés autour de la division des eaux du fleuve, ni le Paraguay, ni l'Argentine n'avaient cherché à élaborer un plan de valorisation de leurs territoires à la frontière avec le Pilcomayo.

Avec cet ouvrage et la construction de canaux à partir des marécages, on assiste donc à la mise en place d'une véritable politique hydrique de l'offre menée par la province de Formosa envers ses éleveurs. La sécurisation de l'approvisionnement en eau dans cette partie semi-aride de la province permet ainsi de poser les bases du développement souhaité par Gildo Insfrán.



La mise en place du barrage sur la route 28 permet l'irrigation des territoires à proximité du Marécage de l'Estrella. Dès lors, sous la pression migratoire des grands éleveurs, les mutations territoriales dans la province de Formosa vont s'accélérer.

Source : http://www.formosa.gob.ar/formosa2015

Dès lors, on assiste à la consolidation du phénomène de migration et d'implantation de grands élevages dans les territoires à proximité de cet immense réservoir d'eau et le long de son système de canalisation. En 2011, 100 000 hectares de terres ont été défrichés dans cette zone, puis transformés en pâturage à destination de l'élevage extensif. La valeur foncière des terrains

est alors passée d'une vingtaine de dollars l'hectare à plus de 600 dollars l'hectare[656]. En 2014, lors des journées du salon de l'agriculture de Las Lomitas, *La Expo Productiva,* le président d'une importante fédération d'éleveurs déclarait à la presse locale :

> « Aujourd'hui à Formosa, nous avons plus de 450 000 hectares de pâturages, il y a dix ans nous n'en avions que 60 000. Aujourd'hui, l'élevage se porte bien, nous avons des pâturages, de l'eau, les barrages sont remplis, les producteurs sont organisés et ces améliorations on les doit à des politiques du gouvernement (provincial) appropriées.[657]»

Les conséquences de ces migrations ont un impact direct sur la démographie des villes environnantes. A leur tour, elles connaissent une croissance très rapide de leur population et de leur activité économique. Selon les archives des trois derniers recensements nationaux, à Las Lomitas (ville située à 30 km du marécage), par exemple, la population se composait de 8 188 habitants en 1991, 10 354 habitants en 2001 et 12 399 habitants en 2011[658]. En 2018, les estimations de l'INDEC, l'institut national des statistiques, faisaient état d'une population de 25 000 habitants. Le maire de Las Lomitas, Francisco Gaetan, estimait pour sa part que la population de sa ville dépassait plus de 28 000 habitants. Selon ses propres termes : « Le village a grandi si vite qu'on ne le reconnaît plus… Nous devons abandonner nos habitudes de village pour nous transformer en ville.[659] »

Durant les vingt dernières années, la population de Las Lomitas a augmenté de 51%, alors qu'en moins de dix ans, la croissance démographique s'élève à plus de 100%. Ce phénomène se reproduit dans toutes les petites villes de la province de Formosa comme nous le montre la carte ci-après, issue du recensement national et reprise par les autorités locales. Cela illustre la dimension géopolitique de l'irrigation, de l'agriculture et de l'élevage à peupler des territoires.

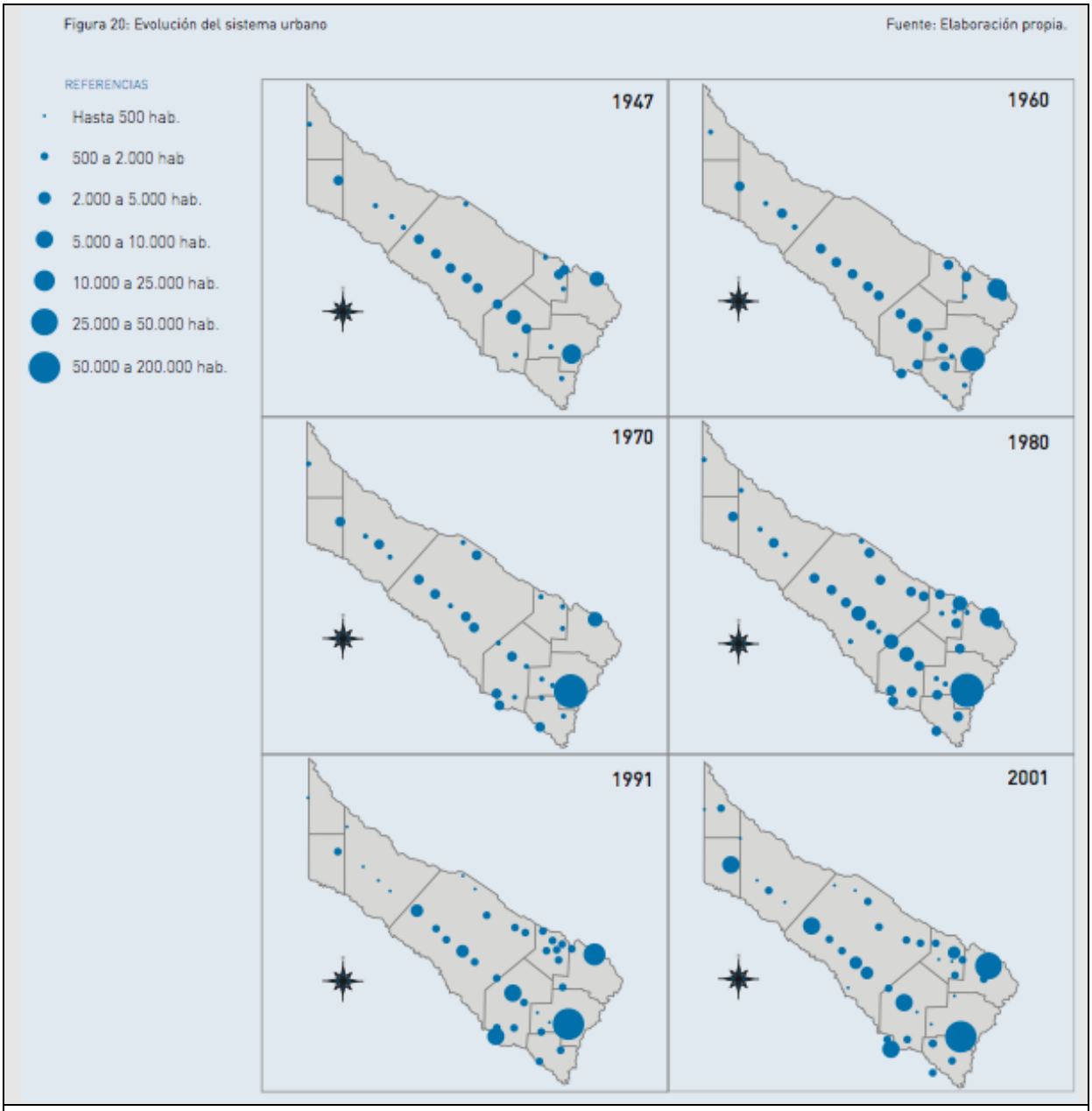
---

656 *http://www.ieco.clarin.com/empresas/riego-cambio-cara-Formosa*

657 *« Jornada central de la Expo Productiva del Centro-Oeste en Las Lomitas », http://www.elcomercial.com.ar, 11/06/14.*

658 *http://archivos.formosa.gob.ar.*

659 *« Destacan el crecimiento de Las Lomitas », http://www.elcomercial.com.ar.*



De 1947 à 2001, l'évolution de la population des villes de la province de Formosa s'est effectuée en suivant l'axe routier principale d'est en ouest, depuis la capitale provinciale vers l'intérieur des terrees.

Source : http://www.formosa.gob.ar/formosa2015

Ces aménagements dans des territoires reculés de la province de Formosa et l'afflux de population dans les villes proches du marécage de l'Estrella entrainent des conséquences géopolitiques évidentes. La pression sur le partage des eaux du fleuve avive des tensions historiques et des phénomènes locaux d'éviction hydrique sont à prévoir ainsi que des phénomènes migratoires parmi les populations les plus vulnérables. Les premiers effets se font déjà sentir sur les petits éleveurs créoles et les communautés indigènes. Dès la conception de la

route barrage, des inquiétudes et des oppositions s'étaient manifestées parmi ces populations[660] mais elles ne pesèrent rien face aux enjeux avancés par la province : « une vision de la Formosa du futur nécessairement plus prospère et productive.[661] » Le poids des représentations locales pèse lourd dans cette quête de développement de la province afin de participer au retour du « grenier du monde ».

D) Le rôle des représentations locales

La construction du projet géopolitique de Gildo Insfrán s'appuie en effet habilement sur la représentation d'une réparation historique à apporter à sa province. La présentant comme un territoire abandonné et marginalisé par les différents gouvernements nationaux successifs, il n'hésite pas à s'en servir pour donner de la légitimité à ses projets et de l'emphase à ses discours :

> « Formosa présente une histoire de territoire marginalisé depuis ses origines. D'un côté, la précarité institutionnelle de notre province, qui depuis sa fondation, le 8 avril 1879 jusqu'en 1983, c'est à dire 104 ans, a été gouvernée par des autorités élues par les formoseños seulement durant sept ans et demie. Le reste du temps, toutes les attributions retombaient dans les mains du gouvernement national, nous convertissant en simple délégation administrative sans possibilité de mettre en place nos propres politiques et nous marginalisant des programmes et des plans prévus pour la croissance du pays. D'autre part, une politique internationale contraire à l'intégration a été menée, faisant la promotion de la désertion des populations des territoires frontaliers comme un objectif stratégique, en vertu d'une conception défaillante de la défense nationale. C'est ainsi que le territoire formoseño, avec plus de huit cents kilomètres de frontière internationale, a été considéré comme un théâtre possible d'affrontements belliqueux avec les pays limitrophes. Cette hypothèse de conflit a réduit tout type d'investissement dans la province, ce qui dans les faits a consacré le fleuve Bermejo comme limite de nord de l'Argentine. [662]»

En 2003, suite à l'élection présidentielle de Néstor Kirchner[663], Gildo Insfrán avait obtenu du nouveau président un Acte de Réparation Historique au travers duquel le

---

[660] *« Pobladores en contra de un modelo destructivo », http://www.prensamercosur.com.ar, 06/09/2007.*
[661] *http://www.formosa.gob.ar/accionesdegobierno*
[662] *Plan Formosa 2015, http://www.formosa.gob.ar/formosa2015.*
[663] *Président de la République d'Argentine (2003-2007)*

gouvernement national s'engageait à aider financièrement la province. Depuis, il n'hésite pas à rappeler que ses projets sont le fruit de cette réparation :

> « C'est avec cette conviction qu'au travers de l'Acte de Réparation Historique signé avec le docteur Néstor Kirchner le 28 mai 2003, nous avons réussi d'importantes conquêtes dans les infrastructures sociales et économiques, pour mettre en marche la Formosa que nous projetons. [664]»

Selon Yves Lacoste[665], le recours ou l'allusion à l'abandon est particulièrement efficace dans les débats et les rhétoriques car il possède un poids sentimental très fort. De toute évidence, cette représentation a permis à Gildo Insfrán de parvenir à amorcer son projet géopolitique.

A partir de 2015 et l'élection de Mauricio Macri à la tête de la présidence de la république, la mise en place du Plan Belgrano a d'ailleurs largement puisé dans cette représentation pour communiquer autour de ce plan de développement du nord de l'Argentine. Dans le cas de la province de Formosa, comme me l'a souligné Luis Basterra, les inimitiés politiques semblent avoir retardé, voire empêché, la concrétisation de certains projets voués à la province.

Ainsi, lors de l'ouverture des sessions législatives de sa province, en 2019, Gildo Insfrán a tenu à insister une nouvelle fois sur ce sentiment d'abandon dont sa province ferait l'objet :

> « Lorsque le plan Belgrano a été lancé, le Président de la République s'est engagé publiquement à financer le deuxième pont sur la rivière Formosa et le maintien de la double voie de circulation jusqu'à son intersection avec la route 81. L'absence de ces ouvrages dans le budget national indique qu'il a de nouveau manqué à sa parole. […] Concernant le Pilcomayo, l'absence de la Nation est inexcusable car il s'agit d'un fleuve international, à coordonner avec les pays limitrophes et à financer pour effectuer les travaux nécessaires. Cependant, le gouvernement national n'a financé que 13% des investissements importants réalisés, et l'a fait avec retard. C'est-à-dire que les Formoseños livrent cette bataille pratiquement seuls. »

Outre l'usage de l'abandon, la référence au terme de colonisation pour définir l'expansion territoriale des grands élevages vers l'ouest de la province interpelle quant aux représentations qu'elle véhicule. Dans une province argentine à forte population indigène, cela renvoie

---

664 *http://www.formosa.gob.ar/reparacionhistorica*

665 *Yves Lacoste,* « Abandon», *Dictionnaire de Géopolitique (dir.), Flammarion, Paris, 1993.*

immanquablement les communautés à l'époque des « conquête du désert » du général Roca et du général Victorica et leur transmet un message sans ambigüité. Les anthropologues Gaston Gordillo et Juan Leguizamón[666] l'ont d'ailleurs relevé dès l'apparition des premiers conflits entre nouveaux éleveurs et communautés indigènes dans les territoires qui bordent le marécage de l'Estrella.

L'usage du terme de colonisation par les autorités provinciales révèle en creux la position des pouvoirs locaux face à la réinstallation de l'idée de puissance dans l'imaginaire argentin autant qu'il traduit leur volonté de participer à la réminiscence du « grenier du monde », de s'y relier et de s'exposer à la conquête. D'un côté, il est de bon ton de fustiger la marginalisation historique mais, d'un autre côté, elle est indispensable pour être le « nouveau désert à conquérir ».

L'irrigation des plaines de l'ouest de Formosa permet la transformation des espaces semi-arides en territoires d'élevage. Appuyés sur une politique foncière incitative et une politique hydrique de l'offre, l'occupation des terres et le peuplement de la région s'opèrent rapidement. Néanmoins, derrière l'ambition revendiquée des Plan Formosa 2015 et plan de colonisation de la province, des tensions apparaissent et les risques de conflits semblent imminents tant localement qu'internationalement.

4.3.2 RECRUDESCENCE DE LA CONFLICTUALITE

Dans un espace régional en plein essor, le dynamisme de la province de Formosa exerce une pression inédite sur les ressources hydriques du bassin inférieur du Pilcomayo. Localement, des revendications territoriales et des situations d'éviction hydrique entrainent des conflits plus ou moins violents. Internationalement, on assiste à un bouleversement des équilibres autour du Pilcomayo. Face à la concrétisation des projets d'aménagements territoriaux dans la province de Formosa, certains discours de la classe politique paraguayenne sont agressifs et nationalistes tandis que de nouveaux acteurs se font entendre en Bolivie mais aussi au Paraguay contribuant à la mise sous tension du bassin.

---

[666] *Gaston Gordillo et Juan Martin Leguizamón,* El río y la frontera, *Biblos, Buenos Aires, 2002.*

A) Les populations indigènes face à la canalisation du fleuve et l'implantation de grands élevages

La possibilité pour les populations indigènes de faire valoir leur droit à la terre remonte, en Argentine, à la Constitution de 1994. Dans la Province de Formosa, cette possibilité existe en fait depuis 1984 et la loi provinciale n°426[667]. Aujourd'hui, de nombreuses communautés possèdent ainsi des terres sur lesquelles elles vivent et font valoir leurs droits reconnus par la Constitution.



Panneau indiquant l'entrée d'une communauté indigène Pilaga. Il y est mentionné l'article de la constitution reconnaissant les droits des communautés indigènes et la phrase suivante : « La préexistence ethnique et culturelle des peuples originels est reconnue. »

Photo : Olivier Antoine

[667] *Ley Integral del Aborigen n°426, 1984. La province de Formosa a été pionnière en matière de reconnaissance des droits des peuples autochtones, dans l'assignation de la possession légale de la propriété de terrains et les travaux concernant les mesures d'attribution de titres de de propriétés, répondant ainsi à des revendications anciennes des ethnies Toba, Wichí et Pilagá.*

Dans un article paru en 1996[668], l'anthropologue Gaston Gordillo met en perspective les premiers effets de cette loi provinciale et l'apparition de nouveaux enjeux territoriaux, en démontrant l'existence d'un lien entre la délimitation territoriale des populations indigènes et l'apparition de problèmes liés à la canalisation d'une partie des eaux du Pilcomayo. Selon le chercheur, les territoires des communautés indigènes ont été délimités en fonction de leur emplacement à proximité du fleuve, leurs activités nourricières dépendant presque exclusivement de la pêche et de la collecte autour du fleuve. Or, à la mise en place des canaux du Projet Pantalon, le cours du fleuve a changé et les communautés s'en sont retrouvées très éloignées. Mais, le titre communautaire de propriété rend impossible un changement de territoire pour les populations qui le possèdent. Fruit d'un accord entre la communauté et le gouvernement provincial, aucun autre territoire ne peut ainsi être revendiqué par la même communauté. Le Projet Pantalon a donc été interprété par certaines communautés Toba comme une « conspiration » pour les « tuer » ou bien comme un « business » qui ne profiterait qu'aux « blancs »[669].

Par ailleurs, les communautés indigènes souffrent d'un autre phénomène lié à la déforestation et l'implantation de grands élevages sur les territoires qu'ils habitent. Il s'agit de la clôture des terrains d'élevage au moyen de fil de fer barbelé. Symbole de la conquête et de l'appropriation effective des plaines pampéennes au 19e siècle, le fil de fer ressurgit aujourd'hui comme l'élément de la « nouvelle conquête du désert ». Si l'impact de l'utilisation d'un tel instrument pour délimiter la propriété privée entre en confrontation directe avec les modes de vie des communautés locales, certains cas provoquent des situations difficilement acceptables pour ces dernières. Florico, représentant d'une communauté Pilagá m'a fait part de l'expérience d'une communauté proche de Las Lomitas :

> « Les anciens disaient qu'ils ne pouvaient pas poursuivre leur culture dans leur propre pays, leur propre terre, pour aller chasser, ou collecter, parce qu'ils étaient entourés de clôtures. Tout était fermé. Personne ne comprenait. Aujourd'hui, le gouvernement a donné d'abord de petites parcelles de terrain, puis il a amené tous les hommes d'affaires sur notre territoire. Donc, c'était impossible de pêcher, de chasser, car tout autour c'était clôturé.[670] »

---

668 *Gaston Gordillo, « Entre el monte y las cosechas : migraciones estacionales y retención de fuerza de trabajo entre los Tobas del oeste de Formosa », in Estudios Migratorios Latinoamericanos, XI, 32, Buenos Aires, p.135-137.*

669 *Ibid. p. 63.*

670 *Entretien avec Florico, représentant d'une communauté Pilagá, à Las Lomitas, 04/11/2016.*

En effet, selon leur culture de chasseurs et de cueilleurs, ces communautés ont vécu pendant des siècles en se déplaçant sur leurs territoires ancestraux, au rythme imposé par les saisons et la présence de la nourriture. Outre les mouvements liés aux crues du Pilcomayo, ces communautés trouvaient dans les forêts environnantes un territoire de chasse idéal. Aujourd'hui, la prolifération de clôtures et de clairières les enferme dans de petits territoires où la chasse s'épuise rapidement et où les ressources de la nature, presque pillées par nécessité, deviennent de plus en plus rares. De plus, les champs clôturés les empêchant d'avoir un accès aux zones de chasse et de pêche, ils doivent parcourir des kilomètres, pour éviter les nouvelles propriétés privées.

Cette fragmentation et cette dispersion des communautés dans les territoires de la province de Formosa provoquent de vives tensions avec les éleveurs, mais aussi avec les représentants de l'autorité chargée de faire respecter la propriété privée. Les cas d'incursions de membres des communautés indigènes sur les terres d'élevages, en signe de protestation, se multiplient et les évacuations policières tournent souvent à la répression violente[671]. Chaque année, des conflits de ce type éclatent ainsi localement dans les territoires d'implantation de grands élevages[672].

B) Revendications et conflits territoriaux avec les créoles

En 2005, le gouvernement de la province de Formosa a promulgué la loi n°1471 déclarant de domaine public le marécage de l'Estrella. La réalisation du barrage de retenue de la route 28 a provoqué l'inondation d'une vaste zone de terres où se situait l'habitat traditionnel des populations d'éleveurs créoles. Leur activité pastorale suivant le cycle des crues du fleuve et du marécage, ces inondations les ont affectés directement, les contraignant à une migration vers d'autres territoires.

---

671 *« Que se esconde detrás de la represión a los wichi en Formosa ? » https://www.anred.org/2018/01/11/que-se-esconde-detras-de-la-represion-a-los-wichi-en-formosa/, 11/01/2018.*

672 *« Alerta por la situación de líder wichí », https://amnistia.org.ar/alerta-por-la-situacion-de-lider-wichi/, 19/07/2017.*

Or, depuis la mise en place du Plan Formosa 2015 et du plan de colonisation des terres de la province, la relocalisation des éleveurs créoles se heurte au phénomène d'appropriation foncière par les éleveurs immigrés d'autres provinces. Lors d'un entretien, Ramon Verón, président de l'Association des Eleveurs du Marécage de l'Estrella (APROBAE), interprétait les événements ainsi :



Route barrée par des éleveurs créoles de l'association APROBAE pour protester contre les expulsions de leurs terres le long du marécage de l'Estrella. Sur leur banderolle, on peut lire : « Nous voulons nos terres avec des titres de propriétés dans le marécage de l'Estrella. »
Source : Red Agro Forestal de Argentina.



Eleveurs créoles de l'association APROBAE manifestant sur le bord de la route. Sur leur banderolle, on lit : « La retenue de la Route n°28 nous noie et la loi 1471 nous expulse. »
Source : Red Agro Forestal Argentina

> « Ici, tu vois clairement les excédents du soja. Ceux qui arrivent ici sont ceux qui ont de l'argent de Cordoba, de Santa Fe et de Buenos Aires, ils ont mis du soja dans leurs champs et ils amènent leurs élevages par ici, ils veulent nous chasser, nous qui avons toujours vécu ici. C'est injuste. En plus, avec les inondations (du marécage), les jeunes ont commencé à partir en ville. C'est une forme subtile de déplacer des paysans : provoquer les conditions pour que les nouvelles générations abandonnent leurs terres.[673] »

Pablo Chianetta, militant d'une association de soutien aux éleveurs créoles (APCD), déclare quant à lui :

> « Personne n'est contre ces travaux mais ce que le gouvernement met en place est un déplacement des populations indigènes et créoles de leurs territoires pour les remettre à d'autres, ceux des grands élevages. Avec cette route, il a inondé ceux qui ont toujours vécu ici et il a rendu attractif d'autres zones où on pourra compter sur l'eau, la route, des facilités

[673] *Entretien avec Ramon Verón, en date du 02/06/2013, à Las Lomitas, Argentine.*

pour déboiser et amener son bétail.[674] »

Dans un contexte de pression foncière autour des territoires du marécage de l'Estrella, la capacité financière des éleveurs immigrés d'autres provinces est largement supérieure à celle des petits éleveurs créoles. D'autant que le gouvernement de la province a facilité l'accès à une ligne de crédit à l'intention des jeunes éleveurs des grandes fédérations nationales comme la Fédération Agraire Argentine[675].

Des conflits éclatent alors entre les éleveurs immigrés et les éleveurs locaux. Ces derniers revendiquent un droit d'occuper des terres sur lesquelles leurs ancêtres et eux-mêmes ont toujours vécu. C'est au travers de blocages routiers et d'actions en justice que les populations locales tentent d'obtenir gain de cause en vain. Ils sont donc obligés de s'éloigner du marécage de l'Estrella vers des terres dont les conditions sont inappropriées pour un bon développement de leur bétail. L'éloignement signifie clairement une éviction hydrique et la mise en péril de leur activité comme le dénonce Margarita Parada : « A moi, ils ne m'ont pas inondé les terres, au contraire, ils m'ont enlevé l'eau. Peu d'eau, moins de pâturages, des bêtes qui ont faim et des poches qui se vident. [676]»

Aux côtés des éleveurs créoles, les communautés indigènes entrent elles aussi en conflit avec les nouveaux éleveurs dont l'implantation signifie le déboisement des forêts bordant leur territoire et par conséquent la disparition d'une partie de leurs sources d'alimentation (chasse et cueillette). La mise en vente des terres appartenant à la province provoque la colère des communautés Wichis, Tobas et Pilagá qui revendiquent leur droit ancestral. Ils n'hésitent pas à occuper des terrains devenus des propriétés privées au risque de provoquer des conflits. Miranda Saturnino, représentant d'une communauté Pilagá rencontré à Las Lomitas, décrit la situation en ces termes :

> *« On est un peuple patient, nous on ne bloque pas les routes, on est patient. L'Etat doit nous écouter, on ne demande pas de cadeaux, juste qu'il applique la loi. Ici, ont vécu mes ancêtres, ces terres ne sont pas aux entrepreneurs et aux éleveurs, ici c'est au peuple Pilagá.[677] »*

---

[674] *« Tierra de alguien », http://www.darioaranda.wordpress.com/, 20/06/2012.*
[675] *« Jornada central de la Expo Productiva del Centro-Oeste en Las Lomitas », http://www.elcomercial.com.ar, 11/06/14.*
[676] *« Tierra de alguien », http://www.darioaranda.wordpress.com/, 20/06/2012.*
[677] *Entretien avec Miranda Saturnino, en date du 06/06/2013, à Las Lomitas, Argentine.*

L'accélération de l'implantation de grands élevages et l'immigration de nouvelles populations provoquent une redistribution brutale de la démographie locale. Les tensions et les conflits pour l'accès à l'eau et à la terre sont alimentés par la représentation des indigènes et des créoles de la colonisation et la dépossession de leurs territoires. En bordure du marécage de l'Estrella des incidents armés éclatent sporadiquement. Alors qu'ils sont le signe d'un malaise local grandissant, on assiste du côté paraguayen de la frontière au retour d'un discours nationaliste.

C) Le retour d'un discours nationaliste au Paraguay

La relation entre l'Argentine et le Paraguay au sujet du Pilcomayo est historiquement difficile. A chaque inondation ou sécheresse, d'un côté ou de l'autre du fleuve, les deux pays s'accusent, ou tout du moins le Paraguay et la province de Formosa se rejettent la faute. Un épisode récent, survenu en 2012 et indépendant de la gestion du fleuve, a pourtant élevé le niveau de tensions autour de la répartition de ses eaux du fleuve, impliquant les plus hautes autorités de l'Etat.

En 2012, la destitution du président paraguayen, Fernando Lugo, sur fond de question agraire qu'il cherchait à résoudre, a provoqué une brusque montée des tensions diplomatiques entre l'Argentine et le Paraguay. Les répercussions sur le bassin du Pilcomayo ont été immédiates.

A cette époque, la province de Formosa a finalisé les travaux de la route 28, barrage de retenue du marécage de l'Estrella et ses équipes de l'UPCA, conduites par Horacio Zambón, effectuent alors l'ouverture unilatérale d'un nouveau canal dans la zone du Projet Pantalon. Il s'agit d'assurer une meilleure pénétration des eaux de crue du Pilcomayo ainsi que la bonne alimentation du marécage en vue de l'irrigation des plaines d'élevage.

L'ouverture ou l'entretien par l'un des deux pays de canaux de déviation doit pourtant compter avec l'accord du pays riverain suivant le traité bi national de gestion du bassin inférieur du Pilcomayo. Or, lors de nos entretiens, Horacio Zambón a affirmé que l'ordre d'effectuer des travaux sur les canaux du Projet Pantalon lui avait été directement transmis par Gildo Insfrán. C'est en ces termes qu'il a présentés les faits : « Si le gouverneur veut creuser un canal, je creuse un canal. Parce qu'il a promis de l'eau à beaucoup d'éleveurs et les éleveurs ont investi

de l'argent. Et cet argent, c'est des votes. Alors moi, je creuse le canal.[678] »

La presse paraguayenne attise alors les tensions et le ressentiment à l'égard de l'Argentine. Quand elle se fait l'écho des travaux de canalisation argentins, elle n'hésite pas à relier les différents événements pour les comparer à la guerre de la Triple Alliance. Une manchette du quotidien national *ABC Color* à propos du Pilcomayo est explicite : « L'antichambre à une autre guerre de la Triple Alliance ? Le Paraguay est prêt à se mettre le Pantalon ! [679]».

Le président intérimaire de l'époque, Federico Franco, élève alors plusieurs requêtes diplomatiques auprès du gouvernement argentin. La presse argentine nationale s'en fait le relais mais aucune suite ne sera donnée par la diplomatie argentine[680].

Dès le 13 juillet 2012, une délégation paraguayenne dépose officiellement une plainte au parlement de l'Union de Nations Sud-américaines contre le gouvernement argentin[681]. Cette plainte, même si elle n'est que symbolique, permet de marquer les esprits. Au niveau national, elle donne une forte légitimité à Federico Franco.

Un an plus tard, en mai 2013, lors d'un entretien à Asunción, Ricardo Canese, député paraguayen, m'affirmait au sujet du Pilcomayo: « Le débat n'est pas d'actualité pour le gouvernement. Le retour à des relations diplomatiques normales avec les pays du Mercosur est la priorité.[682] »

De fait, en 2013, les articles de la presse paraguayenne ne mentionnent plus le sujet. Pourtant à un niveau local, la réalité semble très différente. Martha Verón, vice-présidente de l'association des petits éleveurs créoles (APROBAE) à Las Lomitas, me relatait, au cours d'une de nos conversations, l'apparition de groupes paramilitaires paraguayens à la frontière avec le Pilcomayo. Selon elle, des provocations armées à l'encontre des éleveurs s'étaient produites récemment et à plusieurs reprises[683]. Aucune mention à de tels événements n'était cependant faite dans la presse locale formoseña. Pourtant de l'avis de l'anthropologue Luis María de La Cruz, ce genre de problèmes existe bel et bien mais ils restent isolés. Il est pour le moment difficile d'en tirer des conclusions et de les relier au discours nationaliste du gouvernement[684].

---

[678] *Entretien avec Horacio Zambón, en date du 04 juin 2013, à Formosa, Argentine.*
[679] *« Antesala a otra Triple Allianza ? Paraguay se pone los pantalones. », ABC Color, 30/06/2012.*
[680] *« Advertencia paraguaya », http://www.pagina12.com.ar, 13/07/2012.*
[681] *« Parlasur : Paraguay repudia desvío de aguas del río Pilcomayo. », http://parlamentodelmercosur.org, 13/07/2012.*
[682] *Entretien avec Ricardo Canese, en date du 29 mai 2013, à Asunción, Paraguay.*
[683] *Entretien avec Martha Verón, en date du 05 juin 2013, à Las Lomitas, Argentine.*
[684] *Entretien avec Luis María de La Cruz, en date du 07 juin 2013, à Formosa, Argentine.*

Néanmoins, la pression sur le partage des eaux du fleuve s'intensifie et les rapports des acteurs dont l'activité en dépend se tendent alors que du côté de la frontière bolivienne, on assiste à l'émergence de la colère des communautés de pêcheurs Weenhayeks.

D) La colère des communautés de pêcheurs boliviens

Les projets d'irrigation de la province de Formosa, liés à l'implantation de grands élevages et à la « conquête » des « nouveaux déserts » en Argentine, ont des répercussions relativement inattendues parmi les populations qui bordent le fleuve. Dès 2005, des autorités de la ville de Villa Montes en Bolivie et des représentants de communautés indigènes se déplacent pour mesurer l'ampleur des travaux de la route 28. Un ingénieur, présent lors de cette visite, déclare alors à la presse ceci : « Ce qu'ils sont en train de faire au fleuve est très grave parce que cela affecte le bassin dans son ensemble. La migration du poisson dans ces conditions nous préoccupe.[685] »

Quelques années plus tard, en 2011, la presse locale bolivienne fait état de graves conséquences en amont du Pilcomayo pour les communautés indigènes Weenahyeks.

Selon différents articles de presse de cette même année, une partie des ressources piscicoles du fleuve auraient disparu[686]. Le sábalo, poisson qui remonte le cours du Pilcomayo pour pondre au mois d'avril dans la zone de Villa Montes dans le piémont andin bolivien, resterait bloqué par les barrages du marécage de l'Estrella. Or, ce poisson constitue pour les communautés Weenhayeks leur base alimentaire ainsi que leur première source de revenus.

Convaincues que le barrage de retenue de la route 28 est à l'origine de la disparition du sábalo, les communautés indigènes entament dès le mois de mai 2011 des coupures de la route reliant Villamontes à Yacuiba à la frontière argentine. Cette intervention alerte les autorités de chacun des deux pays concernés qui trouvent rapidement un accord diplomatique. Dans le cadre d'une commission bi nationale, le gouverneur de la province de Formosa s'engage à réaliser des travaux afin de faciliter le frayage des poissons jusqu'à leur zone de ponte en vue de la prochaine saison de pêche[687].

---

685 *« Autoridades de Bolivia observaron dique formoseño »*, http://www.abc.com.py, *07/10/2005.*

686 *« Advierten que el Pilcomayo se encamina hacia un desastre ecológico "irreversible" »*, http://lamañanaonline.com, *04/08/2011.*

687 *« Bolivia y Argentina acuerdan dragar Río Pilcomayo, tras protesta indígena. »*, http://www.lanacion.com.py, *24/05/2011.*




Images de blocus routiers des communautés de pêcheurs indigènes Weenhayeks en signe de protestation contre les projets de dérivation en aval du Pilcomayo et le risque de disparition de la ressource piscicole du fleuve.

Source : AN Bolivia et Diario Sur.

Le représentant de la communauté Weenhayek, Moises Sapiranda, déclare alors à la presse régionale bolivienne : « Nous sommes 6 000 familles affectées. C'est un désastre de voir comment les entreprises d'élevages traitent le Pilcomayo. Elles ne nous apportent que des problèmes.[688] »

Malgré les promesses et les fonds destinés à rétablir la situation, au début de l'année 2012, la situation n'a pas évolué. C'est pourquoi, sans attendre l'ouverture de la saison de la pêche, les communautés Weenhayeks bloquent à nouveau, dès le mois de février, les routes reliant la Bolivie au Paraguay et à l'Argentine[689]. Ces coupures se renouvellent en mars puis en avril, affectant particulièrement le transit international de camions de marchandises.

Suite aux réunions menées entre communautés indigènes, commission tri nationale, représentants des gouvernements nationaux et de la province de Formosa, de nouvelles visites d'inspection de la route barrage sont organisées. Pour sa part, le président bolivien, Evo Morales, annonce la création d'un Bureau Technique National du Fleuve Pilcomayo pour appuyer la démarche des Weenhayeks, leur prêter une assistance financière et leur octroyer une aide alimentaire.

L'année 2012 est ensuite marquée par l'intensification de la mise en place des projets d'implantation d'élevages extensifs aux abords du marécage de l'Estrella, par la destitution du président paraguayen Fernando Lugo et des tensions diplomatiques entre l'Argentine et le Paraguay. L'heure n'est donc pas au dialogue dans le bassin du Pilcomayo. La situation reste

---

688 *« Pueblo Weenhayek denuncia graves efectos de sequía en Pilcomayo »,* http://www.opinion.com.bo, *15/06/2011.*

689 *« Weenhayeks retoman bloqueos. »,* http://www.eldia.com.bo/, *23/02/2012.*

donc inchangée pour les communautés Weenhayeks dont les actions de blocages routiers s'intensifient durant toute cette année. Ils profitent de la situation pour alerter le gouvernement bolivien et demander un soutien financier et matériel pour la reconversion de leurs activités traditionnelles de pêche vers l'agriculture et l'élevage. Dans son entretien avec le média bolivien *Erbol*, Moises Sapiranda déclare : « Au bord du Pilcomayo nous avons suffisamment de terres. Nous avons parlé avec les autorités pour qu'elles puissent nous aider avec des machines pour être agriculteurs et plus pêcheurs car nous voyons bien que la pêche est très compliquée.[690] »

En juin 2013, le gouvernement bolivien décide l'élaboration d'un projet de création de lacs artificiels en déviant les eaux du Pilcomayo. Le ministre de l'Environnement, José Zamora, le présente à la presse en ces termes :

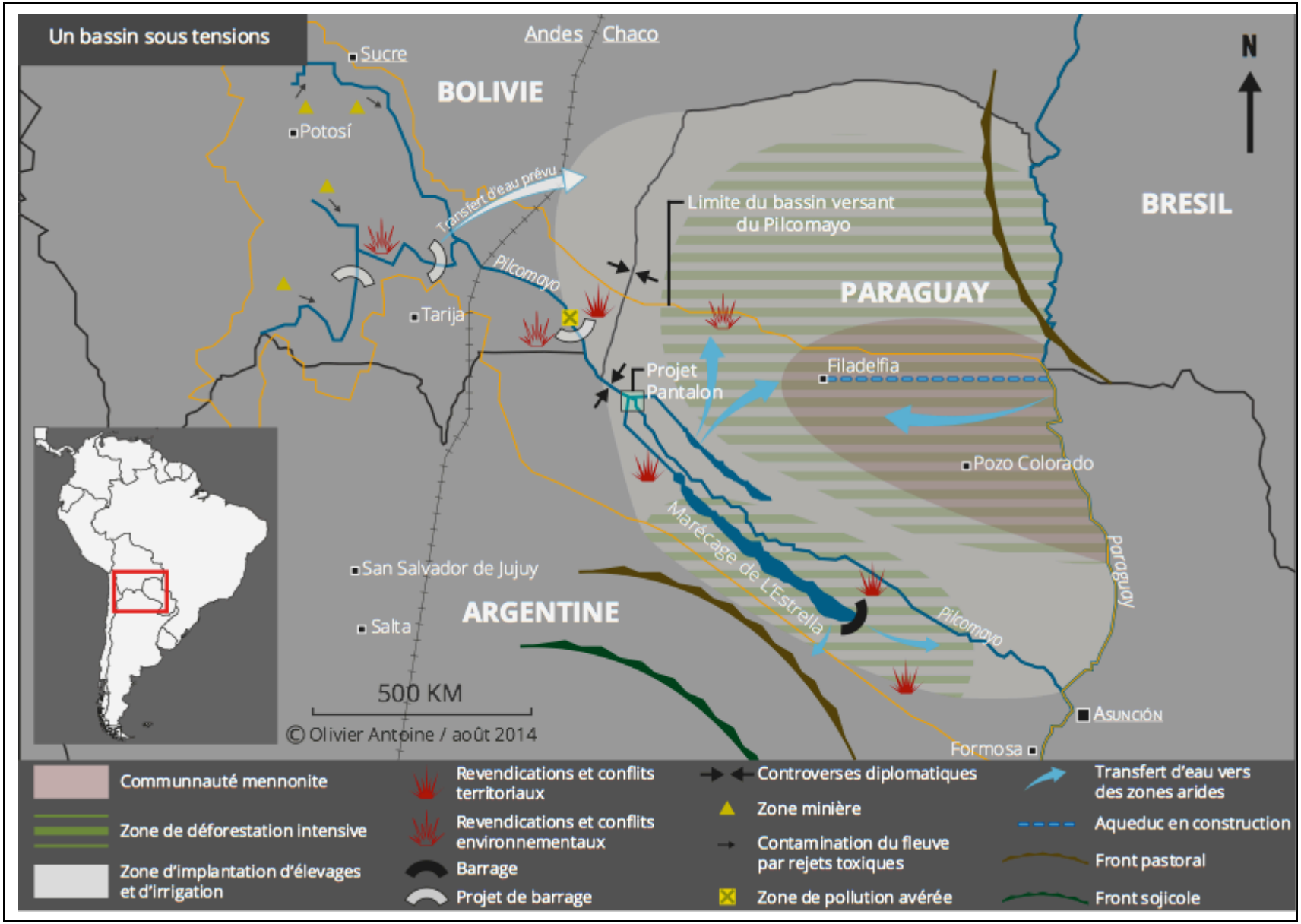
> « Ce que l'on va réussir avec ça (les lacs artificiels), c'est que les poissons restent du côté bolivien pour se reproduire et ainsi garantir qu'ils ne meurent pas… Les lacs artificiels serviront à contrôler que le plus gros du débit n'aille pas au Paraguay ou en Argentine, comme c'est le cas maintenant.[691] »

Ce projet risque alors d'attiser les tensions entre acteurs d'un bassin déjà sous pression, comme la carte suivante nous permet de le constater.

---

690 *« Weenhayek buscan dejar la pesca por la agricultura, piden apoyo al Gobierno. », http://www.erbol.com.bo, 22/11/2012.*

691 *« Construirán lagunas artificiales en el río Pilcomayo », http://www.lostiempos.com, 11/06/2013*


Un bassin sous tensions
Andes
Chaco
Sucre
BOLIVIE
Potosí
Transfert d'eau prévu
Pilcomayo
Tarija
Limite du bassin versant du Pilcomayo
BRESIL
PARAGUAY
Projet Pantalon
Filadelfia
Pozo Colorado
Marécage de L'Estrella
Pilcomayo
Paraguay
San Salvador de Jujuy
Salta
ARGENTINE
500 KM
© Olivier Antoine / août 2014
Asunción
Formosa
N
Communnauté mennonite
Zone de déforestation intensive
Zone d'implantation d'élevages et d'irrigation
Revendications et conflits territoriaux
Revendications et conflits environnementaux
Barrage
Projet de barrage
Controverses diplomatiques
Zone minière
Contamination du fleuve par rejets toxiques
Zone de pollution avérée
Transfert d'eau vers des zones arides
Aqueduc en construction
Front pastoral
Front sojicole

Si l'irrigation permet l'implantation et le développement d'élevages extensifs dans l'ouest de la province de Formosa, ses implications géopolitiques sont évidentes tant au niveau local qu'international. Dans un contexte de reconfiguration de la représentation de puissance de l'agriculture argentine, l'intensification de la conquête territoriale des territoires du bassin inférieur du Pilcomayo risque de faire peser une menace sur l'intensification des conflits.

Cependant, un nouveau facteur de tensions émerge dans ces territoires. Il s'agit de l'adaptation de semences génétiquement modifiées aux milieux semi-arides.

E) L'avancée de la frontière du soja dans les zones semi arides

En 2014, à l'occasion d'un entretien à Asunción, Miguel Lovera, ancien directeur du SENAVE[692], rapportait les expériences effectuées dans les plaines du bassin inférieur du Pilcomayo avec des plantations de soja transgénique en milieu semi-aride[693]. Selon lui, la possibilité d'obtenir des rendements satisfaisants de plants de soja dans des conditions de sécheresse était alors une réalité à prendre en considération dans un futur relativement proche.

De fait, en avril 2013, des expérimentations avaient été menées dans des milieux semi-arides, à San Luis en Argentine par l'INTA, l'Institut National de Technologie Agricole. Cultivées en rotation avec du sorgho, ces plantations de soja semblaient donner des résultats prometteurs, comme le montrait une étude publiée sur leur site internet[694].

Dans la partie paraguayenne des territoires du Bassin inférieur du Pilcomayo, des essais ont été menés récemment où 20 000 hectares de soja ont été plantés. Les rendements obtenus étaient de l'ordre de 3 à 3,4 tonnes par hectare, soit un niveau semblable aux meilleures régions du pays. La Chambre paraguayenne des exportateurs et des céréales et des oléagineux (CAPECO) et le Département américain de l'Agriculture (USDA), à l'origine de ces essais, envisagent, dès 2020, d'atteindre une superficie de 50 000 hectares et estiment qu'ils pourraient quadrupler les surfaces dans un avenir proche.

En Argentine, la croissance des superficies et des récoltes de soja a été rapide au cours des dix dernières années, notamment grâce à l'expansion de la frontière de culture vers le nord du pays dans des régions aux conditions semi-arides comme la province de Chaco et celle de Formosa.

---

692 *Servicio Nacional de Calidad y Sanidad Vegetal y de Semillas de Paraguay*

693 *Entretien avec Miguel Lovera, en date du 29/05/2014, à Asunción.*

694 *« Revelan nuevos resultados de ensayos con soja y sorgo en Villa Mercedes », http://inta.gob.ar.*

Toutefois, dans ces provinces, notamment à Formosa, la culture du soja reste encore, à ce jour, une culture mineure et sujette à des rotations avec le sorgho, le maïs ou le blé. Si les rendements, inférieurs à ceux des provinces situées dans la Pampa, progressent chaque année grâce à un ensemencement des sols et une récolte plus tôt dans l'année[695], ils restent en deçà des nouvelles capacités productives paraguayennes. Les résultats obtenus grâce aux semences génétiquement modifiées côté paraguayen du bassin inférieur du Pilcomayo laissent présager une progression rapide dans la province de Formosa.

Ce front du soja se répand dans le centre est de la province de Formosa et entre donc peu à peu en concurrence avec des zones d'élevages vers l'ouest. Dans d'autres provinces, comme celle du Chaco au sud de Formosa, de nombreux élevages de bovins ont déjà été remplacés par la culture du soja. Un article, paru dans le plus important quotidien provincial, *Diario Norte*, s'enorgueillissait des 700 000 hectares de culture de soja de la province et estimait une progression pour chaque année suivante de l'ordre de 10 à 15% afin d'arriver en 2020 à plus d'un million d'hectares[696]. A titre comparatif, le Plan Formosa 2015 prévoyait une expansion de sa surface agricole à 500 000 hectares. Cette progression dans les régions semi arides se fait au détriment des éleveurs récemment implantés mais aussi des autres populations locales.

Ce scénario d'expansion du front sojicole dans les zones semi arides interpelle alors à plusieurs titres. Les implantations récentes d'élevages sont souvent le fait d'une migration depuis d'autres provinces dont ils ont été déplacés par ce même front du soja. Or, les territoires de Formosa sont considérés comme la dernière frontière de l'élevage extensif, le dernier eldorado des éleveurs. Fortes des conditions offertes par le Plan Formosa 2015 et le plan de colonisation de la province de Formosa, les zones d'élevage extensif se sont développées rapidement ces dernières années notamment autour du marécage de l'Estrella. L'arrivée du soja ne représente-t-elle pas alors un risque ou une menace pour les éleveurs ?

Symbole de la renaissance de la puissance agricole argentine et de ses représentations, son expansion dans le « nouveau désert » de la nation risquerait de sceller en partie le sort de certains territoires de la province de Formosa. Dans un contexte de guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, la demande de soja sud-américain ne risque pas de faiblir. Or, les sols de l'ouest de la province de Formosa ne permettant pas d'y planter du soja, la modification génétique ne concernant que le stress hydrique, la culture risque de rester cantonnée au centre

---

695 *« En Formosa, con soja de invierno », http://www.lanacion.com.ar.*

696 *« La revolución verde en el oeste provincial », http://www.diarionorte.com, 29/04/2014.*

et à l'est de la province, repoussant les élevages à l'est et exposant ces mêmes territoires à une intense pression sur les ressources.

CONCLUSION CHAPITRE 4

Dans ce chapitre, nous avons mis en évidence les impacts locaux de l'expansion des fronts agro-pastoraux dans les plaines de la province de Formosa, au cœur du Bassin inférieur du Pilcomayo.

Nous avons vu comment la recherche de marge foncière pour l'implantation d'élevages renouvelle l'imaginaire de la « conquête » agro-pastorale et conduit à repousser « le désert » dans des territoires aux conditions pédologiques, hydrologiques, climatiques et structurelles difficiles.

Nous avons démontré les caractéristiques particulières des territoires du Bassin inférieur du Pilcomayo et les représentations qui l'accompagnent afin de mettre en perspective les conflits et les rivalités de pouvoir qui les traversent. Nous avons vu à quel point la ressource hydrique constitue un facteur déterminant de tensions dans une région dominée par un climat semi-aride et traversée par le Pilcomayo, fleuve endoréique et à la charge sédimentaire particulièrement élevée.

Dans ce contexte de « nouvelle conquête du désert », nous avons observé comment le poids des représentations historiques des différents acteurs influence la dynamique des conflits actuels.

Par ailleurs, en mettant en exergue le lien entre l'expansion des fronts agro-pastoraux et des grands projets nationaux, régionaux et continentaux d'infrastructures, nous avons vu comment ils contribuent à désenclaver et à relier ces « nouveaux déserts » au « grenier du monde » au risque d'accentuer les effets de « la conquête » et d'intensifier la pression sur les territoires du bassin.

Ainsi, nous avons expliqué comment les acteurs locaux cherchent à tirer profit des conditions offertes par ce redéploiement de la puissance agricole argentine, sa nouvelle expansion agro-pastorale et des différents projets d'infrastructures de transport. En déroulant des programmes de développement, dont la répartition foncière et l'irrigation constituent les piliers, la province de Formosa se place en protagoniste de la conversion de ces nouveaux territoires, au risque de créer et/ou d'aggraver des conflits pour le contrôle des ressources hydriques et foncières.

Nous avons alors remarqué la recrudescence de tels conflits entre les communautés locales indigènes et créoles et les propriétaires des grands élevages en cours d'implantation

dans les territoires du bassin. De même, nous avons constaté que les pressions exercées localement, dans la province de Formosa, sur les ressources hydriques affectent les autres acteurs du bassin, riverains du Pilcomayo, au Paraguay et en Bolivie.

Enfin, nous avons observé la progression du soja dans les zones semi-arides au moyen de semences génétiquement modifiées, résistantes au stress hydrique. La possible expansion de cette culture dans les territoires du bassin représenterait l'avènement d'un nouveau « désert vert » dont les effets pourraient se traduire par une recrudescence des rivalités pour le contrôle des ressources.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Cette thèse interroge le rapport entre la réémergence d'une représentation historique de la puissance en Argentine, bâtie une centaine d'années auparavant au moyen de l'exploitation agro-pastorale des ressources foncières du pays, et les dynamiques conflictuelles engendrées par l'expansion de fronts agraires contemporains dans les provinces du Bassin du Pilcomayo. Elle pose l'hypothèse que la formation de cette représentation de la puissance, celle de l'Argentine « grenier du monde », constitue un concept obstacle qui anime la conflictualité récurrente dans les dynamiques de développement agro-pastoral.

La méthodologie employée, à savoir utiliser une analyse diachronique pour faire ressortir deux moments clés de l'histoire de l'Argentine, marqués chacuns par une forte centralité agricole, et mettre en évidence les fonctions géopolitiques de l'agriculture, a permis de démontrer les mécanismes qui conduisent à la construction, puis à la résurgence, d'une représentation de la puissance, son lien avec le territoire, ses transformations et les conflits qu'elles provoquent. Au travers de cette étude, il m'a été possible de révéler la profonde dimension géopolitique des questions agraires argentines, qu'il s'agisse de la construction de frontières ou la constitution de fronts pionniers, de l'appropriation du foncier, de son instrumentalisation pour la formation d'un pouvoir agro-politique, de son rôle dans la sécurité alimentaire de puissances externes, de la contribution à l'élaboration d'une politique de puissance ou bien encore de l'exploitation de l'eau et des violences hydriques qu'elle engendre.

Dans une première partie, j'ai donc cherché à mettre en lumière l'une des représentations les plus prégnantes de l'Argentine : « le grenier du monde ». Symbole d'un âge d'or économique où l'agriculture et l'élevage représentaient les sources de la richesse du pays et contribuaient à la sécurité alimentaire des puissances industrielles de l'époque, notamment l'Angleterre, cette représentation s'est inscrite avec force au cœur du roman national argentin.

Formulée au début du 20e siècle, elle a été portée par l'oligarchie qui dominait alors les sphères politique et économique de l'Argentine, l'oligarchie. Son utilisation, comme représentation de puissance, s'est construite sur un temps long. Dès lors, en interrogeant ses racines, il a été possible de mettre en exergue ses liens au territoire, aux différentes rivalités d'acteurs et de comprendre comment l'élevage puis l'agriculture ont été érigés en instrument de pouvoir et ont participé directement à la construction de la nation argentine.

Traverser l'épaisseur de l'histoire argentine offrait aussi la possibilité de dévoiler la complexité d'une telle représentation au travers de son lien avec l'élaboration du récit identitaire national qui émergea à la même époque.

Le premier chapitre a été l'occasion de mettre en évidence la place centrale de la question agraire – à savoir l'expansion territoriale, l'appropriation foncière et la mise en production des terres au travers de l'élevage – dans le processus de construction nationale. Première source de richesse économique pour les gouvernements, l'exploitation pastorale des espaces pampéens recouvrait aussi de nombreuses dimensions géopolitiques : consolidation du pouvoir des grands propriétaires terriens, occupation territoriale, élargissement des frontières, transformation des paysages ou bien encore instrument d'une politique de puissance vis-à-vis des nations étrangères.

L'aménagement des territoires conquis aux dépens des populations indigènes a entrainé une transformation des paysages pampéens, notamment au travers du développement du chemin de fer et des clôtures en fil de fer, concourant à renforcer l'emprise des grands propriétaires terriens sur l'économie et la politique nationale ainsi qu'à faire émerger une oligarchie dans la province de Buenos Aires. Cette période a coïncidé avec l'apparition des premiers éléments de la recherche d'un récit identitaire par cette nouvelle classe dominante et les élites intellectuelles de Buenos Aires, surnommées « la Génération de 1837 ». En dévoilant l'influence qu'elle subissait des idéologies extérieures, j'ai mis en lumière les premières représentations phares de l'imaginaire argentin – « le désert », « la civilisation contre la barbarie », « gouverner, c'est peupler » – autant d'idées force qui ont conduit, plus tard, à l'élaboration de la représentation du « grenier du monde » et ont servi à installer une vision hégémonique de la nation argentine.

Dans le second chapitre je me suis intéressé à étudier comment l'oligarchie, désormais à la tête d'un Etat unifié et d'une économie en pleine croissance, a organisé son emprise sur le pouvoir, concrétisé le projet d'une « nation pour le désert » et érigé une représentation de puissance, devenue depuis un invariant géopolitique.

Afin de se représenter la puissance, il a d'abord été question de démontrer quels en étaient les leviers. En effet, en l'espace d'une trentaine d'années, à partir des années 1880, l'Argentine s'est hissée au rang des puissances agricoles mondiales. Son produit intérieur brut a été multiplié par dix, ses surfaces agricoles par 40 et ses exportations de viande par 19. Le pays s'est aussi modernisé en introduisant de nombreuses infrastructures de transport, de communication et d'énergie, et sa population a quintuplé, grâce à l'intégration de millions d'immigrés venus d'Europe. La consécration d'un modèle économique, mis en place tout au

long du 19e siècle, basé sur la production agro-pastorale et l'exportation de matières premières, a servi de fondements à la consolidation du pouvoir de l'oligarchie ainsi qu'à l'élaboration d'un roman national et d'une identité argentine. Animée par la croyance d'une « destinée manifeste à la créole », une génération d'intellectuels et d'hommes politiques a œuvré à écrire l'histoire, légitimant ainsi les bases du pouvoir de l'oligarchie, avant tout fondé sur une appropriation et une répartition inégale des terres.

Dans ce second chapitre, j'ai aussi cherché à démontrer les dimensions symboliques et géopolitiques que recouvrait la représentation de « l'Argentine grenier du monde ». Évoquant l'abondance, la richesse et la puissance agricole de l'Argentine, elle traduisait le rôle que l'oligarchie s'attribuait dans la sécurité alimentaire mondiale, à savoir celle de l'empire britannique, et de sa place dans le concert des nations. J'ai alors montré la volonté des dirigeants du pays de déployer une politique de puissance en refusant d'adhérer au panaméricanisme des États-Unis, en développant des doctrines de droit international de défense de ses intérêts et en observant la neutralité durant la Première Guerre Mondiale. Toutefois, comme j'ai pu l'expliquer, cette puissance argentine était fortement exposée aux contestations sociales et politiques, d'une part, et dépendait dangereusement des marchés étrangers de capitaux et de consommation, d'autre part, ce qui finit par entraîner le déclin de l'hégémonie oligarchique au pouvoir et celui du pays sur la scène internationale.

Après la Première Guerre Mondiale puis la crise de 1929, l'Argentine ne pouvait plus compter sur sa puissance agro-pastorale pour peser dans l'arène internationale. Sur le plan intérieur, le pays s'est industrialisé, ce qui a affaibli la position de ses productions primaires dans l'économie du pays. D'un point de vue politique, l'irruption du parti péroniste du Général Juan Domingo Perón, à partir de 1945, a ouvert la porte aux premières revendications fortes contre les bases du pouvoir de l'oligarchie, autrement dit sur la question de la répartition foncière. Toutefois, malgré le repli économique et les défis politiques, le modèle agro-exportateur a conservé un véritable pouvoir d'influence, notamment sur le plan économique, en restant l'unique secteur capable de drainer des devises pour approvisionner les projets de développement industriel des gouvernements démocratiques ou militaires. La dépendance aux exportations agro-pastorales est restée vive et aujourd'hui, encore, elle constitue l'objet de débats. En creux de cette influence et des débats qu'elle suscite, la représentation de puissance de l'Argentine, elle, a traversé intacte les époques.

De nos jours, le « grenier du monde » est réapparu avec une vigueur saisissante dans le discours politique et médiatique. Telle une renaissance, cette représentation se traduit à nouveau par un positionnement international de l'Argentine vis-à-vis d'une puissance à prétention

hégémonique, la Chine. De même, elle se manifeste au travers d'un rapport au territoire basé sur l'expansion de la frontière agricole, l'appropriation d'un nouveau « désert », la mise au ban des populations y habitant et l'apparition de conflits géopolitiques locaux.

C'est donc pourquoi, dans la seconde partie de ma thèse, j'ai cherché à démontrer le lien entre la résurgence contemporaine de la représentation de la puissance d'une Argentine « grenier du monde » et les questions territoriales liées à l'expansion de la frontière agricole, marquées par une conflictualité renouvelée autour des ressources foncières et hydriques dans la province de Formosa et les territoires du bassin inférieur du Pilcomayo.

Dans le chapitre 3, je me suis attaché à révéler les éléments qui ont participé au retour de la puissance agricole argentine, à la reconfiguration de sa représentation qui l'accompagne et à ses nouveaux enjeux géopolitiques. Ce retour d'une représentation de la puissance est concomitant avec des évolutions locales et internationales dont les liens rappellent le contexte de sa construction puis son avènement, un siècle plus tôt.

L'agriculture argentine, à partir des années 1990, a connu une transformation forte de ses paradigmes productifs et organisationnels sous l'impulsion d'acteurs plaçant l'innovation au cœur du développement de leur secteur, renouvelant ainsi l'approche positiviste, « civilisatrice » et porteuse de progrès de l'agriculture, héritée du siècle précédent. En renouant avec la représentation d'un « destin manifeste à la créole », ces porteurs d'un modèle d'agriculture « révolutionnaire » ont entrainé une nouvelle mutation productive et paysagère des plaines de la Pampa, se traduisant par un phénomène d'agriculturisation, d'expansion territoriale et de concentration foncière.

Ces évolutions locales ont coïncidé avec un contexte international propice au retour d'un imaginaire de puissance de l'Argentine. Dans le cadre d'un repositionnement des questions agricoles et alimentaires au centre des préoccupations stratégiques mondiales, l'Argentine, consciente de ses capacités productives, a renoué avec son imaginaire de grande nation s'offrant d'assumer un rôle majeur pour garantir la sécurité alimentaire mondiale.

Il était donc question de mettre en lumière les évolutions politiques internes en Argentine, dans un contexte international dominé par le triomphe du capitalisme, ainsi que ses répercussions sur l'économie, l'agriculture et les choix de développement territorial.

Dès lors, j'ai cherché à mettre en exergue le rôle joué par la culture du soja dans la transformation de l'agriculture argentine, l'économie du pays et les espaces productifs, en présentant les facteurs d'une « sojatisation du grenier du monde ». En m'intéressant tout d'abord à la place du soja dans le commerce international, j'ai révélé les raisons de l'ascension

fulgurante de cette culture, lui conférant dès lors une fonction stratégique dans la sécurité alimentaire mondiale.

J'ai ensuite expliqué comment le soja a été introduit en Argentine et quels acteurs ont contribué à ancrer sa culture. En soulignant la dimension stratégique assignée à la culture du soja dans les années 1970 par Juan Domingo Perón, j'ai fait le lien avec la vision de certains acteurs de l'époque qui ont, par la suite, permis la diffusion et l'expansion de nouvelles technologies permettant le développement décisif du soja dans les années 1990.

En replaçant ces évolutions productives dans un contexte international favorable à l'exportation du soja, il a été possible de rendre compte du phénomène particulier de l'expansion de la culture de soja en Argentine, d'abord au détriment d'autres activités agro-pastorales pampéennes, puis hors de la Pampa, s'inscrivant dans le paysage comme le symbole d'une puissance agricole retrouvée. Ce phénomène de sojatisation s'est traduit par de fortes mutations territoriales et productives ainsi qu'une reconfiguration des enjeux de pouvoir autour de sa production et de ses exportations. De même, il a entrainé des conséquences géopolitiques externes traduisant une nouvelle relation de dépendance avec une puissance étrangère, la Chine.

Cette dernière a fait le choix d'externaliser une partie de sa production de soja en Argentine conduisant les deux pays à ériger leur relation au rang d'association stratégique intégrale. Toutefois, cette « sojatisation » de la puissance Argentine a eu pour effet d'affecter la capacité d'action du pays, rappelant le lien qui unissait l'Argentine à l'Angleterre, un siècle auparavant.

Dans le chapitre 4, je me suis alors intéressé à la traduction territoriale et aux impacts géopolitiques locaux de la progression de la culture du soja, en portant mon attention sur les conflits liés à l'expansion des fronts agro-pastoraux dans les plaines de la province de Formosa, au cœur du Bassin inférieur du Pilcomayo.

L'expansion sojicole a provoqué le déplacement des activités pastorales vers le nord du pays, à la recherche de marge foncière pour l'implantation d'élevages. Ce mouvement a contribué à renouveler l'imaginaire de la « conquête » agro-pastorale et celle de « désert ».

En étudiant les caractéristiques particulières des territoires du Bassin inférieur du Pilcomayo – leur population, leur histoire, leurs conditions hydriques et climatiques, il a été possible de mettre en évidence les raisons de leur caractérisation comme une « terre de personne », autrement dit comme les nouveaux « déserts de la nation ». Les représentations historiques des différents acteurs du bassin jouent un rôle primordial dans les dynamiques conflictuelles actuelles liées à cette « nouvelle conquête du désert ». Par ailleurs, la ressource

hydrique constitue un autre facteur déterminant de tensions dans cette région dominée par un climat semi-aride et traversée par le Pilcomayo, fleuve endoréique et difficilement exploitable.

En outre, j'ai mis en exergue le lien entre l'expansion des fronts agro-pastoraux et des grands projets nationaux, régionaux et continentaux d'infrastructures. Ces derniers, s'ils contribuent à désenclaver et à relier ces « nouveaux déserts » au « grenier du monde », risquent d'accentuer les effets de « la conquête » et d'intensifier la pression sur les territoires du bassin.

En effet, les acteurs locaux cherchent à tirer profit des conditions offertes par la reconfiguration de la puissance agricole argentine, sa nouvelle expansion agro-pastorale et différents projets d'infrastructures de transport. L'étude des programmes de développement de la province de Formosa a confirmé que la répartition foncière et l'irrigation constituent des axes prioritaires.

Par conséquent, la volonté des autorités provinciales de profiter de l'effet d'aubaine de cette nouvelle « conquête » risquent d'exacerber les rivalités de pouvoir pour le contrôle des ressources hydriques et foncières dans les territoires du bassin. Ce que j'ai illustré en constatant la recrudescence de tels conflits entre les communautés locales et les propriétaires des grands élevages en cours d'implantation, mais aussi entre la province de Formosa et les autres acteurs du bassin, riverains du Pilcomayo, au Paraguay et en Bolivie.

Finalement, en révélant la progression du soja dans les zones semi-arides au moyen de semences génétiquement modifiées, résistantes au stress hydrique, j'ai soulevé la question d'une possible expansion de cette culture dans les territoires du bassin. Un tel évènement représenterait la prolongation du « désert vert » dont les effets pourraient se traduire par une recrudescence des rivalités pour le contrôle des ressources.

Ce travail de recherche s'est concentré sur le lien entre des conflits agraires et une représentation historique de la puissance agricole en Argentine. Or, au travers de mes rencontres, de mes entretiens et mon travail de terrain, j'ai pu constater à quel point la classe politique argentine était aveugle à sa propre histoire, à ses propres représentations et qu'elle ne pensait pas ou peu son territoire, confirmant dès lors mon hypothèse de départ.

Dans un contexte de croissance démographique, d'évolution de la consommation alimentaire mondiale, de raréfaction des ressources foncières et hydriques, de changement climatique, l'organisation et l'aménagement du territoire sont donc des défis à relever pour l'Argentine. Le lien entre des enjeux géostratégiques de sécurité alimentaire et la pression pour l'accaparement de ressources locales va s'accentuer et accroître la pression sur des enjeux

géopolitiques tant externe qu'interne à l'Argentine.

Dès lors, l'apport de l'analyse géopolitique, son regard multiscalaire, son étude des représentations sont autant d'outils nécessaires à l'élaboration d'une nouvelle approche des questions agraires dans le pays. Ce travail peut permettre d'ouvrir des fenêtres de réflexion autour de ces questions, des politiques publiques à déployer et des types de projets de développement territorial à amorcer.

L'État est le garant de l'intérêt général. Il doit être en mesure de se saisir du devenir de tous ces territoires « abandonnés » de la nation, où les conflits pour l'eau et la terre sévissent, et promouvoir une gestion du patrimoine foncier et hydrique profitable pour tous. Dans un pays fédéral, la tâche est immense et ardue, mais sans prise de conscience préalable, elle paraît même impossible.

ANNEXES

Annexe n°1 : Tableau des entretiens de thèse

Numéro	Lieu de l'entretien	Date de l'entretien	Titre de la personne interrogée
1	Toulouse, France	10 décembre 2014	**Roberto BISANG** • Professeur d'économie à l'Université de Buenos Aires
2	Paris, France	18 février 2015	**Gaston FUNES** • Attaché agricole argentin auprès de la Commission Européenne
3	Buenos Aires, Argentine	20 mai 2015	**Fernando VILELLA** • Ancien Doyen de la Faculté d'Agronomie de l'Université de Buenos Aires (FAUBA) • Directeur du département de prospective économique, de bioéconomie et de politiques publiques à la FAUBA
4	Buenos Aires, Argentine	21 mai 2015	**Agustin TEJEDA** • Directeur de la Fundación INAI
5	Buenos Aires, Argentine	21 mai 2015	**Jorge CASTRO** • Secrétaire d'Etat à la planification stratégique • Président de l'Institut de planification stratégique • Journaliste, spécialiste des questions internationales
6	Buenos Aires, Argentine	22 mai 2015	**Gabriel DELGADO** • Secrétaire d'Etat à l'Agriculture

7	Buenos Aires, Argentine	10 avril 2016	**Marcelo REGUNAGA** • Ancien ministre de l'Agriculture
8	Buenos Aires, Argentine	12 avril 2016	**Catalina LONAC** • Présidente de l'Université San Pablo-T
9	Buenos Aires, Argentine	12 avril 2016	**Ruth LADENHEIM** • Directrice du CIECTI
10	Buenos Aires, Argentine	12 avril 2016	**Federico BERT**, • Directeur de recherche et du développement de AACREA
11	Buenos Aires, Argentine	12 avril 2016	**Andres GRASSI** • Ingénieur agronome
12	Buenos Aires, Argentine	13 avril 2016	**José GOBEE** • Propriétaire du fonds d'investissement dans l'agriculture GOAGRO
13	Buenos Aires, Argentine	13 avril 2016	**Felix PEÑA** • Directeur de l'Institut du commerce international de la Fondation ICBC en Argentine
14	Buenos Aires, Argentine	14 avril 2016	**Ricardo NEGRI** • Secrétaire d'État à l'Agriculture et à la pêche
15	Buenos Aires, Argentine	15 avril 2016	**Roberto SALAFIA** • Directeur national des négocations économiques multilatérales du Ministère argentin des Affaires et du Culte

16	Buenos Aires, Argentine	15 avril 2016	**Pablo ELVERDIN** • Économiste, chercheur associé au CARI
17	Buenos Aires, Argentine	15 avril 2016	**Martin PIÑEIRO** • Directeur du comité Agriculture du CARI
18	Buenos Aires, Argentine	18 avril 2016	**Omar ODARDA** • Directeur des relations internationales du Ministère de l'Agro-industrie
19	Buenos Aires, Argentine	18 avril 2016	**Nestor ROULET** • Secrétaire d'Etat à la valeur ajoutée au Ministère de l'Agro-industrie
20	Buenos Aires, Argentine	19 avril 2016	**Santiago DEL SOLAR DORREGO** • Chef de cabinet du ministre de l'Agro-industrie • Producteur de soja
21	Montevideo, Uruguay	26 avril 2016	**Julian SUAREZ** • Directeur des projets d'infrastructures pour la région sud de l'Amérique du Sud de la CAF
22	Montevideo, Uruguay	26 avril 2016	**Ignacio BARTESAGHI** • Directeur du département de négoce international de l'Université Catholique de l'Uruguay
23	Buenos Aires, Argentine	28 avril 2016	**Carlos CASAMIQUELA** • Ancien ministre de l'Agriculture

24	Buenos Aires Argentine	31 octobre 2016	**David HUGUES** • Président de ARGENTRIGO
25	Buenos Aires Argentine	31 octobre 2016	**Ricardo HARA** • Attaché économique de l'Ambassade du Japon en Argentine
26	Buenos Aires Argentine	31 octobre 2016	**Federico TRUCCO** • Président du groupe BIOCERES
27	Buenos Aires Argentine	31 octobre 2016	**Claudio DUNAN** • Directeur de la stratégie du groupe BIOCERES
28	Buenos Aires Argentine	31 octobre 2016	**Marcelo MAC GRECH** • Directeur de l'agro-négoce de Banco Galicia en Argentine
29	Buenos Aires Argentine	31 octobre 2016	**Pilu GIRAUDO** • Coordinatrice du développement durable du Plan Belgrano au Ministère de l'Industrie •
30	Buenos Aires Argentine	01 novembre 2016	**Daniel Roberto DIAZ** • Chercheur associé à l'INTA
31	Buenos Aires Argentine	01 novembre 2016	**Ruben PATROUILLEAU** • Sous-secrétaire à l'aménagement du territoire au Ministère du développement social et de l'environnement
32	Buenos Aires Argentine	01 novembre 2016	**José Luis MELENDEZ** • Chercheur associé à l'INTA

33	Buenos Aires Argentine	01 novembre 2016	**Pablo LACOSTE** • Chercheur associé à l'INTa
34	Buenos Aires Argentine	08 mars 2017	**Alfredo SESE** • Secrétaire technique de la commission des transports et des infrastructures de la Bourse de commerce de Rosario
35	Buenos Aires Argentine	19 avril 2017	**Marisa BIRCHER** • Secrétaire d'Etat aux marchés agro-industriels au Ministère de l'Agro-industrie
36	Buenos Aires Argentine	19 avril 2017	**Eduardo AMADEO** • Député national du parti PRO • Producteur de soja
37	Buenos Aires Argentine	19 avril 2017	**Omar PEROTTI** • Sénateur de la province de Santa Fe
38	Buenos Aires Argentine	19 avril 2017	**Juan de DIOS CINCUNEGUI** • Président de la Chambre des députés • Directeur Général des relations internationales du Parlement
39	Buenos Aires Argentine	20 avril 2017	**Graciela Beatriz GONZALEZ** • Ingénieure agronome • Experte auprès de la FAO et du PNUD
40	Buenos Aires Argentine	20 avril 2017	**Andrea GUADALUPE** • Vice-Présidente de la Chambre de commerce Mercosur-ASEAN

41	Paris France	24 avril 2017	**Sébastien ABIS** • Directeur du Club Déméter
42	Tucumán Argentine	21 juin 2017	**Jorge ROCCHIA FERRO** • PDG du groupe agro-industriel Los Balcanes
43	Tucumán Argentine	22 juin 2017	**Horacio FRIAS** • Propriétaire du groupe agroalimentaire Guayal
44	Tucumán Argentine	22 juin 2017	**Dirk TROYTTEN** • Directeur de l'IDEP
45	Buenos Aires Argentine	23 juin 2017	**Alejandro LOPEZ** • Directeur du développement durable chez ADECOAGRO
46	Paris France	15 mars 2018	**Bernard VALLUIS** • Vice-Président de l'ANMF
47	Paris France	15 mars 2018	**Philippe DUSSER** • Responsable des études économiques du groupe Sofiproteol
48	Paris France	15 mars 2018	**Frédéric COURLEUX** • Directeur des études chez Agriculture et Stratégies
49	Paris France	15 mars 2018	**Eric SEBAN** • Directeur du développement chez Bioline by InViVo

50	Buenos Aires Argentine	10 avril 2018	**Luis BASTERRA** • Ministre de l'Agriculture • Député de la province de Formosa
51	Buenos Aires Argentine	10 avril 2018	**Mariano TURZI** • Politologue
52	Buenos Aires Argentine	10 avril 2018	**Hector HUERGO** • Journaliste, spécialiste des questions agro-alimentaires argentines
53	Buenos Aires Argentine	10 avril 2018	**Laetitia BETANCOR** • Chercheuse au CONICET
54	Buenos Aires Argentine	10 avril 2018	**Leonardo SARKIS** • Ministre de l'Agro-industrie de la province de Buenos Aires
55	Paris France	20 août 2018	**Thierry POUCH** • Économiste • Responsable du Service Études Références et Prospective, Direction Économie des Agricultures et des Territoires
56	Buenos Aires Argentine	21 novembre 2018	**Miguel GORELIK** • Vice-Président du groupe Quickfood
57	Buenos Aires Argentine	21 novembre 2018	**Alfredo PASEYRO** • Directeur exécutif de l'Association des semenciers d'Argentine

58	Buenos Aires Argentine	22 novembre 2018	**Federico PINEDO** • Président provisoire du Sénat
59	Buenos Aires Argentine	22 novembre 2018	**Daniel PELLEGRINA** • Président de la Société Rurale Argentine
60	Buenos Aires Argentine	22 novembre 2018	**Alicia BASSO** • Directrice de recherche au CONICET
61	Buenos Aires Argentine	22 novembre 2018	**Hernan FARINA** • Directeur de recherche au CONICET
62	Buenos Aires Argentine	23 novembre 2018	**Andrea GROBOCOPATEL** • Directrice financière du groupe Los Grobos
63	Bordeaux France	04 novembre 2019	**Alejandro GENNARI** • Professeur d'économie et de politiques agricoles à la Faculté des sciences agricoles de l'Université nationale de Cuyo • Ancien coordinateur exécutif de l'UCAR au Minsitère argentin de l'Agro-industrie

Annexe n°2 : Tableau des entretiens de Master 2

Numéro	Lieu de l'entretien	Date de l'entretien	Titre de la personne interrogée	Remarques
1	Asunción, Paraguay	29 mai 2013	**Miguel LOVERA** Ancien directeur du SENAVE (Servicio Nacional de Calidad y Sanidad Vegetal y de Semillas)	Entretien en espagnol
2	Asuncion, Paraguay	29 mai 2013	**Inés FRANCESCHINI** Sociologue, spécialiste des communautés indigènes et mennonites du Chaco	Entretien en espagnol
3	Asuncion, Paraguay	29 mai 2013	**Jota PEREZ** Hydrographe, spécialiste du Chaco	Entretien en espagnol
4	Asuncion, Paraguay	30 mai 2013	**Ricardo CANESE** Député paraguayen au parlement de l'UNASUR, membre du Frente Guasu.	Entretien en espagnol
5	Asuncion, Paraguay	30 mai 2013	**Sarah ZEVACO** Politologue, membre du front de gauche Paraguayen	Entretien en français
6	Asuncion, Paraguay	31 mai 2013	**Regina KRETSCHMER** Anthropologue à l'ADEPO (Asociacion Paraguaya de Estudios de Poblacion)	Entretien en espagnol
7	Formosa, Argentine	03 juin 2013	**Luis María de LA CRUZ** Anthropologue, spécialiste du bassin du Pilcomayo	Entretien téléphonique en espagnol
8	Formosa, Argentine	03 juin 2013	**Claudio LABORANTI** Directeur technique de la Commission Tri Nationale du Bassin du Pilcomayo	Entretien en espagnol

9	Formosa, Argentine	03 juin 2013	**Horacio ZAMBON** Chef de l'Unité de Coordination Provinciale de l'Eau de Formosa	Entretien en espagnol
10	Las Lomitas, Argentine	04 juin 2013	**Marta VERON** Vice-présidente de l'APROBAE (Association des éleveurs du marécage de l'Estrella)	Discussion informelle en espagnol
11	Las Lomitas, Argentine	04 juin 2013	**Ramon VERON** Président de l'APROBAE (Association des éleveurs du marécage de l'Estrella)	Entretien en espagnol
12	Las Lomitas, Argentine	05 juin 2013	**FLORICO** Chef d'une communauté Toba à Las Lomitas. Guide dans les marécages de l'Estrella	Discussion informelle en espagnol
13	Las Lomitas, Argentine	05 juin 2013	**Anonyme** Eleveur rencontré au bord de la route 28	Discussion informelle en espagnol
14	Formosa, Argentine	07 juin 2013	**Luis María de LA CRUZ** Anthropologue, spécialiste du bassin du Pilcomayo	Entretien en espagnol
15	Formosa, Argentine	07 juin 2013	**Claudio LABORANTI** Directeur technique de la Commission Tri Nationale du Bassin du Pilcomayo	Discussion informelle en espagnol
16	Formosa, Argentine	07 juin 2013	**Horacio ZAMBON** Chef de l'Unité de Coordination Provinciale de l'Eau de Formosa	Discussion informelle en espagnol
17	Buenos Aires Argentine	10 juin 2013	**Emilio PETERSEN** Chef de cabinet du député de la province de Santa Fe	Discussion informelle en espagnol
18	Buenos Aires Argentine	11 juin 2013	**Beatriz LOTTO** Députée de la province de Formosa	Entretien téléphonique en espagnol

19	Paris, France	25 octobre 2013	**Kregg HETHERINGTON,** Politologue, spécialiste des questions agraires dans le Chaco paraguayen	Discussion informelle en anglais
20	Paris France	25 octobre 2013	**Gustavo ZARACHO** Sociologue, membre du collectif Paraguay	Discussion informelle en espagnol
21	Paris France	16 avril 2014	**Rodrigo OLLAVARIA** Spécialiste du droit international de l'eau et auteur de recherche sur la gouvernance du bassin du Pilcomayo	Entretien en espagnol
22	Paris France	24 avril 2014	**Daniele INCALCATERRA** Réalisateur du film documentaire *El impentrable*	Discussion informelle en espagnol

Annexe n°3 : Déclaration conjointe sur l'établissement de l'Association Stratégique Intégrale entre la République d'Argentine et la République Populaire de Chine

DECLARACIÓN CONJUNTA
SOBRE
EL ESTABLECIMIENTO DE LA
ASOCIACIÓN ESTRATÉGICA INTEGRAL
ENTRE
LA REPÚBLICA ARGENTINA
Y
LA REPÚBLICA POPULAR CHINA

1. A invitación de la señora Presidenta de la República Argentina, Cristina Fernández de Kirchner, el señor Presidente de la Republica Popular China Xi Jinping realizó una Visita de Estado a la República Argentina entre el 18 y el 20 de julio de 2014.

2. Durante la visita, los Presidentes sostuvieron conversaciones francas, profundas y fructíferas, durante las cuales efectuaron un amplio intercambio de opiniones acerca de la agenda bilateral y otros temas de interés común, arribando a importantes coincidencias sobre la ulterior profundización de la amistad y la cooperación bilateral, mutuamente beneficiosa, en diversos ámbitos. Ello, con el fin último de explorar de modo conjunto el camino de desarrollo que mejor se adapte a las respectivas condiciones nacionales.

3. Ambos Jefes de Estado valoraron positivamente el avance sustantivo de las relaciones bilaterales a partir del establecimiento de la Asociación Estratégica entre ambas naciones, en 2004, constituida sobre la base no sólo de un consenso gubernamental, sino sobre todo, con la participación proactiva del conjunto de la sociedad civil.

Los Mandatarios coincidieron en que, gracias a los frecuentes intercambios de alto nivel y a la labor desarrollada en las diversas instancias de relacionamiento bilateral existentes, se había consolidado la mutua confianza política, la cooperación sustantiva en múltiples áreas había rendido resultados fructíferos y se había mantenido una estrecha coordinación y colaboración estratégica en asuntos internacionales y regionales, con miras a la construcción de un sistema internacional más justo y razonable y a la salvaguarda de los intereses de ambos países y del conjunto de las naciones en desarrollo.

Por ello, tomando en consideración el nivel de desarrollo del vínculo bilateral, y con miras a su proyección futura, ambos Jefes de Estado decidieron establecer la Asociación Estratégica Integral China-Argentina, dando inicio de este modo a una nueva etapa en la sociedad binacional construida y consolidada en el último decenio.

4. En el contexto de tan relevante decisión adoptada, los dos Jefes de Estado convinieron en continuar los contactos de carácter permanente orientados a intercambiar, de manera oportuna, opiniones sobre todos los aspectos de las relaciones bilaterales y cuestiones de interés común, en una búsqueda constante por ampliar los consensos y diversificar la agenda.

5. De tal modo, ratificaron en éste, su segundo encuentro, su disposición a continuar profundizando la confianza política mutua, en el marco de las acciones orientadas a consolidar el camino de desarrollo autónomo, así como a seguir respaldándose con firmeza en los temas prioritarios que hacen a intereses fundamentales de cada Parte.

La Presidenta Cristina Fernández de Kirchner reafirmó el invariable apego de la Argentina a la política de una sola China y su apoyo al desarrollo pacífico de las relaciones inter-ribereñas del Estrecho de Taiwán, así como a todos los esfuerzos realizados por el Gobierno chino para lograr la reunificación pacífica del país.

Por su parte, el Presidente Xi Jinping reiteró el firme apoyo de su país a los derechos de soberanía de la parte argentina en la Cuestión de las Islas Malvinas, así como a la reanudación de las negociaciones encaminadas a la solución pacífica de la disputa de acuerdo con las resoluciones pertinentes de la Organización de las Naciones Unidas.

6. Los Mandatarios se congratularon por la adopción del Primer Plan de Acción Conjunta entre los Gobiernos de la República Argentina y de la República Popular China, elocuente testimonio del compromiso mutuo con la Asociación Estratégica Integral, establecida en pos del logro de los comunes intereses de crecimiento y desarrollo. Destacaron que el Plan de Acción Conjunta constituirá un programa fundamental para regir las actividades de intercambio y cooperación entre ambos países, en múltiples ámbitos y con un enfoque de largo y mediano plazo y, con tal convicción, instruyeron a las diversas instancias involucradas a dedicar sus mejores esfuerzos en pos de la plena implementación de los compromisos asumidos en dicho documento.

7. Los Presidentes subrayaron la relevancia de la labor que realizan los respectivos Poderes Legislativos, cuyos encuentros fortalecen el diálogo político y redundan en una más profunda comprensión recíproca, al tiempo que

coadyuvan a la generación de iniciativas orientadas a un mayor intercambio de experiencias y cooperación en materia de conducción del Estado y gestión de políticas públicas.

También en el contexto del inicio de la instrumentación del Plan de Acción Conjunta, los Mandatarios reafirmaron el interés en continuar desarrollando actividades y explorando nuevas oportunidades en materia científico-tecnológica, nuclear, espacial y de defensa.

8. Asimismo, los Presidentes destacaron los amplios intereses compartidos y enormes posibilidades de colaboración en materia cultural, educacional y turística, así como la necesidad de promover intercambios entre las juventudes de ambos países, en búsqueda de un mayor conocimiento mutuo que permita fortalecer la amistad tradicional entre los pueblos de la República Argentina y de la República Popular China. También resaltaron el dinámico intercambio que llevan a cabo las provincias y las ciudades de ambos países, intercambio que contribuye al desarrollo integral a nivel subnacional; en tal sentido se congratularon por los hermanamientos ya alcanzados y por los proyectos en cartera.

9. Los Presidentes se congratularon por la creación de la Comisión Binacional Permanente entre ambos Gobiernos y expresaron su disposición de mantener estrecha comunicación y aprovechar plenamente el papel de planificación y coordinación que desempeña el aludido mecanismo bilateral de consulta y diálogo de alto nivel, con vistas a promover el desarrollo de las relaciones sino-argentinas de manera continua e integral.

10. Las Partes destacaron la primera reunión del Diálogo Estratégico para la Cooperación y la Coordinación Económica entre ambos Gobiernos. En particular, valoraron la suscripción del Convenio de Cooperación Económica e Inversiones y dos acuerdos complementarios sobre la cooperación en materia de inversión industrial e infraestructura, considerando que los instrumentos adoptados crean condiciones favorables para el desarrollo de la cooperación de mutuo beneficio y ganancia compartida entre las empresas de ambos países con complementación de ventajas respectivas, enriqueciendo de esta manera el contenido de la Asociación Estratégica Integral.

En este sentido, los Presidentes instruyeron al Ministerio de Economía y Finanzas Públicas de la República Argentina y a la Comisión Nacional de Desarrollo y Reforma de la República Popular China a evaluar y definir los proyectos prioritarios para la cooperación pragmática entre ambos países.

11. Asimismo, acordaron promover un sendero de crecimiento más equilibrado del comercio bilateral con el objetivo adicional de incorporar mayor valor agregado a sus productos. También resaltaron la importancia de haber suscripto en ocasión de este encuentro los protocolos sanitarios que permitirán un mejor acceso al mercado chino para productos argentinos. Asimismo, se comprometieron a dar celeridad a las negociaciones en curso o pendientes en materia sanitaria y fitosanitaria.

12. Los mandatarios destacaron la importancia de avanzar en la implementación de un sistema de pre-listing para plantas exportadoras de productos agroalimentarios, y de optimizar los mecanismos de consulta sanitaria y fitosanitaria en materia de inocuidad agropecuaria y alimentaria, estudiar los temas bilaterales concernientes sobre la base del análisis científico con el objeto de promover el desarrollo sano del comercio bilateral.

13. Los Presidentes manifestaron su disposición de fortalecer la cooperación de mutuo beneficio en materia de construcción de las infraestructuras, en especial las de transporte y electricidad, promoviendo el desarrollo de proyectos prioritarios a fin de lograr avances sustantivos lo antes posible. En particular, celebraron la suscripción, en ocasión de la visita, del proyecto fase I para la rehabilitación del Belgrano Cargas y el acuerdo financiero para las Centrales Hidroélectricas Néstor Kirchner - Jorge Cepernic.

14. Ambos Presidentes convinieron en desplegar activamente la cooperación en materia de industrias e inversión y ampliar la cooperación en las áreas de energía, minería, manufactura y agricultura, promoviendo el encadenamiento e integración industriales entre ambos países.

15. Los Jefes de Estado celebraron la renovación del acuerdo bilateral del swap monetario y coincidieron en profundizar la cooperación financiera y explorar activamente el inicio de una cooperación global que vincula el financiamiento y el comercio directo de los commodities, así como poner en mejor juego el papel de la cooperación financiera que sirviera de motor en aras del ahondamiento de los lazos económico-comerciales entre la República Argentina y la República Popular China.

16. Los Mandatarios señalaron que, como relevantes actores internacionales y representantes de los países emergentes, la República Argentina y la República Popular China comparten una amplia gama de intereses comunes y posiciones similares en un amplio rango de temas globales y regionales de particular envergadura. En particular, expresaron una visión común respecto de la necesidad de que la comunidad internacional intervenga para impedir que capitales especulativos puedan obstaculizar los procesos de reestructuración de deuda soberana.

Es por ello que expresaron su voluntad de intensificar la comunicación en el marco de los organismos internacionales y foros multilaterales tales como la Organización de las Naciones Unidas (ONU), el Grupo de los Veinte (G20) y la Organización Mundial de Comercio (OMC), con el propósito de estrechar la coordinación en los temas allí abordados, entre otros: la reforma de la ONU, la gobernanza económica global, las negociaciones de la Ronda de Doha y el cambio climático.

17. El Presidente Xi subrayó la relevancia del rol desempeñado por la República Argentina en pos de la consolidación de la integración de América Latina y el Caribe y manifestó su aprecio por el proactivo respaldo argentino a la cooperación integral de China y América Latina y el Caribe, así como al establecimiento del Foro China-CELAC.

La Presidenta Cristina Fernández de Kirchner, por su parte, expresó su reconocimiento y aprecio por la disposición china a trabajar de forma conjunta con la República Argentina y con los otros países de nuestra región, en pos del continuo desarrollo de la mencionada cooperación integral, caracterizada por la equidad, el beneficio recíproco y el desarrollo compartido.

18. Los Jefes de Estado expresaron su beneplácito por la suscripción –en ocasión de la visita del Presidente Xi- de importantes acuerdos, en distintos rubros, entre otros: el Plan de Acción Conjunta; el Convenio Marco de Cooperación Económica e Inversiones y sus dos Convenios Complementarios; el Memorándum de Entendimiento de Establecimiento Recíproco de Centros Culturales; Acuerdo entre el Gobierno de la República Argentina y el Gobierno de la República Popular China sobre la cooperación en el Proyecto de Construcción del Reactor de Tubos de Presión y Agua Pesada en la República Argentina y el Acuerdo del Swap Renminbi/Peso entre el Banco Popular de China y el Banco Central de la República Argentina.

19. En función de los resultados y acuerdos alcanzados -en particular, la decisión de elevar la relación a la categoría de Asociación Estratégica Integral-, ambos Presidentes coincidieron en destacar la trascendencia de la Visita de Estado del Presidente Xi Jinping a la República Argentina para promover, al más alto nivel y en el marco de los consensos alcanzados en las conversaciones con la Presidenta Fernández de Kirchner, el desarrollo de las relaciones de amistad y cooperación entre la República Argentina y la República Popular China.

20. El Presidente de la República Popular China, Xi Jinping, expresó su sincero agradecimiento a la Presidenta de la República Argentina. Cristina Fernández de Kirchner, por la hospitalidad y atenciones recibidas, así como por las reiteradas muestras de afecto y amistad que le dispensaran tanto el Gobierno como el pueblo argentino, durante su Visita de Estado.

Buenos Aires, 18 de julio de 2014

Presidenta de la República Argentina

Presidente de la República Popular China



BIBLIOGRAPHIE

ABIS, Sébastien, *Géopolitique du Blé, Un produit vital pour la sécurité mondiale »,* IRIS éditions, Paris, 2015, 270 p.

ABIS, Sébastien, « Le blé au cœur des enjeux géostratégiques mondiaux », *Hérodote,* n°156, 2015/1, p. 125-137.

ABIS, Sébastien, BLANC, Pierre, MIKAIL, Barah, « Le malheur est-il dans le pré ? Pour une une lecture géopolitique de l'agriculture », *Revue Internationale et Stratégique,* n°73, 2009/1, p. 20-33.

ALTOMONTE, Hugo (dir.), ACQUATELLA, Jean, ARROYO, Andrés, CANALES, Caridad et JOURAVLEV, Andrei, *Recursos naturales: situación y tendencias para una agenda de desarrollo regional en América Latina y el Caribe*, CEPAL, Santiago du Chili, 2013, 106 p.

AMILHAT-SZARY, Anne-Laure, *Géopolitique et frontières en Amérique latine,* Université Grenoble I, 27 p.

ANLLO, Guillermo, BISANG, Roberto, CAMPI, Mercedes, *Claves para repensar el agro argentino*, Eudeba, Buenos Aires, 2013, 376 p.

ANSALDI, Waldo, GIORDANO, Verónica, *América latina, la construcción del orden : de la colonia a la disolución de la dominación oligárquica*, Ariel, Buenos Aires, 2012, Tomo I, 665 p.

ANSALDI, Waldo, GIORDANO, Verónica, *América latina, la construcción del orden : de las sociedades de masas a las sociedades en procesos de reestructuración*, Ariel, Buenos Aires, 2012, Tomo II, 752 p.

ANSALDI, Waldo, *« Las fuerzas de las palabras : revolución y democracia en el Río de la Plata, 1810-1820 »,* Estudios, n° 23-24, Enero-Diciembre 2010, pp. 13-28.

ANTOINE, Olivier, « *L'agriculture de firme en Argentine : ses enjeux stratégiques et ses conséquences géopolitiques* », in, PURSEIGLE, François, NGUYEN, Geneviève, BLANC, Pierre, (dir), *Le Nouveau Capitalisme agricole,* Presses de Sciences Po, Paris, 2017, pp. 239-253.

ANTOINE, Olivier, « Les enjeux de l'implantation de grands élevages dans les plaines du Bassin inférieur du Pilcomayo », *Hérodote,* n°156, 2015/1, p. 138-152.

ARAMAYO TEJADA, Antonio (dir.), QUIROGA TRIGO, María Soledad, LEON CORONADO, Cristian, *Conflictividad y visiones de desarrollo : Recursos naturales, territorio y medio ambiente*, Fundación UNIR Bolivia, 2012, 124 p.

ARGOUNES, Fabrice, *Théories de la puissance*, CNRS Éditions, « Biblis », Paris, 2018, 225p.

ARIES, Paul, *Une histoire politique de l'alimentation,* Max Milo, Paris, 2016, 446 p.

ARON, Raymond, *Paix et guerre entre les nations,* Editions Calmann-Lévy, Paris, 1962, 794 p.

ARON, Raymond, « Macht, Power, Puissance, prose démocratique ou poésie démoniaque », in *Archives Européennes de Sociologie,* Vol. 5, No 1, 1964, pp. 27 – 55.

ARRILLAGA, Hugo, BUSSO, Gabriela, « Desterritorialización o reterritorialización del interior pampeano ? », *Voces en el Fenix*, n°28, septembre 2013, p. 46-55.

BALSA, Javier, *Agro y Política en Argentina : volumen I : 1930-1943 : el modelo agrario en cuestión,* Ediciones Ciccus, Buenos Aires, 2012, 464 p.

BALDISSONE Marcelo, CORRAL, M., FARIAS, H., BREA, J., HILLMAN, G., HOPWOOD, H., ZAMBON, H., LABORANTI, CAFARO, C. et RODRIGUEZ, A., « Un análisis de estrategias para el manejo de aguas, sedimentos y vegetación en la Cuenca Baja del Rio Pilcomayo », *Quinto Simposio Regional sobre hidráulica de ríos,* Santiago del Estero, novembre 2011, 10 p.

BARSKY, Osvaldo, GELMAN, Jorge, *Historia del agro argentino, Desde la conquista hasta los comienzos del siglo XXI*, Editorial Sudamericana, Buenos Aires, 2009, 579 p.

BARTH, Volker, *« Nation et altérité : l'Argentine aux Expositions universelles de 1867, 1878, 1889 à Paris »,* Amérique Latine Histoire et Mémoire, Les Cahiers ALHIM, n°15, 2008.

BATTISTELLA, Dario, *Théories de relations internationales,* Presses de Sciences Po, Paris, 2015, 717 p.

BAUCHET, Pierre, (dir.), « Les conditions d'une satisfaction durable des besoins alimentaires », *Cahiers des sciences morales et politiques*, PUF, Paris, 2001, 88 p.

BAZOBERRY CHALI, Oscar, *Menonitas del Chaco boliviano paraguayo,* La Paz, Instituto para el Desarrollo Rural de Sudamérica (IPDRS), 2012, 15 p.

BEFFA, Jean-Louis, *Les clés de la puissance,* Seuil, Paris, 2015, 167 p.

BERCOVITCH, Nestor, KATZ, Jorge, *Biotecnología y economía política : Estudios del caso argentino*, CEPAL, Buenos Aires, 1990, 185 p.

BERNARD, Nicolas, BOUVET, Yvanne, DESSE, René-Paul, *Géographie de l'Argentine, Approche régionale d'un espace latino-américain »,* Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2005, 191 p.

BLANC, Pierre, *Terre, pouvoirs et conflits, Une agro-histoire du monde*, Presses de Sciences Po, Paris, 2018, 379 p.

BLANC, Pierre, « Proche-Orient : géopolitique des dynamiques agraires », *Hérodote*, n°156, 2015/1, p. 9-28.

BLANC, Pierre, « Les guerres de l'eau : une notion à revisiter », *http://www.babelmed.net*, 15.07.2009.

BLANC, Pierre, « Jordanie : une géopolitique de l'irrigation », *Méditerranée*, n° 119, 2012, p. 17-25.

BLANCHON, David, *Atlas mondial de l'eau, De l'eau pour tous ?,* Autrement, Paris, 2009, 80 p.

BM, *« L'agriculture au service du développement »*, Abrégé du rapport sur le développement dans le monde, New York, Banque Mondiale, 2008, 36 p.

BODIN-RODIER, Dominique, *La Stratégie agroalimentaire, les enjeux du XXI e siècle*, Armand Colin, Paris, 1997, 288 p.

BOIDIN, Capucine, NUGUET, Adrien, « Les hommes transparents. Indiens et militaires dans la guerre du Chaco (1932-1935) », *Critique internationale*, 2012/4, n° 57, p. 171-175.

BOTANA, Natalio, *El orden conservador,* Sudamericana, Buenos Aires, 1985, 180 p.

BOUDAN, Christian, *Géopolitique du goût, La guerre culinaire*, PUF, Paris, 2004, 469 p.

BRIGNARDELLO, Antonella, « Antesala a otra Trople Alianza ? Paraguay se pone los pantalones », *http://www.abc.com.py,* 10.12.2010.

BROWN, Alejandro, FOGUET, GARCIA, María José, MORITAN, Matilde, MALIZIA, Sebastián, *Banado La Estrella : Dinámica fluvial de un espacio compartido* », Salta, Ediciones del Subtropico, 2010, 56 p.

BROWN, Lester, « The great food crisis », *Foreign Policy*, Washington, 2011.

BRUNEL, Sylvie, « La nouvelle question alimentaire », *Hérodote,* n°131, 2008/4, p. 14-30.

BUAINAIN, Antônio Márcio, GARCIA, Junior Ruiz, *« Desenvolvimento rural do semiárido brasileiro: transformações recentes, desafios e perspectivas »,* Confins [Online], 19 | 2013, posto online em 29 Novembro 2013, Consultado o 26 Fevereiro 2014. URL : http://confins.revues.org/8633 ; DOI : 10.4000/confins.8633.

BULHER, Pierre, *La puissance au XXIe siècle, Les nouvelles définitions du monde »,* CNRS éditions, Paris, 2011, 508 p.

BULMER-THOMAS, Victor, *La historia económica de América latina desde la Independencia,* Fondo de Cultura Económica, 1998, 541 p.

BURNOD, Perrine, ANSEEUW, Ward, BOSC, Pierre-Marie, EVEN, Marie-Aude, « Appropriations foncières dans les pays du Sud », Analyse n°16, *Centre d'Etudes et de Prospectives*, Ministère de l'alimentation de l'agriculture et de la pêche, n°16, Avril 2010, 4p.

BRUCKMANN, Mónica, *Recursos naturales y la geopolítica de la integración sudamericana*, Ediciones Luxemburg, Imago Mundi, Buenos Aires, 2015, 128 p.

BRUNEL Sylvie, « La nouvelle question alimentaire », Hérodote, 2008/4, n° 131, p. 14-30.

BRUZZONE, Elsa, *Las guerras del agua, América del Sur, en la mira de las grandes potencias,* Capital intelectual, Buenos Aires, 2012, 212 p.

CAMPI, Mercedes, *Tierra, tecnología e innovación. El desarrollo agrario pampeano en el largo plazo, 1860-2007,* Prometeo, Buenos Aires, 2012, 256 p.

CAPARROS, Martin, *La faim*, Buchet-Chastel, Paris, 2015, 782 p.

CAPDEVILA, Luc, *« Une guerre totale Paraguay, 1864-1870 »*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2007, 514 p.

CARDOSO, Leandro, *Almacenamiento de granos en silo blosa : resultados de investigación 2009-2013*, Poscosecha ediciones, Balcarce, 2014.

CARLES, Jacques, « Propositions pour une nouvelle vision de l'agriculture », *Géoéconomie*, n° 46, 2008/3, p. 17-34.

CASTRO, Jorge, *Un futuro común, Bases para una estrategia de desarrollo nacional*, Pluma digital Ediciones, Buenos Aires, 2014, 240 p.

CECENA, Ana, AGUILAR, Paula, MOTTO, Carlos, *« Territorialidad de la dominacion : Integracion de la Infraestructura Regional Sudamericana (IIRSA) »*, Observatorio Latinoamericano de Geopolitica, Buenos Aires, 2007, 62 p.

CEPPI, Natalia, « La cooperación internacional en la gestión del agua dulce : el caso de la Cuenca del Pilcomayo », *Cuadernos Política Exterior Argentina*, CERIR, n°95, Rosario, janvier-mars 2009, 36 p.

CHALÉARD, Jean-Louis, CHARVET, Jean-Paul, *Géographie agricole et rurale*, Belin, Paris, 2006, 239 p.

CHALMIN, Patrick, (dir.), *Des ressources et des hommes,* François Bourin, Paris, 2016, 339 p.

CHALMIN, Patrick, (dir.), *Rapport annuel Cyclope sur les matières premières*, Economica, Paris, 2007, 662 p.

CHAPUIS, Robert, MILLE, Patrick, *Systèmes et espaces agricoles dans le monde*, Armand Colin, Paris, 2001, 320 p.

CHARVAY, Patricia, « Los cambios en la producción ganadera en la posconvertibilidad. La expansión sojera y su impacto sobre la ganadería. Las nuevas formas de producción », *Voces en el Fénix*, n°12, mars 2012, p. 14-21.

CHARVET, Jean-Paul, *Atlas de l'agriculture,* Autrement, Paris, 2010, 79 p.

CHARVET, Jean-Paul, L'Alimentation dans le monde, mieux nourrir la planète, Larousse, Paris, 2004, 128 p.

CHAUMET, Jean-Marc, « Nourrir 1,4 milliards de chinois, Un défi agricole, économique et géopolitique d'abord pour la Chine mais aussi le reste de la planète », *Le Déméter 2017,* 2016, p. 43-59.

CHAUMET, Jean-Marc, « Consommation alimentaire, Une transition rapide du végétal à l'animal », *Le Déméter 2017,* 2016, p. 61-75.

CHAUMET, Jean-Marc, « Politique agricole, Du dogme de l'autosuffisance à la reconnaissance de la nécessité d'importer », *Le Déméter 2017,* 2016, p. 77-96.

CHAUMET, Jean-Marc, POUCH, Thierry, *La Chine au risque de la dépendance alimentaire,* PUR, Rennes, 2017, 211 p.

CHEVALIER, François, *L'Amérique latine, de l'indépendance à nos jours*, PUF, Paris, 1977, 723 p.

CHIARAMONTE, José Carlos, *Nación y estado en Iberoamérica,* Sudamericana, Buenos Aires, 2004, 218 p.

CHONCHOL, Jacques, *Le Défi alimentaire, la faim dans le monde*, Larousse, Paris, 1987, 271p.

CHONCHOL, Jacques, *Systèmes agraires en Amérique latine : des agricultures préhispaniques à la modernisation conservatrice,* Editions de l'IHEAL, Paris, 1995, 366 p.

CLAQUIN, Pierre, BIDAUD, Florent, DELGOULET, Elise, DERAM, Claire, GASSIE, Julia, HERAULT, Bruno, MARTIN, Alexandre, « MOND'Alim 2030 : un regard prospectif sur la mondialisation des systèmes alimentaires », *Centre d'études et de prospective*, Analyse n°100, Mars 2017.

COLLAERT, Jean-Paul, *Céréales, La plus grande saga que le monde ait vécue*, Editions Rue de l'échiquier, Paris, 2013, 639 p.

COLLOMB, Philippe, *Une voie étroite pour la sécurité alimentaire d'ici à 2050*, Economica, Paris, 1999, 197 p.

CORTES CONDE, Roberto, « El crecimiento de la economía argentina, 1870-1914 », in BETHELL, Leslie (Ed.), *Historia de América Latina*, Vol. X, Editorial Crítica, Barcelona, 1992, p. 13-40.

DABENE, Olivier, *Atlas de l'Amérique latine, Les révolutions en cours,* Autrement, Paris, 2009, 88 p.

DABENE, Olivier, *« Union des Nations Sud Américaines »*, Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes, Sciences Po., 2011.

DE CASTRO, Josué, *Géopolitique de la faim*, Les Éditions ouvrières, Paris, 1952.

DE MARCO, Miguel Angel, « La ciudad puerto como fundamento identitario de los actors del desarrollo institucional y económico regional frente las grandes crisis internacionales. El caso de Rosario (Argentina), 1890-200 », *Nuevo Mundo, Mundos Nuevos,* mis en ligne en ligne le 16/12/2016, URL : http://journals.openedition.org/nuevomundo/70000 ;DOI :10.4000/nuevomundo.70000

DEMETER (LE), *Économie et stratégie agricole, La nouvelles agriculture*, rapport annuel, Armand Colin, Paris, 2001, 304 p.

DJENDEREDJIAN, Julio, *Historia del capitalismo agrario pampeano, Tomo 4, La agricultura pampeana en la primera mitad del siglo XIX*, Siglo XXI Editores, Buenos Aires, 2008, 400 p.

DNOACB, « El avance de la frontera agropecuaria y sus consecuencias », *Dirección Nacional de Ordenamiento Ambiental y Conservación de la Biodiversidad*, Buenos Aires, mars 2008, 12 p.

DOLDAN, Enzo, *Porqué la Argentina desvió las aguas del Río Pilcomayo?: su tratamiento en la Cámara de Senadores: compilación de documentos,* Casa Llamas, Asunción, 1981, 150 p.

DORFMAN, Adolfo, *Historia de la industria argentina,* Hyspamerica, Buenos Aires, 1970, 407 p.

DEVOTO, Ruben, BISANG, Roberto, ANLLO Guillermo, « Institutions publiques et organisations professionnelles : des évolutions complémentaires », *Déméter,* 2010, p. 257-276.

DUMONT, René, *La Croissance... de la famine ! Une agriculture repensée*, Éditions du Seuil,

Paris,1975, 192 p.

Economie Rurale, « Facteurs d'ancrage territorial des activités agricoles. Soja et élevage en Argentine », *Economie rurale,* n°322, 2011, p. 64-78.

EMORINE, Jean-Paul, *« L'avenir de la filière agricole à l'horizon 2050 »*, rapport d'information n° 200, commission des affaires économiques du Sénat, 2007, 89 p.

EVEN, Marie-Aude, « L'agriculture, clé du devenir économique et social chinois », *Centre d'études et de prospective*, n°24, Octobre 2010.

FALKENMARK, Malin, « Macro-Scale Water Scarcity Requires Micro-Scale Approaches : Aspects of Vulnerability in Semi-Arid Development », *Natural Ressources Forum*, 13, p. 258-267.

FAO, *« Ayudando a desarrollar una ganadería sustentable en Latinoamérica y el Caribe: Lecciones a partir de casos exitosos »*, Oficina Regional para América Latina y el Caribe, Santiago, 2008, 101 p.

FAO, « L'élevage dans le monde en 2011 : Contribution de l'élevage à la sécurité alimentaire », Rome, 2012, 150 p.

FAO, *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, Rapport annuel, 2008.

FAO, *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture,* Rapport annuel, 2011.

FAO, *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture,* Rapport annuel, 2015.

FERRER, Aldo, *La economía argentina desde sus orígenes hasta principios del siglo XXI,* Fondo de Cultura Económica de Argentina, Buenos Aires, 2004, 382 p.

FLANDRIN, Jean-Louis, MONTANARI, Massimo (dir.), *Histoire de l'alimentation*, Fayard, Paris, 2005, 915 p.

FRADKIN, Raul, Jorge Gelman (Dir.), Doscientos años pensando la revolución de mayo, Sudamericana, Buenos Aires, 2010, 480 p.

FRADKIN, Raul, *« Centaures de la Pampa. Le gaucho, entre l'histoire et le mythe »,* Annales, Histoire, Sciences Sociales, 2003/1 (58e année), pp. 109-133.

FRONTOMS, Gabriel, *« La economía argentina durante el ciclo de la lana »,* Invenio, vol.12, n°22, Universidad del Centro Educativo Latinoamericano, Rosario, 2009, pp. 61-66.

FOUCHER, Michel, *Fronts et frontières,* Fayard, Paris, 1991, 690 p.

FOULQUIER, Eric, « Transport maritime et fluvial de marchandises agricoles, Entre trajectoires géo-historiques et volontés politiques », *Le Déméter 2016,* 2015, p.227-233.

FUERTES, Alfredo, GUTIERREZ, Hernán Villena, Caso de estudio del sistema acuífero Yrendá-Toba-Tarijeño, Argentina-Bolivia-Paraguay, *UNESCO-OEA-ISARM,* Décembre 2004, 23 p.

FUMEY, Gilles, *Géopolitique de l'alimentation*, Sciences Humaines Editions, Auxerre, 2012, 143 p.

FUMEY, Gilles, *L'Agriculture dans la nouvelle économie mondiale*, PUF-Major, Paris,1997, 379 p.

GABRIEL-OYHAMBURU, Kattalin, « Le retour d'une géopolitique des ressources », *L'Espace Politique*, 12, http://espacepolitique.org, 2010, 17 p.

GALASSO, Norberto, *Historia de la Argentina, Vol. I,* Colihue, Buenos Aires, 2011, 633 p.

GALASSO, Norberto, *Historia de la Argentina, Vol. II,* Colihue, Buenos Aires, 2011, 647 p.

GALEANO, Eduardo, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine,* Pocket, Paris, 2011, 448 p.

GALLAIS-BOUCHET, Anne, « Chine, Adaptation des flux maritimes et importance du passage portuaire », *Le Déméter 2016,* 2015, p. 331-340.

GALLO, Ezequiel, « Política y sociedad en Argentina, 1870 - 1916 », in BETHELL, Leslie (Ed.), *Historia de América Latina*, Vol. X, Editorial Crítica, Barcelona, 1992, p. 41-66.

GARAVAGLIA, Juan Carlos, *Les hommes de la Pampa, Une histoire agraire de la campagne*

de Buenos Aires (1700-1830), Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Editions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 2000, 465 p.

GAUTREAU, Pierre, GARAVAGLIA, Juan Carlos, « The weak-state cadastre : administrative strategies to build territorial knowledge in post-colonial Argentina (1824 to 1864) », *Cartographica,* University of Toronto Press, 2012, 47 (1), pp. 29-49.

GAUTREAU, Pierre, GISCLARD, Marie, LAGBEHN, Lorenzo, MARQUIS-DUPONT, Gabrielle, « Regular as fronteiras agrícolas sul-americanas ? Experiências e negociações ambientais no Chaco argentino, no Uruguai e no Rio Grande do Sul –Brasil », in BULHER, Eve-Anne (dir.), GUIBERT, Martine (dir.), DE OLIVEIRA (dir.), *Agriculturas empresariais e espaços rurais na globalização : abordagens a partir da América do Sul,* Editora da UFRGS, 2016, pp. 171-191.

GELMAN, Jorge, SANTILLI, Daniel, *Historia del capitalismo agrario pampeano Tomo 3, De rivadavia a Rosas. Desigualdad y crecimiento económico*, Siglo XXI Editores, Buenos Aires, 2006, 175 p.

GENTA, José Luis, RAFAELLI, Silvia, « Recursos hídricos compartidos. Cuenca del Plata », *Voces en el Fénix*, n°20, novembre 2012, p.84-91.

GIBERTI, Horacio, *« El desarrollo agropecuario »,* Desarrollo económico, vol. 2, n°1, 1962, pp. 65-126.

GIBLIN, Béatrice, « Nouvelle géopolitique en Amérique latine », *Hérodote*, 2006/4, n°123, p. 3-8.

GIBLIN, Béatrice, *Les conflits dans le monde*, Armand Colin, Collection U, Paris, 2012, 350 p.

GIBLIN, Béatrice, « Editorial », *Hérodote*, n°156, 2015/1, p. 3-8.

GIL, Fernando, *« Plan de competitividad del conglomerado ganadero bovino en la Provincia de Formosa »*, Programa de competitividad del Norte Grande, Ministère de l'économie et des finances de la Nation, Buenos Aires, Décembre 2010, 54 p.

GIRAUD, Pierre-Noël, OLLIVIER, Timothée, *Economie des matières premières,* La Découverte, Paris, 2015, 128 p.

GONZALEZ LEBRERO, Rodolfo, *« Producción y comercialización del trigo en Buenos Aires a principios del siglo XVII »,*Boletín del Instituto de Historia Argentina y Americana Dr Emilio Ravignani, n°11, 1995, pp. 7-37.

GONZALEZ SOLÍS, Esther, *« ¿ La mesta en Argentina ? La representación de los hacendados al Virrey Arredondo (1793) »,* Norba, Revista de historia, Buenos Aires, Vol. 27-28, 2014-2015, pp. 227-253.

GONZALEZ VERA, Roque, ZAPATA, Nelson, « Autoridades de Bolivia observaron dique formoseño », *http://www.abc.com.py,* 07.10.2005.

GORDILLO, Gastón, « Entre el monte y las cosechas : migraciones estacionales y retención de fuerza de trabajo entre los Tobas del oeste de Formosa », *Estudios Migratorios Latinoamericanos*, XI, 32, Buenos Aires, 1996, p.135-137.

GORDILLO, Gastón, LEGUIZAMON, Juan Martín, *El río y la frontera : movilizaciones aborígenes, obras publicas y MERCOSUR en el Pilcomayo,* Biblos, Buenos Aires, 2002, 173p.

GRAS, Carla, HERNANDEZ, Valeria, *Radiografía del nuevo campo argentino, del terrateniente al empresario transnacional*, Siglo XXI Editores, Buenos Aires, 2016, 304 p.

GRAS, Carla, HERNANDEZ, Valeria, « Modelos de desarrollo e innovación tecnológica : una revolución conservadora », *Mundo agrario,* n°17, 2016/17.

GRIFFON, Michel, *Nourrir la planète*, Odile Jacob, Paris, 2006, 456 p.

GROSSO, Susana, « Les pools de culture : diversité des combinaisons financières et productives », *Déméter,* 2010, p. 223-250.

GUIBERT, Martine, JEAN, Yves (dir.), *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde,* Armand Colin, Collection U, Paris, 2011, 406 p.

GUIBERT, Martine, « L'Argentine : expansion agricole et dévitalisation rurale », in GUIBERT, Martine, JEAN, Yves (dir.), *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*, Armand Collin, Paris, 2011, pp. 315-338.

GUIBERT, Martine, « Soja sans frontières : vers une spécialisation productive du Bassin du Rio de la Plata », in URIBE, Guillermo (dir.), *Le bassin du Río de la Plata, Développement local et intégration régionale*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2009, pp. 431-444.

GUIBERT, Martine, CARRIZO, Silvina C., LIGRONE, Pablo, MALLARD, Bruno, MENANTEAU, Loïc, URIBE, Guillermo (dir.), *Le Bassin du Rio de la Plata : Développement local et intégration régionale,* Presses Universitaires du Mirail, Toulouse, 2009, 555 p.

GUIBERT, Martine, « Les ressorts de la puissance alimentaire de l'Amérique latine », *Cahier Demeter,* n°13, 2011, p. 127-133.

GUIBERT, Martine, « La nouvelle agriculture argentine : entre innovations et incertitudes », *Démeter,* 2010, p. 143-175.

GUIBERT, Martine, « L'agriculture argentine (et des pays du Mercosur) au défi de la financiarisation », *Démeter,* 2010, p. 125-133.

GUIBERT, Martine, « Argentine, Plus des trois quarts des exportations agricoles passent par les ports *Up River Paraná* », *Le Déméter 2016,* 2015, p. 325-330.

GUTMAN, Graciela, LAVARELLO, Pablo, *« Dinámicas productivas de los complejos soja y maíz en Argentina durante los anos noventa »*, Le bassin du Río de la Plata,

Développement local et intégration régionale, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2009, pp. 445-473.

HALE, Charles, « Ideas políticas y sociales en América Latina, 1870-1930 », in BETHELL, Leslie (Ed.), *Historia de América Latina*, Vol. VIII, Editorial Crítica, Barcelona, 1992, p. 1-64.

HALPERIN DONGHI, Tulio, *Revolución y guerra, Formación de una elite dirigente en la Argentina criolla*, Siglo XXI Editores, Buenos Aires, 2005, 426 p.

HALPERIN DONGHI, Tulio, *Proyecto y construcción de una nación (1846-1880),* Emecé, Buenos Aires, 2007, 518 p.

HALPERIN DONGHI, Tulio, *« La expansión ganadera en la campaña de Buenos Aires (1810-1852*), Desarrollo económico, 1963, Vol. III, n°1-2, 58 p.

HALPERIN DONGHI, Tulio, *Una nación para el desierto argentino,* Centro editor de América Latina, Buenos Aires, 151 p.

HE, Yong, SIMON, Jean-Christophe, « La dynamique agricole chinoise face au commerce mondial : un nouveau Big Bang ? », *Revue du Tiers-monde*, n°183, 2005/46, p. 517 537.

HERVIEU, Bertrand, *Du droit des peuples à se nourrir eux-mêmes*, Flammarion, Paris,1996, 133 p.

HERVIEU, Bertrand, PURSEIGLE, François, « Les fermes du monde : un kaléidoscope », *Cahier Demeter,* n°13, 2011, p. 87-97.

HILLCOAT, Guillermo, « L'agriculture d'exportation, enjeu-clé de la conjoncture économique argentine », *Déméter,* 2010, p. 183-213.

HOPWOOD, Juan, *Taponamiento progresivo del cauce del río Pilcomayo*, Faculté d'Ingénierie de l'Université de Buenos Aires, 2003, 4 p.

HORA, Roy, *Los terratenientes de la Pampa argentina, Una historia social y política, 1860-1945*, Siglo XXI Editores, 2015, 392 p.

HORA, Roy, *« La elite económica argentina, 1810-1914 »,* Revista de sociologia e política, Río de Janeiro, 2014, n°52, pp. 27-46

HORA, Roy, *¿ Cómo pensarion el campo los argentinos ? Y cómo pensarlo hoy, cuando ese campo ya no existe,* Siglo veintiuno editores, Buenos Aires, 2018, 240 p.

HUBERT B et CLÉMENT O. (dir.) (2006), *Le Monde peut-il nourrir tout le monde ? Sécuriser l'alimentation de la planète*, Éditions Quae/IRD éditions, Paris.

IADE, *El desarrollismo en la Argentina,* Instituto Argentino para el Desarrollo Económico, Buenos Aires, 2013, 160 p.

INCALCATERRA, Daniele, QUATTRINI, Fausta, (réal.), *El impenetrable,* Les Films d'ici, 2014, DVD, 1h20.

INFESTA, María Elena, *« Avance territorial y oferta de tierras públicas, Buenos Aires. 1810 -1850 »,* Anuario del IEHS, 12, Tandil, UNCPBA, pp. 63-68.

IRIONDO, M., COLOMBO, F., KROHLING, D., « El abanico aluvial del Pilcomayo, Chaco (Argentina, Bolivia, Paraguay) : características y significado sedimentario », *Geogaceta*, n°28, 2000, p. 79-82.

JAMET, Jean-Paul, « Huiles et protéines végétales, Une dépendance croissante aux importations », *Le Déméter 2017,* 2016, p. 199-213.

JANIN, Pierre, « Crise alimentaire mondiale : désordres et débats », *Hérodote,* n°131, 2008/4, p. 6-13.

KOSSOK, Manfred, *El virreinato del Río de la Plata, Su estructura economicosocial,* Hyspamérica Ediciones, Buenos Aires, 1986, 157 p.

KRAMER, Annika, WOLF, Aaron, CARIUS, Alexander, DABELKO, Geoffrey, « Gérer conflits et concertations dans le domaine de l'eau », *Planète science*, Vol.11, n°1, Janvier-mars 2013, p. 1-12.

KREIMER, Osvaldo, FIGUEROA, Viviana, *Los derechos de los pueblos indígenas explicados para todas y para todos*, Buenos Aires, Fondo de las Naciones Unidas para la Infancia (UNICEF), 2008, 151 p.

LABORANTI, Claudio, « Reflexiones sobre la gestión del agua en la Cuenca transfronteriza del Río Pilcomayo », *Voces en el Fenix*, n°20, novembre 2012, p.92-101.

LACLAU, Ernesto, *« Modos de producción, sistemas económicos y población excedente »,in* Revista latinoamericana de sociología, Vol. 5, n°2, 1969, pp. 276-375.

LACOSTE, Romuald, « Transport de céréales, Navires, couverture des risques, conteneurisation : un système en pleine évolution », *Le Déméter 2016,* 2015, p. 235 257.

LACOSTE, Yves, *Dictionnaire de géopolitique,* Flammarion, Paris, 1995, 1699 p.

LACOSTE, Yves, « Editorial », Géopolitique de l'eau, *Hérodote*, 2001/3, n°102, p. 3-18.

LACOSTE, Yves, *L'eau dans le monde,* Larousse, Petite encyclopédie, Paris, 2004, 128 p.

LACROIX, Laurent, PERRIER-BRUSLE, Laetitia, « La frontière boliviano paraguayenne : des contentieux historiques aux dynamiques d'intégration énergétiques », *CERISCOPE Frontières*, 2011, 5 p.

LALLAU, Benoît, « Quand la Banque mondiale encourage la razzia sur les terres agricoles », *Le Monde diplomatique*, Septembre 2011.

LANCHA, Charles, *Histoire de l'Amérique hispanique de Bolívar à nos jours*, L'Harmattan, Paris, 2003, 544 p.

LASSERRE, Frédérique, DESCROIX, Luc, *Eaux et Territoires. Tensions, coopérations et*

géopolitique de l'eau, Québec, PUQ, 2002, 490 p.

LAVARELLO, Pablo, GUTMAN, Graciela, RIOS, Paula María, « Libéralisation, entreprises transnationales et formes d'insertion internationale. Le cas des filières soja et blé en Argentine », in Regnault H. (ed.). *La reconnexion agricole Nord-Sud. Quels enjeux pour les pays en développement?*, Montpellier, CIHEAM, 2010. p. 115-133.

LEON, Carlos Alberto, ROSSI, Carlos Alberto, *« Aportes para la historia de las instituciones agrarias de la Argentina »,* Realidad Económica, Buenos Aires, n°156, 26 p.

LIMARIÑO DE URIOSTE, Nancy, *Soberanía y derechos de Bolivia al uso y aprovechamiento de las aguas del río Pilcomayo,* Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, 1978, 271 p.

LLACH Juan José, El plan Pinedo de 1940, su significado historico y los origenes de la economia politica del peronismo, Desarrollo economico, vol. 23, n° 92, Buenos Aires, enero-marzo 1984, pp. 515-556.

LONGONI, Matías, « El riego le cambió la cara a Formosa », IEco, Clarín, 11.10.2011.

LOPEZ, Mario Justo, WADELL, Jorge, MARTINEZ, Juan Pablo, *Historia del ferrocarril en Argentina*, Lenguaje claro Editora, Carapachay, 2007, 332 p.

MALASSIS, Louis, « Concepts et enjeux de la géopolitique alimentaire », *Economies et sociétés*, n°24, 2010/10-11, p. 15-25.

MAZOYER, Marcel, ROUDART, Laurence (dir.), La fracture agricole et alimentaire mondiale, Nourrir l'humanité aujourd'hui et demain, Universalis, Paris, 2005, 193 p.

MAZOYER, Marcel, ROUDART, Laurence, *Histoire des agricultures du monde*, Éditions du Seuil, Paris, 2002, 705 p.

MERCADO, Silvia, « Peronismo, campo y poder », *http://www.lapoliticaonline.com* 01.07.2008.

MERLE, Marcel, *La politique étrangère,* PUF, Paris, 1984, 218 p.

MERLET, Michel, « Différents régimes d'accès à la terre dans le monde. » Le cas de l'Amérique latine, *Mondes en développement*, 2010/3 n°151, p. 35-50.

MONTERO CASTILLO, Mayra, *Presentación de la Comisión trinacional para el desarrollo de la Cuenca del Río Pilcomayo,* Primer encuentro de organismos de cuencas en America latina y el Caribe, Foz de Iguaçu, 2009, 28 p.

MOORE LAPPÉ F., COLLINS J. et ROSSET P. (dir) (1988), *World Hunger, 12 Myths*, Earthscan, Londres.

MORGENTHAU, Hans, *Politics among nations,* McGraw-Hill Publishing Company, New York, 1985, 600 p.

ODARDA, Omar, « Argentine et Chine, L'épanouissement d'une relation stratégique », *Le Déméter 2017,* 2016, p. 215-232.

OEA, *« The Pilcomayo River study »*, Washington, 1975-1977, 19 p.

OEA, *« Desarrollo Regional del Área Paraguaya del Proyecto Pilcomayo »*, Washington, 1978, 50 p.

OLLAVARIA, Rodrigo, *« Tête de bassin, triple frontière, delta: Les piliers d'une coopération réussie, soutenable et de confiance »*, Les outils juridiques internationaux, Paris, 2013.

OSZLAK, Oscar, *« Reflexiones sobre la formación del estado y la construcción de la sociedad argentina »,* Desarrollo económico, 1982, Vol. 21, n°84, pp. 1-19.

OYHANTÇABAL, Gabriel, NARBONDO, Ignacio, *Radiografía del Agronegocio Sojero: descripción de los principales actores y los impactos socio-económicos en Uruguay*, Redes-AT, Montevideo, 2009. 119 p.

PALACIOS, Marco, *Historia general América Latina, Vol. VII,* Trotta, UNESCO, Paris, 2008, 643 p.

PARMENTIER, Bruno, *Nourrir l'Humanité, les grands problèmes de l'agriculture mondiale au XXI e siècle*, La Découverte, Paris, 2007, 293 p.

PARMENTIER, Bruno, « Agriculture : la nouvelle donne mondiale et les perspectives à moyen et long termes », *Géoéconomie,* n° 46, 2008/3, p. 61-85.

PARODI, Lautaro, *Leyendas indígenas de la Argentina,* Libertador, Buenos Aires, 2005, 190p.

PERETTI, Pedro, GIARDINELLI, Mempo, *La Argentina agropecuaria, Propuestas para una agricultura nacional y popular de rostro humano,* Página/12, Buenos Aires, 2019, 116 p.

PLAN FORMOSA 2015, « *El plan de inversiones que conduce a la visión de provincia de largo plazo»,* Formosa, 2006, p. 255.

POCHAT, Víctor, « Conflictos por el agua », *Voces en el Fenix*, n°20, novembre 2012, p. 76-83.

POUCH, Thierry, « Marchés agricoles en ébullition :diagnostic et évaluation des risques pour l'économie mondiale », *Géoéconomie,* n°46, 2008/3, p. 35-60.

POUCH, Thierry, « Diversification des sources d'approvisionnement, Un enjeu de sécurité nationale pour la Chine », *Le Déméter 2017,* 2016, p. 233-256.

POUCH, Thierry, « Le commerce international de produits agricoles et ses rivalités permanentes », *Hérodote*, n°156, 2015/1, p.108-124.

POULAIN, Jean-Pierre (dir.), *Dictionnaire des cultures alimentaires*, PUF, Paris, 2012, 1465p.

QUENAN, Carlos, « América latina frente a la crisis económica internacional : buena resistencia global y diversidad de situaciones nacionales », *Crises et effets de crise dans les Amériques*, IdeAs, 2013, 17 p.

QUEROL, María, « Geopolítica del agua », *Voces en el Fénix*, n°20, novembre 2012, p. 70-75.

RAMOS, Jorge Abelardo, *Revolución y contrarevolución en la Argentina, Del patriciado a la oligarquía 1862-1904,* Seando de la Nación, Buenos Aires, 2006, 285 p.

RAPOPORT, Mariano, *Historia económica, política y social de la Argentina,* Ediciones Macchi*,* Buenos Aires, 2000, 1106 p.

RASTOIN, Jean-Louis, « Prospective alimentaire », *Economies et sociétés*, n°31, 2009/11, p. 1723-1732.

RAZAC, Olivier, *Histoire politique du barbelé,* Flammarion, 2009, 240 p.

REBORATTI Carlos, Reforma agraria en la Argentina : entre utopía y la indiferencia, Instituto de Geografía de la Universidad de Buenos Aires, 9 p.

REGUERA, Andrea, « Terre d'Etat, affaire de particuliers (Argentine, XIXe siècle), *Etudes rurales,* 2004/1, n°169-170, p.109-129.

REQUIER-DESJARDINS, Denis, CARIMENTRAND, Aurélie, « Processus de qualification et structuration des filières agro-alimentaires : quels impacts sur le développement rural en Amérique latine ? », *Cahiers des Amériques latines,* n°54-55, 2007, p. 31-52.

ROCK, David, « Argentina en 1914: las pampas, el interior, buenos aires » in BETHELL, Leslie, (Ed.), *Historia de América Latina*, Vol. X, Editorial Critica, Barcelona, 1992, pp. 67-88.

ROCK, David, « Argentina de la Primera Guerra Mundial a la revolución de 1930 », in BETHELL, Leslie (Ed.), *Historia de América Latina*, Vol. X, Editorial Crítica, Barcelona, 1992, p. 89-117.

ROIG, Arturo Andrés, « La historia de las ideas », in *Historia general de America Latina*, Ediciones Unesco/Editorial Trotta, Vol. VII, « *Los proyectos nacionales latinoamericanos : sus instrumentos y articulación, 1870 – 1930*, Paris, 2008, p. 567-581.

ROSA, José María, *« La Guerra del Paraguay y las montoneras argentinas »*, Punto de Encuentro, Buenos Aires, 1985, 325 p.

ROUDART, Laurence, « Terres cultivables non cultivées : des disponibilités suffisantes pour la sécurité alimentaire durable de l'humanité », *Centre d'Etudes et de Prospectives*, Ministère de l'alimentation de l'agriculture et de la pêche, n°18, Mai 2010, 7 p.

ROUQUIE, Alain, *Amérique latine, Introduction à l'Extrême-Occident*, Editions du Seuil, Paris, 1998, 491 p.

RUIZ, Natalia, « Diques de ganaderos privatizan al rio Pilcomayo », http://www.ipsnoticias.net, 28.02.2011

SADER, Emir, JINKINGS, Ivana, *Enciclopedia contemporánea de América Latina y el Caribe,* CLACSO, Boitempo, Madrid, 2009, 1383 p.

SALINAS, Dario, « Géopolitique de l'eau dans le Bassin du Bajo río Bravo : rivalités de pouvoirs entre les centres agricoles et urbains dans le nord-est du Mexique », *Observatoire des Amériques*, n°6, Novembre 2011, 9 p.

SANDEZ, Fernanda, *La Argentina fumigada, Agroquímicos, enfermedad y alimentos en un país envenenado*, Planeta, Buenos Aires, 2016, 456 p.

SANJUAN, Thierry, *Atals de la Chine,Une grande puissance sous tension,* Autrement, Paris, 2015, 95 p.

SANJUAN, Thierry, TROLLIET, Pierre, *La Chine et le monde chinois, Une géopolitique des territoires,* Armand Colin, 2010, 384 p.

SCHWOOB, Marie-Hélène, *« Sécurité alimentaire en Chine : quels arbitrages ? Quels acteurs ? »*, Working Papers n°22/12, Iddri, Paris, 2012, 26 p.

SCHEJTMAN, Alejandro, BARSKY, Osvaldo, *El desarrollo rural en la Argentina, un enfoque territorial*, Siglo XXI Editores, Buenos Aires, 2008, 544 p.

SESTO, Carmen, *Historia del capitalismo agrario pampeano, La vanguardia ganadera bonaerense, 1856-1900*, Siglo XXI Editores, Buenos Aires, 2005, 384 p.

SETHMAN, Alejandro, « El problema está en el territorio », *El Diplo*, Octobre 2013.

SILI, Marcelo, SOUMOULOU, Luciana, *La problemática de la tierra en Argentina : Conflictos y dinámicas de uso, tenencia y concentración*, Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola, Rome, 2011, 176 p.

SILI, Marcelo, GUIBERT, Martine, BUSTOS CARA, Roberto, *Atlas de la Argentina rural,* Capital Intelectual, Buenos Aires, 2015, 296 p.

SINGARALEVOU, Pierre, VENAYRE, Sylvain (Dir.), *Histoire du monde au XIXe siècle,* Fayard, Paris, 2017, 718 p.

SLUTZKY, Daniel, *Los conflictos por la tierra en un área de expansión agropecuaria del Noa con referencia especial a la situación de los pequeños productores y a los pueblos originarios*, Programa Interdisciplinario de Estudios Agrarios, Universidad Nacional de Salta, 2004, 41 p.

SUR, Serge, *Relations internationales*, Editions Montchrestien, Paris, 2000, 598 p.

SURIANO, Juan, ZAIDA LOBATO, Mirta, *Atlas histótico, Nueva historia argentina,* Sudamericana, Buenos Aires, 2013, 778 p.

TARRUELLA, Alejandro, *Historia política de la Sociedad Rural,* Octubre, Buenos Aires, 2019, 456 p.

TEUBAL, Miguel, « Expansión de la soja transgénica en la Argentina », *Voces en el Fénix*, n°12, mars 2012, p. 88-95.

TEUBAL, Miguel, « Expansión del modelo sojero en la Argentina, de la producción de alimentos a los commodities », in *Realidad económica*, n°220, 2006, pp. 69-74.

THERY, Hervé, *« Dynamiques agricoles brésiliennes »*, Géoconfluences - DGESCO - ENS de Lyon, 2009, 16 p.

THERY, Hervé, « Les défis du monde rural au Brésil», in GUIBERT, Martine, JEAN, Yves (dir.), *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*, Armand Collin, Paris, 2011, pp. 297-314.

TIMKIW, Pedro, *Estudio técnico de alternativas de abastecimiento de agua al Chaco central,* Rapport final, BID, Asunción, octobre 2010, 203 p.

TRESOR GENERAL, *« Initiative pour l'Intégration de la Région Sud-Américaine (IIRSA) : prémisse d'une articulation physique des territoires »*, Service économique régional, Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, septembre 2011, 6 p.

TREYER, Sébastien, « Rareté de l'eau et sécurité alimentaire mondiale : quel avenir pour l'irrigation selon les prospectives internationales ? », *Cahier Demeter*, 2013, p. 25-42.

TROY, Billy, « Gestion de l'eau agricole et sécurité alimentaire : de nouveaux défis pour les pays en développement », *Cahier Demeter*, 2013, p. 43-64.

TOURAINE, Alain, *La parole et le sang, Politique et société en Amérique latine*, Editions Odile Jacob, Paris, 2017, 542 p.

UNESCO, « La mise en valeur des ressources en eau: l'eau dans un monde qui change », *Rapport mondial des Nations Unies*, 2010, 16 p.

USAID, *« Plan de ordenamiento ambiental del territorio de los departamentos de Alto Paraguay y Boquerón »*, Asunción, novembre 2006, 10 p.

VALENCIA, Marta, « Sociedad Rural Argentina, Masa societaria, composición e intereses », in *Estudios de historia rural II,* CONICET, Universidad Nacional de la Plata, La Plata, 1992, pp. 9-35.

VALENCIA, Marta, *Tierras públicas, tierras privadas, Buenos Aires, 1852-1876,* Universidad Nacional de La Plata, La Plata, 2005, 358 p.

VALENZUELA, Cristina, « Potencialidades y desafíos para el desarrollo de la agricultura familiar en el Nordeste argentino », *Voces en el Fénix*, n°27, août 2013, p. 60-67.

VALDOMIR, Sebastián, « El rol de los gobiernos locales en la profundización de la integración regional », *Voces en el Fénix*, n°19, octobre 2012, p. 70-75.

VALLUIS, Bernard, « La financiarisation des marchés des matières premières agricoles », *Cahier Demeter,* n°13, 2011, p. 81-86.

VARGAS, Wenceslao, *Gestión binacional en la Cuenca inferior del Río Pilcomayo,* Comisión Nacional de Regulación del Río Pilcomayo, MOPC, Asunción, 2012, p. 80.

VASQUEZ, Fabricio, *« Frente pionero del ganado bovino en las márgenes del Mercosur y emergencia territorial en la frontera paraguayo-brasileña »*, Le bassin du Río de la Plata, Développement local et intégration régionale, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2009, pp. 397-410.

VASQUEZ, Fabricio, *Territorio y Población, Nuevas dinámicas regionales en el Paraguay,* Asociación Paraguaya de Estudios de Población, Asunción, 2006, 201 p.

VELUT, Sébastien, *Argentine : des provinces à la nation,* Presses Universitaires de France, Paris, 2002, 288 p.

VELUT, Sébastien, « L'Argentine : identité nationale et mondialisation », *Annales de géographie,* Armand Colin, Paris, n°638-639, 2004, pp. 489-510.

VERLUISE, Pierre, « Géopolitique - La puissance Quels sont ses fondamentaux ? », *Diploweb*, 10 novembre 2013, http://www.diploweb.com/Geopolitique-La-puissance.html.

VERON, Eduardo, « Bañado La Estrella, Formosa: compatriotas desesperados », *http://www.renace.net*, 17.09.2009.

VIEILLARD-COFFRE, Sylvie, « Gestion de l'eau et bassin versant » De l'évidente simplicité d'un découpage naturel à sa mise en pratique, *Hérodote*, 2001/3, n°102, p.139-156.

VILLELA, Fernando, SENESI, Sebastián, DULCE, Evangelina, SAN MARTIN, Raul, DAZIANO, Marcos, *El sistema de agronegócios de la soja en Argentina, su cadena y prospectiva al 2020*, Editorial Horizonte, Buenos Aires, 2010, 352 p.

VOLKER, Barth, *« Nation et altérité : l'Argentine aux Expositions universelles de 1867, 1878 et 1889 à Paris »,* Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM, Paris [en ligne], 15/2008, publié le 30 juin 2009, consulté le 25 décembre 2017.

WEBER, Max, *Le savant et le politique,* La Découverte, Poche, 2013, 186 p.

WILLIAMSON, Edwin, *Historia de América Latina*, Fondo de Cultura Económica, México, D.F, 2009, 706 p.

WOLF, Aaron, « Water : A trigger for Conflict/ A reason for coopération », in LASSERRE Frédéric, DESCROIX, Luc (dir.), *Eaux et Territoires. Tensions, coopérations et géopolitque de l'eau*, Québec, PUQ, 2002, p.35.

YANKELEVICH, Pablo, *Historia mínima de Argentina,* Turner publicaciones, Madrid, 2014, 395 p.

ZEVACO, Sarah, *La economía paraguaya bajo el orden neoliberal,* BASE Investigaciones sociales, Sociedad de Economía Política del Paraguay, Asunción, 2011, 202 p.

ZEITOUN, Mark, WARNER, Jeroen, « Hydro-Hegemony, a Framework for Analysis of Trans Boundary Water Conflicts », *Water Policy*, 8, 2006, p.435-460.

ZHAOYU, Li, CHAUMET, Jean-Marc, « Riz, blé, maïs, La politique d'autosuffisance au défi des réalités de marchés », *Le Déméter 2017,* 2016, p. 171-197.

SITOGRAPHIE

Asociación Argentina de Productores en Siembra Directa: https://www.aapresid.org.ar

ABC Color : http://www.abc.com.py

ARP (Association rurale du Paraguay): http://www.arp.org.py/

Banque Mondiale : https://datos.bancomundial.org

BioE : https://www.agro.uba.ar/delsuralmundoen2030/

Bolsa de Cereales : http://www.bolsadecereales.com

Bolsa de Comercio de Buenos Aires : https://www.bcba.sba.com.ar

Bolsa de Comercio de Rosario : https://www.bcr.com.ar

CAPECO (Chambre paraguayenne d'exportation) : http://www.capeco.org.py

CEPAL : http://www.cepal.org

Center for Econmic and Policy Research : https://cepr.net

Clarín : http://www.clarin.com.ar

Club Demeter : https://www.clubdemeter.com

Commission tri nationale du bassin du Pilcomayo : http://www.pilcomayo.net

Confederaciones Rurales Argentinas : http://www.cra.org.ar

Confederación Intercooperativa Agropecuaria : http://www.coninagro.org.ar

Consejo Argentino para las Relaciones Internacionales : http://www.cari.org.ar

CREA : https://www.crea.org.ar

Datos agroindustriales : https://datos.agroindustria.gob.ar/dataset/estimaciones-agricolas

DGEEC (Institut national paraguayen de statistiques) : http://www.dgeec.gov.py

Diario Formosa : http://www.diarioformosa.net

DNTYUA (Direction nationale du cadastre) : http://www.minagri.gob.ar

E'a : http://www.ea.com.py

Correo Del Sur : http://www.correodelsur.com

Earth Policy Institute : http://www.earth-policy.org

Earth Stat : http://www.earthstat.org

El Comercial : http://www.elcomercial.com.ar

El Diario : http://www.eldiario.net

El Nacional : http://www.elnacionaltarija.com

El País : http://www.elpaisonline.com

FAO : http://www.fao.org

Federación Agraria Argentina : http://www.faa.com.ar/Contenido/home.html

FONPLATA : http://www.fonplata.org

Foro Agua de Paraguay : http://www.foroagua.org.py

Fundación INAI : http://inai.org.ar

Fundación Producir Conservando : https://www.producirconservando.org.ar

Gestion du Bassin du Pilcomayo : http://monitoreopilcomayo.blogspot.com/

Global Forest Watch : https://www.globalforestwatch.org

Green Peace : https://www.greenpeace.org/global/

Grupo de Paises Productores del Sur : https://grupogpps.org/web/

GUYRA : http://www.guyra.org.py

INDEC (Institut national argentin de statistiques) : http://www.indec.mecon.ar

IPCVA (Institut de promotion de la viande argentine) : http://www.ipcva.com.ar

IPS Noticias : http://www.ipsnoticias.net

IIRSA : http://www.iirsa.org

INA (Institut national de l'eau) : http://www.ina.gov.ar

La Jornada : http://www.lajornadanet.com

La Mañana : http://www.lamañanaonline.com.ar

La Nación : http://www.lanacion.com.py

La Nación : http://www.lanacion.com.ar

La Prensa : http://www.laprensa.com.bo

La Razón : http://www.la-razon.com

Los Tiempos : http://www.lostiempos.com

Map Biomas Chaco : http://chaco.mapbiomas.org

Map Spam : https://www.mapspam.info

MERCOSUR : http://www.mercosur.int

Ministère argentine de l'agriculture : http://www.agroindustria.gob.ar/sitio/

Monitoreo de Deforestación en el Chaco seco : http://monitoreodesmonte.com.ar

MRECIC (Ministère des affaires étrangères argentin) : http://www.cancilleria.gov.ar

Nuevo Sur : http://www.diarionuevosur.com

OEA : http://www.oas.org

OCDE : https://stats.oecd.org

ONU : http://www.un.org/fr

Página/12 : http://www.pagina12.com.ar

PNUMA : http://www.pnuma.org

Red Agroforestal Chaco Argentina : http://redaf.org.ar

REUTERS : http://www.ar.reuters.com

Ressource Watch : https://resourcewatch.org

Sociedad Rural Argentina : https://www.sra.org.ar

Sous secrétariat des ressources hydriques : http://www.hidricosargentina.gov.ar

Stockhom Environment Institute : https://www.sei.org

TELAM : http://www.telam.com.ar

TERRA : http://www.terra.com/

Transparency For Sustainable Economy : http://resources.trase.earth

Ultima Hora : http://www.ultimahora.com

UNASUR : http://www.unasursg.org

UNESCO : http://www.fr.unesco.org

USAID : http://www.usaid.gov

USDA : https://www.usda.gov

Tiempo Argentino : http://www.tiempo.infonews.com

Vida Silvestre : https://www.vidasilvestre.org.ar

Voces en el Fénix : http://www.vocesenelfenix.com

WWC : http://www.worldwatercouncil.org

World Resources Institute : https://www.wri.org

ZICOSUR : http://www.zicosur.org.ar

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Carte – L'occupation des plaines pampéennes au 18e siècle, une colonisation limitée et sous menace indigène……39
Carte – Evolution de la frontière argentine et appropriation des plaines de la Pampa 1760 à 1884……...48
Schéma - Pouvoir et influence politique, économique et judiciaire de la Société Rurale Argentine au 19e siècle……..64
Figure – Extensions des voies ferrées et évolution de la superficie cultivée……...80
Carte – Expansion du réseau ferroviaire en 1870……...81
Carte – Expansion du réseau ferroviaire en 1895……..81
Carte – Expansion du réseau ferroviaire en 1916……..81
Figure – Commerce extérieur argentin par destination……119
Carte – Les flux d'investissements directs étrangers vers l'Argentine en 1910……123
Figure – Répartition des investissements étrangers en Argentine en 1910……...123
Carte – Les flux d'investissements directs étrangers vers l'Argentine en 1917……124
Figure – Répartition des investissements étrangers en Argentine en 1917……...124
Figure – Exportations de viande……..128
Figure – Évolution de la superficie cultivée et de la production de céréales et oléagineux (1900- 1930)……132
Figure – Nationalité et répartition des migrants entre 1880 et 1930……137
Figure – Répartition de la population argentine……..138
Carte – Expansion du réseau ferroviaire en 1916……140
Figure – Extensions des voies ferrées et évolution de la superficie cultivée……...141
Schéma – Le rôle de la question agro-pastorale dans la construction de puissance en Argentine……199
Figure – Évolution du semis direct et de la surface agricole argentine……...211
Schéma – Modèle de production agricole en réseau……....217
Figure – État de la concentration foncière en Argentine en 2018……...220
Carte – Le système fluvial dans le contexte d'expansion de la frontière sojicole……....235
Carte – Zone de rentabilité de la production de soja……238
Carte – Réseau routier national et provincial argentin……240

Figure – Évolution de la consommation de produits carnés et de la production de soja dans le monde……..251
Carte – Commercial mondial de la production de soja…….....254
Figure – Évolution des principales cultures en Argentine……264
Carte – Évolution de la superficie de soja en Argentine depuis les années 1970……265
Carte – Impact de l'avancée des cultures de soja sur la déforestation du Chaco en Argentine…….268
Figure – Exportations de soja de l'Argentine……..272
Schéma – Rôle de la mobilisation politique des organisations syndicales traditionnelles contre la fiscalité liée aux exportations de soja en 2008……276
Figure – Évolution de la balance agro-alimentaire chinoise……...282
Carte – De la réactivation du Belgrano Cargas au projet de pivotement des exportations vers la façade pacifique……...295
Carte – Situation du Bassin du Pilcomayo en Amérique du sud…….304
Carte – Carte hydro-politique du Bassin du Pilcomayo……...304
Figure – Dénivelé du Pilcomayo……..306
Figure – Diagrammes ombrothermiques des villes de Formosa et Las Lomitas dans la province de Formosa, Argentine……310
Carte – Représentation de l'Amérique du vide……311
Carte – Pivotement des exportations régionales vers la façade pacifique……326
Carte – Pivotement des exportations régionales vers la façade pacifique……327
Carte – Carte des projets de l'API de L'IIRSA……...329
Carte – Carte des membres du ZICOSUR……...331
Carte – Projet de positionnement stratégique de la province de Formosa via le réaménagement de ligne C-25 du Belgrano Cargas……...335
Carte – Distribution des productions dans la province de Formosa……339
Figure – État de la concentration foncière à Formosa en 2018……341
Carte – Situation géographique du Projet Pantalon…….344
Carte – Emplacement et schéma du Projet Pantalon……345
Carte – Mutations territoriales dans la province de Formosa……...348
Carte – Évolution urbaine de la province de Formosa……350
Carte – Un bassin sous tensions……...364

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE……..5
INDEX DES SIGLES……7
INTRODUCTION GENERALE……...10
Définition de l'objet d'étude……..11
Approche méthodologique……19
Historiographie et présentation critique des sources……..26
L'organisation de la thèse……..32
PREMIERE PARTIE : L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE DANS LA CONSTRUCTION GEOPOLITIQUE DE L'ARGENTINE ET SA REPRESENTATION DE PUISSANCE : « L'ARGENTINE, GRENIER DU MONDE »…….34
Introduction de la première partie……..35
CHAPITRE 1 – LA QUESTION AGRAIRE DANS LA CONSTRUCTION DE LA NATION ARGENTINE……36
1.1 l'expansion de la frontière et l'appropriation foncière : pouvoir et territoire…….37
1.1.1. L'espace et la frontière……..37
A) La domination du port de Buenos Aires……39
B) La croissance de la production bovine …… 41
C) Les bases de l'oligarchie foncière ……...42
1.1.2 L'élevage : instrument de la conquête territoriale ……..47
A) L'espace et le mythe du désert……48
B) Fronts pastoraux et expansion territoriale……51
C) La « conquête du désert »……52
1.1.3 Appropriation foncière et pouvoir politique……...55
A) Les lois emphytéotiques et « l'heureuse expérience »……55
B) Expansion territoriale et privatisation foncière ……...57
C) Consolidation de l'oligarchie foncière et construction de la Nation……..59
D) Latifundio et acteurs du pouvoir ……..63
1.1.4 Peupler le « desert » : immigration et colonisation agricole……65
A) Les premiers flux migratoires : base du projet géopolitique de colonisation des fronts agro-pastoraux……65
B) « Gouverner, c'est peupler »……68

1.2 La construction d'un modèle agro-exportateur au cœur de la constitution d'une nation agraire……72
1.2.1 Les transformations productives et la formation du modèle agro-exportateur……..73
1.2.2 Domestication et aménagement du territoire……79
A) Le chemin de fer……..79
B) La clôture en fil de fer……..85
1.2.3 Une insertion internationale sous influence anglaise……88
1.3 Les rivalités de pouvoir pour le modèle de nation : agraire ou agro-exportatrice…….95
1.3.1 Les autonomies provinciales et l'époque des caudillos…….96
1.3.2 La Confédération et le pouvoir rosiste……..99
1.3.3 Une nation, deux États : la Confédération et la République du Río de la Plata……105
1.3.4 L'organisation nationale et la formation de l'État nation……108
Conclusion du chapitre 1……..112
CHAPITRE 2 : D'UNE NATION AGRAIRE A UNE PUISSANCE AGRICOLE ? NAISSANCE DE LA REPRESENTATION DE PUISSANCE : L'ARGENTINE « GRENIER DU MONDE »……114
2.1 La consolidation du modèle agro-exportateur comme ressort de la puissance agricole argentine……..115
2.1.1 L'Argentine dans un contexte international d'expansion du capitalisme industriel……. 116
A) La révolution industrielle et la demande alimentaire européenne…….116
B) Évolution du commerce extérieur argentin : reflet d'une insertion réussie dans le commerce mondial ……118
C) Les investissements étrangers en Argentine : pierre angulaire de la consolidation du modèle agro-exportateur……121
2.1.2 L'expansion de l'élevage et de l'agriculture : moteur de la puissance argentine…126
A) L'expansion de l'élevage de bovins : base du modèle agro-exportateur……126
B) L'expansion agricole : diversification et renforcement du modèle agro-exportateur……..130
2.1.3 Facteurs de développement et de la consolidation du modèle agro-exportateur…132
A) Le phénomène migratoire en Argentine : une stratégie au service du développement du modèle agro-exportateur……..133
B) Le développement des infrastructures logistiques et l'aménagement du territoire : outils de la puissance agricole argentine……139

C) La modernisation de l'agriculture comme instrument de la puissance agricole…..142
2.2 Acteurs, exercice du pouvoir et représentation de la puissance……..146
2.2.1 La « Génération de 1880 » et l'oligarchie argentine……146
A) La « Génération de 1880 » ……148
B) Le positivisme et la construction d'une représentation : « l'Argentine, grenier du monde »…….150
C) La construction d'une identité nationale comme instrument de légitimation du pouvoir oligarchique…….……..154
D) L'ostentation de la richesse comme outil d'hégémonie culturelle de l'oligarchie et symbole de la puissance du « grenier du monde » ……..163
2.2.2 La consolidation de l'État oligarchique : l'exercice du pouvoir……167
2.2.3 Politique extérieure : l'exercice de la puissance ……172
A) Une politique extérieure résolument tournée vers l'Europe……173
B) Les doctrines Calvo et Drago : la diplomatie argentine à l'épreuve du droit international ……177
C) La neutralité argentine lors de la Première Guerre Mondiale……182
2.3 De la relativité de la puissance……186
2.3.1 Le paradoxe de la puissance agricole : la faim dans le « grenier du monde »……186
2.3.2 L'absence d'un modèle de développement autonome et la dépendance externe comme facteurs de limitation de la puissance agricole argentine……190
A) Le grenier de la dette……..190
B) L'absence d'un modèle de développement endogène ……...191
Conclusion du chapitre 2……..198
DEUXIEME PARTIE : RECONFIGURATION DU « GRENIER DU MONDE » : DU RENOUVEAU D'UNE REPRÉSENTATION DE LA PUISSANCE AUX CONFLITS SUR LES FRONTS AGRAIRES…….200
Introduction de la deuxième partie……...201
CHAPITRE 3 : LE RETOUR DE LA PUISSANCE AGRICOLE ARGENTINE ET DE LA REPRESENTATION DE « GRENIER DU MONDE »……..203
3.1 Les nouveaux ressorts de la puissance agricole argentine……...205
3.1.1 Les bases du changement de paradigme productif : vers une nouvelle « civilisation »…….206

A) L'agriculturisation des espaces productifs……..207
B) L'adaptation technique au territoire……209
C) L'introduction des nouvelles technologies : facteur de puissance agricole……215
D) Un nouveau paradigme organisationnel……216
E) Vers une nouvelle concentration foncière et productive……218
F) Une vision renouvelée de la puissance de l'agriculture……..221
3.1.2 Contexte de la montée en puissance de l'agriculture argentine et du retour du « grenier du monde »……...222
A) L'Argentine et la « fin de l'histoire »……223
B) L'Argentine et la « faim de l'histoire » ……225
3.1.3 Le réaménagement territorial des territoires de la pampa : clé de la puissance agricole argentine……..231
A) Les infrastructures portuaires et le développement du commerce maritime……...232
B) Aménagement de l'axe fluviomaritime Paraguay-Paraná : développement décisif d'un axe stratégique ……..233
C) Le réseau routier : infrastructures fragiles de la puissance agricole argentine……238
3.2 La sojatisation du « grenier du monde »……244
3.2.1 Le soja : un grain devenu stratégique……244
A) D'une culture géographiquement limitée à une marchandise globalisée ……..245
B) Les effets de la crise de la vache folle sur la production de soja……247
C) L'impact du boom de la consommation mondiale de protéines animales sur la production de soja……..249
D) Le soja et la financiarisation des matières premières agricoles……251
3.2.2 L'introduction du soja en argentine……254
A) Une introduction difficile……254
B) Juan Domingo Perón et la "guerre des protéines"……..255
C) Révolution technologique et essor de la production……..261
3.2.3 Mutations territoriales et nouveaux enjeux de pouvoir……..263
A) Mutation de l'espace agricole : le « désert vert »……...263
B) Impact de l'avancée d'un front sojicole sur la déforestation……..267
C) Hégémonie de la production de soja et son rôle dans la reconstruction économique de l'Argentine……270
D) Enjeux de pouvoir autour des semences OGM……..272
E) Le soja : un nouveau levier de pouvoir financier et monétaire……..274

F) Culture du soja et repositionnement politique des mouvements syndicaux agricoles……275
3.3 La sojatisation de la puissance argentine : le « grenier d'un monde chinois »……..279
3.3.1 La sécurité alimentaire et agricole chinoise……281
A) L'autosuffisance agricole et alimentaire : un paradigme qui s'effrite……282
B) Le choix d'externaliser la production de soja : une stratégie nationale……..284
C) Le choix d'externaliser la production de soja : un enjeu global ……286
3.3.2 La relation sino-argentine au prisme du soja……..290
A) La naissance d'une Association Stratégique Intégrale……...290
B) Vers un réaménagement territorial orienté vers la Chine……...293
C) Les effets de l'alternance politique argentine ……296
D) L'incidence de la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis……297
Conclusion du chapitre 3……..299
CHAPITRE 4 : LES NOUVEAUX « DESERTS DE LA NATION » : FRONTS AGRAIRES DANS LES TERRITOIRES DU BASSIN DU PILCOMAYO……...301
4.1 Contextualisation des nouveaux « déserts de la nation » : le bassin du Pilcomayo……303
4.1.1 Situation géographique et hydriques des nouveaux « déserts de la nation »……303
A) Le Pilcomayo : un fleuve, deux bassins, trois pays ……305
B) Le Pilcomayo : caractéristiques du fleuve ……307
C) Des territoires à la marge……308
4.1.2 Les acteurs du conflit et leurs représentations du territoire……311
A) Indigènes et créoles : les nouveaux « barbares » ……...312
B) Éleveurs de grands troupeaux : les acteurs de la « civilisation »……315
4.1.3 Les déterminants historiques de la marginalisation des territoires du bassin……..317
A) La Guerre de la Triple Alliance et la création de la frontière ……317
B) Le temps des dictatures et la sanctuarisation d'une zone de front dans le bassin du Pilcomayo……320
4.2 Relier les nouveaux « déserts » de la nation au « grenier du monde » ……322
4.2.1 Les enjeux de l'intégration continentale……323
A) L'IIRSA (Initiative d'Intégration de l'infrastructure Régionale Sud-Américaine)……324

B) ZICOSUR (Zone d'Intégration du Centre Ouest de l'Amérique du Sud)……..330
4.2.2 Les enjeux du nouvel aménagement territorial…….332
4.3 L'expansion de la frontière agro-pastorale : facteur de développement ou d'instabilités ?.....337
4.3.1 La province de Formosa en quête de développement ……..337
A) L'ouest de la province : territoire de « conquête » pastorale…….338
B) La ressource foncière : moyen et finalité de la conquête……...340
C) L'irrigation, facteur clé du développement……343
D) Le rôle des représentations locales…….351
4.3.2 Recrudescence de la conflictualité……..353
A) Les populations indigènes face à la canalisation du fleuve et l'implantation de grands élevages ……..354
B) Revendications et conflits territoriaux avec les créoles …….356
C) Le retour d'un discours nationaliste au Paraguay……...359
D) La colère des communautés de pêcheurs boliviens……361
E) L'avancée de la frontière du soja dans les zones semi arides…….365
Conclusion du chapitre 4…….368
CONCLUSION GENERALE……..370
ANNEXES…….377
Annexe 1 : Tableau des entretiens de thèse…….377
Annexe 2 : Tableau des entretiens de master 2……385
Annexe 3 : Déclaration conjointe sur l'établissement de l'Association Stratégique Intégrale entre la République d'Argentine et la République Populaire de Chine……388
BIBLIOGRAPHIE……394
SITOGRAPHIE……419
TABLE DES ILLUSTRATIONS……422
TABLE DES MATIERES……424